



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° I 2 Objet : SPORTS

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° 12****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;
 APRES PRESENTATION du rapport en Commission Education et Sports ;
 APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Encourager la pratique sportive des jeunes :**

considérant que les actions destinées à la pratique du sport dans le Département, tant au titre du sport scolaire que dans le cadre des écoles de sport, sont privilégiées,

- d'inscrire un crédit global de 1 038 200 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I, afin d'encourager la pratique sportive des jeunes.

A°- Promouvoir la pratique scolaire :

considérant le soutien financier apporté par le Département au sport scolaire, avec notamment des subventions pour le fonctionnement de l'UNSS et l'organisation tous les deux ans de la « journée départementale du sport au collège »,

considérant l'action des comités départementaux dans les écoles primaires et collèges du Département, permettant la découverte de leur discipline via des actions de masse.

- de prendre acte qu'en 2021 10 comités ont été bénéficiaires dans ce cadre d'aides pour un montant de 30 573 €.

- de reconduire notre soutien au sport scolaire.

- d'attribuer une subvention 2022 de fonctionnement aux associations départementales de sport scolaire selon la répartition suivante :

- Union Sportive de l'Enseignement Premier Degré - U. S. E. P

Fonctionnement	51 800 €
dont - Semaine Olympique	5 000 €

- Union Nationale du Sport Scolaire (U. N. S. S.)

Fonctionnement	15 000 €
----------------	----------

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions à intervenir à conclure avec l'U.S.E.P. et l'U.N.S.S.

- préciser que les associations sportives des collèges et lycées n'étant pas immatriculées au répertoire SIRENE, la subvention qui leur est attribuée sera versée à l'U.N.S.S., à charge pour cette fédération de leur restituer.



- de donner délégation à la Commission Permanente pour :

- examiner, les demandes de subventions présentées par les Associations sportives des collèges et lycées, au vu des propositions faites par l'UNSS,
- examiner, les demandes de subventions présentées par les comités départementaux pour la réalisation de leurs actions en milieu scolaire.

- d'organiser, au vu du succès de l'édition 2021 et afin d'encourager la pratique sportive scolaire, une journée du sport au collège en 2022 et de retenir le principe d'une organisation désormais annuelle de la manifestation.

- d'assurer, dans la limite d'un crédit de 25 000 €, la prise en charge directe des dépenses afférentes à cet événement incluant le financement des transports, les frais matériels et de sécurité.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tout document à intervenir nécessaire à la mise en œuvre de cette manifestation.

B°- Soutenir les Écoles de Sport :

- de prendre acte de l'attribution, une aide globale de 736 848,40 € à 499 clubs (dont 31 clubs leaders), regroupant plus de 28 952 licenciés âgés de moins de 15 ans.

- d'adopter le règlement départemental d'aide aux clubs sportifs gérant une école de sport, figurant en annexe II.

- d'adopter le dispositif d'aides complémentaires en fonction des performances tel que figurant en annexe III.

C°- Déplacements des écoles de sport :

- de prendre en charge, en liaison avec les comités départementaux, le transport des jeunes licenciés se rendant à ces matchs avec leur encadrement sportif.

- de donner délégation la Commission Permanente pour l'examen des demandes de soutien dans ce cadre.

D°- Chèque sport :

considérant que par délibération n° H 4 en date du 22 mars 2016, l'Assemblée départementale a mis en place un chèque sport pour les élèves landais scolarisés en sixième afin de faciliter leur inscription dans un club sportif ou dans une association sportive scolaire relevant de l'UNSS situés dans les Landes,

- de prendre acte de l'attribution au titre de l'année scolaire 2020-2021, que 837 chèques sport ont été alloués pour un montant de 46 350 €.

- d'adopter le règlement départemental « Chèque Sport », tel que figurant en annexe IV.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits au vu des demandes présentées et accomplir toutes les démarches afférentes, et en particulier en matière de communication et promotion.

II – Aides aux structures sportives :

A°- Subventions aux comités et organismes départementaux :

1°) Soutien des actions des Comités départementaux et organismes départementaux œuvrant dans le secteur sportif :

considérant l'intérêt de l'action des comités départementaux et organismes départementaux œuvrant dans le secteur sportif,

- de prendre acte qu'en 2021 46 comités et structures départementales pour un montant total de 165 420 €.

- de reconduire ce soutien au titre de l'année 2022.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe financière I, le crédit nécessaire au soutien de ces structures, soit 307 265 €.

- de donner délégation à la Commission Permanente, pour la répartition de ce crédit.

2°) Fonds dédié aux aides exceptionnelles à l'équipement des Comités départementaux et organismes départementaux œuvrant dans le secteur sportif :

considérant la volonté du Département de soutenir les comités s'engageant dans des démarches de pratiques inclusives,

considérant que les aides exceptionnelles à l'équipement attribuées par le Département financent, pour les Comités et organismes départementaux, des acquisitions de matériel sportif utilisé pour des opérations de pratique sportive en direction des personnes en situation de handicap, et supposent un autofinancement par les Comités d'environ 25 % de la dépense,

- de reconduire le fonds dédié aux aides exceptionnelles à l'équipement.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 pour ces subventions, un crédit d'investissement d'un montant de 9 000 € conformément à l'annexe financière I.

B°- Dispositif « Profession Sport Landes » :

après avoir constaté que M. FORTINON en sa qualité de Président du Conseil départemental, membre de droit du Conseil d'administration des deux associations ci-après et M. BEDAT, en sa qualité de représentant du Président, ne prenaient pas part au vote de ces dossiers,

1°) Soutien au Groupement d'Employeurs Sport et Loisirs Landes (G.E.S.L.) :

- de prendre acte qu'en 2021 le Groupement d'Employeurs Sport et Loisirs Landes (G.E.S.L.), qui gère le service de mise à disposition, a rémunéré 62 salariés soit 19 équivalent temps plein au bénéfice de 136 structures utilisatrices adhérentes.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en fonctionnement le crédit correspondant, soit 52 000 € conformément à l'annexe financière I,

étant précisé que la contribution départementale au fonctionnement de l'Association « Profession Sport et Loisirs Landes » est fixée par délibération n° H 1 du Budget Primitif 2022.



- d'attribuer au titre de l'année 2022 une subvention de 52 000 € au Groupement d'Employeurs Sport et Loisirs Landes.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention correspondante à intervenir.

2°) Aides allouées dans le cadre du dispositif Profession Sport et Loisirs Landes (P.S.L.L.) :

- d'adopter le règlement d'aide au mouvement sportif dans le cadre de l'opération « Profession Sport Landes », tel que figurant en annexe V.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, un crédit global de 75 000 € permettant le financement des aides au mouvement sportif dans le cadre du règlement précité (aide à la création d'emplois, aide à la mobilité et bourses pour la préparation d'un diplôme).

- de préciser qu'au titre dudit règlement départemental précité, la Commission Permanente a délégation pour l'attribution et la répartition des crédits d'aide à la création d'emplois sportifs.

- de prendre acte du fait que M. le Président du Conseil départemental rendra compte à l'Assemblée départementale des soutiens attribués au titre des aides à la mobilité et des bourses en faveur des cadres sportifs préparant un diplôme professionnel d'éducateur sportif.

C°- Formation de cadres bénévoles :

compte tenu de la volonté du Département de poursuivre son engagement à la formation et au perfectionnement des cadres des associations sportives landaises,

- de prendre acte qu'en 2021 cette aide a été attribuée à 55 cadres bénévoles pour un montant global de 7 866 € et une aide moyenne de 143,02 € par cadre formé.

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la formation des cadres sportifs bénévoles, tel que figurant en annexe VI.

- de maintenir pour 2022, le montant plafond de l'aide à 165 € par cadre formé et par an.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, un crédit de 27 000 €.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits au vu des demandes de subvention présentées et dans la limite du budget de cette action.

D°- Étude relative au financement par mécénat des clubs sportifs landais :

considérant que les impacts de la crise sanitaire demeurent et fragilisent la situation des acteurs associatifs, la problématique du financement des clubs sportifs mérite d'être interrogée et la question du recours au mécénat, étudiée par la réalisation d'une étude,

- d'inscrire au Budget Primitif un crédit de 20 000 €, conformément à l'annexe financière I, pour la réalisation de cette étude.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à engager des contacts en ce sens, notamment en lien avec le dispositif Profession Sport et Loisirs Landes.

III – Promouvoir les Sports :

A°- Promouvoir et agir sur l'égalité femmes-hommes dans les politiques sportives :

considérant qu'en 2021, le Département a mis en œuvre un important travail d'évaluation de ses politiques sportives sous l'angle de l'égalité femmes-hommes,

considérant que le rapport final de l'étude comporte de nombreuses préconisations pour favoriser la promotion du sport au féminin, la mixité dans les disciplines et l'ensemble des aspects du secteur sportif, ainsi qu'une mobilisation générale des acteurs du sport landais pour une stratégie ambitieuse en matière d'égalité femmes-hommes dans les politiques sportives,

considérant que ces préconisations ont été intégrées au plan d'actions 2021-2023 relatif à la promotion de l'égalité femmes-hommes,

- de prendre acte de l'étude réalisée en 2021 (annexe VII).
- de poursuivre la démarche afin que les préconisations liées soient progressivement étudiées (faisabilité technique et budgétaire) et le cas échéant mises en œuvre en lien direct avec le mouvement sportif.

B°- Le Soutien à la pratique de Haut niveau :

1°) Le sport collectif d'élite :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 les crédits suivants, conformément au détail figurant en annexe financière I :
 - 373 500 € au titre des missions d'intérêt général assurées par les clubs concernés (écoles de sport, formation, partenariat avec le comité départemental et les autres clubs de la discipline) ;
 - 54 000 € au titre de la communication.
- de répartir ces crédits entre les clubs pour la saison sportive 2022-2023, lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée départementale, au vu des résultats obtenus à l'issue de la saison sportive 2021-2022.

2°) Aides aux sportifs individuels de haut niveau :

- d'adopter dispositif d'aides aux sportifs individuels de haut niveau, aux arbitres et juges de haut niveau, tel que figurant en annexe VIII.
- d'inscrire à cette fin au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, un crédit d'un montant de 58 000 €.

C°- Soutien aux manifestations promotionnelles :

- de prendre acte qu'en 2021 un total de subventions de 53 000 € pour le déroulement de 32 manifestations sportives a été accordé.
- de préciser le cadre d'intervention du soutien aux manifestations sportives promotionnelles selon les modalités en annexe IX.
- d'inscrire au Budget primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, au titre du soutien aux manifestations sportives, un crédit d'un montant de 90 000 €.
- de donner délégation à la Commission Permanente pour la répartition des aides aux manifestations sportives promotionnelles au vu des demandes présentées et après avis du CDOS (Comité Départemental Olympique et Sportif), et de la Commission Education et Sports du Département.



D°- Promotion des valeurs citoyennes et fédératrices du sport :

afin d'encourager la promotion des valeurs citoyennes et fédératrices du sport portées par le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples, l'Association « Colosse aux pieds d'Argile » et via le prix de la sportivité,

- d'inscrire un crédit global de 3 600 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I.

a) Appel à projets « Sport-santé » :

considérant qu'au terme des appels à projets 2018 et 2019, deux démarches ont été accompagnées par le Département : celle de l'Association Hope Team East et celle de la Commune de Rion-des-Landes.

considérant que le financement des activités de l'Association Hope team East est aujourd'hui arrivé à son terme.

- d'inscrire un crédit de 2 000 €, conformément à l'annexe financière I.

- d'approuver le lancement d'un nouvel appel à projets départemental.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour en approuver le règlement.

b) Animation départementale – Dispositif Prescription d'Exercice Physique pour la Santé (PEPS) :

considérant la délibération n° H 4 du 4 novembre 2019, par laquelle l'Assemblée départementale soutient une stratégie départementale « Sport-santé bien-être » autour du déploiement du dispositif PEPS (Prescription d'Exercice Physique pour la Santé).

considérant que ce dispositif est porté dans les Landes par la Plateforme territoriale d'Appui (PTA) Santé Landes, qui souhaite développer une offre sur les territoires ruraux sur lesquels l'offre sport-santé est très limitée,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, un crédit de 10 000 €, conformément à l'annexe financière I pour la mise en place de programmes d'activités sur le territoire en 2022.

- de préciser que la Commission Permanente a délégation pour attribuer la subvention à la Plateforme Territoriale d'Appui (PTA) Santé Landes.

IV – Soutenir la dynamique territoriale « Terres de Jeux » :

A°- Moderniser les équipements sportifs d'intérêt départemental :

1°) Opérations antérieures :

Compte tenu de l'avancement des opérations soutenues et/ou identifiées par le Département, je vous propose :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, un Crédit de Paiement 2022 de 30 000 € au titre de l'AP 2018 n° 643 « Centre Aquatique », conformément à l'annexe financière I et à la convention d'attribution de subvention conclue avec la Commune de Dax le 27 mars 2018.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, un Crédit de Paiement 2022 de 75 000 € au titre de l'AP 2020 n° 702 « Siège de la Fédération Française de Course Landaise », conformément à l'annexe financière I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour procéder à l'attribution de l'aide relative au projet de modernisation et de rénovation de son siège et approuver les termes de la convention attributive à intervenir.

2°) Maison départementale des sports :

considérant que par délibération n° H 4(1) en date du 16 novembre 2020 l'Assemblée départementale a décidé d'engager la réalisation d'une Maison départementale des Sports sur le site de l'INSPE de Mont-de-Marsan,

considérant que qu'une AP 2020 n° 750 d'un montant de 3,25 M € a été votée lors de la Décision Modificative n°2-2020 et des soutiens financiers au titre du CPER et de la dotation de soutien à l'investissement local ont été sollicités,

- de prendre acte de l'état d'avancement de ce projet.

3°) Modernisation des équipements sportifs d'intérêt départemental :

considérant que :

- par délibération n° H 4 en date du 7 mai 2021, l'Assemblée départementale a décidé de soutenir la dynamique territoriale « Terre de Jeux 2024 » en allouant des soutiens au titre de l'accueil de délégations dans le cadre de la dynamique « Terres de Jeux », pour l'accueil de délégations nationales et l'organisation de manifestations sportives en lien avec l'olympiade,
- par délibération n° I 2 en date du 23 juillet 2021, l'Assemblée départementale a précisé le cadre général d'intervention relatif aux équipements sportifs d'intérêt départemental dans le cadre du soutien aux collectivités labellisées propriétaires de sites reconnus « Centre de Préparation aux Jeux » pour la réalisation de travaux et investissements,

considérant, par ailleurs, que le Comité des Landes de Basket souhaite engager des travaux de rénovation, modernisation et agrandissement de son centre d'entraînement de Basket-Ball situé à Mont-de-Marsan,

afin de soutenir les projets de modernisation des équipements sportifs d'intérêt départemental du territoire,

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 de 300 000 € au Budget primitif 2022, au titre de l'AP 2021 n° 776 et conformément à l'annexe financière I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'attribution des soutiens départementaux dans ce cadre

B°- Assurer la promotion du territoire :

1°) L'accueil de compétitions internationales de surf :

considérant que dans le prolongement de la dynamique WESURF2024, le territoire reste mobilisé pour conserver son positionnement de « Capitale Européenne du Surf » et demeurer l'une des plus attractives scènes d'expression de la glisse dans le monde,

considérant que les échanges se poursuivent avec la WSL, les acteurs locaux et la DIGES pour positionner le territoire landais sur une étape du championnat du monde en 2023, sous réserve de la faisabilité d'une telle orientation qui renvoie notamment à l'objectif d'un plan de financement stabilisé entre les différents acteurs publics (collectivités et Etat),

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 et conformément à l'annexe financière I, un crédit de 36 000 € pour la réalisation de prestations de communication visant à assurer la promotion, au niveau national et international, du territoire du Département des Landes, dans le cadre de compétitions de surf se déroulant dans les Landes en 2022.



- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à poursuivre les échanges à intervenir avec la WSL, le groupe Boardriders et les acteurs locaux en vue de l'accueil des événements précités sur le territoire landais.

2°) L'animation du label Terre de Jeux :

considérant que le Département et les acteurs du sport landais cherchent à mobiliser les territoires labellisés « Terre de Jeux » afin de faire vivre l'Olympiade dans le Département et valoriser le territoire,

- d'inscrire un crédit global de 50 000 € conformément au détail figurant en annexe I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'attribution de subventions dans le cadre de soutiens à des opérations menées pour animer la démarche « Terre de Jeux » à l'échelle du département (dont l'accueil de délégations).

- de lancer un nouvel appel à projets intitulé « Terre de jeux 2024 » avec le CDOS des Landes afin d'accompagner et soutenir les collectivités et associations labellisées "Terre de Jeux" ou "Impact 2024" dans l'organisation d'événements ou manifestations sportives en lien avec l'olympiade.

- d'approuver le règlement afférent à ce nouvel appel à projets, figurant en annexe X.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour attribuer des soutiens financiers dans ce cadre.

3°) IMPACT 2024 :

considérant que le CDOS, en consortium avec l'association Water Family et le Département, a été lauréat de l'appel à projets Impact 2024 avec son projet « Durabl'Impact XL »,

considérant que ce projet vise à proposer un accompagnement, des comités départementaux sportifs et associations sportives, pour la mise en œuvre opérationnelle de solutions éco-responsables dans leur organisation,

- de prendre acte de la conduite de ce projet en deux phases sur l'année 2022 avec :

- des temps collectifs de sensibilisation, d'information aux notions de développement durable en lien avec le sport,

- des temps individuels et collectifs d'accompagnement pour la réalisation d'actions concrètes.

- de préciser que ce projet bénéficie d'une aide du Fonds de dotation Paris 2024 ainsi que d'un soutien départemental logistique et financier à hauteur de 5 000 € intégré dans le cadre du partenariat avec l'association Water Family qui sera proposé lors d'une prochaine réunion de la Commission Permanente.



C°- Soutenir le développement du Surf et des activités du littoral :

1°) ACASAL :

considérant que par délibération n° 8⁽³⁾ en date du 25 septembre 2020, la Commission Permanente a approuvé une convention de gestion définissant notamment les modalités d'occupation de l'ACASAL pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023,

considérant que par délibération n° H 2 en date du 30 juin 2017 l'Assemblée départementale a décidé de réaliser des travaux d'extension et d'amélioration du débit internet en vue d'assurer la vocation de ce site comme un site ressource (« maison des sports de nature »), de formations et d'expertise sur le surf, les activités du littoral et les sports de nature,

- d'inscrire en recettes, le solde de la subvention appelée en 2021 au titre de 2020, soit 73 750 € conformément à la délibération n°2018-1044.CP de la Commission Permanente de la Région Nouvelle-Aquitaine, en date du 28 mai 2018, qui a attribué au Département une aide régionale de 147 500 € pour la réalisation de cette opération.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I :

- un crédit de 20 000 € au Budget Primitif 2022 en investissement, au titre de l'AP 2021 n° 776 et conformément à l'annexe financière I pour la poursuite de l'équipement de l'établissement,

- un crédit de 53 000 € en fonctionnement, dont 43 000 € au titre de la participation financière prévisionnelle allouée au C.R.E.P.S. pour la gestion du Centre de Soustons conformément à la convention de gestion de cet équipement approuvée par délibération n° 8⁽³⁾ de la Commission Permanente en date du 25 septembre 2020, et définissant les modalités d'occupation de l'ACASAL pour la période du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2023.

- d'attribuer ainsi une subvention maximale de 43 000 € au Centre de Recherche et d'Expertise sur la Performance Sportive (C.R.E.P.S.) au titre du fonctionnement de l'établissement en 2022.

2°) Handisurf :

considérant que l'association Nationale Handisurf a pour objet :

- d'assurer l'accessibilité aux personnes en situation de handicap, sur l'ensemble du territoire français, au travers de la pratique des sports de glisse reconnues par la Fédération Française de Surf ;

- de former les éducateurs BPJEPS, BE et BIF Surf à l'accueil des personnes en situation de handicap ;

- d'accompagner et labelliser les structures dans les projets handisurf et animer ce réseau handisurf à travers des actions de sensibilisation du grand public, des compétitions locales... ;

afin de soutenir les actions de formation et sensibilisation prévues sur le territoire des Landes, je vous propose :

- d'attribuer à l'Association Handisurf une subvention de 2 000 € en vue de soutenir son programme d'actions se réalisant dans le département des Landes.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 le crédit correspondant, soit 2 000 €, conformément à l'annexe financière I.

V – Développer les Sports de nature :

A°- Inscriptions au PDESI :

considérant que par délibération n° H 6 en date du 14 avril 2011, notre Assemblée a adopté le Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) au sein duquel a été intégré le Plan Départemental des Itinéraires et Promenades et des Randonnées (PDIPR) et le Schéma Cyclable.

considérant que fin 2021 vingt-cinq sites sont inscrits au niveau III du Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires (PDESI) des Landes.

- d'adopter le règlement départemental relatif à la promotion des sports de nature au titre du PDESI des Landes, tel que figurant en annexe XI.

Au titre des programmations antérieures et compte tenu des réalisations :

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 global de 226 360 € conformément à l'annexe financière I, au titre des AP 2020 n°699 et AP 2021 n°775.

- de voter, en vue de financer de nouveaux projets, une AP 2022 n° 854 « Dispositif PDESI 2022 » d'un montant de 200 000 €, étant précisé que l'échéancier prévisionnel figure en l'annexe financière I.

- d'inscrire en conséquence au Budget primitif 2022 un Crédit de Paiement global 2022 de 120 000 €.

- de mobiliser ainsi la Taxe d'Aménagement (TA) pour toutes opérations concernant ces espaces et itinéraires.

B°- Actions visant la promotion des sports de nature au titre du PDESI des Landes :

1°) Equipement :

considérant la mise en œuvre d'actions « sports de nature » financées par la Taxe d'Aménagement sur des espaces, sites et itinéraires et sur des sites expérimentaux,

- de créer une aide à l'équipement au profit d'associations souhaitant acquérir des équipements sportifs en lien avec la destination d'un espace site et itinéraire inscrit au PDESI des Landes.

- d'adopter le règlement départemental « équipements en lien avec la destination d'un espace site et itinéraire inscrit au PDESI des Landes », figurant en annexe XII permettant de financer des équipements.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 conformément à l'annexe financière I, un crédit de 5 000 €, pour la mise en œuvre de cette action.

2°) Déploiement des Espaces Sports Orientation (ESO) :

considérant que le Comité Départemental de la Course d'Orientation des Landes (CDCO40) s'est saisi du concept d'Espace Sports Orientation (ESO) développé par la Fédération Française de Course d'Orientation,

considérant que ce comité a fait le choix de mettre en place un réseau d'ESO sur le territoire,

considérant que le comité portera donc les demandes d'inscription au niveau III du PDESI ainsi que les demandes de financements auprès du Département pour les aménagements nécessaires aux ESO,



- d'inscrire au Budget Primitif 2022, un crédit de 5 300 €.
- d'attribuer une subvention départementale de 5 300 € au Comité Départemental de la Course d'Orientation des Landes afin de :
 - poursuivre la mise en place d'un réseau d'Espaces Sports Orientation (ESO) sur le territoire landais,
 - garantir la pérennité des sites inscrits et leur entretien,
- de préciser que la subvention départementale sera calculée et versée après production d'un compte rendu de visite de l'Espace Sports Orientation (ESO) et des factures des travaux d'entretien réalisés.
- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention à intervenir avec le Comité départemental de la Course d'Orientation des Landes.
- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 1 200 € afin de permettre la mise en œuvre d'actions de communication autour de cette démarche.

*

* *

- d'approuver le détail des inscriptions budgétaires 2022 tel que figurant en annexe I (annexe financière).
- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des actes dans le cadre des inscriptions précitées.

Le Président,

Xavier FORTINON

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-I02_BP_2022-DE

**RAPPORT I2 (AP) - ANNEXE I
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
BP 2022**

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					CREDITS DE PAIEMENT	
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 - 2021)	CP REALISES AU 31/12/2021	AP 2022 (BP 2022)		SOLDE AP	CP OUVERTS AU TITRE DE 2022	CP OUVERTS AU TITRE DE 2023
						AJUSTEMENTS	NOUVEAU MONTANT			
776	MODERNISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTERET DEPARTEMENTAL	204	32	450 000,00	30 595,06			419 404,94	300 000,00	119 404,94
702	SIEGE FFCL	204	32	150 000,00	0,00			150 000,00	75 000,00	75 000,00
643	CENTRE AQUATIQUE (DAX)	204	32	700 000,00	665 000,00			35 000,00	30 000,00	5 000,00
646	EXTENTION ACASAL	23	32	360 000,00	336 375,45			23 624,55	20 000,00	3 624,55
699	DISPOSITIF PDESI (2020)	204	32	178 184,00	74 184,00			104 000,00	102 000,00	2 000,00
775	DISPOSITIF PDESI (2021)	204	32	350 000,00	80 882,29			269 117,71	124 360,00	144 757,71
854	DISPOSITIF PDESI (2022)	204	32				200 000,00	200 000,00	120 000,00	80 000,00
TOTAL				2 188 184,00	1 187 036,80	0,00	200 000,00	1 201 147,20	771 360,00	429 787,20



II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	DEPENSES BP 2022	RECETTES BP 2022
INVESTISSEMENT	204	32	PROVISION SUBV INVESTISSEMENT COMITES	9 000,00	
	13	32	SUBVENTION REGION ACASAL		73 750,00
	204	32	EQUIPEMENTS SPORTIFS ESI	5 000,00	
Total Investissement				14 000,00	73 750,00
FONCTIONNEMENT	65	28	ASSOCIATIONS SPORT SCOLAIRE	111 400,00	
	65	28	USEP (fonctionnement et semaine olympique)	51 800,00	
	65	28	UNSS (fonctionnement)	15 000,00	
	011	32	JOURNEES DEPART.SPORT PRESTATION	25 000,00	
	65	32	AIDES SPORT	830 000,00	
	011	32	TRANSPORT JEUNES ECOLES SPORT	5 000,00	
	65	32	STRUCTURES SPORTIVES	305 265,00	
	65	32	HANDISURF	2 000,00	
	65	32	PROFESSION SPORT	75 000,00	
	65	32	ASSOCIATION GROUPEMENT D'EMPLOYEURS	52 000,00	
	65	32	BOURSES POUR CADRES SPORTIFS	27 000,00	
	65	32	AIDE SPORTS CO. HAUT NIVEAU	373 500,00	
	011	32	COMMUNICATION SPORTS CO. ELITE	54 000,00	
	65	32	AIDE SPORT INDIVI. HAUT NIVEAU	58 000,00	
	65	32	MANIF.SPORT.PROMOTIONNELLES	90 000,00	
	65	28	CONCOURS COMITE MEDAILLES JS	600,00	
	65	32	MRAP une seule couleur du maillot	1 000,00	
	65	32	COLOSSES AUX PIEDS D'ARGILE	2 000,00	
	65	32	SPORT SANTE PUBLIC	2 000,00	
	65	32	SPORT SANTE COORDINATION	10 000,00	
	011	32	COMMUNICATION JO 2024	15 000,00	
	65	32	PROMOTION TERRITOIRE JO 2024	15 000,00	
	65	32	PROMO TERRITOIRE JO 2024 (COLLECTIVITES)	20 000,00	
	011	32	ASSOCIATION SURFEURS PROFESSIONNELS	36 000,00	
	65	32	CREPS Antenne Soustons	10 000,00	
	65	32	PARTICIPATION ACASAL	43 000,00	
	011	32	COMMUNICATION ESO	1 200,00	
	65	32	PARTENARIAT COMITE DEPTAL ORIENTATION	5 300,00	
	011	32	ETUDE FINANCEMENT DU SPORT LANDAIS	20 000,00	
Total Fonctionnement				2 256 065,00	
Récapitulatif des inscriptions					
	Dépenses	Recettes			
Chapitre 204	765 360,00				
Chapitre 23	20 000,00				
Chapitre 13		73 750,00			
Chapitre 65	1 614 400,00				
Chapitre 011	156 200,00				



ANNEXE II

AIDE AUX CLUBS SPORTIFS GERANT UNE ECOLE DE SPORT 2021-2022

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} - Objet

L'Assemblée départementale souhaitant encourager la pratique sportive la plus large et soutenir les efforts des clubs en matière de formation des plus jeunes, une aide financière peut être accordée aux clubs sportifs landais gérant une « Ecole de Sport ».

Article 2 - Champ d'application

Cette aide est réservée aux clubs agréés par le Ministère de tutelle adhérent à une Fédération Nationale, pouvant justifier de l'inscription dans une discipline d'au moins dix jeunes licenciés de 15 ans au plus et de la présence dans leur club d'animateurs diplômés dans la discipline.

L'Assemblée départementale statuant par ailleurs sur les aides spécifiques au sport scolaire, l'aide aux écoles de sport ne peut être cumulée avec ces aides spécifiques.

Article 3 - Base de calcul

Le montant de l'aide allouée à chaque club sera constitué :

- * d'une dotation forfaitaire de base par club ou section,
- * d'une dotation par jeune licencié, de 15 ans au plus, encadré par des animateurs qualifiés (brevets fédéraux ou brevets d'Etat).

Pour les sports collectifs la dotation forfaitaire de base pourra être modulée lorsque leur équipe première dispute le championnat de France dans les trois premières divisions ou groupes amateurs. Cette modulation sera la somme de trois calculs tenant compte du classement de l'équipe première, de la difficulté d'accession à ce classement, du rayon de déplacement en championnat.

- * Classement : une somme correspondant à chacune des trois catégories quelle que soit la discipline.
- * Difficulté d'accession : sur la base d'un ratio prenant en compte le nombre total de clubs français dans la discipline sur le nombre de clubs évoluant au même niveau ou dans les niveaux supérieurs dans le Championnat de France.
- * Déplacements : une somme correspondant au rayon de déplacement imposé au club pour disputer le championnat, multipliée par le nombre d'équipes concourant dans la même poule.

Le Département révisera annuellement les barèmes de calcul.

Article 4 - Procédure

Les dossiers de demande seront transmis au Président du Conseil départemental par le Comité Olympique Départemental accompagnés de son avis et de l'avis des comités départementaux.

Les demandes seront soumises aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Département.



Article 5 - Composition du dossier

L'appréciation de chaque demande sera faite au vu d'un dossier comportant :

- copie de la notification de l'agrément Jeunesse et Sports,
- les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent et le budget prévisionnel de l'exercice en cours,
- un compte rendu de l'activité de l'école de sport et une note sur ses projets,
- la notice de renseignements fournie par le Département dûment complétée et signée.

SAISON SPORTIVE 2021-2022

BASES DE CALCUL

I. Bases applicables à l'ensemble des clubs gérant une école de sport :

- Dotation forfaitaire de base 630,00 €
- Dotation par jeune licencié 6,70 €

II. Bases de calcul de la modulation de la dotation forfaitaire pour les sports collectifs en fonction de leur performance :

a) Classement

- 1^{er} niveau : 1^{er} groupe 6 070 €
- 2^{ème} niveau : 2^{ème} groupe 3 040 €
- 3^{ème} niveau : 3^{ème} groupe 1 520 €

b) Difficulté d'accession

Discipline	1 ^{er} niveau	2 ^{ème} niveau	3 ^{ème} niveau
Rugby	5 300 €	1 370 €	360 €
Football	23 070 €	11 730 €	630 €
Basket	10 710 €	1 370 €	360 €
Handball	5 210 €	640 €	180 €
Volley	3 200 €	540 €	180 €
Cyclisme	3 930 €	2 960 €	580 €

À la suite de la création par la Fédération Française de Rugby de la nouvelle division nationale amateur pour la saison 2020-2021, les dotations forfaitaires sont :

- « Classement » 6 070 €
- « difficulté d'accession » 10 710 €

Aide complémentaire exceptionnelle de 20 000 € pour les équipes de sport collectif éligibles au présent règlement départemental dans le cas d'une accession au plus haut niveau amateur, étant précisé que cette aide est non reconductible dans l'hypothèse d'un maintien au nouveau niveau atteint.

c) Déplacements

- Grand Sud-Ouest 180 €
- Territoire national 370 €



Annexe III

AIDES COMPLEMENTAIRES EN FONCTION DES PERFORMANCES

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1er avril 2022

Article 1^{er} - Sports individuels pratiqués par équipe

- clubs concernés : clubs gérant une école de sport, classés en division nationale de la discipline jusqu'à la catégorie senior, pour leur participation aux phases finales de championnat dans le cadre de l'obtention d'un titre de champion de France inscrit au calendrier national de la Fédération.
- composition du dossier : présentation du budget pour le déplacement considéré faisant apparaître les frais réels de déplacement et d'hébergement engagés ainsi que les participations éventuelles
- aide allouée par la Commission Permanente en référence aux dépenses de participation aux phases finales restant à la charge des clubs sportifs, sur la base de 50 % d'une dépense subventionnable au moins égale à 200 €.

Article 2 - Aide complémentaire aux équipes landaises ayant remporté un titre de champion de France

- champs d'application :
 - équipes landaises ayant remporté un titre de champion de France,
 - clubs dont l'un des licenciés a remporté un titre de champion de France. Cette aide ne peut être perçue qu'une seule fois par saison.
- montant de l'aide : aide forfaitaire de 1 530 €.



ANNEXE IV

CHEQUE SPORT- Pack XL Jeunes

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1er avril 2022

Article 1^{er} :

Dans le cadre de sa politique sportive, le Département s'engage à favoriser l'accès du plus grand nombre à une offre associative fédérale de qualité.

Pour cela, le Département attribue sous la forme d'un chèque sport une aide consécutivement à l'inscription dans un club sportif ou dans une association sportive scolaire relevant de l'UNSS, ceci selon les modalités présentées ci-après.

Article 2 :

Cette aide départementale sera exclusivement réservée sans condition de nationalité aux familles domiciliées dans les Landes.

Article 3 :

L'aide est attribuée à tous les jeunes de 6^{ème} inscrits en collège, dans les Landes ou hors du département ; ainsi qu'auprès du Centre National d'Enseignement à Distance.

Ne sont ainsi pas éligibles au dispositif :

- les activités relevant des clubs de remise en forme, de danse ou d'autres activités physiques relevant du secteur marchand.
- les abonnements et les cours particuliers ou collectifs.

L'appréciation de la situation de chaque demandeur sera effectuée à partir des éléments suivants:

- le lieu de résidence
- le club auprès duquel l'enfant est inscrit
- l'établissement fréquenté par le jeune

Article 4 :

Le montant du chèque sport est fixé forfaitairement à 50 €.

Dans le cas d'une 2nde licence sur une autre discipline et inscription pour un même jeune sur une même année scolaire, un 2nd chèque sport peut être sollicité. Il est fixé forfaitairement à 25 €. Toute autre inscription (et licence) supplémentaire ne sera pas éligible à un autre (troisième ou plus) chèque-sport.

Son versement bénéficiera directement au demandeur (famille).

Article 5 :

Le chèque sport prend la forme d'une prise en charge directe du coût de la licence pour les enfants et adolescents accueillis en « Etablissement et Services Médico-social (ESMS) » à partir de 11 ans ce jusqu'à la fin de prise en charge institutionnelle.

Sont éligibles les enfants et adolescents pris en charge dans un établissement situé dans les Landes :

- o inscrits (et licenciés) dans un club sportif landais, affilié à une fédération sportive agréée ou délégataire
- o ou inscrits (et licenciés) au sein d'une association sportive scolaire relevant de l'UNSS et située dans les Landes.



L'aide attribuée par le Département des Landes est versée directement auprès des comités départementaux sport adapté et handisport sur présentation par ces derniers d'un état récapitulatif et nominatif des jeunes licenciés concernés.

Article 6 :

Le cumul d'un chèque sport et d'une prise en charge directe du coût de la licence pour les enfants et adolescents accueillis en « Etablissement et Services Médico-social (ESMS) » est interdit.

Dans l'hypothèse d'une double demande, la deuxième demande ne sera pas instruite.

Article 7 :

Tout dossier qui demeurera incomplet après demande de pièce complémentaire sera rejeté.

Article 8 :

Le présent règlement entrera en vigueur à compter de la saison sportive 2022-2023.



Annexe V

AIDE AU MOUVEMENT SPORTIF DANS LE CADRE DE L'OPERATION « PROFESSION SPORT LANDES »

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1er avril 2022

Article 1^{er}

Des aides départementales sont octroyées au mouvement sportif landais, dans le cadre de l'opération « Profession Sport Landes », dans un but de :

- promotion des emplois sportifs
- consolidation d'emplois à temps partiel dans ce secteur
- mise en adéquation de l'offre et de la demande d'emploi.

Ces aides sont de trois types :

- aide aux structures utilisatrices pour le développement d'emplois sportifs
- aide aux cadres sportifs pour leur mobilité
- bourses de préparation au Brevet d'Etat

AIDE AUX STRUCTURES UTILISATRICES POUR LE DEVELOPPEMENT D'EMPLOIS SPORTIFS

Article 2 - Conditions

L'aide aux structures utilisatrices pour le développement d'emplois sportifs est réservée aux communes et aux associations agréées par le Ministère de tutelle pour la création, dans le cadre de l'opération « Profession Sport Landes », d'heures salariées d'encadrement de leurs activités sportives. Pour être éligibles les demandes devront remplir les conditions suivantes :

- création d'un minimum de 8 heures par mois
- signature d'un contrat d'au moins 6 mois
- paiement des cotisations sociales sur la base du régime de droit commun.

Article 3 - Montant de l'aide

L'aide est calculée au taux de 2,60 € par heure sur la base de la durée minimale annuelle de travail telle qu'indiquée dans le contrat de mise à disposition.

Cette aide pourra être reconduite une année si le bénéficiaire augmente le nombre d'heures ou si ayant déjà atteint dès la première année un nombre d'heures correspondant à un emploi salarié à temps complet le contrat est reconduit dans les mêmes conditions.

En outre, les structures utilisatrices peuvent bénéficier d'une aide supplémentaire de 1,70 € par heure d'emploi d'un éducateur sportif pour les activités d'enseignement dans le cadre d'une école de sport. Cette dernière aide n'est pas plafonnée.

Ces montants sont valables pour l'emploi d'un titulaire d'un diplôme professionnel de niveau IV ou supérieur. Dans le cadre de l'emploi d'un titulaire d'un Certificat de Qualification Professionnelle, ces aides sont ramenées à :

- 1,10 € au lieu de 2,60 €
- 0,60 € au lieu de 1,70 €

Article 4 - Composition du dossier

Le dossier de demande devra comprendre :

- Copie de la notification de l'agrément Sports pour les associations
- Une fiche descriptive de l'emploi concerné
- Copie des conventions de mise à disposition ou de leurs avenants dans le cas d'une augmentation d'heures ou d'une demande de renouvellement.

Article 5 - Procédure

Les dossiers de demande seront transmis par le Président de l'Association « Profession Sport Landes » à M. le Président du Conseil départemental.

Après examen par la Commission Consultative « Profession Sport Landes », les demandes seront soumises à la Commission Permanente du Département pour décision attributive.

AIDE AUX CADRES SPORTIFS SALARIES POUR LEUR MOBILITE

Article 6 - Conditions

L'aide aux cadres sportifs pour leur mobilité est réservée aux cadres sportifs salariés mis à disposition de plusieurs utilisateurs et pour les trajets nécessités par leur activité dans le cadre de l'opération « Profession Sport Landes ».

Article 7 - Exception

Dans le cas où les conditions précisées à l'article 6 ne seraient plus réunies suite à une fusion de l'ensemble des structures utilisatrices d'un salarié, celui-ci pourrait continuer, à sa demande, après avis du Conseil d'administration du Groupement d'employeurs et sous réserve du maintien de ses déplacements, à percevoir l'aide à la mobilité.

Article 8 - Montant de l'aide

L'aide est calculée forfaitairement sur la base du nombre de kilomètres parcourus effectivement par les cadres sportifs.

Le nombre de kilomètres parcourus est calculé au regard des trajets considérés comme éligibles au regard des règles suivantes :

- n'est comptabilisée que la distance parcourue entre le 5^{ème} kilomètre et le 30^{ème} kilomètre de trajet
- le trajet pris en compte est plafonné à 50 kilomètres dans le cas d'un trajet aller-retour.

L'aide est calculée en fonction du barème suivant :

Nombre de kilomètres parcourus dans le trimestre	Montant de l'aide trimestrielle
Entre 250 km et 1 000 km	50 €
Entre 1 001 et 2 500 km	150 €
Plus de 2 501 km	300 €

Article 9 - Versement de l'aide

Le versement de l'aide interviendra trimestriellement sur présentation d'états récapitulatifs individuels certifiés par le Président du Groupement d'employeurs Sport Landes.



BOURSES EN FAVEUR DES CADRES SPORTIFS POUR LA PREPARATION D'UN DIPLOME PROFESSIONNEL D'EDUCATEUR SPORTIF OU D'UN CERTIFICAT DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Article 10 - Conditions

Les bourses en faveur des cadres sportifs pour la préparation d'un diplôme professionnel d'éducateur sportif ou d'un certificat de qualification professionnelle sont réservées aux sportifs résidents et inscrits dans un club sportif dans les Landes depuis plus d'un an.

Elles sont octroyées, dans le cadre d'un projet professionnel présenté par l'intéressé, pour la préparation de la phase « spécifique » d'un Brevet d'Etat ou d'un Brevet Professionnel de la Jeunesse et de l'Education populaire et du sport (BP JEPS), d'un diplôme d'Etat, d'un diplôme d'Etat Supérieur ou d'un certificat de qualification professionnelle.

Article 11 - Montant de l'aide

L'aide sera allouée en fonction des revenus du foyer du demandeur et dans la limite d'une enveloppe départementale annuelle. Le barème appliqué est le suivant :

- Quotient familial < 4 764 €.....50 %
- Quotient familial entre 4 765 € et 5 836 €.....40 %
- Quotient familial entre 5 837 € et 8 575 €.....30 %
- Quotient familial > 8 576 €.....20 %

Elle sera au plus égale à 50 % du coût de la formation plafonné à 6 000 €, le Département tenant compte dans le cadre du calcul de celui-ci des participations des éventuels autres organismes financeurs.

Article 12 - Composition du dossier

L'aide sera attribuée au vu d'un dossier comprenant :

- La notice de renseignements fournie par le Département des Landes dûment complétée, indiquant notamment l'état-civil et la situation du demandeur, le lieu, la durée et le coût de la formation
- Un dossier présentant le projet professionnel du demandeur
- L'attestation d'inscription fournie par l'organisme de formation
- L'engagement d'exercer prioritairement son activité dans le Département des Landes, pendant une durée de deux années minimum
- La justification des revenus perçus par le foyer du demandeur dans l'année qui précède la demande.

Article 13 - Procédure

Les dossiers de demande seront transmis à Monsieur le Président du Conseil départemental.

Le Président du Conseil départemental attribuera les aides et rendra compte à l'Assemblée départementale des soutiens attribués.



Article 14 - Versement de l'aide

Le versement de l'aide pourra intervenir de la manière suivante :

- le versement de l'aide interviendra en deux fois, en cas de formation non achevée au moment de la décision d'attribution de la bourse :
 - un premier versement, après l'examen du dossier, sur présentation, le cas échéant de l'attestation de sélection à la formation, d'un montant de 50 % de l'aide,
 - le solde sur présentation des justificatifs de dépenses et de l'attestation de formation avec mention du résultat obtenu.
- le versement de l'aide interviendra en une seule fois, la formation étant terminée, sur présentation de l'attestation de suivi des cours.

Si les sommes engagées par l'intéressé s'avéraient inférieures aux dépenses subventionnées, le montant de l'aide pourrait être révisé au prorata des dépenses effectivement engagées.

Annexe VI

AIDE A LA FORMATION DES CADRES SPORTIFS BENEVOLES

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} :

Une aide départementale est octroyée au mouvement sportif landais pour la formation et le perfectionnement des Cadres des Clubs et des Comités.

Article 2 :

Cette aide est octroyée qu'il s'agisse :

pour les candidats aux brevets fédéraux,

- de formation initiale en vue de l'obtention d'un brevet spécifique à une discipline,
- de recyclage,

ou de formation des dirigeants (trésorier, secrétaire ...) et des officiels (arbitre ...) de chaque discipline.

Article 3 :

Chaque candidat à une aide définie à l'article 2 adresse à M. le Président du Conseil départemental après avis du Président du Club, du Comité Départemental affiliataire et du C.D.O.S.F.:

- un dossier de demande établi au moyen de l'imprimé fourni par les services du département et complété par l'avis motivé du Président du Club précisant les buts à atteindre,
- l'engagement manuscrit de rester à la disposition du Club ou du Comité pendant une durée de deux années minimum,
- l'engagement de rembourser en cas d'inobservation des conditions du présent règlement,
- une attestation établie par l'organisme formateur agréé par la Direction Départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations précisant la durée du stage, son but et son coût. Seul le montant des frais pédagogiques sera pris en compte à l'exclusion des frais de transports et d'hébergement,
- l'attestation de présentation à l'examen de fin de stage avec la mention du résultat obtenu ou l'attestation de validation de stage,
- relevé d'identité bancaire personnel du demandeur.

Article 4 :

Le montant de la subvention est égal à 60 % maximum du coût du stage représentant les frais pédagogiques à l'exclusion des frais de transports et d'hébergement avec un plafond de 165 € par cadre formé et par année.



**RAPPORT D'ETUDE
SUR
L'ANALYSE DES POLITIQUES SPORTIVES
DEPARTEMENTALES
SOUS L'ANGLE DE L'EGALITE FEMMES-HOMMES**

Sommaire

Introduction	3
Première partie	
Dans les Landes, une pratique sportive développée qui obéit à de grandes tendances nationales malgré quelques spécificités locales	8
1. Pour les données et catégories générales, une convergence apparaît malgré des disparités territoriales.....	9
2. Une forte pratique sportive : le département des Landes en tête des départements de même strate.....	11
3. Les disciplines olympiques les plus pratiquées respectivement par les femmes et par les hommes occupent un poids prépondérant.....	13
4. La mixité très variable démontre la permanence de stéréotypes genrés en fonction des disciplines olympiques unisports	22
Deuxième partie	
Un Département proactif dans le déploiement des politiques sportives.....	26
1. Au travers de ses politiques sportives, le Département des Landes accompagne les pratiquant·e·s tout au long de leur vie.....	26
2. Autour des pratiquant·e·s, des encadrant·e·s et des décisionnaires en majorité masculins	42
Conclusion.....	53

Introduction

Le Département des Landes et le soutien au Sport en 2021

Les Landes sont aujourd'hui le département le plus sportif de France avec près de 122 000 licenciés, dont plus de 50% accueillis au sein des fédérations unisport olympiques (chiffres DRJSCS Nouvelle Aquitaine 2019 – Panorama statistique édition 2020 « Jeunesse, sport, cohésion sociale »), ce qui situe le Département en première place en Nouvelle Aquitaine avec 29,6 licences pour 100 habitants.

Au-delà de ce volume de pratiquants, il est important de souligner que plus de 60 disciplines sont représentées par des comités départementaux.

Aujourd'hui dans le cadre de la compétence partagée « sport » qu'il exerce au titre de l'article. L. 1111-4 du Code général des collectivités territoriales, le Département des Landes s'est investi pour le développement du sport avec la volonté de permettre, au plus grand nombre, l'accès à une pratique sportive de qualité et épanouissante.

Les principaux axes d'intervention du Département dans le domaine sportif sont :

- encourager la pratique sportive des jeunes ;
- valoriser les sports de nature ;
- soutenir le mouvement sportif, avec notamment l'engagement d'un projet structurant : la maison départementale des sports ;
- promouvoir les sports ;
- soutenir le développement du surf.

Les orientations budgétaires « sport » du Département prévoient environ 3 millions d'euros pour 2021.

L'objectif défini nécessite d'intervenir sur l'ensemble des facteurs y concourant, qu'il s'agisse du développement quantitatif et qualitatif de l'offre en club ou à l'école, de la promotion des valeurs citoyennes du sport, ou de la formation des cadres et bénévoles. En raison de la vitrine qu'il représente et du dynamisme qu'il porte, le sport de haut niveau, qu'il soit amateur ou professionnel, individuel ou collectif, est également soutenu par la collectivité.

Cela se concrétise par des dispositifs permettant le déblocage d'aides financières, par des actions directes, des partenariats, des expérimentations ou des initiatives diverses. Enfin, le soutien aux 491 écoles de sport landaises constitue le cœur de la politique sportive départementale. L'engagement du Département au travers de ce dispositif représente une aide d'environ un million d'euros chaque année.

Ce choix politique s'explique par le rôle central que joue le sport dans la vie de chacun-e, en contribuant plus particulièrement à des parcours éducatifs réussis et épanouissants tout au long de la vie premier axe de la politique jeunesse mise en œuvre par le Département.

Le sport, en participant à la valorisation de ces parcours, est par ailleurs un outil précieux pour le développement des territoires puisque la proximité et la densité de l'offre sportive et de loisirs constituent l'un des critères d'appréciation pour qualifier le cadre de vie des habitants. La politique menée par le Département en matière de sports de nature est par exemple un des vecteurs de cette dynamique et permet la création, le renforcement d'offres de pratiques innovantes et diversifiées sur l'ensemble des Landes, renforçant ainsi l'attractivité du territoire. Le soutien aux sports traditionnels et la préservation de leurs héritages socio-sportifs sont également primordiaux pour l'équilibre et le développement économique, touristique et social du territoire.

S'inscrivant dans une dynamique sociale, le Service sports intégration et développement (SSID), créé en 2003, constitue une autre illustration forte de l'engagement du Département : un service unique en son genre sur le territoire national, qui témoigne de la volonté de favoriser la participation des personnes handicapées à la vie sociale, notamment au travers du sport, conçu comme support et médiation de développement et d'épanouissement personnel.

Dans un contexte de réforme des services de l'Etat et d'une nouvelle gouvernance du sport dont la mise en œuvre reste à préciser, l'engagement opérationnel du projet de maison départementale des sports en 2021 constituera un élément important qui viendra appuyer et renforcer les dynamiques départementales dans le domaine sportif.

Les enjeux de l'application de la promotion de l'égalité femmes-hommes aux politiques sportives

La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ambitionnait de refonder la politique nationale de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes à plusieurs échelons. Pour la première fois, un texte de loi a prévu une liste d'acteurs publics concernés par la mise en place de politiques publiques concrètes favorisant la réduction des inégalités entre femmes et hommes. C'est ainsi que les collectivités territoriales ont été désignées comme acteurs d'importance pour conduire ces politiques. Pour la première fois également, les champs de politiques publiques constitutifs d'une politique globale et transversale d'égalité sont énumérés. De manière étonnante, les politiques de promotion du sport ne sont pas citées contrairement aux politiques culturelles. Ce cadre étant posé, on distingue deux manières d'appréhender l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques :

- **une approche « intégrée »** : afin d'éviter les effets de reproduction et d'accentuation des inégalités, la situation des femmes et des hommes est prise en compte avant de mettre en place une action à destination de toutes et de tous ;
- **une approche « spécifique »** : on tente d'apporter des réponses immédiates à des difficultés rencontrées par les femmes dans tous les champs de l'action publique.

Dans son « Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes 2019-2020 », le Département des Landes a présenté le bilan des actions de promotion de l'égalité. Parmi les objectifs du nouveau plan d'actions, une attention a été portée pour intégrer la problématique d'un égal accès à l'univers sportif pour les femmes et les hommes. On entre ici pleinement dans l'idée d'une « égalité réelle » au-delà des opportunités mises en place de manière universelle, pour l'accès aux politiques publiques. En effet, il est important de s'attacher aux produits réels et matériels des politiques sportives déployées sur l'ensemble du territoire en matière d'égalité femmes-hommes.

DEFINITIONS

Sexe : caractère biologique assigné à la naissance. La France en reconnaît deux : le sexe masculin et le sexe féminin.

Genre : concept issu de ce que l'on nomme les « études de genre », traduction française des *gender studies*. Ces dernières sont définies comme l'ensemble des recherches qui prennent pour objet les femmes et les hommes, le féminin et le masculin. Il est à la fois une construction sociale qui évolue dans le temps et l'espace, un processus relationnel d'opposition entre le masculin et le féminin et un rapport de pouvoir. Enfin, le genre ne peut être analysé comme complètement autonome. Il se trouve en effet à l'intersection de plusieurs rapports de pouvoir.

Stéréotypes de genre : opinion généralisée ou préjugé quant aux attributs ou caractéristiques que les femmes et les hommes possèdent ou doivent posséder et aux rôles qu'ils jouent ou doivent jouer.

Les études nationales et les données locales rendent compte d'une pratique sportive inégale entre les femmes et les hommes. Deux constats peuvent être posés : les femmes pratiquent en moyenne moins de sport que les hommes ; la pratique féminine du sport est moins diversifiée que celle des hommes. En conséquence, le haut niveau sportif est rendu moins accessible aux femmes et se révèle moins identifié par le grand public.

De plus, les instances dirigeantes du sport sont un lieu où peu de femmes trouvent leur place. La

gouvernance, pourtant moteur pour engager des changements dans le milieu du sport, reste donc insuffisamment partagée.

Aujourd'hui les institutions et le mouvement sportif ne disposent pas encore des outils adaptés leur permettant d'assurer une gestion et un suivi complets en vue d'agir significativement sur la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans leurs politiques sportives. Un travail collectif avec les différents acteurs et partenaires serait par ailleurs indispensable pour identifier les leviers d'actions qui permettraient de concrétiser leurs visées politiques respectives.

Aussi, des objectifs tels qu'assurer le suivi et l'évaluation quantitative et qualitative de ses politiques ou encore valoriser l'image de la pratique sportive non stéréotypée peuvent composer une réponse aux inégalités dans le sport.

La présente étude n'est pas exhaustive : toutes les questions n'ont pas pu y être traitées. C'est notamment le cas pour la question de la lutte contre les violences sexuelles et de genre dans le milieu sportif ainsi que le champ des pratiques « libres » (hors licence et cadre fédéral)¹. En effet, l'objet de cette étude évaluative des politiques sportives départementales sous l'angle du genre est d'éclaircir, élucider l'origine des inégalités existantes afin de proposer des actions visant à les réduire.

Pour cela et pour la bonne compréhension de l'étude, il semble important de définir les notions de sexe et de genre, qui sont parfois utilisés indifféremment. Les stéréotypes de genre attachés aux femmes, aux hommes et aux disciplines restent prédominants dans le sport et donc profondément normatifs. Ces stéréotypes s'appliquent, différemment pour les femmes et pour les hommes, principalement sur la base de critères liés à la pratique sportive spécifique à chaque

¹ Il est toutefois notable que la collectivité soutient l'association Colosse aux pieds d'argile qui a pour missions la sensibilisation et la formation aux risques de violences sexuelles, de bizutage et de harcèlement en milieu sportif ainsi que l'accompagnement des victimes. De même, suite à un contrat CIFRE faisant lien entre l'Université Bourgogne Franche-Comté, un laboratoire de recherche, la collectivité et Profession Sport et Loisirs Landes, le doctorant Julien Pellet a créé une boîte à outils axée psychologie du sport ayant pour but d'équiper les acteurs du Mouvement sportif landais (entraîneurs, dirigeants, parents, sportifs, etc.) en compréhension et en outils pour leur intervention, pratique sportive et accompagnement du sportif. Ce projet était une initiative du Département des Landes, portée par Profession Sport et Loisirs, en collaboration avec le mouvement sportif.

discipline. Aussi, l'approche par discipline sportive s'avère tout à fait pertinente pour analyser les inégalités femmes-hommes dans le sport et a donc été retenue dans le cadre de cette étude.

Le tableau ci-après récapitule le cadre conceptuel construit par la sociologie pour identifier au mieux les stéréotypes de genre présents dans la pratique sportive².

	Activités considérées comme masculines ou non féminines	Activités considérées comme féminines
Ignico (1989)	<ul style="list-style-type: none"> • Vitesse • Force • Stratégie • Propulsion d'objets • Endurance 	<ul style="list-style-type: none"> • Jeux à tour de rôle • Expressivité • Peu de règles • Peu de joueurs • Activité motrice fine ou partielle
Louveau (1991, 1998)	<ul style="list-style-type: none"> • Montrer ou exercer sa force • Se livrer à un combat dur et rapproché • Porter ou recevoir des coups • Jouer à la balle au pied sur un grand terrain • Manipuler des armes • S'engager dans des efforts intenses de longues durées • Piloter des engins mécaniques ou motorisés 	
Kane (1988)	<ul style="list-style-type: none"> • Essaie de battre l'adversaire par la force physique • Utilise des objets lourds • Engagement dans une compétition face à face, dans laquelle les corps peuvent entrer en contact 	<ul style="list-style-type: none"> • Corps projeté dans l'espace avec un but esthétique • Objets légers • Barrière spatiale pour prévenir le contact physique
Metheny (1965)	<ul style="list-style-type: none"> • Objets lourds • Contacts corporels • Opposition face à face • Projection du corps de l'athlète à travers l'espace pour un temps relativement long 	<ul style="list-style-type: none"> • Objets légers • Précision mais pas force • Peu de contacts corporels • Patrons esthétiques du vol corporel

Dans son article « Les stéréotypes sexués relatifs à la pratique des activités physiques et sportives chez les adolescents français et leurs conséquences discriminatoires »³, Vanessa Lentillon reprend la synthèse réalisée par Fontayne (1999) qui s'appuie sur les travaux de différents auteurs et porte sur les critères d'appropriation ou de non-appropriation des activités physiques selon le sexe.

Ainsi, la vitesse, jouer à la balle au pied sur un grand terrain, manipuler des armes, piloter des engins mécaniques ou motorisés, montrer ou exercer sa force ou encore les contacts corporels sont rattachés au sexe masculin alors que les jeux à tour de rôles, l'expressivité, la précision mais pas de force, une barrière spatiale pour prévenir le contact physique et les corps projetés dans l'espace avec un but esthétique sont rattachés au sexe féminin. Par déduction et à titre d'exemple, les disciplines considérées comme plus propres aux hommes (garçons) seraient le football, le rugby, les disciplines de tir, les sports de combats ou les sports motorisés. Les disciplines telles que la gymnastique, la danse et autres disciplines relevant de l'esthétique et non de force ou de contact auraient tendance à être rattachées aux femmes (filles). Selon l'autrice, les parents ont un rôle dans l'apprentissage de ces stéréotypes sexués et ceci dès le plus jeune âge.

² Tableau : Critère d'appropriation ou de non-appropriation des activités physiques selon le sexe (extrait de Lentillon, 2009, p.16 ; Groupe d'études de psychologie « Bulletin de psychologie », 2009/1 Numéro 499).

³ LENTILLON Vanessa, « Les stéréotypes sexués relatifs à la pratique des activités physiques et sportives chez les adolescents français et leurs conséquences discriminatoire », *Bulletin de psychologie*, Numéro 499, 2009

Cadre, périmètre et méthodologie de l'étude

Dans un premier temps, un portrait du territoire a été établi. Des comparaisons ont été effectuées au niveau régional ainsi qu'au niveau départemental, entre départements néo-aquitains et entre les départements de même strate que le département des Landes.

Dans un deuxième temps un état des lieux sur les politiques sportives menées par le Département a été produit : ce qui les constitue, les acteurs, les modalités d'intervention et leur ampleur, dont leur clé de répartition financière.

De même, l'un des objectifs étant de disposer d'un diagnostic précis, une analyse genrée a été menée tout au long de cette étude, y compris pour identifier les informations manquantes.

Il s'agit donc d'une double approche, quantitative et qualitative ; les aspects relevant de l'intervention du Département des Landes sont particulièrement étudiés.

Les freins et les leviers d'actions identifiés au sein de l'étude ont permis d'établir des objectifs de politiques publiques dans le domaine du sport. Des modalités de concertation et d'association relatives à l'élaboration resteront à finaliser suite à l'adoption de la présente étude.

Les sources de l'étude sont issues des données 2018 et 2019 du Ministère en charge de la Jeunesse et des Sports (INJEP-MEDES)⁴.

D'autres éléments, relatifs aux dispositifs départementaux, ont été récoltés auprès du service « Jeunesse et Sports » du Département des Landes ainsi que des comités départementaux sportifs, du Comité départemental olympique et sportif des Landes (CDOS40) et des institutions œuvrant dans le développement du sport telles que Profession Sport Landes (PSL40).

Aussi, une série d'entretiens semi-directifs a été réalisée auprès des membres dirigeants de ces instances sportives afin d'aborder les thématiques suivantes :

- parcours des membres dirigeants ;
- enjeux de la pratique sportive sous l'angle de l'égalité femmes-hommes ;
- actions mises en œuvre ou à envisager pour promouvoir la pratique sportive féminine et la mixité dans les disciplines et les structures.

⁴ Panorama statistique édition 2020 « Jeunesse, sport, cohésion sociale »

PREMIERE PARTIE

Dans les Landes, une pratique sportive développée qui obéit à de grandes tendances nationales malgré quelques spécificités locales

DEFINITIONS

Fédérations sportives : les fédérations sportives, constituées sous la forme associative, ont pour objet l'organisation d'une ou plusieurs disciplines sportives, dont elles gèrent la pratique, de l'activité de loisir au sport de haut niveau. Elles sont aussi chargées de promouvoir la pratique de leurs disciplines respectives.

Il existe plusieurs types de fédérations :

- **les fédérations unisport olympiques**, organisant la pratique d'une seule discipline qui figure au programme des jeux olympiques ;
- **les fédérations unisport non-olympiques**, organisant la pratique d'une seule discipline qui ne figure pas au programme des jeux olympiques ;
- **les fédérations multisports** permettant la pratique de différentes disciplines sportives et parmi lesquelles on trouve notamment les fédérations multisports scolaires.

Licence sportive : elle permet de participer aux activités organisées par la fédération sportive à laquelle le club est affilié, notamment les compétitions. Elle est délivrée par une fédération sportive mais peut aussi être délivrée par un club au nom d'une fédération, uniquement si ce dernier est affilié à une fédération.

A toutes échelles, les études nationales et les données locales rendent compte d'une pratique sportive inégale entre les femmes et les hommes.

Pour dresser le portrait du territoire, nous avons pris en compte les données générales régionales de l'année 2018 ainsi que les données départementales pour l'année 2019.

Nous avons choisi l'année 2019, dernière année de référence avant la période du COVID-19 pour les licences sportives pour effectuer les comparaisons pour les départements néo-aquitains ainsi que les départements de même strate que le département des Landes⁵.

Le point d'entrée de l'analyse se fait par les fédérations, avec une attention particulière sur les licences délivrées par les fédérations unisport olympiques, recensant la majorité des licenciés.

L'unité de mesure choisie est la licence sportive. En effet, au travers des comités départementaux sportifs et des clubs, le Département a davantage de visibilité sur la pratique encadrée que sur la pratique libre.

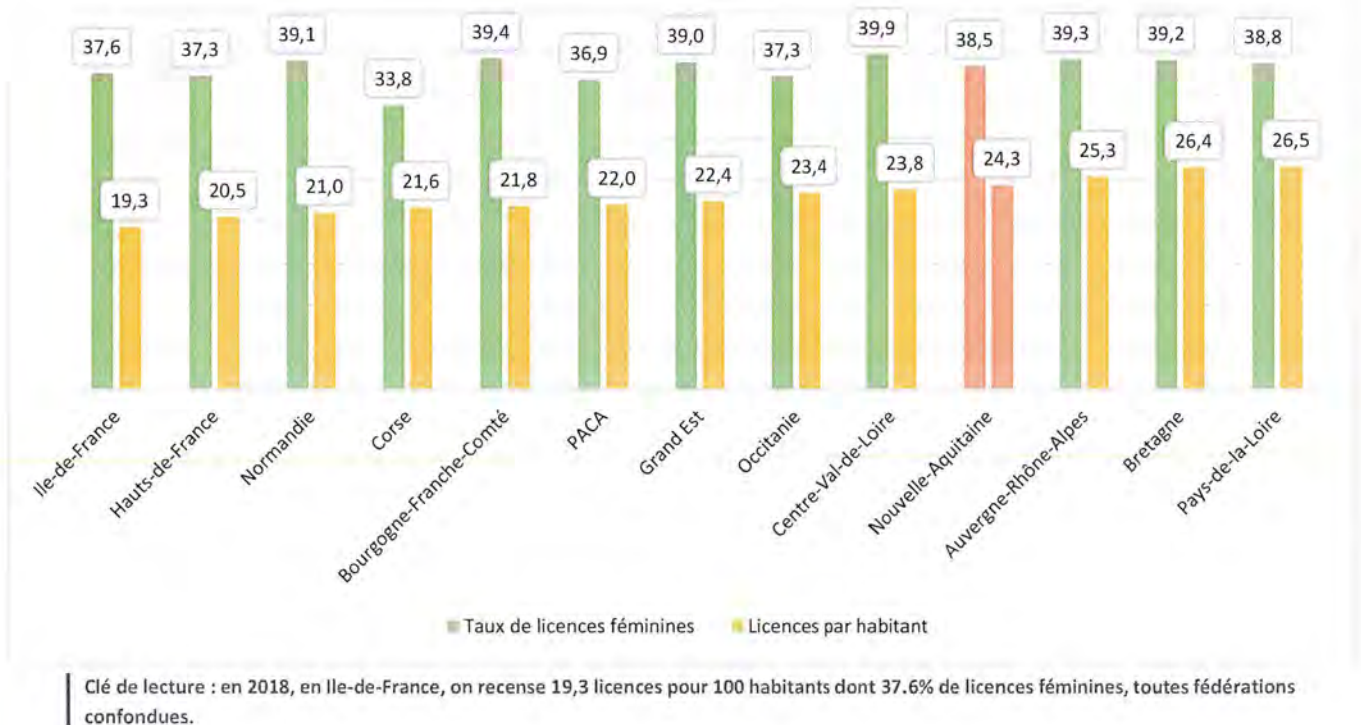
Ses interventions, qui composent ce que l'on nomme dans cette étude les « politiques sportives départementales », sont d'ailleurs concentrées au niveau des acteurs de la pratique encadrée tandis que la pratique libre échoit davantage au secteur privé.

⁵ Sont définis comme étant de même strate que le département des Landes les départements dont la population est comprise entre 350 000 et 480 000 habitants en 2019. Ont donc été retenus les départements suivants : Aude (374 341), Charente (350 858), Dordogne (412 450), Eure-et-Loir (430 938), Landes (412 453), Pyrénées-Orientales (477 618), Savoie (435 364), Deux-Sèvres (374 671), Tarn (388 686), Vienne (437 987), Haute-Vienne (372 214) et Vosges (363 948). « Estimation de population par département, sexe et grande classe d'âge - Années 1975 à 2021 »).

Le taux de licences sportives par habitant et la part des femmes licenciées font partie des données qui ont été sélectionnées pour l'analyse.

1. Pour les données et catégories générales, une convergence apparaît malgré des disparités territoriales

Taux de licences sportives par habitant et part des licences féminines toutes fédérations confondues par région en 2018



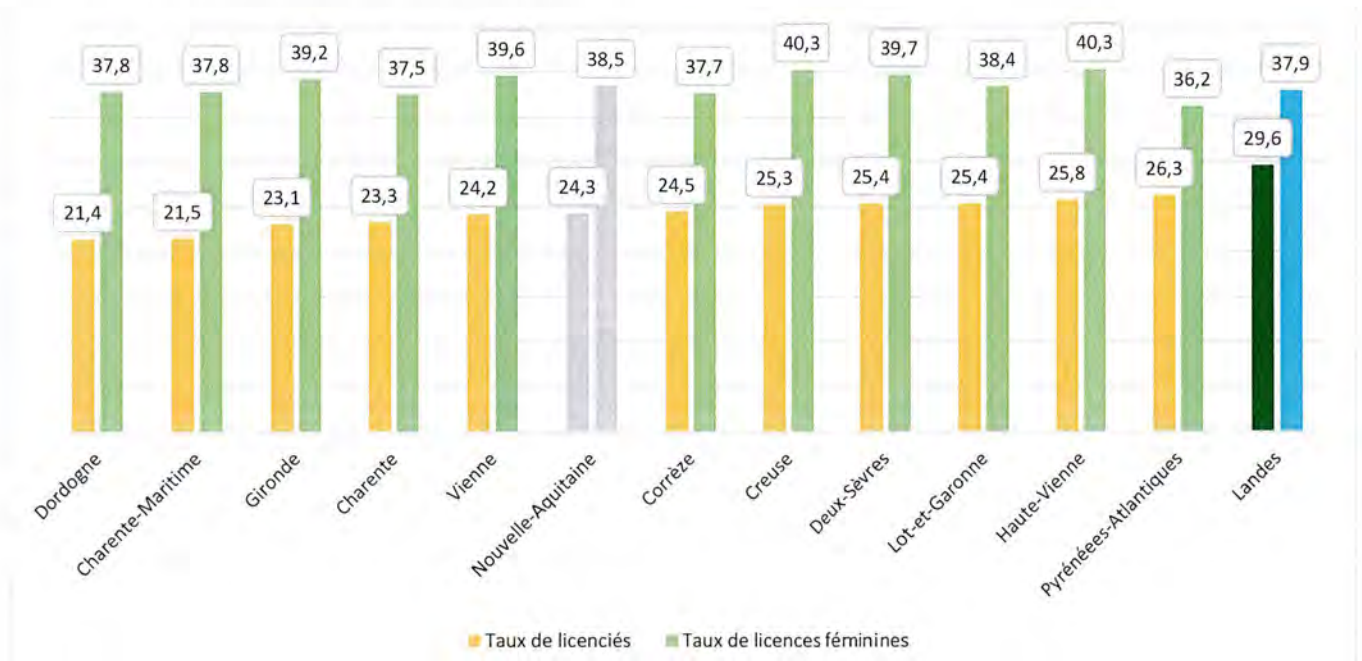
Les chiffres 2018 de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) rapportent que la région Nouvelle-Aquitaine se situe au-dessus de la moyenne des régions de France hexagonale en matière de nombre de licenciés sportifs pour 100 habitants. **En 2018, la région Nouvelle-Aquitaine recensait 24,3% de licenciés sportifs contre une moyenne de 22,4% sur l'ensemble du territoire de France hexagonale.** Elle occupe la quatrième place parmi les régions françaises.

38,5% des licences sont détenues par des femmes.

On observe des écarts entre les différentes régions mais ils restent réduits.

Bien que la région Nouvelle-Aquitaine recense 24,3% de licenciés en 2018, soit une baisse par rapport à 2017, la part des licences féminines est à la hausse, s'élevant à 38,5% de moyenne.

Taux de licences sportives par habitant et part des licences féminines toutes fédérations confondues en Nouvelle-Aquitaine en 2018



Clé de lecture : en Dordogne, en 2018, on recense 21,4 licences pour 100 habitants, dont 37,8% de licences féminines.

Avec un taux de 29,6 licences pour 100 habitants, les Landes occupaient en 2018 le premier rang en Nouvelle-Aquitaine, avec un écart marqué avec les Pyrénées-Atlantiques, deuxième département néo-aquitain. Le taux de licencié.e.s des départements néo-aquitains varient : la Dordogne, département avec le taux le plus bas, comptait 21,4% de licences sportives en 2018 soit 8,2 points de différence avec les Landes.

La part de licences féminines ne suit pas nécessairement cette classification. Il n'y a en effet pas de corrélation entre le volume de licenciés et la part de licences féminines. A titre d'exemple, la Creuse a un faible taux de licenciés mais une part importante de licences féminines. Quant à elles, les Landes ont un taux de licenciés significatif/important mais un taux de licences féminines moyen.

Les données du Ministère de la jeunesse et des sports montrent que les Landes se situent légèrement sous la moyenne des départements néo-aquitains en matière de pratique sportive féminine.

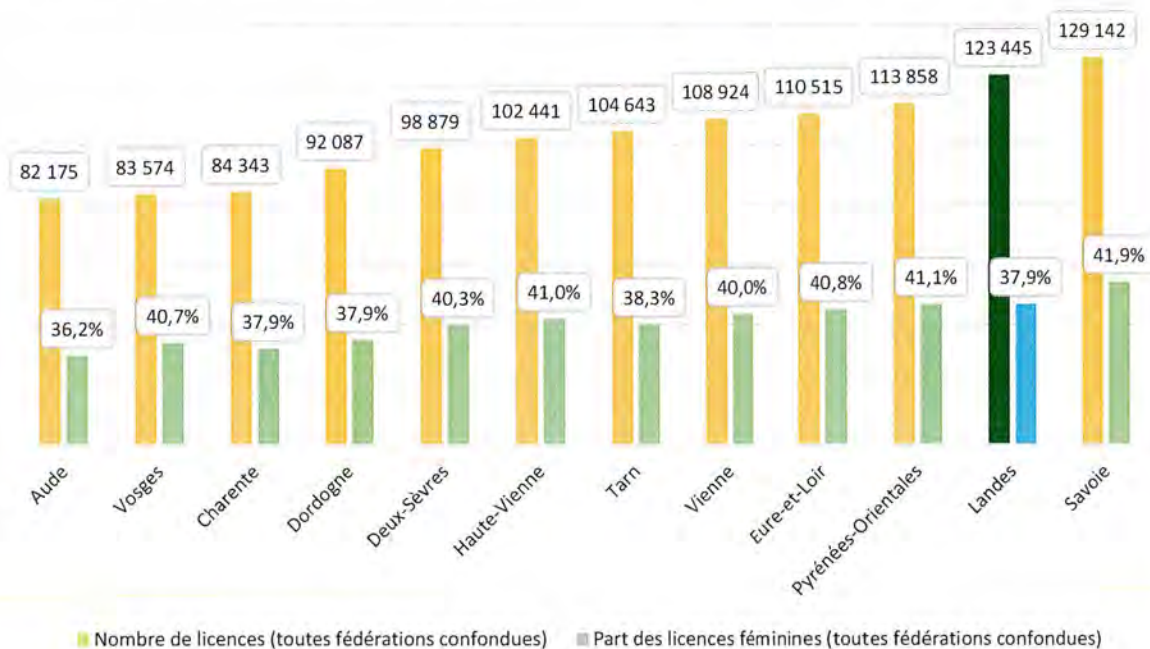
A RETENIR

Les politiques de massification sportive ne semblent ainsi pas toucher toutes les catégories de la population de la même manière. Un « effet d'aubaine » apparaît donc davantage profiter aux hommes qu'aux femmes.

En effet, les Landes comptaient 37,9% de licences féminines sur l'ensemble des licences sportives délivrées contre une moyenne de 38,5% sur l'ensemble de la région. Le taux moyen variant entre 40,3% (Haute-Vienne et Creuse) et 36,2% (Pyrénées-Atlantiques). Ce dernier positionnait alors les Landes en septième rang sur douze départements dans la région.

2. Une forte pratique sportive : le département des Landes en tête des départements de même strate

Nombre de licences sportives toutes fédérations confondues et part des licences féminines parmi les départements de même strate que le département des Landes en 2019



Clé de lecture : en 2019, dans l'Aude, on recense 82 175 licences toutes fédérations confondues dont 36,2% de licences féminines.

Parmi les départements sélectionnés, les Landes sont le deuxième département comptant le plus de licenciés après la Savoie avec 123 445 licencié·e·s en 2019. **La répartition des licences femmes-hommes est proche entre départements**, entre 36,2% à 41,9% de licences féminines.

La Savoie a le pourcentage de femmes licenciées le plus fort avec 41,9% (plus de deux licencié·e·s sur cinq sont des femmes) et l'Aude le pourcentage de licenciées le plus faible avec 36,2%.

Les Landes, avec 37,9% de licenciées, occupent le neuvième rang sur les douze départements en termes de classement par taux de licences féminines sur le total des licences. Bien que ce soit le deuxième département avec le plus de pratiquants sportifs, la répartition femmes-hommes n'en est pas plus égalitaire, ce qui confirme les constats de non-corrélation évoqués pour les départements néo-aquitains aussi.

Comparaisons du nombre de licences sportives toutes fédérations confondues (axe vertical) entre départements de même strate en fonction de la population départementale (axe horizontal), (2019)



Clé de lecture : en 2019, la Charente comptait 15% d'habitants de moins que les Landes et 31% de licences sportives de moins.

En 2019, bien que la Vienne, l'Eure-et-Loir et les Pyrénées-Orientales soient plus peuplées que les Landes, ils comptent moins de licencié.e.s en valeur absolue. Ils se situent en dessous de la courbe de proportionnalité et ont une performance inférieure à celle des Landes en termes de pratique sportive.

La Savoie compte davantage d'habitants que les Landes et également plus de licenciés (environ 6% d'habitants et 5% de licencié.e.s en plus que les Landes), ce qui le positionne à une performance égale ou très légèrement en dessous des Landes.

Répartition des licences sportives en fonction des types de fédérations en Nouvelle-Aquitaine en 2019

	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	Ensemble Nouvelle-Aquitaine
Total fédérations unisport olympiques	56%	59%	54%	48%	61%	63%	56%	53%	57%	57%	58%	52%	56%
Total fédérations unisport non-olympiques	12%	13%	10%	9%	12%	11%	16%	15%	13%	10%	12%	9%	12%
Total fédérations multisports	32%	28%	36%	43%	27%	26%	28%	32%	30%	33%	30%	39%	32%

Clé de lecture : en 2019, la Charente comptait 56% de licences délivrées par des fédérations unisport olympiques, 12% de licences délivrées par des fédérations unisport non-olympiques et 32% de licences délivrées par des fédérations multisports.

En 2019, les proportions des différentes licences étaient très similaires en Nouvelle-Aquitaine : près de **56%** étaient des licences unisport olympiques, environ **12%** étaient des licences unisport non-olympiques et **32%** étaient des licences multisports.

La structure de répartition entre types de fédérations est similaire parmi tous ces départements.

Dans les Landes, les licences féminines étaient plus souvent délivrées dans des fédérations multisports (54,8%) que dans des fédérations unisport olympiques (30,9%) ou des fédérations unisport non-olympiques (28,9%). Il s'agit d'une tendance confirmée dans les autres départements néo-aquitains et les départements de même strate que le département des Landes.

Aussi, les Landes occupaient le troisième rang en part de licences féminines multisports (54,8%), et le huitième rang au niveau régional en termes de licences féminines unisport olympiques et non-olympiques. En matière de licences féminines handisports, les Landes se classaient troisième département de Nouvelle-Aquitaine avec 41,6%, bien au-dessus de la moyenne régionale à 34,3%. Le département des Pyrénées-Atlantiques est largement premier de ce classement avec 51,6% de licences féminines handisports.

Ces informations sont également observées pour les départements de même strate.

3. Les disciplines olympiques les plus pratiquées respectivement par les femmes et par les hommes occupent un poids prépondérant

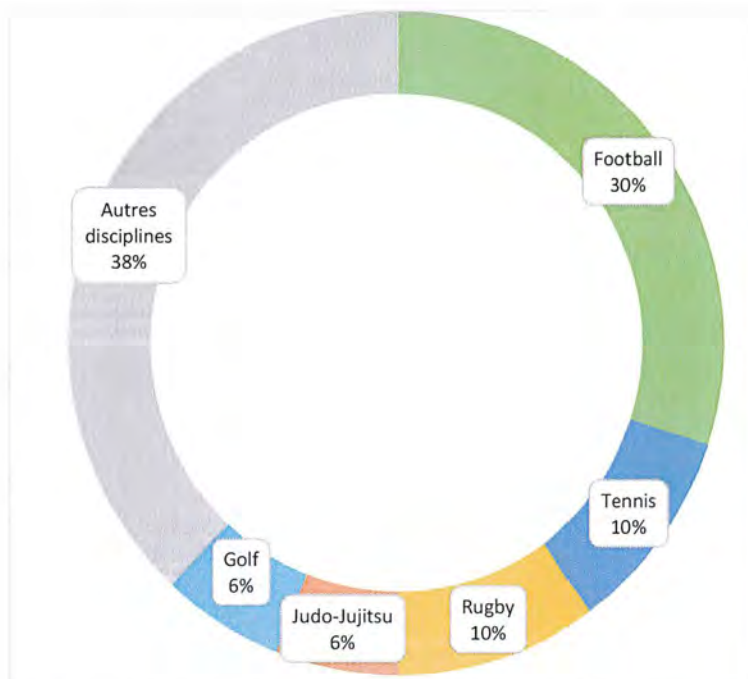
Suite à une analyse de la répartition du nombre de licences par discipline, nous avons fait le choix de relever les cinq disciplines olympiques unisport les plus pratiquées respectivement par les hommes et par les femmes en Nouvelle-Aquitaine, dans chaque département néo-aquitain ainsi que dans douze départements de même strate que les Landes.

En effet, ces deux ensembles – les cinq disciplines les plus pratiquées respectivement par les femmes et par les hommes – représentent chacun une part significative.

Par ailleurs, la différence entre le nombre total de licences masculines toutes disciplines olympiques confondues et le nombre total de licences féminines toutes disciplines olympiques confondues dans les départements de la région Nouvelle-Aquitaine est représentée en général par environ 68% de licences masculines et environ 32% de licences féminines. Il en est de même pour les départements de même strate que les Landes, à l'exception du département des Vosges où on retrouve une répartition moins marquée.

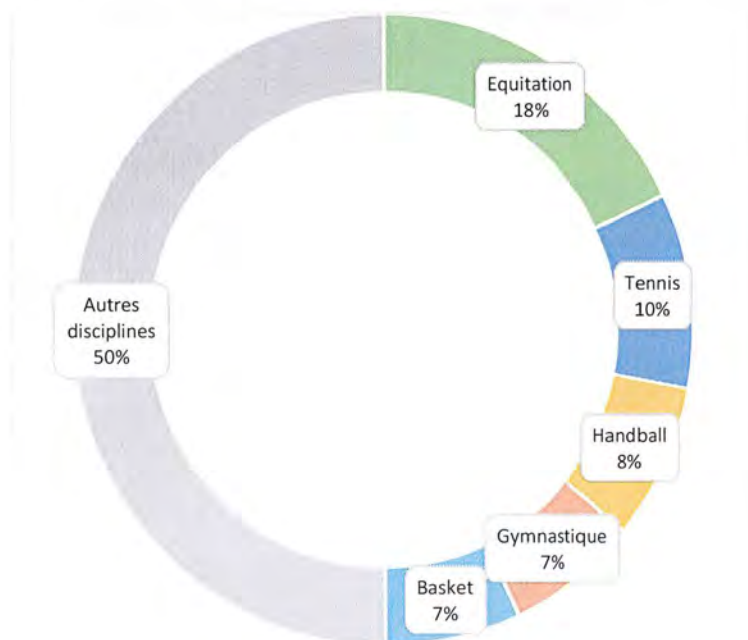
En Nouvelle-Aquitaine, les cinq disciplines olympiques les plus pratiquées par les hommes représentent 62% du total des licences masculines contre 38% pour le restant des trente-et-une autres disciplines. Pour les femmes, on observe une répartition à moitié entre les cinq disciplines les plus pratiquées et l'ensemble des autres disciplines olympiques.

Les cinq disciplines olympiques unisports les plus pratiquées par les hommes en Nouvelle-Aquitaine en 2019



Clé de lecture : en Nouvelle-Aquitaine, en 2019, le football représente 30% du total des licences masculines olympiques unisport.

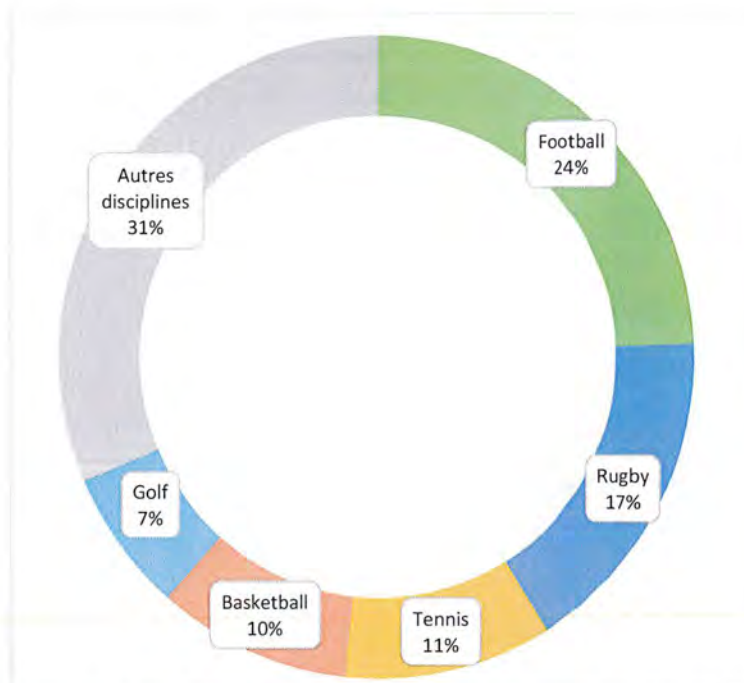
Les cinq disciplines olympiques unisports les plus pratiquées par les femmes en Nouvelle-Aquitaine en 2019



Clé de lecture : en Nouvelle-Aquitaine, en 2019, l'équitation représente 18% du total des licences féminines.

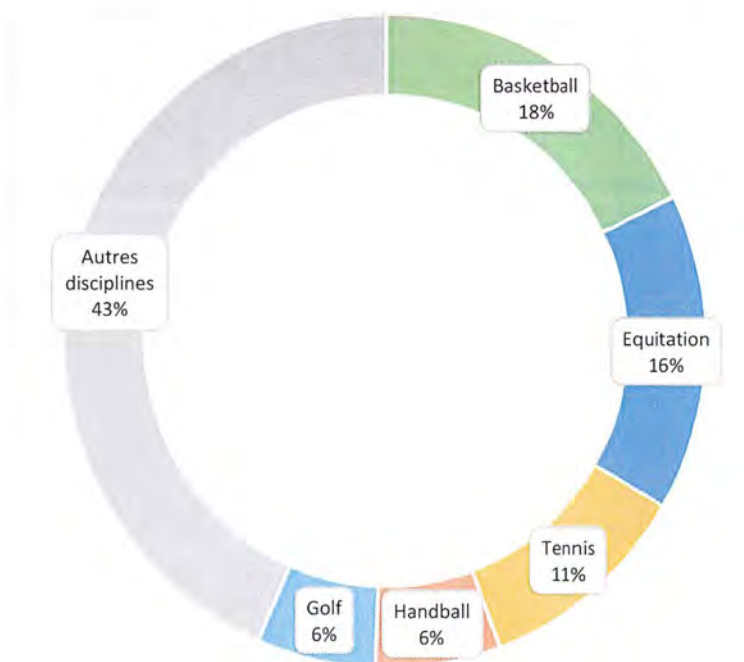
Les Landes sont le département néo-aquitain où les cinq disciplines les plus pratiquées par les hommes ont le poids le plus important.

Les cinq disciplines olympiques unisports les plus pratiquées par les hommes dans les Landes en 2019



Clé de lecture : dans les Landes, en 2019, le football représente 24% du total des licences masculines olympiques unisport.

Les cinq disciplines olympiques unisports les plus pratiquées par les femmes dans les Landes en 2019



Clé de lecture : dans les Landes, en 2019, le basketball représente 18% du total des licences féminines landaises olympiques unisport.

Dans les Landes, l'ensemble des disciplines avec le plus grand nombre de licenciés représente 68,6% du total des licences masculines soit presque 7 points de plus par rapport à l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine. Pour l'ensemble des disciplines avec le plus grand nombre de licences féminines, la part dans le total des licences féminines s'élève à 56% soit 6 points de différence avec la Nouvelle-Aquitaine.

Les différences en points par rapport à la Nouvelle-Aquitaine illustrent une plus grande concentration de licencié·e·s. sur un plus petit nombre de disciplines dans les Landes.

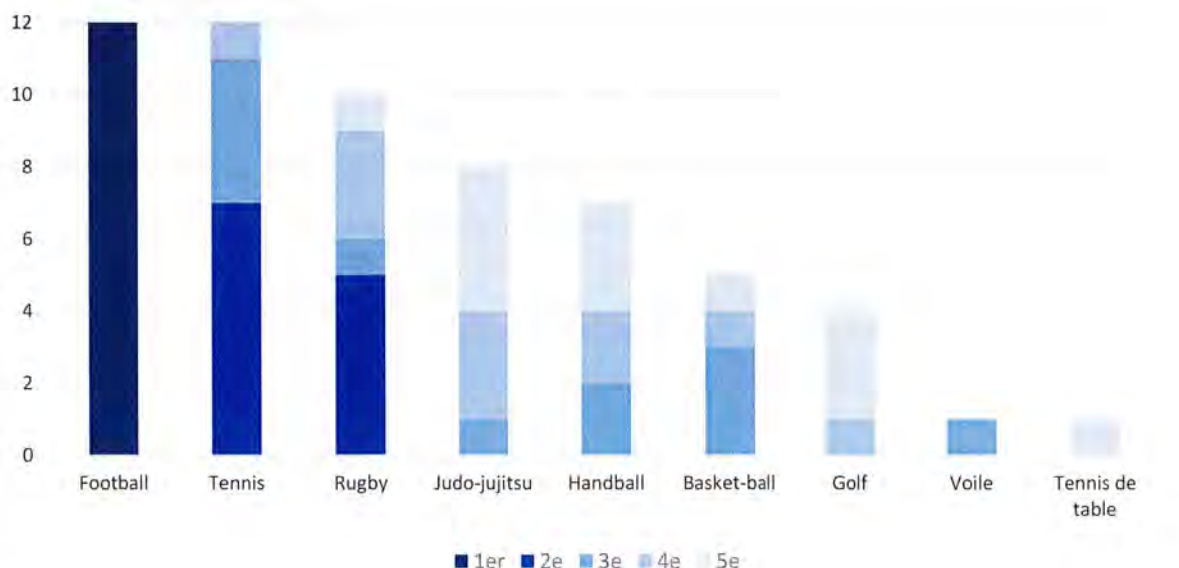
On remarque ainsi que, bien que l'on compte davantage de licenciés hommes, ils se retrouvent plus concentrés sur cinq disciplines que les femmes. Ce résultat semble *a priori* contre-intuitif : le grand nombre de licenciés aurait en effet pu avoir pour conséquence une plus grande diversification de la pratique sportive chez les hommes.

Par ailleurs, l'addition des cinq disciplines les plus pratiquées par les hommes représente la somme de 32 149 licences soit 46,8% de la totalité des licences, masculines et féminines confondues. **En résumé, les cinq disciplines les plus pratiquées par les hommes représentent près de la moitié du total des licences sportives des Landes.**

Nous arrivons aux mêmes constats pour les départements de même strate que les Landes.

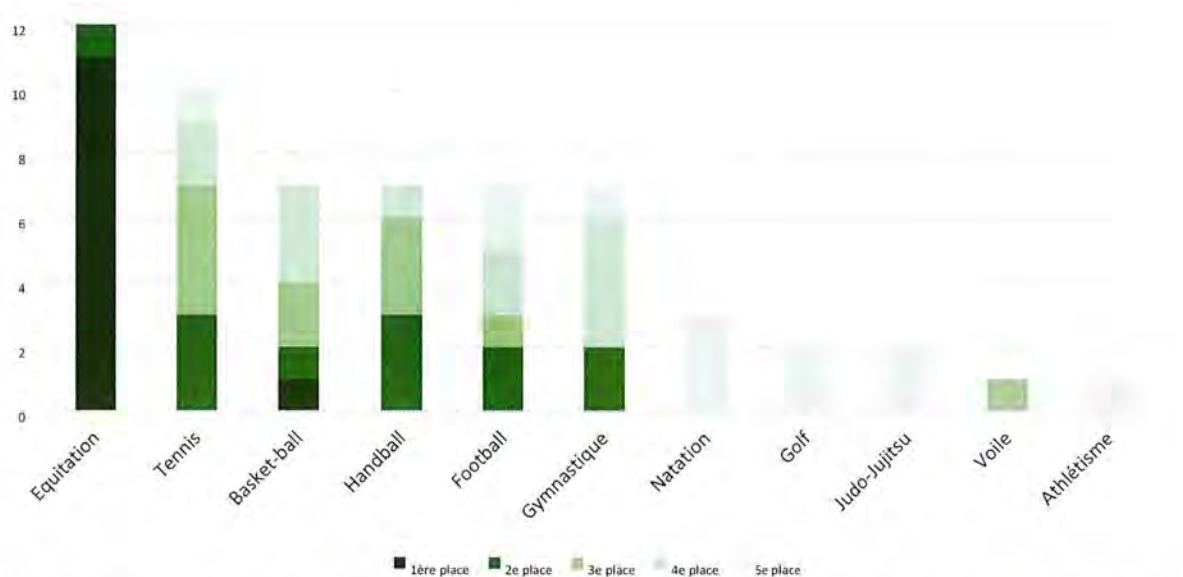
Récurrence de la discipline parmi les cinq sports les plus pratiqués par les hommes en Nouvelle-Aquitaine

Certaines disciplines ont une place prépondérante dans le panel des licences sportives olympiques unisport. On les retrouve dans les classements par cinq premières disciplines par sexe dans les départements néo-aquitains mais aussi dans les départements de même strate que le département des Landes.



Clé de lecture : en Nouvelle-Aquitaine, sur douze départements, le football est douze fois classé premier dans l'ordre de pratique des disciplines olympiques unisport pour les hommes.

Récurrence de la discipline parmi les cinq sports les plus pratiqués par les femmes en Nouvelle-Aquitaine



Clé de lecture : en Nouvelle-Aquitaine, sur douze départements, l'équitation est onze fois classée première et une fois deuxième dans l'ordre de pratique des disciplines unisport pour les femmes.

Malgré la différence de taille des départements néo-aquitains, des différences en fonction du genre se profilent uniformément. Le football est ainsi la discipline masculine qui arrive systématiquement en tête du nombre de licenciés chez les hommes. Quant aux licences féminines il s'agit principalement de l'équitation qui arrive en tête (onze fois sur douze), à l'exception des Landes, où le basketball est la discipline féminine phare, illustrant une vraie spécificité landaise.

Les disciplines et les classements par disciplines les plus pratiquées se répètent entre départements. Si la hiérarchie est parfois bouleversée pour les femmes, c'est beaucoup moins le cas pour le classement masculin.

La gymnastique, la natation ou l'athlétisme, absents dans le classement masculin, apparaissent dans le classement féminin de certains départements. Ce dernier est plus diversifié que celui des hommes avec 11 disciplines différentes présentes contre 9.

Chez les hommes, le tennis et le rugby se partagent la deuxième place derrière le football. En revanche la deuxième place est plus fluctuante dans les classements féminins. En effet, on y retrouve six disciplines différentes : l'équitation, le tennis, le basketball, le handball, le football et la gymnastique. Pour les hommes comme pour les femmes, les troisièmes, les quatrièmes et les cinquièmes places sont plus diversifiées.

Bien que quelques particularités territoriales se détachent, l'ensemble des constats illustre une constante dans l'univers olympique unisport.

Comme pour les départements de la Nouvelle-Aquitaine, dans les départements de même strate que les Landes, il existe aussi des disciplines qui ont une place notable dans le panel des licences sportives olympiques unisport, et ce aussi bien du côté des licences masculines que des licences féminines.

Nous observons des répétitions dans les classements des disciplines aussi bien pour les hommes (11 disciplines différentes) que pour les femmes (10 disciplines différentes). Les taux que leurs licences respectives représentent sur la totalité des licences sont semblables.

Le football et l'équitation sont de nouveau respectivement la discipline masculine et la discipline féminine qui arrivent systématiquement en tête malgré deux exceptions : le basketball pour les Landes et le ski dans le département de la Savoie. A première vue, la gymnastique, la natation et l'athlétisme sont de nouveau des disciplines plus influentes chez les femmes et le rugby et le tir des disciplines largement chez les hommes.

Les particularités territoriales apportent de la diversité à ce tableau. Par exemple, il est intéressant de constater que la voile est en troisième rang en Charente-Maritime, que ça soit en termes de pratique masculine que de pratique féminine, ce qui correspond à la spécificité de ce territoire et ne se retrouve dans aucun autre.

3.1. Les disciplines uniquement présentes dans les classements masculins

Dans l'univers masculin, une domination écrasante du football

Sur les douze départements de la région Nouvelle-Aquitaine, la discipline avec le plus grand nombre de licenciés masculins est le football qui arrive systématiquement en tête des disciplines les plus pratiquées avec une large avance sur la deuxième discipline, quelle qu'elle soit.

En Nouvelle-Aquitaine, cette discipline représente un tiers du total des licences masculines.

Recouvrant le tiers ou jusqu'à près de la moitié des licences masculines pour certains départements (44,7% en Creuse), le football est de loin la discipline masculine dominante. **Dans les Landes cette part s'élève à un quart sur le total des licences masculines.**

Par conséquent, le football masculin représente aussi une part significative du nombre total de licences (masculines et féminines) des départements de la Région allant de 16,6% (Landes) à 30,4% (Creuse). On remarque donc que, dans les Landes, la place du football masculin est à relativiser par rapport à d'autres territoires.

Les écarts entre le football (première discipline pour les douze départements) et la deuxième discipline sont importants, quel que soit le département. **Ces écarts se mesurent en milliers de licences.**

Dans les départements de même strate, le football compte également le plus grand nombre de licenciés, allant jusqu'à représenter 44% du total des licences masculines dans les Deux-Sèvres. Les écarts entre le football et la deuxième discipline sont également importants, quel que soit le département. Par exemple, dans les Deux-Sèvres, le tennis, classé deuxième discipline masculine, compte six fois moins de licenciés que le football.

En ce qui concerne le football féminin, ce dernier se retrouve sept fois dans le classement des disciplines les plus pratiquées en Nouvelle-Aquitaine (deux fois en deuxième rang et une fois en troisième rang).

Loin derrière le football, le tennis et le rugby se disputent la deuxième place dans les classements des disciplines les plus pratiquées par les hommes

La combinaison football-tennis se retrouve dans sept départements néo-aquitains contre cinq pour le duo football-rugby dont les Landes.

Pour les départements de même strate que le département des Landes, la combinaison football-tennis est présente à égalité.

Deuxième sport le plus pratiqué chez les hommes, le rugby représentant 16,8% du total des licences masculines dans les Landes. C'est la proportion la plus importante parmi les douze départements de même strate. En effet, on constate 7 points de différence par rapport au taux régional (10% de licenciés au rugby en Nouvelle-Aquitaine) où il est placé au troisième rang après le football et le tennis. C'est aussi seulement la septième discipline masculine au niveau national.

Les autres disciplines présentes dans les classements masculins

En Nouvelle-Aquitaine, le judo-jujitsu, kendo et disciplines associées apparaissent huit fois dans le classement des disciplines les plus pratiquées par les hommes. C'est la quatrième discipline en nombre de licences masculines unisport olympiques au niveau régional, et la troisième discipline en nombre de licences masculines unisport olympiques au niveau national.

Le basketball apparaît dans le classement des disciplines les plus pratiquées par les hommes dans cinq départements néo-aquitains sur douze, dont les Landes.

Pour les départements de même strate, nous retrouvons les mêmes disciplines dans le classement masculin : le rugby, le judo-jujitsu et disciplines associées et le basketball. Deux disciplines supplémentaires, le tir et le tennis de table, apparaissent uniquement dans les classements masculins.

3.2. Les disciplines uniquement présentes dans les classements féminins

L'équitation, discipline très présente chez les femmes

En Nouvelle-Aquitaine, l'équitation est en tête sur le classement des cinq disciplines les plus pratiquées par des femmes dans onze départements sur douze. C'est la première discipline au niveau régional. **Seules les Landes font exception avec le plus grand nombre de licences féminines en basket-ball.**

Lorsqu'elle est située en premier rang, cette discipline représente jusqu'à 22,7% des licences féminines comme en Charente-Maritime. En cela, la domination de l'équitation est nettement moins prépondérante chez les femmes que ne l'est celle du football chez les hommes. Pour le département des Landes où l'équitation occupe le deuxième rang en nombre de licences, cela représente 15,5% sur le nombre total de licences féminines du département.

Il est intéressant de noter que la différence entre la part de la première et de la deuxième discipline n'est pas aussi significative que pour la pratique masculine. Les écarts se mesurent plus souvent en centaines qu'en milliers de licences. Pour les départements de même strate que les Landes, nous retrouvons l'équitation en tant que discipline féminine dominante dans dix départements sur douze. Le ski en Savoie fait exception en étant la première discipline féminine en nombre de licences féminines du département.

Le basketball

Le basketball apparaît parmi les disciplines les plus pratiquées par les femmes dans sept départements néo-aquitains dont les Landes où il est en tête. Cette discipline se retrouve à six reprises à des places inférieures dans ces classements. La part des licences féminines de basketball représente 17,5% du nombre total de licences féminines dans les Landes.

Le basketball occupe historiquement une place particulière sur le territoire des Landes. Il y a plus d'un demi-siècle, chaque village landais avait son équipe de basketball. *Basket Landes*, au départ club féminin du village Eyres-Moncube, a évolué et est aujourd'hui engagé en championnat élite de basketball féminin, ce qui laisse imaginer un « effet locomotive » du club à de plus petites échelles. L'équipe a par ailleurs été sacrée championne de France 2021.

De nombreuses disciplines sont spécifiques aux classements des disciplines les plus pratiquées chez les femmes

En Nouvelle-Aquitaine, la gymnastique, discipline qui était absente du classement masculin, apparaît chez les femmes dans sept départements. La natation et l'athlétisme sont deux autres disciplines qui se retrouvent uniquement dans les cinq disciplines les plus pratiquées par les femmes. Pour l'athlétisme, ce constat devrait cependant être affiné par type d'épreuves pour lesquelles des logiques genrées peuvent jouer à plein (les épreuves de lancer de poids ou de lancer de marteau sont par exemple peu pratiquées par des femmes). Pareillement, dans les départements de même strate que le département des Landes, la gymnastique, l'athlétisme et la natation sont des sports absents des classements masculins.

3.3. Les disciplines populaires chez les hommes et chez les femmes : les disciplines mixtes

Le tennis, discipline avec un grand nombre de licenciés et de licenciées.

En Nouvelle-Aquitaine, le tennis est souvent parmi dans les trois disciplines masculines ou féminines en termes de licences sportives. Il compte ainsi de nombreux licenciés et de nombreuses licenciées.

Cette qualification ne s'applique cependant qu'en fonction des hiérarchisations par sexe respectives, le nombre de licences d'hommes étant largement supérieur à celui des femmes en valeur absolue. Par exemple, le tennis est la troisième comptant le plus de licences chez les hommes et chez les femmes. Or, cela se traduit en valeur absolue par 4 920 licences masculines et 2 359 licences féminines, soit une proportion de 32,4% de femmes.

Pour les départements de même strate que le département des Landes, le tennis se révèle également être un sport populaire chez les femmes et les hommes. Une nouvelle fois, on retrouve souvent cette discipline parmi les trois sports les plus pratiqués, tous sexes confondus.

Le handball, discipline avec moins de licenciés mais plus de mixité

D'après les données nationales et suite aux analyses réalisées, le handball se révèle être un sport aussi bien pratiqué par les femmes que par les hommes. En Nouvelle-Aquitaine, nous retrouvons le handball dans sept départements, dont les Landes, parmi les cinq disciplines les plus pratiquées par les hommes ou par les femmes. Au niveau régional, le handball est aussi la troisième discipline comptant le plus grand nombre de femmes licenciées.

A RETENIR

Les spécificités du sport dans les Landes

Parmi les départements néo-aquitains et les départements de même strate, les Landes sont le seul département où le basketball occupe le premier rang dans le classement féminin.

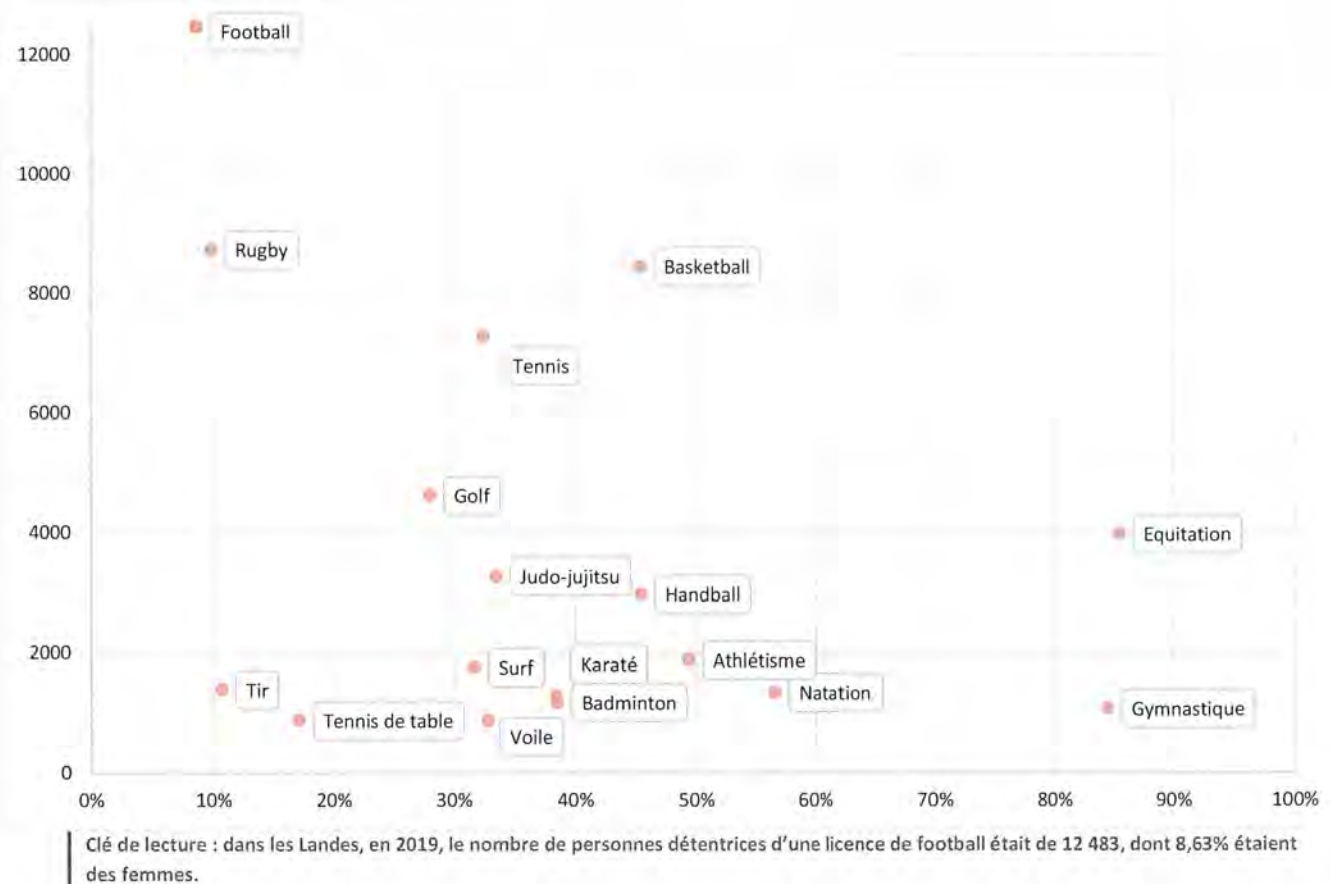
Le rugby recueille un nombre de licenciés hommes nettement plus significatif dans les Landes que les autres départements analysés. Au contraire, la place du football masculin est à relativiser dans les Landes par rapport à d'autres territoires.

Le golf, spécificité néo-aquitaine, se retrouve au cinquième rang aussi bien dans le classement masculin que le classement féminin dans les Landes. Enfin, bien que connaissant un nombre limité de licencié-e-s, le surf landais classe le département en troisième rang en termes de nombre de licences recensées au niveau national (12% du total des licences).

4. La mixité très variable démontre la permanence de stéréotypes genrés en fonction des disciplines olympiques unisports

Les différences entre disciplines viennent conforter certaines images stéréotypées en fonction des disciplines selon des critères de représentation du rôle et des comportements valorisant pour les femmes et pour les hommes.

Rapport entre le nombre de licencié-e-s (ordonnées) et la part de femmes (abscisses) par discipline dans les Landes en 2019



Dans les Landes, en 2019, les sports avec le plus de licenciés, soient le football et le rugby, étaient aussi les sports comptant le moins de femmes.

En effet, 91% des licences de football sont détenues par des hommes (11 406 licences). La différence est également significative pour le rugby avec 90% de licences masculines (7 875 licences). **En conséquence, les deux sports pratiqués dans les Landes sont essentiellement masculins.** Bien que la différence soit moindre pour le tennis, ce dernier compte moins d'un tiers de licences féminines (32,4%), comme le surf (31,7%) et la voile (32,8%).

A l'inverse du football et du rugby, l'équitation et la gymnastique, qui comptent un nombre de licences beaucoup plus faible, sont quasiment intégralement détenues par des femmes. L'équitation compte 85% de licences féminines (3 390 licences). Pour la gymnastique il s'agit d'une répartition de 84% de femmes (906 licences).

DEFINITIONS

Mixité :

- **comme notion arithmétique**, la mixité est un état qui décrit la présence de représentants de chaque sexe dans des proportions déterminées. Il est généralement admis qu'un espace est considéré comme « non-mixte » lorsqu'il compte moins d'un tiers des représentants de l'un des deux sexes ;
- **comme outil de promotion de l'égalité**, la mixité consiste à s'assurer et à garantir la présence de groupes non-représentés dans un collectif afin qu'ils puissent influencer sur les prises de décisions concernant l'ensemble du groupe et y contribuer par l'exposition d'enjeux sectoriels. La **non-mixité choisie et temporaire** est également un moyen de promotion de l'égalité permettant l'expression libre des membres d'un même groupe en dehors des rapports de domination.

L'absence de mixité favorise le développement des stéréotypes et les comportements sexistes.

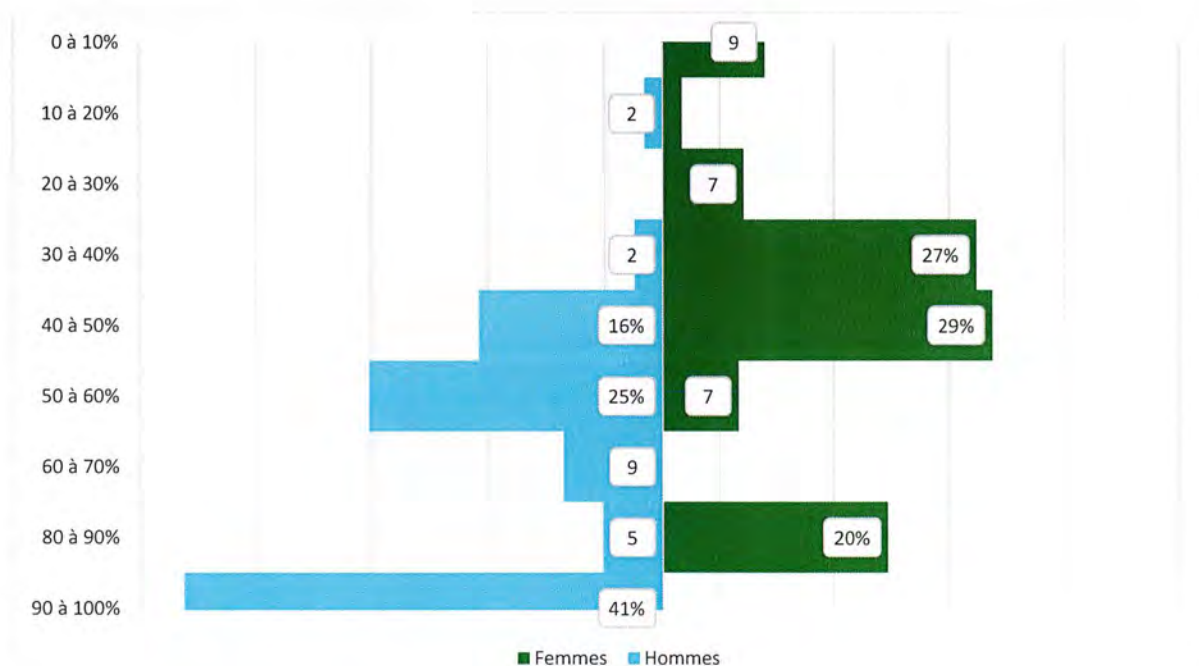
Parité : outil correctif visant à assurer la représentation strictement égale entre les sexes.

Le basketball est le contre-exemple qui démontre la possibilité d'allier un grand nombre de licencié-e-s et une mixité élevée.

En effet, dans les Landes, 54,7% des licences de basketball sont des licences masculines (4 622 licences) et 45,3% sont des licences féminines (3 828 licences).

Plusieurs autres sports comptent une proportion importante de femmes, néanmoins leur popularité est réduite comme : le badminton (38,4%), le karaté (38,4%), le handball (45,3%), l'athlétisme (49,3%) et la natation (56,5%).

Répartition des licenciés olympiques par sexe et en fonction de la part des femmes dans la discipline pratiquée



Clé de lecture : dans les Landes, en 2019, 9% des femmes détentrices d'une licence sportive olympique pratiquaient un sport dont la part des femmes était comprise entre 0 et 10%

A RETENIR

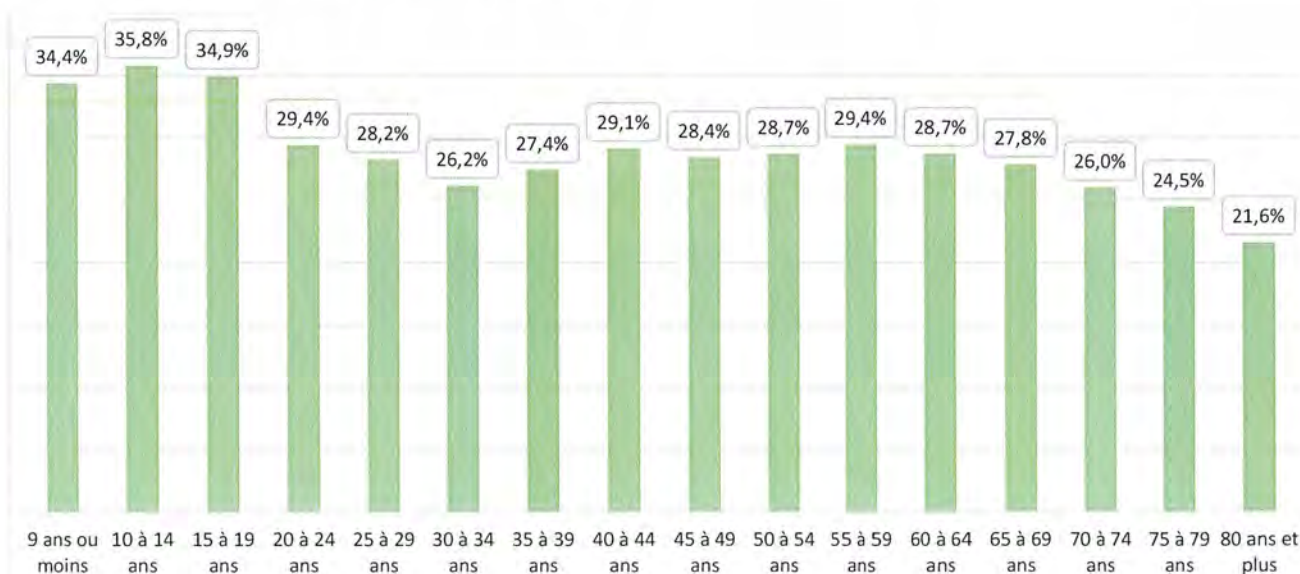
Préconisations

Afin d'adopter une approche spécifique, certaines disciplines pourraient faire l'objet de plans spécifiques de promotion de la mixité que ce soit pour encourager la pratique des hommes (gymnastique, équitation) ou des femmes (football, rugby, golf, tennis de table, surf, voile, judo-jujitsu).

Pour promouvoir la pratique féminine, les disciplines étant déjà bien avancées en termes de mixité pourraient être davantage mises en avant (natation, athlétisme, basketball, handball).

Dans les Landes, en 2019, 41% des hommes possédant une licence sportive olympique pratiquaient un sport dont la part des hommes était comprise entre 90 et 100%, c'est-à-dire qu'ils l'exercent en non-mixité quasi totale. Dans ces sports où les hommes sont ultra majoritaires, on retrouve 9% du total de femmes licenciées. A l'inverse, aucun sport ne comporte une proportion d'hommes inférieure à 10%. L'essentiel des femmes licenciées se retrouve dans des disciplines comprenant entre 30% et 50% de femmes avec 56% des effectifs féminins. **L'enjeu de la mixité est important car l'absence de mixité peut entraîner le sexisme, en l'occurrence lorsqu'elle est subie.**

Part des femmes dans les licences sportives, toutes fédérations olympiques confondues, en fonction de la classe d'âge en France en 2019



Clé de lecture : en France, en 2019, 34,4% des détenteurs d'une licence olympique de moins de 9 ans étaient des femmes

En France, en 2019, la part des femmes licenciées est plus importante entre 9 et 20 ans.

La première chute du nombre de licenciées est visible à partir 20 ans et se poursuit jusqu'à 34 ans. Cela correspond avec la période de début des études, du travail et/ou de la vie de famille. Sur ce dernier point, il faut rappeler que les femmes françaises ont leur premier enfant en moyenne à 28,8 ans et qu'il s'agit, tous domaines de la vie économique et sociale confondues, d'une phase de rupture et de décrochage par rapport aux hommes de même génération.



On observe une deuxième chute à partir de 65 ans. Il faut ajouter à ce constat le fait que la part de femmes détentrices d'une licence recule au moment où l'ensemble du nombre de licenciés total s'effondre. Cela induit que, par rapport aux hommes, la diminution est encore plus drastique.

DEUXIEME PARTIE

Un Département proactif dans le déploiement des politiques sportives

Après un premier état des lieux, la deuxième partie de l'étude sera plus spécifiquement consacrée aux politiques sportives landaises portées par le Département.

Les politiques départementales recouvrent l'ensemble du cycle de la vie sportive.

Les aspects constitutifs de l'intervention du Département seront particulièrement étudiés dans cette partie. Les politiques sportives menées par le Département seront notamment définies par ce qui les constitue : les acteurs concernés, les modalités ; et par leur ampleur : par exemple la répartition des financements.

Ce travail d'analyse s'appuie principalement sur le rapport H4⁶, tel qu'il est présenté lors de la séance d'examen du budget primitif du Département. Document public, ce rapport fixe les lignes directrices et les axes de politiques publiques conduites par le Département.

Une analyse genrée est apportée afin de disposer d'un diagnostic précis, y compris pour identifier les informations manquantes.

Dans cette démarche, il est apparu tout aussi important de s'intéresser à celles et ceux qui pratiquent qu'à celles et ceux qui encadrent et qu'à celles et ceux qui gouvernent les instances sportives.

Dans un premier temps, l'attention est portée sur les pratiquant·e·s, par exemple à travers des dispositifs et aides départementales dédiés aux jeunes ou aux seniors, ainsi qu'aux sportifs de haut niveau.

Dans un deuxième temps, notre analyse prend en compte tout ce qui entoure les pratiquant·e·s tels que le fonctionnement des clubs et des comités, et ce notamment au travers de la question de la gouvernance, de l'emploi sportif (salarié·e·s, bénévole·s, formations) ou encore des équipements sportifs. Les initiatives et plans d'action des comités départementaux, et des clubs sportifs, le cas échéant, œuvrant pour le développement et la promotion de la pratique féminine et/ou la mixité dans la discipline concernée feront partie intégrante de cette analyse.

En effet, il est important de s'attacher aux produits réels et matériels des politiques sportives déployées sur l'ensemble du territoire en matière d'égalité femmes-hommes.

1. Au travers de ses politiques sportives, le Département des Landes accompagne les pratiquant·e·s tout au long de leur vie

1.1. La pratique sportive des jeunes constitue une priorité départementale

Le Département favorise la pratique sportive des jeunes sur le territoire. Des actions à destination des jeunes, au travers des écoles de sport et du sport scolaire sont privilégiées.

⁶ Le rapport a été renommé en Rapport I2 en 2022.

Les chèques sport : une aide pour promouvoir la pratique sportive chez les jeunes

Les données de l'évolution du dispositif des chèques sports depuis 2016 (année de lancement)

Année scolaire	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'élèves inscrits en 6 ^{ème}	Part des élèves touchés par le dispositif
2016-2017	1 188	4 057	29,3%
2017-2018	930	4 110	22,6%
2018-2019	962	4 087	23,5%
2019-2020	981	4 211	23,3%
2020-2021	820	4 236	19,7%

POLITIQUES SPORTIVES DEPARTEMENTALES

Le Département attribue sous la forme d'un « chèque sport » une aide suite à l'inscription (licence) dans un club sportif landais, affilié à une fédération sportive agréée ou délégataire, ou dans une association sportive scolaire relevant de l'UNSS et située dans les Landes.

Le montant du chèque sport est fixé forfaitairement à 50 euros pour la première licence et 25 euros pour la deuxième (pour un même jeune sur une même année scolaire). Le montant est versé directement à la famille demandeuse.

L'aide est attribuée à tous les jeunes de sixième inscrits en collège ou auprès du Centre national d'enseignement à distance (CNED). Depuis cette année, les enfants et les adolescent·e·s pris en charge par un établissement médico-social ou hospitalier et sanitaire bénéficient de l'aide à partir de 11 ans ce jusqu'à la fin de prise en charge institutionnelle, à condition d'avoir une licence sportive.

Ce dispositif, lancé par le Département en 2016, a permis, en cinq ans, à près de 4 900 élèves de sixième, de découvrir et/ou de pratiquer un sport de leur choix au sein d'une école de sport landaise.

Depuis son existence, en moyenne un élève de sixième sur cinq a eu recours au dispositif chaque année scolaire, soit un succès mitigé. En effet la tranche d'âge 10-14 ans est l'une des plus sportives avec environ un enfant sur deux détenant une licence sportive à l'échelle nationale. C'est également la tranche d'âge avec le plus fort taux de licences féminines (35,8%). **Il y a donc un très fort enjeu à sensibiliser cette classe d'âge au sujet de l'égalité femmes-hommes dans le sport.**

En 2016-2017, année de la création de ce dispositif, 1 188 élèves étaient bénéficiaires d'au moins un chèque sport, pour un total de 4 057 élèves de 6^{ème} scolarisés dans les Landes cette année scolaire-là, soit 29,3%. Il s'agit du plus haut taux d'élèves touchés par ce dispositif.

Depuis l'année scolaire 2017-2018, la proportion d'élèves bénéficiaires est en baisse chaque exercice. En 2020 et 2021, la crise sanitaire a nécessairement eu des effets sur ce dispositif mais il semble que son recul ne soit pas dû qu'à ce facteur conjoncturel. On compte alors 860 demandes au total dont 837 favorables et vingt-trois défavorables.⁷

⁷ Pour les demandes défavorables et donc rejetées, il s'agit de dossiers incomplets après demande de pièce(s) justificative(s) complémentaire(s) ou alors d'élèves inscrits dans une classe autre que la 6^{ème} qui ne sont donc pas éligibles au dispositif.

La stratégie de communication sur les chèques sport est renforcée en 2021-2022 afin de développer le recours au dispositif

En début d'année scolaire 2021-2022, le Département a renforcé sa campagne de communication sur les différents dispositifs d'aide qu'il déploie auprès des jeunes, dont les chèques Sports.

La communication sur ce dispositif a été réalisée en format papier *via* des affiches et des flyers à destination de nombreux acteurs pour la diffusion⁸. Le matériel de communication est ciblé uniquement sur les chèques sport pour les collèges et les écoles de sport. Par ailleurs, le Département, ainsi que d'autres institutions sportives et collèges, ont relayé l'information par l'intermédiaire de les réseaux sociaux respectifs. De plus, lors de l'envoi du courrier relatif aux différentes aides et subventions existantes aux comités départementaux sportifs ainsi qu'aux écoles de sport en début d'année scolaire, le service *Jeunesse et sport* mentionne la reconduite des chèques sport. Enfin, une conférence de presse a été organisée avant la rentrée scolaire par le Département, sous l'égide du CDOS et en présence des comités départementaux sportifs.

Les effets de cette campagne seront connus en fin d'année scolaire.

Rappelons que cette demande peut être effectuée de manière dématérialisée directement en ligne, *via* le site dédié mesdemarches.landes.fr, ou à réception de dossier en format papier au sein du service Jeunesse et sports, et ce depuis l'année de création du dispositif en 2016. En 2020-2021, seulement un quart des demandes ont été faites en format papier et trois quarts *via* l'extranet. Les demandes peuvent se faire tout au long de l'année scolaire.

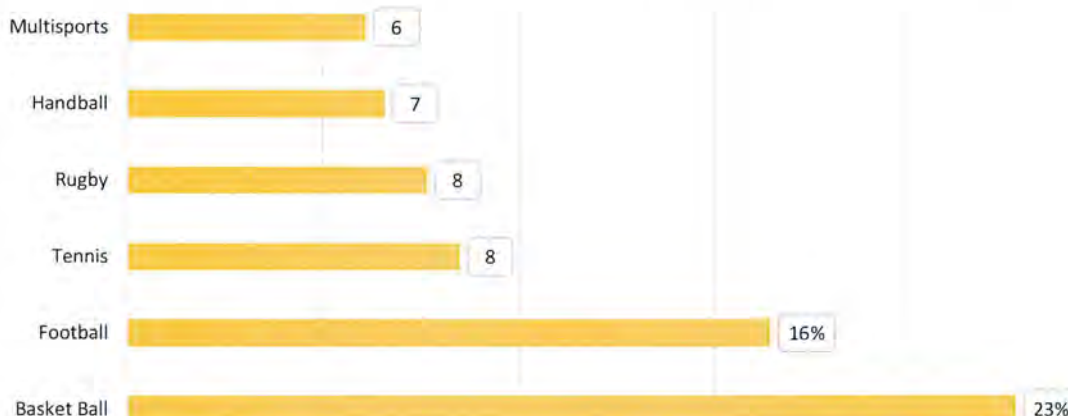
Une répartition inégale en fonction du sexe, proche de l'équilibre femmes-hommes des licences sportives

Les données sur les chèques sport avec la répartition filles-garçons sont uniquement disponibles pour l'année scolaire 2020-2021 en raison d'une introduction récente du critère du sexe, illustrant que cette logique n'a été intégrée qu'il y a peu.

820 élèves de sixième, dont 41% de filles, ont perçu *a minima* une aide à hauteur de 50 euros pour financer leur première licence sportive. Lorsqu'il s'agit du deuxième chèque sport, on observe que seulement 36% de filles sont bénéficiaires, soit des taux proches mais plus accentués à l'avantage des garçons.

⁸ L'ensemble des collèges des landais, les écoles de sport landaises, les maisons landaises de la solidarité (MLS), les points d'information des missions locales, les médiathèques, les mairies, les centres communaux et intercommunaux d'action sociale.

Disciplines pour lesquelles les chèques sports sont les plus sollicités (premier sport)



Clé de lecture : en 2020-2021, 23% des chèques Sport première licence avaient été attribués pour le basketball.

En 2020-2021, la majorité des chèques sport avaient été attribués pour des disciplines déjà très pratiquées dans les Landes tels que le basketball ou le rugby.

Ce dispositif renforce donc les dynamiques locales, avec des effets procycliques. Un léger changement de la hiérarchie par rapport aux précédents constats montre que le chèque sport pourrait être un levier de changement. Les six disciplines précitées représentent presque 70% du total des chèques sport, soit une part significative des attributions pour une première licence, montrant que les demandes sont très concentrées.

De plus, la répartition filles-garçons reste similaire à celle évoquée dans la partie analytique sur les licences. Par exemple, seulement 8% des chèques Sport pour une première licence de football sont détenus par des filles. Pareillement, on observe de la mixité et même une prépondérance féminine pour les chèques Sport première licence attribués pour le basketball (53%) et pour le handball (51%).

Les différences se font ressentir dès la classe de sixième. L'inégale répartition des chèques Sport en fonction du sexe n'est donc qu'une confirmation et une illustration des précédents constats faits dans la partie analytique sur les licences.

Disciplines pour lesquelles les chèques sports sont les plus sollicités (second sport)



Clé de lecture : en 2020-2021, 43,9% des chèques Sport 2nde licence avaient été attribués pour les Multisports.

Les chèques Sport pour une deuxième licence ne représentent que 12% des dépenses liées à ce dispositif. Celles-ci sont largement concentrées aux licences multisports (44%).

Part des bénéficiaires de chèques sport par canton pour l'année 2020-2021

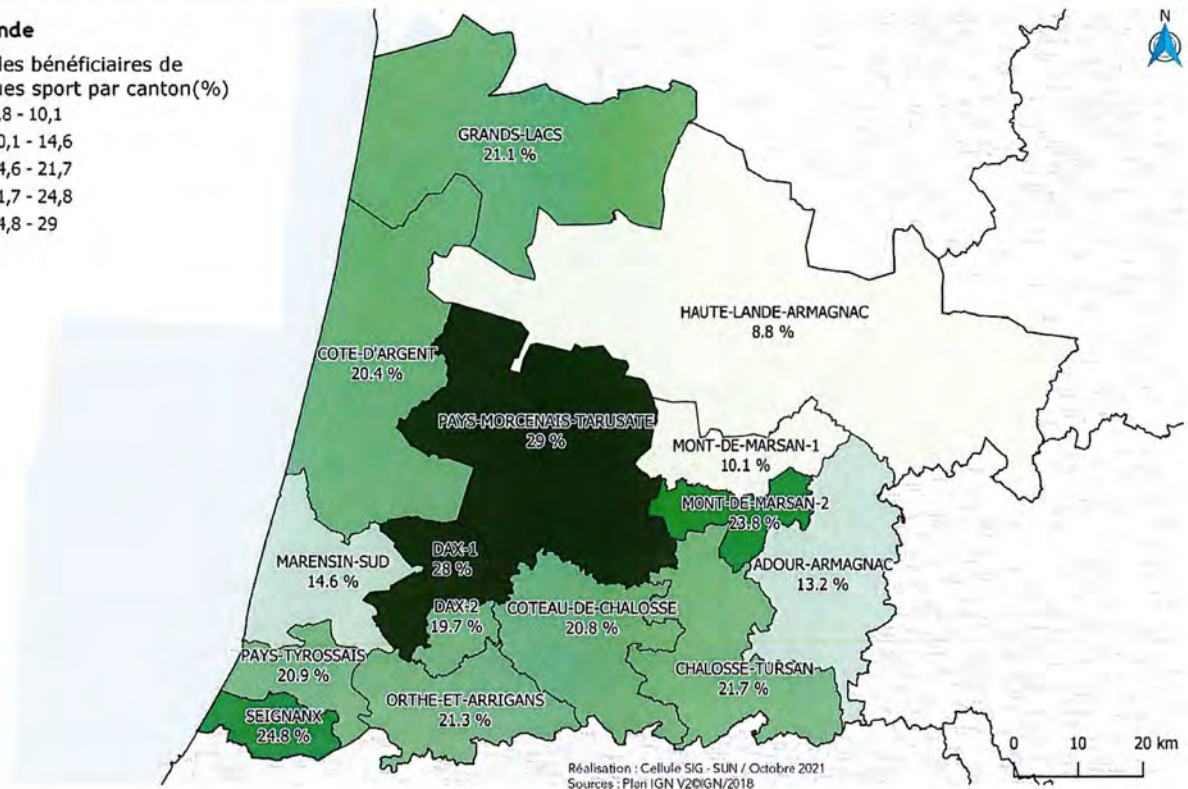
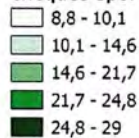
Part des bénéficiaires de chèques sport par canton

Direction Education Jeunesse et Sports



Légende

Part des bénéficiaires de chèques sport par canton(%)



Clé de lecture : en 2020-2021, dans le canton du Seignanx, 24,8% des élèves de sixième ont bénéficié de chèques sport.

A RETENIR

Le dispositif des chèques sport contribue donc aujourd'hui aux dynamiques à l'œuvre concernant la concentration sur un faible nombre de disciplines et à une inégale répartition entre filles et garçons. Une éventuelle évolution, à définir, pourrait permettre de favoriser davantage la pratique féminine et la mixité.

Le principe d'un « chèque sport découverte » pourrait être étudié dans les propositions à venir. Il pourrait renforcer la pratique de certains sports peu populaires.

Il semble enfin nécessaire d'analyser les causes des écarts territoriaux sur l'attribution des chèques sport (proportion entre les jeunes licenciés et les bénéficiaires de chèques sport, répartition des équipements ou des clubs sur le territoire landais).

La carte des élèves de sixième bénéficiaires de chèques sport reflète des différences territoriales. En 2020-2021, dans le canton Haute-Lande-Armagnac, seulement 8,8% des élèves scolarisés en sixième ont bénéficié d'un ou de deux chèques sport. Au contraire, dans le canton Pays-Morcenais-Tarusate, 29% des élèves scolarisés en sixième ont été bénéficiaires de chèques sport.

Pour les autres cantons, en moyenne, un élève scolarisé en sixième sur cinq a été bénéficiaire de chèque sport en 2020-2021.¹

¹ Si on regroupait les élèves de 6ème des collèges présents dans l'Agglomération de Mont-de-Marsan (cantons de Mont-de-Marsan 1 et de Mont-de-Marsan 2), ainsi que ceux du Grand Dax (cantons de Dax 1 et de Dax 2), et enfin les élèves de 6ème des collèges du territoire de la communauté de

1.2. L'aide aux clubs sportifs gérant une école de sport, un levier pour encourager et renforcer le développement de la pratique féminine

POLITIQUES SPORTIVES DU DEPARTEMENT

Les écoles de sport : un soutien cœur de la politique sportive départementale

L'aide est réservée aux clubs agréés adhérant à une Fédération nationale et pouvant justifier de l'inscription dans une discipline d'au moins dix jeunes licencié-e-s de 15 ans au plus et de la présence dans leur club d'animateurs diplômés dans la discipline. L'aide aux écoles de sport ne peut être cumulée avec les aides spécifiques au sport scolaire.

Le montant de l'aide allouée à chaque club est constitué :

- d'une dotation forfaitaire de base par club ou section à hauteur de 630 euros ;
- d'une dotation à hauteur de 6,70 euros par jeune licencié-e, de 15 ans au plus.

Un soutien renforcé aux clubs de sports collectifs disputant le championnat de France

Pour les sports collectifs, la dotation forfaitaire de base pourra être modulée lorsque leur équipe première dispute le championnat de France dans les trois premières divisions ou groupes amateurs. Les bases de calcul de la modulation forfaitaire pour les six sports collectifs éligibles sont définies dans le règlement en fonction de classement de l'équipe première, la difficulté d'accession à ce classement et au rayon de déplacement en championnat.

Le calcul de la modulation de la dotation forfaitaire pour les sports collectifs en fonction de leur performance qui prend en compte :

- le classement en fonction du niveau et du groupe (de 1 520 à 6 070 euros) ;
- la difficulté d'accession en fonction de la discipline et du niveau (de 180 à 23 070 euros).

Dans le cas d'une accession au plus haut niveau amateur, une aide complémentaire exceptionnelle de 20 000 € peut être accordée aux équipes de sport collectif éligibles au règlement départemental.

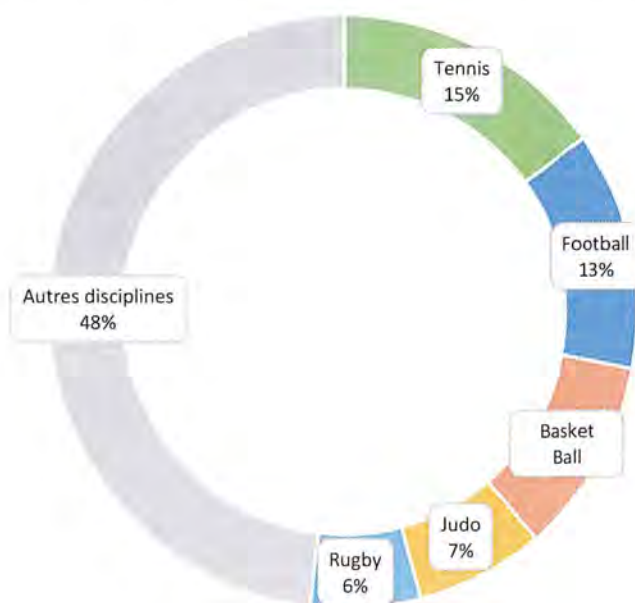
Enfin une aide pour les déplacements est calculée en fonction de la proximité : 180 euros pour le Grand Sud-Ouest et 370 euros pour le territoire national.

Le Département apporte, d'une part, un soutien aux clubs disposant d'une école et d'autre part, aide leurs équipes premières en tenant compte de leurs efforts et de leur rôle moteur dans le développement d'une pratique sportive de masse, particulièrement celle des jeunes.

L'application du règlement d'aide aux clubs sportifs gérant une école de sport pour la saison sportive 2019-2020 a permis d'apporter une aide globale de 681 690 euros à 491 clubs (dont 29 clubs leaders), regroupant plus de 27 924 licenciés âgés de moins de 15 ans. Ce dispositif représente 22% du budget dédié aux politiques sportives sur le budget de fonctionnement. Sur le total des crédits consommés pour ce dispositif, 459 745 euros avaient été accordés aux clubs (67%) et 221 944 euros aux clubs leaders (33%).

communes de Marenne Adour Côte-Sud – MACS (cantons du Pays Tyrossais et de Marensin Sud), nous retrouverions des pourcentages similaires de la part des bénéficiaires de chèques Sport, soit un élève sur cinq.

Subventions totales attribuées aux clubs sportifs gérant une école de sport par discipline (en euros)



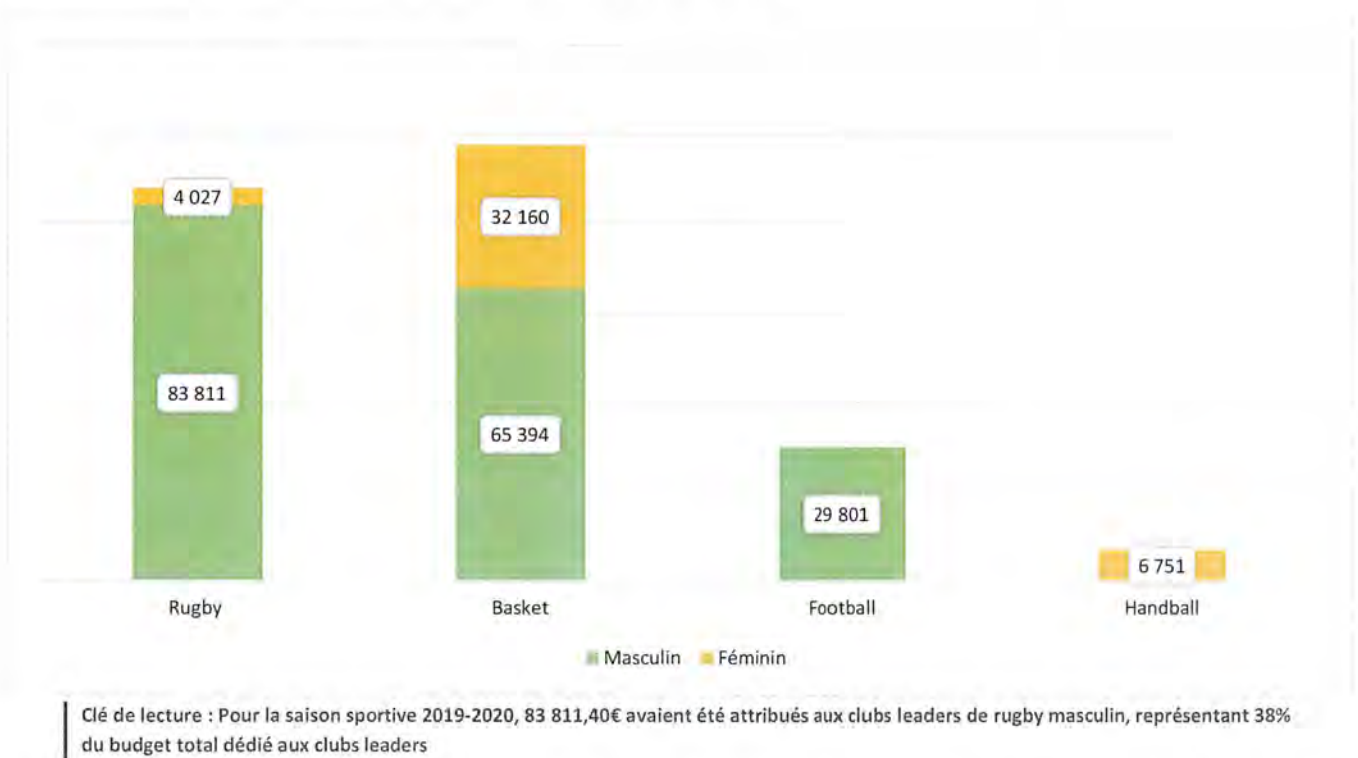
Clé de lecture : Pour la saison sportive 2019-2020, 69 192,70 € avaient été accordés aux clubs sportifs gérant une école de sport de tennis, représentant 15% du budget total dédié aux clubs

En 2019-2020, le Département a accordé, au travers de ce dispositif, une aide financière à 462 clubs relevant de 50 disciplines sportives distinctes. Les clubs sportifs gérant une école de sport de tennis, de football, de basketball, de judo ou de rugby, de par leur nombre significatif de clubs bénéficiaires de l'aide et leurs effectifs importants, sont ceux qui réunissent la plus grande part des aides du Département.

En effet, ils représentent environ 52% du budget total dédié aux clubs.

Le Département module la dotation forfaitaire de base des **29** équipes premières des clubs sportifs qui disputent le championnat de France dans les trois premières divisions ou groupes amateurs.

Subventions totales attribuées aux clubs leaders (en euros)



En 2019-2020, l'aide du Département aux équipes premières féminines des clubs sportifs représente un cinquième des crédits accordés aux clubs leaders. Ces derniers sont répartis à 15% pour le basketball féminin, 3% pour le handball féminin et 2% pour le rugby féminin. Ainsi, 7 clubs féminins leaders, regroupant 555 licenciées ont bénéficié de cette aide. Une équipe leader sur quatre équipes aidées est une équipe féminine ce qui représente 20% de licenciées dans les clubs leaders.

On remarque qu'il n'y a aucun club masculin leader de handball, de même qu'il n'y a aucun club féminin leader de football.

Dans leurs rapports et bilans annuels, certains clubs et écoles de sport évoquent des objectifs de féminisation de la discipline ou de promotion de la pratique féminine ou la pratique mixte comme :

- **le Biscarosse olympique football club** qui souhaiterait développer la pratique féminine du football et obtenir le label « école de football féminin ». Ce label a pour objectif de renforcer le projet du club par la mise en place d'une politique sportive autour de la pratique des jeunes filles (accueil et formation de jeunes footballeuses) en cohérence avec la politique fédérale ;
- **le JSL Section tennis de Labouheyre**, en lien avec le Comité de tennis des Landes, propose une journée « En avant les filles » afin de mettre en lumière le tennis féminin et encourager son développement ;
- **les clubs de canoë-kayak** participent au « Challenge femmes » des départements des Landes et des Pyrénées Atlantiques organisé par le comité de la discipline ;
- **le Hossegor Surf club** a créé un groupe de féminines de surf loisirs en 2019 ; la création d'un autre groupe « Girl Power » avec des compétitions et un encadrement féminin est prévue pour la saison 2022 ;

- **le Club de natation du Biscarosse olympique** souhaiterait former une deuxième équipe de garçons pour les interclubs et qualifier plus de nageurs aux championnats régionaux et nationaux.

Cependant, ces mentions restent rares et les rapports d'activité peu développés à ce propos.

Dès l'année sportive 2021-2022, pendant la réalisation de la présente étude, des documents complémentaires ont été requis dans les formulaires de demande des aides afin de construire un suivi sur les actions déjà mises en place ou envisagées au sein des écoles de sport pour promouvoir et développer la pratique féminine mais aussi la mixité. Il en est de même pour les formulaires de demande de subvention de fonctionnement des Comités départementaux.

A RETENIR

Préconisations

Les aides publiques à destination de sports collectifs ne permettent pas à ce jour d'agir concrètement sur les inégalités Femmes-Hommes. L'extension des dispositifs ou la création de nouveaux, sur d'autres sports collectifs (ou individuels) semblent de nature à révéler plus de talents féminins.

Les institutions et les représentants du mouvement sportif pourraient envisager les modalités d'un accompagnement des clubs et écoles de sport afin de mettre en place des actions spécifiques et ciblées pour promouvoir et développer la pratique féminine et la mixité dans la discipline concernée.

1.3. Le sport de haut niveau met davantage en avant les sportives landaises

Le sport de haut niveau, qu'il soit amateur ou professionnel, individuel ou collectif, est également pris en compte dans les politiques du Département. En effet, le Département accorde depuis plusieurs années une aide aux Comités départementaux pour l'accompagnement des sportifs et des sportives individuel-le-s dans leur parcours d'accès au haut-niveau. Une commission chargée d'examiner les dossiers et de faire des propositions à la Commission Permanente a ainsi été instituée.

	Femmes	Hommes
Athlétisme	0	2
Canoë-kayak	0	1
Equitation	1	0
Golf	1	2
Gymnastique sportive	1	0
Haltérophilie	0	1
Judo	1	1
Pelote basque	0	1
Roller skate	1	0
Sauvetage côtier	15	11
Surf	4	8
Tennis de table	3	0
Tir	1	2
Total	28	29

En 2020, 13 comités ont bénéficié d'une aide concernant 57 athlètes pour un montant total de 55 400 euros. Grâce à ce dispositif d'aide, les athlètes ont pu participer à des championnats nationaux, européens, et internationaux.

Par rapport aux précédents constats, la répartition est plus équilibrée. On observe quasiment la parité avec 28 athlètes filles et 29 athlètes garçons bénéficiaires. En termes de budget, il s'agit d'une répartition 48% pour les athlètes filles contre 52% pour les athlètes garçons, soit quasiment la parité et la même proportion d'athlètes.

A RETENIR

Préconisations

L'aide aux sportifs de haut niveau montre une plus grande diversité dans les disciplines accompagnées et se révèle moins discriminant envers les femmes que les sports collectifs. Aussi, un renforcement de ce dispositif pourrait avoir des conséquences positives en faveur de l'égalité femmes-hommes.

Etant donné que le sport de haut-niveau se définit en France comme une pratique d'excellence sportive dans les disciplines olympiques ou reconnues de haut niveau par la commission nationale du sport de haut niveau, qu'il fait référence à des compétitions bien identifiées et que la liste des sportifs de haut niveau détaillant les catégories Elite, Senior, Relève ou Reconversion est arrêtée par la ministre chargée des sports, une réflexion pourrait être menée avec l'Etat.

Le dispositif Sport collectif d'élite 2019-2020 est le seul à pencher davantage en faveur des femmes

POLTIQUES SPORTIVES DEPARTEMENTALES

Le soutien aux structures d'élite

L'attribution des aides spécifiques sont faites par l'Assemblée départementale à l'occasion de la Décision Modificative du budget et au vu des résultats obtenus à l'issue de chaque saison.

Pour chacun de ces clubs, le dispositif départemental de soutien et de partenariat revêt un double aspect :

- une subvention versée à la structure juridique exerçant les missions d'intérêt général du Club (écoles de sport, centre de formation, promotion des valeurs du sport en lien avec le comité départemental de la discipline) ;
- une commande conventionnelle de prestations de services passée auprès de la société sportive.

Saison sportive 2020-2021	Club d'assise communale	Club d'assise territoriale départementale
Niveau 1	170 000	337 500
Niveau 2	90 000	225 000

En 2020, le Conseil départemental a renouvelé son soutien aux clubs landais classés en élite. Ces derniers jouent un rôle moteur dans le développement d'une pratique sportive de masse, particulièrement celle des jeunes. **Un crédit de 427 500 euros avait été réservé au dispositif « sports collectifs d'élite », soit un peu plus de 14% du budget dédié au sport.**

Ce soutien a été attribué à l'équipe féminine *Basket Landes* et à l'équipe masculine *Stade Montois Rugby*.

Basket Landes est né il y a maintenant douze ans, sur la base d'un projet initié par le Comité des Landes de Basket, soutenu par le Département, et dont l'objectif était une montée en puissance progressive s'appuyant principalement sur la formation des plus jeunes accueillies dans un centre

départemental. En effet, *Basket Landes* fait partie des 5 équipes qualifiées pour évoluer en *Eurocup* et se maintient donc au plus haut niveau en Ligue Féminine. Le club a été sacré champion de France 2021.

Le Département soutient le club à hauteur de :

- 310 500 euros de subvention au titre des missions d'intérêt général du Club et notamment pour la poursuite des actions de son centre de formation d'assise territoriale départementale, et la promotion des valeurs du sport en lien avec le comité départemental de la discipline ;
- 27 000 euros au titre des prestations de services.

Le *Stade Montois Rugby* évolue en catégorie Pro D2. Il est soutenu par le Département à hauteur de :

- 63 000 euros de subvention à l'association pour leur participation aux missions d'intérêt général,
- 27 000 euros au titre de prestations de services passées auprès de la société sportive.

A RETENIR

Il s'agit du seul dispositif où le budget du Département penche davantage en faveur des femmes que des hommes.

Ce dispositif de soutien concernant toutes les disciplines, si un projet de création d'une équipe féminine départementale d'une autre discipline sportive émergeait, le Département pourrait trouver approprié de soutenir ce type d'initiative et de l'encourager financièrement.

1.4. Le sport scolaire un outil au service de l'égalité des sexes

DEFINITIONS

L'**Union sportive de l'enseignement premier degré (USEP)** est la première fédération sportive scolaire. Elle organise des activités sportives pour les enfants de l'école publique, de la maternelle à l'élémentaire, en appui de l'éducation physique et sportive dispensée par les professeurs des écoles.

L'**Union nationale du sport scolaire (UNSS)** est la fédération française de sport scolaire du second degré. Multisports, elle est ouverte à tous les jeunes collégiens scolarisés à travers les associations sportives, et se déroule le mercredi après-midi.

Egalement très dynamique dans les Landes, le sport scolaire constitue une offre importante. La collectivité soutient le travail engagé avec les associations que sont l'Union sportive de l'enseignement premier degré (USEP) et l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) ainsi qu'avec les comités départementaux intervenant en milieu scolaire. Elle contribue notamment à leur fonctionnement en leur allouant une aide financière.

En 2021, un crédit de 127 300 euros est accordé aux associations départementales de sport scolaire (USEP et UNSS) selon la répartition suivante :

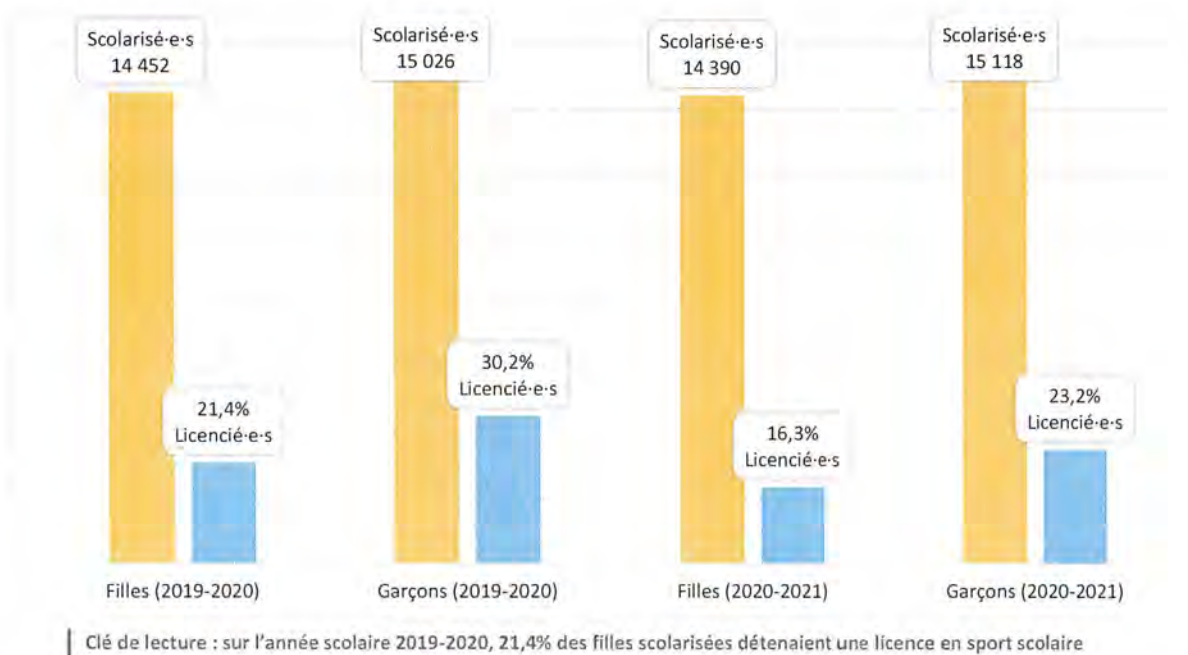
- Union sportive de l'enseignement premier degré : 46 800 euros en fonctionnement et 5 000 euros pour l'organisation de la Semaine Olympique ;
- Union nationale du sport scolaire : 15 000 euros en fonctionnement et 60 500 euros pour les associations sportives des collèges et lycées.

En analysant la répartition des licences filles-garçons pour l'USEP, on observe une répartition très égalitaire avec 51% de licences féminines en 2019¹ et 50% en 2020². En effet, pour la tranche d'âge entre 3 et 11 ans, la pratique sportive est significative à l'échelle nationale et les différences ne commencent pas encore à se creuser.

Bien qu'il s'agisse de la pratique d'activités physiques et sportives multiples et diverses plutôt que d'une discipline sportive spécifique, il semble important de préciser que dans le cadre de la *Semaine olympique*, des initiations sportives pour découvrir des disciplines peu pratiquées tels que la course d'orientation, l'escrime, le cyclisme ou encore le hockey sur gazon sont réalisées. Ces dernières sont organisées en partenariat avec les comités départementaux sportifs, l'Union nationale du sport scolaire et le Comité départemental olympique et sportif (CDOS) des Landes.

L'UNSS prend le relai de l'USEP en collège et concerne la tranche d'âge entre 11 et 15 ans.

Part de filles et de garçons (11 à 15 ans) détenant une licence de sport scolaire en 2019-2020 et en 2020-2021



Bien que l'UNSS soit davantage tourné vers le multisport et la mixité, dès l'âge d'entrée au collège (enseignement du second degré), des différences apparaissent.

¹ Il s'agit de 4115 licences féminines contre 4005 licences masculines d'après les données de l'INJEP.

² On compte 4183 licences féminines et 4173 licences masculines d'après les données de l'INJEP.

En 2019-2020 et 2020-2021, dans les Landes, en moyenne, les licences UNSS sont détenues à 40% par des filles et 60% par des garçons. Ces chiffres correspondent à ceux que l'on retrouve à l'âge adulte. Au total, 26% des élèves scolarisés dans les collèges et les lycées landais ont participé, au travers de 63 associations sportives, aux différentes rencontres sportives d'animations et de championnats officiels organisés par l'UNSS.

Un plan départemental de développement du sport scolaire (PDDSS) des Landes définit les axes stratégiques de développement de la pratique sportive des jeunes. L'un des objectifs stratégiques est de poursuivre la dynamique de participation des filles à tous les échelons.

Les choix des activités physiques et sportives découlent aussi de ces axes ainsi que des équipements sportifs et du nombre d'enseignants sur chaque territoire.

A titre d'exemple, il s'agit d'une moyenne de 38 licencié·e·s par encadrant·e dans les Landes. Par ailleurs, dans les Landes, une orientation particulière est faite sur les sports de nature dont le surf ou encore la course d'orientation, les raids et le vélo tout terrain (VTT), en fonction de la topographie.

L'UNSS des Landes œuvre pour le développement de la pratique féminine au sein des sports collectifs tel que le rugby ainsi que par la promotion des activités fédératrices de la mixité. Les événements spécifiques de découverte de disciplines en extérieur allant jusqu'à rassembler 2 100 élèves par événement, multiplier ce type de sorties avec découverte d'activités physiques et sportives ciblées permettrait de développer certaines pratiques sportives.

La collectivité accorde enfin une aide au titre des opérations ciblées des comités départementaux sportifs en milieu scolaire. Des actions sont organisées dans les écoles primaires et les collèges du département afin que les jeunes puissent découvrir et s'initier à la pratique sportive. Ces actions ont été menées en lien avec l'Education nationale ou les partenaires du milieu sportif du territoire tels que l'USEP, l'UNSS ou le SSID.³

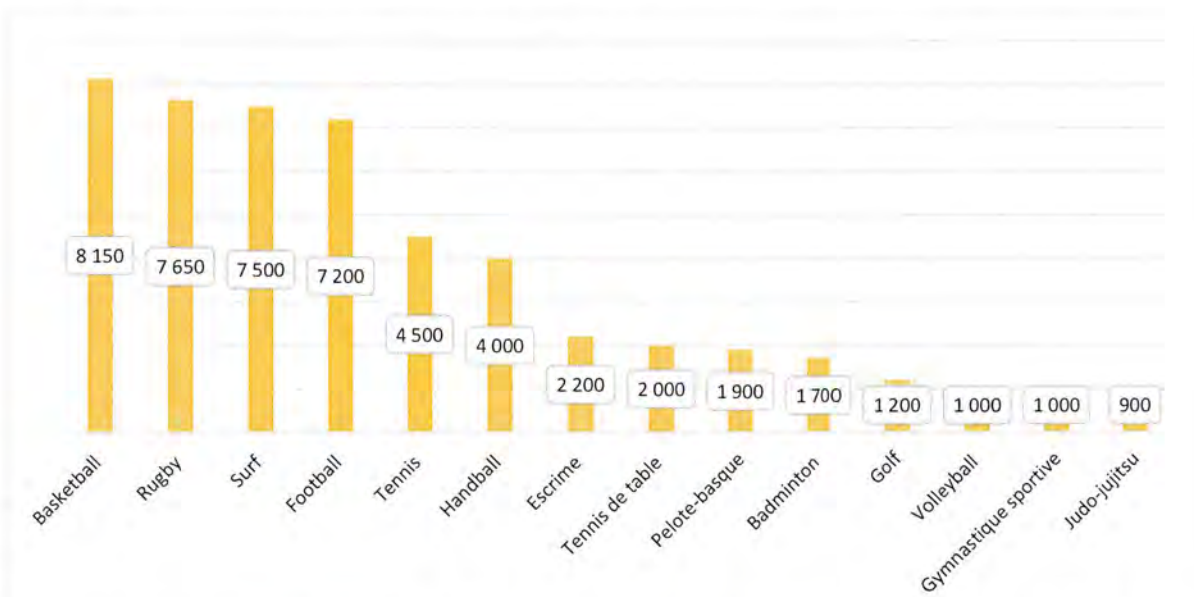
En 2020, un peu plus de 1 200 jeunes, filles et garçons, des classes de CE1 et CE2 d'une trentaine d'écoles du département ont par exemple bénéficié des actions mises en place par le Comité départemental de handball pour découvrir cette discipline au travers d'exercices ludiques et des rencontres interclasses ou inter-écoles.

De même, en 2020, l'opération « Panier d'or » du Comité départemental de basketball a permis à 101 classes de Cycle 2, allant de la grande section au CE2 soit environ 2 400 élèves, de découvrir cette discipline sur 27 demi-journées. Des interventions de différents techniciens pour les séances de formation et d'entraînements ont été organisées dans les collèges et les lycées du territoire.

En 2020, 14 comités sportifs départementaux ont été bénéficiaires dans ce cadre d'aides pour un montant de 50 900 euros. Ces sommes sont votées en fonction de la qualité des projets proposés et du nombre de jeunes touchés par les actions.

³ Il s'agit principalement de séances encadrées par les professeur·e·s d'éducation physique et sportive ou des intervenant·e·s/technicien·ne·s extérieures sur des demi-journées, journées ou cycles mais aussi des ateliers ludiques ponctuels qui peuvent être suivis de matches collectifs entre les écoles du secteur. Des kits et des livrets pédagogiques ont été établis pour cela. Des sections sportives spécifiques sont créées au sein de certains collèges et lycées telle que la section sportive de basketball du Lycée Despiau de Mont-de-Marsan. Des rassemblements et rencontres interclasses et/ou inter-écoles sont pratiqués dans ce cadre.

Aides départementales aux comités en faveur du sport scolaire (en euros)



Clé de lecture : en 2020, le Département a versé 8 150 euros au Comité départemental de basketball au titre du sport scolaire

A l'exception du basket, on observe que les comités départementaux sportifs avec les plus hauts montants de subventions alloués sont également les disciplines avec moins de 10% ou moins de 35% de femmes licenciées. En 2021, dû au contexte sanitaire, plusieurs comités départementaux sportifs de badminton, de basketball, de gymnastique sportive et de volleyball n'ont pas renouvelé cette demande.

1.5. Le sport pour tous et l'inclusion par le sport

DEFINITIONS

La Fédération française du sport adapté (FFSA) dispose de la délégation pour organiser, développer et coordonner les activités physiques et sportives pour les personnes présentant une déficience intellectuelle, des troubles psychiques ou des troubles du comportement.

La Fédération française Handisport dispose de la délégation pour promouvoir et organiser le sport et les activités physiques pour les personnes en situation de handicap moteur et sensoriel en France.

Le Département, au travers de son *Service Sports intégration et développement (SSID)* témoigne de sa volonté de favoriser la participation égale des personnes en situation de handicap à la vie sociale, notamment au travers du sport.

Le service,⁴ composé d'agents du Département et de l'ADAPEI des Landes, travaille en étroite collaboration avec les comités départementaux *Sport adapté* et *Handisport*. Ces organes déconcentrés des deux fédérations françaises

sportives ont reçu délégation ministérielle pour organiser la pratique sportive au profit des personnes en situation de handicap. Le SSID travaille également en partenariat avec le mouvement olympique et sportif français et les autres fédérations sportives.

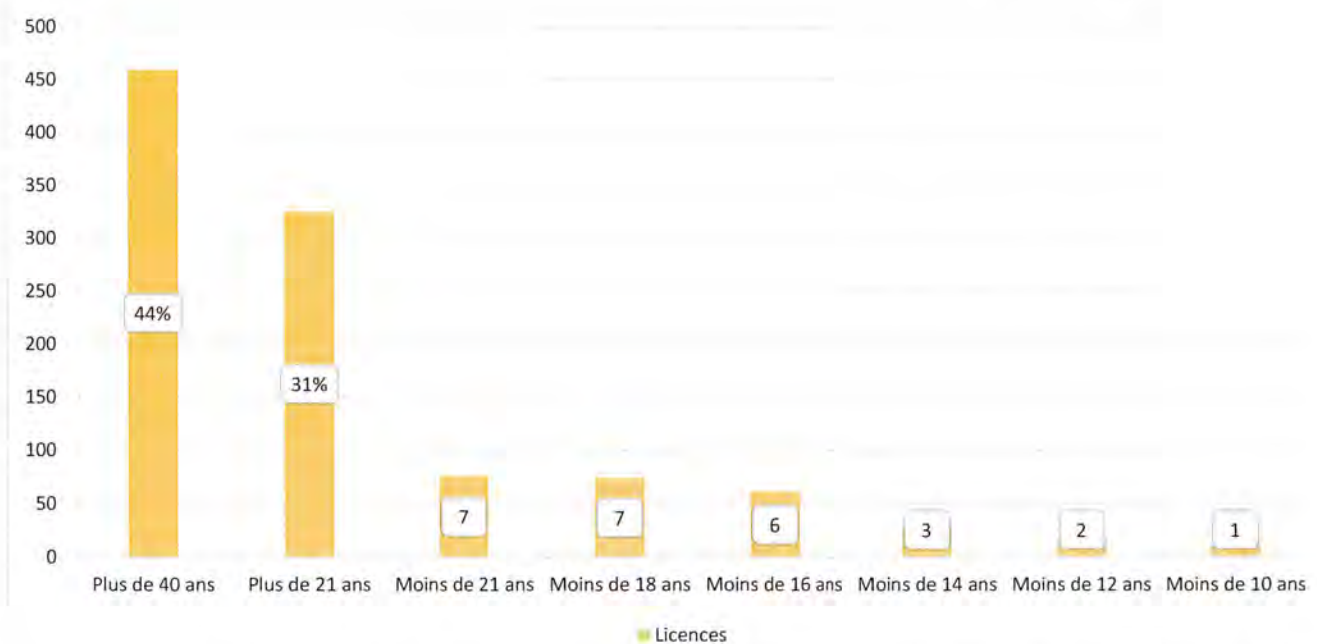
⁴ Les missions de ce service unique en France regroupent les actions des comités départementaux *Sport Adapté* et *Handisport*, ainsi que la politique sportive en faveur des personnes handicapées du Conseil départemental des Landes.

Les interventions du SSID, en journée, en soirée, la semaine et le weekend permettent à un maximum de personnes en situation de handicap – qu'elles soient en établissement ou à domicile – de pratiquer une activité sportive en cohérence avec leur projet de vie.

Le SSID collabore également étroitement avec les autres services du Département, à l'occasion de l'organisation des Journées Handilandes (une fois tous les deux ans, reportées annulées en 2020 en raison de la crise sanitaire) ou encore la mise en œuvre de projets portés par la direction de la Solidarité. Le travail avec des équipes pluridisciplinaires permet de répondre aux besoins de chacun et sur l'ensemble du territoire landais.

Dans les Landes, en 2019-2020, 1 051 licences ont été délivrées, dont les trois quarts aux adultes.

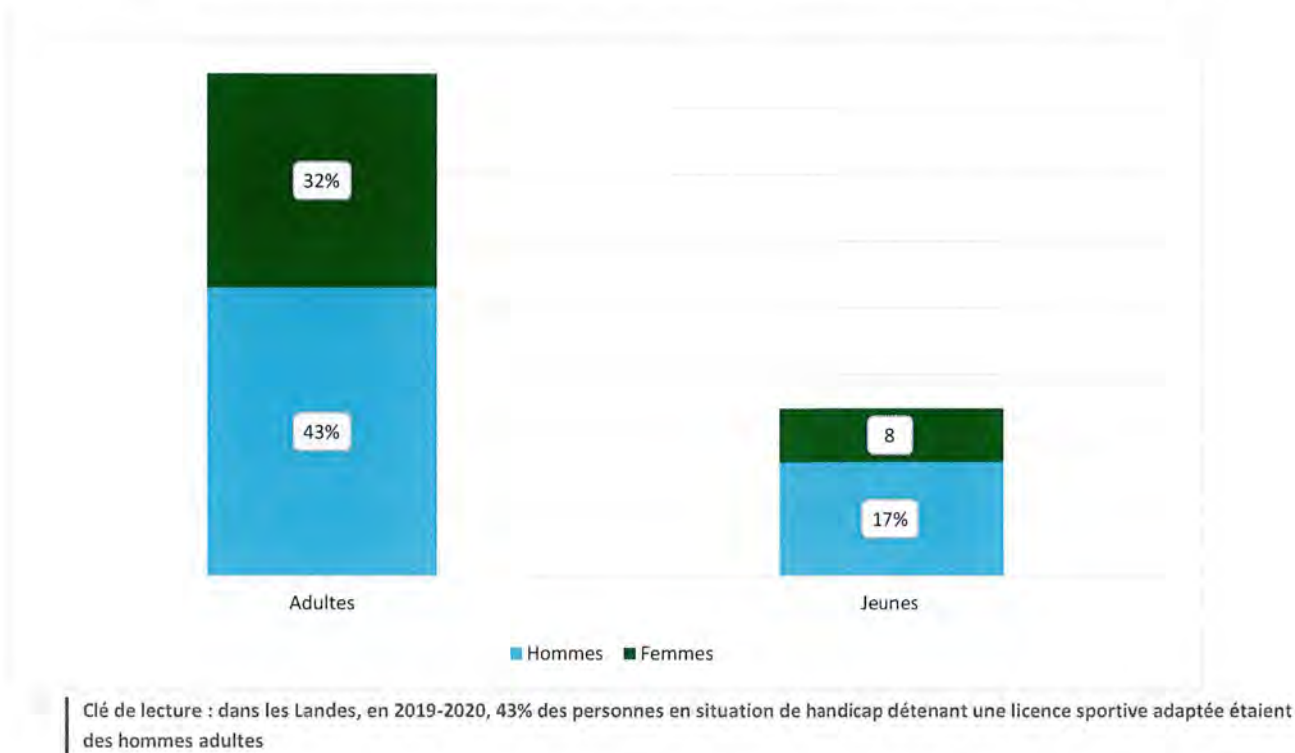
Répartition des licences du Comité départemental de sport adapté par catégories d'âges



Clé de lecture : en 2019-2020, 325 seniors - adultes ayant entre 21 et 40 ans, ont bénéficié d'une licence du Comité départemental de sport adapté

Afin de renforcer la pratique sportive des jeunes, depuis cette année, les enfants et les adolescent·e·s pris en charge par un établissement médico-social ou hospitalier et sanitaire bénéficient du dispositif *Chèque sport* à partir de 11 ans et ce jusqu'à la fin de prise en charge institutionnelle, à condition d'avoir une licence sportive au sein d'un club landais.

Répartition des licences du Comité départemental de sport adapté par catégories d'âge et par sexe



Dans les Landes, en 2019-2020, 40% des personnes en situation de handicap détentrices d'une licence sportive sont des femmes. Cela ne diffère pas des données et des résultats retenus dans la partie relative à l'analyse des licences attribuées dans les Landes.

Dans les Landes, en 2020, on compte 163 licenciés Handisport au total dont 40,5% de femmes⁵. Or, certaines déficiences intellectuelles sont rarement diagnostiquées à jeune âge, ce qui explique en partie l'absence de bénéficiaires des licences de moins de 18 ans. D'autre part, des interventions spécialisées sont pratiquées dans le champ scolaire au sein des instituts médico-éducatifs (IME) par exemple et ne nécessitent pas de licence pour en bénéficier. Il en est de même pour les actions spécifiques mises en place en faveur des jeunes et des adultes accueillis en établissement médico-social. Enfin, certaines formes de handicap n'impliquent pas de besoin d'adaptation pour l'activité sportive et sont donc pratiquées dans les clubs.

Sachant que les licencié·e·s peuvent être atteints de différentes formes d'handicap simultanément et pratiquer plusieurs activités physiques et sportives avec une unique licence, une répartition précise ne peut être effectuée en ce sens.

Dans les Landes, on compte trois associations sportives, trois sections handisports et un calendrier riche de plus de 60 rencontres sportives à l'année (hors du contexte de crise sanitaire). Le Comité départemental Handisport peut s'appuyer sur **60** clubs labellisés « Pour une pratique partagée » dans les Landes.

⁵ Afin de pouvoir bénéficier d'une licence handisport, il est nécessaire de disposer d'une notification de la Maison départementale des personnes handicapées des Landes (MDPH) ou d'une institution spécialisée pour l'une des quatre formes de handicap (auditif, visuel, moteur et mental).

Le « cycle » des politiques sportives départementales met un coup de projecteur final sur une majorité de pratiquantes de 3^{ème} âge femmes

Le Service d'animation, de prévention et d'accompagnement des Landes (SAPAL) est le seul service public départemental d'animation gérontologique en France. Il s'adresse aux seniors (retraités et personnes âgées, clubs de 3^{ème} âge et EHPAD) dans un objectif d'amélioration de la qualité de vie, de lutter contre l'isolement et de favoriser la mixité sociale.

La manière dont ce dispositif touche les hommes et les femmes est très différenciée des précédentes analyses. Etant donné qu'il s'agit d'une moyenne d'âge de 70 ans pour les deux sexes, on parle d'activités physiques et non de pratique sportive. Par ailleurs, la fréquentation par sexe et par catégories d'activités ne laisse pas spécifiquement apparaître de différence en fonction du sexe. Les activités proposées varient en fonction de l'âge et de la condition physique de chaque individu, femme ou homme.

Il s'agit d'activités physiques et de pleine nature tels que la gymnastique d'entretien ou la gymnastique douce, le golf, les randonnées pédestres, la marche d'orientation, les sports nautiques de plaisance (pédalo, kayak, voilier), etc. Toutes ces activités sont organisées en lien avec les comités sportifs départementaux ou le SSID. En effet, le SSID et le SAPAL collaborent sur plus de 30 rencontres sportives en 2020 favorisant ainsi le lien social entre tous les publics.

Bien qu'aucune activité n'ait de connotation genrée évidente, la majorité des personnes bénéficiaires sont des femmes (**70%**). Cela est principalement dû à la répartition générale de la population âgée de plus de 60 ans et de l'écart d'espérance de vie entre les femmes et les hommes.

2. Autour des pratiquant·e·s, des encadrant·e·s et des décisionnaires en majorité masculins

2.1. Une gouvernance insuffisamment partagée en nombre entre les femmes et les hommes

DEFINITIONS

Le comité constitue un organisme territorial déconcentré de la Fédération française d'une discipline sportive, ayant compétence sur le territoire administratif du département. A ce titre, il respecte les statuts de la Fédération ainsi que les règlements édictés par celle-ci.

Il veille à :

- la mise en œuvre départementale de la politique fédérale ;
- la mise en œuvre départementale de la politique régionale ;
- la fédération des associations sportives affiliées de son ressort.

Son rôle est d'organiser, d'administrer et de promouvoir la pratique de la discipline qu'il représente et de toutes les actions et activités en lien avec cette dernière et reconnues par la Fédération. Il en est de même pour ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires dans le département.

Les instances dirigeantes du sport sont souvent considérées comme des lieux où les femmes ont moins facilement accès. La gouvernance est pourtant un moteur pour engager des changements dans le milieu sportif. La question de la mixité de la gouvernance des structures sportives landaises interroge.

Dans les Landes, comme ailleurs, les chiffres illustrent des différences très nettes entre les femmes et les hommes. En 2020, **sur un total de 46 comités départementaux, 32 sont présidés par des hommes, soit presque 70%**. Il faut préciser que seul le comité de canoë-kayak est co-présidé par une femme et un homme. Ce modèle partiaire pourrait être à encourager auprès de l'ensemble des comités.

Par ailleurs, il est intéressant de mentionner que la **première présidente femme du Comité des Landes de basket-ball** a été élue le 6 mars 2021. Des analyses seront menées afin de savoir si les chiffres évoluent au gré des élections 2021⁶.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes interrogés sur la constitution des bureaux des différents comités.

Compte tenu de l'hétérogénéité de ces derniers, et pour une analyse effective, il a semblé plus pertinent d'examiner trois fonctions principales soit : président·e, secrétaire, trésorier·e. **Suite à une analyse de la constitution des bureaux des comités, 65,2% des fonctions principales sont occupées par des hommes.** De même, il semble important de souligner qu'avoir une majorité de femmes (même très importante) ne garantit pas forcément une gouvernance équilibrée.

Ainsi, il ressort des données recueillies que :

- 69,6% des président·e·s sont des hommes ;
- 60,9% des secrétaires sont des hommes ;
- 65,2% des trésoriers sont des hommes.

Sur les quarante-six comités qui ont sollicité une aide au Département des Landes⁷, douze ont leur gouvernance (trois fonctions principales mentionnées précédemment) partagée entre trois hommes. **Ainsi, dans plus d'un quart des comités financés par le Département, aucune femme n'est présente parmi les trois fonctions de dirigeant·e·s.** Un seul comité a une gouvernance partagée entre trois femmes : le Comité départemental de handball. **Parmi les comités comptant des femmes et des hommes, vingt-trois comités départementaux, soit la moitié du total, comptent plus d'hommes que de femmes** contre neuf comités départementaux qui se trouvent dans une situation inverse, soit 20% des comités.

Une gouvernance encore moins féminisée au sein des écoles de sport et clubs landais

Les analyses ont été menées quant à la présidence des écoles de sport et des clubs leaders landais aussi. Le nombre de femmes dirigeantes est encore moins important aux seins de ces structures sportives. **Sur un total de 462 écoles de sport aidées par le Département, uniquement 99 sont présidées par une femme (21,4%), co-présidences et omnisports inclus.**

Quant à la gouvernance des 29 clubs leaders, elle est majoritairement masculine avec 17 présidents, 2 présidentes et 10 co-présidences (4 paritaires et une comprenant deux hommes).

Les comités sportifs étant les plus hautes instances dirigeantes sportives au niveau départemental et les moteurs de ce changement, une gouvernance partagée en leur sein revêt un véritable intérêt et aurait valeur d'exemple à suivre au sein des écoles de sport et des clubs du territoire. Aujourd'hui, les règles relatives à la répartition femmes-hommes au sein de la gouvernance se

⁶ Les changements au sein des bureaux des comités, notamment liés aux élections, n'ont plus été pris en compte pour l'étude à partir du mois d'avril 2021.

⁷ Il y a 81 comités départementaux tous sports confondus dans les Landes. Parmi eux, 54 comités sont adhérents au CDOS40.

fait soit en application du principe de parité, soit en fonction de la proportion de femmes et d'hommes licencié·e·s dans chaque discipline comme le prévoit la loi⁸.

Au titre d'une approche qualitative, nous nous sommes également interrogés sur les parcours professionnels ainsi que la pratique sportive actuelle des dirigeant·e·s des comités des cinq disciplines olympiques féminines et des cinq disciplines olympiques masculines comptant le plus de licencié·e·s dans les Landes⁹. Ont également été interrogés les dirigeants et les dirigeantes des institutions incontournables du milieu sportif landais tel que le CDOS, l'UNSS ou encore PSL. Cette démarche qualitative permet d'aider à comprendre le cheminement personnel et professionnel de ces acteurs et de ces actrices occupant lesdites fonctions. Une autre partie de l'entretien a porté sur la valorisation de l'égalité femmes-hommes et les actions mises en œuvre par le comité et la discipline interrogé pour le développement de la pratique sportive féminine, afin de nourrir les réflexions sur les pistes d'actions pour améliorer la situation en matière d'égalité femmes-hommes.

Environ 64% des président·e·s des comités interrogés sont actuellement à la retraite et consacrent entre 10 et 35 heures à la fonction bénévolement occupée. Deux des présidentes étant dans la vie professionnelle active, elles adaptent le temps dédié à leur fonction associative en fonction de leurs disponibilités, en plus des contraintes de la vie familiale et personnelle.¹⁰

Pour la majorité des personnes interrogées, il s'agit du premier mandat et leurs motivations sont nombreuses. La plupart a toujours été investi·e·s dans la vie associative et ont une passion pour le sport. De même, il est intéressant de constater qu'une personne sur trois est issue d'une famille de sportifs et sportives. Concernant la pratique même d'un sport ou d'une activité physique et sportive régulière, quasiment tous les dirigeants et dirigeantes font du sport et environ 1 personne sur 2 en fait dans une structure privée ou en dehors de toute structure sans licence¹¹. 73% pratiquent 2 à 3 activités physiques différentes et ont une pratique hebdomadaire régulière (entre 1 et 3 fois par semaine). Aussi, la majorité le pratique dans le cadre de loisirs ou de sport santé et bien-être. Seulement un quart participent à des compétitions et il s'agit toujours d'hommes.

Toutes les personnes interrogées avaient déjà pratiqué la discipline dont ils assurent la présidence mais ne peuvent plus forcément la pratiquer.

Le tiers des président·e·s et des présidentes ont pratiqué leur discipline à un haut-niveau. Plus de 90% des fonctions principales ont déjà travaillé dans le milieu du sport et souvent en tant qu'encadrant·e·s, entraîneurs et entraîneuses, cadres techniques fédéraux et arbitres¹². Un tiers sont arbitres nationaux et fédéraux encore aujourd'hui.

⁸ L'article 63 de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes que lorsque la proportion de licencié·e·s de l'un des deux sexes est supérieure ou égale à 25%, les statuts prévoient les conditions dans lesquelles est garantie dans les instances dirigeantes une proportion minimale de 40% des sièges pour les personnes de chaque sexe. Lorsque la proportion de licenciés d'un des deux sexes est inférieure à 25%, les statuts prévoient également les conditions dans lesquelles est garantie dans les instances dirigeantes une proportion minimale de sièges pour les personnes de chaque sexe pouvant prendre en compte la répartition par sexe des licenciés, sans pouvoir être inférieure à 25%. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

⁹ Basketball, équitation, tennis, handball, football, rugby et golf

¹⁰ Le directeur de l'UNSS et la directrice de PSL sont quant à eux employés au sein des institutions sportives évoquées et occupent des postes à temps plein.

¹¹ Il faut préciser que les président·e·s détiennent tous et toutes une licence fédérale de dirigeant·e.

¹² Le Président du Comité départemental de rugby a participé à la création du statut du manager/accompagnateur de joueurs. Il a notamment été manager de l'équipe de France de rugby des moins de 21 ans, championne du monde en 2006, ainsi que responsable de la cellule de préparation de la coupe du monde 2007.

2.2. Les différences entre femmes et hommes persistent dans le milieu de l'emploi sportif

DEFINITIONS

Créé en 1995, le dispositif « Profession Sport Landes » est depuis 2007 constitué de deux associations :

- le Groupement d'Employeurs Sport Landes (GESL) qui encadre l'activité de mise à disposition de personnel ;
- l'association « Profession Sport et Loisirs Landes » (PSSL) pour le service d'aide à la gestion administrative de l'emploi, le Centre de Ressources et d'Information pour les Bénévoles (CRIB) ainsi qu'un organisme de formation.

Profession Sport Landes vise à créer des emplois dans le domaine associatif et plus particulièrement sportif, ainsi qu'à structurer et organiser le marché de l'emploi associatif, afin de lutter contre la précarité en son sein. Observatoire de l'emploi sportif, veille juridique et réglementaire, il offre des services d'assistance aussi bien aux structures utilisatrices qu'aux demandeurs d'emplois.

Le Département participe avec l'Etat au dispositif *Profession Sport Landes*. **La collectivité a soutenu le GESL à hauteur de 52 000 euros en 2020.**

Le soutien du Département au dispositif *Profession Sport Landes* est par ailleurs complété par trois aides départementales exceptionnelles sur la thématique du sport et mises en place au moment de l'instauration du dispositif.

Aussi, en 2020, la collectivité a accordé :

- 28 296 euros pour l'aide à la création d'emplois sportifs ;
- 4 950 euros pour l'aide à la mobilité des cadres sportifs ;
- 5 542 euros pour les bourses en faveur des cadres sportifs préparant un diplôme professionnel d'éducateur sportif ou un certificat de qualification professionnelle.

Le dispositif « Groupement d'employeurs sport Landes »

En 2020, pour le service de mise à disposition le dispositif « Groupement d'employeurs sport et loisirs Landes » aura rémunéré 59 salariés, soit 16 équivalent temps plein, au bénéfice de 128 structures utilisatrices. 56% des salariés sont des hommes. Le taux de femmes est plus élevé entre 35 et 59 ans.

Par ailleurs, le service de gestion de paies a géré près de 578 salariés pour le compte de 198 structures adhérentes. 377 relèvent de la Convention collective nationale du sport dont 272 éducateurs sportifs ce qui représente 72% des postes¹³. 36 disciplines sportives sont représentées par ces structures.

On constate une différence de recours à ce dispositif par types de disciplines, certaines le sollicitant plus que d'autres. Aussi, 64 salariés de basketball ont été gérés pour le compte de 37 structures de basketball contre seulement 9 salariés de judo-jujitsu gérés pour le compte de 6 structures de judo-jujitsu. Cet écart est en concordance/accord avec les dynamiques locales – notamment de par le nombre de licencié·e·s de basketball dans les Landes.

Il pourrait être utile d'investiguer plus en avant les raisons pour lesquelles ces sports sont surreprésentés afin de comprendre s'il s'agit d'un manque de besoin, d'une méconnaissance des autres disciplines ou autre.

¹³ Les 201 autres salariés relèvent de la Convention Collective Nationale de l'Animation et 52% ont le statut de Professeur Animateur Technicien.

Les formations

On distingue deux types de formations : une formation venant en soutien à la vie associative à destination des dirigeant·e·s bénévoles intitulée *Certificat de Formation à la gestion associative* (CFGA) et des formations professionnelles à destination des salarié·e·s.

La formation continue CFGA (33h) avait mobilisée 13 stagiaires en 2020 dont 9 femmes (69%)¹⁴.

Pour les autres formations, la part des femmes varie: par exemple, en 2020, la formation « Activités physiques sur prescription médicale » avait été suivie par 8 stagiaires dont une seule femme. Une seconde session de cette même formation avait été suivie par 9 stagiaires dont 8 femmes. De même, 1 personne sur 3 ayant suivi les formations « Coopérer avec l'environnement sportif : construire un projet avec les parents » et « Détecter et prévenir les comportements antisociaux lors de l'entraînement et de la compétition » est une femme.

Les trois aides complémentaires au dispositif *Profession Sport et Loisirs Landes*

En 2020, 5 542 euros ont été attribués à 8 hommes et 1 femme pour les bourses en faveur des cadres sportifs préparant un diplôme professionnel d'éducateur sportif ou un certificat de qualification professionnelle.

De même, on observe que les plus hauts montants de bourses ont été attribués au rugby et au tennis. Les différents montants de bourses sont calculés en fonction du coût total de la formation et d'autres critères tels que le quotient familial, les cofinancements.

Il est intéressant de remarquer que le panel des disciplines est plus diversifié par rapport aux constats des précédentes analyses. On retrouve aussi bien des disciplines avec un nombre important qu'un nombre faible de pratiquant·e·s. Ce dispositif d'aide pourrait être davantage mis en avant afin de former plus d'éducateurs et d'éducatrices dans des disciplines peu pratiquées et promouvoir ainsi leur pratique.

Les constats sont similaires pour l'aide de 4 950 euros attribuée en 2020 pour la mobilité des cadres sportifs avec six disciplines représentées : le tennis (45%), la gymnastique (32%), les activités physiques pour tous (8%), le basketball (6%), le judo-jujitsu (6%) et les activités de gymnastique d'entretien (3%). En 2020, la collectivité avait accordé 28 296 euros pour l'aide à la création d'emploi sportif, permettant ainsi la mise à disposition de 28 personnes au sein de 58 écoles de sport ou associations sportives. **Cependant, la part des femmes demeure faible et s'élève à seulement 18%.** Par ailleurs, 68% des structures aidées sont des écoles de sport ou associations sportives de tennis et 17% sont des structures de pratique du judo.

Les inégalités femmes-hommes demeurent dans le domaine de l'emploi (salariés, formations) avec une concentration des salariés et des cadres sportifs préparant un diplôme sur un petit nombre de disciplines.

Il serait donc intéressant d'avoir un suivi et une traçabilité des besoins des clubs en salariés et en compétences ainsi qu'une traçabilité des différents parcours aboutissant à ces emplois et ces formations.

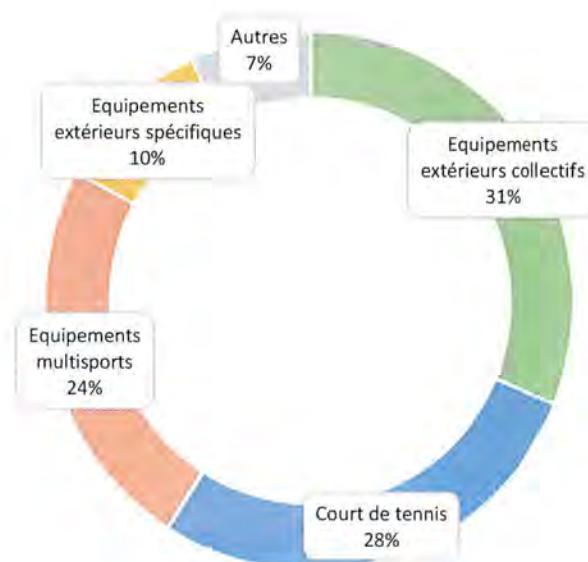
¹⁴ En 2021, 13 stagiaires dont 11 femmes (85%) ont suivi cette formation. (30h)

2.3. Les équipements sportifs

Bien que le Ministère des sports recense l'ensemble des équipements sportifs sur le territoire, nous avons traité les différentes données disponibles en fonction des besoins pour les analyses menées au sein de l'étude. Ainsi nous avons fait le choix dans cette étude de ne pas traiter les équipements de pleine nature ainsi que la catégorie des « autres équipements sportifs ».¹⁵ Six catégories d'équipements sportifs différents ont été construites :

- les courts de tennis ;
- les bassins de natation ;
- les salles ou terrains spécialisés (salles de combat, salles d'arts martiaux) ;
- les équipements extérieurs collectifs ;
- les équipements extérieurs spécialisés (centres d'équitation, terrains et parcours de golf) ;
- les équipements multisports (gymnases, halls des sports, salles polyvalentes).

Types d'équipements sportifs dans les Landes en 2020



Clé de lecture : en 2020, dans les Landes, 28% des équipements sportifs retenus dans le cadre de cette étude étaient des courts de tennis¹⁶

En 2020, les Landes comptaient 1 537 équipements sportifs (hors équipements sport de nature et « autres équipements sportifs ») dont 480 équipements extérieurs collectifs (31%), principalement à usage des sports avec faible mixité.

¹⁵ Il s'agit notamment de boudodromes, salles de fête, salles de danse.

¹⁶ Les équipements extérieurs collectifs correspondent aux terrains de grands jeux, aux terrains extérieurs de petits jeux collectifs. Les équipements multisports regroupent les gymnases, les salles polyvalentes, les plateaux EPS et les stades d'athlétisme. Les équipements extérieurs spécifiques représentent les équipements équestres et les parcours de golf. Les courts de tennis correspondent aux courts « en » et « hors » complexe/site de tennis. La catégorie « autre » correspond ici aux salles et terrains spécialisés (salles de combats, salles/terrains de basketball ou de handball) ainsi qu'aux bassins de natation ; ils sont regroupés sur ce graphique en raison du pourcentage faible qu'ils représentent.

Annexe VIII

Dispositif d'aides aux landais reconnus sportifs individuels de haut niveau

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

- **Eligibilité au dispositif d'aide au sport individuel de haut niveau :**

- être licencié dans un club landais depuis plus d'un an et être domicilié dans les Landes
- Catégories éligibles :
 - ✓ la catégorie des sportifs de haut niveau, établit prioritairement à partir de critères de performance avérés et comportant les catégories suivantes : Elite, Senior, Relève (ex catégorie jeune) et reconversion ;
 - ✓ les sportifs inscrits sur la liste baptisée « collectifs nationaux » (cette liste intègre les sportifs n'ayant pas réussi les performances donnant accès à la catégorie des sportifs de haut niveau mais dont l'intégration dans un collectif national s'avérerait nécessaire) ;
 - ✓ la liste des sportifs espoirs ;
 - ✓ la liste des arbitres et juges de haut niveau,

étant précisé que pour les catégories « collectifs nationaux » et « espoirs », les priorités seront définies par la Commission « Sportifs individuels de Haut Niveau ».

- **Instruction des demandes**

- Dossier de demande à remplir et signé par le Sportif, visé par le Club et le Comité départemental d'affiliation.
- Attribution par la Commission Permanente sur avis de la Commission « Sportifs Individuels de Haut Niveau » du Département des Landes.
- Versement de l'aide au Comité départemental de la discipline concernée ou au Comité Départemental Olympique et Sportif s'il n'y a pas de comité départemental de la discipline dans le département ;
- Signature d'une convention d'objectifs (préparation des Jeux Olympiques, d'un Championnat du Monde...) entre le Département, le Comité départemental, l'athlète et son club. Cette convention, qui fixe les obligations de chacun, prévoit en particulier un engagement de l'athlète à rester dans un club landais durant le temps nécessaire pour atteindre l'objectif.



Annexe IX

MANIFESTATIONS SPORTIVES PROMOTIONNELLES

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

- **Critères d'examen des demandes**

- Aides réservées aux :
 - aux clubs domiciliés dans les Landes et affiliés à une Fédération Sportive ;
 - aux comités départementaux sportifs domiciliés dans les Landes ;
 - aux Ligues Nouvelle-Aquitaine ;
 - ou aux fédérations sportives.
- Aides réservées aux compétitions sportives se réalisant dans les Landes, inscrites au calendrier régional, national ou international de la discipline.
- Montant des aides calculés en fonction :
 - de l'importance de la manifestation (régionale - nationale - internationale - nombre de participants - public concerné),
 - du budget prévisionnel de la manifestation,
 - du bilan financier de l'année précédente lorsqu'il ne s'agit pas d'une première demande,
 - de l'aide accordée éventuellement par la collectivité dans laquelle se déroule la manifestation.
- Les demandes doivent être visées :
 - par le comité départemental de la discipline (même lorsqu'il n'est pas organisateur),
 - par le C.D.O.S. (Comité Départemental Olympique et Sportif) lorsqu'il n'y a pas de comité départemental dans la discipline.

- **Attribution des aides**

- Attribution par la Commission Permanente sur avis de la Commission « Education et Sport » du Département des Landes.



AAP TERRE DE JEUX^{XL}

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

A l'horizon des jeux olympiques 2024 et dans la continuité du projet de candidature WESURF20-24, le Département a été lauréat en janvier 2020 du Label « Terre de Jeux 2024 », attribué par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques Paris 2024.

Dans le cadre de ce label, le Département s'est engagé à faire vivre la dynamique olympique sur son territoire afin de sensibiliser le plus grand nombre aux valeurs du sport et de l'olympisme.

Objet :

Le présent appel à projets « Terre de Jeu^{XL} » a pour objectif, en lien avec le CDOS des Landes d'accompagner et soutenir les collectivités et associations labellisées "Terre de Jeux" ou "Impact 2024" dans l'organisation d'événements ou manifestations sportives en lien avec l'olympiade. (Semaine olympique et paralympique, journée olympique et paralympique, ...)

Bénéficiaires:

- Collectivités labellisées "Terre de Jeux"
- Collectivités et Associations labellisées "Impact 2024" (hors CDOS)
- Pour les associations sportives ou non ne pouvant, à ce jour, pas bénéficier du label « Terre de jeux », il est possible de candidater à l'AAP sous réserve d'organiser un événement en collaboration avec une collectivité détentrice du label « Terre de Jeux » souhaitant inscrire cet événement dans cette démarche.

Manifestations éligibles :

La demande de soutien devra porter sur des manifestations à venir. L'aide de l'AAP ne pourra être cumulée avec l'aide aux manifestations sportives proposée par le Département.

Le soutien apporté sera considéré uniquement au regard des actions mises en œuvre pour la promotion de la dynamique « Terre de Jeux ».

Aides pouvant être sollicitées :

Les accompagnements et soutiens du Département des Landes et du CDOS peuvent prendre différentes formes. Afin d'assurer une dynamique tout au long de l'année et sur l'ensemble du territoire, le présent AAP vise à recenser l'ensemble des soutiens pouvant être sollicités.

Ainsi, dans le cadre de leur demande, les organisateurs mentionneront par ordre de priorité les soutiens sollicités et attendus parmi :

- Soutien communication :
 - Relais de l'information relative à l'événement sur les réseaux de communication du Département et du CDOS
 - Kit de communication « Terre de Jeux »

*A l'exception du CDOS des Landes

ANNEXE X

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-I02_BP_2022-DE

- Soutien logistique / animation :
 - Dotations par le Département (Coupes, médailles, t-shirt...)
 - Mise à disposition d'un Kit olympique (Quizz, Jeux, Expo)
 - Mobilisation d'un ambassadeur
 - Animations réalisées par le CDOS
- Soutien financier :
 - Aide financière plafonnée à 1 000 € par évènement, étant précisé que pour les évènements organisés par des associations, le soutien départemental sera conditionné à l'obtention de cofinancements obtenus à l'échelon local
 - Complément de 500 € maximum par évènement dans la mesure où l'organisateur s'engage dans la démarche « manifestation écoresponsable » soit par la mise en place d'actions concrètes à détailler soit en s'engageant dans un accompagnement avec l'association Water family (diagnostic de l'évènement – mise en place d'actions – charte de l'évènement – évaluation de l'action)

Pièces constitutives de la demande :

Chaque candidat devra produire le dossier de candidature prévu à cet effet dûment rempli **et signé** afin de présenter la manifestation envisagée, mais également détaillant les actions envisagées afin de promouvoir l'Olympisme et le label Terre de Jeux.

Ce dossier sera accompagné des documents suivants :

- Budget prévisionnel de la manifestation
- Bilan n-1 (financier et activité) de la manifestation si elle a déjà eu lieu
- Attestation des cofinanceurs et co organisateurs
- RIB du demandeur
- Déclaration de l'Association au Journal Officiel
- Courrier de soutien de la collectivité labellisée (pour les associations ne bénéficiant pas du label)

Modalité de traitement :

Les candidatures sont à déposer avant le 1^{er} mai 2022 auprès de la Direction de l'Education, de la Jeunesse et des Sports du Conseil départemental des Landes.

Le CDOS des Landes sera consulté pour avis sur les dossiers présentés.

Le choix des lauréats sera effectué au regard de l'ensemble des candidatures afin de proposer des actions terre de jeux sur l'ensemble du territoire. Les aides financières seront soumises pour attribution à la Commission Permanente du Conseil Départemental.

*A l'exception du CDOS des Landes



REGLEMENT DEPARTEMENTAL

Relatif à la promotion des sports de nature au titre du PDESI des Landes

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Préambule

La mise en œuvre du Plan départemental des Espaces Sites et Itinéraires des Landes (PDESI40) préfigure l'élaboration simultanée d'un plan d'orientation relatif au Schéma de développement des Sports de nature initié par le Conseil Départemental des Landes, et d'un Règlement départemental qui a pour but de fixer les conditions générales d'intervention du Département au titre du PDESI des Landes.

Le présent règlement départemental est constitué de deux outils consubstantiels qui sont le **protocole d'inscription d'un ESI au PDESI 40** (TITRE I), et le **règlement d'aide** qui en résulte (TITRE II).

En effet, l'inscription d'un espace, d'un site ou d'un itinéraire au PDESI 40 fait figure d'opportunité au service des porteurs de projet qui souhaitent s'associer à la politique de développement « maîtrisé » des sports de nature initiée par le Département des Landes.

De cette inscription émane deux principaux effets :

- D'abord, elle permet aux porteurs de projet de bénéficier des aides du Département, à la fois pour les études, l'aménagement, et la gestion des sites de pratique.
- Ensuite, elle garantit à l'utilisateur son accessibilité gratuite, son entretien, sa sécurité et son suivi.

Ces sites inscrits viennent consolider l'aménagement du territoire landais venant renforcer la politique sportive départemental en faveur d'un développement maîtrisé des sports de nature, tout en assurant leurs promotions, notamment par le Comité Départemental du Tourisme des Landes.

Aussi, le présent règlement d'aide applicable aux sites inscrits au PDESI permet par le Département la mobilisation de la Taxe d'aménagement (TA) dans l'intention de renforcer la politique sportive départementale déjà initiée en faveur du développement « maîtrisé » des sports de nature.



TITRE I : PROTOCOLE D'INSCRIPTION

Article 1^{er} - Prescripteurs

Peuvent solliciter le Département pour l'inscription d'un ESI au PDESI, les propriétaires ou gestionnaires d'Espaces, de Sites, ou d'Itinéraires, suivant :

- une commune
- une communauté de communes ou d'agglomérations
- une association
- un syndicat mixte
- un établissement public
- une Société Publique Locale

Article 2 - Procédure

Les porteurs de projets sollicitant l'inscription d'espaces, de sites et d'itinéraires au PDESI 40 adressent leur dossier de candidature à *Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes - Hôtel du Département – 23 rue Victor Hugo – 40025 MONT-DE-MARSAN cedex* ou en format numérique à l'adresse mail presidence@landes.fr

Article 3 - Pièces à joindre pour la constitution du dossier

Le Département des Landes a élaboré un dossier de demande d'inscription d'un ESI au PDESI des Landes. Les pièces constitutives de ce dossier permettront d'affiner l'identification des ESI déjà entreprise par la Direction de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Conseil départemental.

La cellule Sports de nature se tient à la disposition des porteurs de projets pour les assister dans l'élaboration du dossier d'inscription qui doit **obligatoirement être signé par le responsable légal de la structure porteuse du projet.**

Article 4 - Instruction du dossier et décision du Département

- *L'évaluation du dossier par la cellule Sports de nature :*

La cellule Sports de nature (comité technique) de la Direction de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Conseil Départemental des Landes est chargée du suivi du dossier et de la réception des travaux en lien avec les autres membres de la cellule (services associés). Ses membres sont susceptibles de se rendre sur site afin d'effectuer les visites nécessaires à la compréhension et la prise en compte du projet et des travaux prévus.

Cette cellule pourra s'appuyer sur des personnes extérieures¹ en tant que besoin, elle pourra demander des études complémentaires au projet.

¹En particulier CDOS, CD sportif concerné, CD Sport adapté et Handisport, DSDEN (SDEJS), CDT40, PNRLG, ONF.

ANNEXE XI

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-I02_BP_2022-DE

La cellule évalue le dossier de candidature sur plusieurs points, à savoir :

- A titre principal : l'intérêt sportif

Et à titre complémentaire :

- le critère foncier du site proposé, et sa pérennité sur 5 ans minimum
- les conditions de sécurité
- les conventions précisant les responsabilités en matière d'aménagement, de gestion et d'entretien des sites
- le volet touristique
- l'impact environnemental
- l'accessibilité du site pour tous

RAPPEL: Ces critères ne sont pas nécessairement cumulatifs, mais l'accessibilité foncière et la sécurité du site conditionnent la possibilité d'inscription au plan départemental.

- *Réunion de la CDESI plénière pour rendre un avis :*

Après consultation, la CDESI se prononce sur la pertinence des atouts avancés, et si elle émet un avis favorable alors elle propose l'inscription de l'ESI au PDESI.

- *Passage en Commission Permanente :*

La CDESI soumet les propositions à la Commission Permanente du Conseil Départemental qui vote ou refuse l'inscription de l'ESI au PDESI des Landes.

TITRE II : REGLEMENT D'AIDE

Références :

- Code de l'urbanisme : TA
- Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales
- Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux

Article 5 – Les conditions générales d'intervention

On distingue trois niveaux d'inscriptions et une labellisation « station sports de nature » qui déclenchent des interventions différenciées :

- Les lieux de pratiques simplement inscrits, qui n'engagent pas de financement de la part du Département (niveau I et II). Néanmoins, toute modification du site de pratique entraînera systématiquement la consultation de la CDESI ;
- Les ESI de niveau III répondant aux critères de qualité définis (sécurité, accessibilité, enjeux sportifs et touristiques, préservation environnementale, etc.) qui pourront bénéficier d'un soutien du Département (au titre de la TA) en matière d'entretien, de gestion, d'aménagement ou de promotion.
- Les « stations sports de nature » s'inscrivant dans un projet de territoire à l'échelle d'une intercommunalité, constituées d'au moins 2 ESI, répondant aux critères de qualité définis (sécurité, enjeux sportifs et touristiques, préservation environnementale...) et représentant au moins 2 filières sports de nature (terrestre, aquatique ou aérienne).

ANNEXE XI

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-I02_BP_2022-DE

Les aides seront donc attribuées aux **ESI de niveau III et aux ESI appartenant à une « station sports de nature » inscrits au PDESI** qui prennent en considération à la fois :

- le volet sportif
- le volet environnemental
- le volet touristique
- le volet social (accessibilité pour tous)

Modalités d'attribution

Les aides financières se décomposent en dépenses d'études, d'aménagements, de gestion et d'acquisition attribuées aux sites de niveau III ou appartenant à une « station sports de nature » préalablement inscrits au PDESI. Néanmoins, une aide départementale pourrait être envisagée à titre exceptionnel pour les projets permettant l'amélioration des ESI de niveau II, à la condition qu'ils déclenchent son reclassement au niveau supérieur.

NB : Les taux de participation maximum affichés sont à appliquer aux montants Hors Taxe des dépenses. L'attribution d'une aide est soumise à la décision de la Commission Permanente du Département.

- *Études*

Études des faisabilités des aménagements des ESI et études d'incidence Natura 2000.

> *Taux de participation : 70 % maximum*

> *Plafond d'aide : 10 000 €*

- *Aménagements*

- Opérations liées à la mise en accessibilité pour différents publics sur le site de pratique : les équipements permettront entre autre de gérer les flux (exemples : cheminements, passerelles, aire de stationnement, balisage du site, travaux de mise en sécurité et de protection, etc.) ;

- Gestion des impacts environnementaux liés à la pratique sportive, dans la mesure où l'entretien, le suivi, les expérimentations, etc. sont assurés par conventionnement ;

- Mise en œuvre d'actions menées dans le cadre du développement durable et/ou mise en place d'équipements structurants favorisant la gestion des déchets

> *Taux de participation : 60 % maximum*

> *Plafond d'aide : 50 000 €*

- *Pérennisation foncière*

Si les enjeux le nécessitent, le Département pourra aider les collectivités à l'acquisition de terrains dans les conditions prévues à l'article L142-2 du code de l'urbanisme modifié par la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 – art1(V) soit classés en ZPENS soit dédiés à l'aménagement et la gestion des espaces, sites et itinéraires figurant au plan départemental des espaces sites et itinéraires relatifs aux sports de nature établi dans les conditions prévues au livre III du code du sport. Les terrains acquis devront être aménagées pour être ouverts aux usagers, dans l'intention de proposer un ESI support d'une ou plusieurs pratiques sportives identifiées. Seul les ESI de niveau III peuvent prétendre à ce type d'aide.

Une aide aux frais de bornage pourra également être proposée.

> *Taux de participation : 50% maximum*

> *Plafond d'aide 10 000 €*

ANNEXE XI

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-I02_BP_2022-DE

Pour les stations sports de nature :

- Réalisation d'outils numériques : site internet, application mobile, plateforme de réservation visant à valoriser l'offre sports de nature proposée sur le territoire et faciliter l'accès à l'information et à la réservation en ligne

>Taux de participation : 60% maximum

>Plafond d'aide : 15 000€

Article 6 - Modalités de versement de l'aide départementale

- Demande de justificatifs

Le paiement de l'aide départementale s'effectue en deux temps :

- Paiement de l'acompte à la signature de la convention avec le Département
- Paiement du solde sur présentation des documents suivants :
 - état récapitulatif des dépenses établi par le maître d'ouvrage, attestant que l'opération est terminée, visé du trésorier public, portant la mention des titres de paiement.
 - l'ensemble des justificatifs de dépenses.

Les paiements sont subordonnés au contrôle des agents du Département.

- Durée de validité de l'aide

La durée de validité des subventions est fixée à 24 mois pour le début des travaux après la date de notification de la subvention. L'opération devra être terminée 36 mois après la date de notification. A défaut d'avoir respecté ces délais, l'aide sera annulée. Si le demandeur souhaite bénéficier d'une aide départementale, il devra alors déposer un nouveau dossier.

Toutefois, le délai de début d'exécution des travaux pourra être prorogé au maximum d'un an en cas de circonstances exceptionnelles que le demandeur devra justifier avant l'échéance des dix-huit mois (enquête publique par exemple). En cas de prorogation de ce délai, le délai d'achèvement des travaux sera calculé à partir de la date de la prorogation.

- Le cumul des aides publiques

Dans le cas où le demandeur obtiendrait des subventions dont le cumul dépasserait 80% du coût total du projet, l'aide du Département sera susceptible d'être diminuée conformément aux dispositions du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.

- Clause de réversibilité

L'octroi de la subvention départementale implique l'ouverture au public de l'Espace Site ou Itinéraire concerné, ainsi que son accessibilité, en garantissant la continuité des itinéraires de randonnée, pour une durée minimale de 5 années à compter de l'achèvement de l'opération.

Dans le cas où le porteur de projet bénéficiant d'une aide départementale au titre du PDESI ne respecterait ni les conditions, ni les délais d'engagement, il s'engage à rembourser la totalité de l'aide reçue.



ANNEXE XII

EQUIPEMENTS EN LIEN AVEC LA DESTINATION D'UN ESPACE SITE ET ITINERAIRE INSCRIT AU PDESI DES LANDES

Adopté par délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Bénéficiaires :

- gestionnaires d'ESI tel que définis dans le règlement PDESI (Collectivités, Syndicats, PNR...) ;
- associations sportives

Equipements éligibles :

- équipements sportifs en lien avec la destination d'un espace site et itinéraire
- équipements permettant l'évaluation de la fréquentation sur sites (exemple non exhaustif : écompteurs....)
- panneaux d'informations relatifs à des sites inscrits au PDESI sous réserve que ces panneaux mentionnent des informations de sécurité et respectent la charte graphique proposée par la cellule sports de nature du Département

Montant de l'aide :

taux d'autofinancement exigé du demandeur : 20 %.



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° J 1 Objet : FAVORISER LES PARCOURS EDUCATIFS EPANOUISSANTS

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 – article 6 – telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° J 1.**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;
APRES PRESENTATION du rapport en Commission Jeunesse ;
APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Accompagnement des politiques éducatives territoriales :****A°- Soutenir les efforts des Communes et des groupements de Communes pour l'enseignement du 1^{er} degré :**

- de prendre acte de l'attribution d'un montant total d'aides de 252 854,66 € pour 8 projets de travaux portant sur des bâtiments scolaires au titre de la programmation 2021.
- d'adopter le règlement départemental :
 - d'aide à la construction, la restructuration ou la réhabilitation des bâtiments scolaires du 1er degré (annexe II),
 - d'aide à la sécurisation des groupes scolaires du 1^{er} degré (annexe III).
- de clôturer l'AP 2016 n° 488 à un montant définitif de 896 143,05 € et l'AP 2017 n° 551 à un montant définitif de 747 093,14 €, conformément à l'annexe financière I.
- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière :
 - un Crédit de Paiement 2022 d'un montant global de 664 000 € au titre des programmes antérieurs relevant de l'aide à la construction, la restructuration ou la réhabilitation des bâtiments scolaires du 1er degré,
 - un Crédit de Paiement 2022 (AP 2017 n° 596) de 20 000 € au titre du dispositif d'accompagnement dans le cadre de l'aide à la sécurisation des bâtiments scolaires du 1er degré.
- de voter une AP 2022 n° 850 d'un montant de 750 000 € au titre de 2022, étant précisé que l'échéancier prévisionnel figure en annexe financière I.
- d'inscrire à ce titre au Budget Primitif 2022 un CP 2022 de 350 000 €.
- de préciser que les échéanciers prévisionnels relatifs aux AP antérieures et à l'AP nouvelle figurent en annexe financière I.



B°- Aide à l'évaluation des Projets éducatifs territoriaux (P.E.D.T.) :

afin de favoriser les démarches qualités et conformément à la délibération n° H 2 en date du 27 juin 2014 de l'Assemblée départementale,

- de poursuivre l'accompagnement des communes ou des communautés de communes et d'agglomération dans la réalisation d'une évaluation des PEDT existants s'inscrivant dans une volonté d'amélioration du projet éducatif.

- d'adopter le règlement départemental d'aide à l'évaluation des projets éducatifs territoriaux, tel que figurant en annexe IV.

- d'inscrire à cet effet un crédit de 5 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

C°- Le programme « Territoires Educatifs Ruraux » :

considérant que :

- chaque territoire éducatif rural doit reposer sur un réseau constitué d'au moins un collège et de ses écoles de rattachement, une cohérence doit être recherchée avec les dispositifs existants afin d'accompagner au mieux les familles et les jeunes,

- le territoire « Cœur Haute Landes » s'est engagée dans cette démarche,

- cette initiative fait écho à la notion de « parcours éducatif » constituant un des 4 axes de la politique jeunesse du Département,

- de prendre part à la démarche « Territoires Educatifs Ruraux » portée par l'Education Nationale.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à participer à la démarche afférente et de signer tout document à intervenir pour la mise en œuvre de ce dispositif.

D°- Réseau Canopé Académie de Bordeaux – site des Landes : renforcer les moyens d'un accès aisé aux ressources pédagogiques :

compte tenu :

- de l'implantation du réseau Canopé dans les Landes sur le site du Pôle Universitaire et pédagogique Henri SCOGNAMIGLIO à Mont-de-Marsan depuis 1975,

- du niveau d'équipement informatique des établissements scolaires du département et notamment des collèges, le site Canopé Landes conduit des actions pour favoriser l'intégration des ressources numériques dans les pratiques pédagogiques et forme à l'utilisation des nouveaux matériels,

considérant que les membres du Groupe d'Appui Départemental (GAD) restent soucieux de la cohérence éducative sur les territoires et rappellent l'intérêt d'une culture commune ainsi que de la mise en commun de pédagogies différentes, ce partenariat a été reconduit par délibération n° J-1/1 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 pour 3 années supplémentaires.

- d'inscrire un crédit de 72 300 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'attribuer au Réseau Canopé une subvention d'un montant global de 65 100 € au titre de son fonctionnement ainsi que de l'équipement et le développement de l'espace multimédia.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tout document à intervenir dans le cadre de ce soutien.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'affectation du crédit restant, soit 7 200 €, en fonction des projets qui lui seront soumis au titre de la co-production d'outils pédagogiques.

II – Aides aux familles pour alléger les frais de scolarité :

- d'inscrire un crédit global de 2 870 000 € conformément à l'annexe financière I, permettant de financer les dispositifs exposés ci-après.

A°- Les aides au transport :

1°) La gratuité du transport scolaire :

considérant que :

- la convention, adoptée par délibération n° H 1 en date du 21 juin 2019 fixant les modalités de versement de l'aide départementale à la Région Nouvelle Aquitaine permettant d'alléger les frais de scolarité des élèves landais arrive à échéance en fin d'année scolaire 2021-2022,

- à la date du 1er septembre 2022, la compétence transports scolaires sera exercée, sur leurs périmètres territoriaux (PTU) et en lieu et place de la Région Nouvelle-Aquitaine, par les autorités organisatrices compétentes,

- de maintenir la gratuité du transport scolaire en vigueur dans les Landes, au titre de l'objectif « alléger les frais de scolarité ».

- prendre en charge le coût de cette gratuité au profit des organisateurs de transport scolaire landais se substituant à la Région au 1er septembre 2022, en référence aux modalités et équilibres en vigueur dans le cadre conventionnel conclu avec la Région Nouvelle Aquitaine.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à négocier avec les organisateurs de transports des modalités pratiques et financières de cette prise en charge et signer les conventions à intervenir.

2°) Aide individuelle au transport des internes :

conformément à la délibération n° J 1 en date du 19 novembre 2021 par laquelle le Conseil départemental a :

- actualisé le barème de calcul de l'aide départementale annexé au règlement d'aides aux familles pour le transport des internes pour l'année scolaire 2021-2022 en revalorisant les tranches de quotient familial (en référence au barème des bourses nationales),

- adopté le règlement d'aides aux familles pour le transport des internes tenant compte de l'extension aux lycéens et collégiens internes de la qualité d'ayant droit au service de transport de la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'année scolaire 2021-2022,

- de prendre acte de l'attribution au titre de l'année scolaire 2020-2021 de 438 aides départementales au transport des internes d'un montant moyen de 158,28 €.

3°) Allocation individuelle de transport :

considérant que dans le cas d'absence d'un service de transport public ou d'éloignement du point d'arrêt (distance domicile - point d'arrêt supérieure à 3km ou 5km dans les agglomérations montoises ou dacquoises), et sous réserve de respecter les critères de gratuité tels que définis au règlement des transports scolaires adopté par délibération n° H 1 en date du 20 mars 2017, les familles peuvent percevoir une Allocation Individuelle de Transport destinée à compenser les frais de transport qu'elles sont amenées à engager,

- de prendre acte de l'attribution au titre de l'année scolaire 2020-2021 que 267 élèves ont bénéficié d'une aide départementale pour un montant de 37 416,96 € soit une aide moyenne de 140,14 €.

B°- les bourses départementales d'études du second degré :

conformément à la délibération n° J 1 de l'Assemblée départementale en date du 19 novembre 2021 (DM2-2021),

- fixé la valeur du point servant de référence au calcul des bourses à 3,12 €,
- révisé le barème annexé au règlement départemental « bourses départementales d'études du second degré » en revalorisant les tranches de quotient familial (en référence au barème des bourses nationales),
- adopté pour l'année scolaire 2021-2022 le règlement départemental d'attribution des bourses départementales d'études du second degré sur les bases actualisées,

- de prendre acte au titre de l'année scolaire 2020-2021 de l'attribution de 4 781 bourses départementales d'un montant moyen de 110,80 €, réparties comme suit :

Montant	Nombre de bourses versées
< 50 €	199
50 à 99 €	2 578
100 à 199 €	1 654
200 à 299 €	291
+ 300 €	59

III – Favoriser l'égal accès de tous aux vacances, activités de loisirs :

- d'inscrire un crédit global de 995 000 € conformément à l'annexe financière I, permettant de financer les dispositifs exposés ci-après.

A°- Soutien aux familles pour les enfants en « séjours de vacances » :

conformément à la délibération n° J 1 du 19 novembre 2021, par laquelle l'Assemblée départementale a :

- reconduit le dispositif de soutien aux familles pour les enfants en « séjours de vacances » en maintenant le montant minimum du « bon vacances » à 5 €,
- adopté en conséquence le règlement départemental d'aide aux familles pour les « séjours de vacances » des enfants en 2022,

considérant que le système du bon vacances est basé sur le principe d'un reste à payer par les familles en fonction de leurs revenus et que les principaux organisateurs supportent une partie du préfinancement des séjours,

- de prendre acte au titre de l'exercice 2021 de l'attribution de 1 718 bons vacances au profit des familles landaises (1 519 enfants de 4 à 17 ans) représentant 12 768 journées et un montant total de 488 677 €.

- de procéder au versement d'un acompte correspondant à 50 % du montant de l'aide versée en 2021, soit 224 809,40 €, réparti comme suit entre les associations landaises organisatrices de séjours :

Ligue de l'Enseignement des Landes	159 650,94 €
Association des Pupilles de l'Enseignement Public	40 707,36 €
Francais des Landes	24 451,10 €

- de prélever le crédit correspondant, soit 224 809,40 €, sur le Chapitre 65 (article 6513 – Fonction 33) du Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe financière.

B°- Soutien aux familles pour les enfants fréquentant les accueils de loisirs :

conformément à la délibération n° J 1 du 19 novembre 2021, par laquelle l'Assemblée départementale a :

- reconduit le dispositif de soutien aux familles pour les enfants fréquentant les accueils de loisirs (pendant l'été, les petites vacances scolaires et les mercredis), étant précisé que la demi-journée de fonctionnement des accueils de loisirs le mercredi après-midi est comptabilisée comme une journée entière,

- de maintenir à 0,93 € par enfant et par jour de fréquentation l'aide accordée aux familles en 2022,

- de prendre acte au titre de l'exercice 2021 que le Département a aidé 74 accueils de loisirs sans hébergement (dont 38 fédérés par les Francas) accueillant des enfants. Le nombre de journées réalisées en 2021 est de 273 754 pour une dépense de 254 591 €.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer cette aide au profit des centres de loisirs concernés dans la limite des crédits inscrits au budget.

C°- Soutien aux familles pour le départ en classes découvertes :

conformément à la délibération n° I 2 du 23 juillet 2021, par laquelle l'Assemblée départementale a :

- reconduit le dispositif de participation financière aux séjours en classe de découverte pour les collèges publics landais,

- adopté le règlement départemental « Fonds de participation pour les séjours en classes de découvertes et classes olympiques » pour l'année scolaire 2021-2022,

afin de poursuivre son action sur l'année 2022,

- d'attribuer, pour frais de gestion, une subvention de 3 500 € à l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public (AD PEP).

- de prélever le crédit correspondant, soit 3 500 €, sur le Chapitre 65 (article 6513 – Fonction 33) du Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe financière.

D°- Plan de développement du Centre Jean Udaquiola :

considérant que dans le cadre de son action en direction de la jeunesse, et en complément de son engagement aux côtés des associations landaises contribuant au départ en vacances collectives d'enfants et adolescents, le Département a souhaité pérenniser l'activité du Centre Jean Udaquiola de Biscarrosse,

considérant qu'en conséquence, une convention de mise à disposition du site Jean Udaquiola de Biscarrosse a été renouvelée avec l'association des PEP 40, sous le régime des occupations du domaine public pour une durée de cinq ans courant sur la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2024,

considérant qu'une étude de programmation, réalisée en 2019, a permis d'établir différents scénarii de requalification et de développement du centre, et que les échanges se poursuivent avec l'association en vue de la détermination des orientations à retenir,

conformément à la délibération n° H 3 en date du 21 février 2020, l'Assemblée départementale a voté une Autorisation de Programme n° 701 d'un montant de 3 000 000 €, en vue d'initier un plan de développement de ce site, propriété du Département,

- de prendre acte de l'état d'avancement de ce projet.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière un Crédit de Paiement 2022 d'un montant global de 100 000 € au titre de l'AP 2020 n° 701.

IV – Encourager les initiatives :

A°- Diversifier l'offre de vacances et de loisirs :

compte tenu de la volonté du Département de renouveler son soutien à l'action des associations organisatrices landaises de séjours de vacances, via une aide départementale complémentaire destinée à :

- maintenir la quantité d'offres de séjours longs de vacances à un prix et à un niveau d'activités attractifs ;
- favoriser l'organisation de séjours pour la petite enfance ;
- favoriser l'organisation de séjours adaptés aux besoins des adolescents (à partir de 11 ans) ;
- favoriser l'intégration des enfants et des jeunes en situation de handicap dans les accueils collectifs de mineurs non spécialisés,
- contribuer à l'effort de formation engagé par les associations pour faire accéder des animateurs aux responsabilités de directeur.

- de prendre acte :

- de l'attribution en 2021 d'une somme de 52 675 € répartie entre la Ligue de l'Enseignement, les Francas des Landes et les Pupilles de l'Enseignement Public pour la réalisation de 9 770 journées en séjours de vacances.
- du soutien en 2021 de 18 projets de formation ou de perfectionnement aux fonctions d'encadrement des accueils collectifs de mineurs pour un montant de 10 148 €.

- de renouveler ces aides complémentaires au titre de l'année 2022, dans la poursuite des objectifs précités.

- d'inscrire, pour le renouvellement de ces aides complémentaires en 2022, un crédit de 70 000 € au Budget Primitif 2022 conformément à l'annexe financière I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour la répartition de ce crédit.

B°- Promouvoir la lecture : le dispositif « jeunes en librairie » :

considérant que :

- depuis 2012, le Département participe au dispositif « Jeunes en librairie » avec la DRAC, le Rectorat, la Région Nouvelle-Aquitaine, les départements de la Gironde et de la Dordogne et l'Association des Librairies Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine,

- ce dispositif a pour ambition de sensibiliser les élèves à l'ensemble de la chaîne du livre en favorisant l'accès au livre et développant le goût de la lecture, et qu'il consiste à accorder aux élèves des bons d'achats utilisables dans les librairies du département à l'appui d'une rencontre et d'une visite en librairie,

- au titre de l'année 2020-2021, 14 collèges et 2 lycées ont participé à ce dispositif (719 élèves bénéficiaires de chèques lire) et que 18 établissements ont été retenus pour l'année scolaire 2021-2022 (882 élèves participants),

- d'attribuer une subvention de 9 700 € à l'Association des Librairies Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine pour la mise en œuvre de cette action sur l'année scolaire 2021-2022.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

C°- Promouvoir la culture scientifique – partenariat avec Lacq Odyssée :

considérant que :

- le Département des Landes travaille en partenariat avec l'Association Lacq Odyssée à Mourenx (Centre de culture scientifique, technique et industrielle des Pays de l'Adour) depuis 2007 afin de promouvoir la culture scientifique auprès du plus grand nombre, notamment avec l'opération « Savoirs en partage »,

- depuis 2014 (délibération n° H 2 en date du 27 juin 2014), l'Assemblée départementale soutient la mise en œuvre du projet « espace » porté par l'Association Lacq Odyssée (projet inscrit au Rocketry Challenge, concours organisé par l'Association Planètes Sciences et le Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales),

- les actions de l'Association ont pour objectif de susciter une réflexion sur les divers aspects des sciences et des métiers scientifiques et trouvent un écho très favorable auprès des élèves,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 48 000 €, conformément à l'annexe financière I.

- d'attribuer à l'Association Lacq Odyssée, une subvention globale de 33 000 € (14 000 € pour le programme « Savoirs en Partage » et 19 000 € pour l'accompagnement du « projet espace »).

- d'attribuer à l'association « Planète Sciences » une subvention de 15 000 € pour l'organisation à Biscarrosse de la finale nationale du Rocketry Challenge.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions de partenariat correspondantes à intervenir.



D°- Encourager les initiatives – soutien aux associations landaises :

considérant que le Département soutient depuis plusieurs années l'action d'associations œuvrant dans le secteur éducatif et socio-éducatif,

considérant les difficultés perdurent, voire s'aggrave en ce début 2022,

- de maintenir l'attention portée au monde associatif landais, qui contribue à la cohésion sociale et à l'animation des territoires.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, pour la mise en œuvre de ces partenariats, un crédit global de 604 415 € conformément à l'annexe financière I et réparti comme suit :

- 554 415 € en fonctionnement,
- 50 000 € en investissement.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour la répartition de ces crédits.

*

* *

- d'approuver le détail des inscriptions budgétaires 2022 tel que figurant en annexe I (annexe financière).

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des actes dans le cadre des inscriptions précitées.

Le Président,

Xavier FORTINON



**RAPPORT J1 (AP) - ANNEXE I
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
BP 2022**

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES				
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 - 2021)	CP REALISES AU 31/12/2021	AP 2022 (BP 2022)		SOLDE AP
						AJUSTEMENTS	NOUVEAU MONTANT	
488	AIDES COMMUNES CONSTRUCTION SCOLAIRES 2016 *	204	21	1 000 000,00	896 143,05	-103 856,95	896 143,05	0,00
551	AIDES COMMUNES CONSTRUCTION SCOLAIRES 2017 *	204	21	800 000,00	747 093,14	-52 906,86	747 093,14	0,00
597	CONSTRUCT° SCOLAIRES 1ER DEGRE 2018	204	21	900 000,00	738 845,90			161 154,10
652	SUBV CONST. SCOLAIRES 1er DEGRE 2019	204	21	850 000,00	534 374,16			315 625,84
696	SUBV CONSTRUCT° SCOLAIRES 1ER DEGRE 2020	204	21	400 000,00	55 920,09			344 079,91
772	SUBV CONST. SCOLAIRES 1er DEGRE 2021	204	21	750 000,00	57 583,04			692 416,96
596	SUBV SECURISAT° GROUPE SCOLAIRE 1ER DEGRE 2017	204	21	200 000,00	35 757,54			164 242,46
850	SUBV CONST. SCOLAIRES 1ER DEGRE 2022	204	21				750 000,00	750 000,00
701	PLAN DE DEVELOPPEMENT CENTRE JEAN UDAQUIOLA 2020	23	33	3 000 000,00				3 000 000,00
TOTAL				7 900 000,00	3 065 716,92	-156 763,81	2 393 236,19	5 427 519,27

* AP à clôturer au BP 2022

CREDITS DE PAIEMENT				
CP OUVERTS AU TITRE DE 2022	CP OUVERTS AU TITRE DE 2023	CP OUVERTS AU TITRE DE 2024	CP OUVERTS AU TITRE DE 2025	CP OUVERTS AU TITRE DE 2026
150 000,00	11 154,10			
285 000,00	30 625,84			
69 000,00	200 000,00	75 079,91		
160 000,00	160 000,00	200 000,00	172 416,96	
20 000,00	20 000,00	124 242,46		
350 000,00	350 000,00	50 000,00		
100 000,00	100 000,00	2 000 000,00	500 000,00	300 000,00
1 134 000,00	871 779,94	2 449 322,37	672 416,96	300 000,00



II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	DEPENSES BP 2022
INVESTISSEMENT	204	33	PROVISION EQUIPEMENTS ASSOCIATIONS	50 000,00
			Total Investissement	50 000,00
FONCTIONNEMENT	65	33	AIDES PEDT	5 000,00
	65	20	RÉSEAU CANOPÉ	72 300,00
	65	28	AIDES AUX TRANSPORTS ET BOURSES DEPARTEMENTALES	2 780 000,00
	011	81	FRAIS DE TRANSPORT DES ELEVES	90 000,00
	65	28 et 33	SOUTIEN AUX FAMILLES	995 000,00
	65	33	ORGANISATION SEJOURS VACANCES	70 000,00
	65	33	DISPOSITIF JEUNES EN LIBRAIRIE	9 700,00
	65	28 - 33 - 221	PROMOUVOIR LA CULTURE SCIENTIFIQUE	48 000,00
	65	28 - 33	SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS LANDAISES	554 415,00
			Total Fonctionnement	4 624 415,00

Récapitulatif des inscriptions	
Dépenses	
Chapitre 204	1 084 000,00
Chapitre 23	100 000,00
Chapitre 65	4 534 415,00
Chapitre 011	90 000,00

ANNEXE II

AIDE A LA CONSTRUCTION, LA RESTRUCTURATION OU LA RÉHABILITATION DES BATIMENTS SCOLAIRES DU PREMIER DEGRÉ

Adopté par délibération n° J 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

La loi 83-663 du 22 juillet 1983 a confié aux Départements la charge des bâtiments des collèges et aux communes celle des bâtiments des écoles.

Néanmoins, considérant l'importance que revêt la qualité des équipements dédiés à l'Enseignement pour la meilleure éducation des jeunes landais et donc le développement du département, le Conseil départemental des Landes soutient l'effort des communes et groupements de communes pour la construction, la restructuration ou la réhabilitation des bâtiments scolaires du premier degré.

Article 1^{er} - Objet

Une subvention en capital peut être accordée aux communes et groupements de communes pour des travaux de construction, restructuration tendant à une adaptation aux normes pédagogiques ou de simple réhabilitation des bâtiments scolaires du premier degré (salles de classe, restaurant scolaire...) à l'exclusion :

- des simples travaux d'entretien courants
- des bâtiments dédiés à un usage périscolaire
- des salles polyvalentes

Article 2 - Champ d'application

Ne sont pas subventionnables, dans ce cadre, les projets dont le coût est inférieur à 40 000 € H.T.

Une liste des projets sera établie et examinée par la Commission Permanente lors de ses réunions.

Priorité est donnée aux projets motivés par :

- des mesures de carte scolaire (création de classe)
- la mise en sécurité.

Sauf dérogation expresse accordée par M. le Président du Conseil départemental, la décision de subvention doit être préalable à tout commencement des travaux.

Article 3 - Montant de l'aide

La dépense prise en compte pour le calcul de la subvention est le coût Hors Taxe du bâtiment scolaire, des honoraires afférents ainsi que des frais divers de contrôle dédiés à la construction.

Les équipements et mobiliers (meublier de classe, meublier et équipement de cuisine, jeux d'enfants, aires multi-sport, aménagements paysagers) sont exclus du calcul de la dépense subventionnable. Néanmoins, les dépenses liées aux immobilisations extérieures (de type rampes d'accès, clôtures, reprofilage simple des sols..) et ayant pour objet la mise en accessibilité et la mise en sécurité participent au calcul de l'assiette éligible.

Le montant subventionnable est plafonné à 750 000 € HT.

Le montant de la subvention attribuée est obtenu par l'application d'un taux de subvention de 18%, ce taux étant ensuite pondéré par l'application du Coefficient de Solidarité Départemental, du montant de la dépense éligible HT.

Article 4 - Modalités de l'aide

En application de la décision d'octroi prise par la Commission Permanente, un arrêté attributif de M. le Président du Conseil départemental précisera les conditions d'attribution de subvention et les modalités de versement.

L'aide du Département fait l'objet de 3 versements distincts respectant un délai minimum entre chaque versement.

Elle est versée selon le calendrier suivant :

- 30% seront versés sur production de l'ordre de service d'exécuter les travaux signé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent).
- 30% seront versés sur production d'un état justifiant l'exécution des dépenses à hauteur de 80% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable. Cet état devra être certifié par le comptable public de la collectivité maître d'ouvrage et visé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent). La demande de versement de l'acompte n°2 ne peut être présentée avant un délai de 6 mois à compter de la demande du 1^{er} acompte.
- le solde (40%) sera versé sur production de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux et d'un décompte justificatif des dépenses certifiées acquittées par le comptable public de la collectivité maître d'ouvrage et visé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent). La demande de versement du solde de la subvention ne peut être présentée avant un délai de 6 mois à compter de la demande du 2^{ème} acompte.

Dans l'hypothèse où la dépense réelle serait inférieure à la dépense subventionnable, le montant de la subvention subirait un abattement d'un pourcentage égal à celui de la réduction constatée.

Dans l'hypothèse où les travaux ne sont pas achevés dans un délai de deux ans à compter de la date d'attribution, la commune ou le groupement de communes pourra solliciter une prorogation du délai de validité de l'aide. Cette prorogation interviendra par arrêté après décision de la Commission Permanente.

A défaut de demande de la commune ou du groupement de communes, un arrêté de retrait de l'octroi de l'aide sera pris après décision de la Commission Permanente.

Article 5 - Composition du dossier

Le dossier de demande devra parvenir avant le 30 octobre à M. le Président du Conseil départemental pour un examen dans le cadre du Budget Primitif de l'année suivante. Il devra comprendre :

- la délibération du Conseil Municipal décidant la réalisation des travaux, sollicitant l'aide du Département et fixant le plan de financement de l'opération ;
- le programme du projet décrivant les objectifs recherchés ;
- les devis descriptifs et estimatifs des travaux ;
- les plans détaillés et séparés :
 - de l'existant
 - des constructions et aménagements envisagés.
- un RIB de la collectivité

Article 6 – Prise d'effet du règlement

Le présent règlement est applicable à compter de l'exercice budgétaire 2022, sous la condition suspensive du vote des crédits budgétaires afférents.



ANNEXE III

DISPOSITIF EXCEPTIONNEL D'AIDE A LA SECURISATION DES GROUPES SCOLAIRES DU PREMIER DEGRE

Adopté par délibération n° J 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} - Objet

Une subvention en capital peut être accordée aux communes et groupements de communes pour leurs dépenses intervenant dans le cadre de l'instruction du 12 avril 2017 relative au renforcement des mesures de sécurité et de gestion de crise applicables dans les écoles et les établissements scolaires.

Article 2 - Champ d'application

Participent au calcul de l'assiette de la dépense subventionnable les études, travaux, aménagements et acquisition d'équipements indispensables visant la sécurisation des écoles du 1^{er} degré dans le cadre de la prise en compte du risque attentat.

Ne sont pas subventionnables, dans ce cadre, les projets dont le coût est inférieur à 2 000 € H.T.

Une liste des projets sera établie et examinée par la Commission Permanente lors de ses réunions.

Sauf dérogation expresse accordée par M. le Président du Conseil départemental, la décision attributive de subvention doit être préalable à tout commencement des travaux.

Article 3 - Montant de l'aide

La dépense prise en compte pour le calcul de la subvention est le coût Hors Taxe des dépenses engagées pour la sécurisation des écoles du 1^{er} degré.

Le montant de la subvention attribuée est obtenu par l'application d'un taux de subvention de 18%, lui-même pondéré par l'application du Coefficient de Solidarité Départemental, du montant de la dépense éligible HT.

Article 4 - Modalités de l'aide

En application de la décision d'octroi prise par la Commission Permanente, un arrêté attributif de M. le Président du Conseil départemental précisera les conditions d'attribution de subvention et les modalités de versement.

L'aide du Département fait l'objet de 2 versements distincts selon le calendrier suivant :

- 50% seront versés sur production de l'ordre de service d'exécuter la prestation signé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent).
- le solde (50%) sera versé sur production de la déclaration attestant l'achèvement de l'opération et d'un décompte justificatif des dépenses certifiées acquittées par le comptable public de la collectivité maître d'ouvrage et visé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent).

Dans l'hypothèse où la dépense réelle serait inférieure à la dépense subventionnable, le montant de la subvention subirait un abattement d'un pourcentage égal à celui de la réduction constatée.



Dans l'hypothèse où les dépenses ne sont pas réalisées dans un délai de deux ans à compter de la date d'attribution, la commune ou le groupement de communes pourra solliciter une prorogation du délai de validité de l'aide. Cette prorogation interviendra par arrêté après décision de la Commission Permanente.

A défaut de demande de la commune ou du groupement de communes, un arrêté de retrait de l'octroi de l'aide sera pris après décision de la Commission Permanente.

Article 5 - Composition du dossier

Le dossier de demande devra comprendre :

- la délibération du Conseil Municipal ou du groupement de communes compétent décidant la réalisation des dépenses, sollicitant l'aide du Département et fixant le plan de financement de l'opération ;
- le programme du projet décrivant les objectifs recherchés ;
- les devis descriptifs et estimatifs des travaux ;
- les plans détaillés et séparés :
 - de l'existant
 - des constructions et aménagements envisagés.
- un RIB de la collectivité

Article 6 – Prise d'effet du règlement

Le présent règlement est applicable à compter de l'exercice budgétaire 2022, sous la condition suspensive du vote des crédits budgétaires afférents.

ANNEXE IV

Adopté par délibération n° J 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

AIDE A L'EVALUATION DES PROJETS EDUCATIFS TERRITORIAUX (PEDT)

L'approche globale des PEDT et le lien avec les ressources éducatives d'un territoire peuvent avoir des effets directs sur les compétences obligatoires du Département. Afin de favoriser une approche qualitative homogène sur l'ensemble du département, l'Assemblée départementale décide d'accompagner les communes ou les communautés de communes et d'agglomération dans la réalisation d'une évaluation des PEDT existants, s'inscrivant dans une volonté d'amélioration du projet éducatif.

Les conditions d'intervention pour la mise en œuvre de cette action sont les suivantes :

- taux d'intervention de 20 % du montant de l'évaluation du PEDT plafonné à 5 000 € HT pour les PEDT communaux
- taux d'intervention de 30 % du montant de l'évaluation du PEDT plafonné à 5 000 € HT pour les PEDT intercommunaux
- taux d'intervention pondérés par l'application du CSD

Une liste des projets d'évaluation des PEDT existants sera établie et examinée par la Commission Permanente du Conseil départemental. Sous réserve des crédits disponibles, la décision attributive est prise par la Commission Permanente du Conseil départemental.



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° J 2 Objet : DONNER AUX JEUNES LA POSSIBILITE DE CHOISIR LEURS PARCOURS

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° J 2

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;
 APRES PRESENTATION du rapport en Commission Jeunesse ;
 APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Développer les enseignements universitaires et la recherche :**

considérant que l'Assemblée départementale appuie le développement de l'enseignement supérieur dans les Landes et a noué des partenariats ayant permis d'initier des dynamiques importantes entre l'Université et l'environnement socio-économique landais autour :

- des activités de formation et de recherche portées par les équipes implantées dans les Landes,
- de la valorisation des savoirs et savoir-faire dispensés ou acquis par ces équipes,
- d'inscrire un crédit global de 829 370 € conformément à l'annexe I.

A°- Le soutien au fonctionnement des « formations landaises » :

conformément aux conventions pluriannuelles adoptées par délibération de la Commission Permanente :

- n° J-1/1 en date du 24 septembre 2021 concernant la convention quadriennale signée avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA),
- n° J-1/1 en date du 23 juillet 2021 concernant la délocalisation de la formation PASS sur le site de l'Institut du Thermalisme,
- de maintenir son soutien à la présence d'une offre universitaire sur le territoire.
- d'attribuer à l'UPPA et à l'université de Bordeaux les subventions suivantes :

Structures bénéficiaires	Objet	Montant
Université de Pau et des Pays de l'Adour (U.P.P.A.)	<i>Accompagnement des activités des départements de l'IUT de Mont-de-Marsan</i>	
	« Science et Génie des Matériaux »,	10 000 €
	« Réseaux et Télécommunications »	10 000 €
	« Génie Biologique »	10 000 €
	<i>Accompagnement des activités de recherche des laboratoires de l'IUT de Mont-de-Marsan</i>	

	Institut Pluridisciplinaire de Recherche sur l'Environnement et les Matériaux (IPREM/EPCP)	10 000 €
	Equipe sécurité des Systèmes Communicants du laboratoire Informatique (LIUPPA)	10 000 €
	Laboratoire de Nutrition et de Biologie Appliquée (UMR INRA 1419 NuMÉA)	10 000 €
	Subvention d'Équipement	20 000 € (Affectation confiée à la CP)
Institut du Thermalisme rattaché à l'Université de Bordeaux	Fonctionnement de l'institut du Thermalisme	87 000 €
	Fonctionnement des activités de recherche appliquée « pilote eau thermale »	94 400 €
	Délocalisation de la PASS	25 000 €
Inspé de l'Académie de Bordeaux* rattaché à l'Université de Bordeaux	Fonctionnement de l'antenne des landes	74 970 €
	Subvention d'Équipement	10 000 € (Affectation confiée à la CP)

- de préciser que l'INSPE, située sur le Pôle universitaire et pédagogique Henri SCOGNAMIGLIO à Mont-de-Marsan, dispose d'une mise à disposition de locaux à titre gratuit (convention en date du 12 juin 2020).

- de confier la répartition des crédits d'équipement précités à la Commission Permanente, étant précisé que la subvention départementale sera calculée à hauteur de 80% du montant H.T. de la dépense engagée et justifiée par l'I.U.T. ou l'INSPE dans la limite des crédits inscrits.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les documents à intervenir.

B°- Les partenariats thématiques favorisant l'innovation et la recherche :

1°) Allocations de recherche :

considérant que :

- la Commission Permanente a reçu délégation pour l'attribution de ces crédits sur examen des propositions de candidature des doctorants soumises par les universités,

- par délibération en date du 25 septembre 2020, la Commission Permanente a décidé, pour les allocations doctorales à venir, d'accorder un financement départemental sur 3 années et a approuvé en conséquence la convention type précisant les conditions de soutien par le Département des thèses proposées par l'Université de Pau et des Pays de l'Adour,

- l'arrêté ministériel du 11 octobre 2021 a modifié l'arrêté du 29 août 2016 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel pour les contrats débutant au 1er septembre 2021 et au 1er septembre 2022,

- de reconduire pour 2022, le principe d'un soutien aux programmes de recherche correspondant à 6 allocations de recherche simultanées à verser à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, lorsque l'allocation est entièrement prise en charge par le Département, ou 9 allocations en cas de co-financement.

- de poursuivre le financement des salaires des doctorants à 100 % pour les travaux de thèse approuvés par le Département et de réévaluer en conséquence le montant de l'aide forfaitaire allouée :

- à 2604 € par mois pour les contrats démarrant au 1^{er} septembre 2021,
- à 2 757 € par mois pour les contrats démarrant au 1^{er} septembre 2022

- de donner délégation à la Commission Permanente pour :

- approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention quadriennale conclue avec l'UPPA afin de prendre en compte cette réévaluation ;
- attribuer des aides à l'U.P.P.A. dans le cadre de l'octroi des allocations de recherche à des doctorants.

2°) Halle très haut débit sur le site de l'IUT :

considérant que le Département des Landes et ses partenaires, en particulier la Région Nouvelle-Aquitaine, ont depuis longtemps déployé et intensifié le développement des trois départements de l'I.U.T. de Mont-de-Marsan,

compte tenu que L'Assemblée départementale a assuré la construction d'une halle « très haut débit » sur le site de l'I.U.T. de Mont-de-Marsan,

conformément à la convention de financement adoptée par délibération n° H 3 en date du 20 mars 2017 et signée par les différents partenaires (État, Région Nouvelle-Aquitaine, Mont-de-Marsan Agglomération et l'U.P.P.A.), par laquelle l'Université de Pau et des Pays de l'Adour a délégué au Département la maîtrise d'ouvrage de cette opération,

- de clôturer l'AP 2015 n° 483 à un montant définitif de 1 253 777,12 €.

- d'inscrire, en recettes, le solde des subventions restant à appeler :

- | | |
|--------------------------------|----------|
| • Etat | 80 000 € |
| • Région | 80 000 € |
| • Mont-de-Marsan Agglomération | 24 400 € |

3°) Activités de recherche développées sur Agrolandes :

conformément à :

- la délibération n° H 3, en date du 9 avril 2019, par laquelle l'Assemblée départementale a adopté le principe de la création d'une Chaire dédiée à la thématique « bois »,

- la délibération n°7⁽²⁾, en date du 15 novembre 2019, par laquelle la Commission Permanente a approuvé les termes de la convention pluriannuelle relative au financement de la Chaire de Recherche Bois sur AGROLANDES, précisant que la contribution du Département sur la période 2019-2024 s'élève à 500 000 € dont 138 000 € pour l'exercice 2022,



- la poursuite des échanges en vue d'approfondir le partenariat avec l'UPPA et l'IUT dans le cadre des activités développées sur Agrolandes, l'Assemblée départementale a décidé, par délibération n° J-1 en date du 23 juillet 2021, d'approuver les termes de la convention par laquelle l'Université de Pau et des Pays de l'Adour délègue au Département la maîtrise d'ouvrage de cette opération,

considérant que le projet XYLOMAT 2, porté par le Département, consiste à mettre en place de nouveaux moyens pour développer les activités landaises de Xylomat, équipe d'une dizaine de personnes qui travaille sur le développement de nouveaux produits et la réalisation de prestations de services pour les entreprises dans le but de valoriser les ressources forestières locales,

- de poursuivre la mise en œuvre de ce projet en débutant les études jusqu'au début 2023 et étant précisé que les travaux démarreront en 2023.

- de prendre acte que l'équipe Equi libre a été désignée pour assurer la maîtrise d'œuvre.

- de préciser qu'un crédit de 125 000 €, en investissement, est inscrit au Budget Primitif 2022 conformément à l'annexe I.

4°) La plate-forme technologique Aquitaine-Bois :

- d'attribuer au Groupement d'Intérêt Scientifique « Plate-forme technologique Aquitaine-Bois » une subvention de fonctionnement de 10 000 €.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les documents à intervenir dans ce cadre.

5°) OPTIMA :

conformément à la délibération n° H-3/1 en date du 21 mai 2021, par laquelle la Commission Permanente a :

- reconduit la collaboration thématique du Département avec le Master Management des Collectivités Locales et la Chaire OPTIMA,

- approuvé la convention de partenariat sur 3 ans conclue entre le Département et le Master Management des Collectivités Locales et la Chaire.

- d'attribuer à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour une subvention de 5 000 € pour la mise en œuvre de ce partenariat en 2022.

II – Proposer des aides aux familles :

- d'inscrire un crédit global de 461 000 € conformément à l'annexe financière I, permettant de financer les dispositifs exposés ci-dessous.

A°- Prêts d'Honneur :

- de prendre acte de l'octroi, au titre de l'année universitaire 2020-2021, de 37 prêts d'honneur d'études et de 5 prêts d'honneur apprentis pour un montant global de 79 850 €.

- d'adopter le règlement départemental « Prêts d'honneur d'études » (annexe II).

- d'adopter le règlement départemental « Prêts d'honneur apprentis » (annexe III).

- d'inscrire une recette de 252 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, pour le remboursement des prêts concernant 359 étudiants et 41 apprentis.



B°- Bourses « Erasmus » - Enseignement supérieur - Etudes :

- de prendre acte de l'attribution, au titre de l'année universitaire 2020-2021, d'une bourse Erasmus-Socrates à 9 étudiants pour un montant total de 11 431 €.

- d'approuver le règlement départemental « Erasmus + Enseignement supérieur – Etudes » (annexe IV).

- de maintenir la valeur du point à 52 €/mois.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits au vu des demandes présentées et dans la limite du budget départemental.

C°- Encouragement à la formation en alternance et aux parcours d'excellence :

1°) Prime d'entrée en apprentissage :

- de prendre acte de l'attribution, au titre de l'année scolaire 2020-2021, d'une prime d'apprentissage à 560 étudiants pour un montant total de 119 280 €.

- de poursuivre cette action en faveur des apprentis.

- d'approuver le règlement départemental correspondant tel que figurant en annexe V, maintenant notamment la prime à 213 €.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits au vu des demandes présentées et dans la limite du budget départemental.

2°) Participation au concours des Meilleurs Apprentis de France et meilleurs ouvriers de France :

- de reconduire l'aide pour les apprentis participant à la finale du concours annuel « un des Meilleurs Apprentis de France » ainsi que pour les artisans et ouvriers confirmés se présentant au « Concours des Meilleurs Ouvriers de France ».

- d'approuver le règlement départemental d'aide au déplacement concours « Meilleur apprenti de France » et « Meilleur ouvrier de France » (annexe VI).

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits au vu des demandes présentées

D°- Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire :

conformément à la délibération n° H 3 en date du 22 mars 2016, par laquelle l'Assemblée départementale a adopté un dispositif « aide à la mutuelle étudiante »,

conformément aux mesures de soutien à la jeunesse adoptées lors de notre réunion du 8 mars 2021, un appel à manifestation d'intérêt un appel à manifestation d'intérêt des mutuelles a été lancé auprès des mutuelles afin de mieux promouvoir à la rentrée 2021 l'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire et ainsi favoriser des offres (garantie complémentaire de 1^{er} niveau) permettant une couverture gratuite (pour les étudiants boursiers),

- d'adopter le règlement départemental d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiants landais (annexe VII).

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits au vu des demandes présentées dans la limite des crédits inscrits au budget départemental.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver les conventions de partenariats avec les organismes mutualistes et d'assurance à intervenir au titre de la prochaine année universitaire pour faciliter la mise en œuvre du dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire.

III – Contribuer au soutien et à l'orientation des jeunes :

A°- Soutenir l'insertion professionnelle des jeunes – aider les recrutements et l'accès aux services civiques :

considérant la délibération n° 2 du 8 mars 2021 par laquelle l'Assemblée départementale a adopté plusieurs mesures dont une en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes (axe II du plan d'actions Jeunesse), en soutenant les efforts des structures (communes, intercommunalités, associations et organismes non-lucratifs) souscrivant à la volonté de favoriser et d'augmenter l'accueil de services civiques et stagiaires mais également le recrutement d'apprentis,

compte tenu de la volonté du Département de reconduire exceptionnellement cette mesure au titre de l'année 2022,

- d'approuver le règlement fixant les modalités d'intervention du Département pour le soutien exceptionnel en faveur de l'intégration professionnelle des jeunes dans le contexte COVID-19 (annexe VIII).

- de préciser que les accueils et recrutements éligibles au soutien du Département sont ceux débutant à compter du 1^{er} mai 2021 ou ultérieurement.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 un crédit de 55 000 €, conformément à l'annexe financière I.

B°- Soutien à l'information et à l'orientation des jeunes :

1°) La boussole des jeunes :

après avoir constaté que M. FORTINON, Président du Conseil départemental, Président de droit de l'association, Mme VALIORGUE, représentante du Président, M. CARRERE et Mme SENSOU, en leur qualité d'administrateur, ne prenaient pas part au vote relatif à ce dossier,

conformément à la délibération n° 2 du 8 mars 2021 du Conseil départemental et n° H-2/1 de la Commission Permanente, en date du 21 mai 2021, le Département s'est engagé sur l'expérimentation de la « Boussole des jeunes » en vue d'un déploiement à l'échelle landaise, avec notamment le co-financement du poste de coordonnateur départemental porté par la Mission Locale des Landes (MILO).

- d'attribuer à la MILO une subvention de 15 000 € pour co-financer en 2022 le poste de coordonnateur départemental de la Boussole des jeunes.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

2°) Aide à la construction, la restructuration ou la réhabilitation et à l'équipement des lieux dédiés à l'information de la jeunesse :

considérant que le partenariat et l'implication des acteurs locaux (Bureaux et Points d'Information Jeunesse – BIJ/PIJ) sont essentiels pour concrétiser le déploiement landais de la BDJ, les efforts des communes (et groupements de communes compétents) et associations, en vue de l'amélioration des outils dédiés à la jeunesse et plus particulièrement ceux labellisés « Point Information Jeunesse » et « Bureau Information Jeunesse », doivent être soutenus,



- d'adopter le règlement départemental d'aide à la construction, la restructuration ou la réhabilitation et à l'équipement des lieux dédiés à l'information de la jeunesse (annexe IX).

- de clôturer l'AP 2021 n°773 à un montant définitif de 10 439,65 €.

- de voter, au titre de 2022, une AP 2022 n° 852 d'un montant de 80 000 €, étant précisé que l'échéancier prévisionnel figure en annexe financière I.

- d'inscrire à ce titre un Crédit de Paiement global 2022 de 71 593 € au Budget Primitif 2022.

3°) Le Centre d'Information et d'Orientation : remplir la mission légale du Département :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 68 314 €, conformément à l'annexe financière I, pour la prise en charge des dépenses du CIO de Mont-de-Marsan, installé dans les locaux de la caserne Bosquet.

- de préciser que ce crédit prend en compte la participation du Département à l'organisation du salon INFOSUP.

4°) Actions d'information et d'orientation professionnelle :

a) Les routes de l'orientation :

considérant la délibération n° n° J-1/1 du 24 septembre 2021 par laquelle la Commission Permanente a décidé de soutenir l'organisation de l'édition 2022 à hauteur de 17 800 €,

considérant que cette manifestation, qui devait se dérouler aux arènes de Pontonx-sur-l'Adour du 26 au 29 janvier 2022, a été reportée compte tenu de la situation sanitaire du début d'année et afin de solder cette opération ainsi qu'initier l'organisation de l'édition 2023,

- de maintenir le soutien du Département à l'organisation de cette manifestation en 2022, pour un montant total maximum de 17 800 € (toutes dépenses confondues) si une nouvelle organisation, notamment en distanciel, devait être envisagée.

- d'inscrire un crédit de 17 800 € au Budget primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

b) La promotion des métiers de l'artisanat et de l'alternance :

- d'attribuer à la Chambre de métiers et de l'artisanat une subvention de 21 400 €.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 le crédit correspondant, soit 21 400 €, conformément à l'annexe financière I.

Le Président,

X F. L

Xavier FORTINON

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-J02_BP_2022-DE

**RAPPORT J2 (AP) - ANNEXE 1
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
BP 2022**

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					CREDITS DE PAIEMENT	
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 - 2021)	CP REALISES AU 31/12/2021	AP 2022 (BP 2022)		SOLDE AP	CP OUVERTS AU TITRE DE 2022	CP OUVERTS AU TITRE DE 2023
						AJUSTEMENTS	NOUVEAU MONTANT			
483	IUT HALLE TECHNOLOGIQUE TRES HAUT DEBIT	45815	01	1 271 277,53	1 253 777,12	-17 500,41	1 253 777,12	0,00	0,00	
697	DISPOSITIF JEUNESSE PROGRAMME (2020)	204	33	3 500,00	1 652,91			1 847,09	1 593,00	254,09
773	DISPOSITIF JEUNESSE PROGRAMME (2021)	204	33	40 000,00	10 439,65	-29 560,35	10 439,65	0,00	0,00	
852	DISPOSITIF JEUNESSE PROGRAMME (2022)	204	33				80 000,00	80 000,00	70 000,00	10 000,00
TOTAL				1 314 777,53	1 265 869,68	-47 060,76	1 344 216,77	81 847,09	71 593,00	10 254,09



II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	DEPENSES BP 2022	RECETTES BP 2022
INVESTISSEMENT	204	23	SUBVENTION D'EQUIPEMENT IUT MDM	20 000,00	
	204	23	SUBVENTION D'EQUIPEMENT IUFM	10 000,00	
	45825	01	HALL TRES HAUT DEBIT SUBVENTION REGION		80 000,00
	45825	01	HALLE TRES HAUT DEBIT SUBVENTION ETAT		80 000,00
	45825	01	HALLE TRES HAUT DEBIT SUBV AGGLO		24 400,00
	458117	23	PLATEFORME XYLOMAT	125 000,00	
	27	01	RECOUVREMENT PRETS D'HONNEUR		252 000,00
	27	01	PRET D'HONNEUR AUX ETUDIANTS	200 000,00	
	27	01	PRETS ETUDI. REPORT ECHEANCE	10 000,00	
	27	01	PH APPRENTIS (DEPENSES)	30 000,00	
	20	20	LOGICIEL INFORMATIQUE - CIO	2 300,00	
	21	20	MATERIEL INFORMATIQUE - CIO	2 800,00	
Total Investissement				400 100,00	436 400,00

FONCTIONNEMENT	65	23	IUT - MONT DE MARSAN	60 000,00	
	65	23	INSTITUT DU THERMALISME	181 400,00	
	65	23	PACES	25 000,00	
	65	23	FONCTIONNEMENT - I.U.F.M	74 970,00	
	65	23	ALLOCATIONS DE RECHERCHE	180 000,00	
	65	23	PLATE FORM AQUITAINE BOIS	10 000,00	
	65	23	PILOTAGE INNOVATION MANAGERIALE (CHAIRE OPTIMA	5 000,00	
	65	23	CHAIRE BOIS	138 000,00	
	65	28	BOURSES ERASMUS-SOCRATES	60 000,00	
	65	28	AIDE A LA MUTUELLE - ETUDIANTS	10 000,00	
	65	28	PRIMES ENTREE EN APPRENTISSAGE	136 000,00	
	65	28	PARTICIPATION MOF	5 000,00	
	67	01	REMISE GRACIEUSE PH	10 000,00	
	65	33	LA BOUSOLE DES JEUNES	15 000,00	
	65	33	SOUTIEN INSERTION PRO COVID19 COMMUNE EPCI	55 000,00	
	011	20	CIO	63 214,00	
	65	28	ROUTES DE L'ORIENTATION	17 800,00	
	65	28	CHAMBRE METIERS-RTES APPRENTIS	21 400,00	
Total Fonctionnement				1 067 784,00	

Récapitulatif des inscriptions		
	Dépenses	Recettes
Chapitre 204	101 593,00	
Chapitre 45825		184 400,00
Chapitre 458117	125 000,00	
Chapitre 27	240 000,00	252 000,00
Chapitre 20	2 300,00	
Chapitre 21	2 800,00	
Chapitre 65	1 004 570,00	
Chapitre 011	63 214,00	

Annexe II

PRETS D'HONNEUR D'ETUDES

Adopté par délibération n° J 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} :

Dans le but de faciliter aux jeunes landais la poursuite de leurs études dans des établissements d'enseignement supérieur de l'État ou reconnus par ce dernier tels que : Facultés, Grandes Ecoles, Ecole des Arts et Métiers, Ecoles Spéciales, etc..., le Département leur consentira des avances remboursables ayant le caractère de "Prêts d'Honneur".

Article 2 :

Cette aide est exclusivement réservée, sans condition de nationalité, aux demandeurs dont la famille, domiciliée fiscalement depuis au moins un an dans les Landes, ne dispose pas des ressources suffisantes pour subvenir aux frais d'études de leur enfant.

Article 3 :

Le candidat devra suivre des études supérieures dans :

- un établissement d'enseignement public, privé reconnu par l'Etat (sous contrat d'Association) ou ouvrant droit au bénéfice des Bourses Nationales.
- un établissement d'enseignement supérieur public, privé (non confessionnel) situé dans les Landes
- un établissement d'enseignement supérieur consulaire situé dans les Landes.

A ce titre, le candidat ne pourra pas avoir le statut d'apprenti. Le cas échéant, il pourra bénéficier d'un prêt d'honneur « apprenti ».

Ne peuvent bénéficier d'un prêt d'honneur les demandeurs commençant ou reprenant des études âgés de plus de 30 ans au 1^{er} octobre de l'année universitaire concernée.

Pourront également bénéficier du dispositif, dans la limite d'un prêt pour chaque cas cité ci-dessous :

- les demandeurs redoublant l'année d'études considérée
- les demandeurs optant pour un changement d'orientation.

Article 4 :

Toute demande de prêt d'honneur doit être saisie en ligne au cours de l'année universitaire considérée sur la plateforme de téléservice du Conseil départemental (<https://www.teleservices landes.fr/phe/login.php?err=1>)

Article 5 :

Le dossier doit comporter les pièces suivantes :

1°) Pour une première demande :

- une déclaration sur l'honneur indiquant la résidence fiscale et précisant la date d'installation dans le département
- le certificat d'inscription dans l'Établissement où sont poursuivies les études
- la justification des ressources perçues par la famille durant l'année qui précède celle de l'année scolaire pour laquelle le prêt est sollicité (année scolaire encours : avis d'impôts n-1 (calculé sur les revenus n-2)
- la notice de renseignements fournie par le Conseil Départemental dûment complétée.

**2°) Pour un renouvellement :**

- la justification des ressources perçues par la famille durant l'année qui précède celle de l'année scolaire pour laquelle le prêt est sollicité (année scolaire en cours : avis d'impôts n-1 (calculé sur les revenus n-2)
- le certificat d'inscription à l'établissement fréquenté
- la notice de renseignements fournie par le Conseil Départemental, dûment complétée.

Article 6 :

L'appréciation de la situation de chaque étudiant est faite chaque année au vu du dossier fourni conformément à l'article 5 et contenant toutes précisions utiles sur :

- la situation de la famille
- les ressources de la famille
- l'établissement fréquenté

Le quotient familial est calculé pour les salariés, travailleurs indépendants, agriculteurs, sur le revenu brut global tel retenu pour le calcul des bourses nationales, connu après abattements divisé par le nombre de personnes à charge. En cas de chef de famille seul, il sera compté une part supplémentaire.

Le plafond à ne pas dépasser pour ouvrir droit à un prêt d'honneur d'études est fixé à 15 500 €.

Article 7 :

Le candidat a la possibilité de choisir, selon ses besoins, entre deux prêts consentis sans intérêt d'un montant de 1 000 € ou 2 050 €

Article 8 :

Le prêt d'honneur s'applique à une année d'études. Il est renouvelable chaque année pendant toute la durée des études sur la demande de l'intéressé, visée pour caution solidaire par l'un de ses répondants légaux s'il est mineur.

Article 9 :

Le remboursement a lieu, en cinq annuités égales. La première intervient la deuxième année qui suit la fin ou l'interruption des études.

Pour les bénéficiaires qui, après la fin ou l'interruption des études, se trouvent dans une des situations suivantes :

- bénéficiaire du RSA
- demandeur d'emploi
- jeune non rémunéré, reprenant des études
- contrat unique d'insertion
- contrat d'engagement de service civique.

Le délai sera prolongé de la durée de la situation ouvrant droit à ce report.

Article 10 :

La Commission Permanente par délégation du Conseil Départemental a seule qualité pour décider de l'octroi d'un prêt d'honneur ou de son renouvellement. La décision est notifiée au demandeur. Il appartient à celui-ci de fournir un engagement de rembourser le montant du prêt accordé et ce, préalablement au versement du prêt. Cet engagement établi en un exemplaire, doit être écrit tout entier de la main du bénéficiaire et visé pour caution solidaire par le père ou la mère ou le tuteur légal si le candidat est mineur.



Article 11 :

Par dérogation aux dispositions de l'Article 9 du présent règlement, le bénéficiaire de prêts d'honneur pourra être autorisé, sur sa demande, à rembourser par anticipation une partie ou la totalité du montant de ses prêts.

Article 12 :

Chaque année, à partir de l'attribution du dernier prêt et jusqu'au remboursement intégral au Département des avances qui lui auront été consenties, le bénéficiaire sera tenu de faire connaître au Président du Conseil Départemental son adresse exacte et son domicile légal.

Article 13 :

En cas de non-paiement d'une ou plusieurs annuités ou de non-respect des délais accordés, un titre pour la totalité du prêt restant sera émis.

Article 14 :

Une remise de dette sera accordée de droit aux familles en cas de décès de l'étudiant ayant bénéficié de prêts d'honneur d'études.

Article 15 :

Les cas d'invalidité seront soumis à la Commission Permanente pour remise de dette éventuelle.

Article 16 :

Le présent règlement entrera en vigueur à compter de l'année universitaire 2022-2023.



ANNEXE III

PRETS D'HONNEUR « APPRENTIS »

Adopté par délibération n° J 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} :

Dans le but de faciliter aux jeunes landais l'accès à l'apprentissage, le Département leur consentira des avances remboursables ayant le caractère de "Prêts d'Honneur".

Article 2 :

Cette aide est exclusivement réservée, sans condition de nationalité, aux apprentis dont la famille, domiciliée fiscalement depuis au moins un an dans les Landes, ne dispose pas des ressources suffisantes pour subvenir aux frais d'études de leur enfant.

Article 3 :

Le candidat devra suivre des études dans un Centre de Formation d'Apprentis ou une Unité de Formation d'Apprentis préparant dans le cadre d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation :

- un diplôme professionnel de l'enseignement secondaire (CAP, Bac professionnel, Brevet de technicien, mention complémentaire...) dans le cadre de la formation en alternance.
- un brevet professionnel
- un diplôme national de l'enseignement supérieur (BTS, DUT, diplôme d'ingénieur, grandes écoles, licence professionnelle, master professionnel...) ;

Article 4 :

Toute demande de prêt d'honneur doit être saisie en ligne au cours de l'année universitaire considérée sur la plateforme de téléservice du Conseil départemental (<https://www.teleservices landes.fr/pha/login.php?err=1>)

Article 5 :

Le dossier doit comporter les pièces suivantes :

1°) Pour une première demande :

- une déclaration sur l'honneur indiquant la résidence fiscale et précisant la date d'installation dans le département
- le contrat d'apprentissage ou de professionnalisation
- le certificat d'inscription dans l'établissement de formation fréquenté
- la justification des ressources perçues par la famille durant l'année qui précède celle de l'année scolaire pour laquelle le prêt est sollicité (année scolaire en cours : avis d'impôts n-1 (calculé sur les revenus n-2)
- la notice de renseignements fournie par le Conseil Départemental dûment complétée.

2°) Pour un renouvellement :

- la justification des ressources perçues par la famille durant l'année qui précède celle de l'année scolaire pour laquelle le prêt est sollicité (année scolaire en cours : avis d'impôts n-1 (calculé sur les revenus n-2)
- le contrat d'apprentissage ou de professionnalisation
- le certificat d'inscription à l'établissement fréquenté
- la notice de renseignements fournie par le Conseil départemental, dûment complétée.

**Article 6 :**

L'appréciation de la situation de chaque apprenti est faite chaque année au vu du dossier fourni conformément à l'article 5 et contenant toutes précisions utiles sur :

- la situation de la famille
- les ressources de la famille
- l'établissement de formation fréquenté

Le quotient familial est calculé pour les salariés, travailleurs indépendants, agriculteurs, sur le revenu brut global tel retenu pour le calcul des bourses nationales, connu après abattements divisé par le nombre de personnes à charge.

En cas de chef de famille seul, il sera compté une part supplémentaire.

Le plafond à ne pas dépasser pour ouvrir droit à un prêt d'honneur apprentis est fixé à 15 500 €.

Article 7 :

Le candidat a la possibilité de choisir, selon ses besoins, entre deux prêts consentis sans intérêt d'un montant de 1 000 € ou de 2 050 €. Un maximum de trois prêts d'honneur « apprentis » peuvent être accordés au même demandeur.

Article 8 :

Le prêt d'honneur « apprentis » s'applique à une année scolaire.

Article 9 :

Le remboursement a lieu en cinq annuités égales. La première intervient la deuxième année qui suit la fin ou l'interruption de leurs apprentissages. Pour les bénéficiaires qui, après la fin ou l'interruption de leurs apprentissages, se trouvent dans une des situations suivantes :

- bénéficiaire du RSA
- demandeur d'emploi
- jeune non rémunéré, reprenant des études
- contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)
- contrat d'engagement de service civique

le délai sera prolongé de la durée de la situation ouvrant droit à ce report.

Article 10 :

La Commission Permanente, par délégation du Conseil départemental, a seule qualité pour décider de l'octroi d'un prêt d'honneur « apprentis ». La décision est notifiée au demandeur. Il appartient à celui-ci de fournir un engagement de rembourser le montant du prêt accordé et ce, préalablement au versement du prêt. Cet engagement établi en un exemplaire, doit être écrit tout entier de la main du bénéficiaire et visé pour caution solidaire par le père ou la mère ou le tuteur légal si le candidat est mineur.

Article 11 :

Par dérogation aux dispositions de l'Article 9 du présent règlement, le bénéficiaire d'un prêt d'honneur « apprentis » pourra être autorisé, sur sa demande, à rembourser par anticipation une partie ou la totalité du montant de ses prêts.

Article 12 :

Chaque année, à partir de l'attribution du dernier prêt et jusqu'au remboursement intégral au Département de l'avance qui lui a été consentie, le bénéficiaire sera tenu de faire connaître au Président du Conseil départemental son adresse exacte et son domicile légal.



Article 13 :

En cas de non-paiement d'une ou plusieurs annuités ou de non-respect des délais accordés, un titre pour la totalité du prêt restant sera émis.

Article 14 :

Une remise de dette sera accordée de droit aux familles en cas de décès de l'apprenti ayant bénéficié d'un prêt d'honneur.

Article 15 :

Les cas d'invalidité seront soumis à la Commission Permanente pour remise de dette éventuelle.

Article 16 :

Le présent règlement entrera en vigueur à compter de l'année scolaire 2022-2023.

Annexe IV

AIDE COMPLEMENTAIRE AUX ETUDIANTS PARTICIPANT AU PROGRAMME EUROPEEN « ERASMUS + - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ETUDES »

Adopté par délibération n° J 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1er :

Une aide financière complémentaire peut être accordée aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur et sélectionnés dans le cadre du Programme européen "Erasmus + - Enseignement supérieur - Etudes" d'un pays membre de l'Union Européenne.

Article 2 :

Cette aide départementale sera exclusivement réservée sans condition de nationalité aux étudiants dont la famille, domiciliée fiscalement depuis au moins un an dans les Landes, ne dispose pas de ressources suffisantes pour subvenir aux frais d'études de leurs enfants dans le pays européen d'accueil.

Article 3 :

L'appréciation de la situation de chaque demandeur se fera au vu d'un dossier comportant :

- une déclaration sur l'honneur indiquant la résidence fiscale et précisant la date d'installation dans le département,
- la justification des ressources perçues par la famille durant l'année qui précède l'année scolaire pour laquelle l'aide est sollicitée,
- le certificat d'inscription de l'établissement d'enseignement supérieur où sont poursuivies les études,
- la notice de renseignements fournie par le Conseil départemental dûment complétée et signée.

Article 4 :

L'aide départementale est fonction des ressources de la famille.

Le quotient familial est calculé pour les salariés, travailleurs indépendants et agriculteurs au réel selon le dernier revenu imposable connu après abattements et divisé par le nombre de personnes à charge (nombre de personnes composant le foyer).

En cas de chef de famille seul, il sera compté une part supplémentaire.

Article 5 :

L'aide est octroyée pour la durée du séjour dans l'université européenne d'accueil.

Le barème annexé fixant le mode de calcul de la bourse départementale et les tranches de quotients familiaux sera révisé annuellement par l'Assemblée Départementale.

Article 6 :

Toute demande de bourse présentée par une famille dont le montant des ressources dépasse pour chacun de ses membres le quotient familial maximum fixé par l'Assemblée Départementale sera rejetée.

Enfin, tout dossier qui demeurera incomplet après demande de pièce complémentaire fera l'objet d'une décision de rejet.

Article 7 :

Cette aide départementale pourra se cumuler avec les bourses octroyées par la Communauté Européenne, l'Etat et la Région Nouvelle-Aquitaine.

Article 8 :

Le versement de la bourse pourra intervenir de la manière suivante :

- le versement de la bourse interviendra en deux fois, en cas de séjour et de formation non achevé au moment de la décision d'attribution de la bourse :
 - versement immédiat d'un acompte équivalent à 50% du montant de la bourse
 - le solde sur présentation d'une attestation de suivi des cours.
- le versement de la bourse interviendra en une seule fois, la formation étant terminée, sur présentation de l'attestation de suivi des cours.

Article 9 :

Le présent règlement entrera en vigueur à compter de l'année universitaire 2022-2023.



**Barème des aides complémentaires
aux étudiants participant au programme européen
« ERASMUS + - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - ETUDES »**

Quotient familial inférieur ou égal à 4 400 €	6 points/mois
Quotient familial compris entre 4 400,01 € et 6 900 €	5 points/mois
Quotient familial compris entre 6 900,01 € et 9 200 €	4 points/mois
Quotient familial compris entre 9 200,01 € et 12 350 €	3 points/mois
Quotient familial compris entre 12 350,01 € et 15 500 €	2 points/mois

Valeur du point: 52 €/mois



ANNEXE V

ALLOCATION DE LA PRIME DÉPARTEMENTALE D'ENTRÉE EN APPRENTISSAGE

Adopté par délibération n° J 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1er :

Une prime d'entrée en apprentissage pourra être accordée aux jeunes apprentis, inscrits pour la première fois dans un centre de formation d'apprentis ou une unité de formation d'apprentis (placé sous tutelle des ministères en charge de l'Éducation nationale ou de l'Agriculture) et y préparant un diplôme professionnel dans le cadre de la formation en alternance.

Article 2 :

Cette aide départementale sera exclusivement réservée sans condition de nationalité aux apprentis dont la famille est **domiciliée fiscalement depuis au moins un an dans les Landes.**

Article 3 :

L'appréciation de la situation de chaque candidat allocataire sera faite au vu d'une demande comportant toutes précisions nécessaires sur :

- la situation de famille et le lieu de résidence
- le contrat d'apprentissage
- l'établissement scolaire fréquenté par l'élève

Article 4 :

Le montant de la prime est fixé forfaitairement à **213 €**.

Article 5 :

Toute demande qui demeurera incomplète après réclamation de pièce complémentaire fera l'objet d'une décision de rejet.

Article 6 :

Le présent règlement entrera en vigueur à compter de l'année scolaire **2022-2023**.

ANNEXE VI

AIDE AU DEPLACEMENT CONCOURS « MEILLEUR APPRENTI DE FRANCE » « MEILLEUR OUVRIER DE FRANCE »

Adopté par délibération n° J 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1er :

Une prime peut être accordée pour la participation aux concours nationaux de « Meilleur Apprenti de France » et de « Meilleur ouvrier de France » organisés respectivement par la Société Nationale des Meilleurs Ouvriers de France et le Comité d'Organisation des Expositions du Travail et du Concours des Meilleurs Ouvriers de France.

Article 2 :

Cette aide départementale sera exclusivement réservée sans condition de nationalité aux candidats domiciliés ou dont la famille est domiciliée fiscalement depuis au moins un an dans les Landes.

Article 3 :

Le montant maximum de la prime est fixé à 350 €. Elle a vocation à participer aux frais techniques ainsi qu'aux déplacements et à l'hébergement consécutifs à la participation aux concours cités à l'article 1^{er} du présent règlement.

La prime est versée sur présentation des justificatifs correspondants (billets de train, factures...).

La prime ne peut pas être renouvelée.

Article 4 :

La demande sera examinée conjointement avec le Groupement Landais des Meilleurs Ouvriers de France.

Article 5 :

Le présent règlement entrera en vigueur à compter de l'édition 2022 des concours concernés.



ANNEXE VII

AIDE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE POUR LES ETUDIANTS LANDAIS

Adopté par délibération n° J 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} – Principes et objectifs

La santé des jeunes fait l'objet d'une attention particulière du Conseil départemental des Landes. Au titre de son action sociale tout d'abord, par laquelle il s'attache à lever les verrous que les problèmes de santé peuvent poser dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes placés sous sa responsabilité. Dans le cadre de la démarche « Jeunesses en avant » où le Département s'est engagé à soutenir les actions publiques de santé pour, dans le sillage de l'INPES, faire des « jeunes d'aujourd'hui des adultes de demain en meilleure santé que leurs aînés ».

Pour ce faire, le Département des Landes propose un dispositif dont l'objectif est d'inciter les étudiants boursiers ne bénéficiant pas par ailleurs d'une couverture santé complémentaire (complémentaire santé solidaire, mutuelle parentale ou autre) à souscrire une complémentaire santé « de base » ou un forfait supérieur offrant une meilleure garantie, alors qu'ils ne l'envisageaient pas.

Article 2 – Bénéficiaires

Le demandeur doit :

- être âgé de moins de 31 ans au 1^{er} octobre de l'année universitaire, et disposer d'une domiciliation parentale ou personnelle dans les Landes.
- être inscrit dans un établissement de l'enseignement supérieur ou en BTS ou dans un institut ou un centre des formations sanitaires et sociales,
 - être, pour l'année universitaire concernée, boursier sur critères sociaux ou boursier du Fonds National d'Aide d'Urgence (FNAU) d'un CROUS ou boursier pour les formations sanitaires et sociales (en fonction des régions).

Sont concernés les étudiants boursiers sur critères sociaux qui relèvent des Ministères de l'Education nationale (BTS et classes préparatoires aux grandes écoles, IUT), de la Culture (beaux-arts, architecture), de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (universités, écoles d'ingénieurs, écoles de commerce), de l'Agriculture (Ecole Vétérinaire), des Transports (aviation civile), de la Défense (aéronautique et espace), et de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (Ecole des Mines), ou qui relèvent du secteur sanitaire et social (élèves infirmiers, éducateurs spécialisés...) et pour lesquels les bourses peuvent être versées par les Régions.

Les étudiants boursiers des échelons 4, 5, 6 et 7 dont les ressources dépassent les seuils requis pour bénéficier de la complémentaire santé solidaire (C2S) devront produire soit une attestation de non éligibilité établie par la CPAM ou la MSA, soit une attestation sur l'honneur de non perception C2S,

- être directement souscripteur d'une complémentaire santé auprès d'un organisme mutualiste ou d'assurances, hors couverture complémentaire des parents.



Article 3– Exclusions

L'aide n'est valable qu'une fois par année universitaire et par étudiant.

Sont exclus du dispositif :

- les souscripteurs de contrat lié à l'extention d'une complémentaire santé familiale
- les apprentis déjà couverts au titre du régime général de la Sécurité Sociale.

Article 4– Montants et versements de l'aide

a) Montant de l'aide

L'aide départementale correspond à une prise en charge totale de la souscription d'une complémentaire santé jusqu'à 100 €.

Cette aide correspond à une couverture des soins courants de base : consultations du médecin traitant, pharmacie et hospitalisation. Elle est applicable aux souscriptions pour l'année universitaire considérée.

b) Demande et versement de l'aide :

Le dossier de demande d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire est à déposer sur la plateforme mesdemarches.landes.fr

Ce dossier doit comporter l'ensemble des pièces suivantes :

- d'une attestation remplie et signée par l'organisme auprès duquel le contrat a été souscrit,
- de la photocopie recto-verso de la notification définitive d'attribution de bourse pour l'année universitaire concernée,
- d'un RIB,
- et d'une attestation sur l'honneur de non perception de C2S.

La décision est notifiée à l'étudiant demandeur après instruction de son dossier et l'aide lui est versée directement.



Annexe VIII

SOUTIEN EXCEPTIONNEL A L'INTEGRATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DANS LE CONTEXTE COVID

Adopté par délibération n° J 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} – Principes et objectifs

La crise sanitaire, économique et sociale a considérablement impacté la situation des jeunes, déjà fragile. Ce constat s'exprime sur de nombreux aspects : augmentation des situations de chômage et de sous-emploi, difficultés d'accès aux formations et au logement. La précarité, l'isolement et la détresse économique, sociale et psychologique touchent désormais un pan plus large de notre jeunesse.

Aussi, dans ce contexte, l'Assemblée départementale a voté un plan d'aide ambitieux en faveur de la jeunesse landaise puisque les enjeux en termes d'accès des jeunes aux biens de première nécessité, aux droits et à l'information sont renforcés.

Dans le cadre de ce plan d'urgence, l'Assemblée départementale a décidé de mesures spécifiques pour soutenir les efforts des structures qui souscriront à la volonté de favoriser et d'augmenter l'accueil de jeunes (jusqu'à 30 ans selon les spécificités légales propres aux différentes formes d'accueil) en leur sein : communes, intercommunalités, associations et organismes non-lucratifs.

Article 2 – Structures éligibles

Sont éligibles au présent règlement :

- les communes ;
- les intercommunalités ;
- les associations ;
- les organismes non-lucratifs.

Article 3 – Dispositifs éligibles et montant des aides

Article 3-1 : Missions de service civique

Sont éligibles au présent dispositif les services civiques (engagement ou volontariat) portés par un organisme agréé par l'Agence du Service Civique ou ses délégués territoriaux.

L'aide allouée par le Département au titre de l'accueil d'un jeune en service civique sera une aide forfaitaire de :

- 500 € pour un service civique de 6 à 10 mois ;
- 1 000 € pour un service civique de plus de 10 mois.

Le soutien du Département pour cette action est limité à 50 000 € (crédit calculé sur la base de 50 missions de services civiques d'une durée supérieure à 10 mois) et à un soutien de ce type par structure.

Considérant le chef de filât du Département en matière de Solidarités humaines, dans le cas de demandes concomitantes, priorité sera donnée aux missions d'intérêt général relevant du domaine social et médico-social.

Article 3-2 : Stages dans le cadre de scolarité

Sont éligibles au présent dispositif les stages en milieu professionnel relevant de la formation initiale au cours duquel l'élève/l'étudiant(e) acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme.

Sont exclus du présent dispositif les accueils de stagiaires dans le cadre d'une formation professionnelle.

L'aide allouée par le Département au titre de l'accueil de stagiaires (bénéficiant d'une gratification de la part de l'organisme d'accueil) en formation initiale sera une aide forfaitaire de :

- 200 € pour un stage avec gratification inférieure à 1 000 € ;
- 500 € pour un stage impliquant une gratification de 1000 € ou plus.

Le soutien du Département pour cette action est limité à 50 000 € (crédit calculé sur la base de 100 stages (sur la base de stages gratifiés de 1000 € ou plus) et à un soutien de ce type par structure.

Article 3-3 : Recrutement d'apprentis

Sont éligibles au présent dispositif les recrutements en apprentissage :

- de jeunes de moins de 25 ans bénéficiaires du RSA,
- d'étudiants décrocheurs ou jeunes entre 16 et 25 ans identifiés comme NEET.

L'aide allouée par le Département au titre de l'accueil d'un jeune apprenti sera une aide forfaitaire de 2 000 € par contrat.

Le soutien total du Département pour cette action est limité à 50 000 € (crédit calculé sur la base de 25 contrats d'apprentissage) et à un soutien de ce type par structure.

Article 4 – Modalités de dépôt des demandes et versement des aides

Article 4-1 : Modalités de dépôt et d'examen des demandes

Chaque demande devra être accompagnée :

- d'une note d'opportunité signée du représentant légal habilité, explicitant la volonté de la structure de favoriser et d'augmenter l'accueil de jeunes en son sein et sollicitant l'aide du Département ;
- du contrat d'engagement du jeune accueilli (selon les cas : contrat de service civique détaillant la mission confiée, convention de stage ou contrat d'apprentissage) ;
- de la justification de la situation du jeune accueilli dans l'hypothèse d'une aide à l'accueil d'un apprenti : l'aide étant réservée à l'accueil de jeunes de moins de 25 ans bénéficiaires du RSA, étudiants décrocheurs ou identifiés comme NEET, la structure demandeuse justifiera de la situation du jeune lors du recrutement (une attestation sur l'honneur co-signée par la structure, le jeune et l'éventuelle structure accompagnatrice pourra être produite à l'appui de la demande de financement)
- un Relevé d'Identité Bancaire de la structure d'accueil.

Les dossiers de demande seront examinés dans la limite des crédits mentionnés pour chaque type d'accueil à l'article 3. Les dossiers seront instruits par ordre d'arrivée et de complétude. Tout dossier qui demeurera incomplet après demande de pièce(s) complémentaire(s) fera l'objet d'une décision de rejet.

Dans l'hypothèse où certains plafonds ne seraient pas atteints, un nouveau fléchage des crédits pourra être décidé par délibération de l'Assemblée départementale.

Article 4-2 : Versement des aides

L'aide forfaitaire fait l'objet d'un seul versement au profit de l'organisme demandeur qui s'engage à transmettre au Département un bilan de ses actions visant à favoriser et d'augmenter l'accueil de jeunes en son sein, et notamment un bilan portant sur l'accueil pour lequel il a perçu un soutien du Département.

ANNEXE IX

AIDE A LA CONSTRUCTION, LA RESTRUCTURATION OU LA RÉHABILITATION ET A L'EQUIPEMENT DES LIEUX DEDIES A L'INFORMATION DE LA JEUNESSE

Adopté par délibération n° J 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Une collectivité (commune, communauté de communes) ou une association peuvent être supports d'un Point Information Jeunesse (PIJ) ou d'un Bureau Information Jeunesse (BIJ). Ces lieux ont pour mission d'offrir aux jeunes un espace d'accueil et d'information dans tous les domaines qui les concernent dans leur vie quotidienne et l'exercice de leurs droits : enseignement, formation, emploi, métiers, vie pratique, étranger, vacances, culture, sports, loisirs, logement, droit, santé, insertion, orientation, accompagnement des projets des jeunes...

Les PIJ et les BIJ doivent s'intégrer dans une démarche globale éducative en faveur des jeunes et développer un projet local d'information jeunesse qui tient compte :

- Du territoire : ses atouts et ses faiblesses,
- Des partenaires et autres structures de jeunes : recherche de cohérence et de complémentarité
- Du public : qui? où? quelle tranche d'âge? quelles démarches?,
- Des thèmes prioritaires d'intervention.

Considérant l'importance que revêt la qualité des équipements dédiés à la Jeunesse pour la meilleure information et orientation des jeunes landais et donc le développement du département, le Conseil départemental des Landes soutient l'effort des communes et groupements de communes pour la construction, la restructuration ou la réhabilitation et l'équipement des lieux dédiés à la jeunesse.

Article 1^{er} - Objet

Une subvention peut être accordée aux communes et groupements de communes ou aux associations supports d'un Point Information Jeunesse ou d'un Bureau Information Jeunesse.

L'aide départementale est conditionnée par l'obtention d'une labellisation « BIJ » ou « PIJ ». La demande de labellisation est validée dans le cadre du Comité Régional du Développement de l'Information Jeunesse. Le label implique le respect du cahier des charges et de la charte nationale de l'information jeunesse.

Article 2 - Champ d'application

Sont subventionnables :

- pour les communes et groupements de communes :
 - les travaux de construction, de restructuration ou de réhabilitation des lieux d'accueils des PIJ et BIJ
 - les équipements mobiliers et notamment informatiques
- pour les associations : les dépenses d'équipements mobiliers et notamment informatiques

Sauf dérogation expresse accordée par M. le Président du Conseil départemental, la décision de subvention doit être préalable à tout commencement des travaux ou tout achat de matériel.

Article 3 - Montant de l'aide

- Aide à la construction, la restructuration ou la réhabilitation des lieux d'accueils de PIJ et BIJ

La dépense prise en compte pour le calcul de la subvention est le coût Hors Taxe des travaux envisagés et elle est plafonnée à 80 000 € HT.

Le montant de la subvention attribuée est obtenu par l'application d'un taux de subvention maximum de 60 % du montant de la dépense éligible HT.

- Aide à l'acquisition d'équipements mobiliers et notamment informatiques

Le montant de la subvention attribuée est obtenu par l'application d'un taux de subvention maximum de 60 % à une dépense éligible plafonnée à 10 000 € HT, ce taux étant pondéré (sauf pour les associations) par l'application du Coefficient de Solidarité Départemental en vigueur.

Chaque dispositif ne peut-être sollicité par les communes, groupements de communes et associations qu'une fois tous les 3 ans.

Article 4 - Modalités de versement de l'aide

En application de la décision d'octroi prise par la Commission Permanente, un arrêté attributif de M. le Président du Conseil départemental précisera les conditions d'attribution de subvention et les modalités de versement.

- Aide à la construction, la restructuration ou la réhabilitation des lieux d'accueils de PIJ et BIJ

L'aide du Département fait l'objet de 2 versements distincts selon le calendrier suivant :

- 50% seront versés sur production de l'ordre de service d'exécuter les travaux signé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent).
- le solde sera versé sur production de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux et d'un décompte justificatif des dépenses certifiées acquittées par le comptable public de la collectivité maître d'ouvrage et visé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent).

Dans l'hypothèse où la dépense réelle serait inférieure à la dépense subventionnable, le montant de la subvention subirait un abattement d'un pourcentage égal à celui de la réduction constatée.

Dans l'hypothèse où les travaux ne sont pas achevés dans un délai de deux ans à compter de la date d'attribution, la commune ou le groupement de communes pourra solliciter une prorogation du délai de validité de l'aide. Cette prorogation interviendra par arrêté après décision de la Commission Permanente.

A défaut de demande de la commune ou du groupement de communes, un arrêté de retrait de l'octroi de l'aide sera pris après décision de la Commission Permanente.

- Aide à l'acquisition d'équipements mobiliers et notamment informatiques

L'aide du Département fera l'objet d'un seul versement sur production des factures d'acquisition des équipements dûment acquittées.

Article 5 - Composition du dossier

Tout dossier de demande devra comprendre la justification de la labellisation du PIB/BIJ.

La demande devra être accompagnée :

- Pour les aides à la construction, la restructuration ou la réhabilitation des lieux d'accueils de PIJ et BIJ
 - délibération de l'assemblée délibérante décidant la réalisation des travaux, sollicitant l'aide du Département et fixant le plan de financement de l'opération ;
 - le programme du projet décrivant les objectifs recherchés ;
 - les devis descriptifs et estimatifs des travaux ;



- les plans détaillés et séparés de l'existant et des constructions et aménagements envisagés.
 - Pour les aides à l'acquisition d'équipements mobiliers et notamment informatiques :
- Les devis descriptifs et estimatifs des équipements dont l'acquisition est projetée
- Le programme du projet décrivant les objectifs recherchés.

Les demandes seront instruites dans la limite des crédits inscrits au budget.



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° J 3 Objet : SOUTENIR L'ENGAGEMENT CITOYEN AU CŒUR DES PARCOURS JEUNESSE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° J 3**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la délibération n° 4 de l'Assemblée départementale en date du 1^{er} juillet 2021, relative aux attributions de délégations du Conseil départemental à la Commission Permanente ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Jeunesse ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Accompagner les engagements solidaires et citoyens :****A°- Landes Imaginations – Projet XL :**

considérant que le dispositif « Landes Imaginations » fédère les aides de divers partenaires (Caisse d'Allocations Familiales des landes, Mutualité Sociale Agricole Sud Aquitaine, Service Départemental de la Jeunesse, de l'Engagement et du Sport, et Région Nouvelle-Aquitaine) en faveur de projets présentés par des jeunes de 11 à 30 ans,

considérant la délibération n° H 3 du 20 mars 2017 par laquelle l'Assemblée départementale a approuvé les termes de la convention type permettant la mise en œuvre de l'édition des contremarques de places de cinéma par les exploitants partenaires, convention conclue pour une durée de 1 an, reconductible tacitement (sauf résiliation par l'une des parties) pour une période supplémentaire d'un an, dans la limite de neuf reconductions,

- de poursuivre en 2022 son soutien aux projets des jeunes entrant dans le dispositif « Landes Imaginations » : réalisation d'un projet collectif en dehors du temps scolaire, favorisant la prise de responsabilité avec l'accompagnement d'une structure reconnue.

- d'inscrire un crédit de 19 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, afin de poursuivre ce dispositif, en cohérence avec la démarche départementale « Jeunesses en avant ».

- de donner délégation à la Commission Permanente la répartition de ce crédit.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, dans le cadre du concours « photo », un crédit global de 2 000 € conformément à l'annexe financière I, correspondant à :

- l'attribution une subvention à l'association des Librairies Indépendantes en Nouvelle-Aquitaine pour l'édition et la gestion des « chèques lire », d'un montant de 1 200 € ;

- la prévision d'un crédit destiné à l'édition de 100 contremarques pour l'entrée dans des cinémas landais, d'un montant de 800 €.

B°- Les « Parcours d'engagement » :

considérant la délibération n° H-2/1 de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020, par laquelle la liste actuelle des parcours dits « labellisés » a été approuvée,

- d'adopter le règlement départemental :

- « aide à la formation des animateurs socio-culturels inscrits dans un parcours d'engagements » (annexe II),

- « bourse au permis de conduire au titre des parcours d'engagement » (annexe III),

- « bourse au brevet national français de sécurité et de sauvetage aquatique » (annexe IV).

- d'inscrire à cet effet un crédit de 250 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour définir les « parcours d'engagement » éligibles auxdits dispositifs et actualiser la liste des parcours d'engagement « labellisés » ouvrant droit à l'éligibilité aux règlements départementaux.

C°- Dispositif – « Collégiens, citoyens » :

conformément à la délibération n° J-1/1 en date du 22 octobre 2021, par laquelle la Commission Permanente a :

- reconduit en partenariat avec l'Association des Francas des Landes, le dispositif « Conseil Départemental des Jeunes »,

- inscrit la prochaine séquence (2021-2024) dans le prolongement des trois dernières au cours desquelles l'éducation aux médias et à l'information a constitué la pierre angulaire du dispositif et maintenu de maintenir les objectifs suivants :

- initier les collégiens à la démarche de projet, au sein de leur établissement et au niveau départemental,

- participer à l'éducation aux médias et à l'information des collégiens,

- permettre aux jeunes landais de « faire ensemble » et de contribuer aux réflexions du Département sur ses politiques jeunesse autour d'une question prioritaire fixée conjointement par le Département et l'Association,

- d'inscrire à cet effet un crédit global de 107 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I.

II – Contribuer aux initiatives et aux innovations dans le domaine de la jeunesse :

A°- Conférence et de co-édition :

- de poursuivre en 2022 le programme de conférences et de co-édition sous maîtrise d'ouvrage départementale autour de la Jeunesse et de l'Education Populaire.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 17 000 € conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à définir le programme de conférences à venir et à libérer les crédits afférents.



B°- Démarches d'observation et d'expérimentation :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 10 000 € conformément à l'annexe financière I.

Le Président,

Xavier FORTINON



RAPPORT J3 (hors AP) - ANNEXE I **BP 2022**

INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	DEPENSES BP 2022
FONCTIONNEMENT	65	33	FONDS SOUTIEN/PROJETS JEUNES	20 200,00
	011	33	FONDS SOUTIEN PROJETS JEUNES - EDITION	800,00
	65	33	PARCOURS D'ENGAGEMENT	250 000,00
	65	221	ACTIONS COLLEGIENS CITOYENS	53 000,00
	011	221	COLLEGIENS CITOYENS	54 000,00
	011	20	CO EDITION ET CONF EDUC & JEUNESSE	27 000,00
Total Fonctionnement				405 000,00

Récapitulatif des inscriptions	
Dépenses	
Chapitre 65	323 200,00
Chapitre 011	81 800,00

ANNEXE II

AIDE A LA FORMATION DES ANIMATEURS SOCIO-CULTURELS INSCRITS DANS UN PARCOURS D'ENGAGEMENT

Adopté par délibération n° J 3 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} – Principes et objectifs

Dans le cadre de la démarche « Jeunesses en avant », le Département s'engage à favoriser « les parcours solidaires » en déployant un cadre au sein duquel les jeunes landais ont la possibilité de conduire des parcours d'engagement citoyen.

Dans cette perspective, l'Assemblée départementale entend favoriser les initiatives de jeunes engagés dans une démarche citoyenne et souhaitant se former à l'encadrement des enfants et des adolescents. Un engagement citoyen réalisé dans le cadre du présent règlement ouvre des droits d'éligibilité aux dispositifs suivants :

- Bourse aux permis de conduire au titre des parcours d'engagement
- Bourse au brevet nationale de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) au titre des parcours d'engagement

Le présent règlement fixe donc les modalités de participation financière du Département à l'inscription au Brevet d'Aptitude aux fonctions d'Animateur (BAFA) et Brevet d'Aptitude aux fonctions de Directeur (BAFD).

Article 2 – Bourse départementale

2.1 – Dispositions générales

Le demandeur de la bourse doit :

- être âgé de 17 à 30 ans,
- avoir sa résidence familiale dans les Landes,
- réaliser ou justifier :
 - la réalisation soit d'une mission de Service civique, soit d'un engagement au sein du Corps Européen de Solidarité (ex-service volontaire européen) d'au moins 2 mois, soit d'un mandat de Conseiller départemental Jeune, soit d'un mandat au sein d'une Association Temporaire d'Enfant Citoyen (ATEC) ou d'une Junior Association,
 - ou d'un engagement équivalent reconnu comme tel par le Département.

2.2 – Dispositions relatives aux engagements équivalent reconnus par le Département

2.2.1 – Missions et durée des engagements

Cette équivalence suppose notamment un engagement de 40 heures minimum et s'inscrivant dans la durée (principe d'une période de réalisation de l'ordre de 2 mois minimum).

Il appartient au demandeur de chercher et contacter l'association ou structure auprès de laquelle il souhaite réaliser son engagement.

Les missions exercées durant l'engagement doivent revêtir une dimension citoyenne qui est examinée par la Commission Education, Jeunesse et Sport. Un avis favorable sur le parcours d'engagement envisagé est nécessaire pour la présentation du dossier à la Commission Permanente du Conseil départemental.

Dès lors, le demandeur doit obtenir l'accord express du Conseil départemental sur la mission et le planning envisagé avant de débiter le bénévolat : les heures de bénévolat effectuées avant l'obtention de cet accord ne seront pas prises en compte pour l'attribution de l'aide départementale.

Sont exclues des « parcours d'engagement » :

- les missions relevant d'une formation ou d'un cursus scolaire,
- les missions relevant habituellement d'un emploi salarié
- les missions effectuées dans le cadre d'une activité salariée,
- les missions effectuées à titre personnel.

2.2.2 – Parcours réalisés dans le cadre de dispositifs locaux

Ce parcours peut avoir été réalisé dans le cadre d'un dispositif communal ou intercommunal. Dans cette hypothèse, et afin de concilier les objectifs recherchés par les dispositifs d'aide départementaux et locaux :

- il peut être dérogé à la période de réalisation de 2 mois prévue à l'article 3.2.1.
- un demandeur peut présenter un engagement en cours de réalisation ou déjà achevé si celui-ci correspond aux attentes du Département et répond à la qualification d'engagement citoyen

Article 3 – Formations éligibles

Une demande peut être faite pour une inscription :

- au BAFA,
- à une session de qualification complémentaire à l'issue de l'obtention du BAFA.
- au BAFD.

Le siège social de l'organisme de formation doit être situé en Nouvelle-Aquitaine.

Article 4 – Montants et versements de l'aide

L'aide départementale est versée après confirmation de la participation par l'organisme de formation. Selon le type de formation, elle peut-être d'un montant de :

- BAFA : 200 € par jeune
- une session de qualification complémentaire : 100 € par jeune
- BAFD : 250 € par jeune

L'aide peut être obtenue une seule fois par type de formation.

L'aide ne peut pas représenter plus de 80% du coût de la formation à la charge du bénéficiaire, déduction faite des aides perçues par ailleurs par ce dernier.

Article 5 – Modalités de dépôt des dossiers

Les dossiers de demande doivent être déposés au Conseil départemental au minimum un mois avant le début du stage d'approfondissement de la formation concernée.

La demande est examinée sur présentation par le demandeur :

- de l'imprimé de demande dûment complété et signé
- d'une photocopie de la Carte Nationale d'Identité
- d'un relevé d'identité bancaire
- d'une attestation d'engagement permettant d'attester la réalisation d'un engagement citoyen (cf article 2),
- d'une attestation d'inscription à la formation.

Les demandes seront instruites dans la limite des crédits inscrits au budget.

La Commission Permanente, par délégation du Conseil départemental, a seule qualité pour décider de l'octroi de l'aide. La décision est notifiée au demandeur, qui s'engage à transmettre :

- une attestation de fin de formation signée et cachetée par l'organisme formateur,
- l'attestation de fin d'engagement dans l'hypothèse de la réalisation d'un engagement équivalent reconnu comme tel par le Département.



ANNEXE III

BOURSE AUX PERMIS DE CONDUIRE AU TITRE DES PARCOURS D'ENGAGEMENT

Adopté par délibération n° J 3 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} – Principes et objectifs

Dans le cadre de la démarche « Jeunesses en avant », le Conseil départemental des Landes s'engage à favoriser « les parcours solidaires » en déployant un cadre au sein duquel les jeunes landais ont la possibilité de conduire des parcours d'engagement citoyen.

Dans cette perspective, l'Assemblée départementale entend favoriser les initiatives de jeunes engagés dans une démarche citoyenne. Un engagement citoyen réalisé dans le cadre du présent règlement ouvre des droits d'éligibilité aux dispositifs suivants :

- Aide à la formation des animateurs socio-culturels inscrits dans un parcours d'engagement
- Bourse au brevet nationale de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) au titre des parcours d'engagement

Le présent règlement fixe les modalités de participation financière du Département à l'inscription et au passage de l'examen du permis de conduire.

Article 2 – Formations éligibles

La bourse départementale concerne :

- le permis B,
- le permis AAC (apprentissage anticipé de la conduite),
- le permis moto.

La demande d'aide doit être déposée auprès du Conseil départemental avant le passage de l'épreuve pratique du Permis de conduire.

La bourse départementale ne concerne qu'une première inscription. Ainsi :

- un titulaire du permis B ne pourra pas solliciter le dispositif pour une inscription au Permis Moto ;
- de même, un titulaire du permis Moto ne pourra pas solliciter le dispositif pour une inscription au Permis B.

Article 3 – Bourse départementale

3.1 – Dispositions générales

Le montant maximum de l'aide est fixé à 450 €. Le demandeur de la bourse doit :

- être âgé de 15 à 30 ans,
- avoir sa résidence familiale dans les Landes,
- réaliser ou justifier :
 - la réalisation soit d'une mission de Service civique, soit d'un engagement au sein du Corps Européen de Solidarité (ex-service volontaire européen) d'au moins 2 mois, soit d'un mandat de Conseiller départemental Jeune, soit d'un mandat au sein d'une Association Temporaire d'Enfant Citoyen (ATEC) ou d'une Junior Association,
 - ou d'un engagement équivalent reconnu comme tel par le Département.
- fournir une attestation d'éligibilité ou d'inéligibilité au dispositif communal ou intercommunal de résidence lorsque cette autorité a instauré une aide au permis.

3.2 – Dispositions relatives aux engagements équivalents reconnus par le Département

3.2.1 – Missions et durée des engagements

Cette équivalence suppose notamment un engagement de 40 heures minimum et s'inscrivant dans la durée (principe d'une période de réalisation de l'ordre de 2 mois minimum).

Il appartient au demandeur de chercher et contacter l'association ou structure auprès de laquelle il souhaite réaliser son engagement.

Les missions exercées durant l'engagement doivent revêtir une dimension citoyenne qui est examinée par la Commission Education, Jeunesse et Sport. Un avis favorable sur le parcours d'engagement envisagé est nécessaire pour la présentation du dossier à la Commission Permanente du Conseil départemental.

Dès lors, le demandeur doit obtenir l'accord express du Conseil départemental sur la mission et le planning envisagé avant de débiter le bénévolat : les heures de bénévolat effectuées avant l'obtention de cet accord ne seront pas prises en compte pour l'attribution de l'aide départementale.

Sont exclues des « parcours d'engagement » :

- les missions relevant d'une formation ou d'un cursus scolaire,
- les missions relevant habituellement d'un emploi salarié
- les missions effectuées dans le cadre d'une activité salariée,
- les missions effectuées à titre personnel.

3.2.2 – Parcours réalisés dans le cadre de dispositifs locaux

Ce parcours peut avoir été réalisé dans le cadre d'un dispositif communal ou intercommunal. Dans cette hypothèse, et afin de concilier les objectifs recherchés par les dispositifs d'aide départementaux et locaux :

- il peut être dérogé à la période de réalisation de 2 mois prévue à l'article 3.2.1.
- un demandeur peut présenter un engagement en cours de réalisation ou déjà achevé si celui-ci correspond aux attentes du Département et répond à la qualification d'engagement citoyen

Article 4 – Modalités d'attribution et de versement de la bourse

4.1 – Attribution de la bourse

La demande est examinée sur présentation par le demandeur :

- d'une photocopie de la Carte Nationale d'Identité
- d'un relevé d'identité bancaire
- d'un justificatif d'engagement fourni par la structure d'accueil ou l'autorité administrative compétente,
- d'un contrat de formation (théorique et/ou pratique) relatif au permis de conduire concerné.

Les aides sont attribuées par la Commission Permanente du Conseil départemental après avis de la Commission intérieure du Département en charge de l'Education, de la Jeunesse et des Sports.

4.2 – Versement de la bourse

L'aide attribuée fait l'objet de deux versements :

- 70%, après notification de l'attribution au demandeur ;
- le solde à l'issue du parcours d'engagement et après le passage de l'épreuve pratique du permis de conduire concerné.



Le versement du solde est effectué auprès du demandeur sur présentation des pièces suivantes :

- un justificatif d'achèvement du parcours d'engagement par la structure d'accueil ou l'autorité administrative compétente,
- une facture totale acquittée établie par l'auto-école (ou plusieurs factures dans l'hypothèse où la formation théorique et pratiques n'ont pas été suivie dans le même établissement de formation)
- une attestation de passage de l'épreuve pratique du permis de conduire concerné (certificat d'examen).

Dans le cas de la non-fourniture de ces documents dans les 2 ans (3 ans si la bourse départementale concerne le permis AAC - apprentissage anticipé de la conduite), suivant la notification de l'aide, le Département est en droit de demander et d'obtenir du bénéficiaire le remboursement intégral de l'aide allouée.

Dans le cadre d'opérations d'engagement « collectives », la Commission Permanente peut autoriser, à titre dérogatoire, le versement de la bourse aux permis aux profit de structures accompagnatrices de jeunes dans le cadre de leur parcours d'engagement.

Article 4.2 – Cumul et plafond d'aides

Cette aide n'est pas renouvelable et n'est pas cumulable avec celle attribuée dans le cadre du Fonds d'Aide aux Jeunes et du Fonds Départemental d'Aide aux Familles.

Dans l'hypothèse où une aide communale, intercommunale ou régionale au permis de conduire a été allouée ou que le demandeur est éligible à une telle aide sur son territoire, le plafond de cumul de cette aide et de celle que le Département attribuerait au titre du présent règlement est fixé à 700 €.



ANNEXE IV

BOURSE AU BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE (BNSSA) AU TITRE DES PARCOURS D'ENGAGEMENT

Adopté par délibération n° J 3 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} – Principes et objectifs

Dans le cadre de la démarche « Jeunesses en avant », le Département s'engage à favoriser « les parcours solidaires » en déployant un cadre au sein duquel les jeunes landais ont la possibilité de conduire des parcours d'engagement citoyen.

Dans cette perspective, l'Assemblée départementale entend favoriser les initiatives de jeunes engagés dans une démarche citoyenne et souhaitant se former à la surveillance des baignades aménagées ouvertes gratuitement au public qui répondent aux exigences d'hygiène et de sécurité définies par la réglementation en vigueur.

Un engagement citoyen réalisé dans le cadre du présent règlement ouvre des droits d'éligibilité aux dispositifs suivants :

- Bourse aux permis de conduire au titre des parcours d'engagement
- aide à la formation des animateurs socio-culturels inscrits dans un parcours d'engagement

Le présent règlement fixe donc les modalités de participation financière du Département à l'inscription au Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).

Article 2 – Bourse départementale

2.1 – Dispositions générales

Le demandeur de la bourse doit :

- être âgé de 17 à 30 ans,
- avoir sa résidence familiale dans les Landes,
- réaliser ou justifier :
 - o la réalisation soit d'une mission de Service civique, soit d'un engagement au sein du Corps Européen de Solidarité (ex-service volontaire européen) d'au moins 2 mois, soit d'un mandat de Conseiller départemental Jeune, soit d'un mandat au sein d'une Association Temporaire d'Enfant Citoyen (ATEC) ou d'une Junior Association,
 - o ou d'un engagement équivalent reconnu comme tel par le Département.

2.2 – Dispositions relatives aux engagements équivalents reconnus par le Département

2.2.1 – Missions et durée des engagements

Cette équivalence suppose notamment un engagement de 40 heures minimum et s'inscrivant dans la durée (principe d'une période de réalisation de l'ordre de 2 mois minimum).

Il appartient au demandeur de chercher et contacter l'association ou structure auprès de laquelle il souhaite réaliser son engagement.

Les missions exercées durant l'engagement doivent revêtir une dimension citoyenne qui est examinée par la Commission Education, Jeunesse et Sport. Un avis favorable sur le parcours d'engagement envisagé est nécessaire pour la présentation du dossier à la Commission Permanente du Conseil départemental.

Dès lors, le demandeur doit obtenir l'accord express du Conseil départemental sur la mission et le planning envisagé avant de débiter le bénévolat : les heures de bénévolat effectuées avant l'obtention de cet accord ne seront pas prises en compte pour l'attribution de l'aide départementale.

Sont exclues des « parcours d'engagement » :

- les missions relevant d'une formation ou d'un cursus scolaire,
- les missions relevant habituellement d'un emploi salarié
- les missions effectuées dans le cadre d'une activité salariée,
- les missions effectuées à titre personnel.

3.2.2 – Parcours réalisés dans le cadre de dispositifs locaux

Ce parcours peut avoir été réalisé dans le cadre d'un dispositif communal ou intercommunal.

Dans cette hypothèse, et afin de concilier les objectifs recherchés par les dispositifs d'aide départementaux et locaux :

- il peut être dérogé à la période de réalisation de 2 mois prévue à l'article 3.2.1.
- un demandeur peut présenter un engagement en cours de réalisation ou déjà achevé si celui-ci correspond aux attentes du Département et répond à la qualification d'engagement citoyen

Article 3 – Formations éligibles

La demande doit concerner une inscription au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).

Les diplômes et formations pré-requises pour candidater à l'examen du BNSSA, les formations complémentaires de type certificat de Surveillance et de Sauvetage Aquatique ainsi que les « recyclages » ne sont pas éligibles au présent règlement.

Le siège social de l'organisme de formation doit être situé en Nouvelle-Aquitaine.

Article 4 – Montants et versements de l'aide

L'aide départementale, d'un montant de 200 €, est versée sur présentation d'une attestation de présence à la formation établie et signée par l'organisme de formation faisant apparaître les dates de formation.

L'aide ne peut être obtenue qu'une seule fois.

L'aide ne peut pas représenter plus de 80% du coût de la formation à la charge du bénéficiaire, déduction faite des aides perçues par ailleurs par ce dernier.

Article 5 – Modalités de dépôt des dossiers

Les dossiers de demande doivent être déposés au Conseil départemental avant le passage du diplôme du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).

La demande est examinée sur présentation par le demandeur :

- de l'imprimé de demande dûment complété et signé
- d'une photocopie de la Carte Nationale d'Identité
- d'un relevé d'identité bancaire
- d'une attestation d'engagement permettant d'attester la réalisation d'un engagement citoyen (cf article 2),
- d'une attestation d'inscription à la formation.

Les demandes seront instruites dans la limite des crédits inscrits au budget.

La Commission Permanente par délégation du Conseil départemental a seule qualité pour décider de l'octroi de l'aide. La décision est notifiée au demandeur, qui s'engage à transmettre :

- une attestation de fin de formation signée et cachetée par l'organisme formateur.
- l'attestation de fin d'engagement dans l'hypothèse de la réalisation d'un engagement équivalent reconnu comme tel par le Département.



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° K 1 Objet : CULTURE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0



N° K 1

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU les actions menées par le Département dans le domaine culturel ;
VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;
APRES PRESENTATION du rapport en Commission Culture ;
APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

considérant les objectifs de la politique culturelle départementale qui visent à soutenir le développement des territoires, par l'accompagnement des initiatives culturelles menées par les communes, les groupements de communes, les artistes professionnels et les structures associatives, en tenant compte des ressources et spécificités de chacun,

considérant l'objectif du Département d'intensifier l'offre culturelle publique sur le territoire départemental, en développant des actions culturelles départementales visant à favoriser les synergies pour le développement de partenariats et de nouveaux projets,

I – Soutien à la filière du spectacle vivant :**A - Soutien à l'investissement des équipements culturels :**

1°) Aide à la construction et à la réhabilitation d'un équipement culturel :

a) Cadre d'intervention de l'aide départementale

compte tenu du soutien apporté par le Département aux communes et groupements de communes dans le cadre de la construction d'un équipement à vocation exclusivement culturelle ou sa réhabilitation nécessitant des travaux de gros œuvre (subvention maximum : 22,5 % du coût HT des travaux, plafond de 500 000 €),

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la construction et à la réhabilitation d'un équipement culturel, tel que figurant en annexe II.

b) Programmation 2021 de réhabilitation du CaféMusic' de Mont de Marsan

considérant l'attribution par le Département d'une subvention d'un montant de 500 000 € à Mont de Marsan Agglomération, par délibération n° K-1/1 de la Commission Permanente en date du 23 juillet 2021, selon l'Autorisation de Programme 2021 n° 769 « *Investissement et équipement culturel 2021* », pour la réalisation de travaux de réhabilitation du CaféMusic' de Mont-de-Marsan, afin de l'agrandir, le réaménager et l'adapter aux normes réglementaires en vigueur, le paiement étant prévu sur les exercices budgétaires 2021, 2022 et 2023,



compte tenu de la demande de Mont de Marsan Agglomération de prorogation du délai de validité de l'aide départementale, présentée par courrier en date du 29 octobre 2021, précisant qu'en raison d'une augmentation du coût des matériaux et le manque de visibilité des disponibilités des fournisseurs, les travaux de réhabilitation du CaféMusic' n'ont pas débuté dans les délais impartis,

- de maintenir au Budget Primitif 2022 le montant de l'Autorisation de Programme 2021 n° 769 « Investissement et équipement culturel 2021 », soit 500 000 €, étant précisé que l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement modifié en conséquence figure en annexe I (annexe financière).

- d'inscrire à ce titre un Crédit de Paiement 2022 d'un montant de 200 000 €

- de proroger le délai de validité de l'aide départementale afin d'effectuer le versement du premier acompte, soit 200 000 €, sur l'exercice budgétaire 2022 et de porter celui-ci au 5 novembre 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer l'avenant n° 1 à la convention d'attribution à intervenir s'y rapportant, conformément aux conditions définies par l'article 6 du règlement l'aide à la construction et la réhabilitation d'un équipement culturel).

2°) Aide au premier équipement culturel :

compte tenu du soutien apporté par le Département aux communes et groupements de communes dans le cadre de l'acquisition initiale de matériels techniques spécifiques permettant la mise en œuvre d'une activité culturelle (subvention maximum : 27 % de la dépense HT, plafond de 10 000 € pour les communes, 20 000 € pour les EPCI),

- d'adopter le règlement départemental d'aide au premier équipement culturel, tel que figurant en annexe III.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 en investissement, pour l'aide au premier équipement culturel, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 10 000 €

3°) Attribution d'une aide : Pôle d'arts plastiques de Labenne :

compte tenu de la sollicitation de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud pour son projet de construction d'un Pôle d'arts plastiques sur la Commune de Labenne, destiné à promouvoir les artistes plasticiens landais par le biais de salles d'exposition et de travail,

considérant que le budget d'investissement prévisionnel pour cet équipement s'élève à 3 960 000 € HT,

- de soutenir le projet d'équipement du « Pôle d'arts plastiques de Labenne » au vu de son intérêt pour le territoire départemental.

- de voter au Budget primitif 2022, pour la mise en place de cette nouvelle réalisation, une Autorisation de Programme 2022 n° 816 « Investissement et équipement culturel 2022 » d'un montant de 500 000 €, étant précisé que l'échéancier prévisionnel, conformément au tableau figurant en annexe I (annexe financière), est le suivant :

CP 2022 : 200 000 €

CP 2023 : 150 000 €

CP 2024 : 150 000 €



- d'inscrire au Budget primitif 2022, au titre de l'AP 2022 n° 816, un
Crédit de Paiement 2022 de 200 000 €

- de donner délégation à la Commission Permanente ayant délégation
pour sa répartition.

B - Soutien aux programmations des saisons culturelles et festivals :

compte tenu du soutien du Département aux organisateurs de
manifestations culturelles ou de saisons culturelles, qui proposent sur le territoire
landais une programmation fondée sur des créations menées par des artistes
professionnels, qui aménagent des lieux pour accueillir au mieux les œuvres, les
publics et les artistes, et qui mettent en place un mode d'actions susceptible de
fidéliser les spectateurs,

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la diffusion du
spectacle vivant, tel que figurant en annexe IV.

- d'inscrire ainsi au Budget primitif 2022, pour l'octroi des aides
prévues en matière d'aide à la diffusion du spectacle vivant, conformément au
détail figurant à l'annexe I (annexe financière), un crédit de 683 000 €

C - Soutien aux arts de la scène et de la rue :

**1°) Soutien aux projets dans le domaine du théâtre, des arts de la
scène et de la rue :**

compte tenu du soutien départemental aux artistes et compagnies
professionnelles, aux associations, communes et groupements de communes
pour leurs activités dans les domaines du théâtre, des arts de la scène et de la
rue,

- d'inscrire au Budget primitif 2022 pour le soutien en direction
du théâtre, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un
montant de 158 500 €

2°) Soutien aux projets dans le domaine de la culture gasconne :

compte tenu du soutien départemental depuis plusieurs années au
développement de la culture gasconne sur son territoire et à l'organisation par
les différentes associations, fédérations et opérateurs identifiés pour leur savoir-
faire et leurs compétences, de manifestations en ce domaine,

- d'inscrire au Budget primitif 2022, pour le soutien à la culture
gasconne, conformément au détail figurant à l'annexe I (annexe financière), un
crédit d'un montant de 19 000 €

3°) Soutien aux manifestations occasionnelles :

considérant le soutien apporté par le Département aux projets
occasionnels, nouveaux ou expérimentaux des associations, communes ou
groupements de communes, dans le domaine du spectacle vivant et des arts
visuels,

- d'inscrire au Budget primitif 2022 pour le soutien aux
manifestations occasionnelles, conformément à l'annexe I (annexe financière),
un crédit d'un montant de 16 000 €



- de donner délégation à la Commission Permanente pour la répartition de l'ensemble des crédits inscrits au titre du soutien aux arts de la scène et de la rue.

- de préciser que ce soutien vise à renforcer les engagements pris par le ou les autres partenaires publics des projets concernés et dans tous les cas, ne peut excéder 40 % du budget effectivement mis en œuvre pour leur réalisation.

D – Soutien à la musique et à la danse et à l'enseignement spécialisé diplômant :

1°) Participation du Département au Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes :

vu les statuts du Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes tels qu'adoptés par délibération de l'Assemblée départementale n° I 1 en date du 27 juin 2016 et notamment l'article 17 précisant que le Département des Landes contribue à hauteur d'une somme déterminée pour chaque période triennale,

considérant que la contribution du Département est fixée à 1 655 000 € par année civile pour la nouvelle période triennale 2022/2023/2024,

compte tenu de l'enseignement musical et chorégraphique de qualité et diplômant assuré par le Conservatoire sur l'ensemble du territoire landais,

- d'approuver les termes de la nouvelle convention triennale 2022/2023/2024 à conclure avec le Syndicat mixte du Conservatoire des Landes et telle que figurant en annexe V.

- d'attribuer au Syndicat mixte du Conservatoire des Landes, au titre du fonctionnement 2022, une participation statutaire de 1 655 000 €, correspondant au montant déterminé dans la convention triennale.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 dans le cadre de la participation statutaire du Département, au titre du fonctionnement du Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes en 2022, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 1 655 000 €

- de prendre acte de la prise en charge des investissements 2022 de l'établissement par le Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes sur son budget global.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer ladite convention triennale susvisée, à conclure avec le Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes,

2°) Dispositif « Orchestre à l'école » du Conservatoire des Landes :

compte tenu du renouvellement du dispositif exceptionnel « *Orchestre à l'école* » au collège public Jules-Ferry de Gabarret pour les trois années scolaires 2021/2022, 2022/2023 et 2023/2024, approuvé par délibération de la Commission Permanente n° I-1/1 en date du 10 décembre 2021,

étant précisé que ce dispositif exceptionnel est porté dans un cadre partenarial mobilisant le Département des Landes, les services départementaux de l'Education Nationale et le Syndicat mixte du Conservatoire des Landes,

considérant, dans le cadre de ce dispositif, le financement par le Département des Landes de l'acquisition d'instruments de musique tel qu'approuvé par délibération de la Commission Permanente n° I-1/1 en date du 10 décembre 2021,

considérant le succès de ce projet permettant à des jeunes landais musiciens et non musiciens de s'investir dans une pratique instrumentale hebdomadaire avec les intervenants diplômés du Conservatoire, et de constituer un orchestre en capacité d'animer le territoire

- d'approuver la mise en place du projet « Orchestre à l'école » dans un second établissement du département,

étant précisé que le périmètre ainsi que les modalités relatives à ce dispositif seront définis lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 en investissement, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 20 000 €

afin d'assurer le paiement des instruments de musique au titre de l'exercice 2022 (remboursement des sommes engagées par le Syndicat mixte du Conservatoire des Landes sur présentation de factures certifiées acquittées) et d'assurer la mise en place du dispositif « Orchestre à l'école » dans un second établissement.

3°) Aide pour l'acquisition de matériel musical :

compte tenu du soutien apporté par le Département aux communes et groupements de communes dans le cadre de l'acquisition d'instruments de musique, de logiciels informatiques musicaux ou de périphériques (seuil minimum subventionnable : 2 500 € HT, subvention maximum : 45 % de la dépense HT, plafond de 3 100 € pour les communes, 10 000 € pour les EPCI),

- d'adopter le règlement départemental d'aide pour l'acquisition de matériel musical tel que figurant en annexe VI.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 en investissement, pour l'aide à l'acquisition de matériel musical, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 38 000 €

4°) Soutien à l'Union Musicale des Landes :

considérant les actions menées par l'Union Musicale des Landes dont l'objectif est de fédérer les associations d'ensembles orchestraux amateurs landais, d'en structurer les actions de diffusion et la pratique sous toutes ses formes, d'organiser chaque année un stage d'harmonie réunissant une centaine de musiciens landais âgés de 13 à 18 ans,

- d'attribuer à l'Association l'Union Musicale des Landes, au titre de l'année 2022 et afin de soutenir ses actions, une subvention d'un montant de 43 000 €.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 au titre du fonctionnement de l'Union Musicale des Landes en 2022, conformément au détail figurant à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 43 000 €



5°) Aide aux ensembles orchestraux landais affiliés à l'Union Musicale des Landes :

considérant l'aide forfaitaire annuelle apportée aux ensembles orchestraux landais justifiant d'une activité orchestrale avérée sur le territoire des Landes,

considérant que cette aide forfaitaire repose depuis 2018 sur le règlement départemental « *d'aide à la diffusion des ensembles orchestraux landais* » définissant les modalités de l'intervention départementale (programme étoffé de représentations publiques d'au moins cinq concerts par année civile),

étant précisé, qu'en raison de la crise sanitaire COVID-19, le Département avait pris une disposition particulière concernant ce texte réglementaire (modification de l'article 3), en indiquant que la liste des animations musicales effectivement réalisées en 2019 serait prise en compte pour le calcul du montant de la subvention départementale,

considérant qu'il convient de revenir à une application régulière de ce texte réglementaire, en rétablissant les termes de l'article 3 qui prévoit que ce soit l'année N-1 de la demande qui soit retenue comme année de référence concernant la liste des animations effectivement réalisées,

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la diffusion des ensembles orchestraux landais tel que figurant en annexe VII.

6°) Soutien aux projets dans les domaines de la musique et de la danse :

- de reconduire en 2022 l'aide départementale apportée aux associations, communes et groupements de communes pour l'organisation de projets artistiques et culturels professionnels à destination de tous les publics, et la mise en œuvre de projets en lien avec le territoire des Landes par des artistes professionnels landais, régionaux et nationaux, s'attachant à faire converger les trois axes de développement que sont la création, la médiation et la diffusion.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 pour l'ensemble des actions en direction des ensembles orchestraux landais affiliés à l'Union Musicale des Landes, ainsi qu'en direction de la musique et de la danse, conformément au détail figurant à l'annexe I (annexe financière),
un crédit d'un montant de 446 500 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour sa répartition, étant précisé que ces aides visent à renforcer les engagements pris par le ou les autres partenaires publics des projets concernés et dans tous les cas, elle ne peut excéder 40% du budget effectivement mis en œuvre pour leur réalisation.

E - Soutien aux programmes d'éducation artistique et culturelle développés à l'échelle du département :

- d'accorder au titre de l'année 2022, aux associations et organismes culturels développant un programme d'actions structurant pour le territoire landais, des subventions de soutien à leurs activités d'un montant global de 256 000 €, conformément au détail suivant :

- Association Les Centres Musicaux Ruraux des Landes (CMR) 34 000 €
 - Association des Jeunesses Musicales de France (JMF) 7 000 €
 - Association Musicalarue 65 000 €
- (dont 15 000 € pour la programmation culturelle Les Cigales)

- Fédération départementale de la Ligue de l'Enseignement des Landes 53 000 €
(correspondant à 48 000 € pour la programmation « Rêv'en Scène » et 5 000 € pour la programmation « Rencontres en Grande Lande »)

- Association Collectif pour l'Accès des Jeunes à la Culture (AJC) 97 000 €

- d'inscrire ainsi au Budget primitif 2022, conformément au détail figurant à l'annexe I (annexe financière), le crédit total correspondant, soit un montant de 256 000 €

II – Soutien à la filière cinématographique et audiovisuelle :

A - Aide à la construction, l'aménagement et l'équipement de salles de cinéma :

compte tenu du soutien apporté par le Département aux communes et groupements de communes dans le cadre de la réalisation de travaux d'aménagement et d'équipement de salles de cinéma (subvention maximum : 13,5 % du coût HT des travaux, plafond de 100 000 €),

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la construction, l'aménagement et l'équipement de salles de cinéma, tel que figurant en annexe VIII.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 en investissement, pour l'aide à la construction, l'aménagement et l'équipement de salles de cinéma, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 130 000 €

B – Aide à la production d'œuvres de fiction cinématographiques et audiovisuelles :

compte tenu du soutien du Département des Landes à la filière professionnelle du cinéma, notamment par le soutien à la création de longs et courts-métrages ainsi que de séries audiovisuelles,

compte tenu du soutien financier du Centre National du Cinéma et de l'Image animée (CNC) en direction du Département des Landes dans le cadre de l'aide à la production cinématographique, conformément à la délibération n° I 2 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020, par laquelle l'Assemblée départementale a autorisé M. le Président du Conseil départemental à signer la convention triennale 2020/2021/2022 entre l'Etat, le CNC, la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département des Landes,

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la production d'œuvres de fiction cinématographiques et audiovisuelles, tel que figurant en annexe IX.

- d'inscrire dans ce cadre au Budget primitif 2022, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 190 000 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer, au titre de l'année 2022, la convention annuelle d'application financière à intervenir, précisant l'engagement prévisionnel global de chacun des partenaires à la mise en œuvre des axes contractuels au titre de l'année, ainsi que le versement par le CNC au Département de sa participation évaluée à 50 000 €.

- d'inscrire ainsi en recettes au Budget primitif 2022, conformément à l'annexe I (annexe financière), la somme de 25 000 € représentant l'acompte de la participation du CNC au titre de l'exercice budgétaire 2022.

C – Bureau d'Accueil des Tournages des Landes (BAT40) :

1°) Projet de Pôle Images départemental :

considérant la forte attractivité patrimoniale et paysagère du territoire landais pour les projets cinématographiques et audiovisuels des sociétés de production et les retombées économiques générées par l'accueil de leur tournage,

considérant que le projet de création d'un pôle image à Dax a été adopté par délibération n° Ec1⁽³⁾ de l'Assemblée départementale, en date du 16 novembre 2020 (DM2-2020),

considérant le marché public conclu entre le Département et la société KIOZ Films pour le fonctionnement du Bureau d'accueil des tournages départemental (BAT40),

compte tenu de l'hébergement du BAT40 au centre d'innovation technologique *Pulséo* et du projet de création d'un Pôle Images départemental dans le quartier de la gare à Dax,

- d'inscrire au Budget primitif 2022, pour les charges de fonctionnement et les projets de développement du Bureau d'Accueil des Tournages des Landes (BAT40), conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 265 000 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour sa répartition.

2°) Résidences cinématographiques *La Maison Bleue* à Contis-Plage :

considérant la volonté du Département de favoriser l'émergence de nouveaux projets d'écriture cinématographique et audiovisuelle et d'assurer la qualité professionnelle de l'accompagnement des auteurs,

compte tenu du partenariat conclu avec la commune de Saint-Julien-en-Born, la Communauté de communes Côte Landes Nature, la DRAC Nouvelle-Aquitaine et la Région Nouvelle-Aquitaine, pour la mise en œuvre du dispositif d'accueil en résidence d'écriture cinématographique nommé « *La Maison Bleue* »,

- d'inscrire au Budget primitif 2022, pour le renouvellement du dispositif de résidences de *la Maison Bleue*, conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 31 900 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour leur répartition.

- d'inscrire en recettes au Budget primitif 2022, conformément à l'annexe I (annexe financière), la somme de 6 000 € représentant la participation du CNC au titre de l'exercice budgétaire 2022.

D – Soutien au développement de projets cinématographiques :

compte tenu du soutien départemental à l'activité cinématographique, apporté dans ce domaine aux associations, aux sociétés de production, aux communes et à leurs groupements,

- d'inscrire au Budget primitif 2022 pour le soutien en direction du cinéma et de l'audiovisuel (actions de diffusion, création, éducation à l'image, de promotion et d'animation), conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 123 000 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour sa répartition.

III – Soutien à la filière des arts plastiques et visuels :

A – Aide à la commande artistique :

compte tenu du soutien apporté par le Département aux communes et groupements de communes dans le cadre de l'intégration d'œuvres d'art contemporain à de nouveaux programmes urbains ou environnementaux (subvention maximum : 45 % de la dépense HT),

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la commande artistique, tel que figurant en annexe X.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 en investissement, pour l'aide à la commande artistique, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 10 000 €

B – Soutien aux arts plastiques et visuels :

compte tenu du soutien départemental apporté aux artistes professionnels, aux associations, communes et groupements de communes, s'investissant en faveur du développement des arts plastiques et des arts visuels sur le territoire landais,

compte tenu de l'attention particulière portée par le Département aux projets innovants ou particulièrement fédérateurs, permettant de diversifier l'offre de découverte d'artistes professionnels, de valoriser la création artistique professionnelle landaise et d'encourager la curiosité des Landais en ce domaine par des actions de médiation,

- d'inscrire au Budget primitif 2022 pour le soutien en direction des arts plastiques et visuels, conformément à l'annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 91 000 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour sa répartition.

- de préciser que ce soutien vise à renforcer les engagements pris par le ou les autres partenaires publics des projets concernés et dans tous les cas, ne peut excéder 40 % du budget effectivement mis en œuvre pour leur réalisation.

IV – Actions culturelles départementales et partenariales :

considérant la volonté du Département d'intervenir directement dans la vie culturelle et artistique landaise, en complément de son soutien aux opérateurs culturels, afin de favoriser une synergie au service de projets innovants et ambitieux pour le territoire,

compte tenu des dispositifs départementaux développés à destination des jeunes landais et jeunes landaises : XL tour, Culture en Herbe, le cycle de formation théâtrale, les Rencontres théâtrales des collégiens et lycéens des Landes, la charte de chant choral et les projets de valorisation de la culture gasconne,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 conformément au détail figurant à l'annexe I (annexe financière), un crédit global de 236 000 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour sa répartition.

A – Soutien aux acteurs culturels par la mise à disposition d'équipements scéniques et muséographiques :

1°) Renouvellement du parc technique départemental :

considérant la volonté du Département de renforcer les ressources du parc technique départemental servant de support à l'organisation de ses opérations culturelles et partenariales ainsi que son soutien aux organisateurs de manifestations culturelles par le biais du prêt de matériel, afin que celles-ci soient assurées dans des conditions professionnelles et de sécurité,

compte tenu de la réflexion engagée sur le renouvellement des matériels dans une démarche de transition énergétique vers des technologies économes en énergie,

afin d'optimiser le fonctionnement du parc départemental et de renouveler les matériels techniques et scéniques de celui-ci,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en investissement, pour l'acquisition de matériels techniques, conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière), un crédit d'un montant de 27 000 €

2°) Fonctionnement du parc technique départemental :

considérant que dans le cadre des « *Actions Culturelles départementales et partenariales* », le Département peut également mettre ponctuellement les matériels scéniques, techniques et muséographiques de son parc technique départemental à disposition des associations et collectivités publiques landaises pour l'organisation de manifestations culturelles, cet accompagnement technique étant assimilable à une contribution en nature du Département,

considérant l'intérêt de soutenir l'effort engagé par ces organisateurs pour assurer l'accueil des spectacles et des publics dans des conditions professionnelles et de sécurité,

conformément à la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et à la circulaire du Premier Ministre n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, ce soutien technique est assimilable à une contribution en nature auprès des opérateurs culturels,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en fonctionnement et au titre des charges de fonctionnement et de personnel, conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière), un crédit global de 14 250 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à recruter de façon occasionnelle et à conclure les contrats d'engagement relatifs à l'emploi ponctuel d'un technicien qui interviendra en renfort sur l'activité du Parc technique départemental, sa gestion et sa maintenance, ainsi que les éventuels avenants susceptibles d'intervenir en modification de ces contrats.

- de prendre en charge les frais de déplacement à partir du domicile du personnel spécialisé (chargé du montage, de l'assistance technique et du démontage du matériel) jusqu'au lieu d'activités.

- d'adopter le règlement départemental de mise à disposition du parc technique départemental, tel que figurant en annexe XI.

- de préciser que les différentes conventions de mise à disposition de matériel technique départemental avec les partenaires concernés seront établies conformément à la convention-type telle qu'adoptée par l'Assemblée délibérante (cf. délibération infra n° K 2 " *Patrimoine culturel* ").

3°) Compte-rendu à l'Assemblée départementale des signatures dans le cadre des autorisations données par la Commission Permanente :

considérant les autorisations de signatures accordées à M. le Président du Conseil départemental, par délibérations n° K-3/1 du 24 septembre 2021 et du 19 novembre 2021 de la Commission Permanente du Conseil départemental, pour la programmation des actions menées dans le cadre des Actions culturelles départementales,

- de prendre acte des conventions et contrats signés, dans le cadre de l'autorisation de signature accordée par la Commission permanente, tels que figurant en annexe XII.

B - Etablissement public administratif (EPA) Festival Arte Flamenco – dotation et subvention d'équipement :

considérant la délibération n° I 2⁽¹⁾ de l'Assemblée départementale en date du 16 novembre 2020, approuvant la création de la régie personnalisée dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, Etablissement Public à caractère Administratif (EPA) « Festival Arte Flamenco », et fixant le montant de la dotation initiale à 660 950 € pour 2021,

considérant le budget prévisionnel 2022 de l'EPA Festival Arte Flamenco s'articulant selon trois axes de dépenses en section de fonctionnement : les charges fixes de mise en œuvre du festival (comprenant la masse salariale de l'EPA), les dépenses en lien avec l'artistique et la production artistique, les dépenses allouées aux projets de développement territorial et à l'éducation artistique et culturelle,

compte tenu que les prévisions de recettes s'articulent autour d'une volonté d'augmentation des recettes propres du festival et du développement des soutiens de mécénats et partenariats,

étant précisé que les orientations budgétaires de l'EPA Festival Arte Flamenco 2022 ont été élaborées en fonction de la dotation de fonctionnement approuvée par l'Assemblée départementale lors de la DM2 2021 fixée à 660 950 € et des valorisations des prestations apportées par le Département des Landes,

- d'attribuer à la régie personnalisée « Festival Arte Flamenco », au titre de son fonctionnement 2022, une dotation
d'un montant de 660 950 €

- d'inscrire au Budget primitif 2022, conformément à l'annexe I (annexe financière), le crédit correspondant à cette dotation, soit 660 950 €

- de se prononcer favorablement sur la valorisation des prestations en nature conformément à l'article 4 de la « convention de prestation de service du Département des Landes pour le compte de la régie personnalisée à caractère administratif « Festival Arte Flamenco », relative au soutien des services supports : administratifs – DSI – Communication – pôle moyens », selon les modalités ci-après :

chapitre 65 article 65737 240 000 €

chapitre 70 article 7062 240 000 €

- de préciser que les crédits correspondants sont inscrits au Budget départemental (Chapitres 65 et 70).



*

* *

- de procéder au Budget primitif 2022 aux inscriptions budgétaires, telles qu'elles figurent en annexe I (annexe financière).

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des actes s'y rapportant.

Le Président,

Xavier FORTINON

Budget Primitif 2022
Rapport n° K 1
ANNEXE I

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-K01_BP_2022-DE

BUDGET PRIMITIF 2022

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT		
				AP antérieures actualisées	Montant AP réalisé	Divers ajustements	Nouveau montant AP	AP nouvelle	Solde AP	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024
769	INVESTISSEMENT ET EQUIPEMENT CULTUREL 2021	204	311	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00		500 000,00	200 000,00	150 000,00	150 000,00
816	INVESTISSEMENT ET EQUIPEMENT CULTUREL 2022	204	311					500 000,00	500 000,00	200 000,00	150 000,00	150 000,00
TOTAL				500 000,00			500 000,00	500 000,00	1 000 000,00	400 000,00	300 000,00	300 000,00



II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

DEPENSES				
SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	BP 2022
INVESTISSEMENT	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES			208 000,00 €
	204	311	Aides aux communes et EPCI - premier équipement culturel	10 000,00 €
			Aides aux communes et EPCI - acquisition matériel musical	38 000,00 €
			Subvention d'équipement - Dispositif Orchestre au collège de Gabarret	20 000,00 €
			Aides aux communes et EPCI - salles de cinéma	130 000,00 €
			Aides aux communes et EPCI - commande artistique	10 000,00 €
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			27 000,00 €
21	311	Acquisition de matériel - Parc technique départemental	27 000,00 €	
TOTAL INVESTISSEMENT			235 000,00 €	
SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	BP 2022
FONCTIONNEMENT				2 026 000,00 €
	65	311	Aide à la Diffusion spectacle vivant - programmations saisons culturelles / festivals	683 000,00 €
			Aide au Théâtre, arts de la scène et de la rue	158 500,00 €
			Aide à la Culture gasconne	19 000,00 €
			Aide aux Manifestations occasionnelles	16 000,00 €
			Union Musicale des Landes	43 000,00 €
			Aide à la Musique et à la Danse et aux ensembles orchestraux affiliés	446 500,00 €
			Centres Musicaux Ruraux	34 000,00 €
			Jeunesses Musicales de France	7 000,00 €
			Ass. Musicalarue	65 000,00 €
			Ligue de l'Enseignement des Landes	53 000,00 €
			Soutien Accès des jeunes à la culture	97 000,00 €
			Aide à la Production cinématographique	190 000,00 €
			Aide au Cinéma et à l'audiovisuel	123 000,00 €
			Aide aux Arts Plastiques et visuels	91 000,00 €
	ACTIONS CULTURELLES DEPARTEMENTALES ET DISPOSITIFS COMPLEMENTAIRES			236 000,00 €
	011	311	Actions culturelles départementales et dispositifs complémentaires	236 000,00 €
	BUREAU D'ACCUEIL DES TOURNAGES DES LANDES (BAT40)			265 000,00 €
	011	311	Charges fonctionnement et développement BAT40	265 000,00 €
	RESIDENCES CINEMATOGRAPHIQUES LA MAISON BLEUE			31 900,00 €
	011	311	Tutorat et éducation à l'image - résidences cinématographiques	13 900,00 €
	65		Bourses des auteurs - résidences cinématographiques	18 000,00 €
	PARC TECHNIQUE DEPARTEMENTAL			14 250,00 €
	011	311	Charges de fonctionnement	5 000,00 €
	012		Charges de personnel	9 250,00 €
	TOTAL FONCTIONNEMENT			2 573 150,00 €
	DOTATION INITIALE EPA FESTIVAL ARTE FLAMENCO			660 950,00 €
	65	311	EPA Festival Arte Flamenco	660 950,00 €
	PARTICIPATION - SYNDICAT MIXTE			1 655 000,00 €
	65	311	Conservatoire des Landes	1 655 000,00 €
	TOTAL DEPENSES HORS AP			5 124 100,00 €

RECETTES				
SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	BP 2022
FONCTIONNEMENT	74	311	Participation CNC - Production cinématographique	31 000,00 €
	TOTAL RECETTES			31 000,00 €
VALORISATION MOYENS EPA FESTIVAL ARTE FLAMENCO				
DEPENSES	65	311	Valorisation moyens EPA Festival Arte Flamenco	240 000,00 €
RECETTES	70	311	Valorisation moyens EPA Festival Arte Flamenco	240 000,00 €

Récapitulatif des inscriptions		
	Dépenses	Recettes
Chapitre 204	608 000,00	
Chapitre 21	27 000,00	
Chapitre 65	4 599 950,00	
Chapitre 011	519 900,00	
Chapitre 012	9 250,00	
Chapitre 74		31 000,00
Chapitre 70		240 000,00

**Annexe II**

AIDE A LA CONSTRUCTION ET A LA RÉHABILITATION D'UN EQUIPEMENT CULTUREL

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Vu les paragraphes 2.6 et 6.3 de la Communication de la Commission européenne du 19 juillet 2016 relative à la notion d'aide d'Etat et considérant que dans l'essentiel des cas les opérations subventionnées n'affectent pas les échanges entre Etats membres de l'Union européenne ou sont financées minoritairement par des recettes commerciales et ne peuvent s'apparenter à des activités économiques au sens de l'article 107.1 du TFUE.

Considérant que dans les cas où les activités subventionnées seraient majoritairement financées par des recettes commerciales et affecteraient les échanges entre Etats membres, le Département utiliserait le régime d'aide cadre exempté n° SA 42681 relatif à la culture, comme base juridique européenne pour ses aides.

Article 1^{er} -

Une aide départementale peut être octroyée aux groupements de communes, pour la construction d'un équipement à vocation exclusivement culturelle ou sa réhabilitation nécessitant des travaux de gros œuvre.

Article 2 -

Par équipement culturel, il convient d'entendre toute construction ou réhabilitation, d'une salle de spectacles et de ses équipements, associée éventuellement à la construction de locaux de pratique et d'enseignement spécialisé de la musique, de la danse, du théâtre ou des arts du cirque.

L'intervention du Département peut concerner l'ensemble du programme (maîtrise d'œuvre, gros œuvre, aménagements techniques liés à l'accueil des spectacles, aux créations, aux pratiques artistiques et liés à l'accueil des publics) à l'exclusion de l'acquisition de mobiliers administratifs et d'instruments de musique ; ce dernier élément étant pris en compte par le règlement d'aide à l'acquisition de matériel musical.

La salle de spectacles devra permettre l'accueil d'une saison culturelle composée de spectacles professionnels. Les locaux dédiés à l'enseignement devront répondre à des normes strictes en matière de traitement acoustique et aux législations en vigueur notamment en matière d'enseignement de la danse et des arts circassiens.

Article 3 -

Dans l'hypothèse d'une construction nouvelle, la demande devra obligatoirement s'appuyer sur un projet artistique et culturel comprenant la programmation d'une saison ainsi que les actions pédagogiques d'accompagnement et de sensibilisation des publics. Ce projet devra être mis en place et réalisé par une équipe professionnelle qui en assurera la direction artistique et technique.

Le demandeur fera impérativement appel à un programmiste chargé d'élaborer la programmation fonctionnelle et architecturale de l'équipement correspondant au programme d'établissement préalablement défini.

Le demandeur devra être titulaire d'une licence d'organisateur de spectacle ou en avoir fait la demande auprès des services de l'Etat.

Article 4 -

L'aide départementale ne pourra pas être supérieure à 22,5 % du coût H.T. des travaux. Elle sera plafonnée à 500 000 €.

Pour le cas où la dépense H.T. réalisée serait inférieure à la dépense prévisionnelle présentée lors du dépôt du dossier, le montant de l'aide départementale interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et selon le calcul prévu par ce règlement.

Pour les travaux de réhabilitation, le présent règlement ne prendra en compte que les opérations s'élevant à un montant minimum de 500 000 € hors taxes.

Cette aide n'est pas cumulable avec une autre aide départementale y compris « l'aide au premier équipement culturel » hormis celles attribuées au titre du Fonds d'Équipement des Communes.

Article 5 -

La lettre de demande de subvention sera adressée à Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes avant le 31 octobre de l'année précédant la demande.

Le dossier de demande de subvention sera adressé avant le 30 avril de l'année N et devra comprendre :

- la délibération de l'assemblée délibérante du maître d'ouvrage décidant la réalisation du projet,
- le projet d'établissement,
- l'étude fonctionnelle et architecturale réalisée par le programmiste,
- un dossier architectural complet comprenant notamment un devis estimatif détaillé des travaux,
- le projet précisant les modalités de fonctionnement et particulièrement le mode de gestion de l'équipement,



- un budget prévisionnel et un plan de financement de l'investissement faisant apparaître les autres partenaires sollicités,
- un plan prévisionnel de financement du fonctionnement de la structure.
- une note précisant l'intérêt culturel et/ou patrimonial pour le département.

Article 6 -

La demande sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Conseil Départemental, au regard du dossier de demande de subvention, de l'intérêt départemental du projet, de son inscription dans une perspective d'aménagement culturel et ou patrimonial et dans la limite des crédits inscrits.

En application de la décision d'octroi, une convention d'attribution soumise pour validation à la Commission Permanente, définira les conditions et les modalités de versement de la subvention.



AIDE AU PREMIER EQUIPEMENT CULTUREL

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Vu les paragraphes 2.6 et 6.3 de la Communication de la Commission européenne du 19 juillet 2016 relative à la notion d'aide d'Etat et considérant que dans l'essentiel des cas les opérations subventionnées n'affectent pas les échanges entre Etats membres de l'Union européenne ou sont financées minoritairement par des recettes commerciales et ne peuvent s'apparenter à des activités économiques au sens de l'article 107.1 du TFUE.

Considérant que dans les cas où les activités subventionnées seraient majoritairement financées par des recettes commerciales et affecteraient les échanges entre Etats membres, le Département utiliserait le régime d'aide cadre exempté n° SA 42681 relatif à la culture, comme base juridique européenne pour ses aides.

Article 1^{er} -

Une aide départementale peut-être octroyée aux communes ou à des groupements de communes pour l'acquisition initiale de matériels permettant la mise en œuvre d'une activité culturelle.

Le local équipé, propriété du bénéficiaire, pourra être un lieu polyvalent ou à usage spécifiquement culturel. Il pourra également s'agir d'un équipement de plein air ou itinérant, lorsque la demande est réalisée par un groupement de communes dans le cadre d'un plan d'équipement culturel profitant à plusieurs organisateurs.

Article 2 -

Le matériel devra répondre à des critères d'utilisation spécifiquement culturelle :

- matériel scénique : plateau, pendillons, matériel son, lumière, vidéo
- matériel d'exposition : cimaises, panneaux, grilles d'exposition, éclairages spécifiques
- matériel d'accueil du public dans le cadre d'une manifestation culturelle : gradin, logiciel de billetterie.

Sont exclus de cette aide les équipements polyvalents : ordinateurs, chaises et tout autre mobilier polyvalent, matériel de cuisine...

Le matériel muséographique, cinématographique ou de bibliothèque ne relèvent pas du présent règlement.

Article 3 -

La subvention ne pourra excéder 27% du montant H.T. de l'acquisition de ces matériels.

Elle est plafonnée à 10 000 € pour les communes. Dans le cadre d'un plan d'équipement proposé par un groupement de communes, ce plafond est porté à 20 000 €.

Article 4 -

La lettre de demande de subvention sera adressée à Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes avant le 31 octobre de l'année précédant la demande.

Le dossier de demande de subvention sera adressé avant le 30 avril de l'année N et devra comprendre :

- la délibération du Conseil municipal, communautaire ou syndical décidant l'acquisition
- un budget prévisionnel et un plan de financement faisant apparaître les autres partenaires sollicités,
- une note précisant les modalités de fonctionnement (organisme gestionnaire, budget de fonctionnement, actions ou animations culturelles projetées) et, dans le cas d'un projet intercommunal, une charte d'utilisation signée par les bénéficiaires par laquelle les communes signataires s'engagent à mutualiser leurs moyens pour l'utilisation de ce matériel et à ne pas adresser de demandes spécifiques au Département en ce domaine.

Article 5 -

La demande sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Conseil Départemental.

Article 6 -

Le paiement de l'aide s'effectuera en une seule fois sur présentation à la direction de la Culture et du Patrimoine, des factures certifiées acquittées par le comptable public et présentation d'un bilan financier.

L'aide départementale est valable pour une durée de 2 ans. Si les actions auxquelles le Département des Landes apporte son concours ne sont pas engagées durant le délai imparti et, à défaut de production des factures et du bilan financier dans ce délai de deux ans à compter de la date d'attribution, la décision attributive est caduque de plein droit.

Pour le cas où la dépense H.T. réalisée serait inférieure à la dépense prévisionnelle présentée lors du dépôt du dossier, le montant de l'aide départementale interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et selon le calcul prévu par ce règlement.

REGLEMENT D'AIDE A LA DIFFUSION DU SPECTACLE VIVANT

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et 107 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014(UE) de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du TFUE et les régimes d'aides associés validés pour la France ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du RGEC n° 651/2014 de la Commission européenne ;

VU la Communication de la Commission européenne CE2016-C-262-01 du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du TFUE, notamment le point 2.6 relatif aux activités non économiques dans le secteur culturel ;

Considérant que certaines actions subventionnées au titre du présent règlement peuvent être considérées comme non économiques conformément au point 2.6 de la communication susvisée, car fournies à titre gratuit ou majoritairement financées par des fonds publics, la réglementation européenne relative aux aides d'Etat ne s'applique pas.

Considérant que certaines aides allouées par le Département au titre du présent règlement le sont sur la base du régime cadre exempté de notification N° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 notamment lorsque les activités subventionnées affectent les échanges entre Etats membres et qu'elles sont financées majoritairement par des recettes commerciales.

PREAMBULE

Dans le domaine de la diffusion du spectacle vivant, quelle que soit la discipline proposée, l'intervention de la collectivité départementale vise à soutenir les organisateurs de manifestations culturelles ou de saisons culturelles, qui proposent sur le territoire landais une programmation fondée sur des créations menées par des artistes professionnels, qui aménagent des lieux pour accueillir au mieux les œuvres, les publics et les artistes, et qui mettent en place un mode d'actions susceptible de fidéliser les spectateurs.

Parmi ses priorités d'intervention, le Département s'attache à accompagner les projets qui s'engagent à favoriser un accès qualitatif à la culture pour les publics qui en sont les plus éloignés, ainsi que ceux qui développent des programmes d'actions qui contribuent à l'éducation artistique et culturelle des plus jeunes. Il porte également une attention particulière aux projets qui visent à assurer la diversité de l'offre de spectacle vivant sur le territoire landais, en favorisant les esthétiques et les disciplines les moins présentes, et à ceux qui soutiennent l'exigence artistique professionnelle. L'aide départementale a pour objectif de renforcer celle apportée localement par les communes, groupements de communes ou autres partenaires publics. Elle vient accompagner l'effort financier engagé en termes de programmation et de régie technique.



Le montant de l'intervention du Département tient donc compte du financement, du montant d'engagement des différents échelons institutionnels, et de la capacité du porteur de projet à mobiliser des recettes propres (billetterie, fonds propres, buvette, etc.). Il tient également compte du soutien en nature éventuellement apporté par le Département dans le cadre de son règlement départemental de mise à disposition de matériels scéniques et muséographiques, et/ou de celui des collectivités de proximité.

Dans tous les cas, la subvention départementale ne peut excéder 40% du budget effectivement engagé pour la mise en œuvre du projet concerné.

Ne sont pas retenus comme éligibles à une aide départementale : les projets et programmes d'animations proposant une déclinaison locale d'événements nationaux (fêtes de la musique, journées du patrimoine, etc.), les programmes d'animation festive (fêtes patronales), commerciale et touristique des territoires, ainsi que les actions déjà financées par ailleurs par la politique culturelle et patrimoniale du Département (programmes de diffusion culturelle des médiathèques, des établissements patrimoniaux, des opérateurs à rayonnement départemental déjà soutenus par la collectivité, etc.)

1°) AIDE AUX FESTIVALS

ARTICLE 1^{er} : CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Tout dossier déposé au titre du soutien aux festivals doit obligatoirement remplir les conditions d'éligibilité suivantes :

- Etre détenteur de la « licence d'entrepreneur du spectacle » à partir de 6 spectacles proposés.
- Etre soutenu par son échelon institutionnel de proximité le plus compétent : commune, EPCI, etc.
- Proposer une programmation sur une durée minimale de deux jours consécutifs pour être qualifié de « festival ».
- Faire obligatoirement appel à l'intervention rémunérée d'artistes et de techniciens professionnels.
- Proposer un renouvellement artistique de la programmation d'année en année.
- Prédominance de la part consacrée à la programmation artistique (coûts de cession des spectacles, accueil logistique des artistes et mise en œuvre technique) au regard du budget global.
- Valoriser la manifestation et le soutien du Département par une communication adaptée avec des supports dédiés (imprimés ou numériques).
- Proposer une politique tarifaire adaptée aux différents publics (minimum : tarif plein/ tarif réduit).

ARTICLE 2 : CRITERES D'INSTRUCTION

Selon sa nature et les moyens mis en œuvre pour sa réalisation, le projet est classé dans une catégorie définie par le nombre de critères additionnels qu'il remplit.

Ce classement ne donne pas droit de facto au montant plafonné de subvention de la catégorie : les critères sont les supports de l'instruction de la demande de subvention et permettent de préciser le montant soumis au vote de la Commission Permanente, dans la limite des crédits disponibles.

Liste des 9 critères additionnels :

- Manifestation se déroulant sur le territoire de plusieurs communes du département
- Manifestation implantée sur un territoire qui présente une faible densité d'offre culturelle et qui joue un rôle structurant pour le développement culturel local.
- Manifestation valorisant une discipline ou une esthétique particulière, peu représentée sur le territoire départemental.
- Manifestation développant des actions de sensibilisation spécifiques, en supplément de l'accueil au spectacle, et en lien direct avec les artistes ou les œuvres programmés.
- Manifestation qui met en œuvre des partenariats d'actions avec d'autres opérateurs culturels landais et/ou de la Région Nouvelle-Aquitaine.
- Manifestation fondée sur une mobilisation significative du secteur associatif local et/ou de bénévoles.
- Manifestation qui met en œuvre un plan d'actions spécifiques en faveur du développement durable et local et/ou de la protection de l'environnement : matériels recyclables, circuits de production courts, etc.
- Manifestation qui développe une politique spécifique en faveur des publics avec des objectifs précis : élargissement des publics, renouvellement, conquête de publics spécifiques (petite enfance, publics empêchés, etc.).
- Manifestation qui permet la valorisation de sites patrimoniaux ou naturels landais.

Classement des festivals par nombre de critères :

	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Hors catégorie
Nombre minimal de critères additionnels	Pas de minimum	3	5	7	Tous les critères. OU manifestations relevant d'un cadre conventionnel particulier
Plafond de l'aide	5 000 €	10 000 €	15 000 €	25 000 €	Pas de plafond
Plancher de l'aide	1 000 €	<i>Pas de plancher</i>			

Sont classés hors catégorie les événements qui revêtent une dimension « départementale » par l'envergure de leur itinérance sur l'ensemble du territoire ou l'ampleur de leur fréquentation et de leur médiatisation.



Dispositions particulières

- Les événements qui conjuguent spectacle vivant et une autre activité (sport, artisanat, etc.), ainsi que les événements dont le budget d'organisation repose sur un sponsoring ou un mécénat particulier, font l'objet d'une instruction spécifique à l'appui de leur comptabilité analytique.
- Les manifestations qui présentent un déficit ou un excédent significatif sur plusieurs années d'exercice font l'objet d'une instruction spécifique.
- Lorsqu'il s'agit d'un nouvel événement, seules les manifestations qui présentent un budget prévisionnel sur des co-financements publics et privés confirmés, et qui ont pour objet de valoriser une esthétique particulière, peuvent être accompagnées financièrement par le Département pour leur première édition.

Dans tous les cas : Toute demande de renouvellement de subvention est conditionnée à la mise en œuvre d'une évaluation du projet de l'année précédente en lien avec le Département (réunion bilan et/ou perspectives).

ARTICLE 3 : DEMANDE DE SUBVENTION

Tout dossier déposé au titre du soutien aux festivals doit obligatoirement remplir les conditions d'éligibilité, conformément à l'Article 1^{er} du présent règlement.

L'organisateur adressera une lettre de saisine à Monsieur le Président du Conseil départemental, avant le 30 octobre de l'année précédant son projet, associée à un dossier de demande de subvention comprenant :

- dans le cas d'une association : les statuts de l'association, le récépissé de déclaration ou de modification en Préfecture, la liste des membres du bureau ou du conseil d'administration, le numéro SIRET, le code APE et le relevé d'identité bancaire ou postal,
- dans le cas d'une collectivité : la délibération se rapportant à la décision de mise en œuvre du projet et le relevé d'identité bancaire,
- le descriptif du projet : ses ambitions culturelles pour le territoire, ses objectifs pour le public, son programme artistique détaillé, ses modalités d'organisation, etc.
- la présentation détaillée des actions qui peuvent relever des critères additionnels,
- le budget prévisionnel faisant apparaître distinctement l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à la manifestation et notamment le programme artistique avec le détail des contrats de cession et des rémunérations des artistes, le détail des frais techniques, les recettes propres attendues, le détail des aides sollicitées auprès des différents partenaires institutionnels et/ou privés et la valorisation de mise à disposition du matériel technique départemental et/ou celui des collectivités de proximité,
- le bilan moral de l'exercice précédent dans le cas d'une activité déjà existante, accompagné du bilan financier certifié conforme faisant apparaître distinctement l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées et notamment les coûts artistiques et les rémunérations des artistes, les recettes propres réalisées, le détail des aides attribuées par les différents partenaires institutionnels et/ou privés et la valorisation de mise à disposition du matériel technique départemental et/ou celui des collectivités de proximité.

2°) AIDE AUX SAISONS CULTURELLES

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Tout dossier déposé au titre du soutien aux saisons culturelles doit obligatoirement remplir les conditions d'éligibilité suivantes :

- Programmer un minimum de 4 spectacles professionnels par an, avec une régularité minimale d'un spectacle par trimestre, dans des lieux publics aménagés techniquement pour recevoir publics et artistes.
- Etre détenteur de la « licence d'entrepreneur du spectacle » selon la réglementation en vigueur.
- Etre soutenu par son échelon institutionnel de proximité le plus compétent : commune, EPCI, etc.
- Disposer d'une équipe dédiée, bénévole ou professionnelle, pour la programmation, l'organisation et le développement de la saison culturelle.
- Assurer la rémunération de tous les artistes et techniciens professionnels engagés dans la saison culturelle.
- Proposer une programmation renouvelée chaque année, reposant sur un projet clairement défini dans ses objectifs artistiques et de développement de saison culturelle.
- Programmer chaque année un ou plusieurs artistes professionnels landais ou régionaux.
- Développer des actions de sensibilisation en lien direct avec la programmation de la saison : représentations scolaires, ateliers de pratique, rencontres avec l'artiste, etc.
- Valoriser la saison culturelle et le soutien du Département par une communication adaptée avec des supports dédiés (imprimés ou numériques).
- Proposer une politique tarifaire adaptée aux différents publics.

ARTICLE 5 : CRITERES D'INSTRUCTION

Selon sa nature et les moyens mis en œuvre pour sa réalisation, la saison culturelle est classée dans une catégorie définie par le nombre de critères additionnels qu'elle remplit.

Ce classement ne donne pas droit de facto au montant plafonné de subvention de la catégorie : les critères sont les supports de l'instruction de la demande de subvention et permettent de préciser le montant soumis au vote de la commission permanente, dans la limite des crédits disponibles.

- Saison culturelle développée dans un lieu public, identifié pour fidéliser les spectateurs, et équipé techniquement pour l'accueil de spectacles professionnels.
- Saison culturelle développée sur le territoire de plusieurs communes du département ou développée « hors les murs » dans le domaine public. Cette programmation doit être indépendante des programmes culturels portés par les médiathèques.
- Saison culturelle développée sur un territoire intercommunal particulièrement peu développé en offre culturelle (absence d'autres programmations de spectacles vivants soutenues par la Direction de la Culture et du Patrimoine du Département).



- Dans le cadre de la saison culturelle, mise en œuvre de médiation culturelle visant à favoriser l'accueil de nouveaux publics, et notamment les plus éloignés de la culture, par des actions précises : développement d'ateliers de sensibilisation avec les artistes en direction des publics prioritaires pour le Département (jeunesse, publics empêchés, publics en situation d'insertion, etc.), conception et mise en œuvre de parcours d'éducation artistique et culturelle, etc.
- Dans le cadre de la saison culturelle, définition et mise en œuvre d'une programmation de plusieurs spectacles vivants dédiés au jeune public ou au public familial, en dehors du temps scolaire, avec une valorisation spécifique (communication ciblée, tarification adaptée).
- Dans le cadre de la saison culturelle, mise en œuvre d'actions ou de projets de spectacle vivant en partenariat avec d'autres opérateurs culturels landais et/ou de la Région Nouvelle-Aquitaine.
- Dans le cadre de la saison culturelle, développement d'accueils en résidences d'artistes professionnels ou compagnies professionnelles et/ou co-productions de spectacles vivants.
- Dans le cadre de la saison culturelle, valorisation d'une discipline artistique peu présente ou d'une esthétique particulière par le biais d'une programmation spécifique (plusieurs spectacles accompagnés d'actions de médiation) et/ou l'organisation d'un temps fort dédié (mini-festival de danse, marionnettes, etc.).

Classement des saisons culturelles par nombre de critères

	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Hors catégorie
Nombre de spectacles programmés	Entre 4 et 6 spectacles	A partir de 7 spectacles annuels		
Nombre minimal de critères additionnels	2 critères	3 critères	5 critères	TOUS les critères ou saison conventionnée par le Ministère de la Culture
Plafond de l'aide	5 000 €	Plafond à 10 000 €	Plafond à 20 000 €	Plafond à 30 000 €
Plancher de l'aide	1 000 €	<i>Pas de somme plancher</i>	<i>Pas de somme plancher</i>	<i>Pas de somme plancher</i>

Dispositions particulières

Dans le cas où plusieurs opérateurs proposeraient une saison de spectacle vivant sur un même territoire intercommunal, leurs dossiers seraient soumis à une instruction spécifique afin de définir les niveaux d'intervention du Département au regard de la complémentarité des offres proposées.

Dans tous les cas : Toute demande de renouvellement de subvention est conditionnée à la mise en œuvre d'une évaluation du projet de l'année précédente en lien avec le Département (réunion bilan et perspectives).



ARTICLE 6 : DEMANDE DE SUBVENTION

Tout dossier déposé au titre du soutien aux saisons culturelles doit obligatoirement remplir les conditions d'éligibilité, conformément à l'Article 4 du présent règlement.

L'organisateur adressera une lettre de saisine à Monsieur le Président du Conseil départemental, avant le 30 octobre de l'année précédant son projet, associée à un dossier de demande de subvention comprenant :

- dans le cas d'une association : les statuts de l'association, le récépissé de déclaration ou de modification en Préfecture, la liste des membres du bureau ou du conseil d'administration, le numéro SIRET, le code APE et le relevé d'identité bancaire ou postal,
- dans le cas d'une collectivité : la délibération se rapportant à la décision de mise en œuvre du projet et le relevé d'identité bancaire,
- le descriptif du projet : ses ambitions culturelles pour le territoire, ses objectifs pour le public, son programme artistique détaillé, ses modalités d'organisation, etc,
- la présentation détaillée des actions qui peuvent relever des critères additionnels,
- le budget prévisionnel faisant apparaître distinctement l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à la manifestation et notamment le programme artistique avec le détail des contrats de cession et des rémunérations des artistes, le détail des frais techniques, les recettes propres attendues, le détail des aides sollicitées auprès des différents partenaires institutionnels et/ou privés et la valorisation de mise à disposition du matériel technique départemental et/ou celui des collectivités de proximité,
- le bilan moral de l'exercice précédent dans le cas d'une activité déjà existante, accompagné du bilan financier certifié conforme faisant apparaître distinctement l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées et notamment les coûts artistiques et les rémunérations des artistes, les recettes propres réalisées, le détail des aides attribuées par les différents partenaires institutionnels et/ou privés et la valorisation de mise à disposition du matériel technique départemental et/ou celui des collectivités de proximité.

*

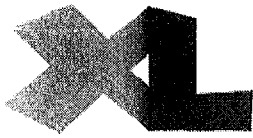
* *

ARTICLE 7 - DECISION D'ATTRIBUTION

Le dossier, instruit par les services départementaux, sera soumis à l'approbation de la Commission Permanente du Conseil départemental aux fins de décision attributive.

En application de la décision d'octroi, un arrêté attributif ou une convention d'attribution précisera notamment les conditions et modalités d'attribution de la subvention.

Le bénéficiaire s'engage à faire état de la participation financière du Département des Landes sur tout support, papier ou numérique, qu'il constituerait concernant son projet, et à reproduire le logo type du Département des Landes. Seul le logo type dans sa version en vigueur pourra être reproduit ; afin d'en disposer, sur tout support numérique ou papier, le bénéficiaire sollicitera les services du Département (Direction de la Communication, communication@landes.fr).



**Conservatoire
des Landes**

Annexe V

Les Landes, le Département

Conservatoire à rayonnement départemental
Syndicat Mixte approuvé par arrêté préfectoral du 19 novembre 1982

CONVENTION
relative à la contribution financière du Département des Landes
au Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes
pour la période 2022-2024

Vu la Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en matière d'enseignements artistiques (chapitre III),

Vu le Schéma départemental des enseignements artistiques des Landes (SDEAL) adopté en juin 2007 par l'Assemblée départementale,

Entre les soussignés :

Le Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes, représenté par Madame Rachel DURQUETY, en qualité de Présidente du Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes, dûment habilitée par délibération du comité syndical en date du 06 septembre 2021,

Et

Le Département des Landes, représenté par Monsieur Xavier FORTINON en qualité de Président du Conseil départemental des Landes, dûment habilité par délibération n° :

Considérant la nécessité de définir pour les années 2022, 2023 et 2024, la participation financière du Département des Landes au Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes,

Il a été convenu ce qui suit :

Article I : Objet de la convention

Le Conservatoire des Landes, labellisé par le Ministère de la Culture et de la Communication « Conservatoire à Rayonnement Départemental », a pour but d'assurer la diffusion d'un enseignement musical et chorégraphique de qualité sur le territoire landais.

Dans le cadre du Schéma départemental des enseignements artistiques adopté en 2007, le Département des Landes a affirmé le rôle pivot de cette structure pour le développement culturel de son territoire. Il fédère les énergies et favorise l'égalité d'accès de tous les Landais à un enseignement artistique de proximité et diplômant.

La présente convention a donc pour objet de fixer la contribution financière du Département des Landes au Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes pour la période triennale 2022-2024.

Maison des Communes
BP 30069
40002 Mont-de-Marsan Cedex
Tél. : 05 58 85 80 00
Fax : 05 58 85 81 40
Mél : administration@conservatoire40.fr

conservatoire40.fr



Article II : Contribution financière du Conseil départemental des Landes

Sur la base de l'article 17 des statuts du Syndicat Mixte du Conservatoire des Landes susvisés, « le Département des Landes contribue à hauteur d'une somme déterminée pour chaque période triennale ».

Le montant de la contribution du Département des Landes a été fixé à 1 655 000 € par année civile pour la période 2022/2024 :

- .. Contribution départementale 2022 : 1 655 000 €
- .. Contribution départementale 2023 : 1 655 000 €
- .. Contribution départementale 2024 : 1 655 000 €

Article III : Modalités de versement de la contribution

Les versements de la contribution financière du Département seront répartis, chaque année civile, comme suit :

- 1/3 en janvier, soit 551 666,66 €
- .. 1/3 en février, soit 551 666,68 €
- .. 1/3 en avril, soit 551 666,66 €

Ils seront effectués au compte ouvert au nom de : Syndicat Mixte du Conservatoire de Musique et de Danse des Landes

N° IBAN [F][R][8][2][][3][0][0][0][][1][0][0][5][][5][4][C][4][
[0][2][0][0][]

[0][0][0][0][][0][1][8][]

BIC [B][D][F][E][F][R][P][P][C][C][T][]

Article IV — Obligations du Conservatoire des Landes

Le Conservatoire des Landes s'engage à faire état de la contribution du Département des Landes sur tout support, papier ou numérique, qu'il constituerait pour promouvoir ses actions, et à reproduire le logotype du Département des Landes sur le document réalisé.

Seul le logotype dans sa version en vigueur pourra être reproduit. Afin d'en disposer, sur support numérique ou papier, le bénéficiaire sollicitera la Direction de la Communication du Conseil départemental au 05.58.05.40.35 ou par mail : communication@landes.fr.

Article V : Durée de la convention

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2024.



Article VI : Avenants

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

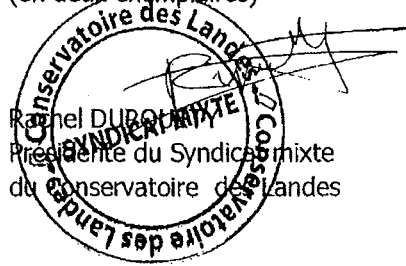
Article VII : Clause de résiliation

En cas de manquement d'une des parties à l'une de ses obligations, la présente convention peut être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée en observant un préavis de six mois.

Article VIII : Litige

Les parties s'engagent en cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle, En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Mont-de-Marsan, le 09 mars 2022
(en deux exemplaires)



Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental
des Landes

Annexe VI

AIDE POUR L'ACQUISITION DE MATERIEL MUSICAL

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et suivants ;

VU la Communication de la Commission européenne CE2016-C-262-01 du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107 paragraphe 1 du TFUE, notamment le point 2.6 relatif aux activités non économiques dans le secteur culturel,

Considérant que les actions subventionnées au titre du présent règlement peuvent être considérées comme non économiques conformément au point 2.6 de la communication susvisée, car fournies à titre gratuit ou majoritairement financées par des fonds publics, la réglementation européenne relative aux aides d'État ne s'applique pas.

Considérant que dans les cas où les activités subventionnées seraient majoritairement financées par des recettes commerciales et affecteraient les échanges entre Etats membres, le Département utiliserait le régime d'aide cadre exempté n° SA 42681 relatif à la culture, comme base juridique européenne pour ses aides.

Article 1^{er} -

Une aide départementale peut être octroyée aux communes ou à des groupements de communes pour l'acquisition d'instruments de musique, de logiciels informatiques musicaux ou de périphériques, destinés à un usage gratuit. Cette aide devra faire l'objet d'une seule demande annuelle.

Article 2 -

La dépense minimum subventionnable est fixée à 2 500 € H.T. Le montant de la subvention ne pourra pas être supérieur à 45 % du coût H.T. de l'acquisition de ces matériels.

La subvention départementale sera plafonnée à 3 100 € pour les communes et à 10 000 € pour les groupements de communes.



Article 3 -

La lettre de demande de subvention sera adressée à Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes avant le 31 octobre de l'année précédant la demande.

Le dossier de demande de subvention sera adressé avant le 30 avril de l'année N et devra comprendre :

- la délibération du Conseil municipal, communautaire ou syndical décidant l'acquisition d'instruments de musique, de logiciels ou de périphériques,
- un budget prévisionnel et un plan de financement faisant apparaître les autres partenaires sollicités,
- un devis descriptif et estimatif détaillé des acquisitions ou la facture certifiée acquittée par le comptable public
- une note précisant les conditions d'utilisation des instruments de musique, des logiciels ou des périphériques,
- une copie des engagements des autres partenaires financiers du projet,
- un Relevé d'Identité Bancaire

Article 4 -

La demande sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Conseil Départemental.

Article 5 -

Le paiement de l'aide s'effectuera en une seule fois, à la date de la clôture de l'exercice budgétaire, sur présentation à la Direction de la Culture et du Patrimoine, des factures certifiées acquittées par le comptable public et sur présentation d'un bilan financier.

L'aide départementale est valable au titre de l'année civile sur laquelle la décision d'attribution sera prise par la Commission Permanente. Si les actions auxquelles le Département des Landes apporte son concours ne sont pas engagées durant le délai imparti et, à défaut de production des factures et du bilan financier dans ce délai, la décision attributive est caduque de plein droit.

Pour le cas où la dépense H.T. réalisée serait inférieure à la dépense prévisionnelle présentée lors du dépôt du dossier, le versement de l'aide départementale interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et selon le calcul prévu par ce règlement. **Dans le cas où la dépense H.T. réalisée serait inférieure au seuil minimum subventionnable de 2 500 €, la décision attributive est caduque de plein droit.**

Annexe VII

AIDE A LA DIFFUSION DES ENSEMBLES ORCHESTRAUX LANDAIS

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et 107 ;

VU la Communication de la Commission européenne CE2016-C-262-01 du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'Etat» visée à l'article 107 paragraphe 1 du TFUE, notamment le point 2.6 relatif aux activités non économiques dans le secteur culturel,

Considérant que les actions subventionnées au titre du présent règlement sont non économiques conformément au point 2.6 de la communication susvisée, car fournies à titre gratuit ou majoritairement financées par des fonds publics, la réglementation européenne relative aux aides d'Etat ne s'applique pas.

Considérant que dans les cas où les activités subventionnées seraient majoritairement financées par des recettes commerciales et affecteraient les échanges entre Etats membres, le Département utiliserait le régime d'aide cadre exempté n° SA 42681 relatif à la culture, comme base juridique européenne pour ses aides.

Préambule

Dans le cadre de sa politique de développement culturel en faveur de la musique, le Département reconnaît les ensembles orchestraux fédérés au sein de l'Union Musicale des Landes comme un relais important de l'accessibilité à la culture, par leur capacité à animer en musique la vie des territoires.

Le présent règlement vise à soutenir financièrement la diffusion des ensembles orchestraux associatifs landais dès lors qu'ils développent dans les Landes un programme d'animations de territoire étoffé et fondé sur la pratique orchestrale.

Cette aide départementale a pour objectif de renforcer celle apportée localement par les communes, groupements de communes ou autres partenaires publics de proximité qui sont les premiers interlocuteurs et bénéficiaires de cette pratique associative.

Ce règlement ne s'applique pas aux activités relevant de l'enseignement musical associatif (auditions des élèves, répétitions, etc.).

Article 1er – Objet de l'aide

Une aide financière est octroyée aux ensembles orchestraux landais pour leur programme d'animations du territoire sous forme de pratique orchestrale, dès lors :

- que l'association témoigne au minimum d'un an d'activité effective dans les Landes,
- qu'elle réunit au moins 15 musiciens pour sa pratique d'ensemble,
- qu'elle a assuré 5 animations musicales ou plus sur une année civile.

Seules les associations à jour de leur cotisation et affiliées à l'Union Musicale des Landes (UML) et à la Confédération Musicale de France (CMF) peuvent prétendre à cette aide financière du Département.

Les critères d'instruction portent sur les animations musicales suivantes, dès lors qu'elles sont organisées à titre public et sur le territoire administratif des Landes :

- concert,
- cérémonie officielle pour le compte d'une collectivité locale ou établissement public,
- apéritif-concert,
- manifestation de culture taurine,
- auditions publiques.

Ne sont pas retenus dans le cadre du présent règlement, les événements relatifs à l'enseignement musical associatif et les événements organisés à titre privé.

Article 2 – Constitution du dossier

L'instruction des demandes s'effectue sur la base d'un dossier-type, disponible en téléchargement sur le site internet du Département (www.land.es.fr) ou sur simple demande à l'adresse du service Développement et Actions culturels (courriel culture@land.es.fr).

Ce dossier est à retourner au Département, avant le 31 mars de l'année de la demande par voie postale ou électronique, et à l'adresse de Monsieur le Président du Conseil départemental. Il se compose des pièces suivantes :

- la lettre de saisine adressée au Président du Conseil départemental,
- une présentation synthétique de l'association,
- le dossier type complété, incluant notamment :
 - la déclaration sur l'honneur du/de la Président(e) attestant que la structure est en règle au regard des déclarations sociales et fiscales de l'association et, le cas échéant, du respect de ses obligations d'employeur,
 - le programme prévisionnel des animations musicales de l'année de la demande,
 - la liste nominative des musiciens déclarés à la CMF pour l'année de la demande (uniquement les musiciens, et non les élèves musiciens),
 - la liste des animations musicales effectivement réalisées l'année précédant la demande, et relevant de l'énumération précisée dans l'article 1^{er},

- le budget prévisionnel de l'association équilibré en dépenses et en recettes faisant apparaître distinctement les dépenses liées aux activités de l'association et les recettes propres attendues ainsi que le détail des aides sollicitées auprès des différents partenaires institutionnels et/ou privés. Il doit être certifié conforme et signé par le/la Président(e),
- le bilan financier de l'association de l'année précédant la demande, certifié conforme et signé par le/la Président(e), faisant apparaître distinctement l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées ainsi que le détail des aides attribuées par les différents partenaires institutionnels et/ou privés.
- l'attestation d'adhésion à l'Union Musicale des Landes pour l'année en cours,
- le compte rendu de la dernière assemblée générale de l'association,
- les pièces administratives : statuts associatifs, récépissé de création ou de modification en Préfecture, listes des membres du Bureau et des membres du Conseil d'administration actualisées et datées,
- le relevé d'identité bancaire ou postal en original libellé au nom de l'association.

Article 3 – Modalités de calcul de l'aide départementale

A partir des éléments d'appréciation contenus dans le dossier et de leur analyse au regard des critères exposés dans le préambule et l'article 1^{er} du présent règlement, la Commission Permanente du Conseil départemental des Landes déterminera, dans la limite des crédits disponibles, le montant de la subvention attribuée à l'association pour l'année de la demande.

Le montant de la subvention est calculé sur les critères suivants :

- le nombre d'animations musicales publiques, effectivement réalisées par l'ensemble orchestral l'année précédant la demande :
 - chaque sortie équivaut à une aide forfaitaire de 50 €. Les sorties effectuées dans le cadre d'une animation de fêtes patronales sont comptabilisées sur la base d'une prestation par demi-journée, soit deux prestations maximum par journée sur une même manifestation.
- le nombre de musiciens membres de l'ensemble orchestral et déclarés à la CMF pour l'année de la demande :
 - chaque musicien équivaut à une aide forfaitaire de 20 €

Afin de procéder à ce calcul, l'Union Musicale des Landes met à disposition du Département les données déclaratives de la Confédération Musicale de France.

Dans tous les cas, le montant de l'aide départementale apportée à chaque association ne pourra être supérieur à 4 000 euros par an.



Article 4 – Modalités de versement de l'aide

La subvention sera versée selon les procédures comptables en vigueur au compte du bénéficiaire, après notification de la décision attributive du Conseil départemental.

Un contrôle peut être réalisé par le Département. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraînerait la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, en cas de non-exécution partielle ou totale des activités déclarées, le Département peut remettre en cause le montant de la subvention, procéder à une nouvelle estimation et exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 5 – Communication

L'association bénéficiaire s'engage à faire état de la subvention du Département des Landes sur tout support, papier ou numérique, qu'elle constituerait concernant l'action subventionnée, et à reproduire le logotype du Département des Landes sur les documents réalisés.

L'association bénéficiaire s'engage à informer l'UML de son programme officiel d'animations musicales afin que la fédération puisse le relayer par une mise en ligne sur son site internet et sur ses outils de communication numérique, et participer ainsi à une meilleure visibilité de la dynamique de diffusion des ensembles orchestraux dans les Landes.

**Annexe VIII**

AIDE A LA CONSTRUCTION, L'AMENAGEMENT ET L'EQUIPEMENT DE SALLES DE CINEMA

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et suivants ;

VU la Communication de la Commission européenne CE2016-C-262-01 du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107 paragraphe 1 du TFUE, notamment les points 195 et suivants relatifs aux aides n'affectant pas les échanges entre les Etats membres de l'Union européenne ;

Vu la décision du 22 juillet 1994 D/07589 de la Commission européenne relative aux aides aux petites salles de cinéma en France.

Considérant que les actions subventionnées au titre du présent règlement ne produisent des effets qu'à un échelon purement local et n'affectent donc pas les échanges entre États membres, la réglementation européenne relative aux aides d'Etat ne s'applique pas.

Considérant que dans les cas où les activités subventionnées seraient majoritairement financées par des recettes commerciales et affecteraient les échanges entre Etats membres, le Département pourrait utiliser le régime d'aide cadre exempté n° SA 42681 relatif à la culture, comme base juridique européenne pour ses aides, ou le règlement 1407/2013 relatif aux aides "de minimis" ou tout autre régime applicable en vigueur.

Article 1^{er} -

Une aide départementale est octroyée aux communes ou groupements de communes pour la réalisation de travaux d'aménagement et d'équipement de salles de spectacle cinématographique.

Article 2 -

Les travaux susceptibles de bénéficier de subventions du Département sont :

- les créations de salles, les travaux ayant reçu l'agrément du Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC),
- les réhabilitations ou les modernisations de salles existantes, les travaux qui ont donné lieu à l'octroi d'un soutien financier du CNC, pour ce qui concerne le domaine du cinéma.

Article 3 -

L'aide départementale ne pourra pas être supérieure à 13,5 % du coût H.T. des travaux. **Cette intervention est plafonnée à 100 000 € pour tous les projets, qu'ils soient portés par une commune ou un groupement de communes.**

Pour le cas où la dépense H.T. réalisée serait inférieure à la dépense prévisionnelle présentée lors du dépôt du dossier, le versement de l'aide départementale interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et selon le calcul prévu par ce règlement.

Article 4 -

La lettre de demande de subvention sera adressée à Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes avant le 31 octobre de l'année précédant la demande.

Le dossier de demande de subvention sera adressé avant le 30 avril de l'année N et devra comprendre :

- la délibération du conseil municipal, communautaire ou syndical,
- une description de l'équipement et de la capacité de l'établissement,
- un devis estimatif détaillé des travaux,
- un budget prévisionnel et un plan de financement faisant apparaître les autres partenaires sollicités,
- un relevé d'information fourni par le CNC
- la notification de l'agrément ou de l'aide du CNC,
- le projet cinématographique présentant les actions prévues,
- une note présentant l'intérêt culturel et/ou patrimonial pour le Département,
- un Relevé d'Identité Bancaire.

Article 5 -

La demande sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Conseil Départemental, au regard du dossier de demande de subvention, de l'intérêt départemental du projet, de son inscription dans une perspective d'aménagement culturel et ou patrimonial et dans la limite des crédits inscrits.

En application de la décision d'octroi, une convention d'attribution soumise pour validation à la Commission Permanente, définira les conditions et les modalités de versement de la subvention.



Annexe IX

AIDE A LA PRODUCTION D'ŒUVRES DE FICTION CINEMATOGRAPHIQUES ET AUDIOVISUELLES

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et suivants ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014(UE) de la Commission européenne du 17 juin 2014, prolongé et modifié par Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du TFUE et les régimes d'aides associés validés pour la France ;

VU le régime exempté n° SA 48241 de la Région Nouvelle-Aquitaine pour le Fonds d'aide régional à la création et à la production cinématographiques et audiovisuelles, basé sur l'article 54 du RGEC de la Commission européenne n° 651/2014 du 14 juin 2014 ;

Considérant que les actions subventionnées au titre du présent règlement le sont sur la base du régime exempté n° SA 48241 susvisé.

PREAMBULE

Les objectifs de cet axe réglementaire de la politique départementale sont les suivants :

- soutenir la création,
- favoriser l'émergence des talents,
- nourrir la diversité culturelle auprès de tous les publics,
- assurer un équilibre dans le soutien des trois formats (court/long et séries),
- favoriser l'accueil de tournages dans le département dans une perspective de développement et de valorisation des ressources de ce territoire,
- proposer le développement d'actions d'éducation à l'image auprès du public jeune.

Article 1^{er} -

Une aide départementale peut être octroyée à une association ou une société de production, pour la production d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle. Les projets aidés devront avoir un lien avec le Département des Landes, notamment à travers son territoire ou son patrimoine ou ses traditions culturelles ou bien son histoire locale et présenter un caractère culturel avéré.

Article 2 -

Les œuvres éligibles à une aide à la production départementale sont les œuvres de cinéma de fiction, de format court et long, ainsi que les séries et unitaires pour la télévision. Les bénéficiaires sont les suivants (cf. annexe technique du présent règlement) :

Court-métrage pour le cinémaBénéficiaires :

- les sociétés de production cinématographiques et audiovisuelles qui disposent d'un siège social en France ou en Union Européenne, et qui disposent d'un établissement stable en France ;
- les associations déclarées en région Nouvelle-Aquitaine dont l'activité principale est la production cinématographique ou audiovisuelle (code APE « *production cinématographique ou audiovisuelle* », commençant par 5911 A ou C).

Long-métrage pour le cinéma et série et unitaire pour la télévisionBénéficiaires :

- les sociétés de production cinématographiques et audiovisuelles qui disposent d'un siège social en France ou en Union Européenne, et qui disposent d'un établissement stable en France.

Article 3 -

Le montant de la subvention sera fixé en fonction de la nature, du format (série 8x52 min, 6x52 min, 10x26min, ...) et de l'ambition du budget de réalisation. Il sera réparti au maximum sur trois années budgétaires. Il sera plafonné à :

- 30 000 € pour un court métrage ;
- 75 000 € pour un long-métrage. Ce plafond est abaissé à 50 000 € dans le cas où le projet bénéficie d'aides de plusieurs collectivités territoriales françaises pour un montant cumulé égal ou supérieur à 150 000 € ;
- 75 000 € pour les œuvres de fiction audiovisuelles d'une durée globale supérieure ou égale à 90 minutes (série ou unitaire). Ce plafond est abaissé à 50 000 € dans le cas où le projet bénéficie d'aides de plusieurs collectivités territoriales françaises pour un montant cumulé égal ou supérieur à 100 000 € ;
- 40 000 € euros pour les œuvres de fiction audiovisuelle d'une durée globale inférieure à 90 minutes. Ce plafond est abaissé à 30 000 € dans le cas où le projet bénéficie d'aides de plusieurs collectivités territoriales françaises pour un montant cumulé égal ou supérieur à 60 000 €.

Dans le cas d'une série sur plusieurs saisons, une dégressivité de l'aide pourra être appliquée.

Article 4 -

Le dossier de demande de subvention auprès du Conseil départemental des Landes devra comprendre :

- une lettre de demande d'aide adressée au Président du Conseil départemental des Landes,
- une fiche technique de l'œuvre,
- un planning de la réalisation du film, différents lieux de tournage, calendrier du tournage,
- une note d'intention du réalisateur,
- le curriculum-vitae du réalisateur,
- le synopsis de l'œuvre,
- le budget prévisionnel faisant apparaître le montant de la subvention sollicitée auprès du Conseil départemental ainsi que les autres financements,
- une présentation de l'association ou de la société porteuse du projet,
- tous documents d'accords de financement, de diffusion, de coproduction,
- un relevé d'identité bancaire ou postal.

Article 5 -

Le dossier dûment constitué est suivi administrativement par la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil départemental des Landes, en collaboration avec l'Agence régionale compétente, qui assure pour le Département une mission d'accueil, d'instruction technique et artistique des projets.

Afin d'aider les élus à la décision sur le choix d'une œuvre candidate à un soutien financier du Conseil départemental, un comité d'experts composé de professionnels du cinéma et de l'audiovisuel est chargé de donner un avis consultatif sur la qualité artistique et la faisabilité technique et financière du projet.

La composition des membres de ce comité est validée chaque année par la Commission Permanente.

La sélection des projets est organisée en deux étapes distinctes :

- le comité d'experts composé de professionnels du cinéma et de l'audiovisuel présélectionne les projets
- le comité d'experts auditionne les auteurs et producteurs des projets présélectionnés.

Un représentant du Conseil départemental est présent à chaque étape de la sélection des projets.

Les projets seront soumis aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Conseil départemental des Landes, qui pourra s'appuyer sur l'avis consultatif du comité d'experts. La décision finale est notifiée par lettre du Président du Conseil départemental adressée au porteur de projet.

Article 6 -

La demande sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Conseil départemental, au regard du dossier de demande de subvention et dans la limite des crédits inscrits.

En application de la décision d'octroi, une convention d'attribution soumise pour validation à la Commission Permanente, définira les conditions et les modalités de versement de la subvention.

A défaut de la production auprès du service Développement et Actions culturelles des pièces justificatives dans les délais impartis à compter de la date d'attribution, un arrêté rectificatif annulant l'octroi de l'aide sera pris et les sommes déjà versées mises en recouvrement.

Article 7 -

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- faire figurer la mention "*avec le soutien du Département des Landes*" au générique de l'œuvre, ainsi que le logo du Département sur tous les documents promotionnels ou d'information, dossiers et articles de presse, produits dérivés de l'œuvre,
- participer à ses frais à une projection publique du film dans le département des Landes dans l'année qui suivra sa sortie, en assurant la présence du réalisateur et d'au moins un premier rôle de l'œuvre,
- favoriser les visites de tournage en concertation avec la Direction de la Culture et du Patrimoine du Département, dans le but de sensibiliser le jeune public, les professionnels exploitants, les élus des collectivités à la réalisation d'une œuvre,
- adresser régulièrement à la Direction de la Culture et du Patrimoine, l'état de diffusion de l'œuvre ainsi que les prix et récompenses éventuellement décernés.

ANNEXE TECHNIQUE

I/ Bénéficiaires et conditions d'éligibilités

Court-métrage pour le cinéma

Bénéficiaires

- les sociétés de production cinématographiques et audiovisuelles qui disposent d'un siège social en France ou en Union Européenne, et qui disposent d'un établissement stable en France ;
- les associations déclarées en région Nouvelle-Aquitaine dont l'activité principale est la production cinématographique ou audiovisuelle (code APE « *production cinématographique ou audiovisuelle* », commençant par 5911 A ou C).

Le bénéficiaire de l'aide doit intervenir au titre de producteur ou co-producteur délégué majoritaire (ou 50/50). Il doit être à l'initiative du projet [signataire du contrat de cession de droits avec le/les auteur(s)], en avoir la responsabilité financière, technique et artistique, et en assurer la garantie de bonne fin.

Dans le cas des coproductions internationales réservées aux producteurs de la Région Nouvelle-Aquitaine (siège social depuis au moins 6 mois et bureau d'activité dans la région), le déposant devra être le seul coproducteur délégué français.

Conditions d'éligibilité

La demande doit être déposée avant le début du tournage.

L'œuvre ne devra pas être terminée ni diffusée avant la réunion du comité d'experts.

- sont éligibles les œuvres de fiction d'une durée inférieure à 60 minutes réalisées et finalisées sur support professionnel ;
- le film fera obligatoirement l'objet d'une demande de numéro de visa d'exploitation cinématographique.

L'œuvre devra être tournée de manière significative dans les Landes.

Le projet doit satisfaire, au minimum, deux des critères suivants :

- auteur/réalisateur, scénariste, co-auteur ayant sa résidence principale en Nouvelle-Aquitaine ;
- producteur / coproducteur délégué disposant d'un établissement stable en Nouvelle-Aquitaine (siège social depuis au moins 6 mois et bureau d'activité dans la région) ;
- recours significatif à des compétences départementales en termes d'emplois culturels contractualisés et de prestations techniques, de la préparation de l'œuvre à l'achèvement de sa fabrication. Si cette condition est retenue, sa

mise en œuvre sera évaluée par les services responsables de l'instruction et le Bureau d'Accueil des Tournages régional/ou départemental.

Elle fera l'objet d'un suivi strict et d'un éventuel contrôle financier. Le développement d'actions de diffusion et d'éducation à l'image sera particulièrement apprécié.

Série et unitaire pour la télévision

Bénéficiaires

- sociétés de production cinématographiques et audiovisuelles qui disposent d'un siège social en France ou en Union Européenne, et qui disposent d'un établissement stable en France.

Le bénéficiaire de l'aide doit intervenir au titre de producteur ou coproducteur délégué majoritaire (ou 50/50). Il doit être à l'initiative du projet [signataire du contrat de cession de droits avec le/les auteur(s)], en avoir la responsabilité financière, technique et artistique, et en assurer la garantie de bonne fin.

Conditions d'éligibilité

La demande doit être déposée avant le début du tournage.

L'œuvre ne devra pas être diffusée avant la réunion du comité d'experts.

Une diffusion sur une chaîne de TV française doit être garantie (contrat ou lettre d'engagement chiffrée précisant le montant en numéraire en préachat et/ou en coproduction).

L'œuvre devra être tournée de manière significative dans les Landes.

Le projet doit satisfaire, au minimum, deux des critères suivants :

- auteur/réalisateur, scénariste, co-auteur ayant sa résidence principale en Nouvelle-Aquitaine ;
- producteur / coproducteur délégué disposant d'un établissement stable en Nouvelle-Aquitaine (siège social depuis au moins 6 mois et bureau d'activité dans la région) ;
- recours significatif à des compétences départementales en termes d'emplois culturels contractualisés et de prestations techniques, de la préparation de l'œuvre à l'achèvement de sa fabrication. Si cette condition est retenue, sa mise en œuvre sera évaluée par les services responsables de l'instruction et le Bureau d'Accueil des Tournages régional/ou départemental. Elle fera l'objet d'un suivi strict et d'un éventuel contrôle financier. Le développement d'actions de diffusion et d'éducation à l'image sera particulièrement apprécié.

Long-métrage pour le cinéma

Bénéficiaires

- les sociétés de production cinématographiques et audiovisuelles qui disposent d'un siège social en France ou en Union Européenne, et qui disposent d'un établissement stable en France.

Le bénéficiaire de l'aide doit intervenir au titre de producteur ou coproducteur délégué majoritaire (ou 50/50). Il doit être à l'initiative du projet [signataire du contrat de cession de droits avec le/les auteur(s)], en avoir la responsabilité financière, technique et artistique, et en assurer la garantie de bonne fin.

Dans le cas des coproductions internationales réservées aux producteurs de la région Nouvelle-Aquitaine (siège social depuis au moins 1 an et bureau d'activité dans la région), le déposant devra être le seul coproducteur délégué français (avec une participation supérieure ou égale à 10 %, conformément aux accords intergouvernementaux de coproduction).

Conditions d'éligibilité

La demande doit être déposée avant le début du tournage.

Sont éligibles les œuvres cinématographiques d'une durée supérieure à 60 minutes, réalisées et finalisées sur support professionnel.

Les œuvres doivent présenter toutes les garanties d'obtention de l'agrément du Centre national de la cinématographie (CNC), condition préalable au 1^{er} versement d'une aide éventuelle. Les œuvres ayant obtenu l'Aide aux cinémas du monde du CNC peuvent être dispensées de l'agrément, conformément au règlement de cette aide.

Pour qu'une aide soit proposée au vote des élus de la Commission Permanente, la société de production devra présenter un premier financement acquis :

- une promesse d'avance sur recettes du CNC ;
- et/ou une attestation de coproduction et/ou de préachat d'une chaîne de télévision française (simple lettre comportant un montant explicite d'engagement en liquidités et /ou en industrie) ;
- et/ou une lettre d'engagement significatif d'une société de distribution ;
- un financement étranger (hors apport producteur) dans le cas d'une coproduction internationale.

Lorsque le producteur mentionne un apport de sa société en liquidités ou en fonds de soutien, il doit fournir les attestations de sa banque et éventuellement du CNC sur sa capacité à effectuer cet apport.

L'œuvre devra être tournée de manière significative dans les Landes.

Le projet doit satisfaire, au minimum, deux des critères suivants :

- auteur/réalisateur, scénariste, co-auteur ayant sa résidence principale en Nouvelle-Aquitaine ;
- producteur/coproducteur délégué disposant d'un établissement stable en Nouvelle-Aquitaine (siège social depuis au moins 1 an et bureau d'activité dans la région) ;

- recours significatif à des compétences départementales en termes d'emplois culturels contractualisés et de prestations techniques, de la préparation de l'œuvre à l'achèvement de sa fabrication. Si cette condition est retenue, sa mise en œuvre sera évaluée par les services responsables de l'instruction et le Bureau d'Accueil des Tournages régional/ou départemental. Elle fera l'objet d'un suivi strict et d'un éventuel contrôle financier. Le développement d'actions de diffusion et d'éducation à l'image sera particulièrement apprécié.

II/ Modalités de procédure / Modalités de sélection

Accueil et instruction des demandes d'aide

Le dossier est déposé auprès de la direction de la Culture et du Patrimoine accompagnée d'une lettre de saisine adressée au Président du Département.

Les projets seront présentés en langue française.

Le dossier dûment constitué est suivi administrativement par la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil départemental des Landes, en collaboration avec l'agence régionale compétente, qui assure pour le Département une mission d'accueil, d'instruction technique et artistique des projets.

Avis consultatif des experts

Afin d'aider les élus à la décision et conformément aux accords passés avec le CNC, le Département a souhaité s'entourer d'experts professionnels pour être au plus près de la réalité de la création et de la production dans le domaine cinématographique et audiovisuel.

Ces experts, nommés par les collectivités partenaires de la convention avec le CNC, sont chargés de donner un avis consultatif sur la qualité artistique des œuvres candidates et leur faisabilité technique et financière.

Les personnes qualifiées qui composent les collèges sont majoritairement des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. Elles sont nommées *intuitu personae* et non pas comme représentants de sociétés ou d'organisations professionnelles.

Les comités d'experts communs aux collectivités partenaires de la convention avec le CNC se répartissent en 6 collèges dont trois concernent le Département des Landes :

Collège 1 : Court-métrage de fiction

Collège 2 : Long-métrage de fiction

Collège 5 : Fiction TV (séries et unitaires)

La composition des membres de ce comité est validée chaque année par la Commission Permanente.

La sélection des projets est organisée en deux étapes distinctes :

- le comité d'experts composé de professionnels du cinéma et de l'audiovisuel présélectionne les projets,
- le comité d'experts auditionne les auteurs et producteurs des projets présélectionnés.



Un représentant du Conseil départemental est présent à chaque étape de la sélection des projets.

Décision d'attribution

Les projets seront soumis aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Conseil départemental des Landes, qui pourra s'appuyer sur l'avis consultatif du comité d'experts.

Le montant de chaque aide attribuée est fixé en fonction de la nature et de l'ambition du projet, et de son économie spécifique. Un acte administratif attributif (convention) précise les modalités, les conditions et l'échéancier de versement de la subvention, et stipule les engagements réciproques des partenaires.

La décision finale est notifiée par lettre du Président du Conseil départemental adressée au porteur de projet.

Annexe X

AIDE A LA COMMANDE ARTISTIQUE

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et 107 ;

VU la Communication de la Commission européenne CE2016-C-262-01 du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107 paragraphe 1 du TFUE, notamment le point 2.6 relatif aux activités non économiques dans le secteur culturel,

Considérant que les actions subventionnées au titre du présent règlement peuvent être considérées comme non économiques conformément au point 2.6 de la communication susvisée, car fournies à titre gratuit ou majoritairement financées par des fonds publics, la réglementation européenne relative aux aides d'État ne s'applique pas.

Considérant que dans les cas où les activités subventionnées seraient majoritairement financées par des recettes commerciales et affecteraient les échanges entre Etats membres, le Département utiliserait le régime d'aide cadre exempté n° SA 42681 relatif à la culture, comme base juridique européenne pour ses aides; en outre s'agissant de commande publique on peut considérer que l'aide du Département servira à "financer" l'achat de la prestation artistique, qu'il s'agit donc du paiement d'une prestation et non d'une aide à fonds perdus.

La commande publique dans le domaine des arts contemporains offre une double opportunité : mettre à la disposition des artistes les moyens de réaliser des projets ambitieux nécessitant un soutien de la part des collectivités publiques ; contribuer à l'amélioration de la qualité esthétique des espaces publics et à la présence de l'art au plus près de la population.

La réglementation dite du « 1 % artistique » fait obligation, à l'occasion de la construction ou de l'extension de certains bâtiments publics, d'affecter 1 % du montant de l'investissement à la réalisation d'une ou de plusieurs œuvres d'art contemporain spécialement conçues pour ces lieux (Code général des collectivités territoriales Article L1616-1) ; en dehors de cette procédure, les collectivités peuvent prendre toute initiative qu'elles jugent utile et définir leurs propres procédures.

Dans les deux cas, le Département entend accompagner les communes et les groupements de communes dans leurs efforts en faveur de la commande artistique.

Article 1^{er} –

Une aide départementale peut être octroyée aux communes ou aux groupements de communes pour l'intégration d'œuvres d'art contemporain à de nouveaux programmes urbains ou environnementaux :

- construction d'un nouveau bâtiment public (dans le cadre du « 1 % artistique »),
- aménagement de l'espace urbain ou naturel (signalétique, traitement d'un site, requalification d'un monument historique ou d'un jardin, mobilier urbain...),
- aménagement d'un équipement public (espace d'accueil ou d'attente, moyen de transport, parking...).

L'œuvre concernée devra faire l'objet d'une commande publique, dans le respect de la réglementation du code des marchés publics.

L'intervention artistique souhaitée ne doit pas se limiter à l'implantation d'une œuvre isolée ; elle doit être considérée dans son contexte environnemental (géographique, architectural, social...) et dans une relation forte au public.

Article 2 –

Seules les commandes d'un coût supérieur ou égal à 6 000 € sont concernées par cette aide.

Quelle que soit la nature du projet, le montant de la subvention ne pourra excéder 45 % du coût H.T.

La subvention départementale sera plafonnée à :

- 5 000 € dans le cas d'une œuvre dévolue à l'aménagement et à la décoration d'espaces de service public (tableau, sculpture, fresque, mobilier, installation visuelle ou sonore, mobilier urbain...),
- 15 000 € dans le cadre d'une œuvre monumentale (œuvre de référence nationale, sculpture monumentale...).

Les plafonds du présent règlement ne s'appliquent pas dans le cas d'un programme prévoyant l'aménagement global d'un site et comprenant plusieurs œuvres. L'Assemblée départementale en délibérera en séance plénière au cas par cas.

Article 3 -

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à :

- informer la presse et les médias du projet,
- faire figurer la mention "avec le soutien du Département des Landes", ainsi que le logo du Département sur tous les documents promotionnels ou d'information, dossiers et articles de presse,
- à organiser une inauguration publique de l'œuvre en présence des représentants du Conseil Départemental et des membres du comité de pilotage.

Article 4 –

Dans le cas de projets d'œuvre monumentale, afin d'accompagner la mise en œuvre de ce dispositif, un comité de pilotage est mis en place au plan départemental pour rendre un avis :

- a priori, sur la pertinence des projets proposés par les demandeurs, en fonction de critères territoriaux (site choisi) et culturels (qualité artistique, impact social),
- a posteriori, sur la conformité de l'exécution de l'œuvre par rapport au projet initial.

Si le demandeur le souhaite, il pourra solliciter le comité de pilotage, avant le dépôt de la demande, pour recevoir toute forme de conseil :

- établir un diagnostic préalable (repérage définissant la nature des interventions artistiques),
- rédiger le cahier des charges pour la mise en concurrence des artistes,
- assurer une interface avec le milieu artistique.

Le rôle du comité de pilotage demeure purement consultatif, il ne lui incombe pas de se prononcer sur le montant de la subvention départementale, mais exclusivement d'émettre un avis sur la valeur culturelle et territoriale du projet.

Présidé par un Conseiller Départemental élu en son sein, le comité est animé par la direction de la Culture et du Patrimoine du Département qui en assure l'administration. La fréquence des réunions du comité est fonction des projets présentés par les collectivités.

Il est composé de :

- 2 Conseillers départementaux, membres de la commission des affaires culturelles, désignés par l'Assemblée départementale,
- 2 personnalités extérieures compétentes en matière d'art contemporain et 1 conseiller qualifié en matière d'architecture et d'urbanisme, désignés par le Président du Conseil Départemental, après avis de la commission des affaires culturelles.

Les membres du comité de pilotage sont désignés pour trois ans. Aucun membre ne doit être impliqué dans un projet susceptible de bénéficier du dispositif.

Article 5 -

La lettre de demande de subvention sera adressée à Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes avant le 31 octobre de l'année précédant la demande.

Le dossier de demande de subvention sera adressé avant le 30 avril de l'année N et devra comprendre :

- la délibération du Conseil municipal, communautaire ou syndical décidant de la commande artistique,
- le programme d'aménagement dans lequel s'inscrit cette commande,
- la présentation de l'artiste ou de l'équipe artistique sélectionnés,
- un budget prévisionnel et un plan de financement faisant apparaître les autres partenaires sollicités,
- un devis estimatif,
- un Relevé d'Identité Bancaire.

Article 6 -

La demande sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Conseil Départemental, sauf dans le cas de délibération en séance plénière, prévu à l'article 2.



Article 7 -

Le versement de la subvention au bénéficiaire sera effectué en deux fois :

- 50 % sur présentation, à la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil Départemental des Landes, de la lettre de commande,
- le solde sur présentation des factures de réalisation certifiées acquittées par le Comptable Public (Trésor Public) et d'un bilan financier.

L'aide départementale est valable pour une durée de 2 ans. Si les actions auxquelles le Département des Landes apporte son concours ne sont pas engagées durant le délai imparti et, à défaut de production des factures et du bilan financier dans ce délai de deux ans à compter de la date d'attribution, la décision attributive est caduque de plein droit, sauf prorogation de délai décidé par la Commission Permanente.

Pour le cas où la dépense H.T. réalisée serait inférieure à la dépense prévisionnelle présentée lors du dépôt du dossier, le montant de l'aide départementale interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et selon le calcul prévu par ce règlement.

**Annexe XI**

REGLEMENT DE MISE A DISPOSITION DE MATERIEL TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

Adopté par délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et 107 ;

VU la Communication de la Commission européenne CE2016-C-262-01 du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107 paragraphe 1 du TFUE, notamment le point 2.6 relatif aux activités non économiques dans le secteur culturel,

Considérant que les actions subventionnées au titre du présent règlement peuvent être considérées comme non économiques conformément au point 2.6 de la communication susvisée, car fournies à titre gratuit ou majoritairement financées par des fonds publics, la réglementation européenne relative aux aides d'Etat ne s'applique pas.

PREAMBULE

*Afin de mettre en œuvre ses propres opérations culturelles et partenariales départementales, le Département est propriétaire d'un parc de matériel **scénique** et **muséographique** spécialisé et professionnel.*

- *Le **matériel scénique** peut être mis à disposition des associations, communes et groupements de communes landais, pour l'organisation de projets culturels qui répondront à l'un ou plusieurs des critères suivants :*
 - *Manifestations culturelles développées en partenariat avec le Département ou inscrites dans les programmations culturelles mises en œuvre par des opérateurs départementaux.*
 - *Organisations de spectacles professionnels relevant du domaine du « spectacle vivant ».*
 - *Spectacles amateurs dont le rayonnement dépasse l'échelon communal : rassemblement de troupes et pratiques amateurs de plusieurs communes.*
 - *Soutien à la création professionnelle par la voie de la résidence d'artistes.*
- *Le **matériel muséographique** peut être mis à disposition des organisateurs publics de manifestations patrimoniales et des associations landaises à caractère historique, archéologique, ethnographique ou scientifique.*

Cette contribution en nature vise à soutenir l'effort engagé par ces organisateurs pour assurer l'accueil des spectacles, des expositions et des publics dans des conditions professionnelles et de sécurité.

La validation de l'accès au prêt est soumise à l'expertise du technicien régisseur départemental concernant la nature et la pertinence de la demande.

Le matériel scénique et muséographique départemental étant prioritairement consacré aux opérations culturelles et patrimoniales du Département, l'accès au prêt est conditionné par sa disponibilité et par l'ordre d'arrivée des demandes.

Ne seront pas retenues par le présent règlement, les demandes de prêt de matériel pour la mise en œuvre d'organisations de type : programmes d'animations commerciales et touristiques, déclinaisons de fêtes nationales (fêtes de la musique, journées du patrimoine, etc.), et fêtes patronales.

Article 1^{er} :

Le Département des Landes dispose d'un matériel technique professionnel destiné prioritairement à l'accueil d'expositions et de spectacles vivants.

Ce matériel relevant d'un usage professionnel, il induit deux types de mise à disposition :

- Mise à disposition simple : tapis de danse, scène, praticables, pendrillons, grilles, vitrines.

- Mise à disposition soumise à l'emploi d'un ou plusieurs techniciens qualifiés : armoires électriques, structures d'accroche et pieds de levage, matériels de sonorisation et d'éclairage.

Article 2 :

La mise à disposition du matériel est gratuite pour les emprunteurs landais, sous réserve du respect des articles 3 et 4 du présent règlement.

L'enlèvement, le transport, le montage, le démontage et le retour du matériel sont à la charge de l'emprunteur, aux conditions convenues avec le technicien régisseur départemental, notamment concernant le nécessaire renfort de personnels pour la prise en charge ou la mise en œuvre.

Les dépenses de consommables sont à la charge de l'emprunteur.

Article 3 :

Avant toute démarche officielle, l'emprunteur s'assurera de la recevabilité de sa demande au vu des clauses du présent règlement.

Il devra ensuite adresser une demande de prêt par mail à l'adresse culture@landes.fr ou, à défaut, une demande par courrier à l'attention de Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes, **entre deux et six mois** avant la date de prise en charge du matériel demandé, et en précisant : ses coordonnées (téléphone à minima), les dates et l'objet précis de la manifestation, la nature du matériel sollicité, les dates d'enlèvement et de retour proposées.

Les modalités de prêt de matériel seront encadrées par la signature d'une convention entre l'emprunteur et le Département, qui précisera notamment :

- les dates et les conditions d'enlèvement et de retour,
- la valeur locative qui servira de base à la valorisation de cette contribution en nature, conformément à l'article 8 du présent règlement,
- la valeur d'assurance du matériel,
- pour le matériel scénique uniquement, la nécessité, s'il y a lieu, d'embaucher des techniciens qualifiés pour la mise en œuvre du matériel, afin de respecter la réglementation du travail relative à l'emploi de ces personnels spécialisés.

Le matériel du Département ne devra en aucun cas faire l'objet d'un usage autre que celui pour lequel il a été emprunté.

**Article 4 :**

Dans le cadre de la mise à disposition de matériel scénique soumise à l'emploi d'un ou plusieurs techniciens qualifiés, l'emprunteur devra présenter au Département les noms et les habilitations des personnels qu'il prévoit d'engager.

L'emprunteur s'engage à respecter les préconisations du technicien régisseur départemental concernant le respect de la réglementation du travail des techniciens qualifiés.

Article 5 :

Le matériel est remis par un agent de la Direction de la Culture et du Patrimoine qui en contrôle l'état, en présence de l'emprunteur, avant et après la mise à disposition. Il lui remet également la charte d'utilisation du matériel garantissant un usage conforme aux attentes du Département.

Article 6 :

L'emprunteur devra faire état du prêt de matériel via ses propres outils de communication et/ou par le biais de ceux remis par le Département lors de l'enlèvement du matériel.

Article 7 :

Les assurances couvrant l'incendie, les dégâts des eaux, vol avec effraction, vandalisme, bris de machine, explosion, foudre et tempêtes, encourus par ce matériel sont souscrites par le Département. Néanmoins, en cas de sinistre, la franchise déduite par la compagnie d'assurances sera refacturée à l'emprunteur.

La couverture des risques autres que ceux énumérés à l'alinéa 1 du présent article reste à la charge de l'emprunteur. En cas de sinistre non couvert par l'assurance du Département, le remplacement ou la réparation du matériel sera facturé à l'emprunteur.

Article 8 :

Conformément à la loi Economie Sociale et Solidaire du 31 juillet 2014, et sa circulaire du 29 septembre 2015, le prêt de matériel relève d'une contribution en nature accordée par le Département à l'emprunteur.

Si la manifestation visée par le prêt bénéficie par ailleurs d'une subvention monétaire du Département, sa valorisation devra être reportée dans les documents financiers que l'organisateur de la manifestation adressera à la collectivité.

**Annexe XII**

**Compte-rendu des conventions et contrats signés par M. le Président dans le cadre de
l'autorisation de signature donnée par la Commission Permanente du
Conseil départemental (délibérations n° K-3/1 du 24/09/2021 et du 19/11/2021)**

Culture

INTERVENANT	OBJET	DURÉE ET MODALITES D'EXECUTION	REMUNÉRATION / REGIME SOCIAL	PRISE EN CHARGE DES DEFRAIEMENTS
Cie Mouka	Culture en Herbe	Durée : 22 jours Date : octobre 2021 à mai 2022 Lieu : Collège D.Mitterrand – Saint-Paul-lès-Dax	12 232€ versés à la Cie par le Département	4 652€
SmartCie	Culture en Herbe	Durée : 20 jours Date : décembre 2021 à juin 2022 Lieu : MECS Castillon Tarnos	18 812€ versés à la Cie par le Département	4 737€
Cie MMCC	Culture en Herbe	Durée : 22 jours Date : décembre 2021 à mai 2022 Lieu : Collège H.Scognamiglio Morcenx	13 824€ versés à la Cie par le Département	5 350€
Cie CarréBlanc	Culture en Herbe	Durée : 23 jours Date : d'octobre 2021 à juin 2022 Lieu : Collège J.Rostand Capbreton	13 999€ versés à la Cie par le Département	4 949€
Cie Contrechamp	Culture en Herbe	Durée : 12 jours Date : de janvier à juin 2021 Lieu : MECS ASAE Saint-Paul-lès-Dax	8 770€ versés à la Cie par le Département	1 100€
Cie Contrechamp	Culture en Herbe	Durée : 12 jours Date : de janvier à juin 2021 MECS ASAE Mont- de-Marsan	9 100€ versés à la Cie par le Département	1 430€
Emmanuel RANSINANGUE	Culture en Herbe - Restitution	Durée : 2 jours Date : 14 et 15 juin 2021 Lieu : Collège J.Mermoz Biscarrosse	300€	38,20€
Fédération de la Course Landaise	Projet Gascon	Durée : 7 mois Date : de novembre 2020 à mai 2021	/	7 250€ maximum
Fédération de la Course Landaise	Projet Gascon	Durée : 7 mois Date : de novembre 2021 à mai 2022	/	7 250€ maximum
Cie du Parler Noir	Projet Gascon	Durée : 2 mois Date : de janvier 2021 à mars 2022	6 000€	Sans objet
Cie du Parler Noir	Projet Gascon	Durée : 2 mois Date : de février 2022 à mars 2022	6 500€ versés à la Cie par le Département	Sans objet



Fédération des Foyers Ruraux	Projet Gascon	Durée : 1 mois Date : mars 2022	3 500€ versés à la Fédération par le Département	Sans objet
Cie Théâtre des Deux Mains	Rencontres théâtrales des Collégiens et Lycéens	Durée : 6 jours Date : du 20 au 25 mars 2022	40 000€ versés à la Cie par le Département	Sans objet
APEME 40	Rencontres des chorales départementales	Durée : 2 mois Date : d'avril à mai 2022	12 000€ versés à l'Association par le Département	Sans objet
Louise Thermes	Bourse d'auteur – La Maison Bleue Contis	Durée : 4 semaines Dates : - du 26 mars au 12 avril 2021 - du 17 septembre au 1 ^{er} octobre 2021	1 250€ versés à l'auteur par le Département	Sans objet
Julien Menanteau	Bourse d'auteur – La Maison Bleue Contis	Durée : 4 semaines Dates : - du 26 mars au 12 avril 2021 - du 17 septembre au 1 ^{er} octobre 2021	4 500€ versés à l'auteur par le Département	Sans objet
Nicolas Filali	Bourse d'auteur – La Maison Bleue Contis	Durée : 4 semaines Dates : - du 26 mars au 12 avril 2021 - du 17 septembre au 1 ^{er} octobre 2021	3 250€ versés à l'auteur par le Département	Sans objet
Étienne Chédeville	Bourse d'auteur – La Maison Bleue Contis	Durée : 4 semaines Dates : - du 26 avril au 5 mai 2021 - du 23 octobre au 2 novembre 2021	2 250€ versés à l'auteur par le Département	Sans objet
Elvire Munoz	Bourse d'auteur – La Maison Bleue Contis	Durée : 4 semaines Dates : - du 26 avril au 5 mai 2021 - du 23 octobre au 2 novembre 2021	2 250€ versés à l'auteur par le Département	Sans objet
Association Avant toute chose	Accompagnement Résidences La Maison Bleue de Contis	Durée : 4 semaines Dates : - du 26 mars au 12 avril 2021 - du 17 septembre au 1 ^{er} octobre 2021	5 520€ versés à l'association par le Département	Sans objet
Association Du Cinéma Plein Mon Cartable	Médiation Résidences La Maison Bleue de Contis	Durée : 8 semaines Dates : - du 26 mars au 12 avril 2021 - du 17 septembre au 1 ^{er} octobre 2021 - du 26 avril au 5 mai 2021 - du 23 octobre au 2 novembre 2021	2 500€ versés à l'association par le Département	Sans objet



Association La Maison des Scénaristes	Accompagnement Résidences La Maison Bleue de Contis	Durée : 4 semaines Dates : - du 26 mars au 12 avril 2021 - du 17 septembre au 1 ^{er} octobre 2021	2 100€ versés à l'association par le Département	Sans objet
Cie Contrechamp	Formation BAT40	Durée : 8 jours Dates : - 13/14 mars 2021 - 20/21 mars 2021 - 17/18 avril 2021 - 24/25 avril 2021	7 000€ versés à la Cie par le Département	Sans objet
Cie Contrechamp	Formation BAT40	Durée : 8 jours Dates : - 16/17 octobre 2021 - 23/24 octobre 2021 - 6/7 novembre 2021 - 13/14 novembre 2021	8 000€ versés à la Cie par le Département	Sans objet



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° K 2 Objet : PATRIMOINE CULTUREL

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0



N° K 2

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Culture ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Lecture publique : favoriser une offre de qualité pour tous les landais****A - Développer l'accès à l'offre par le biais des médiathèques : des conditions d'accès pour tous**

compte tenu de la politique départementale en faveur du développement de la lecture publique, notamment par l'animation technique du réseau des médiathèques portées par les communes et groupements de communes ainsi que le soutien financier de leurs actions,

- d'adopter le règlement d'aide au développement des médiathèques du réseau départemental de la lecture publique, tel que figurant en annexe II.

1°) Aide à la création des médiathèque :

considérant que la Médiathèque départementale soutient et encourage au quotidien le développement des médiathèques sur l'ensemble du territoire landais, apporte un appui d'ingénierie et de conseils aux collectivités désireuses de créer, agrandir, adapter ou mettre en réseau leurs médiathèques,

afin de consolider ce soutien technique par un soutien financier qui accompagne cette dynamique,

- de clôturer les Autorisations de Programme n° 549 « Aide aux communes - Bibliothèques 2017 » à un montant définitif de 186 035 € et n° 703 « Aide aux communes - Médiathèques » à un montant définitif de 10 346,48 €.

- d'inscrire un crédit de paiement global de 108 198,32 € au titre des AP antérieures, conformément au tableau figurant en annexe I.

- de voter au titre du programme 2022 une Autorisation de Programme 2022 n° 817 « Aide aux communes – Médiathèques » d'un montant de 400 000 €.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I, un Crédit de Paiement 2022 d'un montant de 100 000 € au titre de cette nouvelle AP,

étant précisé que l'échéancier prévisionnel est fixé conformément au tableau figurant en annexe I.

2°) Développer un partenariat renforcé et personnalisé

compte tenu de la présence sur le territoire landais de 125 médiathèques et points de lecture de proximité, signataires d'une convention d'adhésion au réseau de lecture publique des Landes sur le modèle de convention-type adopté par délibération n° I 2 de l'Assemblée départementale en date du 21 février 2020, partenaires du Département des Landes et ainsi associés à la Médiathèque départementale,

afin de proposer une offre de lecture publique de qualité et de proximité,

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions d'adhésion au réseau de lecture publique des Landes et le cas échéant les conventions de partenariat en découlant.

3°) Le dispositif « Un livre à tout âge »

~~compte tenu~~ considérant que l'opération « Un livre à tout âge » vise à donner à chaque jeune landais un livre à chaque étape clé de sa vie, à la naissance, lors de son entrée en CP, puis un chèque-lire lors de son entrée au collège,

~~considérant~~ compte tenu du fait que le partenariat avec l'Etat dans le cadre du Contrat Départemental Itinérance Lecture (CDLI) contractualisé avec la DRAC permettra notamment de renforcer les partenariats locaux et la valorisation des livres auprès des plus petits,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I, un crédit de 196 750 €, afin de poursuivre cette opération.

B - Renforcer la qualité de l'offre documentaire et de sa diffusion

1°) Soutenir une offre attractive et participative

conformément à la loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique, est requise l'approbation par l'organe délibérant des orientations générales de la politique documentaire,

afin de contribuer au renouvellement et à l'actualisation des collections de la Médiathèque des Landes,

- d'adapter les collections pour répondre aux besoins et aux demandes des collectivités (mises à disposition de fonds lors des créations, fonds spécifiques dans le cadre des actions de la MDL, telles que la démarche accessibilité).

- de développer et maîtriser l'offre documentaire en lien avec les demandes des usagers (renouvellement annuel de 10 % des collections).

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I :

- un crédit de 4 000 € au titre de l'investissement,
- un crédit de 273 425 € au titre du fonctionnement.

2°) Aide à l'édition

compte tenu de la place de la production éditoriale dans la diversité de l'offre documentaire des médiathèques et ainsi son intérêt départemental,

- d'adopter le règlement d'aide à l'édition d'ouvrages, figurant en annexe III.
- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I un crédit de 30 000 €.

3°) Poursuivre le développement des ressources et outils numériques

considérant que les expérimentations mises en place afin de développer de nouveaux outils informatiques et numériques pour les médiathèques seront poursuivies et réalisées dans le cadre du programme « Bibliothèques Numériques de référence » (porté par le Ministère de la culture),

- d'inscrire à ce titre au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I, un crédit de 150 000 €.

C - Renforcer la qualité du réseau

1°) Amplifier la formation des acteurs de la lecture publique

compte tenu du programme de formation continue et de formations en ligne de la Médiathèque départementale des Landes (MDL),

- d'inscrire au Budget primitif 2022 conformément au détail figurant en annexe I, un crédit de 125 000 €.

2°) Valoriser des actions culturelles de qualité

considérant la volonté du Département de professionnaliser les actions culturelles proposées et de valoriser les médiathèques par des actions leur permettant d'accueillir dans leurs espaces de nouveaux publics,

- d'inscrire à ce titre au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I, un crédit global de 172 770 €.

3°) Adaptation des locaux de la médiathèque départementale

compte tenu des travaux programmés à partir de l'année 2022 afin d'acquérir du mobilier spécialisé de lecture publique,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, en investissement et conformément au détail figurant en annexe I, un crédit de 110 000 €.

II – La politique d'aide en faveur du patrimoine

A - Une politique constante de soutien à la restauration du patrimoine protégé

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la restauration du patrimoine culturel des communes ou de leurs groupements, tel que figurant en annexe IV.

- de clôturer l'Autorisation de Programme n° 611 « Travaux, monuments, sites et objets protégés 2018 » à un montant définitif de 53 954 €.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un Crédit de Paiement global de 283 859,65 €, conformément au tableau figurant en annexe I.

- de voter au Budget Primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 818 « Travaux Monuments Sites Objets Protégés » d'un montant de 300 000 €.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un Crédit de Paiement 2022 de 100 000 €, étant précisé que l'échéancier prévisionnel figure en annexe I.

B - Une politique d'aide aux musées, au patrimoine et à l'archéologie des Landes

1°) Le soutien aux musées landais labellisés « Musée de France »

considérant l'importance des musées landais labellisés musées de France, acteurs et équipements structurants dans la dynamique territoriale patrimoniale, éducative, culturelle et touristique, et afin de maintenir le soutien qui leur est apporté,

- d'adopter le règlement départemental des aides aux musées, au patrimoine et à l'archéologie des Landes, tel que figurant en annexe V.

- de porter l'AP 2015 n°432 Investissements musées et sites patrimoniaux à un montant de 1 208 126,84 €.

- d'inscrire à ce titre au Budget Primitif 2022, un Crédit de Paiement de 460 000 € étant précisé que l'échéancier prévisionnel figure en annexe I.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, au titre de l'aide à la programmation scientifique et culturelle des musées de France, conformément au détail figurant en annexe I, un crédit de 62 000 €.

2°) Des aides aux projets patrimoniaux : études, recherches, inventaires historiques et archéologiques, aux publications et expositions patrimoniales

compte tenu de l'accompagnement du Département aux communes, groupements de communes et associations jouant un rôle important dans la connaissance, la préservation et la valorisation du patrimoine landais au travers de projets d'études, de recherches, d'inventaires historiques et archéologiques, de publications patrimoniales d'intérêt scientifique et départemental, ou encore d'expositions et manifestations valorisant l'histoire et le patrimoine des Landes,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I, un crédit de 54 000 €.

C - Soutien aux projets patrimoniaux structurants de territoire

considérant que le Département a initié depuis plusieurs années des partenariats avec les communautés de communes Terres de Chalosse, Coteaux et Vallée des Luys, Pays d'Orthe et Arrigans pour le soutien au développement de sites et projets patrimoniaux structurants de territoire à savoir respectivement le Musée de la Chalosse, les expositions et manifestations du Préhisto'Site de Brassempouy et l'ensemble patrimonial UNESCO à Sorde-l'Abbaye,

- d'attribuer, en fonctionnement, à :

- **La Communauté de communes Terres de Chalosse**

une subvention de 74 205 €

- **La Communauté de communes Coteaux et Vallée des Luys**

une subvention de 74 205 €

- **La Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans**

une subvention de 25 000 €

- d'inscrire en conséquence au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I, un crédit global de 173 410 €.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions et actes à intervenir dans le cadre de ces soutiens.

considérant que le site patrimonial UNESCO à Sorde-l'Abbaye, composante n°868-033 de la série « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle », propriété de la Commune (Eglise abbatiale et bâtiments conventuels - monastère) et du Département (site dit " *maison des Abbés* ") fait l'objet d'une convention-cadre avec la Commune de Sorde et la Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans, destinée à porter un projet de développement de l'ensemble patrimonial dans une démarche de coopération,

considérant l'engagement des 3 partenaires de réaliser, chaque année et de manière concertée, des opérations d'études, de valorisation et d'ouverture aux publics, en cohérence avec l'abbaye voisine d'Arthous, par la signature d'un avenant à cette convention cadre,

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 global de 115 000 € au titre de l'AP n° 254 Aménagements et entretien du site Unesco de Sorde, conformément au tableau figurant en annexe I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer l'avenant 2022 à la convention de partenariat qui définira les engagements de chacun des partenaires.

III – Les actions patrimoniales développées par le Département

A - Les musées départementaux

1°) Musée départemental de l'Abbaye d'Arthous (Hastingues)

compte tenu du programme d'exposition 2022 du Musée départemental de l'Abbaye d'Arthous, classé Monument Historique, et de la nécessité de réaliser des travaux d'entretien et d'aménagement de son parcours de visite et de sa cour,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, un Crédit de Paiement global d'un montant de 187 655,01 €, au titre des AP antérieures et conformément au tableau figurant en annexe I,

étant précisé que la réalisation de ces travaux est soutenue par des subventions de l'Etat au titre de l'aide aux Monuments Historiques.

- d'inscrire au Budget primitif 2022, conformément à l'annexe I au titre du Musée de l'Abbaye d'Arthous :

- un crédit, en investissement, de 178 000 € ;
- un crédit, en fonctionnement, de 196 700 € ;
- une recette de 5 000 € en provenance de l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles) au titre des activités d'éducation artistique et culturelle menées par le musée ;
- une recette de 25 000 € au titre de la billetterie et des ventes de la boutique du musée.

2°) Musée de la Faïence et des arts de la table (Samadet)

compte tenu du programme d'exposition et d'animation 2022 et des travaux en cours au musée de la faïence et des arts de la table et afin d'améliorer les espaces d'accueil du public ainsi que les locaux administratifs du musée,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, un Crédit de Paiement global d'un montant de 105 675,66 €, conformément au tableau figurant en annexe I.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I, au titre du Musée de la faïence et des arts de la table :

- un crédit, en investissement, de 52 500 € ;
- un crédit, en fonctionnement, de 155 900 € ;
- une recette de 2 500 € en provenance de l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles) au titre des activités d'éducation artistique et culturelle menées par le musée ;
- une recette de 12 000 € au titre de la billetterie et des ventes de la boutique du musée.

B – Les actions de recherche, d'acquisition et de valorisation

1°) La recherche scientifique

considérant qu'en 2022, un premier programme collectif de recherche sur le site de Sorde-l'Abbaye, cofinancé avec la Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans et le Service régional de l'Archéologie (DRAC Nouvelle-Aquitaine), est envisagé avec le laboratoire de recherche de l'Université de Pau et Pays de l'Adour,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, pour mener à bien cette action et conformément à l'annexe I un crédit de 10 000 €.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions afférentes à intervenir avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et d'Arrigans.

2°) Une démarche d'acquisition et de valorisation des œuvres

considérant la politique d'acquisition, de gestion et de restauration du Département de sa collection d'œuvres et d'objets mobiliers d'intérêt artistique et patrimonial, et afin d'engager des projets de publications destinées à mieux valoriser les ressources patrimoniales landaises,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I :

- en investissement, un crédit global de 220 000 € pour l'acquisition d'œuvres d'art destinées à enrichir le fonds artistique départemental ainsi que pour la restauration et conservation des œuvres ;
- un crédit de 24 000 € pour des équipements ou prestations d'exposition et valorisation des œuvres ;
- un crédit de 27 250 € pour les charges de fonctionnement courantes de la Conservation Départementale ;
- une recette de 5 000 € en provenance de la Communauté de communes du Pays d'Orthe et d'Arrigans au titre du programme collectif de recherche.

C - Les Archives départementales

1°) La collecte, le classement et la conservation des fonds

conformément à la mission de collecte, de classement et de conservation des archives des organismes publics, des notaires mais aussi de certains fonds privés emblématiques ou significatifs de l'histoire du département ou de ses habitants exercée par les Archives départementales,

considérant le partenariat noué avec le Centre de Gestion des Landes afin de concevoir une « offre commune » d'archivage électronique en faveur des collectivités landaises, avec trois collectivités pilotes en 2022, et avant un déploiement à venir,



- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I :

- un crédit global de **138 000 €** en investissement pour les acquisitions de documents et archives privées présentant un intérêt pour compléter les fonds départementaux, ainsi que les acquisitions des matériels techniques et prestations extérieures de restauration.
- un crédit de **109 880 €** pour le fonctionnement courant ou liés à la conservation ;

2°) La communication et la valorisation auprès des publics

considérant la participation des Archives départementales, en collaboration avec la Médiathèque et les Musées départementaux, aux actions culturelles en direction du territoire mettant à disposition des expositions itinérantes,

compte tenu de leur programme d'actions et de valorisation,

- d'adopter le règlement départemental de mise à disposition des outils d'animation itinérants – Archives départementales et Médiathèque départementale des Landes, tel que figurant en annexe VI.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I :

- un crédit global de 135 775 €, au titre des actions de communication et de valorisation des fonds des Archives départementales,
- une recette de 5 200 € au titre des produits d'exploitation et des ventes.

D - La stratégie numérique et les actions transversales

considérant la nécessité d'assurer la conservation des documents, la mise à disposition des ressources, la diffusion des informations ou la valorisation des œuvres passant par de nombreux équipements, logiciels spécialisés, supports ou vecteurs numériques,

compte tenu également des frais d'acquisition de petit matériel et de maintenance nécessaires aux Archives départementales, à la Médiathèque et aux musées départementaux,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I :

- un crédit de 105 000 € en investissement pour le développement de la stratégie numérique.
- un crédit de 100 000 € en fonctionnement pour les actions numériques engagées et leur maintenance.
- un crédit de 42 000 € au titre des actions transversales.

IV - Compte-rendu à l'Assemblée départementale des signatures dans le cadre des autorisations données par la Commission Permanente

considérant les autorisations de signatures accordées à M. le Président du Conseil départemental, par délibérations n° 11 du 25 septembre 2020 et n° I-3/1 du 11 décembre 2020 de la Commission Permanente du Conseil départemental, pour la programmation des actions menées dans le cadre de la politique patrimoniale culturelle,

- de prendre acte des conventions et contrats signés, dans le cadre de l'autorisation de signature accordée à M. le Président du Conseil départemental par la Commission permanente, tels que figurant en annexe VII.



*

* *

- d'approuver le détail des inscriptions budgétaires 2022 tel que figurant en en annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des actes s'y rapportant.

Le Président,

Xavier FORTINON

**ANNEXE I (Rapport n° K 2)
Budget Primitif 2022**

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-K02_BP_2022-DE

BUDGET PRIMITIF 2022

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT			
				AP antérieures actualisées	Montant AP réalisé	Divers ajustements	Nouveau montant AP	AP nouvelle	Solde AP	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025
688	AIDE COMMUNES BIBLIOTHEQUES 2019	204	313	400 000,00	312 406,79	18 625,11	418 625,11		106 218,32	106 218,32			
770	AIDE AUX COMMUNES MEDIATHEQUES 2021	204	313	400 000,00		-398 020,00	1 980,00		1 980,00	1 980,00			
817	AIDE AUX COMMUNES MEDIATHEQUES 2022	204	313				0,00	400 000,00	400 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
689	TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES 2019	204	312	200 000,00	152 363,32	-5 420,43	194 579,57		42 216,25	42 216,25			
704	TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES 2020	204	312	300 000,00	105 820,74		300 000,00		194 179,26	131 643,40	62 535,86		
771	TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES 2021	204	312	300 000,00	18 000,00		300 000,00		282 000,00	110 000,00	100 000,00	72 000,00	
818	TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES 2022	204	312					300 000,00	300 000,00	100 000,00	80 000,00	60 000,00	60 000,00
432	INVESTISSEMENTS MUSEES ET SITES PATRIMONIAUX	204	312	1 030 000,00	321 873,16	500 000,00	1 530 000,00		1 208 126,84	460 000,00	379 064,00	369 062,84	
254	AMENAGEMENTS ET ENTRETIEN DU SITE UNESCO DE SORDE	23	312	288 000,00	92 722,64		288 000,00		195 277,36	115 000,00	80 277,36		
253	AMENAGEMENTS COURS DE L'ABBAYE 2012	23	312	693 000,00	291 279,08		693 000,00		401 720,92	133 650,00	268 070,92		
412	ENTRETIEN BATIMENTS SITE ABBAYE D'ARTHOUS 2012	23	312	322 337,42	234 815,21	5 636,68	327 974,10		93 158,89	54 005,01	39 153,88		
690	TX MUSEE FAIENCE & ARTS DE LA TABLE 2019	23	312	170 000,00	52 950,91		170 000,00		117 049,09	105 675,66	11 373,43		
TOTAL				4 103 337,42	1 582 231,85	120 821,36	4 224 158,78	700 000,00	3 341 926,93	1 460 388,64	1 120 475,45	601 062,84	160 000,00

**II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP**

DEPENSES				
SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	BP 2022
INVESTISSEMENT				
	21	313	Mediathèque/offre attractive et participative	4 000,00 €
	21	313	Mediathèque/adaptation des locaux de la MDL	110 000,00 €
	20	312	Musée départemental de l'Abbaye d'Arthous/ Droits et concessions	30 000,00 €
	21	312	Musée départemental de l'Abbaye d'Arthous/acquisitions de matériel et équipement	110 000,00 €
	23	312	Musée départemental de l'Abbaye d'Arthous/ Restauration de collections	38 000,00 €
	20	314	Musée départemental de la faïence/ Droits et concessions	5 000,00 €
	21	314	Musée départemental de la faïence/acquisitions de matériel et équipement	42 500,00 €
	23	314	Musée départemental de la faïence/ Restauration de collections	5 000,00 €
	21	314	Patrimoine/acquisition et valorisation : acquisition d'œuvres d'art	210 000,00 €
	21	314	Patrimoine/acquisition et valorisation : acquisition de matériel	5 000,00 €
	23	314	Patrimoine/acquisition et valorisation : restauration de collections	5 000,00 €
	21	315	Archives/acquisition de matériel	63 500,00 €
	23	315	Archives/restauration de collections	61 000,00 €
	21	315	Archives/acquisition de collection	13 500,00 €
	20	313	Stratégie numérique/droits et concessions	60 000,00 €
	21	313	Stratégie numérique/acquisition de matériel	45 000,00 €
TOTAL INVESTISSEMENT				807 500,00 €
SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	BP 2022
FONCTIONNEMENT				
	011	313	Mediathèque/un livre à tout âge	196 750,00 €
	011	313	Mediathèque/offre attractive et participative	273 425,00 €
	65	313	Mediathèque/aide à l'édition	30 000,00 €
	011	313	Mediathèque/ressources numériques	150 000,00 €
	011	313	Mediathèque/formation des acteurs de la lecture publique	125 000,00 €
	011	313	Mediathèque/actions culturelles	63 170,00 €
	012	313	Mediathèque/actions culturelles	24 000,00 €
	65	313	Mediathèque/actions culturelles	85 600,00 €
	65	314	Aide à la programmation/Musées de France	62 000,00 €
	65	312	Aide aux projets patrimoniaux	54 000,00 €
	65	314	Projets patrimoniaux structurants/Cdc Terres de Chalosse	74 205,00 €
	65	314	Projets patrimoniaux structurants/Cdc Coteaux et Vallées des Luys	74 205,00 €
	65	312	Projets patrimoniaux structurants/Cdc Pays d'Orthe et d'Arrigans	25 000,00 €
	011	312	Musée départemental de l'Abbaye d'Arthous/ Fonctionnement	189 700,00 €
	012	312	Musée départemental de l'Abbaye d'Arthous/ Fonctionnement	3 000,00 €
	65	312	Musée départemental de l'Abbaye d'Arthous/ Fonctionnement	4 000,00 €
	011	314	Musée départemental de la faïence/ Fonctionnement	148 400,00 €
	012	314	Musée départemental de la faïence/ Fonctionnement	5 500,00 €
	65	314	Musée départemental de la faïence/ Fonctionnement	2 000,00 €
	65	312	Actions de recherche et valorisation/recherche scientifique	10 000,00 €
	011	312-314	Patrimoine/acquisition et valorisation : prestations de services et transport d'oeuvres	24 000,00 €
	011	312-314	Conservation/fonctionnement	27 250,00 €
	011	315	Archives/fonctionnement et conservation	109 880,00 €
	011	315	Archives/ fonctionnement valorisation auprès des publics	125 800,00 €
	012	315	Archives/ rémunération des conférenciers	9 175,00 €
	65	315	Archives/Droits et redevances	800,00 €
	011	313	Stratégie numérique/maintenance et prestations de services	100 000,00 €
	011	311	Projets transversaux	42 000,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT				2 038 860,00
TOTAL DEPENSES HORS AP				2 846 360,00
RECETTES				
SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	BP 2022
FONCTIONNEMENT				
	74	312	Participation Etat - DRAC Nouvelle-Aquitaine	5 000,00
		314	Participation Etat - DRAC Nouvelle-Aquitaine	2 500,00
		312	Participation interco	5 000,00
	70	312	Site départemental de l'abbaye d'Arthous billetterie et ventes	25 000,00
		314	Musée départemental de la faïence et des arts de la table billetterie et ventes	12 000,00
		315	Archives Produits courants et ventes	5 200,00
TOTAL RECETTES				54 700,00

Récapitulatif des inscriptions		
	Dépenses	Recettes
Chapitre 204	1 052 057,97	
Chapitre 23	517 330,67	
Chapitre 21	603 500,00	
Chapitre 20	95 000,00	
Chapitre 011	1 575 375,00	
Chapitre 65	421 810,00	
Chapitre 012	41 675,00	
Chapitre 74		12 500,00
Chapitre 70		42 200,00



ANNEXE II

RÈGLEMENT D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES MEDIATHEQUES DU RESEAU DÉPARTEMENTAL DE LECTURE PUBLIQUE

Adopté par délibération n° K 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et 107 ;

VU la Communication de la Commission européenne CE2016-C-262-01 du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment le point 2.6 relatif aux activités non économiques,

Considérant que les actions subventionnées au titre du présent règlement peuvent être considérées comme non économiques conformément au point 2.6 de la communication susvisée, car fournies à titre gratuit ou majoritairement financées par des fonds publics, la réglementation européenne relative aux aides d'Etat ne s'applique pas.

Compétent en matière de développement de la lecture publique conformément à l'article L320-2 du Code du Patrimoine qui lui a transféré la gestion de la Bibliothèque départementale, le Département des Landes souhaite poursuivre et accompagner le développement qu'a connu le réseau landais depuis la décentralisation.

Le Département, s'associant à la volonté des communes ou groupements de communes de proposer une offre de lecture publique de qualité et de proximité, soutient leurs projets par :

- une mission d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement des réflexions et projets ;*
- la formation et la professionnalisation des équipes de gestion et d'animation des médiathèques ;*
- un soutien logistique au fonctionnement des médiathèques ;*
- des actions en réseau.*

Dans cette perspective, il signe avec les communes ou groupements de communes qui souhaitent s'associer à ce réseau départemental, une convention d'adhésion qui fixe les engagements réciproques des communes ou groupements de communes et du Département.

La convention d'adhésion peut être complétée par une convention de partenariat entre le Département et la commune ou groupement de communes compétent(e)s. Elle vient définir les objectifs partagés ainsi que les modalités de partenariat et de soutien au développement de(s) médiathèque(s) du territoire.

Première Partie

Engagements contractuels des communes ou groupements de communes et du Département

Article 1 - Dispositions générales

Les communes ou groupements de communes qui proposent ou souhaitent proposer une offre de lecture publique sur leur territoire peuvent adhérer au réseau de lecture publique des Landes. Cette adhésion permet aux communes ou groupements de communes de bénéficier du soutien du Département dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur projet de *lecture publique* (ensemble des actions conduites par les médiathèques publiques et destinées à promouvoir la culture de l'écrit, du son, de l'image, matérielle ou numérique).

La mise en œuvre de ce projet nécessite un espace adapté, une équipe de gestion qualifiée, des conditions d'accès, des collections, une politique d'animation et de valorisation.

Pour adhérer au réseau départemental de lecture publique, les communes ou groupements de communes compétent(e)s signent avec le Département une convention d'adhésion qui fixe les engagements de chacun. Dans le cas de réseaux de médiathèques, une annexe à la convention précisera les sites concernés par ladite convention.

Article 2 - Engagement du Département

2-1 : Conseil et fédération du réseau

Le Département, par le biais de son service de développement de la lecture publique (Médiathèque départementale des Landes - MDL), assure un service de conseil auprès des communes ou groupements de communes (élus, services municipaux et communautaires, équipes de gestion et d'animation). Cet accompagnement porte sur l'ensemble des questions concernant la création, l'aménagement, le fonctionnement ou l'animation des services de lecture publique.

Cette expertise se nourrit notamment de démarches d'expérimentation et de travail collaboratif, pilotés par la Médiathèque départementale avec les acteurs du réseau de lecture publique.

2-2 : Formation des équipes

Le Département propose une offre de formation initiale et continue pour l'ensemble des équipes affectées à une médiathèque publique.

2-3 : Mise à disposition de collections

Le Département propose aux médiathèques des prêts de documents ayant vocation à compléter leurs fonds propres.

La Médiathèque départementale accompagne les équipes dans la sélection des documents et assure des actions de médiation.

Collections matérielles :

En fonction du projet défini par la collectivité, la mise à disposition des collections matérielles est effectuée selon les différentes propositions logistiques mises en place par la Médiathèque départementale (prêt de collection de base, renouvellement par bibliobus ou véhicule léger, échanges à la Médiathèque départementale sur rendez-vous).

La Médiathèque départementale fournit aux services locaux un nombre de documents évalué en fonction de la population desservie et du projet de lecture publique, défini préalablement.

La nature des documents prêtés (en qualité et en quantité) est étudiée conjointement et annuellement (livres, cd, dvd, livres audio, documents spécifiques pour les publics empêchés).

Le Département propose également des prêts de matériel d'animation (expositions, malles thématiques, tapis de lecture, jeux) acheminé sur réservation, en fonction des projets (dans la limite d'un matériel d'animation par mois et par site). Les modalités d'emprunt sont régies par le règlement départemental de mise à disposition des outils d'animation itinérants – Archives départementales et Médiathèque départementale des Landes.

Collections immatérielles :

Le Département met à disposition des communes ou groupements de communes dont il est partenaire, une offre de ressources électroniques (Médiathèque numérique) par le biais de son portail Medialandes.fr.

2-4 : Services numériques

Le Département propose par le biais du portail Médialandes un espace professionnel destiné aux bibliothécaires. Cet espace met à disposition un service de réservation en ligne de documents destinés aux médiathèques, mais également de nombreuses ressources professionnelles.

Le Département peut proposer en outre une mise à disposition de supports de lecture (tablettes) selon les projets numériques des collectivités, afin d'accompagner leurs expérimentations.

En partenariat avec l'Agence Landaise Pour l'Informatique, il apporte un soutien aux communes ou groupements de communes désireuses d'informatiser la gestion de leur bibliothèque et de rejoindre le catalogue collectif en ligne « Médialandes ». Par ce biais, les médiathèques se dotent d'un catalogue en ligne accessible à leurs usagers via Médialandes. Diverses déclinaisons de ce catalogue en ligne (application « Ma bibli », déclinaison locale de Médialandes...) peuvent leur être proposées.

2-5 : Aides financières

Le Département peut proposer une aide financière à la création de médiathèque dans le cadre du présent règlement départemental et selon les conditions précisées à l'article 5 du présent règlement.

Article 3 - Engagement des communes ou groupements de communes

Afin de bénéficier de l'offre de soutien de la Médiathèque départementale, les communes ou groupements de communes (dénommé(e)s « collectivités » dans cet article) mettent en œuvre les modalités suivantes :

Locaux :

Les collectivités dotent leur service de lecture publique d'un local répondant à l'ensemble des normes d'accueil des publics.

Accueillant un service public de proximité, le local sera facilement accessible et bien signalé, visible des usagers. Il sera équipé d'un mobilier spécifique, adapté aux services proposés. Il devra veiller à atteindre 7 m² pour 100 habitants (avec un minimum de 100 m²) pour bénéficier de l'ensemble des propositions de soutien de la Médiathèque départementale.

Les collectivités équipent leur service de lecture publique de tout moyen permettant sa communication avec les usagers (téléphone, internet) et la Médiathèque départementale (et notamment un accès wifi pour permettre les échanges de documents sur place).

Elles souscrivent les polices d'assurance nécessaires à la protection des locaux, des personnes et des collections (y compris les collections mises à disposition selon les modalités décrites dans l'article 2-3).

Ouverture au public :

Elles déterminent les jours et heures d'ouverture de manière à satisfaire les besoins des usagers, et à assurer dans des conditions satisfaisantes la continuité du service public.

Selon que le bassin de vie nécessite un point de proximité ou une médiathèque, les horaires d'ouverture à tous les publics seront adaptés au besoin (rythme des usagers, profil du territoire), en veillant à un minimum de 8 heures hebdomadaires (hors tranches horaires consacrées aux publics particuliers).

Collections :

Elles s'engagent à constituer, entretenir et renouveler leurs collections imprimées, numériques et multimédia en y consacrant un budget annuel d'acquisition d'au moins 2 € par habitant. Le suivi de ce budget sera confié à l'équipe de gestion de la structure définie ci-dessous.

Les fonds peuvent être complétés par les collections matérielles de la Médiathèque départementale, qu'elles s'engagent à entretenir, assurer, mettre à disposition des publics dans des conditions adaptées et à valoriser. Elles accompagnent les usagers dans la consultation des ressources numériques.

Elles s'engagent à prévoir des espaces de stationnement sécurisés pour accueillir le bibliobus, le cas échéant.

Les médiathèques qui n'ont pas désiré intégrer le catalogue collectif s'engagent à vérifier le caractère actif des usagers et à en assurer la validation sur la plateforme de Médialandes.

Les médiathèques qui ont intégré le catalogue collectif mettent en œuvre les pratiques harmonisées de constitution du catalogue et participent aux espaces de travail proposés par l'ALPI et la MDL afin d'organiser la gestion collaborative du catalogue (comité utilisateurs, groupes de travail...).

Les médiathèques veillent à assurer un retour des documents demandés par d'autres communes ou groupements de communes par le service de réservation en ligne, dans les meilleurs délais, afin de permettre une rotation la plus rapide possible, dans l'intérêt des usagers.

Équipe de gestion et d'animation :

Elles constituent une équipe chargée du pilotage, de la gestion quotidienne et de l'animation du service. Elles veillent à confier la gestion du service à une équipe qualifiée constituée de personnels de la filière culturelle ou de salariés et/ou bénévoles qualifiés (ayant suivi la formation initiale dispensée par la MDL). Elles s'engagent à permettre la formation initiale nécessaire au partenariat avec la Médiathèque départementale (ainsi que son renouvellement tous les 5 ans) et à encourager sa formation continue. En application des décrets et dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la collectivité prend en charge les frais de déplacements, de repas relatifs aux déplacements nécessaires (formations, réunions d'information). Elles désignent au sein de cette équipe une personne qui sera le correspondant technique de la Médiathèque départementale.

Prêts :

Elles veillent à consentir gratuitement les prêts de documents et les services pour tous les publics (et particulièrement pour les moins de 18 ans). Elles excluent tout paiement au prêt, document par document.

Elles s'engagent à respecter les règles relatives aux droits de la propriété intellectuelle tant pour l'acquisition que le prêt et la valorisation des documents¹.

En cas de mise à disposition de documents dans le cadre de l'exception handicap, les médiathèques se conforment à la charte en vigueur.

Statistiques :

Annuellement, elles renseignent l'enquête relative au fonctionnement de leur service de lecture publique, selon les modalités indiquées par la Médiathèque départementale (saisie en ligne des données statistiques sur le site de l'Observatoire national de la lecture publique). Ces renseignements statistiques transmis au Département permettent l'évaluation de la politique départementale de lecture publique et contribuent à son évaluation nationale.

¹ Ces éléments sont précisés et communiqués en formation initiale, dispensée par la Médiathèque départementale

Deuxième Partie

Aides départementales aux communes ou à leurs groupements

Article 4 - Modalités générales d'attribution des aides

Ces aides départementales ne peuvent être attribuées qu'aux communes ou groupements de communes membres du réseau départemental de lecture publique et concluant à ce titre une convention avec le Département, pour l'investissement ou le fonctionnement des services dédiés à la lecture publique.

Article 5 - Aides à l'investissement

5-1 : Opérations éligibles

Une aide départementale peut être octroyée pour la réalisation de travaux visant à la création d'un nouvel équipement de lecture publique ou proposant des services nouveaux.

L'aide concerne les dépenses relatives aux travaux (gros œuvre, second œuvre et honoraires de maîtrise d'œuvre), à l'équipement de la médiathèque (mobilier adapté, équipement informatique ou multimedia) permettant l'accès aux ressources matérielles ou immatérielles et aux études préalables permettant l'engagement de cette opération (faisabilité, programmation...).

5-2 : Dossiers de demande

En aucun cas la subvention du Département ne peut être accordée si les travaux ont déjà débuté.

Une lettre de demande de subvention sera adressée à Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes avant le 31 octobre de l'année N-1.

Le dossier de demande de subvention sera adressé avant le 30 avril de l'année N et devra comprendre :

- la délibération du Conseil municipal ou communautaire décidant la réalisation du projet, de son phasage le cas échéant, et autorisant le maire ou le président à solliciter l'aide du Département des Landes ;
- le dossier technique complet comprenant les plans et devis estimatifs détaillés, le descriptif détaillé des équipements et les schémas d'implantation, le récapitulatif des surfaces ;
- un plan de financement H.T. faisant apparaître les autres partenaires sollicités ;
- une note de présentation du projet de lecture publique (incluant un profil temporel du territoire), des objectifs et du calendrier de l'opération ;
- une note précisant l'intérêt culturel et/ou patrimonial pour le département ;
- un relevé d'identité bancaire.

5-3 : Montant de l'aide

L'aide départementale pourra atteindre 45 % du montant H.T. des travaux ou des équipements restant à la charge nette de la collectivité après déduction des autres aides dans la limite d'un plafond fixé ci-dessous.

5-4 : Plancher, plafond et bonification de subvention

Le plafond de l'aide du Département est fixé à 70 000 €.

Ne peuvent faire l'objet d'une subvention départementale que les projets pour lesquels la dépense restant à la charge de la collectivité est supérieure ou égale à 2 000 €.

Tout projet doit présenter une surface supérieure à 100 m² pour être éligible.

La surface minimale projetée doit au moins être égale à 7 m² pour 100 habitants du bassin de vie concerné.

Dans le cas d'un projet porté par un groupement de communes, seuls les équipements d'une surface égale ou supérieure à 100 m² sont pris en compte dans le calcul des surfaces éligibles.

Un projet porté par un groupement de communes peut comporter un calendrier de phasage engageant la collectivité dans la mise en œuvre d'un réseau respectant ces critères de surface à terme (dans un délai de 3 ans).

Le montant des aides octroyées peut faire l'objet d'une bonification de 10 % dans le cas où la gestion de la bibliothèque est confiée à un personnel qualifié (agent titulaire de la filière culturelle, C+, B ou A). La bonification pourra intervenir en dépassement du plafond des aides.

Au regard de l'intérêt départemental du projet, du bassin de vie desservi, du rayonnement territorial et de la qualification de l'équipe de gestion (filiale culturelle), l'aide pourra être supérieure au plafond ci-dessus sans pour autant excéder un plafond de 400 € par mètre carré de la Surface Hors Œuvre Nette (SHON), dans la limite de 400 000 € maximum pour une même opération et sans que le total des aides publiques apportées au maître d'ouvrage ne puisse excéder 80 % des dépenses.

5-5 : Attribution de l'aide

Les demandes sont soumises aux fins de décisions attributives à la Commission Permanente du Département, au regard du dossier de demande de subvention, de l'intérêt départemental du projet, de son inscription dans une perspective d'aménagement culturelle et/ou patrimonial et dans la limite des crédits inscrits.

En application de la décision d'octroi, un arrêté attributif de Monsieur le Président du Conseil départemental ou une convention précise les modalités de versement de la subvention.

Article 6 - Aides au fonctionnement

6-1 : Aide aux manifestations des médiathèques

Une aide départementale peut être octroyée pour les manifestations de promotion de la lecture publique organisées par les médiathèques du réseau départemental de lecture publique des médiathèques. Cette aide est réservée aux communes ou groupements de communes ayant adhéré au réseau de lecture publique.

Elle s'applique aux opérations permettant de contribuer au rayonnement des médiathèques par leur caractère événementiel.

L'aide départementale ne pourra pas dépasser 45 % du montant des coûts des prestations culturelles (cachets artistiques, locations d'exposition...) restant à la charge de la commune ou du groupement de communes.

L'aide octroyée peut concerner deux types d'aides :

- * une aide pour l'événementiel (festivals, salons,...) pour la promotion de la lecture publique, portée par les collectivités ayant adhéré au réseau de lecture publique.

- * une aide aux actions d'animations **se déroulant dans les** médiathèques.

L'aide octroyée ne pourra dépasser un plafond de 5 000 € par type d'aide.



Ne peuvent faire l'objet d'une subvention départementale que les projets pour lesquels la dépense restant à la charge de la collectivité est supérieure ou égale à 1 000 € et privilégiant les actions dans les médiathèques.

Le dossier de demande de subvention (1 par an et par type d'aide), adressé en amont des actions programmées à Monsieur le Président du Conseil départemental, devra comprendre :

- la délibération du Conseil municipal ou communautaire décidant la réalisation du projet, et autorisant le maire ou le président à solliciter l'aide du Département des Landes ;
- un plan de financement et les devis des prestations culturelles,
- le dossier complet comprenant le descriptif détaillé de la manifestation (dates, lieux – pour les aides pour l'évènementiel uniquement), une présentation des intervenants et actions qui permettra d'analyser leur caractère professionnel
- une note précisant les objectifs des manifestations, émanant si possible du projet de lecture publique (ou projet scientifique, culturel, éducatif et social ou Contrat Territoire-Lecture) de la collectivité
- un relevé d'identité bancaire.

Les demandes seront soumises aux fins de décisions attributives à la Commission Permanente du Département qui statuera dans la limite des crédits inscrits.

En application de la décision d'octroi un arrêté attributif de Monsieur le président du Conseil départemental précisera les modalités de versement de la subvention et de valorisation du soutien départemental.

6-2 : Aide à la manifestation « Itinéraires »

Une aide départementale peut être octroyée à une commune ou à un groupement de communes pour l'organisation de la manifestation *Itinéraires*. *Itinéraires* est une animation culturelle qui vise à promouvoir et fédérer le réseau des médiathèques et bibliothèques des Landes en s'adressant à tous les publics.

Le projet présenté par la commune ou le groupement de communes devra correspondre à la thématique et aux calendriers retenus par la Médiathèque départementale pour l'année en cours. Les actions se dérouleront exclusivement en médiathèque.

Le Département prendra en charge 50 % du coût total du projet présenté par la commune ou le groupement de communes, et restant à sa charge, hors animations en direction du public scolaire.

Le dossier présenté par la commune ou le groupement de communes sera préalablement adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental des Landes avant le 30 avril et devra comprendre :

- une lettre de demande d'aide adressée au Président du Conseil départemental,
- une présentation détaillée du projet (objectifs, programme, dates et description des actions et des intervenants)
- un budget prévisionnel intégrant les subventions sollicitées ou obtenues, avec copies des courriers d'autres partenaires publics ou privés,
- les devis des dépenses prévues,
- un relevé d'identité bancaire.

Les demandes seront soumises aux fins de décisions attributives à la Commission Permanente du Département qui statuera dans la limite des crédits inscrits.

En application de la décision d'octroi, un arrêté attributif de Monsieur le président du Conseil départemental ou une convention précisera les modalités de versement de la subvention et de valorisation du soutien départemental.

ANNEXE III

AIDE A L'EDITION D'OUVRAGE

Adopté par délibération n° K 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Article 1^{er} - Objet

Une aide départementale peut être octroyée à un éditeur, un particulier, une association, une commune ou un groupement de communes pour l'édition d'un ouvrage.

Article 2 - Eligibilité

Les projets aidés doivent présenter un intérêt départemental, soit par la thématique abordée ou le lien avec la politique culturelle du Département.

Seront prioritairement retenus les dossiers présentant des garanties professionnelles (éditeur, diffuseur professionnel, diffusion en librairie). L'originalité du projet et sa valorisation (rencontres, salons, formations, expositions, animations en bibliothèques...), les qualités rédactionnelles et formelles, ainsi qu'une fiabilité scientifique avérée pour les publications à caractère patrimonial, seront aussi prises en compte pour l'attribution de l'aide départementale.

Article 3 - Dépense subventionnable

La dépense subventionnable retenue par le Département sera celle des coûts de réalisation de l'ouvrage restant à la charge du porteur de projet (droits d'auteurs, droits de reproduction iconographique, impression, diffuseur professionnel), déduction faite des autres aides acquises par ailleurs.

Sont exclus de la dépense subventionnable, les coûts de promotion, de frais de séjours et de déplacements, les frais postaux.

Article 4 - Taux de subvention

La subvention ne pourra dépasser 45 % du coût de réalisation de l'ouvrage restant à la charge du porteur de projet.

Article 5 - Dossier de demande de subvention

Le dossier de demande de subvention, préalablement adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental des Landes, devra comprendre :

- une lettre présentant la demande de subvention,
- une présentation détaillée du projet et de son porteur,
- des références bio-bibliographiques sur les auteurs, illustrateurs,
- l'indication de la diffusion, du tirage, du nombre de pages et du prix de vente public prévus,



- un budget prévisionnel intégrant les subventions sollicitées ou obtenues, avec copie des courriers d'autres partenaires, publics ou privés, y compris les engagements éventuels de préachat,

- les devis estimatifs du coût de réalisation,

- la copie des contrats signés avec les auteurs et illustrateurs,

- le calendrier de la réalisation du projet,

- l'attestation des droits de reproduction de l'iconographie s'il y a lieu, dont les copyrights devront être clairement mentionnés dans l'ouvrage,

- un bilan financier certifié conforme de l'opération précédemment aidée par le Département des Landes le cas échéant.

Article 6 - Décision d'attribution

Le dossier, instruit par les services départementaux, sera soumis à l'approbation de la Commission Permanente du Conseil départemental aux fins de décision attributive.

En outre, la Commission Permanente pourra se prononcer sur l'annulation de sa participation. Dans le cas d'un soutien apporté ultérieurement par un partenaire financier, l'aide départementale sera recalculée.

En application de la décision d'octroi, un arrêté attributif de M. le Président du Conseil départemental précisera notamment les conditions et modalités d'attribution de la subvention.

Le bénéficiaire s'engage à faire état de la participation financière du Département des Landes sur tout support, papier ou numérique, qu'il constituerait concernant cet ouvrage, et à reproduire le logo type du Département des Landes sur l'ouvrage réalisé. Seul le logo type dans sa version en vigueur pourra être reproduit ; afin d'en disposer, sur tout support numérique ou papier, le bénéficiaire sollicitera les services du Département (Direction de la Communication, communication@landes.fr).

Article 7 - Versement de la subvention

• **Dans le cas d'un projet d'édition réalisé sur l'année civile**, le versement de la subvention pourra intervenir de la manière suivante :

- 50 % après notification de la décision attributive du Conseil départemental des Landes et sur présentation au service Développement et Actions culturels d'une attestation de commencement des travaux d'édition par le porteur du projet,
- pour obtenir le solde de la subvention, le projet devra impérativement être terminé avant la fin de l'année civile, le versement sera effectué sur présentation des factures acquittées et, outre le dépôt légal imprimeur et éditeur, après la remise au service Développement et Actions culturels de trois exemplaires de l'ouvrage édité, accompagnés d'un bilan financier certifié conforme.
- ou le versement dans sa totalité, sur présentation des factures acquittées et, outre le dépôt légal imprimeur et éditeur, après la remise au service Développement et Actions culturels de trois exemplaires de l'ouvrage édité, accompagnés d'un bilan financier certifié conforme.

• **Dans le cas d'un projet d'édition se déployant sur deux années**, l'aide allouée par le Département sera versée sur deux exercices budgétaires de la manière suivante :

- 50 % après notification de la décision attributive, au titre de l'exercice budgétaire sur lequel la décision d'attribution a été validée par la Commission Permanente du Conseil départemental, sur présentation au service Développement et Actions culturels d'une attestation de commencement des travaux d'édition par le porteur du projet,



- pour obtenir le solde de la subvention, le projet devra impérativement être terminé avant la fin de l'exercice budgétaire suivant, le versement sera effectué sur présentation des factures acquittées et, outre le dépôt légal imprimeur et éditeur, après la remise au service Développement et Actions culturels de trois exemplaires de l'ouvrage édité, accompagnés d'un bilan financier certifié conforme.

Dans le cas où la dépense correspondant au coût total de l'opération serait inférieure à la somme présentée initialement lors du dépôt du dossier de demande, le montant de l'aide sera recalculé pour une valeur au prorata du montant restant à la charge du porteur du projet, après déduction des subventions obtenues.

Article 8 - Durée de validité de l'attribution

A défaut de la production auprès du service Développement et Actions culturels des pièces justificatives dans les délais impartis à compter de la date d'attribution, la décision départementale est caduque de plein droit et les sommes déjà versées seront mises en recouvrement.



ANNEXE IV

AIDE A LA RESTAURATION DU PATRIMOINE CULTUREL DES COMMUNES OU DE LEURS GROUPEMENTS

Adopté par délibération n° K 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), et notamment ses articles 106 et 107 ;

VU la Communication de la Commission européenne CE2016-C-262-01 du 19 juillet 2016 relative à la notion d'«aide d'État» visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment le point 2.6 relatif aux activités non économiques,

Considérant que les actions subventionnées au titre du présent règlement peuvent être considérées comme non économiques conformément au point 2.6 de la communication susvisée car majoritairement financées par des fonds publics, la réglementation européenne relative aux aides d'État ne s'applique pas.

Les trois quarts des biens culturels faisant l'objet d'une mesure de protection (au sens du Code du Patrimoine) par le Ministère de la Culture sont des propriétés communales. Leur conservation et leur restauration incombent donc aux communes ou à leurs groupements.

Néanmoins, considérant l'intérêt culturel que la conservation de ces éléments patrimoniaux peut représenter pour l'ensemble du territoire, le Département des Landes soutient l'effort des communes ou groupements de communes pour la conservation de ce patrimoine, préalable indispensable à leur valorisation.

Cette aide est calculée en application du dispositif « Coefficient de Solidarité départemental » destiné à moduler certaines aides du Conseil départemental en fonction des ressources des collectivités ou regroupements de collectivités et de certaines caractéristiques du territoire.

Article 1^{er} - Objet

Une subvention départementale peut être octroyée à une Commune ou à un groupement de Communes pour la réalisation de travaux de restauration d'un meuble ou d'un immeuble dont la gestion et le fonctionnement leur incombent directement et dont l'intérêt patrimonial et historique est reconnu par l'État (inscription ou classement).

Article 2 - Éligibilité

Le meuble ou l'immeuble sur lequel des travaux sont réalisés doit faire l'objet d'une mesure de protection par l'administration du Ministère de la Culture au sens de l'article L 111-1 du Code du Patrimoine.

Le projet de restauration, pour ouvrir droit à une aide, devra avoir reçu l'aval technique du Ministère de la Culture, et avoir bénéficié de l'attribution d'une subvention de celui-ci.

Les études diagnostic préalables à la réalisation des travaux, élaborées par un architecte du patrimoine, ne pourront être prises en considération.

Le Département limite son soutien à une subvention par commune ou groupement de communes par an, sauf cas d'urgence liée à la sécurité attestée par la Direction Régionale des Affaires culturelles ou l'Architecte des Bâtiments de France.

Le montant de la subvention est plafonné à 60 000 € par tranche de travaux par an et par collectivité, dans la limite des crédits inscrits.

Toutefois n'ouvrent pas droit à subvention les travaux dont l'application du barème de subvention suivant les modalités fixées aux articles 3 et 4 du présent règlement, aboutirait à l'octroi d'une subvention inférieure à 1 000 €.

Article 3 - Dépense subventionnable

La dépense subventionnable retenue par le Département sera celle que l'État aura utilisée pour le calcul de sa propre subvention, déduction faite des frais d'études préalables.

Article 4 - Taux de subvention

Le taux de subvention est de 17 % du coût HT de la dépense subventionnable, minoré ou majoré par le CSD défini pour l'année en cours et validé par l'Assemblée départementale lors du vote du Budget Primitif.

Article 5 - Dossier de demande

En aucun cas la subvention du Département ne peut être accordée si les travaux ont déjà débuté. Aussi, le dossier de demande devra être adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental préalablement à tout commencement de travaux.

À titre exceptionnel et sans préjuger de la décision d'octroi de la subvention, en cas d'urgence liée à la sécurité attestée par la Direction Régionale des Affaires culturelles ou l'Architecte des Bâtiments de France, Monsieur le Président du Conseil départemental pourra, à la demande de la commune, autoriser le commencement anticipé des travaux.

Le dossier de demande de subvention devra comprendre :

- une lettre de demande de subvention sera adressée à Monsieur le Président du Conseil Départemental des Landes,
- la délibération du Conseil municipal, communautaire ou syndical décidant la réalisation de ces travaux,
- un budget prévisionnel et un plan de financement faisant apparaître les autres partenaires sollicités,
- l'étude du maître d'œuvre, ou à défaut une note précisant l'intérêt culturel et/ou patrimonial pour le Département,
- le devis descriptif et estimatif des travaux et, le cas échéant, le programme pluriannuel,
- la notification de subvention (*courrier et arrêté*) de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.),
- la copie des engagements des autres partenaires financiers,
- un relevé d'identité bancaire.

Article 6 - Décision d'attribution

La demande de subvention émanant de la commune ou du groupement de communes sera soumise à la Commission Permanente du Département aux fins de décision attributive, au regard du dossier de demande de subvention, de l'intérêt départemental du projet, de son inscription dans une perspective d'aménagement culturel, patrimonial ou touristique et dans la limite des crédits inscrits.

En outre, la Commission Permanente pourra se prononcer sur les annulations ou les régularisations de subventions départementales sur les travaux subventionnés et non réalisés ou partiellement réalisés. Il en sera de même en cas de soutien apporté par un partenaire financier ultérieurement à l'attribution de l'aide départementale qui aurait pour conséquence une diminution très significative de la part de financement du maître d'ouvrage.



Article 7 - Versement de la subvention

En application de la décision d'octroi, une convention d'attribution sera établie conformément à la convention-type validée par l'Assemblée départementale pour définir les conditions et les modalités de versement de la subvention.

Article 8 - Durée de validité de l'attribution

La subvention départementale sera annulée de plein droit à défaut de production des documents demandés dans les délais impartis.

Toutefois, sur demande motivée adressée à Monsieur le Président du Conseil départemental, la Commission Permanente du Département pourra accorder une prorogation de ces délais pour une durée maximale restant à définir.

Article 9- Information au public et valorisation

Le maître d'ouvrage doit faire figurer le logo du Conseil départemental sur les panneaux de chantier ainsi que sur tous supports de communication.

Il favorisera par ailleurs la valorisation de l'édifice notamment dans le cadre de programmes coordonnés par le Département.



ANNEXE V

REGLEMENT DES AIDES DEPARTEMENTALES AUX MUSEES, AU PATRIMOINE, ET A L'ARCHEOLOGIE DES LANDES

Adopté par délibération n° K 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

PREAMBULE

Le paysage patrimonial landais dispose de potentialités encore trop méconnues et s'appuie sur des ressources et des réalités territoriales contrastées. Les acteurs et initiatives qui concourent à sa connaissance, à sa préservation et à sa mise en valeur sont multiples : collectivités, institutions, associations, chercheurs.

Reconnaissant le patrimoine comme facteur d'identité et d'attractivité des territoires, de développement personnel du citoyen, le Département des Landes soutient et promeut une action culturelle et patrimoniale globale s'appuyant sur un réseau de partenaires structurants, qui vise la qualité, l'accessibilité pour tous les publics, l'implication des territoires et des populations, et l'équité territoriale.

En complément du règlement d'aide à la restauration du patrimoine protégé des communes et de leur groupement, le présent règlement d'aides aux musées, au patrimoine et à l'archéologie des Landes a pour objectifs de :

- conforter les musées de France comme des acteurs-équipements structurants de cette dynamique par leurs missions permanentes réglementaires inscrites dans un projet scientifique et culturel pluriannuel (telles que définies à l'article L441-2 du Code du Patrimoine, et conformément à la loi du 7 juillet 2016) ;
- soutenir des actions d'études, de recherches et d'inventaires qui favorisent une meilleure connaissance du patrimoine départemental ;
- valoriser le patrimoine landais auprès du plus grand nombre par des publications, des expositions ou des manifestations présentant un intérêt départemental et des critères de qualité scientifique avérés ;
- favoriser le "parcours d'éducation artistique et culturelle" de l'élève, instauré par la loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et formalisé dans la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;

ARTICLE 1 – Modalités d'intervention

1.1. Critères retenus

L'aide départementale sera octroyée à partir des critères suivants :

- la spécificité des territoires concernés (rural, urbain, éloigné ou proche d'une offre culturelle et patrimoniale) ;
- les caractéristiques des projets (intérêt départemental, cohérence de la programmation, qualité des contenus scientifiques et culturels, respect des cadres réglementaires et déontologiques, intérêt éducatif, originalité, accessibilité, pertinence des actions proposées et leur adéquation avec les publics visés) ;
- la contribution au renforcement du réseau ou au projet territorial ;
- la concertation avec la conservation départementale et la cohérence des projets avec les missions et prérogatives des services de l'Etat (DRAC Nouvelle-Aquitaine) et de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le montant de l'aide départementale tiendra compte d'une éventuelle contribution en nature du Département. En outre, ne seront pas retenues dans le cadre du présent règlement les actions déjà financés par ailleurs par la politique culturelle et patrimoniale du Département.

1.2. Dépôt des dossiers

Tout dossier de demande de subvention devra être adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental, avant le début de l'opération et de préférence avant le 30 avril.

Le dossier de demande de subvention pourra être envoyé par voie postale ou électronique à l'adresse culture@landes.fr

Il devra comprendre :

- une présentation du porteur du projet ;
- une note détaillée précisant :
 - O la nature des actions prévues et leur calendrier de réalisation
 - O les publics visés
 - O le détail des dispositifs d'accessibilité (horaires, tarification...)
 - O le détail des dispositifs de médiation et de valorisation (dans et hors les murs : expositions, conférences, publications papier ou numériques...)
 - O la qualité des intervenants
- le budget prévisionnel équilibré en dépenses et en recettes faisant apparaître la participation demandée au Département et celle des autres partenaires et la valorisation des aides en nature obtenues ;
- la délibération actant le projet (pour les collectivités) ;
- les copies des notifications d'attribution des autres partenaires ;
- le bilan financier du dernier exercice (pour les associations) ;
- le Numéro de SIRET, code APE et, pour les associations, le numéro d'inscription au répertoire national des associations (RNA) ;
- un Relevé d'Identité Bancaire ;
- pour les opérations d'archéologie programmée :
 - O l'autorisation de l'Etat (DRAC),
 - O l'autorisation du propriétaire pour l'accès au terrain,
 - O les rapports de la Commission territoriale de la recherche archéologique (CTRA).

1.3. Examen des demandes et décision

A partir des éléments d'appréciation contenus dans le dossier et de leur analyse au regard des objectifs et critères exposés dans le préambule et les différents articles du présent règlement, les demandes seront soumises aux fins de décisions attributives à la Commission Permanente du Conseil départemental qui statuera dans la limite des crédits inscrits.

En application de la décision d'octroi un arrêté attributif de Monsieur le Président du Conseil départemental précisera les modalités de versement de la subvention.

1.4. Plancher et plafond des aides

N'ouvrent pas droit à subvention les projets pour lesquels l'application du présent règlement aboutirait à l'octroi d'une subvention inférieure à 1 000 €.

Pour les collectivités, le plafond des aides mobilisables au titre de l'ensemble du règlement ne pourra excéder 20 000 € au titre du fonctionnement, et 25 000 € au titre des investissements.

Pour les associations, le plafond des aides mobilisables au titre de l'ensemble du règlement ne pourra excéder 10 000 €. Pour les projets portés par des associations, l'attribution d'une aide départementale sera conditionnée à la participation structurante de la commune ou du groupement de communes où se déroulent ces projets.

ARTICLE 2 – AIDE AUX MUSEES DE FRANCE

Les musées de France ont un rôle structurant et moteur dans la dynamique territoriale, éducative, culturelle et touristique.

Le Département des Landes peut accompagner les musées de France dans leurs missions permanentes réglementaires, sous forme de conseil aux établissements et aux collectivités propriétaires.

Le Département peut, en outre, soutenir financièrement les investissements, la programmation scientifique et culturelle des musées de France.

Les acquisitions et restaurations de collections muséales, faisant par ailleurs l'objet de soutien de la part de l'Etat et de la Région Nouvelle-Aquitaine, ne sont pas accompagnées par le Département.

Dans tous les cas, le soutien du Département doit s'envisager en complémentarité avec les services de l'Etat (conseiller musée en DRAC, en charge notamment du contrôle scientifique et technique ; associé au Service Régional de l'Archéologie quand sont concernés des fonds patrimoniaux archéologiques) et de la Région (Service régional du patrimoine et de l'inventaire).

2.1. Investissements des musées de France

Une aide départementale peut être octroyée pour les dépenses relatives aux aménagements et à l'équipement des musées destinées à renforcer leurs missions permanentes et réglementaires, à développer de nouveaux services : matériel d'étude et d'inventaire des collections, matériel et mobilier de conservation préventive et curative, matériel et mobilier de régie des œuvres, dispositifs et installations scénographiques, mobilier muséographique, dispositifs de médiation.

L'aide départementale ne pourra pas dépasser la part restant à charge de la collectivité propriétaire et sera plafonnée à 25 000 €/an.

2.2. Programmation scientifique et culturelle des musées de France

Afin d'assurer la structuration d'une offre éducative, culturelle et touristique de qualité basée sur des fondements scientifiques, une aide départementale peut être octroyée au titre des missions scientifiques permanentes pour la réalisation ou la numérisation des inventaires, l'étude des collections, les opérations de récolement ou liées à des plans de sauvegarde et de conservation préventive, l'élaboration des projets scientifiques et culturels. L'aide concerne les dépenses relatives à des prestations ou missions ponctuelles confiées à des tiers, encadrées par le responsable scientifique du musée, ou des experts indépendants reconnus.

Une aide départementale peut également être octroyée pour la programmation éducative et culturelle des musées de France. L'aide concerne les dépenses relatives aux expositions, manifestations et médiations publiques, en matière de conception, réalisation, diffusion et communication.

L'aide départementale ne pourra pas dépasser la part restant à charge de la collectivité propriétaire et sera plafonnée à 15 000€/an. Elle pourra être modulée au vu du contenu du dossier et des critères retenus par le Département.

ARTICLE 3 – AIDE AUX AUTRES ACTEURS PATRIMONIAUX

En complémentarité des musées de France, les communes, groupements de communes, associations à vocation patrimoniale jouent un rôle important dans la connaissance, la préservation et la valorisation du patrimoine landais. Le présent règlement s'applique également à soutenir les participants à la mise en œuvre des objectifs généraux tels que définis dans le préambule.

3.1 – Etudes, recherches et inventaires

Une aide départementale peut être octroyée à une commune, un groupement de communes, une association, pour des travaux d'inventaires et de recherches historiques. Les projets doivent présenter un caractère scientifique et culturel avéré ainsi qu'un intérêt départemental en termes de valorisation territoriale, de sensibilisation et d'implication des publics, de participation à une dynamique de réseau.

En matière d'inventaires, pourront être retenus les projets suivants :

- opérations d'Inventaire du patrimoine culturel, sous condition qu'elles fassent l'objet d'un encadrement scientifique du Service régional du patrimoine et de l'Inventaire et d'un accompagnement de la Région Nouvelle-Aquitaine.
- diagnostics, inventaires et récolements de fonds patrimoniaux, en lien avec une institution muséale.

En matière d'archéologie, pourront être retenus les projets suivants :

- opérations d'archéologie programmées bénéficiant d'une autorisation de l'Etat (DRAC-Service Régional de l'Archéologie).
- opérations post-fouilles : conditionnement, inventaire ou restauration de mobilier archéologique.
- études de collections présentant un intérêt scientifique et/ou patrimonial.
- participations à des opérations de valorisation et de médiation scientifique.

L'aide départementale sera plafonnée à 10 000 € par opération et par an. Pour les communes et groupements de communes, l'aide départementale ne pourra pas dépasser la part restant à charge de l'organisateur.

Au titre des opérations d'Inventaire du patrimoine culturel, l'aide départementale sera conditionnée à une participation de la Région Nouvelle-Aquitaine et ne pourra l'excéder.

Au titre des études archéologiques de terrain, l'aide départementale sera conditionnée à une participation de l'Etat.

3-2 – Publications patrimoniales

Une aide départementale peut être octroyée à une commune, un groupement de communes ou une association pour un projet de publication patrimoniale.

Les éditions concernées peuvent être publiées au format papier et/ou numérique.

Elles devront accroître la connaissance sur l'Histoire et le patrimoine des Landes ou en assurer la diffusion, remplir des exigences de qualité scientifique des contenus, d'originalité, de respect des droits d'auteurs et de reproduction.

Les dépenses éligibles concernent les frais de conception, de traduction et d'impression.

L'aide départementale sera plafonnée à 10 000 €. Pour les communes et groupements de communes, l'aide départementale ne pourra pas dépasser la part restant à charge du porteur de projet.

3-3 – Expositions et manifestations patrimoniales

Une participation départementale peut être octroyée à une commune, un groupement de communes ou une association organisant des expositions ou des manifestations valorisant l'histoire et le patrimoine des Landes.

L'aide départementale ne pourra pas dépasser la part restant à charge de l'organisateur et sera plafonnée à 5 000 €.



ARTICLE 4 – AIDE A L'INVESTISSEMENT

Le Département se réserve le droit d'étudier, en fin d'exercice et sous réserve des crédits disponibles, des projets d'aménagements muséographiques, de valorisation ou d'interprétation de sites historiques, en dehors des établissements bénéficiant de l'appellation Musées de France.

L'aide départementale ne pourra pas dépasser la part restant à charge de l'organisateur et sera plafonnée à 10 000 € pour les collectivités, 5 000 € pour les associations.

ARTICLE 5 - EVALUATION

Après exécution du projet, l'organisateur fournira à la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil Départemental, et dans un délai maximum de 6 mois, des éléments d'évaluation : bilan moral ou rapport d'activité, bilan financier certifié conforme, revue de presse.

Le bénéficiaire s'engage à organiser une réunion de bilan à laquelle il associera le Département et les différents partenaires concernés.

La Commission Permanente pourra se prononcer sur l'annulation de la participation départementale pour des projets subventionnés mais non réalisés.

De même, dans les cas d'un soutien apporté ultérieurement par un partenaire financier et qui aurait pour conséquence une diminution significative de la part de financement du bénéficiaire, d'un projet qui n'aurait été que partiellement réalisé ou présentant un bilan financier en dessous du budget prévisionnel, le Département se réserve le droit de recalculer le montant de l'aide pour une valeur au prorata du montant restant à la charge du porteur de projet.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

6.1. Participation au réseau

Tel que prévu dans le préambule du présent règlement, ainsi que dans les modalités d'intervention, la participation active au réseau est un élément fondamental de la structuration d'une dynamique. Le bénéficiaire s'engage par conséquent à valoriser et partager ses projets et expériences au sein du réseau, à être présent aux rencontres professionnelles initiées par le Département des Landes (conservation départementale), à proposer des initiatives destinées à promouvoir et renforcer les objectifs généraux du présent règlement.

6.2. Communication

Le bénéficiaire s'engage à faire état du soutien du Département des Landes sur tout support, papier ou numérique, qu'il constituerait concernant le projet, et à reproduire le logotype du Département des Landes sur le document réalisé. Il transmettra à la Direction de la Culture et du Patrimoine du Conseil départemental un exemplaire de tous les supports de communication faisant apparaître la mention de l'aide départementale et le logo du Département.

Le bénéficiaire autorise le Département des Landes à faire état de son soutien sur tout support de communication, papier ou numérique.



ANNEXE VI

Adopté par délibération n° K 2 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

REGLEMENT DE MISE A DISPOSITION DES OUTILS D'ANIMATION ITINERANTS

Les Archives départementales et la Médiathèque départementale des Landes et le Site départemental de l'Abbaye d'Arthous proposent à leurs partenaires des outils d'animations itinérants prêtés gracieusement.

Les Archives départementales proposent :

- des expositions (certaines accompagnées de livres, jeux ou Cédérom)

La Médiathèque départementale propose :

- des malles thématiques : livres, CD, DVD
- des expositions
- du matériel d'animation : tapis de lecture, jeux, kamishibai, dans le cadre d'animations.

La liste complète de ces outils, leur nombre et leur description technique est accessible en ligne sur le site internet des Archives départementales des Landes, rubrique « Service éducatif » ou « Loisirs et culture » <http://www.archives.landes.fr> ; sur Médialandes, dans l'espace professionnel, rubrique « outils d'animation » <https://medialandes.fr/ressources/outils-d-animations>

Le Site départemental de l'Abbaye d'Arthous propose :

- exposition : « Land'Archéo, 150 ans d'archéologie landaise... »
- mallettes pédagogiques Rmn-GP : « Le portrait dans l'art » et « L'animal dans l'art »

COMMUNICATION

Les supports de communication (affiches, dépliants, tracts, cartons d'invitation...) ainsi que les annonces médias réalisées dans le cadre de ces prêts doivent en mentionner la provenance : « Conseil départemental - Archives départementales des Landes/Médiathèque départementale des Landes/Site départemental de l'Abbaye d'Arthous » et faire apparaître le logo du Département (disponible sur demande).

MODALITÉS D'EMPRUNT

Les outils d'animation sont prêtés en priorité aux partenaires des services concernés :

Archives départementales : établissements scolaires en priorité, communes, communautés de communes et d'agglomération, médiathèques, bibliothèques, associations.

Médiathèque départementale : médiathèques et bibliothèques du réseau départemental. Le prêt doit s'inscrire dans un projet d'action culturelle et de valorisation des collections. Selon les disponibilités et le projet, les matériels peuvent faire l'objet de prêt aux centres de documentation et d'information (CDI).

Site départemental de l'Abbaye d'Arthous : établissements scolaires en priorité, communes, communautés de communes et d'agglomération, médiathèques, bibliothèques, associations.

MODALITES DE RESERVATIONS

Pour accompagner l'emprunteur dans sa démarche d'animation, sont fournis le détail de chaque notice d'inventaire ou fiche descriptive, les renseignements pratiques (nombre de panneaux, format, quantité de documents, matériel d'accompagnement, ...).

La demande doit être effectuée au moins 30 jours avant la date d'emprunt. Les dates d'emprunt (départ et retour) doivent être strictement respectées.

Archives départementales :

- Pré-réserver auprès de Pauline Loubère (05 58 85 75 20).
- Télécharger la fiche de réservation sur le site internet à retourner renseignée par mail à pauline.loubere@landes.fr.
- Préciser les dates de départ et de retour des expositions et indiquer si les outils d'accompagnement sont à fournir ainsi que leur quantité le cas échéant.
- A réception de la pré-réservation, un email de confirmation est adressé au demandeur.

Les outils d'animation des Archives départementales sont prêtés pour une durée maximale de 3 mois. Au-delà de ce délai, une convention de prêt doit être établie.

Le questionnaire de satisfaction (également disponible sur le site internet des Archives départementales des Landes) qui accompagne l'outil d'animation emprunté, sera rendu renseigné aux Archives départementales des Landes au retour de l'exposition. Outil statistique de mesure d'impact des actions départementales, il permet de mesurer la qualité de l'offre culturelle proposée.

Pour tout renseignement complémentaire : Archives départementales des Landes - 25 place du 6^{ème} RPIMA - 40000 Mont-de-Marsan - 05 58 85 75 20 – mël : pauline.loubere@landes.fr ou, en cas d'absence, florence.carini@landes.fr

Médiathèque départementale :

- Vérifier la disponibilité du support sur le portail Medialandes.fr
- Pré-réserver en ligne dans l'espace professionnel – outils d'animation en réservant selon les dates des navettes bi-hebdomadaires.
- A réception de la pré-réservation, un email de confirmation est adressé au demandeur. Il précise les dates effectives de mise à disposition.

Les outils d'animation de la Médiathèque départementale sont prêtés pour une durée de 15 jours à 2 mois maximum (dans un cadre particulier, des délais supplémentaires peuvent être accordés).

Pour tout renseignement complémentaire : Médiathèque départementale des Landes – 240 avenue David Panay – 40000 Mont de Marsan - mël : mediatheque@landes.fr - Tél : 05 58 75 76 06 – service Pôle Relations Réseau.

Site départemental de l'Abbaye d'Arthous :

- Pré-réserver auprès de Valérie Alexandre valeriane.alexandre@landes.fr ou 05 58 73 03 89 pour recevoir la fiche de pré-réservation.
- Retourner la fiche de pré-réservation renseignée par mail.
- Préciser les dates de départ et de retour des expositions ou des malles.
- A réception de la pré-réservation, un email de confirmation est adressé au demandeur.

Les outils d'animation du site départemental de l'Abbaye d'Arthous sont prêtés pour une durée maximale de 15 jours à 3 mois maximum. Au-delà de ce délai, une convention de prêt doit être établie.

Pour tout renseignement complémentaire : Site départemental de l'Abbaye d'Arthous – 785 route de l'abbaye – 40300 Mont-de-Marsan - mël : valeriane.alexandre@landes.fr ou, en cas d'absence, arthous@landes.fr - Tél : 05 58 73 03 89.



ENLÈVEMENT ET RETOUR

Les outils d'animation (expositions, jeux, documents,...) se trouvent sous la responsabilité de l'emprunteur.

Toute anomalie, à réception du matériel par l'emprunteur, devra être signalée aux services prêteurs dans les 48 heures suivant l'emprunt.

L'exposition et ses outils d'accompagnement seront contrôlés par l'emprunteur avant restitution. Ils seront rendus complets : la totalité des éléments dans leur rangement, propres (panneaux d'exposition et documents ne doivent comporter ni gommette ni trace d'adhésif,...).

Tout problème devra être signalé au service prêteur qui effectuera un contrôle systématique au retour de l'outil d'animation. Tout élément perdu ou détérioré sera susceptible d'être remplacé par l'emprunteur.

L'enlèvement et le retour des outils d'animation itinérants s'effectuent selon les dispositions prévues par les services prêteurs :

Archives départementales : uniquement aux Archives départementales des Landes par l'emprunteur.

Médiathèque départementale : par le biais des navettes au jour de passage prévu pour la médiathèque. L'enlèvement et le retour peuvent également s'effectuer à la Médiathèque départementale.

Site départemental de l'Abbaye d'Arthous : uniquement à l'Abbaye d'Arthous par l'emprunteur.

ASSURANCES

Archives départementales : une attestation d'assurance sera demandée uniquement pour le prêt de l'exposition « Herbiers : trésors vivants ».

Médiathèque départementale : le matériel d'animation prêté doit être assuré pour la valeur figurant sur la notice d'inventaire.

Site départemental de l'Abbaye d'Arthous : le matériel d'animation prêté doit être assuré pour la valeur figurant sur la notice d'inventaire.



Annexe VII

Compte-rendu des conventions et contrats signés par M. le Président dans le cadre de l'autorisation de signature donnée par la Commission Permanente du Conseil départemental (délibérations n° 11 du 25/09/2020, n° I-3/1 du 11/12/2020, n° K-3/1 du 23/07/2021)

Archives départementales

INTERVENANT	OBJET	DUREE ET MODALITES D'EXECUTION	RÉMUNÉRATION ET RÉGIME SOCIAL	PRISE EN CHARGE DES INDEMNITÉS DE DÉFRAIEMENT PAR LE DÉPARTEMENT
M. Jean-Jacques TAILLENTOU	Thème de la conférence : « D'embouchure en embouchure : histoire des caprices de l'Adour maritime (XIIIe-XXIe siècle) »	Durée : 1 jour Date : 12 octobre 2021 Horaires : 18 h à 19 h 30 Lieu : Archives départementales	mission à titre gratuit	Oui
M. Jean-Jacques FÉNIÉ	Animation d'une conférence : « Bassins et paysages de l'Adour : géographie du fleuve »	Date : 21 septembre 2021 Horaires : 18 h à 19 h 30 Lieu : Archives départementales	180 € Régime général de la Sécurité Sociale	Oui
Mme Chantal BOONE	Animation d'une conférence : « Quand l'Adour était voyageuse et marchande »	Date : 9 novembre 2021 Horaires : 18 h à 19 h 30 Lieu : Archives départementales	180 € Régime général de la Sécurité Sociale	Oui
Mme Sophie LEFORT	Animation d'une conférence : « Quand l'Adour était voyageuse et marchande »	Date : 9 novembre 2021 Horaires : 18 h à 19 h 30 Lieu : Archives départementales	180 € Régime général de la Sécurité Sociale	Oui
Association "Lo vent de l'Estey" M. Jean-Michel Suzac	Représentation d'un concert de chants gascons traditionnels	Date : 18 septembre 2021 de 16 h à 17 h Lieu : Archives départementale	Sans objet	Sans objet
M. Gilles KERLOC'H	Réalisation de 8 illustrations pour l'exposition "Adour, d'eau et d'hommes"	16 heures	forfait net 500 € URSSAF des artistes auteurs	Sans objet
TOTAL			1 040 €	



Médiathèque départementale

INTERVENANT	OBJET	DUREE ET MODALITES D'EXECUTION	RÉMUNÉRATION ET RÉGIME SOCIAL	PRISE EN CHARGE DES INDEMNITÉS DE DÉFRAIEMENT PAR LE DÉPARTEMENT
Nathalie BERNARD	Manifestation « Le polar se met au vert »	Durée : 1,5 jour Date : 24 juin 2021 Horaires : de 13h30 à 17h00 Lieu : Collèges d'Hagetmau et de Geaune	226,82 € - Urssaf artistes auteurs	Paiement des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement de l'auteur
Benoit PEETERS	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 29 juin 2021 Horaires : 19h00 Lieu : Médiathèque de Samadet	700 € - Urssaf artistes auteurs	Paiement des frais de déplacement et d'hébergement de l'auteur
CC CHALOSSE TURSAN	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 29 juin 2021 Horaires : 19h00 Lieu : Médiathèque de Samadet	—	—
Sarah BIASINI	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 2 septembre 2021 Horaires : 19h00 Lieu : Cinéma Le Félix de Labouheyre	700 € - Urssaf artistes auteurs	Paiement des frais de déplacement et d'hébergement de l'auteur
COMMUNE DE LABOUEYRE	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 2 septembre 2021 Horaires : 19h00 Lieu : Cinéma Le Félix de Labouheyre	—	—
Magyd CHERFI	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 25 septembre 2021 Horaires : 16h00 Lieu : Médiathèque de Tarnos	700 € - Urssaf artistes auteurs	Paiement des frais de déplacement et d'hébergement de l'auteur et de son accompagnateur
COMMUNE DE TARNOS	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 25 septembre 2021 Horaires : 16h00 Lieu : Médiathèque de Tarnos	—	—
Jean ROLIN	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 16 octobre 2021 Horaires : 14h00 Lieu : Atrium de Dax	700 € - Urssaf artistes auteurs	Paiement des frais de déplacement de l'auteur
COMMUNE DE DAX	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 16 octobre 2021 Horaires : 14h00 Lieu : Atrium de Dax	—	—
Alexandra LAPIERRE	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 2 décembre 2021 Horaires : 19h00 Lieu : Foyer Municipal de Roquefort	700 € - Urssaf artistes auteurs	Paiement des frais de déplacement et d'hébergement de l'auteur et de son accompagnateur
COMMUNE DE ROQUEFORT	Manifestation « Rendez-vous »	Durée : 1 jour Date : 2 décembre 2021 Horaires : 19h00 Lieu : Foyer Municipal de Roquefort	—	—
TOTAL			3 726,82 €	



Site départemental de l'abbaye d'Arthous

INTERVENANT	OBJET	DUREE ET MODALITES D'EXECUTION	RÉMUNÉRATION ET RÉGIME SOCIAL	PRISE EN CHARGE DES INDEMNITÉS DE DÉFRAIEMENT PAR LE DEPARTEMENT
Association Culture et Loisirs dite Lou Capet	Spectacles de contes Pô de Lune Mary Myriam pour familles	20 et 21 juillet 2021 à 11h et 15h00	840 €	oui
Graine de Contes	Spectacle Conte, confesse et confidences, pour adultes	9 juillet 2021 à 21h	300 €	Sans objet
Morgane DACHARY	Table ronde Les chevaux de Duruthy, un trésor préhistorique	18 septembre 2021 à 15h	A titre gracieux	oui
Jean-Claude MERLET	Table ronde Les chevaux de Duruthy, un trésor préhistorique	18 septembre 2021 à 15h	A titre gracieux	oui
Clément BIROUSTE	Table ronde Les chevaux de Duruthy, un trésor préhistorique	18 septembre 2021 à 15h	A titre gracieux	oui
Jean-Jacques TAILLENTOU	Table ronde Les chevaux de Duruthy, un trésor préhistorique	18 septembre 2021 à 15h	A titre gracieux	oui
LA COMPAGNIE DES QUIDAMS	Spectacle Fiers à Cheval	2 octobre 2021 à 20h	5 169,50 € et SACD	oui
Flore TROTOT dite Erolf TOTORT	Résidence de recherche et d'écriture et quatre ateliers en famille	Du 19 au 22 octobre	600 €	oui
TOTAL			6 909,50 €	

**Musée de la faïence et des arts de la table – Samadet**

INTERVENANT	OBJET	DUREE ET MODALITES D'EXECUTION	RÉMUNÉRATION ET RÉGIME SOCIAL	PRISE EN CHARGE DES INDEMNITÉS DE DÉFRAIEMENT PAR LE DEPARTEMENT
La Maison du jambon de Bayonne	Partenariat sur offres de visite groupes	1 an	Sans objet	Sans objet
Association « Les maths en scène »	Projet scolaire « Regards de géomètres »	1 an	Sans objet	Sans objet
M. Charles ROUX	Partenariat artistique	1 an	15 000 €	Sans objet
M. Charles ROUX	Cession de droits commerciaux	1 an	279 €	Sans objet
M. Charles ROUX	Résidence artistique	1 an	9 000 €	Sans objet
Office du Tourisme Landes Chalosse	Partenariat groupes 2021	1 an	Sans objet	Sans objet
Muséum national d'histoire naturelle	Location d'exposition <i>Je mange donc je suis</i>	2 ans	15 000 €	Sans objet
Association Aurore	Représentation spectacle	1 jour	800 €	oui
YVES VERON	Cession de droit photos	10 ans	880 €	Sans objet
TOTAL			40 959 €	

DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° L 1 Objet : BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN DES LANDES

Conseillers départementaux en exercice : 30**Votants : 30**Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 – article 6 – telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0**ABSTENTION : 0**

N° L 1**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU les délibérations :

- n° K 1 en date du 9 avril 2019 par laquelle le Conseil départemental s'est prononcé favorablement sur la mise en place dans le Département des Landes d'un budget participatif, permettant aux Landaises et aux Landais de bénéficier de l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département pour la transformation de leur territoire sur la base d'idées citoyennes et a inscrit, à cet effet, une enveloppe de 1 500 000 € au Budget Primitif 2019, dont au moins 10 % réservés aux projets portés par des jeunes de 7 à 20 ans ;
- n° K 4 en date du 21 juin 2019 par laquelle le Conseil départemental a approuvé le règlement du Budget Participatif Citoyen des Landes ;
- n° K 1 en date du 21 février 2020 par laquelle le Conseil départemental a approuvé la liste des projets lauréats du BPC40 #1 et autorisé le Président à signer les conventions entre le Département des Landes et les porteurs de projets (ou les maîtres d'ouvrages), relatives à la mise en œuvre des projets élus ; et a décidé, au vu de l'engouement manifesté par les citoyens, de reconduire le dispositif pour une deuxième édition ;
- n° K 1 en date du 16 novembre 2020 par laquelle le Conseil départemental a décidé, compte tenu du contexte sanitaire et suite à l'annonce du confinement national, de la suspension du lancement du BPC40 #2 ;
- n° K 4 en date du 7 mai 2021 par laquelle le Conseil départemental a notamment approuvé le règlement du BPC40 #2.

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Démocratie Participative ;

APRES en avoir délibéré ;

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Etat d'avancement de la 1^{ère} édition du Budget Participatif Citoyen des Landes (BPC40 #1) :**

compte tenu de l'état d'avancement des projets lauréats restant à financer du BPC40 #1, à savoir la signature de la convention pour quatre d'entre eux, et les études techniques et financières en cours pour deux projets,

- d'acter l'état d'avancement des projets lauréats du BPC40 #1 (annexe II).

- d'inscrire ainsi un crédit de 346 000 € au Budget Primitif 2022 correspondant aux montants des projets restant à réaliser du BPC40 #1 (annexe I).

II - Bilan et résultats de la 2ème édition du Budget Participatif Citoyen des Landes (BPC40 #2)

au vu du bilan du nombre d'idées déposées par les citoyens, 550 idées, et de l'inscription de 280 d'entre elles, dont 49 projets jeunes, conformes au règlement et recevables sur les plans administratif et financier, au catalogue des projets soumis au vote citoyen,

au vu du bilan du nombre de votes, 42 360 votants dont 26 062 personnes par voie électronique et 16 298 par papier, et du résultat du dépouillement des votes : 54 lauréats dont 17 projets jeunes (annexe III),

compte tenu du démarrage de la phase de réalisation des projets lauréats, passant par un conventionnement pour chaque projet à conclure entre le Département et le porteur de projet, voire le maître d'ouvrage si celui-ci est différent du porteur (annexes IV, V et VI),

- de prendre acte des résultats du BPC40 #2 et d'approuver la liste des lauréats figurant en annexe III.

- de voter une AP n° 857 « BPC40 #2 » d'un montant de 1 522 000 €.

- d'inscrire un CP 2022 de 1 440 000 € (annexe I) au Budget Primitif correspondant aux montants des projets à réaliser du BPC40 #2.

- d'approuver les modèles de conventions figurant en annexes IV, V et VI, à conclure entre le Département et les porteurs de projets, voire les maîtres d'ouvrage si ceux-ci sont différents des porteurs.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental des Landes à signer les conventions à intervenir relatives à la mise en œuvre des projets lauréats.

III - 3ème édition du BPC40 (BPC40 #3)

au vu de l'engouement manifesté par les citoyens lors des deux premières éditions,

compte tenu du fonctionnement de la Commission citoyenne, composée de conseillers départementaux, de personnes tirées au sort, de jeunes et de personnalités qualifiées, et consultée pour chaque phase du BPC40, qui travaille à l'écriture d'une charte afin de préciser ses valeurs et principes, sa composition, son fonctionnement et ses missions, soumise à l'approbation de l'Assemblée départementale au cours de l'année 2022,

- de se prononcer favorablement sur la reconduction du Budget Participatif Citoyen des Landes pour une troisième édition dont le montant et les modalités de financement seraient identiques aux éditions précédentes : 1 500 000 €, dont 10 % minimum serait réservé aux jeunes.



- d'approuver le planning prévisionnel de cette 3^{ème} édition, comme suit :

- Printemps 2022 : actions d'information/formation auprès des acteurs institutionnels et associatifs du Département, notamment dans les champs de l'enfance et jeunesse et du handicap, ainsi qu'auprès des 435 lieux avec des urnes (mairies, EPCI, MLS et EHPAD)
- Avril 2022 : révision du règlement avec la Commission citoyenne
- Mai 2022 - Juillet 2022 : actions d'animation auprès du public
- Début Juin – début Juillet 2022 : dépôt des idées
- Août - Décembre 2022 : analyse de la recevabilité des idées et accompagnement des porteurs à transformer leur idée en projet réalisable
- Mars 2023 : vote citoyen sur les projets éligibles
- Début Mai 2023 : proclamation des résultats du vote

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver le règlement du BPC40#3, qui sera proposé par la Commission citoyenne.

- de créer un AP n° 860 « BPC40 #3 » d'un montant de 1 500 000 €.

- d'inscrire un CP 2022 d'un montant de 14 000 €, l'échéancier prévisionnel de ladite AP figurant en annexe I.

Le Président,

Xavier FORTINON

N° L 1

**RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN DES LANDES - BP 2022**

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-L01_BP_2022-DE

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N°AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES						CREDITS DE PAIEMENT		
				AP antérieures actualisées	AP ajustements	Nouveau Montant AP	Montant AP réalisé	AP nouvelle	Solde AP	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024
857	BPC40 #2 (2021)	204	32					1 522 000,00	1 522 000,00	1 440 000,00	82 000,00	
860	BPC40 #3 (2022)	204	32					1 500 000,00	1 500 000,00	14 000,00	900 000,00	586 000,00
TOTAL								3 022 000,00	3 022 000,00	1 454 000,00	982 000,00	586 000,00

II- HORS AUTORISATIONS DE PROGRAMME

INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	Crédits 2022
BPC40 #1 (2019 - solde)	204	32	346 000,00
TOTAL GENERAL			1 800 000,00

Récapitulatif des inscriptions		
Dépenses	Chapitre 204	1 800 000,00



PROJETS SOLDES (27)

No Idée	Projet	Type d'investissement	Localisation	PORTEUR D'IDEE	MANDATAIRE	MONTANT VOTE	MONTANT VERSE (2020/2021)	RESTE A VERSER
4786	DES HANDI-VELOS, VELOS ADAPTES AUX HANDICAPEES	Achat matériel et équipement	SAUBRIGUES	LA ROUE TOURNE 40	LA ROUE TOURNE 40	19 000 €	19 000 €	- €
5195	UNE PLAGE ACCESSIBLE AUX PERSONNES HANDICAPEES	Infrastructures sportives ou loisirs	SOORTS-HOSSEGOR	FOROPON PRISCA	COMMUNE DE SOORTS HOSSEGOR	9 300 €	6 672 €	- €
5457	UN MINIBUS POUR LES JEUNES DES ECOLES DE SPORT	Acquisition véhicule	SAINT-YAGUEN	FC TARTAS SAINT-YAGUEN	FC TARTAS SAINT-YAGUEN	73 000 €	73 000 €	- €
5876	UNE NOUVELLE VIE CITOYENNE POUR "LA MENUISERIE"	Réhabilitation bâtiment	VILLENEUVE-DE-MARSAN	L'ASSO CIRCULAIRE	L'ASSO CIRCULAIRE	95 000 €	95 000 €	- €
5896	MAISON DE L'ADOUR DU PAYS GRENAOIS	Acquisition de bâtiment	LARRIVIERE-SAINT-SAVIN	ASSOCIATION LA GRANGE A.G.E.C.	ASSOCIATION LA GRANGE A.G.E.C.	100 000 €	100 000 €	- €
5944	UN MINIBUS POUR L'ECOLE DE RUGBY	Acquisition véhicule	ROQUEFORT	RUGBY CLUB PAYS DE ROQUEFORT	RUGBY CLUB PAYS DE ROQUEFORT	30 000 €	30 000 €	- €
5994	FOUR À PAIN ET AIRE DE PIQUE-NIQUE À L'ÉTANG DE SAINTE-FOY	Infrastructures sportives ou loisirs	SAINTE-FOY	COMITE DES PETES, FOYER RURAL ET ACCA	COMMUNE DE SAINTE-FOY	50 000 €	50 000 €	- €
6011	RESTAURER L'EGLISE DE GUINAS	Restauration patrimoine	CACHEN	LES AMIS DU PATRIMOINE DE GUINAS	COMMUNE DE CACHEN	32 000 €	28 800 €	- €
6166	UN JARDIN PARTICIPATIF INITIÉ PAR LES ENFANTS DE L'ECOLE	Achat matériel et équipement	DUHORT-BACHEN	OCCE DUHORT-BACHEN	OCCE DUHORT-BACHEN	2 000 €	2 000 €	- €
6464	DES MINIBUS ET DU MATERIEL POUR ECOLE DE RUGBY	Acquisition véhicule	GABARRET	GABARRET AS RUGBY	GABARRET AS RUGBY	55 000 €	55 000 €	- €
6504	UN TERRAIN MULTISPORTS A SAUGNAC-ET-CAMBRAN	Infrastructures sportives ou loisirs	SAUGNAC-ET-CAMBRAN	CAMIADÉ REGIS	COMMUNE DE SAUGNAC-ET-CAMBRAN	65 000 €	52 000 €	- €
6512	UN MINIBUS POUR L'ESPACE JEUNES	Acquisition véhicule	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	LES JEUNES DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL	LES JEUNES DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL	30 000 €	19 920 €	- €
6525	MA MAISON BLEUE, UN LIEU DE RÉPIT	Achat matériel et équipement	MONT-DE-MARSAN	ASSOCIATION LE CHANT DE L'HERBE	ASSOCIATION LE CHANT DE L'HERBE	50 000 €	50 000 €	- €
6701	AMBULANCE ET EQUIPEMENT DE SECOURS POUR LE SAUVETAGE COTIER	Acquisition véhicule	CAPBRETON	CAPBRETON SAUVETAGE COTIER	CAPBRETON SAUVETAGE COTIER	70 000 €	70 000 €	- €
6703	SENSIBILISER LES ENFANTS AUX DANGERS DE L'OCEAN	Achat matériel et équipement	CAPBRETON	CAPBRETON SAUVETAGE COTIER	CAPBRETON SAUVETAGE COTIER	19 500 €	19 500 €	- €
6741	CHANSONS, THÉÂTRE, EXPOS EN TERRITOIRE RURAL	Achat matériel et équipement	SAINT-LON-LES-MINES	ASSOCIATION L'ATELIER DU MOT	ASSOCIATION L'ATELIER DU MOT	3 500 €	3 500 €	- €
6752	TOVERTAFEL : LA TABLE MAGIQUE EN EHPAD	Achat matériel et équipement	MONTFORT-EN-CHALOSSE	AMICALE DES RESIDENTS DE LA MAISON DE RETRAITE DE MONTFORT-EN-CHALOSSE	AMICALE DES RESIDENTS DE LA MAISON DE RETRAITE DE MONTFORT-EN-CHALOSSE	8 900 €	8 900 €	- €
6784	DES PERCUSSIONS POUR L'APPRENTISSAGE DE LA MUSIQUE	Achat matériel et équipement	MONT-DE-MARSAN	ASSOCIATION LOS CUMBANCHEROS	ASSOCIATION LOS CUMBANCHEROS	21 330 €	21 330 €	- €
6803	UN SKATE-PARK A GEAUNE	Infrastructures sportives ou loisirs	GEAUNE	JUNIOR ASSOCIATION CENT TURSAN SKATE	COMMUNE DE GEAUNE	65 000 €	65 000 €	- €
6810	JARDIN ET VERGER PARTAGÉS	Achat matériel et équipement	CAPBRETON	ASSOCIATION LUMI	ASSOCIATION LUMI	26 000 €	26 000 €	- €
6867	DU MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE CLUB DE HANDBALL	Achat matériel et équipement	SAINT-PAUL-LES-DAX	HANDBALL CLUB SAINT-PAULOIS	HANDBALL CLUB SAINT-PAULOIS	6 200 €	6 200 €	- €
6976	UN ECLAIRAGE POUR LE TERRAIN DE FOOTBALL	Infrastructures sportives ou loisirs	SAINT-PERDON	SAINT PERDON SPORTS FOOTBALL CLUB	COMMUNE DE ST PERDON	60 000 €	52 542 €	- €
7020	DEVELOPPER LA PRATIQUE DES ECHASSES	Infrastructures sportives ou loisirs	BISCARROSSE	LES HERONS DES LACS	LES HERONS DES LACS	5 000 €	5 000 €	- €
7027	UN VEHICULE UTILITAIRE POUR GROUPE FOLKLORIQUE	Acquisition véhicule	MONTFORT-EN-CHALOSSE	LOUS TCHANQUES CHALOSSE	LOUS TCHANQUES CHALOSSE	36 300 €	36 300 €	- €
7028	DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE TRADITIONNELS	Achat matériel et équipement	SAINT-PIERRE-DU-MONT	LOUS TCHANQUES CHALOSSE	FED. GROUPE FOLKLORIQUES LAND	15 900 €	15 900 €	- €
7167	UN ESPACE D'ACTIVITES INTERGENERATIONNEL A L'EHPAD	Achat matériel et équipement	TARNOS	GROUPEMENT D'ASSOCIATIONS	ASSOCIATION RENCONTRE ET AMITIE	29 000 €	28 850 €	- €
7304	UN VEHICULE POUR LES PIGEONS VOYAGEURS	Acquisition véhicule	BIAUDOS	GROUPEMENT COLOMBOPHILE DES LANDES	GROUPEMENT COLOMBOPHILE DES LANDES	38 000 €	38 000 €	- €

1ER ACOMPTÉ VERSE

No Idée	Projet	Type d'investissement	Localisation	PORTEUR D'IDEE	MANDATAIRE	MONTANT VOTE	MONTANT VERSE (2021/2022)	RESTE A VERSER (2022)
6795	CREER UN PARC DE LOISIRS MULTISPORTS NATURE	Infrastructures sportives ou loisirs	ROQUEFORT	ROQUEFORT SARBAZAN SPORTS NATURE	ROQUEFORT SARBAZAN SPORTS NATURE / COMMUNE DE ROQUEFORT	100 000 €	70 000 €	30 000 €
6843	UN CAFÉ ASSOCIATIF POUR HERM	Réhabilitation bâtiment	HERM	COLLECTIF LE PROJET HERMOIS	COLLECTIF LE PROJET HERMOIS / COMMUNE DE HERM	79 000 €	55 000 €	24 000 €

CONVENTION ASSIGNEE

No Idée	Projet	Type d'investissement	Localisation	PORTEUR D'IDEE	MANDATAIRE	MONTANT VOTE	MONTANT VERSE (2022/2023)	RESTE A VERSER (2023)
5039	SAUVONS LE PETIT PATRIMOINE LANDAIS	Restauration patrimoine	PRECHACQ-LES-BAINS	ASSOCIATION L'AVOIR	COMMUNE DE PRECHACQ-LES-BAINS	60 000 €	- €	60 000 €
7197	PARCOURS DE SANTE SUR LE DOMAINE DE CASTILLON	Infrastructures sportives ou loisirs	TARNOS	ASSOCIATION TOUS	COMMUNE DE TARNOS	78 420 €	- €	78 420 €

CONVENTION NON SIGNEE

No Idée	Projet	Type d'investissement	Localisation	PORTEUR D'IDEE	MANDATAIRE	MONTANT VOTE	MONTANT VERSE (2022/2023)	RESTE A VERSER (2023)
5860	COUVRIER LES COURTS DE TENNIS	Infrastructures sportives ou loisirs	BIAS	TENNIS CLUB DE BIAS	COMMUNE DE BIAS	75 000 €	- €	75 000 €
6372	RENOVER UNE GRANGE POUR CREER UN LIEU ASSOCIATIF	REHABILITATION BATIMENT	GAILLERES	ASSOCIATION L'AMICALE GAILLEROISE	COMMUNE DE GAILLERES	78 000 €	- €	78 000 €

Annexe III - BPC40#2 - Projets lauréats

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-L01_BP_2022-DE

N° de l'élève	CANTON	LOCALISATION	PROJET	PROJET JEUNE	NATURE PROJET	NOM PORTEUR D'Œ	NOM MANDATAIRE	MONTANT PROJET
16540	Adour Armagnac	ARTHEZ-D'ARMAGNAC	Le gascon dans l'espace public		Achat de matériel	GASCON LANAS	GASCON LANAS	10 000 €
16497	Adour Armagnac	BORDERES-ET-LAMENSANS	Plantation écoloyenne d'une halle bocagère et micro-forêt		Achat de matériel	ASSOCIATION FORÊTS	ASSOCIATION FORÊTS	1 900 €
15898	Adour Armagnac	CASTANDET	Aménager des ateliers de formation pour ados déscolarisés		Travaux bâtiment	L'ESCALE	L'ESCALE	44 600 €
16567	Adour Armagnac	GRENADE-SUR-L'ADOUR	Un skatepark à Grenade-sur-l'Adour	Oui	Infrastructure de loisirs	CONSEIL COMMUNAUTAIRE DES JEUNES	COMMUNE DE GRENADE-SUR-L'ADOUR	52 500 €
16138	Chalosse Tursan	HAUT-MAUCO	Créer un abri pour jeux traditionnels		Infrastructure de loisirs	AMICALE DE SAINT-MEDARD	COMMUNE DE HAUT-MAUCO	47 000 €
16141	Chalosse Tursan	HAUT-MAUCO	Rénover le pumptrack de Haut-Mauco	Oui	Infrastructure de loisirs	CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES	COMMUNE DE HAUT-MAUCO	14 600 €
16175	Chalosse Tursan	MONTSOUE	Un espace sportif et convivial pour les jeunes de Montsoué	Oui	Infrastructure de loisirs	LES JEUNES DE MONTSOUE	COMMUNE DE MONTSOUE	57 520 €
15160	Côte d'Argent	BIAS	Des échasses et des costumes pour faire vivre les traditions		Achat de matériel	LOUS LANDEUS DES FORGES	LOUS LANDEUS DES FORGES	15 000 €
16030	Côte d'Argent	LINXE	Une patinoire écologique pour le Marensin		Achat de matériel	SECTION FÊTE DU RACING CLUB LINXOIS	SECTION FÊTE DU RACING CLUB LINXOIS	42 600 €
16142	Côte d'Argent	MIMIZAN	Explorer le courant de Mimizan avec les enfants		Achat de matériel	LA PALM MIMIZAN « CLUB DE PLONGÉE »	LA PALM MIMIZAN « CLUB DE PLONGÉE »	11 755 €
16417	Côte d'Argent	MIMIZAN	Du padel au tennis club	Oui	Travaux bâtiment	TENNIS CLUB MIMIZAN	COMMUNE DE MIMIZAN	15 000 €
16538	Coteau de Chalosse	AMOU	De l'éclairage pour les courts de tennis		Travaux bâtiment	TENNIS AMOUEA	COMMUNE DE AMOU	14 000 €
17583	Coteau de Chalosse	CLERMONT	Du matériel pour l'accueil de jeunes autistes		Achat de matériel	LES HEROS BLEU	LES HEROS BLEU	6 300 €
16008	Coteau de Chalosse	MONTFORT-EN-CHALOSSE	Un skatepark à Montfort pour réunir les jeunes	Oui	Infrastructure de loisirs	CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES	COMMUNE DE MONTFORT-EN-CHALOSSE	68 000 €
16295	Dax-1	SAINT-PAUL-LES-DAX	Végétaliser le collège Danielle Mitterrand	Oui	Achat de matériel	LES ÉLÈVES DU COLLÈGE DANIELLE MITTERRAND	LES ÉLÈVES DU COLLÈGE DANIELLE MITTERRAND	10 500 €
16395	Dax-1	SAINT-PAUL-LES-DAX	Du matériel de puériculture pour des mères en difficulté		Achat de matériel	LA MAISONADA	LA MAISONADA	6 300 €
16413	Dax-1	SAINT-PAUL-LES-DAX	Colosse aux pieds d'argile : renforcer notre présence	Oui	Achat de matériel	COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE	COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE	21 000 €
15955	Dax-1	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	Un Jardin d'Âges pour favoriser l'intergénérationnel		Achat de matériel	ADGESSA ŒUVRE DU BERCEAU	ADGESSA ŒUVRE DU BERCEAU	14 580 €
16093	Dax-2	DAX	Du matériel de scène pour accompagner les artistes locaux		Achat de matériel	ASSOCIATION LATITUDE PRODUCTIONS	ASSOCIATION LATITUDE PRODUCTIONS	4 931 €
16154	Dax-2	DAX	Un minibus pour lutter contre l'isolement		Achat de matériel	APF FRANCE HANDICAP	APF FRANCE HANDICAP	62 000 €
15069	Dax-2	HEUGAS	Un terrain multisports en accès libre	Oui	Infrastructure de loisirs	CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES	COMMUNE DE HEUGAS	65 000 €
15341	Grands Lacs	BISCARROSSE	Du matériel de sauvetage côtier		Achat de matériel	BISCARROSSE OLYMPIQUE SAUVETAGE SECOURISME	BISCARROSSE OLYMPIQUE SAUVETAGE SECOURISME	21 150 €
17307	Grands Lacs	LUE	Créer une aire de loisirs	Oui	Infrastructure de loisirs	LES ENFANTS DE L'ÉCOLE (TAP)	COMMUNE DE LUE	34 840 €
16465	Grands Lacs	MOUSTEY	Donner une deuxième vie à nos objets et matériaux		Achat de matériel	2A4R	2A4R	15 000 €
16000	Haute Lande Armagnac	BROCAS	Un jardin partagé à Brocas-les-Forges		Achat de matériel	LES AINES D'ALBRET	COMMUNE DE BROCAS	1 800 €
16060	Haute Lande Armagnac	CANENX-ET-REAUT	Une tente de réception « Maison des Schtroumpfs »		Achat de matériel	COMITÉ DES FÊTES	COMITÉ DES FÊTES	3 650 €
16655	Haute Lande Armagnac	GABARRET	Notre cour de récréation de demain	Oui	Infrastructure de loisirs	LES ÉCOLIERS DE LA GABARDANNE	LES ÉCOLIERS DE LA GABARDANNE	15 000 €
16511	Haute Lande Armagnac	LABASTIDE-D'ARMAGNAC	Un minibus pour les personnes à mobilité réduite		Achat de matériel	LES RÉSIDENTS EHPAD LABASTIDE D'ARMAGNAC	LES RÉSIDENTS EHPAD LABASTIDE D'ARMAGNAC	53 000 €
16532	Haute Lande Armagnac	LABOUEYRE	Un padel et un espace détente à Labouheyre		Infrastructure de loisirs	JEUNESSE SPORTIVE LABOUEYRE TENNIS	COMMUNE DE LABOUEYRE	65 500 €
16571	Haute Lande Armagnac	LABOUEYRE	Un parcours de santé au Parc de Peyre		Infrastructure de loisirs	COLLECTIF CITOYEN CITIASLOW	COMMUNE DE LABOUEYRE	57 000 €
16097	Haute Lande Armagnac	LABRIT	Du matériel de captation vidéo pour les événements landais		Achat de matériel	FORUM DE LA JEUNESSE LANDAISE	FORUM DE LA JEUNESSE LANDAISE	14 000 €
15166	Marensin Sud	MAGESCQ	Un pumptrack pour les jeunes à Magescq	Oui	Infrastructure de loisirs	CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES	COMMUNE DE MAGESCQ	70 000 €
16055	Marensin Sud	SOUSTONS	Venir à l'école de rugby en minibus, la sécurité en plus		Achat de matériel	ÉCOLE DE RUGBY DE SOUSTONS	ÉCOLE DE RUGBY DE SOUSTONS	65 000 €
15679	Mont-de-Marsan-1	LUCBARDEZ-ET-BARGUES	Un fronton pour jouer et se retrouver	Oui	Infrastructure de loisirs	NAHIA ET XIMUN	COMMUNE DE LUCBARDEZ-ET-BARGUES	50 000 €
16426	Mont-de-Marsan-1	POUYDESSEUX	Pour un meilleur accueil au centre de soins Alca Torda		Achat de matériel	LES BENEVOLES D'ALCA TORDA	FEDERATION DES CHASSEURS LDE	25 400 €
16464	Mont-de-Marsan-2	BRETAGNE-DE-MARSAN	Aménager un site d'observation des abeilles		Achat de matériel	J'M LES ABEILLES	J'M LES ABEILLES	7 900 €
16572	Mont-de-Marsan-2	CAMPAGNE	Un terrain multisports intergénérationnel à Campagne		Infrastructure de loisirs	COLLECTIF DE CITOYENS	COMMUNE DE CAMPAGNE	68 000 €
16340	Mont-de-Marsan-2	MONT-DE-MARSAN	Un nouveau revêtement pour les terrains de padel		Travaux bâtiment	STADE MONTOIS TENNIS PADEL	COMMUNE DE MONT-DE-MARSAN	15 000 €

Annexe III - BPC40#2 - Projets lauréats

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-L01_BP_2022-DE

N° de l'idée	CANTON	LOCALISATION	PROJET	PROJET JEUNE	NATURE PROJET	NOM PORTEUR IDÉE	NOM MANDATAIRE	MONTANT PROJET
16468	Mont-de-Marsan-2	MONT-DE-MARSAN	Végétaliser le parking en face du lycée Despiou	Oui	Travaux bâtiment	L'ASSOCIATION DES BTS DE DESPIAU	COMMUNE DE MONT-DE-MARSAN	3 000 €
16282	Mont-de-Marsan-2	SAINT-PIERRE-DU-MONT	Un espace d'échanges dans un coin de verdure	Oui	Achat de matériel	ENFANTS DE L'ÉCOLE FRÉDÉRIC MISTRAL	ENFANTS DE L'ÉCOLE FRÉDÉRIC MISTRAL	5 600 €
16316	Orthe et Arrigans	BELUS	Le POPtrack : un parcours de bosses accessibles à tous !	Oui	Infrastructure de loisirs	LES J2B (JEUNES DE BÉLUS)	COMMUNE DE BELUS	85 000 €
15933	Orthe et Arrigans	MIMBASTE	Un atelier de réparation et de valorisation des objets délaissés		Achat de matériel	ASSOCIATION GRAINES DE PARTAGE	ASSOCIATION GRAINES DE PARTAGE	12 940 €
15727	Orthe et Arrigans	PEYREHORADE	Travailler en s'amusant et voyager avec le Bike Labyrinth		Achat de matériel	EHPAD DOMAINE NAUTON TRUQUEZ	EHPAD DOMAINE NAUTON TRUQUEZ	28 200 €
16285	Orthe et Arrigans	PORT-DE-LANNE	Sécuriser la pratique de la pelote basque		Achat de matériel	FRONTON PORT DE LANNAIS	FRONTON PORT DE LANNAIS	10 000 €
15732	Pays morcenais tarusate	LESPERON	Des panneaux amovibles pour la CTC Basket Côte Atlantique		Achat de matériel	BASKET CÔTE ATLANTIQUE	BASKET CÔTE ATLANTIQUE	9 300 €
16275	Pays morcenais tarusate	MORCENX-LA-NOUVELLE	Un pumptrack pour tous à Morcenx-la-Nouvelle	Oui	Infrastructure de loisirs	MORCENX PUMP	COMMUNE DE MORCENX-LA-NOUVELLE	100 000 €
15926	Pays morcenais tarusate	PONTONX-SUR-L'ADOUR	Un abri pour distribuer l'aide alimentaire aux plus démunis		Travaux bâtiment	RESTOS DU CŒUR	RESTOS DU CŒUR	6 267 €
16212	Pays morcenais tarusate	TARTAS	Un jukebox pour les résidents de l'EHPAD de Tartas		Achat de matériel	LES RÉSIDENTS EHPAD GÉRARD MINVIELLE	LES RÉSIDENTS EHPAD GÉRARD MINVIELLE	6 150 €
15670	Pays morcenais tarusate	YGOS-SAINT-SATURNIN	Créer une zone de pique-nique et de jeux		Infrastructure de loisirs	ASSOCIATION DE PARENTS D'ÉLÈVES	COMMUNE DE YGOS-SAINT-SATURNIN	5 600 €
15542	Pays Tyrossais	LABENNE	Un vélo adapté pour le public âgé dépendant		Achat de matériel	Léa PUYO	ASSOCIATION HELIO-LOISIRS	12 800 €
16384	Pays Tyrossais	LABENNE	Notre coin mangas au CDI	Oui	Achat de matériel	LES ÉLÈVES DE CINQUIÈME DU CLUB CDI	LES ÉLÈVES DE CINQUIÈME DU CLUB CDI	6 600 €
16274	Pays Tyrossais	SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE	Aménagement du futur club house au cœur du pôle rugby		Achat de matériel	ÉCOLE DE RUGBY DU PAYS TYROSSAIS	ÉCOLE DE RUGBY DU PAYS TYROSSAIS	28 000 €
16048	Pays Tyrossais	SAUBION	Pérenniser l'événement « la Nuit du Handicap » à Saubion		Achat de matériel	LA NUIT DU HANDICAP	LA NUIT DU HANDICAP	11 348 €
16231	Seignaux	SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX	Installer une recyclerie dans le sud des Landes		Achat de matériel	BAB LA RECYCLE'RIT	BAB LA RECYCLE'RIT	23 312 €



CONVENTION DE SUBVENTION 2^{ème} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN DES LANDES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la réglementation applicable aux organismes bénéficiant d'une subvention (Loi n°2000-321 du 12 avril 2000, Décret n°2001-495 du 6 juin 2001) ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la délibération n° K 1 du Conseil départemental en date du 21 février 2020, portant bilan de la première édition et approuvant le principe du lancement de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

Vu la délibération n° K 4 du Conseil départemental en date du 7 mai 2021 approuvant le règlement de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

Vu la délibération n° L 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022 approuvant la liste des projets lauréats de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

ENTRE

LE DÉPARTEMENT DES LANDES,

Représenté par Monsieur Xavier FORTINON, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la délibération du Conseil départemental n° L 1 en date du 1^{er} avril 2022,

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association xxx

Représentée par Monsieur, Madame xxx, ayant la qualité de xxx, dûment habilité par xxx (AG, réunion, statuts, etc.) en date du xx xx xxxx,
Siège : xxx

Dénommée ci-après « l'Association »,

[SI LE PORTEUR EST DIFFERENT DE L'ASSOCIATION]

ET

Monsieur/Madame xxx / Le collectif xxx / l'Association xxx

Représenté par Monsieur/Madame xxx, ayant la qualité de xxx, dûment habilité par xxx,

Dénommé ci-après « le Porteur de projet »,

PRÉAMBULE

Le Budget Participatif Citoyen des Landes est un dispositif qui permet aux Landaises et aux Landais de proposer l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département sur la base d'idées citoyennes et de participer ainsi, directement, à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a décidé d'inscrire une enveloppe d'investissement de 1,5 million d'euros, dont au moins 10 % sont réservés aux projets portés par des « Jeunes » (7-20 ans).

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 6 avril au 6 juillet 2021. Sur les 550 idées déposées en 2021, 280 ont été soumises au vote. 54 ont remporté les suffrages, parmi lesquels figure le projet objet de la présente convention.



CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de versement d'une subvention par le Département à l'Association au titre de la réalisation du projet [titre du projet], consistant en [description du projet].

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à xxx €.

Cette aide est imputée au chapitre xx - article xx (fonction xx) du budget afférent à l'exercice année xxx.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

[Choisir en fonction du type de projet]

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- un 1^{er} acompte représentant 70% du montant de la subvention soit xxx €, à la signature de la présente convention,
- un 2^{ème} acompte représentant 20% du montant de la participation, soit xxx €, sur présentation des factures justifiant de l'utilisation de l'acompte,
- le solde du montant de la participation sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre complète du projet (notamment des factures).

OU

La subvention sera versée en intégralité à compter de la signature de la présente convention par les parties.

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'un **Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation :
IBAN :
Code BIC :

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département des Landes s'engage à financer le projet objet de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif, dans la limite maximale du montant ayant été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet objet de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes, en restant fidèle au descriptif présenté aux citoyens dans le cadre du vote.

Elle s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de ce projet et de la présente convention pendant un délai d'au moins 5 ans et à les utiliser pendant toute la durée de ce délai dans le seul but de la réalisation dudit projet.

**[SI LE PORTEUR EST DIFFERENT DE L'ASSOCIATION]****4.3 Engagements du Porteur de projet :**

Le Porteur de projet s'engage à accompagner l'Association dans la réalisation du projet, afin de la conseiller au mieux et de lui permettre de rester le plus proche possible de l'esprit et du contenu du projet présenté aux citoyens dans le cadre du vote.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année xxxx [n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée] :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Présidente de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du Département des Landes ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente convention voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés dans les présentes,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Retard significatif dans l'exécution des obligations à la charge de l'Association, après envoi par le Département, en lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure de se conformer aux dispositions de la présente convention restée sans effet.



En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association au sujet du projet objet de la présente convention devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du Budget Participatif Citoyen des Landes.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département des Landes sur tout support qu'elle constituera.

Elle reproduira les logotypes « XL » et « Budget Participatif Citoyen des Landes » du Département des Landes sur le(s) document(s) réalisé(s).

Lorsque la subvention concerne le financement d'un véhicule, l'Association floquera son véhicule avec la mention « Véhicule financé par le Budget Participatif Citoyen des Landes ».

Les logotypes et le flochage du véhicule seront à solliciter auprès de la Direction de la Communication du Département : communication@landes.fr.

[SI LE PORTEUR EST DIFFERENT DE L'ASSOCIATION]

L'Association devra également mentionner le nom du Porteur de projet dans toutes les actions de communication relatives au projet objet de la présente convention.

Toute communication ou publication de la Commune, de l'Association ou du Porteur de projet (en fonction du cas de figure), sous quelque forme que ce soit, devra mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Obligations de l'Association vis-à-vis du responsable de traitement du Département :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la présente convention, ainsi que pour la finalité principale du dispositif à savoir la co-construction d'opérations citoyennes par la mise à disposition d'1,5 million d'euros au profit des citoyens. Elle s'engage par ailleurs à ne pas les transférer en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale.
- Informer immédiatement le responsable de traitement si l'Association considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, notamment avec les personnes autorisées à traiter ces données.
- Droit d'information des personnes concernées : l'Association, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'elle réalise.
- Exercice des droits des personnes : dans la mesure du possible, l'Association doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).



- Lorsque les personnes concernées exercent auprès de l'Association des demandes d'exercice de leurs droits, celle-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpd@landes.fr.
- Notification des violations de données à caractère personnel : l'Association notifie au responsable de traitement dans un délai de 72h à l'adresse dpd@landes.fr toute violation de données à caractère personnel avec toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Sort des données : au terme de la réalisation de l'opération relative au traitement de ces données, l'Association s'engage à conserver les données pendant dix ans.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités décrites par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à xxxxx, le xx xx xxxx,

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil départemental,
Xavier FORTINON

Pour l'Association **xxx**,
Le Président,
Prénom NOM

[SI LE PORTEUR EST DIFFERENT DE L'ASSOCIATION]

Le Porteur de projet,
Prénom NOM



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE

2^{ème} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN DES LANDES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1111-4 et L. 1111-10 ;

Vu la délibération n° K 1 du Conseil départemental des Landes en date du 21 février 2020, portant bilan de la première édition et approuvant le principe du lancement de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

Vu la délibération n° K 4 du Conseil départemental des Landes en date du 7 mai 2021 approuvant le règlement de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

Vu la délibération n° L 1 du Conseil départemental des Landes en date du 1^{er} avril 2022 approuvant la liste des projets lauréats de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

Vu la délibération du Conseil municipal de xxx en date du xx xx xxxx approuvant le lancement du projet titre du projet ;

ENTRE

LE **DÉPARTEMENT DES LANDES**, représenté par Monsieur Xavier FORTINON, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la délibération du Conseil départemental des Landes n° L 1 en date du 1^{er} avril 2022,

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

La **Commune** de xxxx

Représentée par Monsieur/Madame xxx, Maire, dûment habilité/habiletée par délibération du Conseil municipal de xxx en date du xx xx xxxx,

Dénommée ci-après « la Commune »,

ET

Monsieur/Madame xxx / Le collectif xxx / L'association xxx,
Représenté/e par Monsieur/Madame xxx, ayant la qualité de xxx,

Dénommé ci-après « le Porteur de projet »,

PRÉAMBULE

Le Budget Participatif Citoyen des Landes est un dispositif qui permet aux Landaises et aux Landais de proposer l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département sur la base d'idées citoyennes et de participer ainsi, directement, à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a décidé d'inscrire une enveloppe d'investissement de 1,5 million d'euros, dont au moins 10 % sont réservés aux projets portés par des « Jeunes » (7-20 ans). La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 6 avril au 6 juillet 2021. Sur les 550 idées déposées en 2021, 280 ont été soumises au vote. Parmi elles, 54 ont remporté les suffrages. Les projets jeunes ont mobilisé les électeurs puisque 17 sont lauréats de cette deuxième édition.



CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de versement de la contribution du Département au financement du projet titre du projet, consistant en **description du projet** et réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de la Commune.

ARTICLE 2 : Montant de la participation

La Commune a présenté un ensemble de devis portant sur xxxxx, qu'elle engagera et dont elle assumera le coût, pour une valeur prévisionnelle de xxx € HT soit xxx € TTC.

Le montant de la participation allouée par le Département à la Commune s'élève à xxxx €.

Ce montant est un montant maximal prévisionnel. Le montant définitif de la contribution du Département sera arrêté au terme des travaux sur la base du coût total et final des travaux (prenant en compte les avenants éventuels aux marchés de travaux, les actualisation et révisions de prix) afin de garantir le respect de la limite fixée par les dispositions de l'article L. 1111-10 du CGCT, imposant une participation minimale du maître d'ouvrage de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Cette participation est imputée au chapitre xx - article xx (fonction xx) du budget afférent à l'exercice année xxxx.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la participation

La participation du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- un 1^{er} acompte représentant 70% du montant de la participation soit xxx €, sur présentation des justificatifs de notification des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux relatifs au projet.
- le solde, représentant 30% du montant de la participation soit xxx €, sur production de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux et d'un décompte justificatif des dépenses acquittées certifié par le comptable public de la Commune maître d'ouvrage et visé par le Maire.

Pour chaque versement, la participation sera créditée par virement du Département à la Commune suite à l'émission par cette dernière d'un titre de recettes.

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de la Commune, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'un **Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation :
IBAN :
Code BIC :

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département des Landes s'engage à contribuer au financement du projet objet de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif, dans la limite maximale du montant ayant été soumis au vote citoyen, et dans la limite des dispositions de l'article L. 1111-10 du CGCT imposant une participation minimale du maître d'ouvrage de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Il s'engage également à mentionner le nom de la Commune et du porteur de ce projet dans toute communication qu'il pourra faire sur ledit projet.



4.2 Engagements de la Commune :

La Commune s'engage à mettre en œuvre le projet objet de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes, en restant fidèle au descriptif présenté aux citoyens dans le cadre du vote.

Elle s'engage également à conserver dans son patrimoine le bien cofinancé par le Département dans le cadre de ce projet et de la présente convention pendant un délai d'au moins dix ans et à l'utiliser pendant toute la durée de ce délai dans le seul but de la réalisation dudit projet.

Elle s'engage également à mentionner le nom du porteur de ce projet dans toute communication qu'elle pourra faire sur ledit projet.

4.3 Engagements du Porteur de projet :

Le Porteur de projet s'engage à accompagner la Commune dans la réalisation du projet, afin de la conseiller au mieux et de lui permettre de rester le plus proche possible de l'esprit et du contenu du projet présenté aux citoyens dans le cadre du vote.

ARTICLE 5 : Contrôle du respect des engagements

La Commune prend acte de ce que la contribution allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes.

La Commune s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel sera communiqué à la Commune.

ARTICLE 6 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de sa participation et/ou en exiger la restitution de tout ou partie en cas de :

- Non-respect des engagements de la Commune mentionnés dans les présentes,
- Modification substantielle du projet réalisé par la Commune,
- Retard significatif dans l'exécution des obligations à la charge de la Commune, après envoi par le Département, en lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure de se conformer aux dispositions de la présente convention restée sans effet.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : Information du public

Les actions de communication entreprises par la Commune au sujet du projet objet de la présente convention devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du Budget Participatif Citoyen des Landes.

Elles devront également mentionner le nom du porteur de projet, sous réserve de l'accord de celui-ci.

A cette fin, la Commune s'engage à faire état de la participation financière du Département des Landes et du nom du Porteur de projet sur tout support qu'elle constituera.

Elle reproduira les logotypes « XL » et « Budget Participatif Citoyen des Landes » du Département des Landes sur le(s) document(s) réalisé(s).



Lorsque la contribution concerne une infrastructure ou un bâtiment, la Commune s'engage à y faire apposer une plaque mentionnant le projet, le nom du Porteur de projet et le fait que le projet a été financé par le Budget Participatif Citoyen du Département des Landes. Les logotypes seront à solliciter auprès de la Direction de la Communication du Département : communication@landes.fr.

Toute communication ou publication de la Commune, de l'Association ou du Porteur de projet (en fonction du cas de figure), sous quelque forme que ce soit, devra mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

ARTICLE 8 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Obligations de la Commune vis-à-vis du responsable de traitement du Département :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la présente convention, ainsi que pour la finalité principale du dispositif à savoir la co-construction d'opérations citoyennes par la mise à disposition d'1,5 million d'euros au profit des citoyens. Elle s'engage par ailleurs à ne pas les transférer en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale.
- Informer immédiatement le responsable de traitement si la Commune considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, notamment avec les personnes autorisées à traiter ces données.
- Droit d'information des personnes concernées : la Commune, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'elle réalise.
- Exercice des droits des personnes : dans la mesure du possible, la Commune doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
- Lorsque les personnes concernées exercent auprès de la Commune des demandes d'exercice de leurs droits, celle-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpd@landes.fr.
- Notification des violations de données à caractère personnel : la Commune notifie au responsable de traitement dans un délai de 72h à l'adresse dpd@landes.fr toute violation de données à caractère personnel avec toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Sort des données : au terme de la réalisation de l'opération relative au traitement de ces données, la Commune s'engage à conserver les données pendant 10 ans.

**ARTICLE 9 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision approuvant la participation financière du Département sera caduque de plein droit.

ARTICLE 10 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités décrites par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à xxxx, le ...xx xx xxxx

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil départemental,
Xavier FORTINON

Pour la Commune de xxx
Le Maire,
Prénom NOM

Le Porteur de projet,
[Prénom NOM]



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE 2^{ème} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN DES LANDES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1111-4 et L. 1111-10 ;

Vu la délibération n° K 1 du Conseil départemental des Landes en date du 21 février 2020, portant bilan de la première édition et approuvant le principe du lancement de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

Vu la délibération n° K 4 du Conseil départemental des Landes en date du 7 mai 2021 approuvant le règlement de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

Vu la délibération n° L 1 du Conseil départemental des Landes en date du 1^{er} avril 2022 approuvant la liste des projets lauréats de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes ;

Vu la délibération du Conseil municipal de xxx en date du xx xx xxxx approuvant le lancement du projet titre du projet ;

ENTRE

LE **DÉPARTEMENT DES LANDES**, représenté par Monsieur Xavier FORTINON, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la délibération du Conseil départemental des Landes n° L 1 en date du 1^{er} avril 2022,

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

La **Commune** de xxxx

Représentée par Monsieur/Madame xxx, Maire, dûment habilité/habilitée par délibération du Conseil municipal de xxx en date du xx xx xxxx,

Dénommée ci-après « la Commune »,

ET

L'Association xxx,

Représenté/e par Monsieur/Madame xxx, ayant la qualité de xxx, dûment habilité/habilitée par l'Assemblée générale en date du xx xx xxxx,

Dénommé ci-après « l'Association »,

ET [si le porteur est différent de l'Association mandataire],

Monsieur/Madame xxx / Le collectif xxx / L'association xxx,

Représenté/e par Monsieur/Madame xxx, ayant la qualité de xxx,

Dénommé ci-après « le porteur de projet »,



PRÉAMBULE

Le Budget Participatif Citoyen des Landes est un dispositif qui permet aux Landaises et aux Landais de proposer l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département sur la base d'idées citoyennes et de participer ainsi, directement, à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a décidé d'inscrire une enveloppe d'investissement de 1,5 million d'euros, dont au moins 10 % sont réservés aux projets portés par des « Jeunes » (7-20 ans). La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 6 avril au 6 juillet 2021. Sur les 550 idées déposées en 2021, 280 ont été soumises au vote. Parmi elles, 54 ont remporté les suffrages. Les projets jeunes ont mobilisé les électeurs puisque 17 sont lauréats de cette deuxième édition.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de versement de la subvention du Département à l'Association xxx et à la Commune de xxx dans le cadre du financement du projet [titre du projet] (description des travaux faisant l'objet du financement) consistant en [description du projet et des éventuels travaux], réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Association et de la Commune.

Il est ici précisé que l'Association et la Commune ont informé le Département que leur relation relative à l'ouvrage (propriété de xx) sera définie dans un cadre bilatéral qui prendra prochainement la forme d'une convention.

La Commune a présenté un ensemble de devis portant sur xxxxx, qu'elle engagera et dont elle assumera le coût, pour une valeur prévisionnelle de xxx € HT.

L'Association a présenté un ensemble de devis portant sur xxxxxx, dont elle assumera le coût, pour une valeur prévisionnelle de xxx € TTC.

Ainsi, le bénéfice du soutien (xxxx €) alloué au projet est ainsi réparti :

- Commune : xxxxx €
- Association : xxxx €.

ARTICLE 2 : Montant de la participation

Le montant de la subvention allouée par le Département au projet s'élève à **xxxx €**, selon la répartition précitée.

Ce montant est un montant maximal prévisionnel. Le montant définitif de la contribution du Département sera arrêté au terme des travaux sur la base du coût total et final des travaux prenant en compte les avenants éventuels aux marchés de travaux, les actualisations et révisions de prix ; afin de garantir le respect de la limite fixée par les dispositions de l'article L. 1111-10 du CGCT, imposant une participation minimale du maître d'ouvrage de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Les participations sont imputées aux chapitres :

- chapitre xx - article xx (fonction xx) du budget afférent à l'exercice année xxxx, pour l'aide à la Commune
- chapitre xx - article xx (fonction xx) du budget afférent à l'exercice année xxxx, pour l'aide à l'Association

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la participation

La participation du Département sera versée à chacun des bénéficiaires selon les modalités suivantes :



Pour la Commune,

- un 1^{er} acompte représentant 70% du montant de la participation soit xxx €, à la signature de la convention OU sur présentation des justificatifs de notification des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux relatifs au projet.
- le solde du montant de la participation sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre complète du projet (notamment de factures acquittées, de déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux, et/ou d'un décompte justificatif des dépenses acquittées certifié par le comptable public de la Commune maître d'ouvrage et visé par le Maire),

Pour l'Association,

- un 1^{er} acompte représentant 70% du montant de la participation soit xxx €, à la signature de la convention,
- un 2^{ème} acompte représentant 20% du montant de la participation, soit xxx €, sur présentation des factures justifiant de l'utilisation de l'acompte,
- le solde du montant de la participation à la réception des travaux.

Concernant la Commune, la participation sera créditée par virement du Département suite à l'émission par cette dernière d'un titre de recettes.

Chacune des subventions sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom des bénéficiaires, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'un **Relevé d'Identité Bancaire** :

Commune de xxxx

Domiciliation :
IBAN :
Code BIC :

Association xxxx

Domiciliation :
IBAN :
BIC :

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département des Landes s'engage à contribuer au financement du projet objet de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif, dans la limite maximale du montant ayant été soumis au vote citoyen, et dans la limite des dispositions de l'article L. 1111-10 du CGCT imposant une participation minimale du maître d'ouvrage de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Il s'engage également à mentionner le nom de l'Association et de la Commune (et du Porteur de projet si différent de l'Association) dans toute communication qu'il pourra faire sur ledit projet.

4.2 Engagements des bénéficiaires :

La Commune et l'Association s'engagent à mettre en œuvre le projet objet de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes, en restant fidèles au descriptif présenté aux citoyens dans le cadre du vote.

Elles s'engagent également à conserver dans leur patrimoine le bien cofinancé par le Département dans le cadre de ce projet et de la présente convention pendant un délai d'au moins dix ans et à l'utiliser pendant toute la durée de ce délai dans le seul but de la réalisation dudit projet.



Si le porteur est différent de l'Association :

4.4 Engagements du Porteur de projet :

Le Porteur de projet s'engage à accompagner l'Association et la Commune dans la réalisation du projet, afin de les conseiller au mieux et de leur permettre de rester le plus proche possible de l'esprit et du contenu du projet présenté aux citoyens dans le cadre du vote.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année xxxx [n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée] :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du Département des Landes ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente convention voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

La Commune et l'Association prennent acte de ce que la contribution allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes.

La Commune et l'Association s'engagent à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui portera également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué à la Commune et au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des obligations

Le Département peut mettre en cause le montant de sa participation et/ou en exiger la restitution de tout ou partie en cas de :

- Non-respect des engagements de la Commune et de l'Association mentionnés dans les présentes,
- Modification substantielle du projet réalisé par la Commune et/ou l'Association,
- Retard significatif dans l'exécution des obligations à la charge de la Commune et/ou de l'Association, après envoi par le Département, en lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure de se conformer aux dispositions de la présente convention restée sans effet.



En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Information du public

Les actions de communication entreprises par la Commune et l'Association au sujet du projet objet de la présente convention devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du Budget Participatif Citoyen des Landes.

A cette fin, la Commune et l'Association s'engagent à faire état de la participation financière et de la subvention du Département des Landes.

Elles reproduiront les logotypes « XL » et « Budget Participatif Citoyen des Landes » du Département des Landes sur le(s) document(s) réalisé(s).

Lorsque la contribution concerne une infrastructure ou un bâtiment, la Commune et l'Association s'engagent à y faire apposer une plaque mentionnant le projet, le nom du Porteur de projet et le fait que le projet ait été financé par le Budget Participatif Citoyen du Département des Landes.

Les logotypes seront à solliciter auprès de la Direction de la Communication du Département : communication@landes.fr.

Toute communication ou publication de la Commune, de l'Association ou du Porteur de projet (en fonction du cas de figure), sous quelque forme que ce soit, devra mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

La Commune et l'Association s'engagent à mentionner le nom de l'autre bénéficiaire (et du Porteur de projet si différent de l'Association) dans toute communication qu'elle pourra faire sur ledit projet.

ARTICLE 8 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Obligations de la Commune et de l'Association vis-à-vis du responsable de traitement du Département :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la présente convention, ainsi que pour la finalité principale du dispositif à savoir la co-construction d'opérations citoyennes par la mise à disposition d'1,5 million d'euros au profit des citoyens. Elles s'engagent par ailleurs à ne pas les transférer en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale.
- Informer immédiatement le responsable de traitement si elles considèrent qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, notamment avec les personnes autorisées à traiter ces données.
- Droit d'information des personnes concernées : la Commune et l'Association, au moment de la collecte des données, doivent fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'elle réalise.
- Exercice des droits des personnes : dans la mesure du possible, la Commune et l'Association doivent aider le responsable de traitement à s'acquitter de son



obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

– Lorsque les personnes concernées exercent auprès de la Commune et/ou de l'Association des demandes d'exercice de leurs droits, elles doivent adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpd@landes.fr.

– Notification des violations de données à caractère personnel : la Commune et/ou l'Association notifie au responsable de traitement dans un délai de 72h à l'adresse dpd@landes.fr toute violation de données à caractère personnel avec toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Sort des données : au terme de la réalisation de l'opération relative au traitement de ces données, la Commune et l'Association s'engagent à conserver les données pendant dix ans.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département et lauréat de la deuxième édition du Budget Participatif Citoyen des Landes n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision approuvant la participation financière du Département sera caduque de plein droit.

ARTICLE 10 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités décrites par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à xxxx, le ...xx xx xxxx

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil départemental,
Xavier FORTINON

Pour la Commune de xxx
Le Maire,
Prénom NOM

Pour l'Association [NOM ASSOCIATION]
Le Président,
[**Prénom NOM**]

Le Porteur de projet,
[**Prénom NOM**]



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M | Objet : | SOUTIEN EN FAVEUR DES REFUGIES UKRAINIENS |

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° M****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,****CONSIDERANT :**

- qu'au 25 mars 2022 environ 280 réfugiés Ukrainiens (dont 80 % de femmes et enfants) sont accueillis sur le territoire du département des Landes,
- que par délibération en date du 4 mars 2022, une première aide de secours d'urgence en faveur de l'Ukraine a été octroyée à hauteur de 50 000 € au bénéfice du FACECO (Fonds d'Action Extérieure des Collectivités),
- que les réfugiés Ukrainiens bénéficient de la protection temporaire accordée en vertu de la décision du Conseil de l'Union Européenne du 4 mars 2022 et qu'à ce titre, ils peuvent être allocataires de l'Allocation pour Demandeurs d'Asile (ADA), versée par l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration),
- que leur droit au séjour est ainsi matérialisé par une Autorisation Provisoire de Séjour (APS) de 6 mois portant la mention « bénéficiaire de la protection temporaire »,
- sa volonté de se mobiliser de manière très large afin de faciliter la prise en charge de ces réfugiés et d'aider les collectivités accueillantes ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances, Personnel, Administration Générale ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

compte tenu du contexte de guerre en Ukraine, et de sa volonté de contribuer au meilleur accueil possible,

- d'adopter le nouveau cadre prévoyant :

- d'ouvrir l'ensemble des dispositifs d'aides individuelles selon les conditions les plus favorables sachant que les pièces justificatives se limiteront à la production de l'APS, et pour les bourses départementales (collèges et lycées), de l'imprimé de demande complété précisant la situation familiale,
- d'approuver le principe d'une aide départementale aux associations œuvrant pour l'accueil des réfugiés ukrainiens,
- d'approuver le principe d'un conventionnement avec les CCAS en première ligne sur l'accueil des réfugiés,

- pour l'ensemble des dispositifs d'aides, d'inscrire un crédit prévisionnel global de 200 000 € sur le Chapitre 65 au Budget Primitif 2022.



- de donner délégation à la Commission Permanente :

- pour la signature de ladite convention avec les CCAS,
- pour libérer le crédit prévisionnel.

|

Le Président,

Xavier FORTINON

DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M 1 Objet : DELEGATIONS DONNEES AU PRESIDENT

Conseillers départementaux en exercice : 30**Votants : 30**Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0**ABSTENTION : 0**

**N° M 1****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU les articles L 3211-2, L 3221-10-1 et L 3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les délibérations du Conseil départemental n° 4 du 7 avril 2017 et n° J 2 du 6 novembre 2017 et n° 5 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégations au Président du Conseil départemental ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances, Personnel, Administration générale ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Informations et comptes rendus à l'Assemblée des délégations données au président :**

- de prendre acte des comptes rendus de M. le Président du Conseil départemental présentés au titre de l'utilisation de ses délégations en matière :

- de régies, en annexe I,
- d'assurances, sur la base de la liste présentée en annexe II
- de contentieux, sur la base de la liste présentée en annexe III,
- de marchés publics, sur la base des listes présentées :
 - . en annexe IV pour les marchés,
 - . en annexe V, pour les avenants,
- de renouvellement des adhésions à des associations, sur la base de la liste présentée en annexe VI,
- de la mise à disposition de biens et de locaux (louage de choses), sur la base des listes présentées :
 - . en annexe VII, au titre de la Culture et du Patrimoine,
 - . en annexe VIII, au titre de l'Education, de la Jeunesse et des Sports
 - . en annexe IX, au titre de l'Aménagement,
 - . en annexe X, au titre de la Solidarité départementale,
- du droit de préemption des Espaces Naturels Sensibles, sur la base de la liste présentée en annexe XI,
- de dons et legs non grevés de conditions ou de charges acceptés, sur la base de la liste présentée en annexe XII, au titre de la Culture et du Patrimoine,



- des demandes d'attribution de subventions auprès de l'Etat ou d'autres collectivités territoriales, sur la base de la liste présentée en annexe XIII,
- du dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens du département, sur la base de la liste présentée en annexe XIV.

II - Elargissement des délégations données au Président (Loi 3DS - article L 3211-2 du CGCT) :

conformément à la Loi 3DS (pour différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification de l'action publique locale) n° 2022-217 du 21 février 2022, et notamment ses articles 173 et 177 codifiés à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

1°) article L 3211-2 du CGCT alinéa 14 complété :

- de prendre acte de l'ajout ci-après à l'alinéa 14 de l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et relatif à la délégation à l'exécutif local des décisions relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive, à savoir :

- *de prendre les décisions mentionnées aux articles L 523-4 et L 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du département* **et de conclure la convention prévue à l'article L 523-7 du même code.**

- de compléter ainsi la délégation donnée en la matière au Président du Conseil départemental par délibération n° 5 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021.

2°) article L 3211-2 du CGCT alinéas 18 et 19 rajoutés :

a) alinéa 18 de l'article L 3211-2 du CGCT

- de se prononcer ultérieurement sur la possibilité de déléguer au Président du Conseil départemental les décisions d'admissions en non-valeur de titres de faible montant, dans l'attente de la parution du décret fixant un seuil et précisant les modalités suivant lesquelles le Président rendra compte de l'exercice de cette délégation.

b) alinéa 19 de l'article L 3211-2 du CGCT

- de déléguer à M. le Président du Conseil départemental, en complément des attributions données par délibération n° 5 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021, le pouvoir :

- d'autoriser les mandats spéciaux que les membres du Conseil départemental peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus aux quatrième et avant-dernier alinéas de l'article L 3123-19 du CGCT.

*

* *



- de préciser que, conformément à l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Conseil départemental informera ledit Conseil des actes pris dans le cadre de ces délégations.

|
|

Le Président,

Xavier FORTINON



Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au Président
(BP 2022)

ANNEXE I

SUPPRESSIONS, MODIFICATION APPORTEES AUX REGIES (D'AVANCES, DE RECETTES, D'AVANCES ET DE RECETTES) DEPUIS LA DM2-2021 (DU 01.10.21 AU 31.01.22)

REGIE	NATURE de la modification	DATE de modification
DOMAINE DEPARTEMENTAL D'OGNOAS DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS ACTIONS CULTURELLES ET PATRIMONIALES	<u>Modification de régie :</u> Arrêté portant nomination de fonction de Mr Cazenave en tant que mandataire suppléant	06 janvier 2022
	<u>Régie de conservation et de distribution de chèques-déjeuners</u> Arrêté portant nomination du sous régisseur de Tartas	08 décembre 2021
	<u>Régie de recettes auprès du Budget Annexe des Actions Culturelles et Patrimoniales pour les Archives Départementales</u> Arrêté de clôture de la régie	21 décembre 2021
	<u>Régie d'avances et de recettes auprès du Budget Annexe des Actions Culturelles et Patrimoniales pour le Musée Départemental de la Faïence et des Arts de la Table de Samadet</u> Arrêté de clôture de la régie d'avances et de recettes	18 janvier 2022



DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL	<u>Régie de recettes et d'avances auprès du Budget Annexe des Actions Culturelles et Patrimoniales pour le Site Départemental de l'Abbaye d'Arthous</u>	
	Arrêté de clôture de la régie d'avances et de recettes	18 janvier 2022
	<u>Régie de recettes et d'avances auprès du Budget Principal pour le Site Départemental de l'Abbaye d'Arthous</u>	
	Acte constitutif de la régie d'avances et de recettes	18 janvier 2022
	<u>Régie d'avances et de recettes auprès du Budget Principal pour le Musée Départemental de la Faïence et des Arts de la Table de Samadet</u>	
CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	Acte constitutif de la régie d'avances et de recettes	18 janvier 2022
	<u>Régie de recettes auprès du Budget Principal pour les Archives Départementales</u>	
	Arrêté portant création de la régie	21 décembre 2021
	Arrêté portant cessation de fonctions du régisseur de recettes	21 décembre 2021
	Arrêté portant nomination du régisseur de recettes	21 décembre 2021
	<u>Régie d'avances de recettes de l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP) et du Serice d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) du Pays Dacquois</u>	
	Arrêté portant nomination du régisseur d'avances et de recettes	08 décembre 2021
	Arrêté portant nomination des mandataires	8 décembre 2021



	<p><u>Régie d'avances et de recettes de l'Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique (ITEP) et du service d'éducation Spéciale et de soins à domicile (SESSAD) de Morcenx</u></p> <p>Acte constitutif de la régie d'avances et de recettes</p> <p>26 novembre 2021</p> <p>Arrêté de nomination des mandataires</p> <p>21 décembre 2021</p> <p><u>Régie d'avances pour le SESSAD DE L'EPSII</u></p> <p>Arrêté portant nomination des mandataires</p> <p>21 décembre 2021</p> <p><u>Régie d'avances de la Maison à Caractère Social avec Soins Intégrés (MECSSI) l'Encantada</u></p> <p>Arrêté portant création de la régie</p> <p>21 décembre 2021</p>	
DIRECTION DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL	<p><u>Régie de recettes de l'Entreprise Adaptée Départementale (EAD)</u></p> <p>Arrêté portant nomination de fonction des mandataires de la régie auprès de l'EAD de Nonères</p> <p>21 décembre 2021</p> <p><u>Régie de recettes de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) de Nonères</u></p> <p>Arrêté de cessation de fonction du régisseur de recettes</p> <p>24 décembre 2021</p> <p><u>Régie de recettes du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS)</u></p> <p>Acte constitutif de la régie</p> <p>24 décembre 2021</p> <p>Arrêté de nomination du régisseur</p> <p>06 janvier 2022</p>	



	<u>Régie de d'avances du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS)</u>	
	Acte constitutif de la régie	24 décembre 2021
	Arrêté de nomination du régisseur	06 janvier 2022



Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au Président
(BP 2022)

**ACCEPTATION DES INDEMNITES SUR SINISTRES
AFFERENTES AUX CONTRATS D'ASSURANCES DU DEPARTEMENT
DEPUIS LA DM2 2021**

Contrat DOMMAGES AUX BIENS

Objet du sinistre	Montant	Acceptation
Domage électrique collège SOUSTONS le 03/10/2020	2 552,83	05/10/2021
Domage électrique MLS TYROSSE le 28/12/2020	22 575,23	15/10/2021
Choc de véhicule terrestre PARL le 20/07/20	258,08	14/10/2021
Domage électrique Domaine Ognoas le 28/12/2020	1 898,95	09/12/2021
Domage électrique collège SOUSTONS le 06/12/2020	4 579,10	16/12/2021
Choc de véhicule collège MONTFORT le 18/05/2021	8 275,20	03/02/2022
Total	40 139,39	

Recours sur dommages au domaine public

Objet du sinistre	Montant	Acceptation
Sinistre glissières UTD VILLENEUVE le 26/02/2021	2 391,01	01/07/2021
Sinistre glissières UTD ST SEVER le 01/06/2021	2 900,01	29/11/2021
Sinistre glissières UTS 2X2 VOIES TARTAS le 05/12/2020	850,91	09/12/2021
Sinistre garde-corps UTD TARTAS le 04/09/2021	727,92	14/12/2021
Sinistre forfait pour signalisation UTS 2X2 VOIES TARTAS le 08/09/2020	351,45	07/01/2022
Sinistre accotement UTD TARTAS le 09/03/2021	586,96	07/01/2022
Sinistre glissières + signalisation UTS 2X2 VOIES TARTAS le 29/12/2020	1 744,03	07/01/2022
Sinistre glissières UTS 2X2 VOIES TARTAS le 21/04/2020	1 330,57	26/01/2022
Total	10 882,86	



ANNEXE III

Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au Président

BP 2022

**LISTE DES ACTIONS EN JUSTICE DÉFENDUES OU INTENTÉES
PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL AU NOM DU DÉPARTEMENT DES LANDES
DU 19 NOVEMBRE 2021 AU 10 FEVRIER 2022**

Date de la requête	Requérant	Thème	Objet du recours	Etat	Sens de la décision
06/10/2021	M. et Mme BEJZAKU	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Pau en date du 29/09/2021 renouvelant le placement de leurs enfants, fixant le droit de visite semi-médiatisée de la mère et des grands parents maternels, accordant un droit de correspondance en visioconférence médiatisée au père et réservant le droit de visite de ce dernier	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
02/09/2021	M. DUMORET	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 13/08/2021 suspendant le droit de visite médiatisée de la mère et du grand-père	désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
15/10/2021	Mme DUPONT	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont de Marsan en date du 6/10/2021 instaurant le placement de l'enfant et fixant le droit de visite médiatisée de la mère	désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
08/10/2021	M. LEMINCE	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont de Marsan en date du 24/09/2021 plaçant ses enfants, fixant le droit de visite de la mère et suspendant le droit de contact et de visite du père	désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	



07/10/2021	Mme SAINT JEAN	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 28/09/2021 renouvelant la mesure d'assistance éducative en milieu ouvert pour sa fille	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
25/10/2021	M et Mme BES	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 5/10/2021, suspendant le droit de visite médiatisée du père	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
07/10/2021	Mme CHASSAIGNE	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 24/09/2021, instaurant le placement de ses enfants, fixant le droit de visite de la mère et suspendant le droit de visite et de contacts du père	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
28/10/2021	Mme PROVOST	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 14/10/2021, renouvelant le placement de ses enfants, déboutant la mère de sa demande de levée du placement, suspendant le droit de contacts et de visite du père et fixant le droit de visite de la mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
22/10/2021	Mme MALARDE	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 12/10/2021, plaçant ses enfants, suspendant les droits de contacts et de visite du père et fixant le droit de visite et d'hébergement de la mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
02/11/2021	Mme BOITRELLE	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 22/10/2021, fixant le droit de visite médiatisée de la mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	



03/11/2021	Mme LEPSIEN	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 22/10/2021, renouvelant le placement de ses enfants et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action.	Arrêt de la CA en date du 12/01/2022 : requête sans objet au vu de la nouvelle décision prise le 22/10/2021 par le JE
03/11/2021	Mme RAOUX	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 13/10/2021, renouvelant le placement de sa fille, fixant le droit de visite des parents et accordant un droit de visite et d'hébergement aux grands-parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
18/11/2021	M. FERNANDES	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 9/11/2021, renouvelant le placement de ses enfants et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
22/11/2021	Mme SAMSON	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 29/10/2021, renouvelant le placement de ses enfants, ordonnant la suspension du droit de visite de la mère et autorisant la mère à adresser des courriers au service de l'aide sociale à l'enfance pour communiquer avec ses enfants	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA	
22/11/2021	Mme SPANU	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 5/11/2021, autorisant la DSD à effectuer, en lieu et place des parents, toutes les démarches nécessaires à l'inscription de ses enfants à un séjour en Hollande et à l'inscription de son fils au rugby	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA	



18/11/2021	Mme RIDER	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 8/11/2021, renouvelant le placement de sa fille et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
05/11/2021	Mme CAIZERGUES	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 22/10/2021, renouvelant le placement de son fils, réservant les droits du père et fixant le droit de visite de la mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
26/11/2021	Mme POYER	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 29/10/2021, renouvelant le placement de ses enfants, fixant un droit de visite médiatisée de la mère et fixant un droit de correspondance écrite au père	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
05/04/2020	Mme Sylvie MURAT	DSD	Recours indemnitaire suite à l'annulation par le TA de Pau le 18/09/18 des décisions de suspension et de retrait de son agrément d'accueillant familial	Désignation du Cabinet LYON CAEN & THIRIEZ afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette affaire. Mémoire en défense déposé le 31/01/2022.	
06/10/2021	M. et Mme BORTHIRY	DA	Appel du jugement du TA de Pau du 06/07/2021 rejetant la requête en réparation sur site et recours indemnitaire	Désignation du Cabinet LYON CAEN & THIRIEZ afin de représenter le Département des Landes dans cette affaire. En attente date audience CA	
01/12/2021	M. TRAN	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 19/11/2021, plaçant ses enfants, suspendant les droits de contacts et de visite du père et fixant le droit de visite de la mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	



08/12/2021	Mme SEGRET	DSD	REP contre une décision de recouvrement d'aide sociale	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de représenter le Département des Landes dans cette affaire. En attente audience TJ.	
03/09/2021	Département des Landes	DSD	Plainte contre M. E. ZEMMOUR pour les propos tenus à l'encontre des MNA	Désignation du cabinet SEBAN & Associés afin de représenter le Département des Landes dans cette affaire.	Jugement du TJ du 17/01/2022: condamnation pénale de M. ZEMMOUR et du directeur de publication de l'émission TV.
08/09/2020	Mme VERHAEGHE	DA	Recours demandant la compensation d'une supposée expropriation illégale et la réalisation de travaux d'aménagement des accotements	Mémoire en défense du Département déposé le 15/09/2021	Instruction close devant TA au 30/11/2021
10/09/2021	M. MULLER	DA	Référé-expertise concernant un accident de vélo du aux déformations de la chaussée	Désignation de la SCPA COUDEVILLE-LABAT-BERNAL (avocat désigné par assureur Département) pour représenter le Département. En attente décision TA.	
15/12/2021	Mme LAGARDERE	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 26/11/2021/2021, plaçant ses enfants et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
08/07/2021	Mme JACQUES	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 25/05/2021 renouvelant le placement de ses petits enfants, fixant le droit de visite des parents et de la grand-mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action.	Ordonnance CA du 13/10/2021 désistement du requérant, extinction de l'instance.
22/07/2021	M. GENIN	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 1/07/2021 renouvelant le placement de ses enfants	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente décision CA (audience le 02/02/2022).	



26/07/2021	Mme DELAMARRE M. BARBOSA DA SILVA	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 2/07/2021 ordonnant le placement de leurs enfants, fixant le droit de visite de la mère et suspendant le droit de visite du père	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action	Arrêt CA du 02/02/2022 confirmation des dispositions du jugement du juge des enfants
26/07/2021	Mme RABUSSEAU	DSD	Appel d'une décision du juge aux affaires familiales du Tribunal judiciaire de Dax en date du 23 février 2021 dans le cadre d'une dette sociale d'obligés alimentaires	Désignation de Maître Isabelle TRESSARD afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action.	Arrêt du TJ du 02/11/2021 constatation du désistement de la requérante, extinction de l'instance
11/08/2021	M. BILLAUDEAU	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 5/08/2021 ordonnant le placement de leurs enfants et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente décision CA (désistement du requérant le 31/01/2021)	
12/08/2021	Mme POYER	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 30/07/2021 suspendant les droits accordés à la mère et fixant un droit de visite médiatisé	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente décision CA (audience le 26/01/2022).	
24/08/2021	Mme CHEVREUX	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 13/08/2021 ordonnant le placement de sa fille et suspendant le droit de visite et de correspondance des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA.	
25/08/2021	Mme BALOURDET	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 13/08/2021 ordonnant le placement de ses enfants et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente audience CA (prévue le 16/02/2022).	
30/08/2021	M. MANZANARES Mme PEREZ	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 30/06/2021 suspendant le droit de visite et d'hébergement des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente décision CA (audience le 02/02/2022).	
31/08/2021	M. NDIAYE	PPE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 13/04/2021 disant n'y avoir lieu à assistance éducative	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action	Audience du 01/12/2021: renvoi à une seconde audience le 16/03/2022 (pour y entendre M. NDIAYE avec un interprète)



15/09/2021	M. MAUPERTUIS	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 24/08/2021 renouvelant le placement de sa fille et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente décision CA (audience le 02/02/2022).	
22/09/2021	Mme PARIS	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 6/07/2021 renouvelant le placement de ses petits enfants et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action	Ordonnance de la CA en date du 24/11/2021 constatation du désistement de la requérante, extinction de l'instance.
21/12/2021	Mme PROUX	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 30/11/2021 confiant sa fille à son père et fixant le droit de visite et d'hébergement de la mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
14/12/2021	Mme FATIN	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 24/11/2021 plaçant sa fille, accordant un droit de visite et d'hébergement à sa tante et fixant le droit de visite des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
16/12/2021	Mme GRASSI	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 3/12/2021, renouvelant le placement ses filles et fixant le droit de visite et d'hébergement des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
21/12/2021	Mme DEFLANDRE	DSD	Référé-REP pour rétablissement de son attribution RSA	Mémoire en défense du Département déposé le 27/12/2021	Ordonnance du Juge des référés TA du 28/01/2022 non lieu à statuer
31/12/2021	Mme DAILLAC	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 23/12/2021 levant le placement de ses enfants, confiant ses enfants au père et fixant le droit de visite de la mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	



13/01/2022	M. et Mme MACCHI	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 03/12/2021, suspendant le droit de visite et d'hébergement des parents et fixant de nouveaux droits simples pour les parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
14/06/2019	Commune de Saint Sever	DA	Recours indemnitaire lié aux désordres constatés sur l'Avenue du Tursan	Mémoire en défense du Département déposé le 01/02/2022. En attente décision TA.	
13/06/2020	Association REWILD	DA	REP contre l'arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées - projet de voie de contournement du Port de Tarnos	Mémoire en observation du Département déposé le 19/10/2021. En attente décision TA.	Clôture d'instruction au 14/01/2022.
10/01/2022	Mme MONTUY	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 13/12/2021 renouvelant le placement de son fils, accordant un droit de visite à la mère et rejetant la demande de droit de visite de l'arrière grand-mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
17/01/2022	Mme TOVAR	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Pau en date du 29/11/2021 ordonnant le placement de son fils, accordant un droit de visite à la mère, ordonnant une visite fratrie, accordant un droit de visite au père et accordant un droit de visite aux grands-parents paternels	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
19/01/2022	M. MNIOULAT	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 7/01/2022, renouvelant le placement de ses enfants, fixant le droit de correspondance des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	



26/02/2021	Mme MERCIER	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont de Marsan en date du 11/02/2021, renouvelant le placement de sa fille et les droits de visite médiatisées des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action.	Arrêt de la CA du 09/06/2021 confirmation des dispositions du jugement du JE
23/11/2021	Mme LEFEBVRE	ASE	Appel de la décision du juge des enfants de Mont de Marsan en date du 10/11/2021, renouvelant le placement de sa fille et les droits de visite médiatisés des parents	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente décision CA.	
01/09/2020	Département des Landes	ASE	Requête en déclaration judiciaire de délaissement parental et demande de délégation d'autorité parentale concernant Mathias BOUTIN - partie adverse: M. BOUTIN	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes.	Rectification du jugement du TJ du 23/03/2021 : renvoi pour compétence territoriale
06/07/2020	Département des Landes	ASE	Requête en délaissement parental et demande de délégation d'autorité parentale concernant Nathan GAYOUT-DUVILLE - partie adverse: Mme DUVILLE et M. GAYOUT	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes.	Rectification du jugement du TJ de Dax du 23/03/2021 : renvoi pour compétence territoriale
01/09/2020	Département des Landes	ASE	Requête en déclaration judiciaire de délaissement parental concernant Damien PESSAN - partie adverse: M. PESSAN	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes.	Rectification du jugement du TJ du 23/03/2021 : renvoi pour compétence territoriale
	Département des Landes	ASE	Requête en déclaration judiciaire de délaissement parental concernant Timéo BLANES - partie adverse: M. VERDUZIER	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes. Attente décision TJ (audience le 13/12/2021).	

12/04/2021	Département des Landes	ASE	Requête en déclaration judiciaire en délaissement parental concernant Lola et Ivanna LACROUTS - partie adverse: Mme LACROUTS	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes.	Jugement du TJ du 10/01/2022 : reconnaissance du délaissement parental et délégation totale de l'autorité parentale au profit du Conseil Départemental
28/08/2019	Département des Landes	ASE	Requête en délégation d'autorité parentale concernant Kévin, Suzy, Brandon, Enzo et Ayana-Bella QUISTREBERT - partie adverse: M. et Mme QUISTREBERT	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes.	Jugement du JAF du 04/06/2021 : délégation totale de l'autorité parentale au profit de la DSD. Le père en a fait appel. En attente du décision CA (audience CA le 02/02/2022)
	Département des Landes	ASE	Requête en déclaration judiciaire de délaissement parental concernant Léo BRILL - partie adverse: M. et Mme BRILL	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes. En attente du délibéré (Audience le 13/12/2021).	
28/06/2021	Département des Landes	ASE	Requête en délégation d'autorité parentale concernant Félicia GREINER - partie adverse: Mme DE OLIVEIRA et M. GREINER	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes.	Jugement du JAF du 10/01/2022 : délégation totale de l'autorité parentale au profit de la DSD
	Département des Landes	ASE	Requête en déclaration judiciaire de délaissement parental concernant Gina AGUER POUILLET - partie adverse: M. AGUER	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de mettre en oeuvre la requête du Département des Landes. En attente audience TJ	
13/01/2021	Département des Landes	ASE	Signalement en vue du placement de Klara VERSTICHEL chez sa mère avec visites médiatisées pour son père	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin de représenter le Département des Landes à l'audience devant le juge des enfants.	Jugement du JE du 11/06/2021: instauration AEMO
29/06/2021	Mme POYER	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 05/05/2021 instaurant le placement de Léna et Jessy FOULON et fixant un droit de visite médiatisée évolutif pour la mère et un droit de correspondance pour le père	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente décision CA (audience le 26/01/2022).	



21/06/2021	Mme HESLEAU	PMI	Recours en annulation et indemnitaire contre une décision de suspension d'agrément d'assistante familiale	Mémoire en défense du Département déposé le 12/07/2021. En attente audience TA	
04/02/2022	Mme SPANU	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Mont-de-Marsan en date du 13/02/2022, renouvelant le placement de ses enfants, fixant un droit de contact pour la mère en visioconférence, fixant le droit de visite et d'hébergement du père, fixant le droit de visite et d'hébergement de l'arrière grand mère et fixant les droits de contact et de visite de diverses personnes	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	
07/02/2022	Mme ZGLINSKI	ASE	Appel d'une décision du juge des enfants de Dax en date du 24/01/2022, ordonnant le placement de sa fille et fixant le droit de visite médiatisée de la mère	Désignation de Maître Jessica DELCAMBRE afin d'assurer la défense du Département des Landes dans cette action. En attente date audience CA.	

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS SIGNÉS - DU 1er OCTOBRE AU 31 DECEMBRE 2021

ANNEXE IV

I - TRAVAUX DE 4.000 € H.T. A 89.999,99 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
Protection de la forêt contre les incendies par opérations de Travaux de débroussaillage en bord de route		11/10/2021	80 000,00	SB PAYSAGE	64 120	MEHARIN
Reconstruction du pont de Maisonnave - RD42 - Commune de Lalque		12/10/2021	76 859,55	ROY TP	40 120	POUYDESSEAUX
RD824 - Réparation de corniches d'ouvrages d'art		22/10/2021	24 999,00	SBF	28 230	DROUE-SUR-BROUETTE

I - TRAVAUX DE 90.000 € H.T. A 5.349.999,99 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
RD 824 2X2 voies - Mise en œuvre de dispositifs de retenue en béton		25/10/2021	299 500,00	SAS AER	44 470	CARQUEFOU

I - TRAVAUX PLUS DE 5.350.000 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE



II - FOURNITURES
DE 4.000 € H.T. A 89.999,99 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
Acquisition et mise en œuvre du logiciel Horus-BSEM et migration du socle technique		15/12/2021	35 849,00	Inetum Software France	93 400	SAINT-OUEN
Acquisition et livraison de véhicules neufs pour l'EAD et le SAVS Les Jardins de Nonères	Lot n°1 : 1 véhicule neuf, 5 places, citadine pour l' EAD	12/10/2021	10 360,00	LA HIROIRE	40 000	MONT-DE-MARSAN
Acquisition et livraison de véhicules neufs pour l'EAD et le SAVS Les Jardins de Nonères	Lot n°2 : 1 véhicule neuf, 5 places, utilitaire léger pour le SAVS	12/10/2021	16 868,33	LA HIROIRE	40 000	MONT-DE-MARSAN
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 4 : Contraceptif oral oestroprogestatif monophasique 21cps	18/10/2021	5 700,00	PFIZER SAS	75 014	PARIS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 5 : Contraceptif oral oestroprogestatif biphasique 21 cps	18/10/2021	5 300,00	PFIZER SAS	75 014	PARIS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 6 : Contraceptif oral oestroprogestatif monophasique (schéma continu 21+7)	18/10/2021	5 700,00	ORGANON France	75 008	PARIS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 7 : Contraceptif oral oestroprogestatif triphasique 21 cps	18/10/2021	5 700,00	PFIZER SAS	75 014	PARIS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 8 : Contraceptif oral oestroprogestatif monophasique (schéma continu 24+4)	18/10/2021	4 200,00	BAYER HEALTHCARE SAS	59 120	LOOS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 9 : Contraceptif oral oestroprogestatif monophasique 21cps	18/10/2021	6 700,00	BAYER HEALTHCARE SAS	59 120	LOOS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 13 : Contraceptif oral progestatif monophasique (schéma continu)	18/10/2021	6 700,00	ORGANON France	75 008	PARIS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 22 : Dispositif intra-utérin progestatif	18/10/2021	6 620,00	BAYER HEALTHCARE SAS	59 120	LOOS



II - FOURNITURES
DE 4.000 € H.T. A 89.999,99 € H.T. (suite)

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 23 : Dispositif intra-utérin progestatif	18/10/2021	6 700,00	BAYER HEALTHCARE SAS	59 120	LOOS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 24 : Implant contraceptif progestatif	18/10/2021	9 600,00	ORGANON France	75 008	PARIS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 25 : Anneau contraceptif estroprogestatif (voie vaginale)	18/10/2021	6 700,00	ORGANON France	75 008	PARIS
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes	LOT 26 : Patch contraceptif estroprogestatif (voie transdermique)	18/10/2021	10 000,00	JANSSEN CILAG	92 787	ISSY-LES-MOULINEAUX
Acquisition et livraison de matériel agricole pour l'Entreprise adaptée Départementale	Lot 1 : tondeuse autoportée	24/11/2021	17 850,00	AGRIVISION SAS	64 300	CASTETIS
Acquisition et livraison de matériel agricole pour l'Entreprise adaptée Départementale	Lot 2 : remorque broyeuse	24/11/2021	59 500,00	VEGUEMAT SAS	44 130	BLAIN
Acquisition de licences SAP licence BI		30/11/2021	36 050,00	SARL DECIVISION	31 000	TOULOUSE
Acquisition et livraison d'un véhicule neuf pour le Centre Départemental des Landes		07/12/2021	47 950,00	Mont de Marsan V.I.	40 000	MONT-DE-MARSAN

II - FOURNITURES
DE 90.000 € H.T. A 213.999,99 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE

II - FOURNITURES
PLUS DE 214.000 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE



III - SERVICES
DE 4.000 € H.T. A 89.999,99 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
Prestations de communication dans le cadre de compétitions de Surf Professionnel		04/10/2021	30 000,00	ASP EUROPE EURL	40 150	HOSSEGOR
CSPS Niveau 2 pour Restructuration gîtes au Domaine d'Ognoas		05/10/2021	5 565,00	DEKRA INDUSTRIAL	33 185	LE HAILLAN
Investigations sur maçonneries pont à PONTONX S/ADOUR sur RD 10		06/10/2021	7 555,00	LERM	13 631	ARLES
RD 10 - Etudes géotechniques sur le pont maçonné de PONTONX S/ADOUR		06/10/2021	25 430,00	SAS ABO-ERG GEOTECHNIQUE	83 500	LA-SEYNE-SUR-MER
Transport élève handicapé vers CAMPUS BORDEAUX		08/10/2021	35 334,00	TAXI MONDENX	40 280	BENQUET
Maintenance d'un logiciel de gestion du revenu de solidarité active et du fonds d'aides financières		12/10/2021	88 073,92	Inetum Software France	93 400	SAINT-OUEN
Mission d'Assistance à l'ouverture d'un ERP pour le remplacement de chaudières à bois au Conseil départemental		13/10/2021	9 120,00	SOCOTEC CONSTRUCTION	64 000	PAU
CT construction Centre Incendie et de secours de Pissos (40140)		13/10/2021	6 500,00	APAVE SUD EUROPE	40 000	MONT-DE-MARSAN
Fourniture de matériel de prélèvement et de mesures physico-chimiques de terrain pour la Direction de l'Environnement du Département		15/10/2021	25 000,00	FISHER SCIENTIFIC	67 400	ILLKIRCH
Création et élaboration d'outils d'auto-évaluation du gaspillage alimentaire à destination des acteurs de la restauration collective		15/10/2021	7 092,00	C2L Solutions/ Par et Pour	44 100/ 85 430	NANTES/ AUBIGNY
Mise en place d'un portail de gestion de la relation citoyen basé sur la plateforme LibrePublik		18/10/2021	29 031,00	ENTR'OUVERT	75 014	PARIS
Transport élève handicapé vers Lycée EYSINES		20/10/2021	14 042,00	CHALOSSE TRANSPORT	40 500	AURICE
Transport Élève handicapé vers Lycée Métiers CLAIRAC		20/10/2021	9 581,60	CHALOSSE TRANSPORT	40 500	AURICE
Recherche de vides sous la chaussée de la RD7 par Géoradar - UTD TARTAS		20/10/2021	2 600,00	ATEMAC SASU	18 000	BOURGES
Fourniture de prévisions et d'observations de données météorologiques		21/10/2021	78 508,52	METEO France	33 700	MERIGNAC
Mission CSPS niveau 2 pour la construction du Centre d'Incendie et de Secours de PISSOS		22/10/2021	4 480,00	QUALICONSULT	64 100	BAYONNE
CSPS Niveau2 Rafrâichissement Internat Coll J.Ferry à GABARRET		25/10/2021	4 300,00	SOCOTEC CONSTRUCTION	64 000	PAU



III - SERVICES

DE 4.000 € H.T. A 89.999,99 € H.T. (Suite)

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
CT Rafraîchissement internat au Collège J. Ferry à GABARRET		27/10/2021	6 575,00	APAVE	40 000	MONT-DE-MARSAN
AMO BIM pour la reconstruction de l'Admin Accueil et la construction du magasin sur le site des Jardins de Nonères à Mont-de-Marsan		27/10/2021	13 800,00	SEML HUBICS	40 230	SAINT-GEOURS-MAREMNE
Mission d'AMO BIM pour la construction de la maison des sports à Mont-de-Marsan		27/10/2021	18 900,00	HUBICS	40 230	SAINT-GEOURS-MAREMNE
Mission de contrôle technique pour la construction de la maison des sports à Mont-de-Marsan		02/11/2021	9 620,00	SOCOTEC	64 000	PAU
CT Laverie vaisselle Coll GABARRET		02/11/2021	4 795,00	APAVE	40 000	MONT-DE-MARSAN
Mission de diagnostic des existants relative à une étude de faisabilité pour l'amélioration du confort thermique du bâtiment internat au Coll. J. Ferry de GABARRET		03/11/2021	3 100,00	SARL INSPYR ENERGIES ENVIRONNEMENT	64 053	PAU
Mission de diagnostic des existants des installations de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire au Coll. J. Ferry de GABARRET		03/11/2021	4 480,00	LARBRE INGENIERIE	40 000	MONT-DE-MARSAN
CSPS de niveau 2 pour la restructuration de la laverie vaisselle, du piano cuisson et du self 1/2 pens Coll. J. Ferry à GABARRET		03/11/2021	1 871,00	VIGEIS	40 990	ST-PAUL-LES-DAX
Maintenance logiciel Equinox et prestations associées		06/11/2021	2 236,96	FIDUCIAL INFORMATIQUE	92 925	PARIS LA DEFENCE CEDEX
Mission AMO BIM Restructuration du Collège F. Truffaut de ST-M-SEIGNANX		08/11/2021	22 800,00	SEML HUBICS	40 230	SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE
Mission CSPS pour la construction de la Maison des Sports à Mont-de-Marsan		09/11/2021	5 050,00	SOCOTEC	64 053	PAU
Accompagnement sur l'organisation du temps de travail		10/11/2021	39 500,00	POLITEIA SAS	69 001	LYON
Mission de maîtrise d'œuvre relative à l'amélioration du confort thermique du bâtiment externat au collège Jean Moulin de Saint-Paul-lès-Dax		15/11/2021	57 600,00	BUREAU VERITAS SOLUTION	92 000	NANTERRE
Installations techniques		17/11/2021	5 408,15	INETUM SOFTWARE France	93 400	SAINT-OUEN
Maintenance du logiciel de gestion des aides et subventions		22/11/2021	10 863,94	MGDIS	56 038	VANNES
Mission programmation pour restructuration zones cuisine et vie scolaire Collège de BISCARROSSE		25/11/2021	8 700,00	SARL PILATE PROG / CEC	40 660/ 33 260	MOLIETS-ET-MAA/ LA-TESTE-DE-BUCH
CT Fermeture de l'auvent au Centre d'Exploitation Routier de POUILLON		26/11/2021	1 575,00	APAVE SUD EUROPE	40 000	MONT-DE-MARSAN



III - SERVICES
DE 4.000 € H.T. A 89.999,99 € H.T. (Suite)

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
Etude sur la structure d'accueil familial COPARENTALITE		29/11/2021	29 430,00	FORS Recherche sociale	75 009	PARIS
Mission Diagnostic thermique du bâti existant Coll.F.Truffaut à ST-MARTIN-SEIGNANX		29/11/2021	4 200,00	HTM SAS	64 210	BIDART
Maintenance logiciel Wininvest et prestations		01/12/2021	5 120,00	SELDON FINANCE	64 210	BIDART
OPC Restruct Réhabilitation Gîtes Domaine d'Ognoas ARTHEZ et LE FRECHE		02/12/2021	30 792,00	CIIAT	40 000	MONT-DE-MARSAN
OPC ReconstructionAdminAccueil et Constr Magasin Site Nonères Mont-de-Marsan		03/12/2021	24 000,00	GCI	40 280	ST-PIERRE-DU-MONT
CT pour mise en place d'une ventilation dans salles de techno au Collège L.Wallon TARNOS		09/12/2021	1 785,00	SOCOTEC	64 053	PAU
CSPS pour la fermeture de l'auvent au CER de POUILLON		09/12/2021	634,00	VIGEIS	40 990	ST-PAUL-LES-DAX
Projet d'accompagnement technique de la restauration collective publique landaise pour l'atteinte des objectifs de la loi EGALIM et vers la labellisation "ECOCERT en cuisine"		16/12/2021	35 820,00	SCIC Nourrir l'avenir	24 000	PERIGUEUX
Maintenance des progiciels SIS Marchés et prestations associées		20/12/2021	74 350,00	SIS Marchés	34 790	GRABELS
Prestations d'audit sur une stucture associative : C Koi ça		23/12/2021	5 000,00	MAZARS SA	92 400	COURBEVOIE
Exécution de services réguliers ou non de transports réservés aux mineurs et jeunes majeurs relevant de l'ASE	Lot 5 ASE : Secteur PARENTIS EN BORN	28/12/2021	44 746,00	SAS ADIATE SUD EST	83 100	TOULON
Exécution de services réguliers ou non de transports réservés aux mineurs et jeunes majeurs relevant de l'ASE	Lot 6 ASE : Secteur TARTAS	28/12/2021	34 763,00	SAS ADIATE SUD EST	83 100	TOULON
Exécution de services réguliers ou non de transports réservés aux mineurs et jeunes majeurs relevant de l'ASE	Lot 7 : MNA	28/12/2021	40 784,00	SAS ADIATE SUD EST/ D.ROMAIN	83 100/ 40 990	TOULON/ St PAUL les DAX



III - SERVICES
DE 90.000 € H.T. A 213.999,99 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
Télésurveillance et gardiennage de divers bâtiments du département des Landes		04/10/2021	165 000,00	TELO sécurité	31 140	PECHEBONNIEU
Visite d'évaluation IQOA (Ponts) sur les Routes départementales		24/12/2021	200 000,00	SAS COBALT	39 500	TAVAU
Exécution de services réguliers ou non de transports réservés aux mineurs et jeunes majeurs relevant de l'ASE	Lot 2 ASE : Secteur Dax	28/12/2021	154 722,00	TAXI SMS/ D.ROMAIN/ ADIATE	40 100/ 40 990/ 83 100	BEGAAR/ St Paul les Dax/ TOULON
Exécution de services réguliers ou non de transports réservés aux mineurs et jeunes majeurs relevant de l'ASE	Lot 3 ASE : Secteur Saint Vincent de Tyrosse	28/12/2021	96 332,00	SAS ADIATE SUD EST	83 100	TOULON
Exécution de services réguliers ou non de transports réservés aux mineurs et jeunes majeurs relevant de l'ASE	Lot 4 ASE : Secteur HAGETMAU	28/12/2021	130 907,00	CANTEGRIT/ ADIATE	40 700/ 83 100	ARGELOS/ TOULON

III - SERVICES
PLUS DE 214.000 € H.T.

OBJET	LOT	DATE DE SIGNATURE	MONTANT	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE
Marché de prestations de services d'assurances : Responsabilité et risques annexes		14/12/2021	987 029,40	PARIS NORD ASSURANCES SERVICES	75 009	PARIS
Exécution de services réguliers ou non de transports réservés aux mineurs et jeunes majeurs relevant de l'ASE	Lot 1 ASE : Secteur MdM	28/12/2021	216 867,00	SAS ADIATE SUD EST	83 100	TOULON



Annexe V

AVENANTS SIGNES - DU 1er OCTOBRE AU 31 DECEMBRE 2021

Objet du Marché	Titulaire	Contenu de l'Avenant	Montant de l'avenant TTC
MO Extension Restruct 1/2 pension Collège Léon des Landes DAX	EQUI LIBRE ARCHITECTES	Prolongation délais	Pas d'incidence financière
RD 933S-Entr Bassin Larrebouille à St-Sever	LABAT ASSAINISSEMENT	Modification Art 5-6 CCP	Pas d'incidence financière
MO Création de 2 bureaux et mise en accessibilité bâtiment CMPP MT-DE-MARSAN	SARL Nathalie GREGOIRE	Modification délais et répartition honoraires	8 751,16 €
Installation bât. Modulaires au Collège S.Barranx à MONTFORT	LOCA MS	Prolongation délais de location bungalows	5 644,80 €
M.O. Réalisation divers travaux au Coll M.Curie RION DES LANDES	Gpt EQUILIBRE Architectes / TOLLIS /	Prolongation délais	Pas d'incidence financière
Restruct 1/2 pension, démol et constr 2 logements Coll.M.Curie à RION-DES-LANDES -Menuiseries Aluminium	ALSTOR SARL	Prolongation délais (COVID)	Pas d'incidence financière
CT Coll. Léon des Landes DAX	VERITAS	Prolongation délais Extension missions	1 440,00 €
Restruct 1/2 pension, démol et constr 2 logements Coll.M.Curie à RION-DES-LANDES -Plâtrerie	SASU NOTTELET PLATRERIE	Prolongation délais (COVID)	Pas d'incidence financière
Mission de Programmation pour la Reconstruction du Parl et de l'UTD CE de ST-SEVER	PILATE	Prolongation délais	Pas d'incidence financière
Restruct 1/2 pension, démol et constr 2 logements Coll.M.Curie à RION-DES-LANDES -VRD	SAS L. BAPTISTAN	Prolongation délais (COVID) Plus-value	4 319,28 €



Objet du Marché	Titulaire	Contenu de l'Avenant	Montant de l'avenant TTC
Mission de programmation pour la construction de la maison de l'autisme à MT-DE-MARSAN	GUILLOT	Prolongation délais	Pas d'incidence financière
MO Réal travaux mise en conformité en accessibilité des collèges et bâtiments départementaux	SATEL	Prolongation délais Augmentation prix annuel	18 000,00 €
Etude hydraulique sur la Voie Verte de Chalosse à Hinx (40)	SCE	Prolongation durée de validité du marché	Pas d'incidence financière
Analyse de la réglementation applicable en matière de valorisation des biodéchets issus de la restauration collective	Groupeement EY Avocats / Les Alchimistes	Prolongation durée de validité du marché	Pas d'incidence financière
Lot n°4 -Protection juridique des agents et des élus	PILLIOT	Augmentation prix	828,54 €
Travaux de restructuration de la demi-pension, de démolition et de construction de deux logements au collège Marie Curie à RION DES LANDES Lot 3 Menuiserie aluminium affaire 18S0083	ALSTOR SARL	prolongation de la durée	Pas d'incidence financière
Mission de Maîtrise d'Œuvre pour la Déconstruction et la Reconstruction du Pont de SORDE L'ABBAYE	Groupeement INGC (BE mandataire) SPIELMANN (architecte)	avenant de transfert	Pas d'incidence financière
Travaux de restructuration de la demi-pension, de démolition et de construction de deux logements au collège Marie Curie à RION DES LANDES Lot 6 affaire 18S0084	NOTELET PLATRERIE	prolongation de la durée	860,88 €
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes - Lot n°19 : Contraceptil oral d'urgence	LABORATOIRE HRA PHARMA France	Avenant de transfert	Pas d'incidence financière



Objet du Marché	Titulaire	Contenu de l'Avenant	Montant de l'avenant TTC
Prestations d'assurance : Risques statutaires du personnel	GRAS SAVOYE	Augmentation du montant	153 840,92 €
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes - Lot n°22 : Dispositif intra-utérin cuivre.	LABORATOIRE HRA PHARMA France	Avenant de transfert	Pas d'incidence financière
Exécution de services réguliers de transport scolaire réservés aux élèves et étudiants handicapés affaire 19S0342	TAXI CASTAGNOS	Avenant de transfert	Pas d'incidence financière
Nettoyage des locaux des sites du département des Landes-Sites patrimoniaux	Groupe APR	Prix supplémentaire	Pas d'incidence financière
RD 25 Réfection complète de l'ouvrage d'art commune de Montsoué	BAUTIAA TP	Prestations supplémentaires	5 424,00 €
Maitrise d'œuvre pour l'extension et la restructuration de la demi-pension du collège Léon des Landes à DAX	GPT EQUILIBRE Architectes / TOLLIS /VOINSON/NIKELKROM/ABEC/BARIAC/BIBES/G2C	Prolongation délai	Pas d'incidence financière
Travaux à la DSDEN à Mont de Marsan	SAS DEVISME	Prolongation délai	Pas d'incidence financière
Travaux à la DSDEN à Mont de Marsan	SARL ALSTOR	Prolongation délai	Pas d'incidence financière
Travaux à la DSDEN à Mont de Marsan	SARRADE CONSTRUCTION	Prolongation délai	Pas d'incidence financière
Prestations d'appui à l'élaboration et au lancement d'une stratégie départementale d'accès et d'utilisation des fonds de relance nationaux, régionaux et européens pour 2021-2027	EDATER	Prolongation délai	Pas d'incidence financière



Objet du Marché	Titulaire	Contenu de l'Avenant	Montant de l'Avenant TTC
Construction d'un hangar au PARL à Mont de Marsan - Lot 2 : charpente métallique couverte	SARRADE CONSTRUCTION	Moins value	-1 512,61 €
Maintenance des Progiciels SCRIBE Patrimoine, SCRIBE Foncier et Prestations Associées	SCRIBE I.S.	Avenant deTransfert	Pas d'incidence financière
Réalisation d'un ouvrage de soutènement en palplanche au collège Pierre Blanquie de Villeneuve de Marsan	LEDUC TP	Prestations supplémentaires	2 573,69 €
Travaux d'implantation, raccordement et refonte de réseau sans fil et filaire dans l'enceinte de collèges landais	CHEOPS TECHNOLOGY France	Augmentation montant marché initial	63 000,00 €
Fourniture de contraceptifs pour les Centres de Planification et d'Education Familiale du Pôle Protection Maternelle et Infantile du Département des Landes - LOT 9 : Contraceptif oral oestroprogestatif monophasique 21cps	BAYER HEALTHCARE SAS	Résiliation du marché	Pas d'incidence financière
RD 437 Eboulements sur la commune de Castelnau Tursan (éboulements n° 1, 2 et 3)	SPIE BATIGNOLLES VALERIAN	Prolongation délai + prix nouveaux + augmentation montant	65 782,73 €
Productions de contenus pour la WEB TV du Conseil Départemental des Landes : lot 3	Multi-attributaires :AIR IMAGES/LOULA PRODUCTIONS	Avenant de transfert	Pas d'incidence financière
Stratégie départementale de développement de la transition énergétique dans les Landes 2020-2030 affaire 19S0366	AXENNE	Prolongation durée + augmentation montant	7 560,00 €
RD41 et 341 à Contis	LAFITTE TP	Modifications quantités	Pas d'incidence financière



Objet du Marché	Titulaire	Contenu de l'Avenant	Montant de l'avenant TTC
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 1 : Maintenance Téléphonie	HEXATEL	Avenant de transfert vers le SUN	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 2 : Maintenance du système de sécurité incendie	SPIE FACILITIES	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 3 : Mainténances des Hottes et des VMC	SPIE FACILITIES	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 4 : Maintenance du chauffage et climatisation	SPIE FACILITIES	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 5 : Maintenance des onduleurs	SPIE FACILITIES	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 6 : Maintenance électricité	ELECTRICITE INDUSTRIELLE J.P. AGENCE FAUCHE MAINTENANCE AQUITAINE	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 7 : Maintenance de la plomberie	SPIE FACILITIES	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 8 : Maintenance du système alarme intrusion et système vidéo	ELECTRICITE INDUSTRIELLE J.P. AGENCE FAUCHE MAINTENANCE AQUITAINE	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 11 : Maintenance chauffage, climatisation et VMC	APICS SARL	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière
Maintenances annuelles pour les sites patrimoniaux départementaux Lot 13 : Maintenance du système alarme intrusion, système vidéo	SPIE FACILITIES	Avenant de transfert vers la DRHM	Pas d'incidence financière



Objet du Marché	Titulaire	Contenu de l'Avenant	Montant de l'avenant TTC
AMO Projet SMEP	PUBLIC IMPACT MANAGEMENT SAS	Prolongation délai	Pas d'incidence financière
Maintenance des ascenseurs et des monte-charges du Département des Landes	OTIS	Prolongation délai	Pas d'incidence financière
RD41 et 341 à Contis	LAFITTE TP	Modification quantités et prix	Pas d'incidence financière
Mission Moe pour la restructuration de la Médiathèque	GPT LABATUT/T2A AQUITAINE/MATH INGENIERIE/GYTON	Prolongation délai	Pas d'incidence financière
Prestations de support de composants d'infrastructure de systèmes d'informations- Lot 3	CHEOPS TECHNOLOGY	Prestations supplémentaires	5 280,00 €



ANNEXE VI

**BILAN DES COTISATIONS VERSEES
A DES ASSOCIATIONS EN 2021
(renouvellement d'adhésions)**

NOM DE L'ASSOCIATION	MONTANT VERSE
Direction Générale des Services ADF (Assemblée des Départements de France)	32 007,69 €
Service SUN AVICCA	2 130,00 €
A.C.T.U. Cegid Public (Association des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics rattachés Utilisateurs Cegid Public)	500,00 €
EDESS (Echanges de Données dans l'Espace sanitaire et Social)	850,00 €
Pôle Développement territorial intégré et ingénierie de projets AFCCRE (Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe)	2 725,00 €
Direction du Tourisme Cluster AQUI O Thermes Maison de la Nouvelle-Aquitaine GIE Atout France	500,00 € 15 000,00 € 1 774,80 €
Pôle Agriculture et Forêt Qualité Landes Plateforme approvisionnement "Agrilocal"	792,00 € 11 972,00 €
Direction des Entreprises et des Initiatives Economiques Agri Sud-Ouest Innovation Xylofutur Alpha route des Lasers Aérospace Valley Initiative Landes	3 600,00 € 24 000,00 € 750,00 € 2 760,00 € 500,00 €
Direction de l'Aménagement IGECOM IDRRIM (Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité AGIR pour le Transport Public	30 000,00 € 800,00 € 2 400,00 €
Direction de l'Education, de la Jeunesse et des Sports 3 AR (Association Aquitaine des Achats Publics Responsables) RTES (Association Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire)	4 400,00 € 2 500,00 €
Direction de l'Environnement ATMO Nouvelle-Aquitaine (ex AIRAQ) DRC (Association des Départements et Régions cyclables) AMORCE ARB (Agence Régionale de Biodiversité Nouvelle-Aquitaine)	17 187,83 € 5 000,00 € 1 793,00 € 100,00 €
Direction de la Culture et du Patrimoine Association Culture et Département Association La Maison des Scénaristes Réseau ABBATIA ICOM Comité national français	500,00 € 500,00 € 500,00 € 620,00 €
Direction de la Solidarité départementale ODAS (Observatoire National de l'Action Sociale) France Silver éco Aquitaine Sport pour tous Association Elues Contre les Violences faites aux Femmes (ECVF) Association des Départements solidaires Association des territoires pour des solutions solidaires	2 980,00 € 3 600,00 € 50,00 € 400,00 € 15 000,00 € 2 500,00 €
TOTAL GENERAL	190 692,32 €



CULTURE ET PATRIMOINE
Actions Culturelles départementales
Louage de choses (année 2021)

Matériel scénique et muséographique départemental

TYPE D'ACTE	Date de signature de l'acte	BENEFICIAIRE	DATES	OBJET	Clauses financières (montant de la valorisation)
Convention de mise à disposition	01/06/2021	CKC	05-juin-21	Journée de l'Auguste	1 579,80 €
Convention de mise à disposition	23/06/2021	Entracte	10-juin-21	Concert de Jeanne Cherhal	4 696,08 €
Convention de mise à disposition	01/06/2021	Ligue de l'enseignement	11-juin-21	Vacances forcées	4 190,28 €
Convention de mise à disposition	01/07/2021	PNRLG	26-juin-21	Le soleil se lève	998,40 €
Convention de mise à disposition	17/06/2021	Estanqu'arts	26 ou 27-juin-21	Nect'art des mots	535,20 €
Convention de mise à disposition	04/07/2021	Association Danse Jazz	26-juin-21	Gala de danse	72,00 €
Convention de mise à disposition	03/07/2021	Danse en Corps	04-juil-21	Ensemble au fil du voyage	72,00 €
Convention de mise à disposition	09/07/2021	AMAC - CaféMusic'	10-juil-21	Dernier évènement	1 196,40 €
Convention de mise à disposition	05/07/2021	Androphyne	17-juil-21	Make Noise Fest	900,60 €
Convention de mise à disposition	29/06/2021	Office de tourisme des Grands Lacs (Sanguinet)	du 22 au 25 juillet 2021	Jazz in Sanguinet	1 072,32 €
Convention de mise à disposition	05/07/2021	Association Qu'em d'aci	du 26 juillet au 1er aout 2021	Festiv'cornemuse	141,00 €
Convention de mise à disposition	16/08/2021	Commune de Saint-Sever	04-sept-21	Forum des associations	1 150,56 €
Convention de mise à disposition	16/08/2021	Commune de Saint-Sever	17-sept-21	FestiHobbies	575,28 €
Convention de mise à disposition	31/08/2021	Association Entracte	25-sept-21	Résidence+concert Julie Lagarrigue	9 654,00 €
Convention de mise à disposition	23/08/2021	Chansons et mots d'Amou	25-sept-21	Mets et Mots d'Amou	908,04 €
Convention de mise à disposition	25/08/2021	Association Saint-André des Arts	25 et 26 septembre 2021	Au Fil de l'Art	304,20 €
Convention de mise à disposition	09/09/2021	Ligue de l'enseignement	24-sept-21	Être là	1 912,20 €
Convention de mise à disposition	20/09/2021	Commune de Rion des Landes	du 18 au 25 sept 2021	Chicago	330,00 €
Convention de mise à disposition	26/08/2021	Commune de Pontonx sur Adour	du 29 septembre au 3 octobre 2021	Pitchouns Festival	2 712,60 €
Convention de mise à disposition	24/09/2021	Forum de la Jeunesse Landaise	8 et 9 octobre 2021	You-F Festival	2 556,96 €
Convention de mise à disposition	20/09/2021	ComCom Pays Grenadois	8 et 9 octobre 2021	Les Arts en Des Routes	5 315,88 €
Convention de mise à disposition	28/10/2021	Commune de Labouheyre	15-oct-21	Spectacle théâtre magie	330,00 €
Convention de mise à disposition	20/09/2021	Les Automnales de Sabres	16 et 17 octobre 2021	Les Automnales de Sabres	504,00 €
Convention de mise à disposition	01/09/2021	Association Estanqu'Arts	23 et 24 octobre 2021	Ici ou l'Art	795,36 €
Convention de mise à disposition	23/11/2021	ACPL	12-nov-21	Autonada dèu Mont	1 567,68 €
Convention de mise à disposition	22/11/2021	Théâtre de Gascogne	12-nov-21	Les Goguettes	312,00 €



ID : 040-224000018-20220401-M01_BP_2022-DE

TYPE D'ACTE	Date de signature de l'acte	BENEFICIAIRE	DATES	OBJET	Clauses financières (montant de la valorisation)
Convention de mise à disposition	09/12/2021	Label Étoile	du 3 au 11 décembre 2021	Appelle moi Olympe	4 385,64 €
Convention de mise à disposition	09/12/2021	Ligue de l'enseignement	10-déc-21	Malirroots	2 950,68 €
Convention de mise à disposition	13/12/2021	Théâtre de Gascogne	18-déc-21	Têtes Raides	961,20 €

Prêt de locaux

TYPE D'ACTE	Date de signature de l'acte	BENEFICIAIRE	DATES	OBJET	Clauses financières (montant de la valorisation)
Convention de mise à disposition Centre Culturel du Tursan à Samadet (prêt de la Cdc Chalosse Tursan)	22/07/2021	CD40 - Musée de la faïence et des arts de la table - Samadet	05/07/2021	Convention temporaire d'utilisation locaux communaux	sans objet

Expositions Archives Départementales

TYPE D'ACTE	Date de signature de l'acte	BENEFICIAIRE	DATES	OBJET	Clauses financières (montant de la valorisation)
Convention de prêt	08/03/2021	Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans	24/02/2021-1/12/2021	Exposition itinérante "Les chemins de Saint-Jacques de Compostelle"	Sans objet
Convention de prêt	01/04/2021	La maison de la Baie Saint-Brieuc Armor Agglomération (22)	25/01/2021-29/05/2021	Exposition itinérante "Herbiers: trésors vivant" version bois	Sans objet

Expositions Musée de la Faïence et des Arts de la Table à Samadet

TYPE D'ACTE	Date de signature de l'acte	BENEFICIAIRE	DATES	OBJET	Clauses financières (montant de la valorisation)
Convention de prêt	07/12/2021	Lycée professionnel Jean D'Arcet -Aire sur -l'adour	7 décembre 2021 au 17 juin 2022	Avenant à la convention Prêt d'œuvres pour une exposition Hors les Murs	10 500 €



Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au
(BP 2022)

ANNEXE VIII

EDUCATION JEUNESSE ET SPORTS

Louage de choses (année 2021)

Collèges

Locaux mis à disposition	Co-contractants	Bénéficiaire de la mise à disposition	Dates d'occupation	Dispositions financières
Mise à disposition des locaux du collège	Collège d'Albret à Dax	C.N.F.P.T.	du 01/01/2021 au 31/12/2021	Payant 3 000 € (40 € TTC pour une salle et 100 € TTC pour la cuisine)
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Léon des Landes à Dax	DSDEN	Mise à disposition d'un logement de fonction dans le cadre de la pandémie COVID du 01/01/2021 au 31/12/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Jean Rostand à Capbreton	Commune de Capbreton	du 08/02/2021 au 19/02/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Jean Rostand à Capbreton	Association Aérofit's Club 40	Année scolaire 2020-2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Jean Rostand à Capbreton	L'US Capbreton Handball	les samedis et dimanches à compter du 6 mars 2021 jusqu'à la reprise des entraînements en salle	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Lubet Barbon à Saint-Pierre-du-Mont	Commune de Saint-Pierre-du-Mont	du 12/04/2021 au 31/08/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Lubet Barbon à Saint-Pierre-du-Mont	Sporting Club Omnisport	du 15/03/2021 au 31/08/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Aimé Césaire à St Geours-de-Maremne	Association sportive Lous Marous (section basket)	10/03/2021 au 30/06/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège du Pays des Luys à Amou	Ass. du Club de basket d'Amou-Bonnégarde-Nassiet	à partir du 27 mars 2021 le mercredi de 15h à 18h jusqu'au 3 juillet 2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège d'Albret à Dax	Ass. Adour Dax Basket	du 10 mars 2021 au 30 juin 2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Jean Moulin à Saint-Paul-les-Dax	DSDEN	du 01/01/2021 au 31/12/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Jean Rostand à Tartas	Ass. Pédales Stade Tarusate section basket	du 12/04/2021 au 31/12/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Danielle Mitterrand à Saint-Paul-les-Dax	Association HBC Saint Paulois	du 10/04/2021 au 30/06/2021	Gratuit



Locaux mis à disposition	Co-contractants	Bénéficiaire de la mise à disposition	Dates d'occupation	Dispositions financières
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Serge Barranx à Montfort-en-Chalosse	Association Judo Club de Montfort-en-Chalosse	du 01/09/2021 au 31/08/2022	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Serge Barranx à Montfort-en-Chalosse	Communauté de Communes Terres de Chalosse	les mercredis et petites vacances, vacances d'été et le mardi 6 juillet 2021	Payant (forfait journalier 40 € petites vacances et 20 € les mercredis)
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Serge Barranx à Montfort-en-Chalosse	Ecole élémentaire de Montfort-en-Chalosse	du 01/09/2021 au 31/08/2022	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Jean Rostand à Mont-de-Marsan	Régie des Fêtes de Mont-de-Marsan	du jeudi 22 juillet 2021 au lundi 26 juillet 2021 midi	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège François Mitterrand à Soustons	Centre Sportif de l'Isle Verte	du 12/07/2021 au 24/07/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Jean Rostand à Capbreton	Association Aérofit's Club 40	Année scolaire 2021-2022	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège Jean-Marie Lonné à Hagetmau	Association Twirling Club Grenadois	du 01/01/2021 au 31/12/2021	Gratuit
Mise à disposition des locaux du collège	Collège d'Albret à Dax	C.N.F.P.T.	du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022	Payant 3 750 € (50 € TTC pour une salle et 100 € TTC pour la cuisine)

JEUNESSE

Locaux mis à disposition	Co-contractants	Bénéficiaire de la mise à disposition	Dates d'occupation	Dispositions financières
INSPÉ	Université de Bordeaux	INSPÉ	1/07/2020 au 30/06/2023	Mise à disposition à titre gratuit. Charges payées à l'Université
IUT	Université de Bordeaux UPPA	IUT	1/07/2020 au 30/06/2023	Mise à disposition à titre gratuit. Charges payées à l'Université



Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au Président
(BP 2022)

ANNEXE IX

AMENAGEMENT

Louage de choses (année 2021)

TYPE D'ACTE	Date de signature de l'acte	BAILLEUR	PRENEUR	DATES	OBJET	LOYER ANNUEL
Bail	23-sept-21	Département des Landes	Etat (DDJS - Inspection Académique)	Du 1er Septembre 2021 au 30 Septembre 2030	Ensemble immobilier de 535 m ²	Loyer de 21 935 € payable par trimestre
Convention	27-sept-21	Département des Landes	Université Populaire	Du 1er septembre 2021 au 31 Août 2024 (reconduction tacite n'excédant pas 12 ans)	1 salle de réunion	Mise à disposition à titre gracieux
Bail	22-oct-21	Département des Landes	Etat (Gendarmerie Nationale)	Du 1er Octobre 2021 au 30 Septembre 2024	Ensemble bureaux d'une surface de 99 m ²	Mise à disposition à titre gracieux



Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au Président
(BP 2022)

DIRECTION DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE

Louage de choses (année 2021)

TYPE D'ACTE	Date de signature de l'acte	BENEFICIAIRE	DATES	OBJET	Clauses financières
Salle 5/6 maison des associations - St-Pierre-du-Mont	01/12/2020	SAPAL	05/02/2021	Réunion projet "1ère fois"	Gratuit
Salle 5/6 maison des associations - St-Pierre-du-Mont	01/12/2020	SAPAL	22,23/02/2021	Formation lecture - Atelier d'histoires	Gratuit
Salle 5/6 maison des associations - St-Pierre-du-Mont	01/12/2020	SAPAL	2,3/03/2021	Projet "1ère fois"	Gratuit
Salle 5/6 maison des associations - St-Pierre-du-Mont	01/12/2020	SAPAL	21,22/04/2021	Projet "1ère fois"	Gratuit
Salle 5/6 maison des associations - St-Pierre-du-Mont	01/12/2020	SAPAL	1,2,3/06/2021	Projet "1ère fois"	Gratuit
Salle Joëll Vincens - Mt-de-Marsan	19/05/2021	SAPAL	22/06/2021	Formation "Bien vivre sa retraite"	Gratuit
Grande salle CANOPE - Mt-de-Marsan	29/03/2021	SAPAL	23/06/2021	Formation "Bien vivre sa retraite"	Gratuit
Salle Georges Brassens - Mt-de-Marsan	31/08/2021	SAPAL	16/09/2021	Formation arts de la table retraités	Gratuit
Salle polyvalente - Mazerolles	14/09/2020	SAPAL	21/09/2021	Formation arts de la table retraités	Gratuit
Salle 5/6 maison des associations - St-Pierre-du-Mont	01/12/2020	SAPAL	20,21/09/2021	Formation - Atelier d'histoires	Gratuit
Salle polyvalente - Escource	10/08/2020	SAPAL	30/09/2021	Conférence TEPOS	Gratuit
Salle Lescouzères - Retjons	13/08/2020	SAPAL	05/10/2021	Conférence CAUE	Gratuit
Salle 5/6 maison des associations - St-Pierre-du-Mont	01/12/2020	SAPAL	5,6,7/10/2021	Projet "1ère fois"	Gratuit
Salle n°1 - Dojo - Pontonx	12/07/2021	SAPAL	5,7,8/10/2021	Formation animateurs gym	Gratuit
Maison des services - Labouheyre	27/07/2021	SAPAL	7,8/10/2021	Formation numérique	Gratuit
Salle Joëll Vincens - Mt-de-Marsan	27/09/2021	SAPAL	04/10/2021	Formation "Bien vivre sa retraite"	Gratuit
Salle polyvalente - Mazerolles	14/09/2020	SAPAL	28/10/2021	Formation arts de la table retraités	Gratuit
Salle polyvalente - Mazerolles	14/09/2020	SAPAL	12/11/2021	Formation arts de la table retraités	Gratuit
Château de Nahuques	21/06/2021	SAPAL	16/11/2021	Regroupement départemental des bénévoles	Gratuit
Salle Joëll Vincens - Mt-de-Marsan	29/09/2021	SAPAL	18/11/2021	Formation "Bien vivre sa retraite"	Gratuit
Salle Georges Brassens - Mt-de-Marsan	31/08/2021	SAPAL	19/11/2021	Formation arts de la table retraités	Gratuit
Foyer rural - St-Vincent-de-Paul	11/10/2021	SAPAL	23,25,26/11/2021	Formation animateurs gym	Gratuit
Salle polyvalente - St-Maurice-sur-l'Adour	29/11/2021	SAPAL	06/12/2021	Regroupement animateurs gym	Gratuit
Foyer rural - St-Vincent-de-Paul	11/10/2021	SAPAL	07,09,10/12/2021	Formation animateurs gym	Gratuit
Salle Joëll Vincens - Mt-de-Marsan	29/09/2021	SAPAL	16/12/2021	Formation "Bien vivre sa retraite"	Gratuit

ENVIRONNEMENT

Délégation au Président dans le cadre de l'exercice du Droit de préemption dans les Espaces Naturels Sensibles pour l'année 2021

Date d'arrivée	Commune	Lieu-dit	Références cadastrales	Superficie en m ²	Prix de vente	Décision du Département	Numéro de l'arrêté
21/10/21	Garein	Braou du Piat	B 114,117, 795, 813,815	20 956 m ²	84 341 €	Renonciation au profit de la commune	446-21-01
01/02/21	Soustons	Avenue du lac	AD 628	13 350 m ²	102 500 €	Renonciation	447-21-02
05/02/21	Capbreton	Les Vignes	BN 93	380 m ²	600 €	Renonciation	448-21-03
03/03 /21	Tarnos	Garros	AB 154,159p,166,8 13,815	6824 m ²	7 200 €	Renonciation au profit de la commune	449-21-04
24/02/21	Soustons	Avenue du lac	AD 628	13 350 m ²	116 000€	Renonciation	450-21-05
25/01/21	Saint Martin de Seignanx	Tuya	M 11,12 13	5349 m ²	645 000 €	Renonciation	451-21-06
21/04/21	Saint Eulalie en Born	Goua Mort	F 224	10 000 m ²	3 000 €	Renonciation au profit du CELRL	452-21-07
04/05/21	Aureilhan	Castelnau	AK 12	13 584 m ²	2 500 €	Renonciation	453-21-08
14/06/21	Saint Eulalie en Born	La Garenne	E 1376	133 396 m ²	23 000 €	Renonciation au profit du CELRL	454-21-09
25/06/21	Saint Laurent de Gosse	Grand et Petit Escalères	C 445, 452, 570, 571, 572, 621, 974, 801p, 799p, 573p, 566p, 565p	26 671 m ²	680 000 €	Renonciation	455-21-10
23/07/21	Soustons	Avenue du lac	AD 628	13 350 m ²	125 000 €	Renonciation	456-21-11
04/08/21	Soustons	Malakof	AO 54,55,56	9 390 m ²	190 000 €	Renonciation	457-21-12
11/08 /21	Soustons	Avenue du lac	AD 628	13 350 m ²	100 000 €	Renonciation	458-21-13
25/08/21	Parentis en Born	Pistole	AK 212,214,215, 216,217,218	26 970 m ²	980 000 €	Renonciation	459-21-14
25/11/21	Montgaillard	Saint Sarian	A 7,8,9,10,11	49 341 m ²	15 094.21 €	Renonciation	460-21-15
25/11/21	Saint Sever	Saint Sarian	D 550	45 527 m ²	13 927.46 €	Renonciation	461-21-16
06/12 /21	Soustons	Avenue du lac	AD 628	13 350 m ²	200 000 €	Renonciation	462-21-17



Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au Président
(BP 2022)

ANNEXE XII

CULTURE ET PATRIMOINE
Archives départementales
Dons (année 2021)

Date d'entrée	Donateurs	Analyse dates	MI ou Nbre unités	Cote
07/04 et 29/09/2021	Héritières Subes	XIXe-XXe Fonds Subes et château de Saint-Pandelon	14 ml	158 J
28/09/2021	Sylvette Mouneu	XXe Fonds de l'entreprise Mouneu à Montfort	2,3 ml	159 J 1-71
oct.-21	Benjamin Bonbezin	1910 - 1914 Livres de compte d'un tailleur de Port-de-Lanne	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1519
oct.-21	Simone Dufau	Enquête journalistique	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1512
oct.-21	Christophe Cazade	Documents relatifs à la construction de l'église du Vignau	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1511
oct.-21	Alphone Villenave	Livres de comptes de Pierre Lesburguères, charpentier à Préchacq les bains	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1503
oct.-21	Danielle Salé	Fonds d'André Cournuault (migration rurale de la Vendée aux Landes)	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1502
oct.-21	Charles Dujour-Bosquet	3 documents relatifs à la période révolutionnaire et celle de la guerre de 1870	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1501
oct.-21	Catherine Lahille	1943-1945 Tapuscrit des mémoires de Léopold Lahille, instituteur	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1499
nov.-21	André Curculosse	Plaquette imprimée "la rafle des enfants juifs dans les Landes, été 1942" et documents annexes	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1509
déc.-21	Philippe Boesch	An XI et 1815 Fichiers informatiques sur les soldats landais des armées napoléoniennes	site archives.land.es.fr	
déc.-21	Gérard Laborde	Documents militaires et privés de Cysain Dutauzia (1891-1971), zouave et maréchal ferrant à Peyrehorade	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1530
déc.-21	Tanguy Romieu	Documents traitant du commerce du bois dans les Landes	petit fonds ou pièces isolées	1 J 1527
déc.-21	Anne Zink	Travaux de recherches sur les communautés landaises et sur l'habitat	1,05	114 J
21/10/2016 et 25/03/2021	Hélène Martin	XVe-XXe Complément aux donations de 2016	1,55	148 J



Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au Président
(BP 2022)

ANNEXE XIII

**LISTE DES DEMANDES DE SUBVENTIONS
AUPRES DE L'ETAT OU D'AUTRES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

(Années 2019-2020-2021)

Date de la demande	Financier sollicité (Etat ou collectivités territoriales)	Objet de la demande de subvention	Montant de la subvention sollicitée	Subvention accordée (montant)
24/05/2019 et complément de demande le 6/1/2022	Agence de l'eau Adour-Garonne	Travaux de rétablissement de la continuité écologique sur Pont Rouge	88 931,02 €	
18/07/2019 et complément de demande le 6/1/2022	Région Nouvelle-Aquitaine (FEDER)		88 931,02 €	
06/01/2022	CC Mimizan		13 821,19 €	13 821,19 €
2020-2021	Etat	Appel à projets "ANET" (Archivage numérique en territoires). Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement au lancement du projet d'offre commune CD40-CDG40 d'archivage électronique pour les collectivités landaises.	20 000,00 €	20 000,00 €
16/12/2020	ETAT DRAC NOUVELLE AQUITAINE	Demande d'une aide financière au titre des organismes de regroupement professionnel et d'animation collective autour du cinéma et de l'audiovisuel - Fonctionnement du Bureau d'accueil des Tournages (BAT40) en 2021	10 000,00 €	5 000,00 €
18/12/2020	Agence de l'eau Adour-Garonne	Réseau de suivi de la qualité des eaux superficielles des Landes 2021	123 056,69 €	123 058,00 €
23/12/2020	Agence de l'eau Adour-Garonne	Appui technique Assainissement Collectif SATESE 2021	129 700,00 €	129 700,00 €
23/12/2020	Agence de l'eau Adour-Garonne	Animation territoriale "rivières"	50 636,00 €	50 636,00 €
06/04/2021	Agence de l'eau Adour-Garonne	Réseaux de suivis des eaux souterraines des Landes 2021	437 912,00 €	424 880,00 €



Date de la demande	Financier sollicité (Etat ou collectivités territoriales)	Objet de la demande de subvention	Montant de la subvention sollicitée	Subvention accordée (montant)
21/05/2021	Etat	Appel à projets « Cultures Connectées », destiné au désenclavement et à amélioration de l'accessibilité des sources landaises ainsi qu'au renforcement des politiques de démocratisation culturelle.	21 600,00 €	21 000,00 €
17/06/2021	Centre National du Livre	Aide exceptionnelle à la relance des bibliothèques	/	26 175,00 €
23/07/2021	ETAT DRAC NOUVELLE AQUITAINE	Contrat Départemental Lecture Itinérance	40 000,00 €	40 000,00 €
02/11/2021	ETAT DRAC NOUVELLE AQUITAINE	* Restauration des 3 portails des granges (Sorde-l'Abbaye) * Occultation des ouvertures du logis des Abbés (Sorde-l'Abbaye)	Subventions demandées aux taux les plus élevés	En attente de réponse
02/11/2021	ETAT DRAC NOUVELLE AQUITAINE	Soutien aux actions culturelles et patrimoniales	111 000,00 €	111 000,00 €



ANNEXE XIV

Compte rendu à l'Assemblée
des délégations données au Président
(BP 2022)

Dépôts des demandes d'autorisations d'urbanisme relative à la démolition,
à la transformation ou à l'édification des biens du Département
(année 2021)

Date de la demande	Objet de l'autorisation d'urbanisme
02/02/2021	Permis de Construire pour la création d'un escalier de secours pour l'ALPCD 169 avenue du stade Mont-de-Marsan
31/03/2021	Autorisation de Travaux pour le rafraîchissement du rez de chaussée au Collège Jean Rostand de TARTAS
20/04/2021	Autorisation de Travaux pour le collège Marie Curie à Rion-des-Landes - Remplacement du SSI
03/05/2021	Autorisation de Travaux pour le déplacement de la centrale incendie de la 1/2 pension du collège de Grenade-sur-l'Adour
07/05/2021	Autorisation de Travaux pour l'Itep du Pays Dacquois à Saint-Paul-lès-Dax - Remplacement du SSI et régularisation pour travaux modificatifs
25/05/2021	Autorisation de Travaux pour le collège Jean Moulin à Saint-Paul-lès-Dax - Aménagement de 2 bureaux
01/06/2021	Autorisation de Travaux pour le remplacement de deux chaudières au collège Cel le Gaucher Mont-de-Marsan
02/06/2021	Autorisation de Travaux pour le réaménagement aux Archives Départementales 395 avenue du Maréchal Foch : Installation de traitement d'air dans 4 locaux de stockage et séparation de 2 bureaux au R+1
20/10/2021	Autorisation de Travaux pour la mise en conformité PMR du collège Gaston Crampe à Aire-sur-l'Adour
27/10/2021	Autorisation de Travaux pour le remplacement du SSI au collège de Roquefort
04/11/2021	Autorisation de Travaux pour le remplacement des équipements de cuisine de la zone 1/2 pension du collège Langevin Wallon à Tarnos
27/11/2021	Autorisation de Travaux pour le remplacement d'une chaudière à bois au collège Lubet Barbon à Saint-Pierre-du-Mont
29/11/2021	Autorisation de Travaux pour le remplacement d'une chaudière à bois à l'Entreprise Adaptée Départementale à Mont-de-Marsan
29/11/2021	Autorisation de Travaux pour le remplacement d'une chaudière à bois au collège Jean Rostand à Mont-de-Marsan
13/12/2021	Autorisation de Travaux pour la fermeture de l'avent au Centre d'Exploitation Routier de Pouillon



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M 2 Objet : RAPPORT D'INFORMATION SUR LA DETTE DU DEPARTEMENT DES LANDES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° M 2

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Locales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 5 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégations au Président du Conseil départemental ;

VU la circulaire interministérielle N° NOR IOCB1015077C du 25 Juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

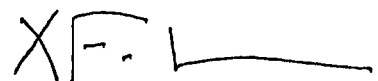
APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances, Personnel, Administration générale ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

- de prendre acte du rapport de M. le Président du Conseil départemental présenté au titre de l'information sur la dette du Département des Landes.

Le Président,



Xavier FORTINON

DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M 3 Objet : PERSONNEL DEPARTEMENTAL, ELUS ET SUBVENTIONS

Conseillers départementaux en exercice : 30**Votants : 30**Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0**ABSTENTION : 0**

N° M 3**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU les demandes de subventions de diverses structures ;
VU l'avis favorable du Comité Technique réuni le 17 février 2022 ;
VU le compte rendu d'utilisation des subventions 2021 présenté par les organisations syndicales ;
VU les articles L 3231-3-1 et R 3231 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;
APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances, Personnel, Administration Générale ;
APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Créations de postes :****1°) Emplois permanents :****a) Direction de l'Education, de la Jeunesse et des Sports :**

l'opération « un collégien, un ordinateur portable » mise en œuvre depuis 2001 ayant l'objectif d'un égal accès des élèves au numérique éducatif est inscrite au cœur de l'action du Département,

considérant les enjeux en terme de cyber sécurité dans les établissements ainsi que les limites du statut d'Assistant d'Education des Technologies de l'Information, de la Communication et de l'Enseignement (AETICE),

- de prendre acte du changement d'organisation proposé.
- de créer un poste appartenant au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux afin d'assumer une mission d'ingénieur sécurité et réseaux pour les systèmes d'informations des collèges publics.
- de créer un poste appartenant au cadre d'emplois des attachés territoriaux qui aura un rôle de développeur-coordonnateur sur l'Education aux médias.
- de créer vingt-trois postes d'adjoints techniques territoriaux qui assumeront une mission d'animateur-formateur-technicien informatique en collège (AFTIC) à compter d'août 2022.
- de préciser que la poursuite de la prise en charge des AETICE jusqu'à fin août 2022 est prévue au sein de la délibération n° I 1 du présent Budget Primitif 2022.

b) Direction de la Solidarité Départementale :

- Directeur Général Adjoint des Services

- de prendre acte de la nouvelle organisation de la Direction de la Solidarité Départementale,

- de créer à cet effet un poste de Directeur Général Adjoint des Services en charge de cette Direction, conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et au décret n°87-1101 du 30 décembre 1987.

- Pôle Handicap et Animation et Pôle Personnes Agées

- de prendre acte des besoins croissants de la permanence « Bien vieillir » et de la multiplicité des tâches de secrétariat du Pôle Handicap et Animation.

- de créer un poste appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs dont les missions seront réparties pour moitié entre les deux pôles.

- Maison Landaise des Personnes Handicapées

- de prendre acte du nombre croissant de demandes recueillies par la Maison Landaise des Personnes Handicapées nécessitant une rencontre avec un médecin psychiatre ou un psychologue dans un délai de 3 mois imposé par l'Etat.

- de créer un poste appartenant au cadre d'emplois psychologues territoriaux (catégorie A).

- de préciser que ce poste fera l'objet d'une mise à disposition auprès de la Maison Landaise des Personnes Handicapées.

c) Direction de la Commande Publique :

- de prendre acte de l'accroissement de l'activité de la Direction du fait de l'augmentation des missions et des tâches liées à la dématérialisation.

- de créer un poste appartenant aux cadres d'emplois des Rédacteurs territoriaux ou des Adjointes administratifs territoriaux, afin d'assurer les missions de gestionnaire de marché au sein du service Aménagement/Environnement de la Direction de la Commande Publique.

d) Direction Générale des Services – Service des Usages Numériques :

- de prendre acte des nombreux projets à mener dans le cadre du schéma directeur informatique, et de l'accroissement de l'activité de la cellule infrastructures, réseaux, matériels et maintenance.

- de créer un poste appartenant au cadre d'emplois des Techniciens territoriaux afin d'assurer les missions de technicien sécurité-réseaux et les tâches relatives aux projets d'infrastructures et de sécurité informatique en collaboration avec les ingénieurs du service informatique,

- de créer un poste au cadre d'emplois des Techniciens territoriaux pour assurer les missions de responsable du support informatique. Le recrutement de cet agent permettra d'encadrer et de piloter l'activité des techniciens de l'équipe opérationnelle.

2°) Emplois non permanents :

- de créer, en application de l'article 3 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et permettant aux Collectivités Territoriales de recruter des agents contractuels pour faire face à un accroissement temporaire d'activité, les postes figurant en annexe n°2.

- de baser la rémunération de ces agents contractuels sur l'indice de début des grades des personnels titulaire homologues et de leur appliquer le régime indemnitaire de ces personnels.

II – Transformations de postes :

- de procéder aux transformations de postes figurant en annexe n°3 liées notamment à des départs à la retraite, des détachements ou encore à des mobilités internes.

III – Modalités de recrutements sur certains emplois permanents :

considérant les articles 3-3 et suivant et 34 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

- de procéder, pour certains postes, à des recrutements par voie contractuelle tels que présentés en annexe n°4.

IV – Organisation des services départementaux :

- de prendre acte du regroupement des politiques publiques sous l'égide de Directions Générales Adjointes suite à l'évolution de l'organisation de l'Administration départementale.

après avis favorable du Comité Technique réuni en date du 17 février 2022,

- de prendre acte de la transformation de la Direction Générale des Services Adjointe (DGSA) en charge des grands projets en Direction Générale Adjointe (DGA) en charge des grands projets.

- de prendre acte comme suit de l'évolution de certaines directions au sein de la DGA précitée :

- la Direction du Développement Territorial devient le Pôle Développement Territorial Intégré et Ingénierie de Projets,
- la Direction des Entreprises et des Initiatives Economiques devient le Pôle Entreprises et Initiatives Economiques,
- la Direction du Tourisme devient le Pôle Tourisme.



V – Indemnité forfaitaire de déplacements – changement dans les modalités de versements :

considérant la délibération J 1⁽²⁾ du 4 novembre 2019 (Décision Modificative n°2) par laquelle le Conseil départemental a accordé l'indemnité forfaitaire de déplacement aux agents ayant des fonctions essentiellement itinérantes sous réserve de détenir les autorisations préalables,

étant précisé qu'au vu de la délibération n° 11⁽¹⁾ de la Commission Permanente du 17 mai 2013 l'indemnité forfaitaire de déplacements est versée 2 fois par an (par moitié à la fin de chaque semestre),

- de modifier cette modalité de versement.
- de verser désormais cette indemnité mensuellement à compter du 2nd semestre 2022.

VI – Mise à disposition de moyens aux agents départementaux et aux élus dans l'exercice de leur mandat :

conformément à l'article L 3123-19-3 du Code général des collectivités territoriales,

compte tenu du nombre de véhicules qui compose le parc départemental,

- d'autoriser la mise à disposition auprès des élus, lorsque l'exercice de leur mandat le justifie, des véhicules de la flotte départementale.

- de réserver cette mise à disposition prioritairement au Président, aux Vice-Présidents du Conseil départemental et aux Présidents de Commission en raison des contraintes liées à leur mandat.

- d'autoriser la mise à disposition de véhicules de service aux agents départementaux, dès lors qu'ils détiennent un ordre de mission permanent ou occasionnel, conformément au Règlement intérieur d'utilisation des véhicules de service du Département adopté par délibération du Conseil général n° J 1 en date du 3 mars 2015.

VII – Subventions :

1°) Subventions à des associations en lien avec le quotidien des agents départementaux :

- après avis favorable à l'unanimité du Comité Technique en date du 17 février 2022,

- d'accorder, au titre de l'année 2022, les subventions suivantes :
 - Comité d'Action Sociale du personnel..... 640 000 €
 - Association de Gestion du Restaurant Administratif Dargaignez 245 000 €
- d'inscrire les dépenses correspondantes au Budget départemental.



- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions à intervenir avec ces deux structures telles que présentées :

- en annexe n°5,
pour le Comité d'Action Sociale du personnel,
- en annexe n°6,
pour l'Association de Gestion du Restaurant Administratif Daraignez.

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, sur le chapitre 013 Article 6419 (Fonction 0201), les recettes correspondant au remboursement des salaires et des charges des agents mis à disposition des structures précitées sur la base de la répartition suivante :

- Comité d'Action Sociale du personnel..... 100 000 €
- Association de Gestion du Restaurant Administratif Daraignez 330 000 €

2°) Subventions à des associations en lien avec le personnel ou les élus :

a) *Subventions aux organisations syndicales landaises représentatives – Maison des syndicats :*

après avoir constaté que M. Damien Delavoie, en sa qualité de membre du Conseil délibération de la Fédération Syndicale Unitaire des Landes (FSU), ne prenait pas part au vote de ce dossier,

- d'accorder en 2022 une subvention de fonctionnement aux organisations syndicales landaises suivantes :

- Union départementale C.G.T. des Landes 39 000 €
- Union départementale des Syndicats C.F.D.T. des Landes 30 300 €
- Union départementale Force Ouvrière des Landes 29 150 €
- Union Nationale des Syndicats Autonomes des Landes
(U.N.S.A. 40) 21 700 €
- Fédération Syndicale Unitaire (F.S.U. 40) 17 000 €
- Union départementale C.F.E. - C.G.C. des Landes 8 000 €
- Union départementale des Syndicats C.F.T.C. des Landes 7 400 €
- Sud - Collectivités Territoriales des Landes..... 4 800 €

- d'inscrire les crédits correspondants au Budget Primitif 2022 sur le Chapitre 65 Article 6574 (Fonction 58), pour un montant global de 157 350 €.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions à intervenir avec chacune des organisations syndicales ci-dessus énumérées sur la base du modèle adopté par délibération n° K 1⁽²⁾ du Conseil général en date du 3 mars 2015.

b) Subventions à l'Amicale des Elus du Département des Landes – retraite par rente des élus :

conformément à l'article L 3123-22 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

- d'accorder à l'Association « Amicale des Elus du Département des Landes » une subvention d'équilibre, au titre de 2022, d'un montant de 100 000 €, étant précisé que cette somme sera liquidée sur justificatif des dépenses.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente à intervenir avec ladite Association.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 le crédit correspondant conformément à l'annexe n° 1.

c) Subventions à l'Association des Anciens Maires et Adjointes des Landes (A.D.A.M.A.L) – Soutien à l'éducation civique des jeunes :

- d'accorder à l'Association des Anciens Maires et Adjointes des Landes, pour ses actions 2022 en matière d'éducation civique dont notamment le renouvellement des opérations « Mariannes du civisme » et « Challenge du plus jeune électeur » lors des prochains scrutins des élections Présidentielle et Législative, une subvention de 900 €.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 le crédit correspondant conformément à l'annexe n° 1.

3°) Subventions diverses :

a) Soutien auprès d'associations d'anciens combattants et retraités militaires - devoir de mémoire :

- afin de permettre la réalisation d'actions de diverses associations d'anciens combattants et retraités militaires en matière de devoir de mémoire au travers de cérémonies commémoratives, d'aides et de défense des droits des anciens combattants ainsi que l'organisation d'évènements exceptionnels,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 30 000 € (annexe n° 1).

- de donner délégation à la Commission Permanente pour examiner les dossiers de demandes d'aides de la part d'associations d'anciens combattants et retraités militaires auprès du département.



b) Soutien aux collectivités landaises qui organisent Rassemblements dans les Landes d'habitants de communes en France portant le même nom :

- de reconduire son soutien aux collectivités landaises qui organisent dans le Département des rassemblements-rencontres d'habitants de communes en France portant le même nom.

- d'accorder auxdites collectivités, à cet effet, une aide départementale à hauteur de 2 000 € maximum.

- d'inscrire à cet effet au Budget Primitif 2022 un crédit de 2 000 € conformément à l'annexe n°1, la Commission Permanente ayant délégation pour examiner les dossiers de demandes de subventions à venir.

Le Président,

X F. L

Xavier FORTINON



N° M 3

ANNEXE 1
Personnel départemental, élus et subventions
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
BP 2022

DEPENSES**INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP**

SECTION	CHAPITRE	ARTICLE	FONCTION	INTITULE	Dépenses 2022	Recettes 2022
FONCTIONNEMENT	65	6574	0202	Subvention au CAS	640 000	
				Subvention à l'AGRAD	245 000	
	013	6419	0201	Remboursement des personnels mis à disposition du CAS		100 000
				Remboursement des personnels mis à disposition de l'AGRAD		330 000
	65	6574	58	Subvention CGT 40	39 000	
				Subvention CFDT 40	30 300	
				Subvention Force Ouvrière 40	29 150	
				Subvention UNSA 40	21 700	
				Subvention FSU 40	17 000	
				Subvention CFE - CGC 40	8 000	
				Subvention CFTC 40	7 400	
				Subvention SUD - CT 40	4 800	
				SS total	157 350	
			58	Subvention A.D.A.M.A.L.	900	
			021	Subvention Amicale des Elus du Département des Landes	100 000	
			58	Subventions à diverses associations d'anciens combattants et retraités militaires	30 000	
			01	Rassemblements dans les Landes de Communes de France	2 000	

TOTAL GENERAL	1 175 250	430 000
----------------------	------------------	----------------

ANNEXE 2 - EMPLOIS NON PERMANENTS

La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale prévoit - article 3 - que les collectivités territoriales peuvent recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à :

- un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs ;
- un accroissement saisonnier d'activité, pour une durée maximale de six mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat, pendant une période de douze mois consécutifs.

Direction	Service	Poste à créer				Objet
		Dénomination	Cat.	Nbre	Date d'effet	
Communication		Journaliste pigiste	A	2	1 ^{er} /05/2022	Rédaction d'une partie des contenus de Landes Magazine et du site dédié à ce magazine jusqu'au 31 mars 2022 (convention collective nationale des journalistes modifiée le 27 octobre 1987 et étendue par arrêté du 2 février 1988).
Education, Jeunesse et Sports	Numérique Educatif	Adjoint technique	C	Opération portables dans les Collèges		
				1	02/05/2022	Jusqu'au 30 novembre 2022 - Temps complet
				6	07/06/2022	Jusqu'au 14 octobre 2022 - Temps complet
				10	07/06/2022	Jusqu'au 8 juillet 2022 - Temps non complet : 25 h hebdomadaires
				1	05/09/2022	Jusqu'au 14 octobre 2022 - Temps complet
				8	05/09/2021	Jusqu'au 7 octobre 2022 - Temps non complet : 25 h hebdomadaires



Direction	Service	Poste à créer				Objet
		Dénomination	Cat.	Nbre	Date d'effet	
Aménagement	Pôle Exploitation Routière	Adjoint technique	C	1	du 1 ^{er} /04/2022 au 31/03/2023	Renforcer l'équipe du Centre d'Exploitation de Labenne, compte tenu des absences pour raisons de santé de certains agents.
Direction Générale des Services Adjointe	Démocratie Participative et Insertion	Attaché	A	2	du 1 ^{er} /04/2022 au 31/03/2023	Renfort occasionnel.
Solidarité Départementale	Pôle Action Sociale et Insertion	Animateurs numériques	B	7	du 1 ^{er} avril 2022 au 31 mars 2023	Accompagnement du public landais vers l'autonomie numérique dans le cadre de la lutte contre la fracture numérique.

ANNEXE 3 - TRANSFORMATIONS DE POSTES

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-M03_BP_2022-DE

Suite à des départs à la retraite

Direction	Service	Poste à créer				Direction	Service	Poste à supprimer			
		Dénomination	Cat.	Nb	Date d'effet			Dénomination	Cat.	Nb	Date d'effet
Solidarité Départementale	Pôle Personnes Agées	Adjoint administratifs (tous grades du cadre d'emplois)	C	1	1 ^{er} /04/2022	Solidarité Départementale	Pôle Personnes Agées	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	C	1	1 ^{er} /04/2022
Direction des Ressources Humaines et des Moyens	Pôle Moyens	Adjoint techniques (tous grades du cadre d'emplois)	C	1	1 ^{er} /04/2022	Direction des Ressources Humaines et des Moyens	Pôle Moyens	Agent de maîtrise principal	C	1	1 ^{er} /04/2022
Education, Jeunesse et Sports	Collèges	Agents de maîtrise ou Adjoint technique des établissements d'enseignement	C	1	1 ^{er} /04/2022	Education, Jeunesse et Sports	Collèges	Agent de maîtrise	C	1	1 ^{er} /04/2022
Aménagement	Pôle Exploitation Routière	Techniciens (tous grades du cadre d'emplois)	B	1	1 ^{er} /04/2022	Aménagement	Pôle Exploitation Routière	Technicien principal de 1 ^{ère} classe	B	1	1 ^{er} /04/2022

Suite à des détachements

Direction	Service	Poste à créer				Direction	Service	Poste à supprimer			
		Dénomination	Cat.	Nb	Date d'effet			Dénomination	Cat.	Nb	Date d'effet
Solidarité Départementale	Pôle Protection Maternelle et Infantile	Médecins ou Sages-femmes (tous grades des cadres d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022	Solidarité Départementale	Pôle Protection Maternelle et Infantile	Médecins (tous grades du cadre d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022
Toutes Directions	—	Ingénieurs territoriaux ou ingénieurs en chef (tous grades des cadres d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022	Aménagement	Direction	Ingénieur en chef territorial	A	1	1 ^{er} /04/2022



Divers

Direction	Service	Poste à créer				Direction	Service	Poste à supprimer			
		Dénomination	Cat.	Nb	Date d'effet			Dénomination	Cat.	Nb	Date d'effet
Ressources Humaines	Pôle Moyens	Techniciens (tous grades du cadre d'emplois)	B	1	1 ^{er} /04/2022	Ressources Humaines	Pôle Moyens	Agents de maîtrise (tous grade du cadre d'emplois)	C	1	1 ^{er} /04/2022
Solidarité Départementale	Pôle Action Sociale et Insertion	Attachés territoriaux (tous grades du cadre d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022	Solidarité Départementale	Pôle Action Sociale et Insertion	Assistants socio-éducatifs (tous grade du cadre d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022
Environnement	Service Milieux Aquatiques	Techniciens (tous grades du cadre d'emplois)	B	1	1 ^{er} /04/2022	Environnement	Service Milieux Aquatiques	Technicien	B	1	1 ^{er} /04/2022
Aménagement	Etudes et Grands Travaux Neufs	Techniciens (tous grades du cadre d'emplois)	C	1	1 ^{er} /04/2022	Aménagement	Etudes et Grands Travaux Neufs	Agents de maîtrise (tous grade du cadre d'emplois)	C	1	1 ^{er} /04/2022
Générale Adjointe des Services	Service Juridique	Attachés territoriaux (tous grades du cadre d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022	Générale Adjointe des Services	Service Juridique	Rédacteurs territoriaux (tous grades du cadre d'emplois)	B	1	1 ^{er} /04/2022



Suite à des mobilités internes

Direction	Service	Poste à créer				Direction	Service	Poste à supprimer			
		Dénomination	Cat.	Nb	Date d'effet			Dénomination	Cat.	Nb	Date d'effet
Solidarité Départementale	Pôle Aide Sociale à l'Enfance	Puéricultrices territoriales ou éducateurs de jeunes enfants (tous grades des cadres d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022	Solidarité Départementale	Pôle Aide Sociale à l'Enfance	Psychologue hors classe	A	1	1 ^{er} /04/2022
		Assistants socio-éducatifs (tous grades du cadre d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022			Assistant éducatif	A	1	1 ^{er} /04/2022
	Pôle Action Sociale et Insertion	Assistants socio-éducatifs (tous grades du cadre d'emplois)	A	1	1 ^{er} /04/2022		Pôle Action Sociale et Insertion	Assistant éducatif	A	1	1 ^{er} /04/2022
		Rédacteurs territoriaux (tous grades du cadre d'emplois)	B	1	1 ^{er} /04/2022			Adjoint administratifs (tous grades du cadre d'emplois)	C	1	1 ^{er} /04/2022
	Cellule comptabilité budget	Rédacteurs territoriaux ou Adjoint administratifs (tous grades des cadres d'emplois)	B Ou C	1	1 ^{er} /04/2022		Cellule comptabilité budget	Rédacteur	B	1	1 ^{er} /04/2022

ANNEXE 4 - MODALITES DE RECRUTEMENTS SUR CERTAINS EMPLOIS PERMANENTS

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-M03_BP_2022-DE

Emplois permanents pouvant être pourvus par des agents contractuels conformément aux articles 3-3 et 34 de la Loi n°84.53 du 26 janvier 1984

Cadre d'emplois	Niveau de recrutement	Motif invoqué	Nature des fonctions	Niveau de rémunération	Durée du contrat	Budget
Attachés territoriaux	A	Article 3-3-2 : recherche infructueuse d'une candidature de fonctionnaire sur l'emploi vacant	Chargé(e) de mission habitat-logement	Grille indiciaire du cadre d'emplois des attachés et RIFSEEP des Attachés (Groupe A5)	3 ans ou CDI si portabilité du CDI	Budget principal
Ingénieurs en chef	A	Article 3-3-2 : recherche infructueuse d'une candidature de fonctionnaire sur l'emploi vacant	Directeur-trice de l'Aménagement	Grille indiciaire du cadre d'emplois des Ingénieurs en Chef territoriaux et RIFSEEP des Ingénieurs en Chef territoriaux (Groupe A2-1)	3 ans ou CDI si portabilité du CDI	Budget principal

ANNEXE 5

CONVENTION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L3321-1-5° bis ;

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

VU la demande présentée par l'Association « Comité d'Action Sociale du Personnel du Département des Landes » ;

VU les crédits inscrits au budget départemental pour l'exercice 2022 ;

VU la délibération du Conseil départemental n° M 3 du Budget Primitif 2022 par laquelle le Département a décidé d'accorder au Comité d'Action Sociale du Personnel du Département des Landes une subvention de 640 000 € ;

entre

Le Département des Landes, représenté par **M. Xavier FORTINON**, Président du Conseil départemental, dénommé ci-après le Département, dûment habilité par délibération du Conseil départemental n° M 3 du Budget Primitif 2022,

dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

et

L'Association « Comité d'Action Sociale du Personnel du Département des Landes », régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège est situé 21, rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan, représenté par sa Présidente Mme DELERY Peggy dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du 30 novembre 2021,

dénommé ci-après « l'Association »,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Considérant le projet initié et conçu par l'Association de promouvoir et de gérer toutes les formes d'activités ayant pour objet d'améliorer les conditions de bien être des agents du Département.

**ARTICLE 1^{er} - Objet de la convention :**

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre diverses actions ayant pour objet l'amélioration des conditions de bien être des agents du Département en favorisant notamment leur accession à diverses prestations ou services.

Le Département contribue financièrement à ce projet pour un montant de 640 000 € pour l'année 2022. Son concours est imputé sur l'article 6574 du chapitre 65 (fonction 0202) du budget afférent à l'exercice 2022.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du budget estimé en annexe.

ARTICLE 2 - Délai de validité de la décision attributive :

La décision attributive couvre l'exercice budgétaire 2022.

Si l'action à laquelle le Département apporte son concours, n'est pas engagée dans ce délai, la décision attributive est caduque de plein droit et pourra donner lieu au remboursement de tout ou partie des sommes allouées.

ARTICLE 3 - Montant de la subvention :**3.1 - Aide financière :**

Le montant de la subvention octroyée s'élève à 640 000 € et se répartit de la manière suivante :

- 147 000 € au titre du fonctionnement de l'Association,
- 195 000 € au titre des aides aux vacances,
- 100 000 € au titre des actions en faveur des jeunes,
- 133 000 € au titre des activités de loisirs,
- 52 000 € au titre de l'arbre de Noël,
- 13 000 € au titre des événements de la vie.

3.2 - Aides en nature :

En outre, le Département octroie au titre d'aides en nature les prestations ci-dessous, pour un montant estimatif annuel de 12 679 € :

- fourniture d'un local,
- nettoyage des locaux,
- fourniture de fluides,
- téléphone,
- affranchissement
- fournitures de bureau
- redevance ordures ménagères.

Le Département peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, des conditions d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 4 - Conditions de paiement :

Cette subvention sera versée à l'Association sur le compte bancaire suivant :

Titulaire du compte : COMITE ACTION SOCIALE DEPT LANDES : 21, rue Victor Hugo – 40000 MONT DE MARSAN

Domiciliation : CCM MONT DE MARSAN

IBAN : FR76

BIC : CMCIFR2A

Banque : 10278

Guichet : 002285

N° de compte : 0001 577 3540 85

**4.1 - Versement de la part de la subvention octroyée au titre du fonctionnement de l'Association :**

La part de la subvention octroyée au titre du fonctionnement de l'Association fera l'objet d'un paiement intégral à la signature de la convention.

4.2 - Versement de la part de la subvention « hors fonctionnement » :

La part de la subvention octroyée « hors fonctionnement » fera l'objet d'un acompte, dans la limite de 50 % de son montant.

Le versement du solde de la part « hors fonctionnement » restera subordonné à la production des justificatifs suivants :

- un compte rendu (définitif ou provisoire lorsque les actions ne sont pas achevées) détaillé des actions menées par le représentant habilité de l'Association,
- présentation d'un mémoire récapitulatif des dépenses réalisées signé par le représentant habilité de l'Association.

ARTICLE 5 - Engagements de l'Association :**5.1 – Assurance du locataire :**

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'utilisateur reconnaît :

- avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition :

cette police porte le n° 13 93 76 68

et a été souscrite auprès de la MACIF

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer

5.2 - Reddition des comptes et contrôle financier :

L'Association s'engage à communiquer au Département après la date de clôture de son exercice comptable et au plus tard au 30 juin 2023:

- le bilan, le compte de résultat annuel et le compte de résultat propre aux actions considérées ainsi que ses annexes certifiés par le Président de l'Association ou le Commissaire aux Comptes,
- le rapport produit par le Commissaire aux Comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux Comptes),
- le rapport d'activités de l'année écoulée précisant la réalisation des actions considérées,
- le bilan financier des actions menées sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur simple demande du Département de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre à ses obligations.

Par ailleurs, l'Association s'engage également à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacune, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente convention voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

5.3 - Information du public :

Les actions de communication entreprises par l'Association devront mentionner le soutien financier du Département des Landes.

A cette fin, le bénéficiaire s'engage à faire état de la participation financière du Département des Landes sur tout support, papier ou numérique et à reproduire le logo type du Département des Landes sur l'ouvrage réalisé.

Seul le logo type dans sa version en vigueur pourra être reproduit ; afin d'en disposer sur tout support, papier ou numérique, le bénéficiaire sollicitera les services du Département (Direction de la Communication : communication@landes.fr).

Toutefois, toute communication ou publication de l'Association, sous quelque forme que ce soit, devra mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

**ARTICLE 6 - Évaluation de la réalisation des actions :**

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département des Landes des actions auxquelles il a apporté son concours, notamment par l'accès à tous documents administratifs et comptables utiles à cette fin.

Ce contrôle aurait pour objet d'évaluer les conditions de réalisations des actions considérées d'un point de vue qualitatif et quantitatif.

ARTICLE 7 - Dispositions diverses :**7.1 - Durée de la présente convention :**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée, allant du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2023.

7.2 - Contrôle du respect des engagements :

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que les actions précitées à l'article 1 de la présente convention.

L'Association subventionnée s'engage à permettre au Département de procéder à tout moment à tous contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée, éventuellement sur pièces et sur place.

7.3 - Sanctions du non-respect des obligations :

Le Département des Landes peut mettre en cause le montant de l'aide accordée et exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- non-respect des obligations à la charge de l'Association mentionnées dans les présentes,
- modification substantielle des actions engagées par l'Association sans accord préalable du Département des Landes,
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment aux dispositions ayant trait à la transparence financière,
- retard significatif dans l'exécution des obligations à la charge de l'Association.

ARTICLE 8 - Résiliation :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 - Litiges :

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Mont-de-Marsan,

En deux exemplaires originaux, le

Pour le Conseil départemental des Landes,
Le Président du Conseil départemental

Pour le Comité d'Action Sociale
du Département des Landes,
La Présidente du Comité d'Action Sociale
du Personnel du Département des Landes

Xavier FORTINON

Peggy DELERY



Comité d'Action Sociale

Annexe -convention CAS

BUDGET PREVISIONNEL POUR L'ANNEE 2022

DEPENSES	MONTANT en Euros	RECETTES	MONTANT en Euros
COMMISSION FONCTIONNEMENT		Département SUBVENTION	147 000 €
ACHATS			
Eau, électricité, gaz	850 €	Cotisations retraités	370 €
Fournitures d'entretien, de bureau, Informatique	4 318 €		
Honoraires cabinets comptables extérieurs	34 000 €		
Missions et réceptions, déplacements	2 000 €	déjeuners	593 €
Frais postaux, téléphone	421 €		
FRAIS DE PERSONNEL			
Salaires Bruts	81 374 €		
Charges sociales de l'employeur	20 000 €		
Proweb CE formation			
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
Autres charges financières Réfection logements	5 000 €		
TOTAL COMMISSION FONCTIONNEMENT	147 963 €		147 963 €
COMMISSION ACHATS/SOCIALE		Département SUBVENTION	13 000 €
Achats de marchandises	35 738 €	Ventes de marchandises	33 518 €
Bons d'achats	7 080 €		
Lettre cheque sociale	3 200 €		
Coffret de vins	500 €		
TOTAL COMMISSION ACHATS/SOCIALE	46 518 €		46 518 €
COMMISSION LOISIRS		Département SUBVENTION	133 000 €
lettre cheque Aide sport adultes	48 000 €		
Billetteries diverses	310 000 €	Billetteries divers	248 519 €
Voyage	20 000 €	Voyage	18 000 €
PROWEB CE	21 519 €		
TOTAL COMMISSION LOISIRS	399 519 €		399 519 €
COMMISSION NOEL		Département SUBVENTION	52 000 €
Achats de marchandises	5 670 €		
Billets cinéma	5 000 €		
Jouets 2021	24 631 €	Factures nonées	800 €
Bon d'achats noël 2021	10 999 €		
Prestataires	6 500 €		
TOTAL COMMISSION NOEL	52 800 €		52 800 €
COMMISSION JEUNES		Département SUBVENTION	100 000 €
Bons d'achats RS	48 322 €		
lettre cheque Aide jeunes	51 678 €		
TOTAL COMMISSION JEUNES	100 000 €		100 000 €
COMMISSION VACANCES		Département SUBVENTION	195 000 €
Eau, électricité, gaz	2 800 €		
Chèques vacances 2022	292 000 €	Chèques vacances	198 058 €
Travaux d'entretien et de réparations, déplacements	10 000 €		
Primes d'assurance			
Location immobilière	35 000 €	Location immobilière	24 500 €
Voyage : Crète	49 422 €		33 107 €
Impôts et taxes séjours	5 680 €		
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
Intérêts des emprunts	1 900 €		
DOTATIONS			
Dotations aux amortissements	53 863 €		
Dotations aux provisions			
TOTAL COMMISSION VACANCES	450 665 €		450 665 €
TOTAL	1 197 465 €		1 197 465 €

ANNEXE 6

CONVENTION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L3321-1-5° bis ;

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

VU la demande présentée par l'Association pour la Gestion du Restaurant Administratif «Daraignez»;

VU les crédits inscrits au budget départemental pour l'exercice 2022 ;

VU la délibération du Conseil départemental n° M 3 du Budget Primitif 2022 par laquelle le Département a décidé d'accorder à l'Association pour la Gestion du Restaurant Administratif «Daraignez», une subvention de 245 000 € ;

Entre

Le Département des Landes, représenté par **M. Xavier FORTINON**, Président du Conseil départemental, dénommé ci-après le Département, dûment habilité par délibération du Conseil départemental n° M 3 du Budget Primitif 2022,

dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

et

L'Association pour la Gestion du Restaurant Administratif « Daraignez », régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège est situé 29, rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan, représenté par son Président, **M. Lionel FOURNIER**, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date

dénommé ci-après « l'Association »,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Considérant le projet initié et conçu par l'Association de gérer un restaurant au profit des personnels relevant du Ministère de l'Intérieur, du cadre départemental et des organismes signataires d'une convention en autorisant l'accès.

**ARTICLE 1^{er} - Objet de la convention :**

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre diverses actions ayant pour objet la gestion du restaurant au profit des personnels relevant du Ministère de l'Intérieur, du cadre départemental et des organismes signataires d'une convention en autorisant l'accès.

Le Département contribue financièrement à ce projet pour un montant de 245 000 € pour l'année 2022. Son concours est imputé sur l'article 6574 du chapitre 65 (fonction 0202) du budget afférent à l'exercice 2021.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du budget estimé en annexe.

ARTICLE 2 - Délai de validité de la décision attributive :

La décision attributive couvre l'exercice budgétaire 2022.

Si l'action à laquelle le Département apporte son concours, n'est pas engagée dans ce délai, la décision attributive est caduque de plein droit et pourra donner lieu au remboursement de tout ou partie des sommes allouées.

ARTICLE 3 - Montant de la subvention :**3.1 – Aide financière :**

Le montant de la subvention octroyée s'élève à 245 000 € au titre du fonctionnement de l'Association.

Le Département peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, des conditions d'exécution de la présente convention.

3.2 – Aides en nature :

En outre, le Département octroie au titre d'aides en nature les prestations ci-dessous, pour un montant estimatif annuel de 44 000 € :

- fourniture d'un local,
- fourniture de fluides,
- entretien des locaux
- désinfection
- hydrocarbure bac à graisse
- téléphone,
- taxes ordures ménagères.

Le Département peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, des conditions d'exécution de la présente convention.

ARTICLE 4 - Conditions de paiement :

Cette subvention sera versée à l'Association sur le compte bancaire suivant :

Titulaire du compte : AGRAD : 29, rue Victor Hugo – 40000 MONT DE MARSAN

Domiciliation : HSBC Aquitaine Sud

IBAN : FR76

BIC : CCFRFRPP

Banque : 30056

Guichet : 00183

N° de compte : 0183 540 9000 72

4.1 - Versement de la part de la subvention octroyée au titre du fonctionnement de l'Association :

Le versement de la subvention s'effectuera comme suit :

- 50% à la signature de la présente convention,
- le solde sur production de justificatifs.

**ARTICLE 5 - Engagements de l'Association :****5.1 - Reddition des comptes et contrôle financier :**

L'Association s'engage à communiquer au Département après la date de clôture de son exercice comptable et au plus tard au 30 juin 2023 :

- le bilan, le compte de résultat annuel et le compte de résultat propre aux actions considérées ainsi que ses annexes certifiés par le Président de l'Association ou le Commissaire aux Comptes,
- le rapport produit par le Commissaire aux Comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux Comptes),
- le rapport d'activité de l'année écoulée précisant la réalisation des actions considérées,
- le bilan financier des actions menées sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur simple demande du Conseil départemental de l'utilisation des subventions reçues. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre à ses obligations.

Par ailleurs, l'Association s'engage également à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacune, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente convention voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

5.2 - Information du public :

Les actions de communication entreprises par l'Association devront mentionner le soutien financier du Département des Landes.

A cette fin, le bénéficiaire s'engage à faire état de la participation financière du Département des Landes sur tout support, papier ou numérique et à reproduire le logo type du Département des Landes sur l'ouvrage réalisé.

Seul le logo type dans sa version en vigueur pourra être reproduit ; afin d'en disposer sur tout support, papier ou numérique, le bénéficiaire sollicitera les services du Département (Direction de la Communication : communication@landes.fr).

Toutefois, toute communication ou publication de l'Association, sous quelque forme que ce soit, devra mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Département n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

ARTICLE 6 - Évaluation de la réalisation des actions :

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département des Landes des actions auxquelles il a apporté son concours, notamment par l'accès à tous documents administratifs et comptables utiles à cette fin.

Ce contrôle aurait pour objet d'évaluer les conditions de réalisations des actions considérées d'un point de vue qualitatif et quantitatif.

ARTICLE 7 - Dispositions diverses :**7.1 - durée de la présente convention :**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée, allant du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2023.

7.2 - Contrôle du respect des engagements :

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que les actions précitées à l'article 1 de la présente convention.

L'Association subventionnée s'engage à permettre au Département de procéder à tout moment à tous contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée, éventuellement sur pièces et sur place.

7.3 - Sanctions du non-respect des obligations :

Le Département des Landes peut mettre en cause le montant de l'aide accordée et exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- non-respect des obligations à la charge de l'Association mentionnées dans les présentes,



- modification substantielle des actions engagées par l'Association sans accord préalable du Département des Landes,
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment aux dispositions ayant trait à la transparence financière,
- retard significatif dans l'exécution des obligations à la charge de l'Association.

ARTICLE 8 - Résiliation :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 - Litiges :

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Pau.

Fait à Mont-de-Marsan,
En deux exemplaires originaux, le

Pour le Conseil départemental des Landes,
Le Président du Conseil départemental,

Pour l'AGRAD,
Le Président de l'Association pour la Gestion
du Restaurant Administratif « Daraignez »,

Xavier FORTINON

Lionel FOURNIER



BUDGET PRÉVISIONNEL POUR L'ANNÉE 2022

(Équilibré en dépenses et en recettes)

CADRE BUDGÉTAIRE INDICATIF :

UNIQUEMENT POUR LES ASSOCIATIONS NE POSSÉDANT PAS LEURS PROPRES DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

DÉPENSES Poste de financement à remplir par le demandeur	MONTANT en Euros	RECETTES	MONTANT en Euros
ACHATS			
- Fournitures d'atelier ou d'activités	135 000	- Cotisations	1 600
- Eau, gaz, électricité		- Dons et legs	
- Fournitures d'entretien de bureau	7 000	- Ventes de marchandises	120 000
- Carburant	600	- Prestations de service	
- Véhicule	28 000	- Produits financiers	
SERVICES EXTERNES		- Partenariat (sponsor)	
- Formation des bénévoles			
- Travaux d'entretien et de réparation	5 000	SUBVENTIONS PUBLIQUES	
- Primes d'assurance	1 500	- Subvention xepous	16 000
- Documentation, études, recherches	1 000	- Ville	
- Location immobilière		- État	53 000
- Location mobiliers, matériels		- Région	
AUTRES SERVICES EXTERNES		- Département	270 000
- Honoraires, rémunérations d'intermédiaires	11 000	- Etablissement Public de Coopération Intercommunale (précisez)	
- Publicité, publications		- Participation (Finances et Académie)	6 000
- Transports d'activités et d'animation		- Union Européenne (précisez)	
- Missions et réceptions, déplacements	2 500	- Autre (subvention CE ESAT + Eod)	2 500
- Frais postaux, téléphone	1 000	- Trésorerie disponible au 31 décembre	
- Impôts et taxes		- Auto-financement	66 121
- Site Internet (renouvellement non domo)	36		
- Equipements Sencaes (Matériel et SACen)	3 000		
FRAIS DE PERSONNEL		TOTAL	535 221
- Salaires bruts	335 785		
- Charges sociales de l'employeur			
- Autres ...			
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
- Charges financières :			
• Intérêts des emprunts			
• Autres charges financières			
DOTATIONS			
- Dotations aux amortissements	4 000		
- Dotations aux provisions			
TOTAL	535 221		

Ce document budgétaire doit impérativement être signé et certifié conforme par le Président de l'association ou toute personne ayant reçu pouvoir à cet effet (joindre copie du pouvoir)

Le Président (nom et signature),

FOURNIER Lionel

date : 15/10/2021

DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M 4 Objet : INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Conseillers départementaux en exercice : 30**Votants : 30**Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse,
Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue,
M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° M 4**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

CONSIDERANT le détail des inscriptions budgétaires telles que figurant en annexe I (annexe financière) ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances, Personnel, Administration Générale ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

- de donner acte à M. le Président du Conseil départemental de sa communication portant sur les actions et les aides départementales de l'année 2021 en matière de technologies, d'information et de communication, d'infrastructures, de télécoms et de réseaux, conformément au détail figurant en annexe II.

I – Moyens généraux informatiques et moyens généraux liés aux réseaux et aux frais de télécommunication en 2022 :**1°) Fonctionnement :**

- d'inscrire en fonctionnement au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière) pour :

- différents projets tels qu'identifiés dans le schéma directeur informatique du Département, initiés en 2022, et ce jusqu'en 2025, avec deux axes principaux, en termes d'infrastructure et de sécurité du système d'information ;
- la feuille de route pour les quatre prochaines années qui couvre principalement l'évolution du système d'information (annuaire, messagerie) ;
- de nouveaux outils bureautiques et collaboratifs qui seront mis en œuvre, avec la prise en compte du plan d'aménagement numérique du territoire pour le raccordement en fibre optique des sites du Département, mais aussi des équipements et services liés au télétravail et aux besoins de mobilité ;
- la nécessaire augmentation du niveau de sécurité du système d'information par la mise en place d'une gouvernance globale tenant compte des aspects réglementaires et techniques ;



- les frais de télécommunication, la gestion des copieurs (location mobilière), l'entretien et la maintenance des systèmes de téléphonie, l'acquisition de petits matériels et fournitures, différentes prestations de services comme l'hébergement des sites Internet par un prestataire extérieur et des prestations d'accompagnement liées au renouvellement des outils bureautiques et aux projets de sécurité informatique, conformément aux orientations du schéma directeur informatique susvisé,

un crédit d'un montant de..... 1 200 500 €

- d'inscrire en recette au Budget Primitif 2022 dans le cadre des refacturations effectuées par le Département au titre de ses différents budgets annexes (concernant les frais de télécommunications et la maintenance des matériels informatiques assurée par l'ALPI), la somme de50 000 €

2°) Investissement :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en investissement, dans le cadre des immobilisations corporelles et incorporelles liées aux secteurs de l'informatique et de la téléphonie, conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière), un crédit total de.....680 000 €

dans le cadre en particulier de l'achat matériel (incluant les investissements liés au plan de continuité informatique), du projet d'interconnexion des sites du Département, et des travaux sur les réseaux.

II – Adhésion aux programmes du Syndicat Mixte ALPI (Agence Landaise Pour l'Informatique) :

compte tenu de l'adhésion du Département depuis 2004 au Syndicat Mixte ALPI, structure de mutualisation informatique, dont la mission est d'accompagner ses adhérents dans leurs choix et de les assister dans leur utilisation quotidienne de l'outil informatique au travers de services de conseil, formation, maintenance, développement, etc.

1°) Plan départemental d'inclusion numérique :

compte tenu de la stratégie nationale d'inclusion numérique visant, en lien avec les collectivités territoriales et les autres acteurs de l'inclusion numérique, à en développer les usages, qu'il s'agisse d'effectuer des démarches administratives courantes, de rechercher un emploi, d'accéder à l'information ou encore de renforcer le lien social,

considérant que le Département des Landes, chef de file des solidarités sociales et territoriales, entend poursuivre le défi majeur de l'inclusion numérique aux côtés de l'Etat et de l'ensemble des acteurs du territoire (communes, EPCI, administrations, associations, etc.) en s'engageant dans une action structurante,

considérant la signature le 26 février 2021 d'un Accord préalable de principe entre l'Etat, le Département et l'ALPI en faveur du déploiement des « *Conseillers Numériques France Services* » au service de l'inclusion numérique (délibération n° Ed-1/1 de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020), afin d'accompagner les Landais à l'usage des nouveaux outils numériques, et du soutien à ce titre de l'Etat,

compte tenu :

- du recrutement par le Département dans ce cadre de 7 conseillers numériques (six conseillers numériques pour les six circonscriptions regroupant les 27 Maisons Landaises de la Solidarité), et d'un autre conseiller numérique au bénéfice de la Maison Landaise des Personnes Handicapées à Mont-de-Marsan (MLPH),
- de la labellisation de 8 lieux de médiation numérique au dispositif de chèque numérique APTIC, permettant de payer la labellisation des lieux d'accueil de services de médiation numérique, notamment l'apprentissage des techniques d'usage des outils numériques,
- de l'accompagnement par l'ALPI du déploiement de ce dispositif sur tout le territoire landais et des structures qui veulent se faire labelliser,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en Fonctionnement (Subventions) :

- participation du Département des Landes au titre du plan départemental d'inclusion numérique, dont le réseau est animé par l'ALPI :30 000 €
- labellisation des lieux d'accueil de médiation numérique3 000 €

- d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à poursuivre la démarche susvisée et à signer tout document relatif au soutien au dispositif d'inclusion numérique et au déploiement des conseillers numériques.

2°) Participation statutaire ALPI :

- d'accorder au syndicat mixte « Agence Landaise Pour l'Informatique » (ALPI), au titre de l'année 2022, les participations suivantes :

- adhésion au Syndicat mixte ALPI, qui comprend notamment l'accès au catalogue des formations informatiques pour tous les agents du Département..... 19 000 €
- subvention de péréquation (pacte financier)..... 150 000 €
- maintenance des matériels et équipements informatiques.....125 000 €
- mise à disposition et maintenance de logiciels.....241 300 €

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 les crédits correspondants, conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière).

III – Mise en place d'outils informatiques en 2022 :

conformément au tableau figurant en annexe I (annexe financière),

1°) Investissement :

- d'inscrire au Budget primitif 2022, dans le cadre de la poursuite de l'informatisation des services du Département (annexe III), afin d'acquérir de nouveaux outils informatiques, un crédit global de 498 000 €

2°) Fonctionnement :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, dans le cadre de la maintenance externe des applications informatiques du Département et des prestations techniques associées, un crédit en fonctionnement de 300 000 €



IV – Renouvellements d’adhésions du Département à diverses associations– cotisations 2022 :

- d’inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au tableau figurant en annexe I (annexe financière),

- pour l’Association AVICCA (Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l’Audiovisuel),

un crédit d’un montant de 2 300 €

- pour l’Association EDESS (Echanges de Données dans l’Espace Sanitaire et Social), compte tenu du développement et de la maintenance dans le cadre du projet ESPPADOM (Echanges financeurs prestataires pour les services à domicile auprès des personnes en perte d’autonomie) d’un standard d’échanges pour dématérialiser les relations entre les départements et les prestataires de services aux personnes en perte d’autonomie au domicile,

un crédit d’un montant de 850 €

- pour l’Association A.C.T.C.U. Cegid Public (Association des Collectivités Territoriales et Etablissements Publics rattachés Utilisateurs Cegid Public), compte tenu de l’étude des besoins des collectivités locales, établissements publics rattachés et établissements publics d’Etat, dans le but de collaborer avec la société CEGID Public, distributeur des marques CIVITAS (logiciels de ressources humaines et de gestion financière), pour assurer une exploitation optimale de la gamme progicielle proposée par cet éditeur,

un crédit d’un montant de 500 €

- pour le RESAH (Réseau des Acheteurs Hospitaliers) dans le cadre de l’accès au catalogue de la centrale d’achat couvrant les besoins en matière de télécommunications du Département (téléphonie fixe, accès Internet, Interconnexions des sites), aux prestations d’hébergement Cloud Hybride avec services et offre de Cybersécurité, formule « *sécurité* » et gestion des réseaux informatiques,

un crédit d’un montant de 5 300 €

qui permettra, à M. le Président du Conseil départemental, à l’appel des cotisations 2022 desdites associations, de libérer les crédits nécessaires aux renouvellements d’adhésions du Département des Landes à ces structures, conformément à la délibération n° 5 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021.

V - Transformation numérique pour les territoires :

compte tenu du souhait par l'Etat d'accélérer la transformation numérique et dans le cadre du plan de relance, d'accompagner cette transformation numérique au service des usagers et des agents du service public,

considérant que le Département s'est emparé de ce dispositif et a déposé quatre dossiers auprès de France Relance afin de se doter de plusieurs outils et prestations d'accompagnement (délibération n° B 1 de l'Assemblée départementale du 6 mai 2021),

- d'approuver la poursuite de la mise en place en 2022 de plusieurs outils, couplés avec le dispositif d'inclusion numérique, à savoir :

- solution de Gestion de la Relation Citoyen (GRC), afin de permettre de répondre à l'objectif du programme « *Action publique 2022* » et de moderniser les relations entre les usagers et le Département, ce portail de GRC :
 - apportant une offre de services aux citoyens en facilitant les démarches et échanges avec l'administration,
 - offrant un service dématérialisé sur plusieurs canaux,
 - permettant une optimisation des modes de fonctionnement interne et la mise en place facilitée de nouveaux téléservices,
- prestations d'accompagnement autour de projets de sécurisation des systèmes d'information,
- interface entre le portail de la Gestion de la Relation Citoyen et le connecteur FranceConnect, qui permet de se connecter pour effectuer une démarche en ligne avec un identifiant dont dispose les usagers, comme celui par exemple des impôts, de la Sécurité sociale, ou l'identité numérique de la Poste.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 dans le cadre des subventions liées à ces projets, une recette de 154 400 €

*

*

*



- d'approuver ainsi le détail des inscriptions budgétaires 2022 afférentes, en investissement et en fonctionnement, tel que figurant en annexe I (annexe financière) à la présente délibération.

Le Président,

Xavier FORTINON



LE SERVICE DES USAGES NUMERIQUES

INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP - BP :

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	DEPENSES Crédits 2022	RECETTES Crédits 2022
INVESTISSEMENT	20	0202	LOGICIELS ET LICENCES	648 000 €	
			ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	30 000 €	
	21		AUTOCOM MAT. TELEPHONE	50 000 €	
			MAT. & MOB INFORMATIQUE & MAT. INFO	410 000 €	
			MATERIEL INFORMATIQUE ADAPTE	25 000 €	
	23		TRAV INSTALL RESEAUX	15 000 €	
Ss Total Investissement				1 178 000 €	
FONCTIONNEMENT	011	0202	MAINTENANCE SYSTEMES INFORMATIQUES	300 000 €	
			HEBERGEMENT SITES INTERNET	44 000 €	
			TELECOM & LIAISON INTERNET	495 500 €	
			ENTRETIEN MAINTENANCE TELEPHONE	20 000 €	
			PRESTATIONS DE SERVICES SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE	100 000 €	
			SCHEMA DIRECTEUR INFORMATIQUE-PROJET SECU INFORMATIQUE	200 000 €	
			PRESTATION DE SERVICE	130 000 €	
			ACQ. PETIT MAT INF	34 000 €	
			LOCATIONS COPIEURS	76 000 €	
			CONSOMMABLES IMPRIMANTES	52 500 €	
		621	LOCATIONS COPIEURS UTD	9 500 €	
		621	FRAIS DE TELECOM UTD CE	39 000 €	



SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	DEPENSES Crédits 2022	RECETTES 2022
		68	COTISATION ASSOCIATIONS	8 950 €	
FONCTIONNEMENT	65	0202	PART. SM ALPI / ADHESION	19 000 €	
			SUBV. PEREQUATION SM ALPI	150 000 €	
			PART AU S.M. ALPI LOGICIEL	241 300 €	
			PART. SM ALPI / MAINTENANCE	125 000 €	
			STRATEGIE NUMERIQUE INCLUSIF	33 000 €	
	70	0202	REMBOURSEMENT DE FRAIS AUX BUDGETS ANNEXES		50 000 €
	74	0202	PLAN DE RELANCE		50 000 €
	13	0202	PLAN DE RELANCE		104 400 €
Ss Total Fonctionnement				2 077 750 €	204 400 €
TOTAL GENERAL				3 255 750 €	204 400 €



Annexe II – BP 2022 – BILAN 2021 :

Equipement des services départementaux autour des moyens généraux informatiques, réseaux et télécommunications – Bilan 2021

Au cours de l'année 2021 le Service des Usages Numériques a mené d'autres projets d'équipement des services départementaux en autour des moyens généraux informatiques, réseaux et télécommunications :

- La formalisation du schéma directeur informatique portant sur deux axes principaux, l'infrastructure et la sécurité du système d'information. La feuille de route pour les quatre prochaines années couvre différents domaines et principalement l'évolution de composants majeurs du système d'informations (annuaire, messagerie). De nouveaux outils bureautiques et collaboratifs seront mis en œuvre, avec la prise en compte du plan d'aménagement numérique du territoire pour le raccordement en fibre optique des sites du Département, mais aussi des équipements et services liés au télétravail et aux besoins de mobilité, et la nécessaire augmentation du niveau de sécurité du système d'information par la mise en place d'une gouvernance globale tenant compte des aspects réglementaires et techniques.
- la généralisation du projet d'uniformisation des systèmes de téléphonie visant à constituer un annuaire unique pour tous les sites du Département (il reste cinq sites à migrer sur un total de soixante-quinze) ;
- le remplacement des équipements réseaux des centres de données et de l'ensemble des répartiteurs de l'Hôtel du Département ;
- l'augmentation de la volumétrie du système de stockage en haute disponibilité ;
- le remplacement du logiciel de gestion et des postes téléphoniques des agents assurant la réception des appels de l'Hôtel du département, dont le poste non-voyant ;
- l'inventaire et le traitement des données à caractère personnel en collaboration avec le délégué à la protection des données et les référents des différents services ;
- le remplacement d'une partie des ordinateurs dans le cadre du renouvellement du parc matériel et la fourniture d'équipements aux agents liée à la mise en place du télétravail ;
- l'ajustement et la stabilisation du parc informatique, la volumétrie des équipements de celui-ci ayant augmenté afin de pouvoir répondre aux enjeux de la crise sanitaire ;
- le renouvellement et la mise en place de divers équipements informatiques : écrans, serveurs, commutateurs du réseau de stockage, moyens d'impressions mutualisés ;
- la préparation de matériels informatiques réformés en vue de leur vente aux enchères ou de leur mise au rebut.
- le traitement par les équipes en charge du support informatique et téléphonique de 7 800 demandes d'assistance d'agents de la collectivité (conseil, dépannage téléphonique ou sur site, installation, dotation, changement de cartouches). Les techniciens de l'Agence Landaise Pour l'Informatique (ALPI), quant à eux, sont intervenus dans le cadre du contrat de maintenance sur les sites déconcentrés à 450 reprises.

BP 2022 - Informatisation des services – Bilan 2021

Dans le cadre des opérations réalisées en 2021, la mise en œuvre de progiciels informatiques et l'acquisition de licences ont été effectuées au profit des services départementaux, au travers de :

- la mise en œuvre d'une interface entre le progiciel financier et le logiciel d'aides versées ;
- la mise en œuvre du flux PES –Protocole d'Echange Standard - marché en lien avec la Paierie départementale ;
- la migration du socle technique de l'outil de gestion des aides versées, des demandes de subvention, et des bourses départementales ;
- la migration du progiciel métier pour la gestion de l'Aide Personnalisée pour l'Autonomie (APA) ;
- la mise en place d'un Extranet pour les notaires ;
- la mise en œuvre de différents dispositifs d'aides dématérialisés :
 - Soutien aux étudiants boursiers
 - Fonds de solidarité aux associations lié à la Covid-19
 - Aide aux permis de conduire
- la mise à jour du socle technique du logiciel de RH ;
- la mise à jour du logiciel de gestion des demandes pour les CLIC ;
- le changement du socle technique du logiciel du RSA ;
- la mise en place de modules applicatifs répondant au plan de lutte contre la pauvreté mis en place par le Département ;
- la mise en œuvre d'un outil de gestion de projets transverse à toutes les directions ;
- l'actualisation des référentiels métiers et des bases de données géographiques du système d'information géographique ;
- Le développement, pour les agents de la collectivité, d'interfaces de saisies cartographiques;
- la mise à jour de briques fonctionnelles du système d'archivage électronique ;
- la mise en œuvre d'une interface permettant de déverser les dossiers et procès-verbaux de séance depuis le progiciel de dématérialisation des actes du secrétariat des Assemblées vers le système d'archivage électronique du Département ;
- l'acquisition de diverses licences logicielles.

En 2021, d'autres actions, liées à des développements informatiques effectués en interne, ou modifications fonctionnelles de progiciels existants ont permis de faire évoluer certains outils numériques au profit des usagers et des agents :

- le développement d'une interface à destination des principaux des collèges, afin que ces derniers puissent gérer le filtrage des sites internet à l'intérieur de leur établissement ;
- la mise en place du formulaire dématérialisé des Prêts d'Honneur d'Etudes, qui permet désormais aux usagers landais de saisir leur demande en ligne, et aux agents de la direction de l'Education de la Jeunesse et des Sports de traiter ces dossiers plus rapidement ;
- la refonte du logiciel destiné au SAPAL (Service d'Animation de Prévention et d'Accompagnement des Landes) : gestion des activités, adhérents,... ;
- le BPC40 #2 : outil de réservation en ligne pour organiser des sessions d'échanges entre les porteurs de projet et les agents du service démocratie participative ; mise en place du formulaire d'inscription à la soirée de lancement ;
- le développement, pour les agents de la direction de l'Aménagement, d'un logiciel permettant de gérer le domaine public et notamment les arrêtés de voirie ;
- le développement d'un logiciel de gestion de contrôle des mandats pour les agents de la Direction des Finances, permettant un traitement optimisé de ce contrôle.
- le développement d'un logiciel de Pilotage des achats alimentaires, destiné aux collectivités, donnant un accès à différentes statistiques sur les volumes, coûts, familles de produit, fournisseurs, et autres caractéristiques (signe de qualité, provenance,...).



Annexe III

BP 2022 - Projets mis en œuvre ou poursuivis en 2022 des outils informatiques :

- la mise en œuvre d'un outil de gestion de projets ;
- la mise en place de nouveaux modules PMI - Protection Maternelle Infantile - pour la gestion des Centres de Planification et d'Education Familiale (CPEF) et des bilans de santé en écoles maternelles ;
- la migration du progiciel métier pour la gestion de l'Aide Personnalisée pour l'Autonomie (APA),

et de mettre en œuvre et de poursuivre :

- la mise en œuvre d'une base de données multimédia ;
- la mise en œuvre de différents dispositifs d'aides dématérialisés ;
- le remplacement de l'outil de gestion des aides versées, des demandes de subvention, et des bourses départementales ;
- le changement du progiciel de rédaction et de gestion des marchés publics.
- le déploiement d'une solution informatisée pour la gestion des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) ;
- le déploiement de modules applicatifs répondant au plan de lutte contre la pauvreté mis en place par le Département ;
- la mise à jour du logiciel de gestion financière permettant un passage à la nomenclature comptable M57 ainsi que la nouvelle nomenclature marché ;
- la mise à jour du socle technique du logiciel de gestion financière ;
- la mise en œuvre d'un outil de pilotage du budget ;
- la mise en œuvre d'une gestion de main courante informatisée ;
- l'étude sur la mise en œuvre d'une gestion de maintenance assistée par ordinateur ;
- le remplacement de l'outil de télétransmission des actes faits par les sages-femmes et médecins en PMI ;
- la mise à jour du logiciel d'inventaires en ligne des archives départementales ;
- la mise à disposition de données dans le cadre d'un portail Open DATA en lien avec certains partenaires institutionnels ;
- l'évolution de la page Internet des travaux et autres événements sur le réseau routier départemental avec un enrichissement des données ;
- la mise en œuvre d'un portail de gestion de la relation citoyen interfacée avec certains outils de gestion pour les téléservices du Département ;
- la mise en place d'un agent conversationnel à intelligence artificielle pour guider les usagers dans leurs démarches dématérialisées ;
- l'étude sur le déploiement d'une interface cartographique de type WEB SIG ;
- l'acquisition de diverses licences logicielles et certificats électroniques serveurs et personnels.



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M 5 Objet : PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS -
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 26 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech,
Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon,
Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot,
Mme Muriel Lagorce, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse,
Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue,
M. Boris Vallaud.

CONTRE : 4 Mme Martine Dedieu, M. Julien Dubois, M. Christophe Labruyère,
Mme Hélène Larrezet.

ABSTENTION : 0



N° M 5

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le règlement financier départemental adopté le 7 novembre 2008 ;

VU le projet de Budget Primitif 2021 ;

VU les modifications apportées à ce projet ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances, Personnel, Administration générale ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

- d'entériner la liste ci-annexée (annexe I) récapitulant la situation des autorisations de programme et de leurs crédits de paiement à l'issue du Budget Primitif 2022 et les AP soldées (annexe II).

Le Président,

Xavier FORTINON



BUDGET PRIMITIF 2022
TABLEAU DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

OPERATION	OPERATION NATURE	TYPE AP	Secteur/Direction	INTITULE DE L'AP	APURISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT					
					MONTANT AP ACTUELISE APRES DM2 2021	Montant Réalisé au 31/12/2021	Ajustements AP antérieures	SOLDE AP ANTERIEURES A FINANCER	AP nouvelles 2022	SOLDE AP Prévisionnel A FINANCER A/C du 1er janvier 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025	CP ouverts au titre de 2026	CP ouverts au titre de 2027
					a	b	c	d=a-b+c	e	f=d+e	g	h	i	j	k	l
RESEAUX INFRASTRUCTURES																
INFRASTRUCTURES																
9000031	31	S	AM	S 031 ETUDES LGV BX TOULOUSE & BX ESPAGNE (2009)	1 204 251,64	1 169 251,64		35 000,00		35 000,00						
				LGV	1 204 251,64	1 169 251,64	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00						
0000150	420	T	AM	T 420 OPERATIONS PONCTUELLES 2014 EX RN	3 133 384,83	2 201 637,98	-37 746,85	894 000,00		894 000,00						
0000100	589	T	AM	T 589 OPERATIONS PONCTUELLES RD 2017	1 657 233,47	1 516 643,55	-589,92	140 000,00		140 000,00						
0000100	713	T	AM	T 713 OPERATIONS PONCTUELLES 2020 - RD	1 841 129,40	335 081,55	-3 028,00	1 503 019,85		1 503 019,85						
0000100	780	T	AM	T 780 OPERATIONS PONCTUELLES 2021	8 964 000,00	1 647 779,34	2 191 405,23	9 507 625,89		9 507 625,89						
0000100	823	T	AM	T 823 OPERATIONS PONCTUELLES 2022 RD	0,00	0,00	0,00	0,00	975 000,00	975 000,00						
				VOIRIE PROGRAMME COURANT	15 595 747,70	5 701 142,42	2 150 040,46	12 044 645,74	975 000,00	13 019 645,74						
0000100	615	T	AM	T 615 VIEUX PONT DE DAX - RD 947	500 000,00	49 048,44	449 048,44	900 000,00		900 000,00						
0000100	616	T	AM	T 616 Etudes ouvrages de décharge à GOUSSE et pont de PONTONX - RD 10	500 000,00	37 578,42		462 421,58		462 421,58						
0000100	618	T	AM	T 618 PONT DE SAUBUSSE - RD 17	1 550 407,47	1 460 342,42		90 065,05		90 065,05						
0000100	708	T	AM	T 708 ETUDE PONT DE SORDE L'ABBAYE	400 000,00	130 312,00		269 688,00		269 688,00						
0000100	766	T	AM	T 766 PONT SUR L'ADOUR A MUGRON RD3	1 650 000,00	0,00		1 650 000,00		1 650 000,00						
0000150	810	T	AM	T 810 PONT DU BOURRUS RD 824 ST PIERRE DU MONT	600 000,00	0,00		600 000,00		600 000,00						
0000100	811	T	AM	T 811 PONT DU MORT RD 626 ST PAUL EN BORN	880 000,00	0,00		880 000,00		880 000,00						
0000100	821	T	AM	T 821 RD 123 PONT DE SORDE TRAVAUX 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	4 300 000,00	4 300 000,00						
0000100	822	T	AM	T 822 RD 10 OUVRAGES DECHARGE GOUSSE ET PONT DE PONTONX TRVX 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200 000,00	5 200 000,00						
				VOIRIE OUVRAGES D'ART	6 080 407,47	1 677 281,28	449 048,44	4 852 174,63	9 500 000,00	14 352 174,63						
0000106	121	T	AM	T 121 LIAISON A65 LE CALOY (2010)	200 000,00	52 088,47		147 911,53		147 911,53						
0000100	361	T	AM	T 361 CONTOURNEMENT PORT DE TARNOS ETUDES (2013)	360 000,00	231 980,11		128 019,89		128 019,89						
0000109	487	T	AM	T 487 RD 85 TARNOS DESSERTE SITE HELICOPTER ENGINES (ex TURBOMECA)	340 000,00	236 966,78		103 033,22		103 033,22						
0000100	547	T	AM	T 547 VOIE DE CONTOURNEMENT PORT DE TARNOS	7 740 000,00	1 002 540,61		6 737 459,39		6 737 459,39						
0000100	779	T	AM	T 779 RD 932E ENTRE EST DE MONT DE MARSAN	2 244 000,00	0,00		2 244 000,00		2 244 000,00						
				VOIRIE - GRANDS TRAVAUX ET PROG EXCEPTIONNELS	10 884 000,00	1 523 575,97	0,00	9 360 424,03	0,00	9 360 424,03						
9000592	592	S	AM	S 592 AMENAGEMENTS A64	7 000 000,00	1 121 149,31	200 000,00	6 078 850,69		6 078 850,69						
9000650	650	S	AM	S 650 AIDE AUX COMMUNES ET E.P.C.I pour la voirie - INTEMPERIES 2018	416 596,10	394 465,97		22 130,13		22 130,13						
2101241	809	S	AM	S 809 AIDE AUX COMMUNES ET E.P.C.I pour la voirie - INTEMPERIES 2020	500 000,00	0,00		500 000,00		500 000,00						
				VOIRIE - SUBVENTIONS	7 916 596,10	1 515 615,28	200 000,00	6 600 980,82	0,00	6 600 980,82						
9000522	522	T	AM	T 522 CONSTRUCTION CE DE ST MARTIN DE SEIGNANX	750 000,00	7 642,00		742 358,00		742 358,00						
9000662	662	T	AM	T 662 CENTRE EXPLOITATION DAX	630 000,00	0,00		630 000,00		630 000,00						
9000711	711	T	AM	T 711 ETUDE PARL ET CENTRE D'EXPLOITATION DE SAINT SEVER	500 000,00	30 374,52	1 000 000,00	1 469 625,48		1 469 625,48						
				UNITES TERRITORIALES	1 880 000,00	38 016,52	1 000 000,00	2 841 983,48	0,00	2 841 983,48						
9000484	484	S	TIC	S 484 PLAN TRES HAUT DEBIT	25 200 000,00	20 548 412,26		4 651 587,74		4 651 587,74						
9000693	693	S	TIC	S 693 APPEL A MANIFESTATION D'ENGAGEMENT LOCALUX (AMEL)	10 000 000,00	5 000 000,00		5 000 000,00		5 000 000,00						
				AUTRES RESEAUX	35 200 000,00	25 548 412,26	0,00	9 651 587,74	0,00	9 651 587,74						
20000141	748	T	AM	T 748 CONSTRUCTION CASERNE SOIS PISOS	1 200 000,00	12 720,00		1 187 280,00		1 187 280,00						
					1 200 000,00	12 720,00	0,00	1 187 280,00	0,00	1 187 280,00						
				INFRASTRUCTURES	79 961 002,91	37 186 015,37	3 799 088,90	46 574 076,44	10 475 000,00	57 049 076,44						
RESEAUX																
9000559	559	S	AER	S 559 ASSAINISSEMENT RURAL 2017	463 000,00	416 147,29		46 852,71		46 852,71						
9000601	601	S	AER	S 601 ASSAINISSEMENT RURAL 2018	549 850,00	468 307,03		81 542,97		81 542,97						
9000677	677	S	AER	S 677 ASSAINISSEMENT RURAL 2019	171 000,00	113 725,00		57 275,00		57 275,00						
9000726	726	S	AER	S 726 ASSAINISSEMENT RURAL 2020	448 225,00	209 284,96		238 940,04		238 940,04						
20000941	792	S	AER	S 792 ASSAINISSEMENT RURAL 2021	400 000,00	171 150,00	66 000,00	294 850,00		294 850,00						
2101761	841	S	AER	S 841 ASSAINISSEMENT RURAL 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00						
				Sous Total- ASSAINISSEMENT	2 032 075,00	1 378 614,28	66 000,00	719 460,72	1 300 000,00	2 019 460,72						
9000512	512	S	AER	S 512 ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2016	252 350,00	243 895,00		8 455,00		8 455,00						
9000560	560	S	AER	S 560 ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2017	282 000,00	242 939,95		39 060,05		39 060,05						
9000602	602	S	AER	S 602 ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2018	749 130,00	650 147,99		98 982,01		98 982,01						
9000678	678	S	AER	S 678 ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2019	654 000,00	566 864,69		87 135,31		87 135,31						
9000729	729	S	AER	S 729 ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2020	653 390,00	377 178,30		276 211,70		276 211,70						
20000961	793	S	AER	S 793 ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2021	655 000,00	54 450,00	-60 000,00	540 550,00		540 550,00						
				Sous Total - ASSAINISSEMENT SYDEC	3 245 870,00	2 135 475,93	-60 000,00	1 050 394,07	0,00	1 050 394,07						
				ASSAINISSEMENT	5 277 945,00	3 514 090,21	6 000,00	1 769 854,79	1 300 000,00	3 069 854,79						



BUDGET PRIMITIF 2022
TABEAU DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

OPERATION	OPERATION NATURE	TYPE AP	Secteur/Direction	INTITULE DE L'AP	APURISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT					
					MONTANT AP ACTUELISE APRES DM2 2021	Montant Réalisé au 31/12/2021	Ajustements AP antérieures	SOLDE AP ANTERIEURES A FINANCER	AP nouvelles 2022	SOLDE AP Prévisionnel A FINANCER A/C du 1er janvier 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025	CP ouverts au titre de 2026	CP ouverts au titre de 2027
					a	b	c	d=a-b+c	e	f=d+e	g	h	i	j	k	l
9000679	679	S	AER	S 679 ALIMENTATION EAU POTABLE 2019	61 000,00	30 162,30		30 837,70		30 837,70	30 500,00	337,70				
9000727	727	S	AER	S 727 ALIMENTATION EAU POTABLE 2020	197 466,00	66 466,56		130 999,44		130 999,44	100 000,00	30 999,44				
20000981	794	S	AER	S 794 ALIMENTATION EAU POTABLE RURAL 2021	161 800,00	0,00	-9 000,00	152 800,00		152 800,00	66 300,00	86 500,00				
2101781	843	S	AER	S 843 ALIMENTATION EAU POTABLE RURAL AEP 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	600 000,00	140 000,00	260 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
				Sous Total 1- AEP	420 266,00	96 628,86	-9 000,00	314 637,14	600 000,00	914 637,14	336 800,00	377 837,14	200 000,00	0,00	0,00	0,00
9000510	510	S	AER	S 510 SUBV SYDEC (AEP) 2016	273 475,00	152 396,27		121 078,73		121 078,73	59 318,51	61 760,22				
9000680	680	S	AER	S 680 SUBV SYDEC (AEP) 2019	189 000,00	126 860,98		62 139,02		62 139,02	58 700,00	3 439,02				
9000728	728	S	AER	S 728 SUBV AEP SYDEC 2020	200 000,00	32 400,00		167 600,00		167 600,00	150 000,00	17 600,00				
20000982	795	S	AER	S 795 SUBV AEP RURAL SYDEC 2021	483 200,00	51 116,09	-2 000,00	430 083,91		430 083,91	129 200,00	207 286,87	93 597,04			
21001301	813	T	AER	T 813 ETUDES FAISABILITE MEP PILOTES POUR TRAITEMENT MICRO POLLUANTS	100 000,00	0,00		100 000,00		100 000,00	75 000,00	25 000,00				
				Sous Total 2- AEP SYDEC	1 245 675,00	362 773,34	-2 000,00	880 901,66	0,00	880 901,66	472 218,51	315 086,11	93 597,04	0,00	0,00	0,00
				ALIMENTATION EAU POTABLE	1 665 941,00	459 402,20	-11 000,00	1 195 538,80	600 000,00	1 795 538,80	809 018,51	692 923,25	293 597,04	0,00	0,00	0,00
9000692	692	T	AER	T 692 FORAGE RECONNAISSANCE	600 000,00	568 139,35	530,74	32 391,39		32 391,39	32 391,39					
20001001	799	T	AER	T 799 SURVEILLANCE AQUIFERES 2021	125 000,00	60 043,06		64 956,94		64 956,94	45 000,00	19 956,94				
21001281	812	T	AER	T 812 SECURISATION DU SUD OUEST LITTORAL	400 000,00	0,00		400 000,00		400 000,00	167 608,61	232 391,39				
				HYDROGEOLOGIE	1 125 000,00	628 182,41	530,74	497 348,33	0,00	497 348,33	245 000,00	252 348,33	0,00	0,00	0,00	0,00
				RESEAUX	8 068 886,00	4 601 674,82	-4 469,26	3 462 741,92	1 900 000,00	5 362 741,92	2 070 717,51	2 231 127,37	1 060 897,04	0,00	0,00	0,00
				RESEAUX INFRASTRUCTURES	88 029 888,91	41 787 690,19	3 794 619,64	50 036 818,36	12 375 000,00	62 411 818,36	20 385 417,51	26 571 523,90	13 306 400,78	2 148 476,17	0,00	0,00
EDUCATION CULTURE JEUNESSE ET SPORTS																
EDUCATION																
9000596	596	S	ED	S 596 AIDES COMMUNES SECURISATION DES GROUPES SCOLAIRES 2017	200 000,00	35 757,54		164 242,46		164 242,46	20 000,00	20 000,00	124 242,46			
9000597	597	S	ED	S 597 AIDES COMMUNES CONSTRUCTION SCOLAIRES 2018	900 000,00	738 845,90		161 154,10		161 154,10	150 000,00	11 154,10				
9000652	652	S	ED	S 652 SUBV CONST. SCOLAIRES 2019 1er DEGRE	850 000,00	534 374,16		315 625,84		315 625,84	285 000,00	30 625,84				
9000696	696	S	ED	S 696 SUBV CONST. SCOLAIRES 2020 1er DEGRE	400 000,00	55 920,09		344 079,91		344 079,91	69 000,00	200 000,00	75 079,91			
2000541	772	S	ED	S 772 SUBV CONST. SCOLAIRES 2021 1er DEGRE	750 000,00	57 583,04		692 416,96		692 416,96	160 000,00	160 000,00	200 000,00	172 416,96		
2101921	850	S	ED	S 850 SUBV CONST. SCOLAIRES 2022 1er DEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00	750 000,00	350 000,00	350 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
				CONSTRUCTIONS 1ER DEGRE	3 100 000,00	1 422 480,73	0,00	1 677 519,27	750 000,00	2 427 519,27	1 034 000,00	771 779,94	449 322,37	172 416,96	0,00	0,00
9000490	490	S	ED	S 490 AIDES COMMUNES EQUIP SPORTIF COLLEGES 2016	850 000,00	625 592,70		224 407,30		224 407,30	109 000,00	115 407,30				
9000553	553	S	ED	S 553 AIDES COMMUNES EQUIP SPORTIF COLLEGES 2017	200 000,00	167 657,07		32 342,93		32 342,93	20 000,00	12 342,93				
9000599	599	S	ED	S 599 AIDES COMMUNES EQUIP SPORTIF COLLEGES 2018	350 000,00	309 098,32		40 901,68		40 901,68	35 000,00	5 901,68				
9000654	654	S	ED	S 654 AIDE COMMUNES EQUIP SPORTIF COLLEGES 2019	900 000,00	538 630,69		361 369,31		361 369,31	190 000,00	171 369,31				
9000698	698	S	ED	S 698 AIDE COMMUNES EQUIP SPORTIF COLLEGES 2020	700 000,00	263 320,23		436 679,77		436 679,77	100 000,00	150 000,00	146 679,77	40 000,00		
2000701	777	S	ED	S 777 AIDE COMMUNES EQUIP SPORTIF COLLEGES 2021	1 300 000,00	1 190,99		1 298 809,01		1 298 809,01	200 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	198 809,01	
2101942	851	S	ED	S 851 AIDE COMMUNES EQUIP SPORTIF COLLEGES 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	700 000,00	330 000,00	250 000,00	120 000,00			
				AIDES COMMUNES EQUIP SPORTIF COLLEGES	4 300 000,00	1 905 490,00	0,00	2 394 510,00	700 000,00	3 094 510,00	984 000,00	1 005 021,22	566 679,77	340 000,00	198 809,01	0,00
0000200	523	T	AM	T 523 COLLEGE DE CAPBRETON RESTRUCTURATION	8 074 023,67	1 378 529,59		6 695 494,08		6 695 494,08	150 000,00	700 000,00	2 000 000,00	2 845 000,00	1 000 494,08	
0000208	524	T	AM	T 524 NOUVEAU COLLEGE D'ANGHRI SSE (2016)	13 235 024,16	12 740 135,17	-267 000,00	227 888,99		227 888,99	200 000,00	27 888,99				
				COLLEGES NEUFS	21 309 047,83	14 118 664,76	-267 000,00	6 923 383,07	0,00	6 923 383,07	350 000,00	727 888,99	2 000 000,00	2 845 000,00	1 000 494,08	0,00
0000200	244	T	AM	T 244 COLLEGE MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE HANDICAPES (2012)	3 200 000,00	2 536 512,58		663 487,42		663 487,42	150 000,00	513 487,42				
0000200	410	T	AM	T 410 RESTRUCTURATION COLLEGE DE GRENADE	4 500 000,00	3 710 444,64		789 555,36		789 555,36	650 000,00	139 555,36				
0000200	459	T	AM	T 459 COLLEGE DE SAINT PIERRE DU MONT	5 725 000,00	2 850 066,06	300 000,00	3 174 933,94		3 174 933,94	2 070 000,00	700 000,00	404 933,94			
0000200	620	T	AM	T 620 COLLEGE LEON DES LANDES - DAX - DEMI-PENSION	1 870 000,00	687 464,39	117 464,39	1 300 000,00		1 300 000,00	1 300 000,00					
0000200	621	T	AM	T 621 ETUDES COLLEGE PEYREHORADE	400 000,00	0,00		400 000,00		400 000,00	50 000,00	200 000,00	110 000,00	40 000,00		
0000200	622	T	AM	T 622 RESTRUCTURATION COLLEGE RION DES LANDES	2 090 000,00	2 015 022,13	19 022,13	94 000,00		94 000,00	94 000,00					
0000200	709	T	AM	T 709 ETUDES COLLEGE SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE (2020)	1 000 000,00	0,00	2 000 000,00	3 000 000,00		3 000 000,00	20 000,00	300 000,00	800 000,00	1 000 000,00	880 000,00	
0000200	710	T	AM	T 710 ETUDES COLLEGE SOUSTONS (2020)	750 000,00	0,00		750 000,00		750 000,00	75 000,00	0,00	20 000,00	180 000,00	475 000,00	
0000200	764	T	AM	T 764 ETUDES COLLEGE SAINT MARTIN DE SEIGNANX	400 000,00	17 056,67		382 943,33		382 943,33	200 000,00	100 000,00	82 943,33			
0000200	765	T	AM	T 765 ETUDES COLLEGE TARTAS	600 000,00	24 750,00		575 250,00		575 250,00	90 000,00	200 000,00	200 000,00	85 250,00		
0000200	798	T	AM	T 798 RENOVATION COLLEGE GABARRET	3 000 000,00	40 528,06		2 959 471,94		2 959 471,94	650 000,00	900 000,00	800 000,00	609 471,94		
0000200	803	T	AM	T 803 RENOVATION COLLEGE POUILLOIN	1 300 000,00	3 737,49		1 296 262,51		1 296 262,51	300 000,00	500 000,00	496 262,51			
				COLLEGES MISES AUX NORMES RETRUCTURATIONS	24 835 000,00	11 885 582,02	2 436 486,52	15 385 904,50	0,00	15 385 904,50	5 649 000,00	3 553 042,78	2 914 139,78	1 914 721,94	1 355 000,00	0,00
				EDUCATION	53 544 047,83	29 332 217,51	2 169 486,52	26 381 316,84	1 450 000,00	27 831 316,84	8 017 000,00	6 057 732,93	5 930 141,92	5 272 138,90	2 554 303,09	0,00
CULTURE																
9000432	432	S	C	S 432 INVESTISSEMENTS MUSEES ET SITES PATRIMONIAUX	1 030 000,00	321 873,16	500 000,00	1 208 126,84		1 208 126,84	460 000,00	379 064,00	369 062,84			
2000501	769	S	C	S 769 INVESTISSEMENT ET EQUIPEMENT CULTUREL 2021	500 000,00	0,00		500 000,00		500 000,00	200 000,00	150 000,00	150 000,00			



BUDGET PRIMITIF 2022
TABEAU DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

OPERATION	OPERATION NATURE	TYPE AP	Secteur/Direction	INTITULE DE L'AP	APURISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT					
					MONTANT AP ACTUALISE APRES DM2 2021	Montant Réalisé au 31/12/2021	Ajustements AP antérieures	SOLDE AP ANTERIEURES A FINANCER	AP nouvelles 2022	SOLDE AP Prévisionnel A FINANCER A/C du 1er janvier 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025	CP ouverts au titre de 2026	CP ouverts au titre de 2027
					a	b	c	d=a-b+c	e	f=d+e	g	h	i	j	k	l
21101361	816	S	C	S 816 INVESTISSEMENT ET EQUIPEMENT CULTUREL 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	200 000,00	150 000,00	150 000,00			
				EQUIPEMENTS CULTURELS	1 530 000,00	321 873,16	500 000,00	1 708 126,84	500 000,00	2 208 126,84	860 000,00	679 064,00	669 062,84	0,00	0,00	0,00
9000688	688	S	C	S 688 AIDE COMMUNES BIBLIOTHEQUES 2019	400 000,00	312 406,79	18 625,11	106 218,32		106 218,32	106 218,32					
20100501	770	S	C	S 770 AIDE AUX COMMUNES MEDIATHEQUES 2021	400 000,00	0,00	-398 020,00	1 980,00		1 980,00	1 980,00					
21101362	817	S	C	S 817 AIDE AUX COMMUNES MEDIATHEQUES 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00		
				LECTURE PUBLIQUE	800 000,00	312 406,79	-379 394,89	108 198,32	400 000,00	508 198,32	208 198,32	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
9000689	689	S	C	S 689 TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES 2019	200 000,00	152 363,32	-5 420,43	42 216,25		42 216,25	42 216,25					
9000704	704	S	C	S 704 TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES	300 000,00	105 820,74		194 179,26		194 179,26	110 000,00	100 000,00	72 000,00	100 000,00		
20100521	771	S	C	S 771 TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES 2021	300 000,00	18 000,00		282 000,00		282 000,00	100 000,00	100 000,00	72 000,00	100 000,00		
21101363	818	S	C	S 818 TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	100 000,00	80 000,00	60 000,00	60 000,00		
				PATRIMOINE PROTEGE	800 000,00	276 184,06	-5 420,43	518 395,51	300 000,00	818 395,51	383 859,65	242 535,86	132 000,00	60 000,00	0,00	0,00
9000253	253	T	C	T 253 AMENAGEMENTS COURS DE L'ARBAYE (2012)	693 000,00	291 279,08		401 720,92		401 720,92	133 650,00	268 070,92				
9000254	254	T	C	T 254 AMENAGEMENTS ET ENTRETIEN DU SITE UNESCO DE SORDE	288 000,00	92 722,64		195 277,36		195 277,36	115 000,00	80 277,36				
9000412	412	T	C	T 412 ENTRETIEN BATIMENTS SITE ABBAYE D'ARTHOUIS	322 337,42	234 815,21	5 636,68	93 158,89		93 158,89	54 005,01	39 153,88				
9000690	690	S	C	S 690 TX MUSÉE FAIENCE & ARTS DE LA TABLE 2019	170 000,00	52 950,91		117 049,09		117 049,09	105 675,66	11 373,43				
20000161	749	T	AM	T 749 CREATION D'UN POLE IMAGE A DAX	1 420 000,00	338 723,10		1 081 276,90		1 081 276,90	600 000,00	481 276,90				
				BATIMENTS CULTURELS	2 893 337,42	1 010 490,94	5 636,68	1 888 483,16	0,00	1 888 483,16	1 008 330,67	880 152,49	0,00	0,00	0,00	0,00
				CULTURE	6 023 337,42	1 920 954,95	120 821,36	4 223 203,83	1 200 000,00	5 423 203,83	2 460 388,64	1 901 752,35	901 062,84	160 000,00	0,00	0,00
JEUNESSE ET SPORTS																
9000697	697	S	ED	S 697 DISPOSITIF JEUNESSE PROGRAMME (2020)	3 500,00	1 652,91		1 847,09		1 847,09	1 593,00	254,09				
21101943	852	S	ED	S 852 DISPOSITIF JEUNESSE PROGRAMME 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	70 000,00	10 000,00				
9000699	699	S	ED	S 699 DISPOSITIF PDESI (2020)	178 184,00	74 184,00		104 000,00		104 000,00	102 000,00	2 000,00				
20100642	775	S	ED	S 775 DISPOSITIF PDESI (2021)	350 000,00	80 882,29		269 117,71		269 117,71	124 360,00	144 757,71				
21101944	854	S	ED	S 854 DISPOSITIF PDESI 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	120 000,00	80 000,00				
9000701	701	S	AM	S 701 PLAN DE DEVELOPPEMENT CENTRE JEAN UDAQUIOLA (2020)	3 000 000,00	0,00		3 000 000,00		3 000 000,00	100 000,00	100 000,00	2 000 000,00	500 000,00	300 000,00	
				PDESI-JEUNESSE	3 531 684,00	156 719,20	0,00	3 374 964,80	280 000,00	3 654 964,80	517 953,00	337 011,80	2 000 000,00	500 000,00	300 000,00	0,00
9000643	643	S	ED	S 643 CENTRE AQUATIQUE (DAX)	700 000,00	665 000,00		35 000,00		35 000,00	30 000,00	5 000,00				
9000646	646	T	ED	S 646 L'EXTENSION ACASAL	360 000,00	336 375,45		23 624,55		23 624,55	20 000,00	3 624,55				
9000702	702	S	ED	S 702 SIEGE DE LA FFCL (2020)	150 000,00	0,00		150 000,00		150 000,00	75 000,00	75 000,00				
20000202	750	T	AM	T 750 MAISON DEPARTEMENTALE DES SPORTS	3 250 000,00	46 262,52		3 203 737,48		3 203 737,48	150 000,00	2 200 000,00	853 737,48			
20100661	776	S	ED	S 776 MODERNISATION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS D'INTERIEUR DEPARTEMENTAL (2021)	450 000,00	30 595,06		419 404,94		419 404,94	300 000,00	119 404,94				
				EQUIPEMENTS SPORTIFS	4 910 000,00	1 078 233,03	0,00	3 831 766,97	0,00	3 831 766,97	575 000,00	2 403 029,49	853 737,48	0,00	0,00	0,00
				JEUNESSE ET SPORTS	8 441 684,00	1 234 952,23	0,00	7 206 731,77	280 000,00	7 486 731,77	1 092 953,00	2 740 041,29	2 853 737,48	500 000,00	300 000,00	0,00
				EDUCATION CULTURE JEUNESSE ET SPORTS	68 009 069,25	32 488 124,69	2 290 307,88	37 811 252,44	2 930 000,00	40 741 252,44	11 570 341,64	10 699 526,57	9 684 942,24	5 932 138,90	2 854 303,09	0,00
SOLIDARITE																
9000613	613	S	SOL	S 613 EHPAD LABASTIDE/ROUFFORT	2 087 000,00	1 100 000,00		987 000,00		987 000,00	487 000,00	500 000,00				
9000647	647	S	SOL	S 647 RESIDENCES AUTONOMIE	1 705 000,00	682 000,00		1 023 000,00		1 023 000,00	591 000,00	243 000,00	189 000,00			
9000659	659	S	SOL	S 659 EHPAD PISSOS	1 010 000,00	0,00		1 010 000,00		1 010 000,00	250 000,00	260 000,00	250 000,00	250 000,00		
9000660	660	S	SOL	S 660 EHPAD SABRES	1 144 000,00	0,00		1 144 000,00		1 144 000,00	300 000,00	230 000,00	250 000,00	250 000,00	114 000,00	
9000732	732	S	SOL	S 732 EHPAD PONTONX	945 000,00	400 000,00		545 000,00		545 000,00	300 000,00	245 000,00				
9000733	733	S	SOL	S 733 EHPAD AMOU	892 500,00	500 000,00		392 500,00		392 500,00	392 500,00					
20000081	745	S	SOL	S 745 EHPAD SAMADET	472 500,00	100 000,00		372 500,00		372 500,00	100 000,00	200 000,00	72 500,00			
21101163	806	S	SOL	S 806 AIDE A L'INVESTISSEMENT DANS LES EHPAD LANDAIS	14 000 000,00	100 000,00		13 900 000,00		13 900 000,00	800 000,00	2 499 000,00	3 500 000,00	3 500 000,00	3 601 000,00	
21101181	807	S	SOL	S 807 RESIDENCES AUTONOMIE - AAP 300 PLACES	3 000 000,00	0,00		3 000 000,00		3 000 000,00	400 000,00	600 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00		
				ETS PERSONNES AGEES	25 256 000,00	2 882 000,00	0,00	22 374 000,00	0,00	22 374 000,00	3 620 500,00	4 777 000,00	5 261 000,00	5 000 000,00	3 715 000,00	0,00
9000623	623	T	AM	T 623 EXTENSION CMPP MONT DE MARSAN	295 000,00	89 243,26		205 756,74		205 756,74	205 000,00	756,74				
21101321	814	S	SOL	S 814 MAISON ASSISTANT MATERNEL 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	252 000,00	252 000,00	50 000,00	50 000,00	52 000,00	50 000,00	50 000,00	
21101341	815	S	SOL	S 815 SUBV ETABLISSEMENT ENFANCE 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	
				CENTRES MEDICO-SOCIAUX	295 000,00	89 243,26	0,00	205 756,74	1 252 000,00	1 457 756,74	455 000,00	250 756,74	252 000,00	250 000,00	250 000,00	0,00
9000648	648	T	AM	S 648 RESTRUCTURATION LAD MONT-DE-MARSAN	1 120 000,00	49 014,90		1 070 985,10		1 070 985,10	350 000,00	720 985,10				
				ENTREPRISE ADAPTEE DEPARTEMENTALE	1 120 000,00	49 014,90	0,00	1 070 985,10	0,00	1 070 985,10	350 000,00	720 985,10	0,00	0,00	0,00	0,00
9000714	714	T	AM	S 714 ETUDES MAISON DE L'AUTISME	300 000,00	8 769,60		291 230,40		291 230,40	50 000,00	150 000,00	91 230,40			
				MAISON DE L'AUTISME	300 000,00	8 769,60	0,00	291 230,40	0,00	291 230,40	50 000,00	150 000,00	91 230,40	0,00	0,00	0,00
21101141	805	S	SOL	S 805 PROGRAMME DEPARTEMENTAL DE L'HABITAT (PDH)	15 000 000,00	2 179 200,00		12 820 800,00		12 820 800,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 820 800,00	
				LOGEMENTS SOCIAL	15 000 000,00	2 179 200,00	0,00	12 820 800,00	0,00	12 820 800,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 820 800,00	0,00



BUDGET PRIMITIF 2022
TABLEAU DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

OPERATION	OPERATION NATURE	TYPE AP	Secteur/Direction	INTITULE DE L'AP	APURISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT					
					MONTANT AP ACTUELISE APRES DM2 2021	Montant Réalisé au 31/12/2021	Ajustements AP antérieures	SOLDE AP ANTERIEURES A FINANCER	AP nouvelles 2022	SOLDE AP Prévisionnel A FINANCER A/C du 1er janvier 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025	CP ouverts au titre de 2026	CP ouverts au titre de 2027
				SOLIDARITE	41 971 000,00	5 208 227,76	0,00	36 762 772,24	1 252 000,00	38 014 772,24	6 975 500,00	8 398 741,84	8 104 730,40	7 750 000,00	6 785 800,00	0,00
				AGRICULTURE, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LOCAL, TOURISME												
				AGRICULTURE												
9000394	394	S	AER	S 394 GESTION EFFLUENTS (2014)	679 320,98	561 527,60		117 793,38		117 793,38	46 629,52	71 163,86				
9000471	471	S	AER	S 471 PMBE AREA 2015	600 570,00	394 148,92		206 421,08		206 421,08	98 452,99	107 968,09				
9000505	505	S	AER	S 505 PMBE AREA (2016)	900 000,00	653 040,08		246 959,92		246 959,92	100 000,00	146 959,92				
9000563	563	S	AER	S 563 PMBE AREA (2017)	1 200 000,00	887 582,51		312 417,49		312 417,49	312 417,49					
9000636	636	S	AER	S 636 PMBE AREA (2018)	900 000,00	825 000,00		75 000,00		75 000,00	75 000,00					
9000683	683	S	AER	S 683 PLAN COMPETI. ADAPT. EXPLOI 2019	540 000,00	450 000,00		90 000,00		90 000,00	90 000,00					
9000737	737	S	AER	S 737 PLAN COMPETI. ADAPT. EXPLOI 2020	700 000,00	100 000,00		600 000,00		600 000,00	200 000,00	400 000,00				
21101481	828	S	AER	S 828 PLAN COMPETI. ADAPT. EXPLOI 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	70 000,00	15 000,00	15 000,00			
				ADAPTATION DES EXPLOITATIONS	5 519 890,98	3 871 299,11	0,00	1 648 591,87	100 000,00	1 748 591,87	992 500,00	741 091,87	15 000,00	0,00	0,00	0,00
21101442	826	S	AER	S 826 COOPERATIVES 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	20 000,00	10 000,00				
				COOP	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	20 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
9000565	565	S	AER	S 565 SUBVENTIONS AUX CUMA (2017)	457 185,00	314 580,15		142 604,85		142 604,85	58 222,85	84 382,00				
9000686	686	S	AER	S 686 CUMA 2019	270 000,00	159 503,58		110 496,42		110 496,42	55 850,99	54 645,43				
9000739	739	S	AER	S 739 CUMA 2020	330 000,00	99 298,16		230 701,84		230 701,84	158 426,16	72 275,68				
20100301	755	S	AER	S 755 CUMA 2021	280 000,00	0,00		280 000,00		280 000,00	280 000,00					
21101441	825	S	AER	S 825 CUMA 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00	150 000,00	50 000,00	50 000,00			
				CUMA	1 337 185,00	573 381,89	0,00	763 803,11	250 000,00	1 013 803,11	702 500,00	261 303,11	50 000,00	0,00	0,00	0,00
20100361	760	S	AER	S 760 SUBV SIVU DES CHENAIES DE L'ADOUR 2021	60 000,00	30 000,00		30 000,00		30 000,00	30 000,00					
21101841	830	S	AER	S 830 SUBV SIVU DES CHENAIES DE L'ADOUR 2022/2023	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	30 000,00	30 000,00				
				FORET	60 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	60 000,00	90 000,00	60 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
9000639	639	S	AER	S 639 TRANSFORMATION A LA FERME 2018	52 500,00	30 157,85		22 342,15		22 342,15	12 477,49	9 864,66				
9000684	684	S	AER	S 684 TRANSFORMERIE 2019	34 000,00	5 928,22		28 071,78		28 071,78	16 916,24	11 155,54				
20000021	742	S	AER	S 742 TRANSFORMATION A LA FERME PROG 2020	80 000,00	24 468,03		55 531,97		55 531,97	28 406,27	27 125,70				
20100343	759	S	AER	S 759 TRANSFORMATION A LA FERME PROG 2021	193 000,00	2 496,68		190 503,32		190 503,32	120 000,00	70 503,32				
21101482	829	S	AER	S 829 TRANSFORMATION A LA FERME PROG 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	95 000,00	75 000,00	20 000,00				
9000691	691	S	AER	S 691 MARAICHAGE-COFI REGION	30 000,00	10 347,39		19 652,61		19 652,61	3 895,65	15 756,96				
9000740	740	S	AER	S 740 DISPOSITIF MARAICHAGE COFI REGION PROG 2020	40 000,00	13 504,21		26 495,79		26 495,79	23 007,59	3 488,20				
20100342	758	S	AER	S 758 DISPOSITIF MARAICHAGE COFI REGION PROG 2021	30 000,00	0,00		30 000,00		30 000,00	13 046,76	16 953,24				
21101461	827	S	AER	S 827 MARAICHAGE-COFI REGION 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	20 000,00	10 000,00				
9000695	695	T	AM	S 695 ETUDES DOMAINE D'OGNOAS	450 000,00	97 502,76		352 497,24		352 497,24	150 000,00	80 000,00	122 497,24			
20000121	747	T	AM	T 747 RESTAURATION METAIRES DOMAINE D'OGNOAS	3 900 000,00	950,27		3 899 049,73		3 899 049,73	300 000,00	900 000,00	1 099 000,00	1 600 049,73		
				AGRICULTURE QUALITE PROMOTION	4 809 500,00	185 355,41	0,00	4 624 144,59	125 000,00	4 749 144,59	762 750,00	1 164 847,62	1 221 497,24	1 600 049,73	0,00	0,00
				AGRICULTURE	11 726 575,98	4 660 036,41	0,00	7 066 539,57	565 000,00	7 631 539,57	2 537 750,00	2 207 242,60	1 286 497,24	1 600 049,73	0,00	0,00
				DEVELOPPEMENT LOCAL												
9000561	561	S	AER	S 561 FEC 2017	1 609 986,54	1 599 229,65		10 756,89		10 756,89	10 756,89					
9000606	606	S	AER	S 606 FEC 2018	1 609 942,30	1 588 886,87		21 055,43		21 055,43	21 055,43					
9000682	682	S	AER	S 682 FEC 2019	1 600 780,71	1 532 833,32		67 947,39		67 947,39	67 947,39					
9000731	731	S	AER	S 731 FEC 2020	1 638 000,00	1 166 254,59		471 745,41		471 745,41	471 745,41					
20000984	797	S	AER	S 797 FEC 2021	1 615 000,00	157 198,62	-28 621,40	1 429 179,98		1 429 179,98	702 309,88	411 800,00	315 070,10			
21101822	846	S	AER	S 846 FEC 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	1 640 000,00	1 640 000,00	260 000,00	435 000,00	945 000,00			
				FONDS EQUIPEMENT DES COMMUNES	8 073 709,55	6 044 403,05	-28 621,40	2 000 685,10	1 640 000,00	3 640 685,10	1 533 815,00	846 800,00	1 260 070,10	0,00	0,00	0,00
9000556	556	S	DL	S 556 FDAL (2017)	841 409,00	782 409,00		59 000,00		59 000,00	59 000,00					
9000640	640	S	DL	S 640 FDAL (2018)	425 322,50	375 322,50		50 000,00		50 000,00	50 000,00					
9000676	676	S	DL	S 676 FDAL REVITALISATION 2019	600 000,00	200 000,00		400 000,00		400 000,00	200 000,00	200 000,00				
9000734	734	S	DL	S 734 FDAL 2020	523 665,00	311 216,00		212 449,00		212 449,00	212 449,00					
9000735	735	S	DL	S 735 FDAL REVITALISATION 2020	1 000 000,00	250 000,00		750 000,00		750 000,00	385 000,00	365 000,00				
20100481	767	S	DL	S 767 FDAL 2021	800 000,00	53 000,00	-400 000,00	347 000,00		347 000,00	275 000,00	72 000,00				
20100482	768	S	DL	S 768 FDAL REVITALISATION 2021-2026	12 000 000,00	0,00		12 000 000,00		12 000 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00	2 400 000,00	2 300 000,00	2 300 000,00	
21101961	856	S	DL	S 856 FDAL 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	250 000,00	250 000,00				
				FONDS DEVELOPPEMENT AMENAGEMENT LOCAL	16 190 396,50	1 971 947,50	-400 000,00	13 818 449,00	500 000,00	14 318 449,00	3 931 449,00	3 387 000,00	2 400 000,00	2 300 000,00	2 300 000,00	0,00
21101221	808	S	DL	S 808 PLAN RELANCE - ACCORD DE PARTENARIAT CRTE	5 000 000,00	0,00		5 000 000,00		5 000 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00				
				DEVELOPPEMENT LOCAL	29 264 106,05	8 016 350,55	-428 621,40	20 819 134,10	2 140 000,00	22 959 134,10	7 965 264,00	6 733 800,00	3 660 070,10	2 300 000,00	2 300 000,00	0,00



BUDGET PRIMITIF 2022
TABEAU DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

OPERATION	OPERATION NATURE	TYPE AP	Secteur/Direction	INTITULE DE L'AP	APURISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT					
					MONTANT AP ACTUELISE APRES DM2 2021	Montant Réalisé au 31/12/2021	Ajustements AP antérieures	SOLDE AP ANTERIEURES A FINANCER	AP nouvelles 2022	SOLDE AP Prévisionnel A FINANCER A/C du 1er janvier 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025	CP ouverts au titre de 2026	CP ouverts au titre de 2027
					a	b	c	d=a-b+c	e	f=d+e	g	h	i	j	k	l
SOLIDARITE TERRITORIALE																
20000041	743	S	DEIE	S 743 RESTAURANT INTER-ENTREPRISES TARNOS (2020)	1 000 000,00	0,00	250 000,00	1 250 000,00		1 250 000,00	250 000,00	500 000,00	500 000,00			
20001081	802	S	DEIE	S 802 IMMOBILIER ENTREPRISES INDUSTRIELLES 2020	1 250 000,00	717 500,00	-24 600,00	507 900,00		507 900,00	507 900,00					
20000221	751	S	DEIE	S 751 INDUSTRIE-ARTISANAT-COLLECTIVITES 2021-2026	15 000 000,00	782 564,96		14 217 435,04		14 217 435,04	1 380 040,00	3 233 000,00	3 232 000,00	3 232 000,00	3 140 395,04	
				INDUSTRIALISATION	17 250 000,00	1 500 064,96	225 400,00	15 975 335,04	0,00	15 975 335,04	2 137 940,00	3 733 000,00	3 732 000,00	3 232 000,00	3 140 395,04	0,00
20000641	774	S	ED	S 774 APPEL A PROJETS "TIERS LIEUX" (2021)	100 000,00	39 000,00		61 000,00		61 000,00	41 000,00	20 000,00				
2101941	853	S	ED	S 853 APPEL A PROJETS "TIERS LIEUX" 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00					
				ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	100 000,00	39 000,00	0,00	61 000,00	80 000,00	141 000,00	121 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				SOLIDARITE TERRITORIALE	17 350 000,00	1 539 064,96	225 400,00	16 036 335,04	80 000,00	16 116 335,04	2 258 940,00	3 753 000,00	3 732 000,00	3 232 000,00	3 140 395,04	0,00
TOURISME																
20000101	746	S	T	S 746 PNRLG MARQUEZE 2020	100 000,00	37 042,49		62 957,51		62 957,51	61 300,00	1 657,51				
20001041	801	S	T	S 801 PNRLG MARQUEZE 2021	15 000,00	0,00		15 000,00		15 000,00	15 000,00					
2101381	819	S	T	S 819 PNRLG MARQUEZE 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	71 000,00	71 000,00	43 000,00	28 000,00				
				PARC NATUREL REGIONAL	115 000,00	37 042,49	0,00	77 957,51	71 000,00	148 957,51	119 300,00	29 657,51	0,00	0,00	0,00	0,00
9000656	656	S	T	S 656 TOURISME 2019	106 042,60	96 611,71		9 430,89		9 430,89	7 500,00	1 930,89				
9000736	736	S	T	S 736 TOURISME 2020	404 000,00	185 358,76		218 641,24		218 641,24	155 500,00	63 141,24				
20000281	754	S	T	S 754 TOURISME 2021	200 000,00	49 017,77		150 982,23		150 982,23	88 500,00	62 482,23				
2101401	820	S	T	S 820 TOURISME 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	18 500,00	181 500,00				
				TOURISME	710 042,60	330 988,24	0,00	379 054,36	200 000,00	579 054,36	270 000,00	309 054,36	0,00	0,00	0,00	0,00
				TOURISME	825 042,60	368 030,73	0,00	457 011,87	271 000,00	728 011,87	389 300,00	378 111,87	0,00	0,00	0,00	0,00
				AGRICULTURE, DEVELOPPEMENT LOCAL, SOLIDARITE TERRITORIALE, TOURISME	59 165 724,63	14 583 482,65	-203 221,40	44 379 020,58	3 056 000,00	47 435 020,58	13 151 254,00	13 032 754,47	8 678 567,34	7 132 049,73	5 440 395,04	0,00
ENVIRONNEMENT																
9000730	730	S	AER	S 730 SUBV CT ORDURES MENAGERES 2020	370 000,00	339 999,27		30 000,73		30 000,73	25 900,73	4 100,00				
20000983	796	S	AER	S 796 SUBV ORDURES MENAGERES 2021	370 000,00	193 612,09		176 387,91		176 387,91	121 980,00	54 407,91				
2101821	845	S	AER	S 845 SUBV ORDURES MENAGERES 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	150 000,00	150 000,00	200 000,00			
2101721	838	S	ENV	S 838 SUBV DECHETS VENAISON 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	24 000,00	24 000,00	32 000,00			
				ORDURES MENAGERES	740 000,00	533 611,36	0,00	206 388,64	580 000,00	786 388,64	321 880,73	232 507,91	232 000,00	0,00	0,00	0,00
9000628	628	T	ENV	T 628 CYCLABLES TRAVAUX 2018	150 000,00	74 965,77		75 034,23		75 034,23	75 034,23					
9000667	667	T	ENV	T 667 TRAVAUX CYCLABLE	1 470 000,00	151 733,76		1 318 266,24		1 318 266,24	385 000,00	933 266,24				
20000821	785	T	ENV	T 785 TRAVAUX CYCLABLE 2021	4 000 000,00	0,00		4 000 000,00		4 000 000,00	60 000,00	3 940 000,00				
2101861	847	T	ENV	T 847 TRAVAUX CYCLABLE TRAVERSEE DU MARAIS D'ORX 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	600 000,00	128 000,00	272 000,00	200 000,00			
				Sous Total - CYCLABLE TRAVAUX	5 620 000,00	226 699,53	0,00	5 393 300,47	600 000,00	5 993 300,47	648 034,23	5 145 266,24	200 000,00	0,00	0,00	0,00
9000630	630	S	ENV	S 630 CYCLABLE SUBVENTIONS 2018	1 126 661,34	346 661,34		780 000,00		780 000,00	230 000,00	550 000,00				
9000669	669	S	ENV	S 669 SUBVENTIONS CYCLABLE 2019	500 000,00	195 074,46		304 925,54		304 925,54	100 000,00	204 925,54				
9000721	721	S	ENV	S 721 CYCLABLE SUBVENTIONS 2020	500 000,00	67 972,20		432 027,80		432 027,80	38 500,00	393 527,80				
20000822	786	S	ENV	S 786 CYCLABLE SUBVENTIONS 2021	500 000,00	62 736,50		437 263,50		437 263,50	186 500,00	250 763,50				
2101681	836	S	ENV	S 836 CYCLABLE SUBVENTIONS 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	150 000,00	150 000,00	200 000,00			
				Sous Total - CYCLABLE SUBVENTIONS	2 626 661,34	672 444,50	0,00	1 954 216,84	500 000,00	2 454 216,84	705 000,00	1 549 216,84	200 000,00	0,00	0,00	0,00
				CYCLABLE	8 246 661,34	899 144,03	0,00	7 347 517,31	1 100 000,00	8 447 517,31	1 353 034,23	6 694 483,08	400 000,00	0,00	0,00	0,00
9000495	495	S	ENV	S 495 SUBVENTIONS POIPIR 2016	200 000,00	31 335,76		168 664,24		168 664,24	40 000,00	128 664,24				
9000720	720	S	ENV	S 720 SUBVENTIONS POIPIR 2020	50 000,00	0,00		50 000,00		50 000,00	40 000,00	10 000,00				
				RANDONNEES SUBVENTIONS	250 000,00	31 335,76	0,00	218 664,24	0,00	218 664,24	80 000,00	138 664,24	0,00	0,00	0,00	0,00
9000572	572	T	ENV	T 572 TRAVAUX ITINERAIRES DEPARTEMENTAUX (2017)	1 100 000,00	728 356,64		371 643,36		371 643,36	255 000,00	116 643,36				
9000719	719	T	ENV	T 719 TRAVAUX SUR LES ITINERAIRES 2020	550 000,00	68 687,31		481 312,69		481 312,69	55 000,00	426 312,69				
20000841	787	T	ENV	T 787 TRAVAUX SUR LES ITINERAIRES 2021	250 000,00	17 300,99		232 699,01		232 699,01	127 500,00	105 199,01				
2101641	835	T	ENV	T 835 TRAVAUX SUR LES ITINERAIRES 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	125 000,00	75 000,00				
				RANDONNEES TRAVAUX	1 900 000,00	814 344,94	0,00	1 085 655,06	200 000,00	1 285 655,06	562 500,00	723 155,06	0,00	0,00	0,00	0,00
				RANDONNEES	2 150 000,00	845 680,70	0,00	1 304 319,30	200 000,00	1 504 319,30	642 500,00	861 819,30	0,00	0,00	0,00	0,00
9000571	571	T	ENV	T 571 TRAVAUX SUR LES ENS (2017)	600 000,00	13 351,84		586 648,16		586 648,16	300 000,00	286 648,16				
20000801	782	T	ENV	S 782 ACQUISITIONS SITES NATURE 40 2021	200 000,00	0,00		200 000,00		200 000,00	175 000,00	25 000,00				
2101601	832	T	ENV	S 832 ACQUISITIONS SITES NATURE 40 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	35 000,00	65 000,00				
20000802	783	S	ENV	S 783 ENS TRAVAUX 2021	60 000,00	6 836,95		53 163,05		53 163,05	45 000,00	8 163,05				
				ENS TRAVAUX	860 000,00	20 188,79	0,00	839 811,21	100 000,00	939 811,21	555 000,00	384 811,21	0,00	0,00	0,00	0,00
9000625	625	S	ENV	S 625 ENS SUBVENTIONS 2018	27 137,30	18 137,30		9 000,00		9 000,00	9 000,00					

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-M05_BP_2022-DE

BUDGET PRIMITIF 2022
TABEAU DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

OPERATION	OPERATION NATURE	TYPE AP	Secteur/Direction	INTITULE DE L'AP	AUTORISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT					
					MONTANT AP ACTUALISE APRES DM2 2021	Montant Réalisé au 31/12/2021	Ajustements AP antérieures	SOLDE AP ANTERIEURES A FINANCER	AP nouvelles 2022	SOLDE AP Prévisionnel A FINANCER A/C du 1er Janvier 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025	CP ouverts au titre de 2026	CP ouverts au titre de 2027
					a	b	c	d=a-b+c	e	f=d+e	g	h	i	j	k	l
0000717	717	S	ENV	S 717 ENS SUBVENTIONS 2020	100 000,00	58 840,45		41 159,55		41 159,55	7 600,00	33 559,55				
20000781	781	S	ENV	S 781 ENS SUBVENTIONS 2021	165 000,00	10 590,15		154 409,85		154 409,85	35 000,00	119 409,85				
2101581	831	S	ENV	S 831 ENS SUBVENTIONS 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	215 000,00	215 000,00	130 000,00	85 000,00				
2001121	804	S	ENV	S 804 SUBVENTION POUR ACQUISITION DE SITES NATURE 40 2021	350 000,00	204 436,25		145 563,75		145 563,75	7 500,00	138063,75				
				ENS SUBVENTIONS	642 137,30	292 004,15	0,00	350 133,15	215 000,00	565 133,15	189 100,00	376 033,15	0,00	0,00	0,00	0,00
				ESPACES NATURELS	1 502 137,30	312 192,94	0,00	1 189 944,36	315 000,00	1 504 944,36	744 100,00	760 844,36	0,00	0,00	0,00	0,00
9000578	578	S	ENV	S 578 SUBV PLAN-PLAGE 2017	213 250,00	198 402,90		14 847,10		14 847,10	3 750,00	11 097,10				
9000634	634	S	ENV	S 634 SUBV PLAN PLAGE 2018	106 911,40	60 913,44		45 997,96		45 997,96	40 001,36	5 996,60				
9000723	723	S	ENV	S 723 SUBVENTIONS PLAN PLAGE 2020	400 000,00	11 100,00		388 900,00		388 900,00	11 100,00	377 800,00				
20000901	790	S	ENV	S 790 SUBVENTIONS PLAN PLAGE 2021	100 000,00	0,00		100 000,00		100 000,00	16 883,00	16 883,00	20 206,09	46 027,91		
2101741	839	S	ENV	S 839 SUBVENTIONS PLAN PLAGE 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	120 000,00	120 000,00	160 000,00			
9000635	635	S	ENV	S 635 SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION B COTIERE 2018	522 610,90	302 416,35		220 194,55		220 194,55	110 000,00	110 194,55				
9000724	724	S	ENV	S 724 SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION B COTIERE 2020	1 000 000,00	298 386,24		701 613,76		701 613,76	181 241,00	200 000,00	200 000,00	120 372,76		
20000921	791	S	ENV	S 791 SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION B COTIERE 2021	200 000,00	0,00		200 000,00		200 000,00	10 000,00	65 000,00	40 000,00	85 000,00		
2101742	840	S	ENV	S 840 SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION B COTIERE 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	550 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
				LITTORAL	2 542 772,30	871 218,93	0,00	1 671 553,37	950 000,00	2 621 553,37	602 975,36	1 016 971,25	530 206,09	361 400,67	110 000,00	0,00
9000387	387	S	ENV	S 387 SUBV RIVIERES EPCI 2014	271 048,58	259 489,83		11 558,75		11 558,75	11 558,75					
9000499	499	S	ENV	S 499 SUBV RIVIERES 2016	267 492,04	251 492,04		16 000,00		16 000,00	16 000,00					
9000632	632	S	ENV	S 632 SUBV RIVIERES 2018	192 822,82	188 006,15		4 816,67		4 816,67	4 500,00	316,67				
9000722	722	S	ENV	S 722 SUBV RIVIERES EPCI 2020	830 000,00	252 633,08		577 366,92		577 366,92	233 000,00	344 366,92				
20000881	789	S	ENV	S 789 SUBV RIVIERES 2021	604 000,00	195 000,88		408 999,12		408 999,12	369 000,00	39 999,12				
2101701	837	S	ENV	S 837 SUBV RIVIERES 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	500 000,00	150 000,00	150 000,00	200 000,00			
9000671	671	S	ENV	S 671 CONTINUITE ECOLOGIQUE	360 000,00	8 400,00		351 600,00		351 600,00	347 600,00	4 000,00				
2102002	858	S	ENV	S 858 SUBV PROTECTION INONDATION 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	995 000,00	995 000,00	332 500,00	272 500,00	270 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
				RIVIERES	2 525 363,44	1 155 021,98	0,00	1 370 341,46	1 495 000,00	2 865 341,46	1 464 158,75	811 182,71	470 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
2101901	849	S	ENV	S 849 SOUTIEN AUX DEMARCHES DEV DURABLE DU TERRITOIRE 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	30 000,00	30 000,00	40 000,00			
				SOUTIEN AUX DEMARCHES DEVELOPPEMENT DURABLE TERRITOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	30 000,00	30 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
				ENVIRONNEMENT AUTRES INTERVENTIONS	16 966 934,38	4 083 258,58	0,00	12 883 675,80	4 160 000,00	17 043 675,80	4 836 768,34	10 175 300,70	1 440 206,09	401 400,67	150 000,00	40 000,00
				ENVIRONNEMENT	17 706 934,38	4 616 869,94	0,00	13 090 064,44	4 740 000,00	17 830 064,44	5 158 649,07	10 407 808,61	1 672 206,09	401 400,67	150 000,00	40 000,00
				ADMINISTRATION GENERALE												
9000246	246	T	AM	T 246 MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE BATIMENTS DEPARTEMENTAUX (2012)	1 188 306,47	989 306,47		199 000,00		199 000,00	99 000,00	100 000,00				
21001421	824	T	AM	T 824 ETUDES RENOVATION IMMEUBLE POYFERRE MONT DE MARSAN 2022	0,00	0,00		0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	60 000,00	200 000,00	340 000,00	200 000,00	200 000,00	
21001981	857	S	BUDPART	S 857 BUDGET PARTICIPATIF BPC40 N°2 2021	0,00	0,00		0,00	1 522 000,00	1 522 000,00	1 440 000,00	82 000,00				
22002121	860	S	BUDPART	S 860 BUDGET PARTICIPATIF BPC40 N°3 2022	0,00	0,00		0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	14 000,00	900 000,00	586 000,00			
				ADMINISTRATION GENERALE	1 188 306,47	989 306,47	0,00	199 000,00	4 022 000,00	4 221 000,00	1 613 000,00	1 282 000,00	926 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00
				TOTAL GENERAL HORS LGV	276 070 923,64	99 673 701,70	5 881 706,12	182 278 928,06	28 375 000,00	210 653 928,06	58 854 162,22	70 392 355,39	42 372 846,85	23 564 065,47	15 430 498,13	40 000,00
9000177	177	S	AM	S 177 PARTICIPATION TRAVAUX LGV TOURS BORDEAUX (2012)	35 951 019,00	0,00		35 951 019,00		35 951 019,00				35 951 019,00		
				TOTAL GENERAL AVEC LGV	312 021 942,64	99 673 701,70	5 881 706,12	218 229 947,06	28 375 000,00	246 604 947,06	58 854 162,22	70 392 355,39	42 372 846,85	59 515 084,47	15 430 498,13	40 000,00

66 145 837,78 Montant des Crédits de Paiement Hors AP/CP

Prop, courants voirie, maintenance collèges, dalle, subventions équipements divers

TOTAL GENERAL DES CREDITS DE PAIEMENT
(HORS REFINANCEMENT DE LA DETTE et SOLDE D'EXECUTION REPORTE)

125 000 000,00



BUDGET PRIMITIF 2022
AUTORISATIONS DE PROGRAMME SOLDEES ET CADUQUES

ANNEXE II

N° AP	TYPE AP	Secteur/Direct ion	INTITULE DE L'AP	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
				MONTANT AP ACTUALISE APRES DM 2021	Montant réalisé au 31/12/2021	AJUSTEMENT BP 2022	MONTANT DEFINITIF DE L'AP
				a	b	c	d = a+c
			RESEAUX INFRASTRUCTURES				
			INFRASTRUCTURES				
644	T	AM	T 644 OPERATIONS PONCTUELLES 2018 - RD	3 444 818,81	3 444 721,97	-96,84	3 444 721,97
687	T	AM	T 687 OPERATIONS PONCTUELLES 2019 - RD	2 431 433,01	2 423 201,21	-8 231,80	2 423 201,21
			VOIRIE PROGRAMME COURANT	5 876 251,82	5 867 923,18	-8 328,64	5 867 923,18
230	T	AM	T 230 Accès ZAC Lubet-Loustau Saint-Pierre-du-Mont (2011)	295 792,36	192 265,44	-103 526,92	192 265,44
706	T	AM	T 706 MISE EN SECURITE RD 824 2x2 voies	495 629,76	406 614,37	-89 015,39	406 614,37
707	T	AM	T 707 RD824 - ENTREE OUEST DE MONT-DE-MARSAN	1 530 649,80	1 383 420,62	-147 229,18	1 383 420,62
			VOIRIE - GRANDS TRAVAUX ET PROG EXCEPTIONNELS	2 322 071,92	1 982 300,43	-339 771,49	1 982 300,43
			INFRASTRUCTURES	8 198 323,74	7 850 223,61	-348 100,13	7 850 223,61
			RESEAUX				
511	S	AER	S 511 ASSAINISSEMENT RURAL 2016	160 825,00	144 780,99	-16 044,01	144 780,99
389	S	AER	S 389 SUBV ALIMENTATION EAU POTABLE AEP 2014	96 990,00	96 795,25	-194,75	96 795,25
603	S	AER	S 603 SUBV ALIMENTATION EAU POTABLE AEP 2018	93 200,00	78 933,25	-14 266,75	78 933,25
604	S	AER	S 604 SUBV AEP SYDEC 2018	406 500,00	368 313,13	-38 186,87	368 313,13
			ASSAINISSEMENT - ALIMENTATION EAU POTABLE	757 515,00	688 822,62	-68 692,38	688 822,62
			RESEAUX INFRASTRUCTURES	8 955 838,74	8 539 046,23	-416 792,51	8 539 046,23
			EDUCATION CULTURE JEUNESSE ET SPORTS				
			EDUCATION				
488	S	ED	S 488 AIDES COMMUNES CONSTRUCTION SCOLAIRES 2016	1 000 000,00	896 143,05	-103 856,95	896 143,05
551	S	ED	S 551 AIDES COMMUNES CONSTRUCTION SCOLAIRES 2017	800 000,00	747 093,14	-52 906,86	747 093,14
			CONSTRUCTIONS 1ER DEGRE	1 800 000,00	1 643 236,19	-156 763,81	1 643 236,19
483	T	ED	T 483 IUT HALLE TECHNOLOGIQUE TRES HAUT DEBIT	1 271 277,53	1 253 777,12	-17 500,41	1 253 777,12
			ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 271 277,53	1 253 777,12	-17 500,41	1 253 777,12
582	T	AM	T 582 COLLEGE J ROSTAND MONT DE MARSAN - DEMI PENSION	1 350 000,00	1 166 998,01	-183 001,99	1 166 998,01
			COLLEGES MISES AUX NORMES RETRUCTURATIONS	1 350 000,00	1 166 998,01	-183 001,99	1 166 998,01
773	S	ED	S 773 DISPOSITIF JEUNESSE PROGRAMME (2021)	40 000,00	10 439,65	-29 560,35	10 439,65
			JEUNESSE ET SPORTS	40 000,00	10 439,65	-29 560,35	10 439,65
			EDUCATION JEUNESSE ET SPORTS	4 461 277,53	4 074 450,97	-386 826,56	4 074 450,97
			CULTURE				
549	S	C	S 549 AIDE AUX COMMUNES BIBLIOTHEQUES 2017	186 035,00	186 035,00	0,00	186 035,00
703	S	C	S 703 AIDE AUX COMMUNES MEDIATHEQUES	10 350,00	10 346,48	-3,52	10 346,48
611	S	C	S 611 TX MONUMENTS SITES OBJETS PROTEGES 2018	53 954,00	53 954,00	0,00	53 954,00
			CULTURE	250 339,00	250 335,48	-3,52	250 335,48
			EDUCATION CULTURE JEUNESSE ET SPORTS	4 711 616,53	4 324 786,45	-386 830,08	4 324 786,45
			SOLIDARITE				
658	S	SOL	S 658 EHPAD LIT ET MIXE	787 000,00	787 000,00		787 000,00
586	S	SOL	S 586 EHPAD HAGETMAU	1 272 500,00	1 272 500,00		1 272 500,00
			ETS PERSONNES AGEES	2 059 500,00	2 059 500,00	0,00	2 059 500,00
624	T	AM	T 624 FOYER Tournesoleil ST PAUL LES DAX	161 998,05	143 499,05	-18 499,00	143 499,05
			CENTRES MEDICO-SOCIAUX	161 998,05	143 499,05	-18 499,00	143 499,05
486	T	AM	T 486 ETUDES VILLAGE ALZHEIMER LANDAIS	3 100 000,00	3 038 678,27	-61 321,73	3 038 678,27
542	T	AM	T 542 TRAVAUX VILLAGE LANDAIS ALZHEIMER	26 100 000,00	25 928 916,89	-171 083,11	25 928 916,89
			VILLAGE ALZHEIMER (ETUDES ET TRAVAUX)	29 200 000,00	28 967 595,16	-232 404,84	28 967 595,16
			SOLIDARITE	31 421 498,05	31 170 594,21	-250 903,84	31 170 594,21
			SOLIDARITE TERRITORIALE				
700	S	ED	S 700 APPEL A PROJETS "TIERS LIEUX" (2020)	30 500,00	23 500,00	-7 000,00	23 500,00
			SOLIDARITE TERRITORIALE	30 500,00	23 500,00	-7 000,00	23 500,00



BUDGET PRIMITIF 2022
AUTORISATIONS DE PROGRAMME SOLDEES ET CADUQUES

ANNEXE II

N° AP	TYPE AP	Secteur/Direct ion	INTITULE DE L'AP	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES			
				MONTANT AP ACTUALISE APRES DM 2021	Montant réalisé au 31/12/2021	AJUSTEMENT BP 2022	MONTANT DEFINITIF DE L'AP
				a	b	c	d = a+c
			AGRICULTURE, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LOCAL, TOURISME				
			DEVELOPPEMENT LOCAL				
675	S	DL	S 675 FDAL 2019	547 374,80	547 374,00	-0,80	547 374,00
			FONDS DEVELOPPEMENT AMENAGEMENT LOCAL	547 374,80	547 374,00	-0,80	547 374,00
			AGRICULTURE				
757	S	AER	S 757 PLAN COMPETI. ADAPT. EXPLOI 2021	218 000,00	0,00	-218 000,00	0,00
			ADAPTATION DES EXPLOITATIONS	218 000,00	0,00	-218 000,00	0,00
756	S	AER	S 756 COOPERATIVES 2021	30 000,00	0,00	-30 000,00	0,00
			COOP	30 000,00	0,00	-30 000,00	0,00
637	S	AER	S 637 CUMA 2018	275 000,00	205 627,35	-69 372,65	205 627,35
			CUMA	275 000,00	205 627,35	-69 372,65	205 627,35
741	S	AER	S 741 SUBV SIVU DES CHENAIES DE L'ADOUR 2020	60 000,00	60 000,00		60 000,00
			FORET	60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00
			AGRICULTURE	1 130 374,80	813 001,35	-317 373,45	813 001,35
			TOURISME				
607	S	T	S 607 TOURISME 2018	314 149,44	301 066,31	-13 083,13	301 066,31
		T	PARC NATUREL REGIONAL	314 149,44	301 066,31	-13 083,13	301 066,31
			AGRICULTURE, TOURISME	1 444 524,24	1 114 067,66	-330 456,58	1 114 067,66
			ENVIRONNEMENT				
562	S	AER	S 562 COLLECTE ORDURES MENAGERES (2017)	334 833,69	334 030,36	-803,33	334 030,36
681	S	AER	S 681 COLLECTE ORDURES MENAGERES	212 336,98	209 835,98	-2 501,00	209 835,98
788	S	ENV	S 788 SUBV DECHETS VENAISON 2021	80 000,00	0,00	-80 000,00	0,00
			ORDURES MENAGERES	627 170,67	543 866,34	-83 304,33	543 866,34
135	S	ENV	S 135 CYCLABLE SUBVENTIONS 2010	1 230 313,76	1 229 431,76	-882,00	1 229 431,76
496	S	ENV	S 496 CYCLABLE SUBVENTIONS 2016	406 278,16	405 948,48	-329,68	405 948,48
			CYCLABLES	1 636 591,92	1 635 380,24	-1 211,68	1 635 380,24
784	S	ENV	S 784 SUBVENTIONS PDIPR 2021	20 000,00	0,00	-20 000,00	0,00
			RANDONNEES SUBVENTIONS	20 000,00	0,00	-20 000,00	0,00
627	T	ENV	T 627 TRAVAUX NOUVEAUX ITINERAIRES 2018	417 863,64	417 540,81	-322,83	417 540,81
			RANDONNEES TRAVAUX	417 863,64	417 540,81	-322,83	417 540,81
718	T	ENV	T 718 ENS TRAVAUX 2020	50 000,00	45 357,00	-4 643,00	45 357,00
744	T	ENV	T 744 ACQUISITIONS SITES NATURE 40 2020	520 000,00	25 457,73	-494 542,27	25 457,73
			ENS TRAVAUX	570 000,00	70 814,73	-499 185,27	70 814,73
664	S	ENV	S 664 ENS SUBVENTIONS 2019	100 000,00	19 310,64	-80 689,36	19 310,64
			ENS SUBVENTIONS	100 000,00	19 310,64	-80 689,36	19 310,64
344	S	ENV	S 344 SUBV RIVIERES EPCI 2013	174 131,22	167 832,60	-6 298,62	167 832,60
445	S	ENV	S 445 SUBV COMMUNES ET EPCI RIVIERES 2015	433 000,00	374 046,98	-58 953,02	374 046,98
577	S	ENV	S 577 SUBV RIVIERES 2017	216 059,94	210 059,94	-6 000,00	210 059,94
670	S	ENV	S 670 SUBVENTIONS RIVIERES 2019	540 240,47	381 022,01	-159 218,46	381 022,01
594	S	ENV	S 594 SUBV ACQ MATERIEL DESHERBAGE	154 221,43	149 921,43	-4 300,00	149 921,43
			RIVIERES	1 517 653,06	1 282 882,96	-234 770,10	1 282 882,96
800	S	ENV	S 800 SUBV AUX DEMARCHES DEV DURABLE DU TERRITOIRE 2021	100 000,00	1 200,00	-98 800,00	1 200,00
			SOUTIEN AUX DEMARCHES DEVELOPPEMENT DURABLE TERRITOIRE	100 000,00	1 200,00	-98 800,00	1 200,00
			ENVIRONNEMENT	4 989 279,29	3 970 995,72	-1 018 283,57	3 970 995,72
			TOTAL AP SOLDEES ET CADUQUES	51 553 256,85	49 142 990,27	-2 410 266,58	49 142 990,27

DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M 6 Objet : FISCALITE 2022 : LA FRACTION DE TVA NATIONALE – LES RESSOURCES DU
PANIER FISCAL ET LES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent :

-

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 – article 6 – telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse,
Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue,
M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° M 6****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le projet de Budget Primitif 2022 ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances,
Personnel, Administration générale ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

- d'inscrire en conséquence en recettes au Budget Primitif 2022 :

- la Fraction de TVA nationale transférée au Département en compensation de la perte de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) :

Chapitre 73 article 73811

Fraction compensatoire de la TFPB : 88 488 401 €

- les ressources du panier fiscal et les allocations compensatrices :

Chapitre 731 Article 73112 :

Contributions directes – CVAE : 18 033 413 €

Chapitre 731 Article 73114 :

Contributions directes – IFER : 2 799 927 €

Chapitre 731 Article 73121 :

Fiscalité reversée – FNGIR : 9 929 021 €

Chapitre 74 Article 74832 :

Attributions de péréquation et de compensation – D.C.R.T.P. : 11 366 635 €

Chapitre 74 Article 74835 :

Dotation pour transfert de compensations
d'exonérations de fiscalité directe locale : 2 955 721 €

Chapitre 74 Article 74833 :

Etat compensation au titre de
la Contribution Economique Territoriale 17 117 €

Le Président,

Xavier FORTINON



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M 7⁽¹⁾ Objet : NEUTRALISATION TOTALE DE L'AMORTISSEMENT DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS ET SCOLAIRES ET DE L'AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 26

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 4

Mme Martine Dedieu, M. Julien Dubois, M. Christophe Labruyère, Mme Hélène Larrezet.

ABSTENTION : 0



N° M 7⁽¹⁾

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 3321-1, L 3332-2 et D 3321-3 ;

VU le décret n° 2015-1846 du 29 décembre 2015 modifiant la durée des amortissements des subventions d'équipements versées par les communes, leurs établissements publics et les départements et portant neutralisation de la dotation aux amortissements des subventions d'équipements versées par les communes, leurs établissements publics et les départements ;

VU le projet de Budget Primitif 2022 ;

VU les modifications apportées à ce projet ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances, Personnel, Administration générale ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

-d'appliquer, pour l'exercice 2022, le dispositif de neutralisation totale de l'amortissement des bâtiments administratifs et scolaires ainsi que le dispositif de neutralisation totale de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées par le Département.

- d'appliquer ces dispositions tant au budget principal qu'aux budgets annexes du Département relevant de l'instruction budgétaire et comptable M52.

Le Président,

Xavier FORTINON



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° M 7⁽²⁾ Objet : BUDGET PRIMITIF 2022 – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent :

-

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 26

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 4

Mme Martine Dedieu, M. Julien Dubois, M. Christophe Labruyère, Mme Hélène Larrezet.

ABSTENTION : 0

N° M 7⁽²⁾**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le projet de Budget Primitif 2022 ;

VU les modifications apportées à ce projet ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

VU la délibération n° M 6 du 1^{er} avril 2022 approuvant la fiscalité 2022 : la fraction de TVA Nationale – les ressources du panier fiscal et les allocations compensatrices ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Finances, Personnel, Administration générale ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

- d'inscrire au chapitre 67 article 6715 « mise en réserve-surplus de droits de mutation 3 000 000 €.

- de voter le Budget Primitif 2022, arrêté comme suit après modifications et votes complémentaires de l'Assemblée Départementale dont le détail par chapitre est annexé à la présente délibération :

Budget Principal	<u>Dépenses</u>	<u>Recettes</u>
• Section d'Investissement		
Mouvements réels	184 279 252,71 €	89 179 252,71 €
Mouvements d'ordre	62 100 000,00 €	157 200 000,00 €
	<u>246 379 252,71 €</u>	<u>246 379 252,71 €</u>
• Section de Fonctionnement		
Mouvements réels	445 286 000,79 €	540 386 000,79 €
Mouvements d'ordre	144 200 000,00 €	49 100 000,00 €
	<u>589 486 000,79 €</u>	<u>589 486 000,79 €</u>
• Total Budget		
Mouvements réels	629 565 253,50 €	629 565 253,50 €
Mouvements d'ordre	206 300 000,00 €	206 300 000,00 €
	<u>835 865 253,50 €</u>	<u>835 865 253,50 €</u>

**Budgets Annexes**DépensesRecettes

- Section d'Investissement

Mouvements réels
Mouvements d'ordre

2 889 147,44 €
2 263 986,56 €

557 699,60 €
4 595 434,40 €

5 153 134,00 €

5 153 134,00 €

- Section de Fonctionnement

Mouvements réels
Mouvements d'ordre

27 643 407,43 €
4 595 434,40 €

29 974 855,27 €
2 263 986,56 €

32 238 841,83 €

32 238 841,83 €

- Totaux

Mouvements réels
Mouvements d'ordre

30 532 554,87 €
6 859 420,96 €

30 532 554,87 €
6 859 420,96 €

37 391 975,83 €

37 391 975,83 €

Le Président,

X.F. L

Xavier FORTINON



BALANCE GENERALE DU BUDGET **BUDGET PRIMITIF 2022**

ID : 040-224000018-20220401-M0702_BP_2022-DE

L'assemblée délibérante vote le présent budget et ses budget annexes :

- au niveau du CHAPITRE OU PROGRAMME (listés ci-dessous) pour la section d'investissement

- au niveau du CHAPITRE (listés ci-dessous) pour la section de fonctionnement

- décide d'appliquer pour l'exercice 2022, le dispositif de neutralisation totale des amortissements des bâtiments administratifs et scolaires et des amortissements des subventions d'équipements versées.

Chap	INVESTISSEMENT	Dépenses réelles (en euros)	Recettes réelles (en euros)
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES		63 979 252,71
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (hors programmes)		1 926 484,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	22 300 000,00	14 300 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors programmes)	2 012 908,61	
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	43 461 420,30	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors programmes)	3 974 240,42	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors programmes)	9 722 930,67	
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	25 000,00	
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	250 000,00	1 916 500,00
024	PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)		160 716,00
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	56 979 252,71	
	<u>CHAP. PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (et financement chap. 13.20;23)</u>		
	100 VOIRIE PROGRAMME COURANT	26 964 000,00	4 635 000,00
	106 LIAISON MONT-DE-MARSAN - A65	50 000,00	
	109 VOIRIE PROGRAMME EXCEPTIONNEL	100 000,00	
	150 ROUTES D'INTERET LOCAL TRANSFEREES	3 665 500,00	60 000,00
	200 COLLEGES PROGRAMME COURANT	12 199 000,00	1 521 900,00
	208 COLLEGE D'ANGRESSE	200 000,00	
	400 UN COLLEGIEN UN ORDINATEUR PORTABLE	2 250 000,00	
45	<u>OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS</u>		
	45815 / 45825 IUT HALLE TECHNOLOGIQUE TRES HAUT DEBIT		184 400,00
	458116 / 458216 COLLEGE ANGRESSE - GYMNASSE ET TERRAIN		495 000,00
	458117 PLATEFORME XYLOMAT	125 000,00	
	TOTAL INVESTISSEMENT	184 279 252,71	89 179 252,71

Chap	FONCTIONNEMENT	Dépenses réelles (en euros)	Recettes réelles (en euros)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	28 830 826,00	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	86 504 875,00	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		1 211 100,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	15 198 000,00	
016	ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	58 633 360,00	21 900 000,00
017	REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	58 170 300,00	700 000,00
022	DEPENSES IMPREVUES	5 105 000,00	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	187 379 439,79	
6586	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	275 166,00	
66	CHARGES FINANCIERES	2 000 000,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 189 034,00	
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		3 837 850,51
73	IMPOTS ET TAXES		325 846 551,00
731	IMPOSITIONS DIRECTES		37 462 361,00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		86 963 242,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		13 615 100,00
76	PRODUITS FINANCIERS		106 131,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		426 615,00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		48 317 050,28
	TOTAL FONCTIONNEMENT	445 286 000,79	540 386 000,79

TOTAL GENERAL	629 565 253,50	629 565 253,50
----------------------	-----------------------	-----------------------

RECAPITULATIF

	Dépenses réelles et ordres (en euros)	Recettes réelles et ordres (en euros)
INVESTISSEMENT	246 379 252,71	246 379 252,71
REELLES	184 279 252,71	89 179 252,71
ORDRES	62 100 000,00	157 200 000,00
FONCTIONNEMENT	589 486 000,79	589 486 000,79
REELLES	445 286 000,79	540 386 000,79
ORDRES	144 200 000,00	49 100 000,00
TOTAL GENERAL	835 865 253,50	835 865 253,50

**LE BUDGET PRINCIPAL**

ID : 040-224000018-20220401-M0702_BP_2022-DE

	DEPENSES			RECETTES		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
Investissement	184 279 252,71	62 100 000,00	246 379 252,71	89 179 252,71	157 200 000,00	246 379 252,71
Fonctionnement	445 286 000,79	144 200 000,00	589 486 000,79	540 386 000,79	49 100 000,00	589 486 000,79
Total	629 565 253,50	206 300 000,00	835 865 253,50	629 565 253,50	206 300 000,00	835 865 253,50

LES BUDGETS ANNEXES

	DEPENSES			RECETTES		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES						
Investissement	60 000,00		60 000,00	4 605,60	55 394,40	60 000,00
Fonctionnement	413 210,41	55 394,40	468 604,81	468 604,81		468 604,81
Total	473 210,41	55 394,40	528 604,81	473 210,41	55 394,40	528 604,81
DOMAINE DEPARTEMENTAL D'OGNOAS						
Investissement	204 900,00	2 193 000,00	2 397 900,00	195 000,00	2 202 900,00	2 397 900,00
Fonctionnement	950 450,00	2 202 900,00	3 153 350,00	960 350,00	2 193 000,00	3 153 350,00
Total	1 155 350,00	4 395 900,00	5 551 250,00	1 155 350,00	4 395 900,00	5 551 250,00
PARC ET ATELIERS ROUTIERS DES LANDES						
Investissement	1 363 737,00		1 363 737,00	167 707,00	1 196 030,00	1 363 737,00
Fonctionnement	5 859 360,00	1 196 030,00	7 055 390,00	7 055 390,00		7 055 390,00
Total	7 223 097,00	1 196 030,00	8 419 127,00	7 223 097,00	1 196 030,00	8 419 127,00
SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT A LA VIE SOCIALE						
Investissement	6 415,00		6 415,00	1 745,00	4 670,00	6 415,00
Fonctionnement	356 035,00	4 670,00	360 705,00	360 705,00		360 705,00
Total	362 450,00	4 670,00	367 120,00	362 450,00	4 670,00	367 120,00
E.S.A.T. LES JARDINS DE NONERES - ACTIONS SOCIALES						
Investissement	18 910,00		18 910,00	695,00	18 215,00	18 910,00
Fonctionnement	1 130 009,52	18 215,00	1 148 224,52	1 148 224,52		1 148 224,52
Total	1 148 919,52	18 215,00	1 167 134,52	1 148 919,52	18 215,00	1 167 134,52
E.S.A.T. LES JARDINS DE NONERES - PRODUCTION ET COMMERCIALISATION						
Investissement	58 285,00	2 585,00	60 870,00	8 650,00	52 220,00	60 870,00
Fonctionnement	1 221 270,00	52 220,00	1 273 490,00	1 270 905,00	2 585,00	1 273 490,00
Total	1 279 555,00	54 805,00	1 334 360,00	1 279 555,00	54 805,00	1 334 360,00
ENTREPRISE ADAPTEE DEPARTEMENTALE						
Investissement	233 134,00	40 505,00	273 639,00	46 450,00	227 189,00	273 639,00
Fonctionnement	2 451 891,00	227 189,00	2 679 080,00	2 638 575,00	40 505,00	2 679 080,00
Total	2 685 025,00	267 694,00	2 952 719,00	2 685 025,00	267 694,00	2 952 719,00

LE CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE

	DEPENSES			RECETTES		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
ETABLISSEMENT PUBLIC DE SOINS D'INSERTION ET D'INTEGRATION						
Investissement	427 374,00	17 399,00	444 773,00	48 346,00	396 427,00	444 773,00
Fonctionnement	8 503 549,53	396 427,00	8 899 976,53	8 882 577,53	17 399,00	8 899 976,53
Total	8 930 923,53	413 826,00	9 344 749,53	8 930 923,53	413 826,00	9 344 749,53
ETABLISSEMENT PUBLIC ENFANCE ET FAMILLE 40						
Investissement	516 392,44	10 497,56	526 890,00	84 501,00	442 389,00	526 890,00
Fonctionnement	6 757 631,97	442 389,00	7 200 020,97	7 189 523,41	10 497,56	7 200 020,97
Total	7 274 024,41	452 886,56	7 726 910,97	7 274 024,41	452 886,56	7 726 910,97

TOTAL BUDGETS ANNEXES

	DEPENSES			RECETTES		
	Réelles	Ordres	Total	Réelles	Ordres	Total
TOTAL BUDGETS ANNEXES						
Investissement	2 889 147,44	2 263 986,56	5 153 134,00	557 699,60	4 595 434,40	5 153 134,00
Fonctionnement	27 643 407,43	4 595 434,40	32 238 841,83	29 974 855,27	2 263 986,56	32 238 841,83
Total	30 532 554,87	6 859 420,96	37 391 975,83	30 532 554,87	6 859 420,96	37 391 975,83

ARRETES



Direction de l'Aménagement

Les Landes, le Département

SO223090AP

REGLEMENTATION PERMANENTE DE LA CIRCULATION

Modification du régime de priorité

au carrefour des routes départementales D817 au PR 39+225 et D26 au PR 0+0

Territoire de la commune de Saint-Martin-de-Seignanx

Le Président du Conseil départemental des Landes,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment les dispositions du livre I, troisième partie concernant les intersections et régimes de priorité, approuvée par l'arrêté interministériel du 26 juillet 1974, modifiée,

VU l'arrêté n° 21-26-1 de M. le Président du Conseil départemental, en date du 5 juillet 2021, portant délégation de signature à M. le Directeur de l'Aménagement,

Considérant qu'au regard du trafic et par mesure de sécurité pour les usagers, il convient de modifier le régime de priorité au carrefour entre les routes départementales D817 au PR 39+225 et D26 au PR 0+0,

Sur proposition de M. le Responsable de l'Unité Territoriale Départementale Sud-Ouest,

**ARRETE****- ARTICLE 1 -**

Les précédents arrêtés, portant sur les règles de priorité à l'intersection de la RD817 au PR 39+225 et la RD26 au PR 0+0, sont abrogés et remplacé par le présent arrêté.

A l'intersection formée par la RD817 et la RD26 le régime de priorité est règlementé par un "stop". Ainsi, les usagers circulant sur RD26 et désirant s'insérer sur la RD817 devront marquer un temps d'arrêt avant de s'insérer sur celle-ci.

- ARTICLE 2 -

La signalisation de police conforme à la réglementation sera fournie, posée et entretenue par l'Unité Territoriale Départementale Sud-Ouest.

- ARTICLE 3 -

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

- ARTICLE 4 -

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs des services du Département des Landes.

Il pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

- ARTICLE 5 -

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Responsable de l'Unité Territoriale Départementale Sud-Ouest,
 - M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale des Landes,
- dont une copie est transmise pour information à :
- M. le Directeur de l'Aménagement,
 - M. le Maire de la commune de Saint-Martin-de-Seignanx.

A Mont-de-Marsan, le 23 MAR 2022
Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Régis JACQUIER
Directeur adjoint de l'Aménagement

Direction de l'Aménagement

SO223112AP

REGLEMENTATION PERMANENTE DE LA CIRCULATION

INTERDICTION DE STATIONNER

sur la route départementale D79 du PR 4+395 au PR 4+955

Territoire de la commune de Seignosse

Le Président du Conseil départemental des Landes,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment les dispositions du livre I, quatrième partie concernant la signalisation de prescription, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977, modifiée,

VU l'arrêté n° 21-26-1 de M. le Président du Conseil départemental, en date du 5 juillet 2021, portant délégation de signature à M. le Directeur de l'Aménagement,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des riverains sur la route départementale D79 du PR 4+395 au PR 4+955, il est nécessaire de réglementer la circulation,

Sur proposition de M. le Responsable de l'Unité Territoriale Départementale Sud-Ouest,

ARRETE

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220404-SO223112AP-AR

- ARTICLE 1 -

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les accotements droits et gauches de la route départementale D79 du PR 4+395 au PR 4+955 sur le territoire de la commune de Seignosse.

- ARTICLE 2 -

La signalisation de police conforme à la réglementation, B6a1, B39 "FIN D'INTERDICTION DE STATIONNER" et B6a1 accompagné de la plaquette M9Z "RAPPEL" en intermédiaire sera mise en place.

Cette signalisation sera fournie, posée et entretenue par l'Unité Territoriale Départementale Sud-Ouest.

- ARTICLE 3 -

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

- ARTICLE 4 -

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs des services du Département des Landes.

Il pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

- ARTICLE 5 -

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Responsable de l'Unité Territoriale Départementale Sud-Ouest,
- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale des Landes,

dont une copie est transmise pour information à :

- M. le Directeur de l'Aménagement,
- M. le Maire de la commune de Seignosse.

A Mont-de-Marsan, le 04 AVR. 2022
Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Régis JACQUIER
Directeur adjoint de l'Aménagement



PRÉFÈTE DES LANDES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interrégionale
de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
Sud-Ouest

Envoyé en préfecture le 28/03/2022

Reçu en préfecture le 28/03/2022

ID : 040-224000018-20220316-ASE_TARIF_21_09-AR



**Département
des Landes**

Direction de la Solidarité Départementale

ASE-TARIF-2021-009

**Arrêté conjoint portant fixation du prix de journée du Service d'Accueil Familial (SAF)
des Landes de l'association Rénovation à Saint-Sever**

LA PRÉFÈTE DES LANDES
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DES LANDES**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État, notamment l'article 45,

VU l'ordonnance n°45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants,

VU le décret n°2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse,

Vu l'arrêté conjoint portant renouvellement de l'autorisation du service d'accueil familial des Landes géré par l'association Rénovation en date du 04 juin 2018,

VU l'arrêté portant renouvellement d'habilitation du service d'accueil familial des Landes géré par l'association Rénovation en date du 10 octobre 2019,

Vu les propositions budgétaires pour l'année 2021 transmises par la personne ayant qualité pour représenter le SAF,

VU la délibération n° A2 du 6 mai 2021 de l'Assemblée départementale,

SUR RAPPORT de la Directrice adjointe de la Solidarité départementale,

SUR PROPOSITION du Directeur interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Sud-Ouest,

**ARRETENT**

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2021, les recettes et les dépenses prévisionnelles du **Service d'Accueil Familial des Landes à Saint-Sever** sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Total en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 298 296.68 €	6 477 704.68 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	4 696 999.20 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	482 408.80 €	
	Résultat		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	6 477 704.68 €	6 477 704.68 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Résultat		

ARTICLE 2 : Pour l'exercice budgétaire 2021, le **prix de journée** des prestations du Service d'Accueil Familial des Landes à Saint-Sever est fixé **à compter du 1^{er} janvier 2021 à 129.55€ pour une activité de 50 000 journées.**

ARTICLE 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 17 cours de Verdun, 33074 Bordeaux Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour des personnes ou organismes auxquels il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié au service concerné.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes, Monsieur le Directeur interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Sud-Ouest et Madame la Directrice adjointe de la Solidarité du Conseil Départemental des Landes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont-de-Marsan, le

16 MAR. 2022

Françoise TAHÉRI
PRÉFÈTE DES LANDES

Xavier FORTINON
PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES LANDES



Département
des Landes

Envoyé en préfecture le 28/03/2022

Reçu en préfecture le 28/03/2022



ID : 040-224000018-20220325-DSD_PMI_2022_08-AR

Les Landes, le Département

Xavier Fortinon

Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité Départementale

Protection Maternelle et Infantile

DSD-PMI-2022-08

Réf. : VM/LL

Dossier suivi par : Leslie LEBLOND

**AVIS relatif à la MODIFICATION DE L'AGREMENT DU MULTI ACCUEIL
« LES LOUPIOTS » à CAPBRETON**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES LANDES,

VU les pièces figurant au dossier ;

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.2324-1, L.2324-2, R.2324-16 et suivants,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.214-7, et D.214-7 et suivants,

Vu l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles ;

VU le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants modifiant les décrets n° 2000-762 du 1^{er} août 2000, n° 2007-230 du 20 février 2007 et n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU la demande effectuée par courrier en date du 14 janvier 2022 par Mr Laciédère, Maire de Capbreton.

VU l'avis favorable du Directeur adjoint en charge de la Solidarité Départementale et de la Responsable du Pôle Protection Maternelle et Infantile certifiant, en application de l'article L.2324-2 du Code de la santé publique, que l'EAJE dénommé "Les Loupiots", situé avenue Michel de Montaigne à Capbreton (40130), satisfait aux conditions de qualification ou d'expérience professionnelle, de moralité et d'aptitude physique requises des personnes exerçant leur activité dans l'établissement d'une part, et aux conditions d'installation et de fonctionnement d'autre part, et enfin que les locaux et leur aménagement répondent, compte tenu de l'âge des enfants, aux objectifs et conditions définies à l'article R2324-28 du même Code,

ARTICLE 1 - Conformément aux articles L2324-1 et R2324-16 et suivants du Code de la santé publique, à l'article L214-1-1 du Code de l'action sociale et des familles, un avis favorable est donné pour le fonctionnement de la crèche collective dénommée "Les Loupiots", située avenue Michel de Montaigne à Capbreton (40130), gérée par la commune de Capbreton, dans les conditions figurant dans sa demande susvisé **à compter du 1^{er} janvier 2022.**

ARTICLE 2 - MODALITES D'ACCUEIL DES ENFANTS

La capacité globale d'accueil autorisée de la grande crèche est de 55 enfants (40 en accueil collectif régulier et 15 en halte-garderie) âgés de 10 semaines à 4 ans.



Après constatation effective de l'adéquation des locaux par rapport à la capacité globale autorisée, cette dernière pourra être modulée sous réserve de la transmission effective par courriel 15 jours avant toute modulation de la capacité de l'agrément, d'un planning horaire croisé (enfants présents/personnel en poste) et d'une liste du personnel actualisée et adaptée à la nouvelle capacité prévisionnelle possible.

Dans le cas d'un agrément progressif, s'agissant de la subvention d'investissement engagée par la Caisse d'allocations familiales, celle-ci a la possibilité de verser le solde des paiements dans la limite d'un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'ouverture de la première place. A défaut de produire les éléments nécessaires à de tels paiements, le solde de la subvention allouée ne pourra plus être versé au promoteur, lequel en perdra le bénéfice.

L'EAJE est ouvert du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30. Il peut associer l'accueil régulier et l'accueil occasionnel.

Conformément à l'article R2324-20 du Code de la santé publique et indépendamment de l'application des dispositions de l'article R2324-27, compte tenu des variations prévisibles des besoins d'accueil, la capacité d'accueil de l'EAJE peut être différente suivant les périodes de l'année, de la semaine ou de la journée.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'ACCUEIL EN SURNOMBRE

Conformément à l'article R2324-27 du Code de la santé publique, le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115 % de la capacité d'accueil prévue par l'autorisation du Président du Conseil départemental qui lui a été adressée, sous réserve du respect des conditions suivantes :

1° Le taux d'occupation hebdomadaire de l'établissement n'excède pas 100 % de la capacité horaire hebdomadaire d'accueil calculée selon le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaire. Les modalités de calcul du taux d'occupation hebdomadaire sont précisées par arrêté du 8 octobre 2021 du ministre chargé de la famille ;

2° Les règles d'encadrement fixées à l'article R2324-43 sont respectées au regard du nombre total d'enfants effectivement accueillis à tout instant ;

3° Le gestionnaire de l'établissement transmet à la demande du service départemental de la protection maternelle et infantile les informations nécessaires au contrôle du respect des dispositions du présent article selon des modalités fixées par arrêté du 8 octobre 2021 du ministre chargé de la famille ;

4° Le règlement de fonctionnement présente les modalités d'organisation de l'accueil en surnombre dans l'établissement et son articulation avec les projets éducatif et social mentionnés aux 1° et 2° de l'article R2324-29.

ARTICLE 4 - COMPETENCES ET MISSIONS DU DIRECTEUR

Conformément à l'article R2324-34-1, le gestionnaire de l'établissement précise par écrit les compétences et les missions confiées par délégation au professionnel qu'elle a chargé de la direction de l'établissement ou du service.

Une copie de ce document est adressée au président du Conseil départemental du département qui a délivré l'autorisation prévue à l'article R. 2324-20 et, ainsi que, le cas échéant, au conseil de l'établissement.

Le document précise la nature et l'étendue des délégations notamment en matière de :

- 1° Conduite de la définition et de la mise en œuvre du projet d'établissement ou de service ;
- 2° Animation et gestion des ressources humaines ;
- 3° Gestion budgétaire, financière et comptable ;
- 4° Coordination avec les institutions et les intervenants extérieurs.

ARTICLE 5 - DESIGNATION DU DIRECTEUR

Conformément aux articles R2324-20 et R2324-34, la direction de l'EAJE est assurée par Anaïs DOUTHE titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice.



ARTICLE 6 - CONTINUITE DE FONCTION DE DIRECTION ET CONDITIONS DE SUPPLEANCE

Conformément à l'article R2324-36, en l'absence de la personne habituellement chargée des fonctions de direction, la continuité de ces fonctions est assurée par une personne présente dans l'établissement titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice, éducateur de jeunes enfants, auxiliaire de puériculture, infirmière, psychomotricienne, ou à défaut une personne titulaire d'une qualification définie par l'arrêté du 3 décembre 2018 du ministre chargé de la famille relatif aux professionnels des EAJE et justifiant d'une expérience professionnelle d'une année auprès de jeunes enfants. Le règlement de fonctionnement prévoit, en application du 2° de l'article R2324-30, les conditions dans lesquelles cette personne est désignée et les conditions de suppléance.

ARTICLE 7 - MUTUALISATION DE DIRECTION

Conformément aux dispositions des articles R2324-20 alinéa 6, R2324-34-2, sous réserve de l'autorisation du Président du Conseil départemental, délivrée dans les conditions prévues aux articles R2324-19 et R2324-21, et du respect des dispositions du 2° de l'article R2324-30 relatives à la continuité de fonction de direction, la direction de plusieurs établissements et services, dans la limite de trois, chacun d'une capacité inférieure ou égale à vingt-quatre places, peut être assurée par une même personne lorsque la capacité totale desdits établissements et services n'excède pas cinquante-neuf places.

Le Président du Conseil départemental prend en compte, pour donner son autorisation ou formuler son avis, les difficultés éventuelles de recrutement, la capacité des établissements et services concernés, leur amplitude d'ouverture, la distance qui les sépare, ainsi que les compétences des autres professionnels qui y sont employés.

Il est tenu compte de la capacité globale des établissements et services placés sous la direction d'une personne pour l'application des dispositions des articles R2324-34, R2324-46-1, R2324-47-1 et R2324-48-1.

ARTICLE 8 - ENCADREMENT DES ENFANTS

Le Gestionnaire respecte les dispositions issues des articles R2324-42, R2324-43, R2324-43-1 et R2324-43-2, relatives au taux d'encadrement des effectifs.

Conformément à l'article R2324-20 alinéa 7, la règle d'encadrement choisie par l'Etablissement en application du II de l'article R2324-46-4, est d'un rapport d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent.

ARTICLE 9 - EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Conformément à l'article R2324-38, l'établissement veille à s'assurer, compte tenu du nombre, de l'âge et des besoins des enfants qu'il accueille et de leur projet éducatif et social, le concours d'une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels qualifiés, notamment dans les domaines psychologique, psychomoteur, social, sanitaire, éducatif et culturel.

Conformément à l'article R2324-39, cette équipe pluridisciplinaire est constituée conformément aux articles R2324-40, R2324-41 et R2324-46-3.

Conformément à l'article R2324-46-1, pour la mise en œuvre des dispositions contenues aux articles R. 2324-34 et R. 2324-35, les crèches collectives mentionnées au 1° du II de l'article R. 2324-17 constituent leurs équipes de manière à respecter les quotités minimales de temps de travail dédié aux fonctions de direction soit 1 équivalent temps plein.

ARTICLE 10 - REFERENT "SANTE et ACCUEIL INCLUSIF"

Conformément à l'article R2324-39, un référent "Santé et Accueil inclusif" dont les missions sont précisées à ce même article intervient dans chaque établissement. La fonction de référent "Santé et Accueil inclusif" peut être exercée par :

1° Un médecin possédant une spécialisation, une qualification ou une expérience en matière de santé du jeune enfant ;

2° Une personne titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice



3° Une personne titulaire du diplôme d'Etat d'infirmier disposant d'un diplôme universitaire en matière de santé du jeune enfant ou d'une expérience minimale de trois ans à titre principal auprès de jeunes enfants comme infirmier dont les modalités de calcul sont fixées par voie réglementaire.

Pour la mise en œuvre des dispositions relatives à l'accompagnement en santé du jeune enfant, le gestionnaire respecte les durées minimales d'intervention fixées à l'article R2324-46-2.

ARTICLE 11 - ADMINISTRATION DES SOINS ET DES TRAITEMENTS MEDICAUX DES ENFANTS ACCUEILLIS

Conformément à l'article R2324-39-1, le directeur de l'établissement s'assure, pour chaque enfant admis, de la remise par les titulaires de l'autorité parentale ou des représentants légaux de l'enfant :

1° D'un certificat médical daté de moins de deux mois attestant de l'absence de toute contre-indication à l'accueil en collectivité. Ce certificat est remis au moment de l'admission et au plus tard dans les quinze jours suivant l'admission ;

2° D'une copie des documents attestant du respect des obligations vaccinales, conformément aux dispositions de l'article R. 3111-8.

L'établissement conserve jusqu'au terme du contrat d'accueil de l'enfant les documents mentionnés aux 1° et 2°.

Lors de l'admission, le directeur, en lien avec le référent "Santé et Accueil inclusif" précité, informe les titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux de l'enfant des conditions dans lesquelles des soins et traitements médicaux mentionnés à l'article R. 2111-1 peuvent être le cas échéant administrés à leur enfant.

Conformément aux articles L2111-3-1 et R 2111-1 du Code de la santé publique, tout professionnel d'EAJE possédant l'une des qualifications mentionnées aux articles R2324-34, R2324-35 et R2324-42, peut procéder à l'administration des soins et des traitements médicaux à un enfant qu'il prend en charge, à la demande du ou des titulaires de l'autorité parentale ou de ses représentants légaux, dès lors que :

- il maîtrise la langue française,
- il se conforme aux modalités de délivrance de soins spécifiques, occasionnels ou réguliers, précisées dans le protocole écrit mentionné au 3° du II de l'article R2324-30 du présent code et qui lui ont été expliquées par le Référent "Santé et Accueil inclusif" mentionné à l'article R2324-39.

Avant d'administrer les soins ou traitements médicaux, il s'assure que :

- le médecin n'a pas expressément prescrit l'intervention d'un auxiliaire médical,
- le ou les titulaires de l'autorité parentale ou les représentants légaux de l'enfant les ont expressément autorisés par écrit,
- le médicament ou le matériel nécessaire a été fourni par ces derniers,
- qu'il dispose bien de l'ordonnance médicale prescrivant les soins ou traitements (ou d'une copie), et s'y conforme entièrement,
- que le geste qu'il lui est demandé de réaliser lui ait bien été expliqué préalablement par le ou les titulaires de l'autorité parentale ou les représentants légaux de l'enfant.

Chaque geste fait l'objet d'une inscription immédiate dans un registre dédié précisant :

- le nom de l'enfant,
- la date et l'heure de l'acte,
- le nom du professionnel l'ayant réalisé ainsi que, le cas échéant, le nom du médicament administré et la posologie.

ARTICLE 12 - LOCAUX

Conformément à l'article R2324-28, les locaux et leur aménagement permettent la mise en œuvre du projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R2324-29.



Les personnels de l'établissement y accomplissent leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée à leurs besoins les repas, le sommeil, le repos, les soins corporels et les activités de jeu et d'éveil.

L'aménagement intérieur et extérieur de l'établissement permet de mettre en œuvre l'accueil inclusif des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique.

L'aménagement intérieur de l'établissement favorise en outre l'accueil des titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux et l'organisation de réunions pour le personnel.

L'établissement comprend une ou plusieurs unités d'accueil, dans les conditions prévues au II de l'article R2324-46 et au III de l'article R2324-47. Une unité d'accueil est un espace aménagé pour offrir de façon autonome aux enfants qui y sont accueillis l'ensemble des prestations et des activités prévues par le projet d'établissement.

L'établissement peut proposer un accueil en semi plein-air permettant l'accueil des enfants dans un espace extérieur et accessoirement dans un espace couvert. Les modalités d'usage de l'espace extérieur sont détaillées dans le projet éducatif prévu au 2° de l'article R2324-29.

Les locaux et l'aménagement intérieur de l'établissement respectent les exigences du référentiel batimentaire national créé par arrêté du 31 août 2021.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

➤ Obligations de l'employeur

Conformément à l'article R2324-33 I, le Gestionnaire s'assure, dans les conditions prévues à l'article 776 du code de procédure pénale, que les personnes qu'il recrute pour exercer des fonctions, à quelque titre que ce soit, satisfont aux dispositions de l'article L. 133-6 du code de l'action sociale et des familles.

Cette obligation s'applique également pour le recrutement des stagiaires, apprentis et intervenants extérieurs, rémunérés ou bénévoles, participant à l'accueil des enfants.

Le Gestionnaire garantit contre les conséquences de sa responsabilité civile à l'occasion des dommages qu'il peut causer aux enfants ou que ces derniers peuvent causer à autrui :

1° Les personnes qu'il emploie ;

2° Les bénévoles et intervenants extérieurs non-salariés, qui participent à l'accueil des enfants, sont présents dans l'établissement ou le service, ou participent avec les enfants à des activités qu'il organise.

Conformément à l'article R2324-41-1, pour les professions autres que celles de médecin, d'infirmier et d'assistant de service social, couvertes par les articles L.4111-2, L.4311-3 et L.4331-4 et par l'article L.411-1 du Code de l'action sociale et des familles, l'employeur peut procéder, dans le respect de la libre circulation des travailleurs et, le cas échéant, des dispositions statutaires ou conventionnelles applicables à l'emploi considéré, au recrutement de toute personne justifiant d'un diplôme de l'Union européenne permettant d'occuper un emploi équivalent dans son pays d'obtention.

➤ Obligations générales vis-à-vis des autorités administratives

Conformément à l'article R2324-25 du Code de la santé publique, dans le cadre de sa mission de contrôle prévue à l'article L. 2324-2, le responsable du service départemental de protection maternelle et infantile demande au gestionnaire de l'établissement de lui transmettre chaque année des informations relatives aux enfants accueillis ainsi qu'aux caractéristiques de l'accueil. La liste limitative de ces informations, ainsi que les modalités de leur transmission, sont définies par arrêté du ministre chargé de la famille.

Le gestionnaire de l'établissement informe sans délai le Président du Conseil départemental de :

1° Tout accident survenu pendant l'accueil d'un enfant qui lui était confié ayant entraîné l'hospitalisation de ce dernier ou sa prise en charge par des équipes de secours extérieures à l'établissement ;



2° Tout décès d'un enfant qui lui était confié.

Il informe également sans délai le Président du Conseil départemental de tout changement des coordonnées mentionnées au 3° du IV de l'article R. 2324-19, permettant de joindre l'établissement en cas d'urgence.

Au titre de l'accueil d'enfants de parents ou représentants légaux en insertion sociale ou professionnelle, le gestionnaire de l'établissement d'accueil de jeunes enfants :

1° Transmet, sans préjudice des dispositions du Code de l'action sociale et des familles, au Président du comité départemental des services aux familles, une fois par an et selon des modalités définies par arrêté du ministre chargé de la famille, un document actualisé présentant les modalités selon lesquelles l'établissement ou le service met en œuvre, lorsqu'elles s'appliquent à lui, les dispositions de l'article L. 214-7 de ce Code, ainsi que les résultats obtenus ;

2° Informe, conformément aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles relatives à l'accueil des jeunes enfants des personnes en insertion sociale ou professionnelle, le maire de la commune d'implantation ou, le cas échéant, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'accueil des jeunes enfants, des actions mises en place au titre de l'obligation instituée par l'article L. 214-7 du même Code.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L214-2-2 et D214-10 du Code de l'action sociale et des familles, le Gestionnaire de l'établissement communique par voie électronique ses disponibilités d'accueil à la CNAF selon une périodicité et des modalités de transmission fixées par arrêté du 31 août 2021.

Enfin, les projets d'établissement et règlement de fonctionnement mentionnés respectivement aux articles R2324-29 et R2324-30 doivent être mis en conformité avec les nouvelles dispositions réglementaires issues du décret n°2021-1131 du 30 août 2021 au plus tard le 1er septembre 2022.

➤ Mise en œuvre de la charte nationale de l'accueil du jeune enfant

Conformément à l'article R2324-29, l'Etablissement élabore un projet d'établissement ou de service qui met en œuvre la charte nationale de l'accueil du jeune enfant mentionnée à l'article L. 214-1-1 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 14 - Conformément à l'article R 2324-24 du Code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'avis, ou sur l'une des mentions de l'avis, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil départemental par le directeur ou le gestionnaire de l'établissement. Le Président du Conseil départemental peut, dans un délai d'un mois, refuser la modification.

Article 15 - Le présent arrêté sera transmis au contrôle de légalité, publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes. Monsieur le Directeur adjoint en charge de la Solidarité Départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 - Le présent avis sera notifié à son bénéficiaire.

Article 17 - Le présent avis pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de PAU (50, Cours Lyautey - B.P. 543 - 64010 PAU Cedex) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Fait à Mont-de-Marsan, le **25 MAR. 2022**

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental



Département
des Landes

Envoyé en préfecture le 28/03/2022

Reçu en préfecture le 28/03/2022



ID : 040-224000018-20220325-DSD_PMI_2022_09-AR

Les Landes, le Département

Xavier Fortinon

Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité Départementale

Protection Maternelle et Infantile

DSD-PMI-2022-09

Réf. : VM/LL

Dossier suivi par : Leslie LEBLOND

**AVIS relatif à la MODIFICATION DE L'AGREMENT DE
LA « CRECHE FAMILIALE DU MANOT » à MONT DE MARSAN**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES LANDES,

VU les pièces figurant au dossier ;

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.2324-1, L.2324-2, R.2324-16 et suivants,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.214-7, et D.214-7 et suivants,

Vu l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles ;

VU le décret no 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants modifiant les décrets n° 2000-762 du 1^{er} août 2000, n° 2007-230 du 20 février 2007 et n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatifs aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU la demande effectuée par courrier en date du 14 janvier 2022 par Mme Marie-Christine HARAMBAT, vice-présidente du CCAS de Mont de Marsan.

VU l'avis favorable du Directeur adjoint en charge de la Solidarité Départementale et de la Responsable du Pôle Protection Maternelle et Infantile certifiant, en application de l'article L.2324-2 du Code de la santé publique, que l'EAJE dénommé "crèche familiale du Manot", située 4 rue Caoussehourg (Mont de Marsan), satisfait aux conditions de qualification ou d'expérience professionnelle, de moralité et d'aptitude physique requises des personnes exerçant leur activité dans l'établissement d'une part, et aux conditions d'installation et de fonctionnement d'autre part, et enfin que les locaux et leur aménagement répondent, compte tenu de l'âge des enfants, aux objectifs et conditions définies à l'article R2324-28 du même Code,

ARTICLE 1 - Conformément aux articles L2324-1 et R2324-16 et suivants du Code de la santé publique, à l'article L214-1-1 du Code de l'action sociale et des familles, un avis favorable est donné pour le fonctionnement de la crèche familiale dénommée "crèche familiale du Manot", située 4 rue Caoussehourg (Mont de Marsan), gérée par le CCAS de Mont de Marsan, dans les conditions figurant dans sa demande susvisée **à compter du 1^{er} janvier 2022.**



ARTICLE 2 - MODALITES D'ACCUEIL DES ENFANTS

La capacité globale d'accueil autorisée de la crèche familiale est de 40 enfants âgés de 10 semaines jusqu'à 4 ans.

L'EAJE est ouvert du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00.

Conformément à l'article R2324-20 du Code de la santé publique et indépendamment de l'application des dispositions de l'article R2324-27, compte tenu des variations prévisibles des besoins d'accueil, la capacité d'accueil de l'EAJE peut être différente suivant les périodes de l'année, de la semaine ou de la journée.

ARTICLE 3 - COMPETENCES ET MISSIONS DU DIRECTEUR

Conformément à l'article R2324-34-1, le gestionnaire de l'établissement précise par écrit les compétences et les missions confiées par délégation au professionnel qu'elle a chargé de la direction de l'établissement ou du service.

Une copie de ce document est adressée au président du Conseil départemental du département qui a délivré l'autorisation prévue à l'article R. 2324-20 et, ainsi que, le cas échéant, au conseil de l'établissement.

Le document précise la nature et l'étendue des délégations notamment en matière de :

- 1° Conduite de la définition et de la mise en œuvre du projet d'établissement ou de service ;
- 2° Animation et gestion des ressources humaines ;
- 3° Gestion budgétaire, financière et comptable ;
- 4° Coordination avec les institutions et les intervenants extérieurs.

ARTICLE 4 - DESIGNATION DU DIRECTEUR

Conformément aux articles R2324-20 et R2324-34, la direction de l'EAJE est assurée par Mme Bénédicte SANZ titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice.

ARTICLE 5 - EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Conformément à l'article R2324-48, l'établissement veille à s'assurer, compte tenu du nombre, de l'âge et des besoins des enfants qu'il accueille et de leur projet éducatif et social, le concours d'une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels qualifiés, notamment dans les domaines psychologique, psychomoteur, social, sanitaire, éducatif et culturel.

ARTICLE 6 - REFERENT "SANTE et ACCUEIL INCLUSIF"

Conformément à l'article R2324-39, un référent "Santé et Accueil inclusif" dont les qualifications et missions sont précisées à ce même article intervient dans chaque établissement.

Pour la mise en œuvre des dispositions relatives à l'accompagnement en santé du jeune enfant, le gestionnaire respecte les durées minimales d'intervention fixées à l'article R2324-48-2.

ARTICLE 7 - ADMINISTRATION DES SOINS ET DES TRAITEMENTS MEDICAUX DES ENFANTS ACCUEILLIS

Conformément à l'article R2324-39-1, le directeur de l'établissement s'assure, pour chaque enfant admis, de la remise par les titulaires de l'autorité parentale ou des représentants légaux de l'enfant :

1° D'un certificat médical daté de moins de deux mois attestant de l'absence de toute contre-indication à l'accueil en collectivité. Ce certificat est remis au moment de l'admission et au plus tard dans les quinze jours suivant l'admission ;

2° D'une copie des documents attestant du respect des obligations vaccinales, conformément aux dispositions de l'article R. 3111-8.

L'établissement conserve jusqu'au terme du contrat d'accueil de l'enfant les documents mentionnés aux 1° et 2°.



Lors de l'admission, le directeur, en lien avec le référent "Santé et Accueil inclusif" précité, informe les titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux de l'enfant des conditions dans lesquelles des soins et traitements médicaux mentionnés à l'article R. 2111-1 peuvent être le cas échéant administrés à leur enfant.

Conformément aux articles L2111-3-1 et R 2111-1 du Code de la santé publique, et selon les modalités définies dans les articles précités, un assistant maternel agréé accueillant l'enfant dans le cadre d'un contrat d'accueil, peut procéder à l'administration des soins et des traitements médicaux à un enfant qu'il prend en charge, à la demande du ou des titulaires de l'autorité parentale ou de ses représentants légaux.

ARTICLE 8 - LOCAUX

Conformément à l'article R. 2324-48-4, les assistants maternels d'une crèche familiale se réunissent régulièrement en présence des enfants qu'ils accueillent pour des temps de socialisation et d'éveil, dans les locaux de la crèche familiale.

Conformément à l'article R2324-28, les locaux et leur aménagement permettent la mise en œuvre du projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R2324-29.

Les personnels de l'établissement y accomplissent leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée à leurs besoins les repas, le sommeil, le repos, les soins corporels et les activités de jeu et d'éveil.

L'aménagement intérieur et extérieur de l'établissement permet de mettre en œuvre l'accueil inclusif des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique.

L'aménagement intérieur de l'établissement favorise en outre l'accueil des titulaires de l'autorité parentale ou représentants légaux et l'organisation de réunions pour le personnel.

L'établissement peut proposer un accueil en semi plein-air permettant l'accueil des enfants dans un espace extérieur et accessoirement dans un espace couvert. Les modalités d'usage de l'espace extérieur sont détaillées dans le projet éducatif prévu au 2° de l'article R2324-29.

Les locaux et l'aménagement intérieur de l'établissement respectent les exigences du référentiel batimentaire national créé par arrêté du 31 août 2021.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

➤ Obligations de l'employeur

Conformément à l'article R2324-33 I, le Gestionnaire s'assure, dans les conditions prévues à l'article 776 du code de procédure pénale, que les personnes qu'il recrute pour exercer des fonctions, à quelque titre que ce soit, satisfont aux dispositions de l'article L. 133-6 du code de l'action sociale et des familles.

Cette obligation s'applique également pour le recrutement des stagiaires, apprentis et intervenants extérieurs, rémunérés ou bénévoles, participant à l'accueil des enfants.

Le Gestionnaire garantit contre les conséquences de sa responsabilité civile à l'occasion des dommages qu'il peut causer aux enfants ou que ces derniers peuvent causer à autrui :

1° Les personnes qu'il emploie ;

2° Les bénévoles et intervenants extérieurs non-salariés, qui participent à l'accueil des enfants, sont présents dans l'établissement ou le service, ou participent avec les enfants à des activités qu'il organise.

Conformément à l'article R2324-41-1, pour les professions autres que celles de médecin, d'infirmier et d'assistant de service social, couvertes par les articles L.4111-2, L.4311-3 et L.4331-4 et par l'article L.411-1 du Code de l'action sociale et des familles, l'employeur peut procéder, dans le respect de la libre circulation des travailleurs et, le cas échéant, des dispositions statutaires ou

conventionnelles applicables à l'emploi considéré, au recrutement de toute personne justifiant d'un diplôme de l'Union européenne permettant d'occuper un emploi équivalent dans son pays d'obtention.

➤ Obligations générales vis-à-vis des autorités administratives

Conformément à l'article R2324-25 du Code de la santé publique, dans le cadre de sa mission de contrôle prévue à l'article L. 2324-2, le responsable du service départemental de protection maternelle et infantile demande au gestionnaire de l'établissement de lui transmettre chaque année des informations relatives aux enfants accueillis ainsi qu'aux caractéristiques de l'accueil. La liste limitative de ces informations, ainsi que les modalités de leur transmission, sont définies par arrêté du ministre chargé de la famille.

Le gestionnaire de l'établissement informe sans délai le Président du Conseil départemental de :

1° Tout accident survenu pendant l'accueil d'un enfant qui lui était confié ayant entraîné l'hospitalisation de ce dernier ou sa prise en charge par des équipes de secours extérieures à l'établissement ;

2° Tout décès d'un enfant qui lui était confié.

Il informe également sans délai le Président du Conseil départemental de tout changement des coordonnées mentionnées au 3° du IV de l'article R. 2324-19, permettant de joindre l'établissement en cas d'urgence.

Au titre de l'accueil d'enfants de parents ou représentants légaux en insertion sociale ou professionnelle, le gestionnaire de l'établissement d'accueil de jeunes enfants :

1° Transmet, sans préjudice des dispositions du Code de l'action sociale et des familles, au Président du comité départemental des services aux familles, une fois par an et selon des modalités définies par arrêté du ministre chargé de la famille, un document actualisé présentant les modalités selon lesquelles l'établissement ou le service met en œuvre, lorsqu'elles s'appliquent à lui, les dispositions de l'article L. 214-7 de ce Code, ainsi que les résultats obtenus ;

2° Informe, conformément aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles relatives à l'accueil des jeunes enfants des personnes en insertion sociale ou professionnelle, le maire de la commune d'implantation ou, le cas échéant, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'accueil des jeunes enfants, des actions mises en place au titre de l'obligation instituée par l'article L. 214-7 du même Code.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L214-2-2 et D214-10 du Code de l'action sociale et des familles, le Gestionnaire de l'établissement communique par voie électronique ses disponibilités d'accueil à la CNAF selon une périodicité et des modalités de transmission fixées par arrêté du 31 août 2021.

Enfin, les projets d'établissement et règlement de fonctionnement mentionnés respectivement aux articles R2324-29 et R2324-30 doivent être mis en conformité avec les nouvelles dispositions réglementaires issues du décret n°2021-1131 du 30 août 2021.

➤ Mise en œuvre de la charte nationale de l'accueil du jeune enfant

Conformément à l'article R2324-29, l'Etablissement élabore un projet d'établissement ou de service qui met en œuvre la charte nationale de l'accueil du jeune enfant mentionnée à l'article L. 214-1-1 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 10 - Conformément à l'article R 2324-24 du Code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'avis, ou sur l'une des mentions de l'avis, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil départemental par le directeur ou le gestionnaire de l'établissement. Le Président du Conseil départemental peut, dans un délai d'un mois, refuser la modification.

Article 11 - Le présent avis sera transmis au contrôle de légalité, publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des



Landes. Monsieur le Directeur adjoint en charge de la Solidarité Départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 - Le présent avis sera notifié à son bénéficiaire.

Article 13 - Le présent avis pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de PAU (50, Cours Lyautey - B.P. 543 - 64010 PAU Cedex) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Fait à Mont-de-Marsan, le **25 MAR. 2022**

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental



**Département
des Landes**

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_14-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD - PPA - 2022 - 014
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD Léon Dubédat
à BISCARROSSE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablisements@landes.fr
landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Léon Dubédat situé 55 Avenue Montbron - 40600 BISCARROSSE sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 65,79 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 25,21 €
 - GIR 3-4 : 16,00 €
 - GIR 5-6 : 6,79 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 89,31 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance concernant l'hébergement permanent de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 715 949,20 €	615 173,04 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 615 173,04 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 387 011,51 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 32 250,96 €.

ARTICLE 4 – Le forfait dépendance pour l'accueil de jour adossé à l'EHPAD de Biscarosse est fixé à 45 000 euros. Ce forfait sera versé mensuellement à hauteur de 3 750 €.

Le forfait mensuel total à verser à l'établissement s'élève à **36 000,96 €**.

ARTICLE 5 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 6 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes. Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR 2022

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablisements@landes.fr



**Département
des Landes**

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_18-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD - PPA - 2022 - 018
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD Les Ajoncs
à GABARRET

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Les Ajoncs situé 174, Avenue de l'Hôpital – 40310 GABARRET sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement :
Chambre individuelles : 60,72 €
Chambre double : 59,70 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
GIR 1-2 : 24,50 €
GIR 3-4 : 15,55 €
GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 82,19 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement concernant l'activité hébergement permanent sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 866 601,20€	665 130,62 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 665 130,62 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 359 545,03 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 29 962,09 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR. 2022

X F. L.

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental



**Département
des Landes**

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_19-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD - PPA - 2022 - 019
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD Résidence des Landes
Sites de ROQUEFORT et LABASTIDE D'ARMAGNAC

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Résidence des Landes sites de Roquefort et Labastide d'Armagnac, dont le siège est situé 128, Avenue de l'Armagnac – 40 120 ROQUEFORT sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement moyen: 53,81 €
Chambre simple : 54,42 €
Chambre couple : 52,12 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
GIR 1-2 : 25,35 €
GIR 3-4 : 16,08 €
GIR 5-6 : 6,82 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 74,63 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance pour l'activité hébergement permanent de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	2 579 608,75 €	1 024 182,60 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 1 024 182,60€.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 609 740,56 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 50 811,71 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR 2022

X F. L.

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



**Département
des Landes**

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_20-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD-PPA-2022-020
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
et du forfait global relatif à la dépendance
de l'EHPAD Robert Labeyrie
à PONTONX-SUR-L'ADOUR

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : établissements@landes.fr
landes.fr



ARRETE

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Robert Labeyrie situé 175 avenue Robert Labeyrie - 40465 PONTONX-SUR-L'ADOUR sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 56,52 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 24,50 €
 - GIR 3-4 : 15,55 €
 - GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 78,71 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 387 848,00 €	549 826,67 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 549 826,67 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 357 626,99 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 29 802,25 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 28 MAR. 2022

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022



ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_21-AR

Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD-PPA-2022-021
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
et du forfait global relatif à la dépendance
de l'EHPAD Fondation Saint Sever
à LUXEY

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : établissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Fondation Saint Sever situé 25 rue de la Mairie - 40430 LUXEY sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 55,28 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 24,50 €
 - GIR 3-4 : 15,55 €
 - GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 78,38 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 045 987,80 €	399 728,00 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 399 728,00 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 181 779,92 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 15 148,33 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR. 2022

X F. L.

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_22-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD-PPA-2022-022
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
et du forfait global relatif à la dépendance
de l'EHPAD Résidence Cœur du Tursan
à GEAUNE-EN-TURSAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr
landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Résidence Cœur du Tursan situé 12 rue Jean Moulin – 40320 GEAUNE-EN-TURSAN sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 55,82 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 24,50 €
 - GIR 3-4 : 15,55 €
 - GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 76,71 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 446 604,80 €	545 390,20 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 545 390,20 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 352 017,80 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 29 334,82 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 28 MAR. 2022

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_23-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD-PPA-2022-023
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
et du forfait global relatif à la dépendance
de l'EHPAD du Pays d'Albret
à LABRIT

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD du Pays d'Albret géré par le CIAS Cœur Haute Lande - situé 83 route de Luxey 40420 LABRIT sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 55,57 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 24,50 €
 - GIR 3-4 : 15,55 €
 - GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 77,38 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 213 260,00 €	468 012,00 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 468 012,00 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 294 395,20 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 24 532,93 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 28 MAR. 2022

X F. L.

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_24-AR

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

ARRÊTÉ N° DSD-PPA-2022-024
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
et du forfait global relatif à la dépendance
de l'EHPAD la Grande Lande
à PISSOS

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD la Grande Lande géré par le CIAS Cœur Haute Lande - situé 271 rue de la Gare 40410 PISSOS sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 56,08 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 24,50 €
 - GIR 3-4 : 15,55 €
 - GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 77,52 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	897 754,00 €	337 498,40 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 337 498,40 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 182 423,20 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 15 201,93 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal Inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.
Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR. 2022

X F L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_25-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD-PPA-2022-025
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
et du forfait global relatif à la dépendance
de l'EHPAD le Peyricat
à SABRES

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : établissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Le Peyricat géré par le CIAS Cœur Haute Lande - situé 522 Route du Presbytère 40630 SABRES sont fixés comme suit :

- Tarif moyen hébergement : **56,33 €**
 Tarif chambre simple : 56,33 €
 Tarif chambre double : 87,86 €
 Tarif chambre 1 personne en chambre double : 43,93 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 GIR 1-2 : 24,50 €
 GIR 3-4 : 15,55 €
 GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 77,08 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 405 939,85 €	516 825,60 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 516 825,60 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 295 797,00 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 24 649,75 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR. 2022

X

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



**Département
des Landes**

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022



ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_26-AR

Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD-PPA-2022-026
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
et du forfait global relatif à la dépendance
de l'EHPAD les Balcons de la Leyre
à SORE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr

landes.fr



ARRETE

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Les Balcons de la Leyre géré par le CIAS Cœur Haute Lande - situé 541 rue Broustra 40430 SORE sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 58,79 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 24,50 €
 - GIR 3-4 : 15,55 €
 - GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 81,51 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 283 340,00 €	487 620,00 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 487 620,00 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 276 414,32 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 23 034,53 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 28 MAR. 2022

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022



ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_27-AR

Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD - PPA - 2022 - 027
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD de Coujon
à GRENADE SUR ADOUR

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablisements@landes.fr
landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD de Coujon géré par le CCAS de GRENADE SUR ADOUR situé 17 Avenue d'Hesingue - 40270 GRENADE SUR ADOUR sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement :
Chambre individuelle : 51,19 €
Chambre couple : 84,45 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
GIR 1-2 : 25,67 €
GIR 3-4 : 16,29 €
GIR 5-6 : 6,91 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 71,59 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 087 275,60 €	437 294,35 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 437 294,35 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 288 535,79 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 24 044,65 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR. 2022

X F _____

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



**Département
des Landes**

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_28-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD - PPA - 2022 - 028
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD Maison de retraite
à VILLENEUVE DE MARSAN

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Maison de retraite situé 205 allée d'Haussez – 40190 VILLENEUVE DE MARSAN sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 48,44 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 25,34 €
 - GIR 3-4 : 16,08 €
 - GIR 5-6 : 6,82 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 69,93 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 927 601,50 €	880 210,00 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 880 210,00 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 573 956,69 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 47 829,72 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le 28 MAR, 2022

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablisements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 29/03/2022

Reçu en préfecture le 29/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_29-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD - PPA - 2022 - 029
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD Les Peupliers
à AMOU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD les Peupliers à Amou géré par le CIAS des Luys situé 170, Avenue des Peupliers – 40 330 AMOU sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement :
Chambre simple : 56,64 €
Chambre couple : 98,45 €
1 personne en chambre double : 49,23 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
GIR 1-2 : 24,50 €
GIR 3-4 : 15,55 €
GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 75,98 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance pour l'activité hébergement permanent de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 267 761,58 €	445 341,84 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 445 341,84 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 275 002,51 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 22 916,88 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} Avril 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR. 2022

X F. L.

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022



ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_30-AR

Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD - PPA - 2022 - 030
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD La Martinière
à SAINT MARTIN DE SEIGNANX

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : établissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD La Martinière géré par l'Association Notre Dame de Lourdes situé 424 Route de l'Adour – 40390 SAINT MARTIN DE SEIGNANX sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 64,98 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 24,66 €
 - GIR 3-4 : 15,65 €
 - GIR 5-6 : 6,64 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 85,55 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance pour l'activité hébergement permanent de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 653 189,48 €	530 448,00 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 530 448,00 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 299 612,12 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 24 967,68 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} avril 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR 2022

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon

Président du Conseil départemental

Direction de la Solidarité départementale
Pôle Personnes Agées
Service Établissements

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

ID : 040-224000018-20220328-DSD_PPA_2022_31-AR



Les Landes, le Département

ARRÊTÉ N° DSD-PPA-2022-031
Portant fixation des tarifs hébergement et dépendance
et du forfait global relatif à la dépendance
de l'EHPAD A Noste
à ONESSE ET LAHARIE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES LANDES,

VU le Code de la Santé Publique,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 314-1 et suivants relatifs aux dispositions financières des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 4 novembre 2019 prenant acte du lancement du Plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° 2⁽¹⁾ du Conseil départemental en date du 17 avril 2020 relative au plan d'urgence Covid-19,

VU la délibération n° A 1 du Conseil départemental en date du 16 novembre 2020 relative aux interventions sociales diverses et notamment à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

VU la délibération n° A 2 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 relative aux personnes âgées et notamment au cadrage tarifaire 2022 et à la poursuite du plan Bien Vieillir dans les Landes,

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr

landes.fr

**ARRETE**

ARTICLE 1 – Pour l'exercice budgétaire 2022, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD A Noste géré par l'association AGAMROL - situé 52 chemin du Lavoir 40110 ONESSE ET LAHARIE sont fixés comme suit :

- Tarif hébergement : 62,15 €
- Tarifs dépendance, selon le GIR du résident :
 - GIR 1-2 : 24,50 €
 - GIR 3-4 : 15,55 €
 - GIR 5-6 : 6,60 €

Tous ces tarifs sont applicables à l'hébergement permanent et temporaire des personnes âgées de plus de 60 ans.

- Tarif des personnes de moins de 60 ans : 83,41 €

ARTICLE 2 – Les produits prévisionnels hébergement et dépendance de l'établissement sont autorisés comme suit :

	Hébergement	Dépendance
Produits issus de la tarification	1 368 986,21 €	471 488,66 €

ARTICLE 3 – Le forfait global dépendance 2022, établi sur la base de la valeur du point GIR départemental et tenant compte de la convergence tarifaire, est fixé à 471 488,66 €.

Le forfait relatif à la dépendance à la charge du département pour l'année 2022 est fixé à 286 972,01 €. Il sera versé mensuellement à hauteur de 23 914,33 €.

ARTICLE 4 – Les tarifs fixés à l'article 1 sont applicables à compter du 1^{er} mars 2022 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

ARTICLE 5 – Un délai d'un mois à dater de la notification du présent arrêté est imparti pour l'introduction éventuelle d'un recours contre cette décision auprès du tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté sera publié par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes ou par affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur adjoint de la Solidarité départementale, Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont de Marsan, le

28 MAR. 2022

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil Départemental

Hôtel du Département
23, rue Victor Hugo
40025 Mont-de-Marsan Cedex
Tél : 05 58 05 40 40
Fax : 05 58 05 41 87
Mél : etablissements@landes.fr



Département
des Landes

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental
Direction de la Solidarité Départementale
Pôle Personnes Agées
Réf. : PPA-SAAD-2022-3

Envoyé en préfecture le 28/03/2022

Reçu en préfecture le 28/03/2022

ID : 040-224000018-20220328-PPA_SAAD_2022_3-AR



Les Landes, le Département

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES LANDES

VU la délibération du 25 janvier 2021 relative au soutien des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19,

VU la décision de la Commission Permanente du 29 mars 2021 précisant que ce soutien se fera au ~~réel des dépenses engagées dans la limite de 60 € par déplacement et par personnes bénéficiaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie,~~

CONSIDERANT les mémoires de dépense produits pour l'accompagnement de sept personnes bénéficiaires de l'APA par le Centre Intercommunal d'Action Sociale du SEIGNANX (période janvier 2022),

ARRETE

ARTICLE 1 : Le service d'aide et d'accompagnement à domicile du Centre Intercommunal d'Action Sociale du SEIGNANX bénéficie du soutien des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile dans le cadre de la vaccination contre la Covid-19.

ARTICLE 2 : Au vu des critères, le montant à verser au service d'aide et d'accompagnement à domicile s'élève à 50,75 €. Il sera versé en une seule fois dans le cadre de la dotation mensuelle APA domicile.

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le Directeur général des Services du Conseil départemental, le Directeur adjoint de la Solidarité départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département des Landes.

Fait à Mont de Marsan, le **28 MAR. 2022**

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental



Département
des Landes

Envoyé en préfecture le 15/03/2022

Reçu en préfecture le 15/03/2022

ID : 040-224000018-20220315-MID_R_2022_01-AR



Les Landes, le Département

Mission d'Inspection Départementale

MID-R-2022-01

REGIE D'AVANCES ET DE RECETTES AUPRES DU FOYER DE L'ENFANCE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU l'acte constitutif du Conseil départemental en date du 07 février 2020 instituant une régie d'avances et de recettes auprès du Foyer de l'Enfance ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'article L.3211-2 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoir au Président du Conseil général ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération n° 5 du 1^{er} juillet 2021 autorisant le Président du Conseil départemental à créer, modifier et supprimer les régies d'avances, régies de recettes et régies de recettes et d'avances au titre du budget principal et des budgets annexes du Département ;

Vu l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental en date du **02 MAR. 2022** ;

DECIDE

ARTICLE PREMIER – L'acte constitutif susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

ARTICLE 2 – Il est institué une régie d'avances et de recettes auprès du Foyer de l'enfance ;

ARTICLE 3 – La régie est installée au Foyer de l'Enfance – 2 rue de la Jeunesse – Quartier du Carboué – 40012 Mont-de-Marsan ;

ARTICLE 4 - La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre ;

ARTICLE 5 - La régie paie les menues dépenses suivantes :

- alimentaires, pédagogiques, éducatives, administratives, de transports et de déplacements, de carburants, d'entretien,
- fournitures médicales et prestations à caractère médical,
- sports et loisirs,
- sorties et camps estivaux,
- frais d'affranchissement et de télécommunication,
- frais de coiffeur,
- versement de l'argent de poche, cadeaux de Noël, vêtue des enfants du département et des départements extérieurs accueillis au Foyer de l'Enfance,



- carte grise
- avance de loyer pour un usager.

ARTICLE 6 - Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées selon le mode de règlement suivant :

- numéraire,
- carte bancaire,
- chèque.

ARTICLE 7 - Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP – 23 Rue Armand Dulamon – 40011 MONT-DE-MARSAN Cedex.

ARTICLE 8 - La régie encaisse les produits suivants :

- Loyers reversés par les personnes accueillies,
- Allocation d'accueil et d'entretien des personnes accueillies,
- Allocation de Noël,
- Argent de poche.

ARTICLE 9 - Les recettes désignées à l'article 8, sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire,
- chèques bancaires, postaux ou assimilés.

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un ticket numéroté ou formules assimilées.

ARTICLE 10 - L'intervention d'un mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination. Le mandataire suppléant ne peut exercer ses fonctions au-delà d'une durée de deux mois (art. R. 1617-5-2-II du CGCT).

ARTICLE 11 - Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 1 600 €.

ARTICLE 12 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 11 000 €. Le régisseur est autorisé à effectuer un retrait d'un montant maximum de 6000€ par semaine. Cela permettra d'effectuer les retraits hebdomadaires pour les besoins en régie d'avances, l'argent de poche et l'allocation de Noël.

ARTICLE 13 - Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès du Payeur Départemental le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et :

- au moins tous les mois et en tout état de cause le 31 décembre de chaque année,
- en cas de remplacement par le mandataire suppléant,
- en cas de changement de régisseur titulaire,
- au terme de la régie.

ARTICLE 14 - Le régisseur titulaire verse auprès du Payeur départemental la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses dans les conditions fixées à l'article 13.

ARTICLE 15 - Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 - Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 17 - Le mandataire suppléant de la régie percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.



ARTICLE 18 - Le Président du Conseil Départemental et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Mont-de-Marsan, le

15 MAR. 2022

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental

Avis conforme
Le ~~Payeur~~ Départemental

Par Procuration,

Celine BALAIN



Département
des Landes

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022

ID : 040-224000018-20220405-MID_R_2022_02-AR



Les Landes, le Département

MISSION D'INSPECTION DEPARTEMENTALE

MID-R-2022-02

**REGIE D'AVANCES DE LA MAISON D'ENFANT A CARACTERE SOCIAL AVEC SOINS
INTEGRES (MECSSI) L'ENCANTADA**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU l'acte constitutif du Conseil départemental en date du 28 Novembre 2019 instituant une régie d'avances de la Maison d'Enfant à Caractère Social avec Soins Intégrés (MECSSI) ;

Vu la délibération n° A7 du 6 mai 2021 autorisant le Président du Conseil Départemental à approuver le nom « ENCANTADA » pour l'établissement M.E.C.S.S.I ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'article L.3211-2 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération n° 5 du 1^{er} juillet 2021 autorisant le Président du Conseil départemental à créer, modifier et supprimer les régies d'avances, régies de recettes et régies de recettes et d'avances au titre du budget principal et des budgets annexes du Département ;

Vu l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental en date du **23 MAR. 2022**;

DECIDE

ARTICLE PREMIER – L'acte constitutif susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

ARTICLE 2 : Il est institué une régie d'avances auprès de la Maison d'Enfant à Caractère Social avec Soins Intégrés (MECSSI) L'ENCANTADA.

ARTICLE 3 : La régie est installée au 938 Avenue de Nonères – 40000 MONT-DE-MARSAN

ARTICLE 4 : La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ARTICLE 5 : La régie paie les dépenses suivantes :

- dépenses administratives,
- transport, déplacements, carburants,
- produits d'hygiène, fournitures médicales,
- frais d'affranchissement et de télécommunications,
- petit matériel, entretien,



- dépenses alimentaires,
- dépenses pédagogiques et éducatives,
- sorties et camps estivaux,
- frais de coiffeur,
- versement de l'argent de poche, cadeaux de Noël, vêtue des enfants du département et des départements extérieurs accueillis à la MECSSI.

ARTICLE 6 : Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlements suivants :

- numéraire,
- carte bancaire

ARTICLE 7 : Un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques DDFIP – 23 Rue Armand Dulamon – 40011 MONT-DE-MARSAN CEDEX.

ARTICLE 8 : L'intervention d'un mandataire suppléant et d'un ou plusieurs mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination. Le mandataire suppléant ne peut exercer ses fonctions au-delà d'une durée de deux mois (art. R. 1617-5-2-II du CGCT).

ARTICLE 9 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 1600 €. Le régisseur est autorisé à effectuer un retrait d'un montant maximum de 1000 € par semaine. Cela permettra d'effectuer les retraits hebdomadaires pour les besoins de la régie, l'argent de poche et l'allocation de Noël.

ARTICLE 10 : Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès du Payeur départemental la totalité des pièces justificatives des dépenses :

- au minimum, à la fin de chaque mois et en tout état de cause le 31 décembre de chaque année,
- en cas de remplacement par le mandataire suppléant,
- en cas de changement de régisseur titulaire,
- au terme de la régie.

ARTICLE 11 : Le régisseur titulaire n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 - Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 - Le mandataire suppléant de la régie percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 14 : Le Président du Conseil départemental et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental

Mont-de-Marsan, le 05 AVR. 2022

Avis conforme
Le Payeur Départemental
Par Procuration,

Celine BALAINE



Département
des Landes

Mission d'Inspection Départementale

MID-R-2022-03

Envoyé en préfecture le 15/03/2022

Reçu en préfecture le 15/03/2022

ID : 040-224000018-20220315-MID_R_2022_03-AR



Les Landes, le Département

REGIE DE RECETTES DE L'ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE NONERES (E.S.A.T.)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU l'acte constitutif du Conseil départemental en date du 24 mai 2017 instituant une régie de recettes pour l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail de Nonères ;

VU le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'article L.3211-2 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales portant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental ;

VU la délibération n°5 du 1^{er} juillet 2021 autorisant le Président du Conseil départemental à créer, modifier et supprimer les régies d'avances, régies de recettes et régies de recettes et d'avances au titre du budget principal et des budgets annexes du Département ;

Vu l'avis conforme de Monsieur le Payeur Départemental en date du 02 MAR. 2022 ;

DECIDE

ARTICLE PREMIER - L'acte constitutif susvisé est abrogé et remplacé comme suit :

ARTICLE 2 - Il est institué une régie de recettes auprès de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail de Nonères, budget annexe du Conseil départemental des Landes.

ARTICLE 3 - La régie est installée au 67 Avenue du 34^{ème} R.I. 40000 Mont-de-Marsan.

ARTICLE 4 - La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ARTICLE 5 - La régie encaisse les chèques vacances.

ARTICLE 6 - Les recettes désignées à l'article 5 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraires,
- chèques bancaires, postaux ou assimilés,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets de caisse numérotés ou formules assimilées.

ARTICLE 7 - L'intervention d'un mandataire suppléant et d'un ou plusieurs mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination. Le mandataire suppléant ne peut exercer ses fonctions au-delà d'une durée de deux mois (art. R. 1617-5-2-II du CGCT).

ARTICLE 8 - Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur titulaire est autorisé à conserver est fixé à 800 €.



ARTICLE 10 - Un compte de dépôts de fonds au Trésor est ouvert en qualité, auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques des Landes, 23 rue Armand Dulamon, 40000 MONT-DE-MARSAN.

ARTICLE 11 - Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès du Payeur départemental le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et :

- au minimum, une fois par mois et en tout état de cause le 31 décembre de chaque année,
- en cas de remplacement par le mandataire suppléant,
- en cas de changement de régisseur titulaire,
- au terme de la régie.

ARTICLE 12 - Le régisseur titulaire verse auprès du Payeur départemental la totalité des justificatifs des opérations de recettes encaissées dans les conditions fixées à l'article 10.

ARTICLE 13 - Le Président du Conseil départemental et le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Mont-de-Marsan, le 15 MAR. 2022

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental

Avis conforme
Le Payeur Départemental

Par Procuration,

Celine BALAINE



Département
des Landes

Envoyé en préfecture le 23/03/2022

Reçu en préfecture le 23/03/2022

ID : 040-224000018-20220323-SA_22_03-AI



Les Landes, le Département

(Le présent arrêté a fait l'objet d'un affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département à compter du 23/03/2022)

Xavier Fortinon

Président du Conseil départemental

SA – 22-03

ARRÊTÉ MODIFICATIF N° 1 à l'arrêté n° SA 21-17 en date du 13 juillet 2021

**relatif à la délégation de fonctions de Monsieur Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental des Landes
à M^{me} Christine FOURNADET, Conseillère départementale**

Le Président du Conseil départemental,

VU l'article L 3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 1 en date du 1^{er} juillet 2021, portant élection de Monsieur Xavier FORTINON à la présidence du Conseil départemental des Landes ;

VU la délibération n° 2 en date du 1^{er} juillet 2021 portant élection de la Commission Permanente ;

VU l'arrêté n° SA 21-17 en date du 13 juillet 2021 portant délégation de fonction à Madame Christine FOURNADET, Conseillère départementale, dans le secteur de l'offre de soins ;

COMPTE TENU de la poursuite, pour partie, par le Département des Landes de son soutien en matière de déchets au titre de ses compétences thématiques « *Equipements ruraux* » (articles L 3232-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales) et transversales au travers de la Solidarité territoriale (article L 1111-10 du même Code) ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Délégation de fonctions est donnée à M^{me} Christine FOURNADET, Conseillère départementale, pour suivre les dossiers du Conseil départemental entrant dans les secteurs de l'Offre de soins **et des déchets**.

A ce titre, elle assurera notamment la représentation du Président dans les manifestations et réunions et animera les réunions de travail avec les services du Département et les différents partenaires.

ARTICLE 2 : La délégation prévue ci-dessus n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes ou par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes, et notifié à l'intéressée. Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont-de-Marsan, le 23 MAR. 2022

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental



Département
des Landes

(Le présent arrêté a fait l'objet d'un affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département à compter du 29/03/2022)

N° SA 22-04

**ARRETE DE SUBDELEGATION DE FONCTION
DE M. XAVIER FORTINON, PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES LANDES
A M. HENRI BEDAT, VICE-PRESIDENT**

Le Président du conseil départemental des Landes,

VU la délibération n° 1 en date du 1^{er} juillet 2021, portant élection de Monsieur Xavier FORTINON à la présidence du Conseil départemental des Landes ;

VU la délibération n° 2 en date du 1^{er} juillet 2021 portant élection des Vice-Présidents et de la Commission Permanente ;

VU la délibération n° 5 en date du 1^{er} juillet 2021 portant délégations d'attributions données par le Conseil départemental au Président et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget (article L 3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales) ;

VU l'article L 3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

ARRETE

ARTICLE 1 : M. Henri BEDAT, Vice-Président du Conseil départemental, reçoit subdélégation de fonction pour, conformément à l'article L 3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et concernant les codes CPV dont la liste figure en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Cet arrêté de subdélégation de fonction emporte délégation de signature au bénéfice du délégataire, M. Henri BEDAT. Cette subdélégation ne dessaisit pas le Président du Conseil départemental, le délégant.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département des Landes ou par insertion au Bulletin Officiel du Département des Landes, et notifié à l'intéressé. Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mont-de-Marsan, le

29 MAR. 2022

X F. L

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental



ANNEXE A L'ARRETE DE SUBDELEGATION DE FONCTION

Liste des codes CPV

Code CPV	Libellé
44113310-1	Matériaux routiers enrobés (fourniture de grave émulsion, enrobés à froid...)
45112500-0	Travaux de terrassement
45112720-8	Travaux d'aménagement paysager de terrains de sport et d'aires de loisirs
45200000-9	Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil
45220000-5	Ouvrages d'art et génie civil
45221100-3	Travaux de construction de ponts
45221111-3	Travaux de construction de ponts routiers
45221119-9	Travaux de rénovation de ponts
45233000-9	Travaux de construction, de fondation et de revêtement d'autoroutes, de routes
45233120-6	Travaux de construction de routes
45233128-2	Travaux de construction de carrefours giratoires
45233140-2	Travaux routiers
45233141-9	Travaux d'entretien routier
45233142-6	Travaux de réparation de routes
45233200-1	Travaux de revêtement divers
45233220-7	Travaux de revêtement de routes
45233223-8	Travaux de resurfacement de chaussées (Fourniture, transport et mise en œuvre de grave émulsion, matériaux bitumineux coulés à froid...)
45233292-2	Installation de dispositifs de sécurité
45454000-4	Travaux de restructuration



Département
des Landes

Envoyé en préfecture le 14/03/2022

Reçu en préfecture le 14/03/2022

ID : 040-224000018-20220314-SJ_22_03-AR



Les Landes, le Département

(Le présent arrêté a fait l'objet d'un affichage à l'accueil de l'Hôtel du Département à compter du 14/03/2022)

Xavier Fortinon
Président du Conseil départemental

SJ 22/03

**Délégation de signature de Monsieur Xavier FORTINON,
Président du Conseil Départemental des Landes
à Monsieur Saïd ACEF, Directeur Général Adjoint en charge des grands projets
sociaux et médico-sociaux**

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 3221-3, L. 3221-11 ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 modifié, portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales ;

VU le contrat d'engagement en date du 03/01/2022 conclu entre le Président du Conseil départemental des Landes et M. Saïd ACEF pour assurer les fonctions de Directeur Général Adjoint en charge des grands projets sociaux et médico-sociaux au sein du Département des Landes ;

VU la délibération n°1 du Conseil départemental des Landes en date du 01 juillet 2021 portant élection de Monsieur Xavier FORTINON à la présidence du Conseil départemental des Landes ;

VU la délibération n°5 du Conseil départemental des Landes en date du 01 juillet 2021 donnant délégations au Président du Conseil départemental des Landes ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Saïd ACEF, Directeur Général Adjoint en charge des grands projets sociaux et médico-sociaux, à l'effet de signer, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les documents administratifs et comptables, arrêtés, actes et correspondances, à l'exclusion des actes énumérés ci-après :

- actes réglementaires,
- circulaires et instructions générales
- rapports au Conseil Départemental et à la Commission Permanente
- lettres aux Ministres, aux Préfets, aux Parlementaires, aux Conseillers Régionaux, aux Conseillers Départementaux,
- arrêtés individuels portant nomination des directeurs généraux adjoints, directeurs et chefs de services.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général Adjoint en charge des grands projets sociaux et médico-sociaux et Monsieur le Payeur Départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MONT-DE-MARSAN, le 14 MAR. 2022

X F. L

Le Président,

Xavier FORTINON

SYNDICATS MIXTES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N°01-01

FINANCES : OUVERTURE DU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La Présidente informe l'assemblée qu'il convient d'organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Elle rappelle que ce débat permet de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et d'informer l'assemblée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

LE COMITE SYNDICAL

Vu, l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport présenté par la Présidente de l'ALPI,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

De prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire engagé sur la base du document de synthèse ci-annexé.

Article 2 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tout document à cet effet.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

**La Présidente du Syndicat Mixte
Départemental ALPI**

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 02-01 PERSONNEL : APPROBATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01 JANVIER 2022

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La Présidente informe l'assemblée que suite à des modifications, il convient d'approuver le tableau des effectifs mis à jour au 01 janvier 2022.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le tableau des effectifs,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Considérant qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs de l'ALPI pour 2022 suite aux avancements de grade et nominations,

Après en avoir délibéré, **DECIDE :**

Article 1 :

D'approuver le tableau des effectifs du syndicat mixte Agence Landaise Pour l'Informatique à compter du 01 janvier 2022.

Voir tableau en annexe.

Article 2 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tout document à cet effet.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télécours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

Grade	Catégorie	Effectif budgétaire	Effectif budgétaire			Stagiaire ou titulaire	Statut	
			Pourvu	Vacant	Dont TNC		Non titulaire	
Filière administrative								
Attaché Principal	A	2	2			2		
Attaché Territorial	A	1	0	1		0		
Rédacteur territorial principal 1ère classe	B	2	2			2		
Rédacteur territorial principal 2ème classe	B	2	2			1		1
Adjoint Administratif Principal 1ère classe	C	3	3			3		
Adjoint Administratif Principal 2ème classe	C	4	3	1		3		
Adjoint Administratif	C	3	3			2		1
TOTAL filière administrative		17	15	2	0	13	0	2
Filière technique								
Ingénieur principal territorial	A	2	2			2		
Ingénieur territorial	A	1	1			0	1	
Technicien Principal 1ère classe	B	9	9			8		1
Technicien Principal 2ème classe	B	9	9			7	1	1
Technicien territorial	B	1	1			1		
Adjoint technique principal 1ère classe	C	1	1			1		
Adjoint technique Principal 2ème classe	C	2	2			2		
Adjoint technique	C	8	8		1	8		1
TOTAL filière technique		33	33	0	1	29	2	3
TOTAL GENERAL		50	48	2	1	42	2	5

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 02-02

MISE A JOUR DE L'ORGANIGRAMME DE L'ALPI

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La Présidente informe les membres que l'organigramme de l'ALPI a été remis à jour au 1^{er} janvier 2022.

Celui-ci a été présenté préalablement au Comité Technique lors de sa séance du 24 janvier 2022 et a reçu un avis favorable.

LE COMITE SYNDICAL

Vu, l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis favorable du comité technique du CDG en date du 24 janvier 2022,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Considérant qu'il convient de mettre à jour l'organigramme de l'ALPI,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

D'approuver l'organigramme du Syndicat mixte Agence Landaise Pour l'Informatique à compter du 01 janvier 2022.

(Ci-joint organigramme)

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document à cet effet.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

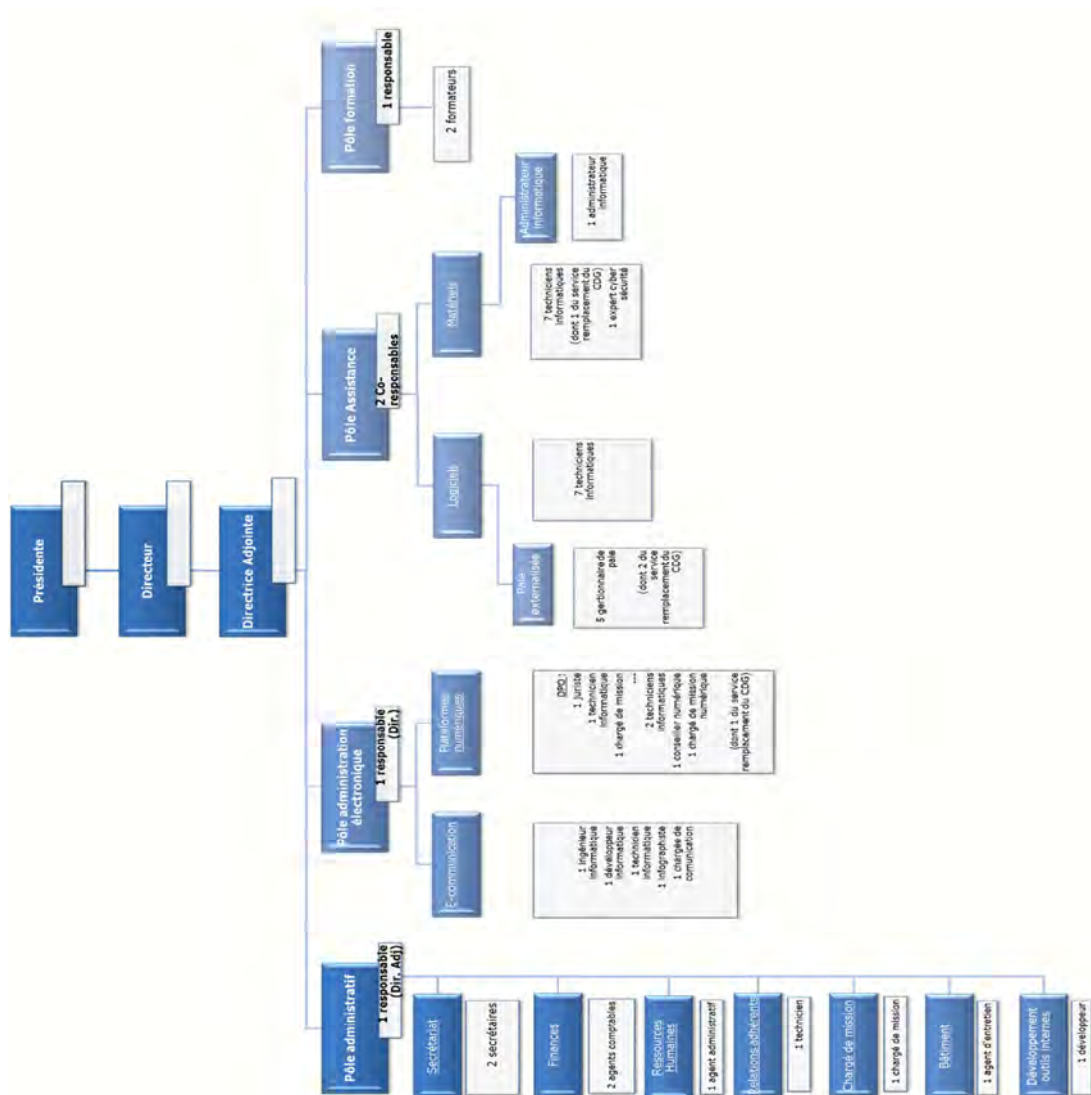
La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 02-04

PERSONNEL : CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE REDACTEUR PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE DE CATEGORIE B (sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi (article 3-3.2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984)

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

Madame la Présidente expose à l'assemblée qu'il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi permanent à temps complet de chargée de communication à l'Alpi (catégorie hiérarchique B) car les besoins de service le justifient.

En effet, elle rappelle que par délibération du 10 mars 2021, le comité syndical de l'ALPI avait procédé à la création d'un emploi temporaire pour les missions relatives à la communication de l'alpi auprès de ses adhérents, suite au départ de l'agent titulaire en disponibilité.

Après un an de fonctionnement et en l'absence du retour de l'agent en poste, le besoin devient permanent.

LE COMITE SYNDICAL

Vu, l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3-3 2°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Considérant que les besoins des services justifient la création d'un emploi de catégorie B.

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

De créer un emploi permanent à temps complet de Rédacteur Principal de 2^{ème} classe de catégorie B à compter du 01 avril 2022,

Que cet emploi sera inscrit au tableau des effectifs de la commune/établissement,

Que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions de chargé de communication,

Que l'agent contractuel recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 506,

Que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

Article 2

Madame la Présidente est chargée de procéder aux formalités de recrutement.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 02-05

PERSONNEL : DOCUMENT UNIQUE SUR LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

Madame la Présidente rappelle aux membres du Comité syndical que l'Alpi a entériné par délibération n°02-02 du 10 mars 2021, le plan d'actions initial du document unique de l'Alpi.

Conformément à la réglementation, le Document unique doit être mis à jour annuellement. A ce titre, cette mise à jour a été effectuée puis proposée au CHSCT dans sa séance du 03 mars 2022.

LE COMITE SYNDICAL

Vu, l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du 03 mars 2022,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

De valider le document unique d'évaluation des risques professionnels et le plan d'actions mis à jour,

Article 2 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tout document à cet effet.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télécours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 02-06

PERSONNEL : CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE REMPLACEMENT DU CENTRE DE GESTION DES LANDES

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

Madame la Présidente rappelle aux membres de l'assemblée que par délibération du 10 mars 2021, l'Alpi adhère au service remplacement du Centre de Gestion des Landes.

Cette adhésion permet ainsi de faire face à des besoins ponctuels liés à l'absence d'agents, (congés annuels, maladie, congé de maternité) ou à un surcroît temporaire d'activité.

Elle ajoute qu'une nouvelle convention est proposée aux collectivités landaises et qu'il convient donc de la présenter à nouveau au Comité syndical. Le taux de participation aux frais de gestion engagés par le CDG reste inchangé, soit 8 % de la totalité des rémunérations brutes versées aux agents mis à disposition.

LE COMITE SYNDICAL

Vu, l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le projet de convention d'adhésion,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré **DECIDE :**

Article 1 :

D'approuver les termes de la convention d'adhésion au service remplacement réactualisée du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes.

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 02-07

PERSONNEL : CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE PREVENTION DU CENTRE DE GESTION DES LANDES

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

Madame la Présidente explique que depuis plusieurs années, le service prévention du Centre de Gestion réalise, à la demande des collectivités, des documents uniques d'évaluation des risques professionnels, des missions d'inspection et apporte des réponses techniques et juridiques aux collectivités.

A ce titre, le service Prévention avait accompagné l'Alpi dans l'élaboration de son document unique. Afin de prendre en compte l'ensemble des prestations réalisées par le service prévention dans le cadre d'une démarche globale de prévention Santé-Sécurité au travail au service des collectivités, une nouvelle convention et une nouvelle tarification sont proposées.

Chaque collectivité adhérente peut également bénéficier d'un diagnostic SST pour sa collectivité dans l'année de son adhésion. Un accompagnement sur la mise à jour du Document Unique est également possible.

LE COMITE SYNDICAL

Vu, l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le projet de convention d'adhésion,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré **DECIDE :**

Article 1 :

D'approuver les termes de la convention d'adhésion au service prévention des risques professionnels santé et sécurité au travail avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes.

D'acter le montant de l'adhésion au service pour 1500 euros par an.

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 02-08

PERSONNEL : PRESTATION D'ACTION SOCIALE : TAUX APPLICABLE AU 1^{er} JANVIER 2022 POUR LES REPAS DES AGENTS DE L'ALPI

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La Présidente informe l'assemblée que le syndicat prend en charge une partie du coût repas des agents fréquentant le restaurant municipal « Bosquet ».

Un nouveau taux s'applique à compter du 01 janvier 2022 avec un plafond indiciaire brut situé à 567. La prise en charge s'élève à 1.29 euros par repas.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu la convention de subventionnement établie par la ville de Mont-de-Marsan,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE :**

Article 1 :

D'approuver la participation de l'ALPI à 1.29 euros par repas pour les agents fréquentant le restaurant municipal « Bosquet ».

Article 2 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tout document à cet effet.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 02-10

PERSONNEL : CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE (en application de l'article L.332-23 1° du Code Général de la fonction publique)

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

Madame la Présidente expose au Comité Syndical qu'il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi non permanent à temps complet de technicien territorial, catégorie hiérarchique B à compter du 21 mars 2022 en raison d'un accroissement temporaire d'activité dans le service e-communication.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création du Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le code général de la fonction publique, notamment l'article L.332-23 1°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

De créer un emploi non permanent à temps complet à raison de 35h/semaine de technicien territorial emploi de catégorie hiérarchique B à compter du 21 mars 2022, pour faire face à un accroissement temporaire d'activité dans le service : e-communication.

Article 2 :

Que l'agent recruté :

- sera chargé d'assurer les fonctions de : intégrateur/ développeur WEB,
- sera rémunéré sur la base de l'indice brut 372 majoré 343 correspondant au 1^{er} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade de technicien territorial, emploi de catégorie hiérarchique B

Article 3 :

Le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique, pour une durée maximale de 12 mois sur une période consécutive de 18 mois.

Les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Article 4 :

Madame la Présidente est chargée de procéder aux formalités de recrutement.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 03 PARTICIPATIONS ET TARIFS HT

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés: Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

Les membres du Comité syndical sont informés de l'ensemble des nouvelles participations pour les adhérentes et les tarifs HT pour les non adhérents.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création du Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

De prendre acte des nouvelles participations pour les adhérents et non adhérents (présentées dans le document ci-joint).

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 05

VALIDATION DU MARCHE PORTANT SUR UN LOGICIEL DE DETTE

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La présidente informe les membres du Comité Syndical que l'Alpi équipe actuellement 23 collectivités (dont le Conseil Départemental des Landes) d'un logiciel de gestion de la dette (WINDETTE) de la société SELDON dont l'échéance du marché est fixée au 30 juin 2022 et ne peut être renouvelé.

Ce logiciel utilisé pour les besoins propres et interne de l'ALPI est, parallèlement distribué aux structures adhérentes.

Une consultation de marché en procédure adaptée a été lancée récemment. Trois offres ont été reçues et des auditions ont eu lieu.

Au vu des critères de sélection des offres, de conditions de reprises des données et de maintenance associée, c'est la société SELDON France qui a été retenue.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu les avis d'appel public à la concurrence publiés au BOAMP (Avis No 21-158422 publié le 01/12/2021) et profil acheteur,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE :**

Article 1 :

D'approuver le titulaire du marché portant sur un logiciel de dette pour un montant estimatif de 140 329.17 euros HT sur une période 6 ans.

Article 2 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer les documents de marché correspondants.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 06

CONVENTIONS DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR LES NON ADHERENTS

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La Présidente informe l'assemblée qu'il est proposé des conventions de prestations de service à des « structures associatives » qui ne peuvent avoir le statut « d'Adhérent » conformément aux statuts de l'ALPI.

Ces conventions s'inscrivent dans le cadre du budget annexe.

LE COMITE SYNDICAL

Vu, l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu les projets de conventions,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

D'approuver les conventions ci-après :

- La Mission Locale des Landes :
Hébergement de sauvegarde : 1500 euros HT
Pack sécurité : 533.50 euros HT
- La SEML hubics pour l'adhésion à @ctes pour un montant de 130 euros HT
- DOMOLANDES pour l'adhésion à @ctes pour un montant de 130 euros HT
- Profession Sport Landes : Pack sécurité pour un montant de 217 euros HT
- L'Association l'arbre à pain : contrat de maintenance matériel : 246.14 euros HT

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa

publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

**La Présidente du Syndicat Mixte
Départemental ALPI
Magali VALIORGUE**

La Présidente certifie que :
- l'acte a été télétransmis électroniquement le :
- l'acte est devenu exécutoire le :
- l'acte a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 07 NOUVELLES ADHESIONS ALPI

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

Les membres du Comité syndical sont informés de l'ensemble des nouvelles participations pour les adhérentes et les tarifs HT pour les non adhérents.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création du Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu le rapport présenté par la présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

Adhésion	Attributions obligatoires	Maintenanc ce matériel	Fourniture et production de logiciels	Haut-débit
Syndicat Adour Midouze	x	x	X	
CCAS d'ONDRES	x	x	X	x

Désignations des représentants :

- Commune Azur : désignation titulaire : Laurent SABAU ; désignation suppléant : Baptiste FERNANDES

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304-

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 08

Désignation « délégué élu » CNAS

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La Présidente informe que l'ALPI est adhérente au Comité National d'Action Sociale. Cet organisme dispense au personnel de l'ALPI des avantages divers.

Un délégué élu est désigné parmi les membres du Comité Syndical.

En octobre 2020, un membre du comité syndical avait été désigné « délégué élu ». Cette personne ne siégeant plus au sein du comité syndical de l'Alpi, une nouvelle désignation doit avoir lieu.

LE COMITE SYNDICAL

Vu, l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création d'un Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DESIGNE :**

Article 1 :

Madame Christine FOURNADET comme « délégué élu » du CNAS.

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télécours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 10_01

INCLUSION NUMERIQUE : CONVENTION D'OBJECTIF INCLUSION NUMERIQUE 2021

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La présidente informe l'assemblée que l'Alpi a sollicité la CARSAT pour une aide financière pour la mise en œuvre du projet « retraités branchés » à destination des retraités en situation de précarité numérique.

Par courrier en date du 07 février dernier, la CARSAT a accordé une aide financière de 29 848.10 euros pour soutenir ce projet et équiper 5 ordinateurs et 50 accompagnements à domicile réalisé par l'Alpi

Afin de pouvoir recevoir l'aide attribuée, un contrat d'objectif doit être signé.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création du Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu le projet de convention

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

D'approuver la convention d'objectif inclusion numérique 2021

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télécours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 10_02

INCLUSION NUMERIQUE : CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE L'ANIMATION D'ACTIONS DE PREVENTION

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La présidente informe les membres du Comité Syndical que l'Alpi souhaite développer des projets tendant à promouvoir des actions de prévention sur la santé des séniors.

A ce titre, un agent de l'Alpi interviendra pour des ateliers numériques au sein de l'Association de Santé, d'Education et de Prévention sur les Territoires des Landes et des Pyrénées Atlantique, dénommée ASEPT SUD AQUITAINE.

A noter que l'intervenante est la conseillère numérique France service (CnFs) de l'Alpi chargée de coordonner les actions de 33 autres CnFs dans le département des Landes.
L'ensemble des animations sont financées par l'ASEPT.

Une convention entre les parties doit donc définir les modalités de coopération.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création du Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu le projet de convention

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

D'approuver la convention de partenariat dans le cadre de l'animation d'actions de prévention

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télerecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

COMITE SYNDICAL SEANCE DU MERCREDI 16 MARS 2022

Le 16 mars deux mille vingt-deux à 17h00 le comité syndical de l'Agence Landaise Pour l'Informatique, dûment convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Magali VALIORGUE, Présidente.

DELIBERATION N° 10_03

INCLUSION NUMERIQUE : CONVENTION DE FINANCEMENT PAR PIXL ET LE SYDEC POUR LE PROJET DE SECURISATION DES LIEUX DE MEDIATION NUMERIQUE

Présents (présentiel) :

Magali VALIORGUE, Philippe LAMARQUE, Dominique BIZIERE, Ambre LAVEUR-BERRUYER, Jean-François CHIVRACQ.

Présents (visioconférence):

Adeline VERGEZ, Christine FOURNADET, Patrice LARTIGUE, Julien PARIS, Colette DESTRADE.

Absents Excusés : Henri BEDAT, Jeanne COUTIERE, Didier GAUGEACQ, Marc LAFOURCADE, Serge LASSERRE, Pascal MARTINEZ, Quentin BENCHETRIT, Corinne MANCICIDOR, Christiane GUIGUE, Frédéric CARRERE, Thierry LECERF, Karl MADER.

Pouvoirs : Corinne MANCICIDOR à Dominique BIZIERE, Christiane GUIGUE à Magali VALIORGUE.

Date de convocation par voie dématérialisée : 10 mars 2022

Secrétaire de séance : Magali VALIORGUE

Résultats : (Application de Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020/Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 telles que modifiées par la Loi n° 2021- 1465 du 10 novembre 2021).

Nombres de membres en exercice : 22

Présents : 10

Votants/Pour : 12 (dont 2 pouvoirs)

Abstention : 0

La présidente informe les membres du Comité Syndical que le SYDEC a confié à la société PIXL-Altitude Fibre 40, la conception, l'exploitation et la commercialisation du réseau de communications électroniques à très haut débit des Landes.

Une convention de partenariat a été signée qui prévoit le versement d'une contribution de soutien à un fonds dédié au développement des services et usages numériques, administré par PIXL-Altitude Fibre 40.

Ainsi, le dernier comité de pilotage des fonds de soutien aux usages du numérique a attribué à l'Alpi la somme de 13 329.60 euros qui servira à financer les kits de sécurité pour les lieux de médiation numérique du département.

LE COMITE SYNDICAL

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2003 portant création du Syndicat Mixte Départemental ALPI,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Départemental ALPI modifiés par arrêté préfectoral du 30 janvier 2020,

Vu le projet de convention

Vu le rapport présenté par la Présidente,

Après en avoir délibéré, **DECIDE** :

Article 1 :

D'approuver la convention de financement par PILX et le SYDEC pour le projet de sécurisation des lieux de médiation numérique.

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer tout document afférent à ce dossier.

Madame La présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois suivant sa publication ou notification. Il peut être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Mont-de-Marsan, le 16 mars 2022

La Présidente du Syndicat Mixte

Départemental ALPI

Magali VALIORGUE

- Acte a été télétransmis électroniquement le :
- est devenu exécutoire le :
- a été publié/affiché le :

Identifiant unique : 040-254003304